PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national constitutif des 11, 12 et 13 juillet 1969
(2ème session)
Issy-les-Moulineaux

Sommaire

Le président (Robert De Pontillon) 4
Ernest Cazelles 9
Pierre Mauroy 10
Le président 10
Ernest Cazelles 10
Barbier (Oise) 11
Labarthe (Landes) 12
Claude Fuzier 16
Souton (Allier) 22
Dubois (Yvelines) 24
Feidt (Meurthe-et-Moselle) 26
Arthur Notebart (Nord) 27
Poteau (Basses-Pyrénées) 31
Lindon (Hauts-de-Seine) 33
Inkermann (Val d'Oise) 35
Troulez 37
Gourtevoy (Marne) 38
Pezet (Bouches-du-Rhône) 41
Le président (Robert Verdier) 44
Vendôme 44
Jeannette Brutelle 47
George Sarre (Paris) 50
Philippe Jean (Vaucluse) 52
Max Lejeune 52
Schmidt 55
Georgette Bonnard 58
Mingard (Pas-de-Calais) 60
Alain Savary 62
Maurice Cormier (Mayenne) 66
Fajardy 69
Serra (Tarn) 72
Vignot (Hérault) 74
Besnard (Eure-et-Loir) 75
Vadré (Rhône) 76
Ernest Cazelles 77
Max Lejeune 78
Ernest Cazelles 79
Victor Provo 80

Fondation Jean-Jaurès

Labat (Landes) 84
Antonin (Savoie) 86
Victor Provo 87
Loraire (Paris) 90
Le président (Labarrère) 93
Joseph 94
Max Lejeune 101
Joseph 101
Le président 102
Max Lejeune 103
Le président 103
Max Lejeune 104
Guy Mollet 107
Max Lejeune 109
Joseph 109
Souton 111
Claude Fuzier 112
Le président 116
Joseph 117
Le président 117
Dourer (Gard) 118
Marcel Champeix (Corrèze) 120
Grizet (Yvelines) 121
Parent (Essonne) 123
André Cellard (Cher) 126
Cité (Paris) 129
André Chandernagor (Creuse) 131
George Rougeron (Allier) 138
Le président (Bernardin) 140
Deneker 141
Intherman 144
Georges Guille 148
Noël (Bas-Rhin) 153
Arthur Notebart 155
Montagnet 161
Jacques Piette (Pas-de-Calais) 163
Gérard Jacquet 166
Lemoret (Seine Maritime) 171
Guy Denis 173
André Boulloche 175
Garrel 177
Leplée (Finistère) 179
Abase (Var) 180
Perrot (Lot-et-Garonne) 181
Fever (Nord) 183

Collection Jean-Jaurès

Mante 185
Jean-Pierre Chevènement 186
Lucien Weygand 189
Delmas (Tarn-et-Garonne) 191
Debesson 193
Antonin (Savoie) 194
Chanal 195
Gantillon (Seine-et-Marne) 196
Jean Poperen 197
Françis Leenhardt (Bouches-du-Rhône) 203
Attale (Val-d'Oise) 205
Delmas (Dordogne) 206
Christian Pineau 209
Cépède (Yvelines) 213
Gazier 217
Robert Vigouroux (Bouches-du-Rhône) 219
Pierre Bérégovoy 222
Bouget (Basses-Pyrénées) 227
Taddei (Somme) 229
Ladret (Rhône) 231
Schreiber (Val d'Oise) 234
Bonnal 235
Sarre 237
Verger 238
Garnier-Thenon 239
Colette Audry 242
Le président (Gérard Jacquet) 245
Anciant 245
Jules Moch 247
Alain Brisset (Deux-Sèvres) 251
Joseph (Pas-de-Calais) 253
Maurice Deixonne 257
Pierre Mauroy 263
Labarère (Basses-Pyrénées) 271
Alain Savary 273
Tondeur (Val d'Oise) 278
Guy Mollet 281
Ernest Cazelles 290
Jean Poperen 292
Le président 293
Le président (Kélber Lousteau) 296
Josephe 296
Gauthier 297
Bernardin 298
Jean-Pierre Chevènement 306

Collection Jean-Jaurès

Bernardin 307
Dominique Taddei 312
Ernest Cazelles 313

Séance du vendredi 11 juillet 1969 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Pontillon, (Hauts-de-Seine), assisté de : Sevestre - secrétaire section d'Issy, Montanier - Hérault, Nosmas - Var, Desseine - Vendée, Gut - Oise, Chanal - Drôme.

Ernest Cazelles - La séance est donc ainsi présidée.

Le président (Robert De Pontillon)

Camarades, la séance est ouverte. J'ai, tout à la fois, l'agréable mission et le redoutable privilège de vous saluer au nom de la fédération Socialiste des Hauts-de-Seine, heureuse et fière de vous accueillir sur son territoire et pour le compte aussi de la Commission nationale d'organisation.

La fédération qui vous accueille a déjà réalisé, depuis plusieurs mois, la synthèse des familles socialistes que rassemble aujourd'hui une volonté commune d'unité.

Elle porte donc déjà en elle-même la promesse anticipée de cette cohésion pour l'action et l'efficacité, dont chacun attend qu'elle soit concrétisée par ce Congrès.

Permettez-moi également de saluer plus particulièrement nos hôtes pour ces trois journées, c'est-à-dire nos camarades de la section Socialiste d'Issy-les-Moulineaux, la municipalité à direction Socialiste et son maire, notre ami Leca.

Je salue enfin, quelle que soit leur obédience d'origine, militants de la SFIO et de l'UCRG déjà regroupés, membres de l'UGCS ou de la CIR, adhérents nouveaux enfin, les 861 délégués de nos 95 fédérations.

Je voudrais aussi en votre nom à tous, saluer la présence parmi nous aujourd'hui de mesdames et messieurs les représentants de la presse française et internationale. Nous savons la difficulté de leur tâche et rendons volontiers hommage à la conscience professionnelle de ceux qui sont ici pour traduire a posteriori et non pas pour interpréter a priori. Nous nous efforcerons de rendre leur mission d'informateur plus facile.

Camarades, ce Congrès se réunit dans des circonstances que certains prétendent confuses, d'autres illégales, ou encore marquées selon de bons prophètes, des signes de notre déclin.

Laissons les uns et les autres se complaire dans leurs médiocres exercices. Mais faisons en sorte de n'offrir ni aux uns, ni aux autres la pâture malsaine dont ils font normalement leurs délices.

Du Socialisme, nous savons que, comme jadis, le bonheur en Europe, il demeure une idée neuve et une ambition jamais encore, ni nulle part, réalisée. Son attraction reste intacte partout dans le monde et c'est de lui que se réclame, même dans le désordre et la confusion, la masse montante des jeunes générations.

Mais il ne suffit pas de constater, pour s'en féliciter que la force d'attraction du

Congrès Jean Jaurès

Socialisme sur les masses et sur la jeunesse est inaltérée.
Faut-il encore que le mouvement Socialiste, par ses structures, son organisation, son langage et ses actes, ne vienne pas contrarier ou freiner cet élan.
Il nous faut aujourd'hui réconcilier le rêve et l'action, c'est-à-dire ouvrir davantage nos horizons à l'évolution profonde du monde et des techniques, c'est-à-dire mieux, aussi, adapter notre action et nos comportements aux formes nouvelles et multiples de l'action politique, dans un univers où le développement des moyens de communication de masse introduit de nouvelles aliénations, mais ouvre également la voie à de nouvelles formes d'expression qui élargissent l'audience de notre appel.
Il nous faut encore, sans doute, mieux intégrer à nos actions, sans nous laisser jamais totalement asservir à elles, les formes traditionnelles de l'action parlementaire et municipale. C'est par le Socialisme municipal que le mouvement Socialiste s'est implanté en France. C'est au travers de ses conquêtes qu'il se survit et progresse encore.
Telles sont, me semble-t-il, les ambitions naturelles offertes à notre effort. Elles fixent nos attitudes et doivent gouverner nos initiatives.
Dans la société industrielle où nous sommes, l'objectif majeur de la Gauche, c'est de rendre le passage au Socialisme, tout à la fois crédible et attractif.
Cette mission hors de laquelle notre combat n'a ni sens, ni justification historique, passe aujourd'hui par un triple effort :
- effort d'organisation, par la création de l'outil de notre lutte politique, et ceci, c'est la mise en place du nouveau Parti,
- effort de réflexion, autour d'objectifs précis et d'idées fortes, porteuses d'avenir et d'espérance,
- effort de synthèse et de confrontation enfin, pour des actions concrètes traduisant les objectifs théoriques en terme de programme gouvernemental, réaliste parce que réalisable.
Mais cet effort restera vain et illusoire, au niveau du moins de la traduction qu'en ressentira l'opinion, s'il n'est pas constamment soutenu par une réelle volonté novatrice. Novatrice par ses modes opérationnels, son expression et les hommes qui l'exprimeront.
Je suis, pour ma part, convaincu que si nous tenons ce triple pari, alors, les reculs électoraux, les appétits d'aventure personnelle, les scléroses de pensée ou les rancunes sectaires, n'apparaîtront plus que comme des péripéties accessoires.
Camarades, nous avons en commun de croire à la jeunesse de nos idées, et de savoir que le Socialisme demeure l'unique solution aux problèmes nouveaux nés du développement des sociétés industrielles.
Mais nous voulons dans le même temps que le Socialisme cesse d'être comme une sorte de chant désespéré, pour redevenir une alternative concrète, et demain victorieuse contre la sainte alliance des conservatismes.
Camarades, dès lors, il ne dépend plus que de nous, qu'Issy-les-Moulineaux soit tout à la fois un commencement et un renouveau.
(Applaudissements)
Nous allons maintenant aborder concrètement notre tâche. Je vous dois à cet

Fondation Jean-Jaurès

égard quelques explications complémentaires.
En d'autres circonstances, le débat se serait engagé sur un rapport d'activités, introduit par le Premier Secrétaire du Parti.
Nous ne disposons pas, dans le moment de ce précieux concours. Aussi, le Comité national d'organisation a-t-il décidé qu'il n'y aurait pas de rapport introductif sur les événements intervenus au cours de ces trois derniers mois. Voilà un premier point.
Le second point concerne l'ordre du jour.
Le Comité exécutif provisoire dans une première étape, puis la Commission national d'organisation, après l'accord du 2 juillet, se sont entendus pour vous proposer un ordre du jour en quatre points :
- Statuts du Parti,
- Taux des cotisations pour 69,
- Orientation du Parti et problèmes politiques,
- Election des organismes centraux.
Je le soumettrai tout à l'heure à votre ratification.
Les quatre points qu'il comporte remplissent toutes nos obligations face au court terme. C'est la mise en place de l'infrastructure :
Infrastructure d'organisation par l'adoption des nouveaux statuts, l'élection des organismes centraux et la fixation du taux des cotisations.
Tous moyens par lesquels le Parti se mettra en mesure d'exister, dans les conditions normales de toute organisation.
Mais, infrastructure politique aussi, par le grand débat qui doit s'ouvrir dès demain sur les orientations : orientations privilégiées certes pour le Parti, mais aussi celles que nous savons avoir obligation de définir pour l'ensemble de la Gauche Socialiste.
Le reste devra suivre très vite. Le reste, c'est-à-dire la traduction de ces orientations en termes de programme.
Des procédures sont donc à définir sur ce point quant aux délais que nous nous fixons et aux moyens d'étude et de discussion que nous devrons mettre en œuvre pour tenir ce cahier des charges.
J'aurais pu, camarades, m'en tenir à ces remarques introductives qui sont au demeurant le rappel des informations diffusées au cours des dernières semaines auprès de toutes nos fédérations. Ce faisant, j'aurais le sentiment de manquer à une obligation amicale et solidaire.
La réunion aujourd'hui de ce Congrès national constitutif n'est pas le produit d'une génération spontanée. Elle est le fruit d'un laborieux et difficile cheminement et aussi d'un travail d'équipe poursuivi avec acharnement et je peux l'attester, avec courage, le 5 mai dernier.
Nous avons peut-être vécu sous le signe du provisoire au plan de l'organisation. Mais même le provisoire demande à être gouverné. Il l'a été et la permanence du Parti, dans la forme de son premier regroupement, été assurée.
Pour atteindre, l'autre part, au regroupement qui est aujourd'hui réalisé, il a fallu rétablir ou maintenir les contacts un moment distendus avec des partenaires absents hier, mais présents aujourd'hui. Cela aussi a été fait.

Fondation Jean-Jaurès

Si les structures nationales étaient en pointillé, par contre le Parti vivait, continuait à recruter et à se battre, au niveau ses sections et des fédérations.
Il fallait dès lors, maintenir le contact, conserver les liaisons, informer et guider nos militants, rétablir les informations tendancieuses, voire calmer les troubles et apaiser les inquiétudes. Cela encore a été accompli.
Un travail considérable a pu, en dépit des circonstances, être conduit à bien :
- sur les négociations avec nos partenaires
- sur les travaux de l'exécutif provisoire.
Paradoxalement peut-être, l'information des militants n'a jamais été si précise et si abondante que pendant cette période.
Les émotions ont été diffusées dans les délais requis
Le libre blanc a été publié apportant sans vaine polémique un éclairage serai sur les épisodes injustement controversées.
Enfin, un numéro spécial du "Populaire", envoyé à tous les militants actuellement recensés est venu rendre compte de l'activité du CE. Provisoire, jusqu'à ce jour, où il cesse d'exister.
En complément de cet effort, des rencontres nationales à Suresnes, et régionales en plusieurs endroits, ont permis de faire le point et de tâter le pouls du Parti.
Aujourd'hui, le CE provisoire cesse d'exister, ayant accompli sa mission et assumé selon la formule de notre ami-Pierre Mauroy "une charge qui était un devoir, avant que puisse se tenir un Congrès qui réponde à l'attente de tous."
A tous ceux, donc, qui ont été les animateurs et les instruments de cette entreprise, qui trouve à la fois son terme et son couronnement dans cette assemblée, le Congrès unanime, je l'espère, voudra manifester sa reconnaissance.
Camarades, avant d'aborder plus concrètement la phase de nos travaux, je vous dois quelques explications complémentaires.
En d'autres circonstances, le débat se serait engagé sur un rapport d'activité introduit par le Secrétaire général ou le premier Secrétaire du Parti. Mais nous ne disposons pas dans le moment de ce précieux concours. Aussi la Commission nationale d'organisation a-t-elle décidé qu'il n'y aurait pas de rapport d'introduction sur les événements intervenus au cours de ces trois derniers mois.
Voilà un premier point.
Le second point concerne l'ordre du jour. Le Comité exécutif provisoire, dans une première étape, puis la Commission nationale d'organisation, après l'accord du 2 juillet, se sont entendus pour proposer un ordre du jour en quatre points.
Chacun d'entre vous l'a reçu, soit directement, soit dans les dossiers qui sont sur les tables.
Cet ordre du jour intéresse les statuts du Parti, le taux des cotisations pour 1969, les orientations du parti et les problèmes politiques, et enfin l'élection des organismes centraux.
Il sera soumis tout à l'heure à votre ratification.
Les quatre points qu'il comporte remplissent toutes nos obligations face au court terme. C'est la mise en place de l'infrastructure, infrastructures d'organisations qui donneront au Parti le moyen d'exister, infrastructures politiques aussi, par le

Fondation Jean Jaurès

grand débat qui doit s'ouvrir demain sur les orientations. Le reste fera suite très vite, le reste, c'est-à-dire la traduction de ces orientations en termes de programme.
Les procédures sont donc à définir sur ce point.
Quant aux délais que nous nous fixons au moyen d'études et de discussions que nous devrons mettre en œuvre pour remplir ce cahier des charges.
Camarades, nous aurions pu nous en tenir à ces remarques introductives, qui sont au demeurant le simple rappel des informations diffusées au cours de ces dernières semaines, auprès de nos sections et de nos fédérations.
Ce faisant, nous aurions le sentiment de manquer à une obligation amicale et solidaire.
La réunion d'aujourd'hui, en effet, de ce Congrès national constitutif, n'est pas le produit d'une génération spontanée. Elle est le fruit d'un laborieux et difficile cheminement, mais aussi d'un travail technique poursuivi avec courage et acharnement depuis le 5 mai dernier.
Nous avons peut-être vécu, comme on le dit couramment, sous le signe du provisoire au plan de l'organisation, mais même le provisoire, camarades, demande à être gouverné et il l'a été, et la permanence du Parti dans la forme de son premier regroupement a été assurée.
Pour atteindre d'autre part un regroupement qui est aujourd'hui réalisé, il a fallu rétablir ou maintenir les contacts à un moment distendus avec les partenaires absents hier mais présents aujourd'hui.
Cela aussi a été fait.
Si les structures nationales étaient en pointillées, par contre le Parti lui, vivait, et continuait à recruter et à se battre au niveau de ses sections et de ses fédérations.
Il fallait dès lors maintenir le contact, conserver les liaisons, informer et guider les militants, ceci encore a été accompli.
Un travail considérable a pu en dépit des circonstances être mené à bien sur les négociations avec nos partenaires et sur les travaux de l'exécutif provisoire.
Les motions ont été diffusées dans les délais requis, le livre blanc a été publié, apportant, camarades, on peut le reconnaître, sans vaine polémique, un éclairage serein sur des épisodes injustement controversées.
Enfin, un numéro spécial du "Populaire", envoyé à tous les militants actuellement recensés au fichier national, est venu rendre compte de l'activité du Comité exécutif provisoire, jusqu'à ce jouir où il cesse finalement d'exister.
En complément de cet effort des rencontres nationales à Suresnes et régionales en différents points de France, ont permis de faire le point et de tâter le pouls du Parti.
Aujourd'hui, le Comité exécutif provisoire cesse d'exister, ayant accompli sa mission et assumé, selon la formule de notre ami Pierre Mauroy une charge qui était un devoir, avant que puisse se tenir un congrès qui réponde à l'attente de tous.
A tous ceux donc qui ont été les animateurs et les instruments de cette entreprise qui trouve à la fois son terme et son couronnement dans ce Congrès, je pense que vous voudrez, camarades, manifester votre reconnaissance et votre amitié.

Fondation Jean-Jaurès

Voilà les quelques explications complémentaires ou les rappels nécessaires que nous vous devions, nous allons maintenant, si vous le voulez bien, entrer dans le vif de nos travaux.
Je donne la parole à Ernest Cazelles, sur l'ordre du jour et le règlement du Congrès.

Ernest Cazelles

Mes chers camarades, le Comité exécutif de la période transitoire a chargé une commission d'organisation et de contrôle, qui était composée de la manière suivante : Pinjal (?), Julien Cailleret, Robert Verdier, Henoque, Poperen, Bécoud (?), Labarelle, Martinesco, Guillard (?), Lorrain et Victor Provost, de vous présenter le programme des travaux.
Ce programme comprend ce matin, outre la mise en route du congrès, la nomination de la Commission de vérification des mandats, la nomination du bureau de vote pour les élections de l'organisme de direction et des organismes centraux et, jusqu'à 13 heures, les débats sur les statuts.
Cet après-midi, la suite des débats sur les statuts jusqu'à 17 heures.
A l'issue de ce débat, il sera proposé au Congrès de nommer une Commission de 15 membres qui sera chargée de rapporter devant le congrès les statuts du futur Parti.
Ensuite, de 17h à 20h une discussion pourra s'ouvrir sur la fixation des cotisations et là aussi, à l'issue de ce débat, il y aura une Commission de 11 membres.
Demain samedi, le congrès commencera à 9 heures par le rapport qu'aura établi la Commission des statuts, qui se réunira dans le courant de l'après-midi et une partie de la nuit, le débat de politique générale se poursuivra demain après-midi jusqu'à 20h.
Dimanche 13 juillet, dès 9h suite du débat de politique générale, jusqu'à 11h.
A partir de 11h vote indicatif pour la constitution de la Commission des résolutions qui elle se réunira à partir de 12h. Ensuite, tout de suite après, le scrutin pour l'élection de l'organisme de direction et des organismes centraux.
L'après-midi, le Congrès recommencera à 17h et nous espérons que le dimanche, vers 19 h, les travaux seront terminés, après les votes sur les rapports de la Commission des résolutions et la proclamation de l'élection des organismes centraux.
Je demande au président de mettre ce programme de travaux aux voix.

Le président - Camarades, vous venez d'entendre les explications d'Ernest Cazelles.
Nous avons été saisis, sur le déroulement du Congrès, d'une question préalable de la fédération du Tarn.
La fédération du Tarn demande que le Congrès se déroule à huis-clos. Elle demande au président de séance de faire prononcer le congrès sur cette éventualité.
Je voudrais donner la parole à Pierre Mauroy pour répondre.

Fondation Jean Jaurès

Pierre Mauroy

Je voudrais simplement dire au Congrès que cette question a été posée, a été débattus lors de la réunion du Comité exécutif provisoire du 18 juin, je crois. Les arguments qui ont été développés ont été les suivants, pour repousser à une très grosse majorité cette proposition :

Bien sur, des camarades sont marqués par les péripéties d'Alfortville, de notre Congrès. Encore que les responsabilités ne se situent, bien sur, pas au niveau de la presse, qui, d'ailleurs, le lendemain, n'avait pas été mauvaise du tout, mais bien ailleurs.

Ensuite, c'est une proposition qui est tout à fait inopérante, les journalistes connaissent leur métier, par conséquent ils sauront parfaitement ce qui s'est dit et fait dans notre Congrès. Je crois que dans la société actuelle l'information est telle que les Congrès se passent, bien sûr, que ce soit à huis-clos ou non, dans des maisons de verre.

Enfin, je voudrais souligner que pendant cette période difficile, pendant ces deux mois, la presse a toujours répondu à notre appel, et je tiens d'ailleurs à remercier les représentants de cette presse, les journalistes, du concours qu'ils nous ont apporté. C'est pourquoi je demande de repousser cette proposition.

(Applaudissements)

Le président

Camarades, je pense que cette explication - je l'espère à tout le moins - satisfera nos camarades du Tarn. Est-ce qu'ils maintiennent leur demande ?... Non.

Un délégué - Cela ne nous satisfait pas du tout.

Le président - Camarades, je ne pense pas que vous exigiez un vote sur ce point particulier, après les explications apportées par Pierre Mauroy, au nom de l'unanimité de la Commission nationale d'organisation.

Le vote n'étant pas demandé, camarades, je mets aux voix l'ensemble des propositions rapportées par Ernest Cazelles sur l'ordre du jour et le règlement du Congrès. Vous voudrez bien manifester votre approbation en levant la main avec votre carte rouge en main ?

…

Epreuve contraire ?

…

Les propositions d'Ernest Gazelles sont adoptées à l'unanimité.

Camarades, je donne la parole à Cazelles pour des propositions concernant la nomination de la Commission de vérification des mandats.

Ernest Cazelles

Camarades, auparavant je voudrais vous donner quelques indications pratiques :

Le débat de politique général va commencer demain matin. Il serait souhaitable,

Fondation Jean Jaurès

et la Commission d'organisation le demande à tous les délégués au Congrès, de s'inscrire dès aujourd'hui pour ce débat politique, afin que ce soir, à l'issue des travaux du Congrès, c'est-à-dire aux environs de 20 heures, il y ait une réunion d'organisation du débat, avec le bureau du Congrès, d'une part, et l'ensemble des orateurs, de façon que demain matin le débat de politique générale soit organisé et qu'on ne perde pas de temps dans la journée de demain.
Deuxième indication : les candidatures aux organismes centraux, selon l'ancienne terminologie -je ne sais pas ce qui ressortira de la Commission qui aura à se prononcer sur les statuts-, les candidatures au Comité directeur, à la Commission nationale des conflits, et à la Commission nationale de contrôle, doivent être déposées au plus tard, dernière limite, demain à 11 heures, c'est-à-dire samedi à 11 heures.
Après ces indications pratiques, je vais vous donner ou plutôt vous proposer une composition de la Commission de vérification des mandats. Je vous propose les membres suivants :
Davout (Pas-de-Calais), Cotis (Ain), Vegand (Bouches-du-Rhône), Debesson (Nord), Charotte-Rustan (Puy-de-Dôme), Raymond (Basses-Alpes).
A cette Commission, s'adjoindra la Commission de contrôle, qui aura été saisie, qui aura été désignée par le Comité exécutif, Commission de contrôle qui a déjà préparé une partie du travail.
Cette Commission de contrôle est composée de la manière suivante :
Faillardi, Cholet, Guyard, Didal, Loraire, Victor Provoste, Pivouin.

Le président - Nous avons été saisis d'une demande d'intervention sur ces propositions, de la part de la fédération de l'Oise, notre ami Barbier. Est-ce que Barbier demande la parole ?... Je la lui donne.

Barbier (Oise)

J'ai deux problèmes à soulever qui peuvent paraître anodins, mais si le parti qui se crée actuellement veut paraître un parti nouveau, il faudra que ces problèmes soient réglés. C'est quelque chose qui ne va pas être facile pour la Commission de vérifications des mandats, mais je leur demande d'examiner ces problèmes.
Il y a d'abord le problème des cartes qui sont distribuées gratuitement à d'anciens adhérents. Evidemment, c'est quelque chose d'intéressant, on ne peut pas ne pas leur distribuer des cartes gratuitement, mais à partir du moment où ces cartes sont payées par les sections et où cela donne à certaines fédérations des mandats supplémentaires, cela nous parait anormal. Si cela ne joue que pour quelques cartes, dans les petites fédérations, dans les grandes fédérations cela se chiffre sûrement par un certain nombre de mandats supplémentaires impressionnant.
Secondo, il y a le cas de certains adhérents qui prennent leurs cartes dans deux départements différents, et qui en conséquence, lors des Congrès fédéraux, votent dans deux départements différents. Je ne sais pas si cela se produit fréquemment, mais de toute manière cela existe, et il y a même des délégués départementaux dans cette salle qui ont procédé de cette manière.
Je demande donc à la Commission d'examiner ces deux problèmes.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Cazelles, pour répondre.

Ernest Cazelles - Mes chers camarades, la Commission de contrôle qui avait été nommée par le Comité exécutif s'est penchée sur ce problème et a renvoyé l'étude de l'ensemble des problèmes qui viennent d'être soulevés à la Commission de vérification des mandats. J'invite donc notre camarade de l'Oise à être entendu par la Commission de vérification des mandats, et je pense que le Congrès peut faire confiance à cette Commission de vérification des mandats pour rapporter dans les délais et conformément d'ailleurs aux règlements qui sont établis.

Le président - Camarades, vous êtes d'accord sur cette proposition : renvoi, donc, des problèmes posés par le camarade de l'Oise à la Commission qui vous a été proposée ?
Pas d'opposition ? ... Il en est ainsi décidé.
Camarades, je donne la parole à Cazelles pour faire des propositions concernant la constitution des bureaux de vote.

Ernest Cazelles - Pour le bureau de vote pour l'élection des organismes centraux, la Commission vous propose :
Pierre Prouvost (Nord), Grognard (Pas-de-Calais), Fouchier (Indre-et-Loire), Massias (Bouches-du-Rhône), Joffre (Val-de-Marne).

Le président - Camarades, êtes-vous d'accord sur ces propositions ?...
Pas d'opposition ?... Le bureau est ainsi constitué.
Après ces préalables, je vais ouvrir le débat sur les structures. Nous avons déjà reçu un certain nombre de noms d'orateurs.
Le débat est ouvert. La parole est à Labarthe, des Landes.

Ernest Gazelles - La Commission de vérification des mandats se réunit immédiatement dans la salle de gymnastique qui se trouve dans le hall d'entrée, en-dessous de cette salle. Je prie les camarades de cette Commission de se réunir immédiatement.

Labarthe (Landes)

Mes camarades,
Modeste fédération s'il en fût, la fédération des Landes n'a guère dans la passé encombré les tribunes des Congrès nationaux. Si elle s'y décide aujourd'hui, à l'heure où se constitue définitivement le nouveau Parti, c'est qu'il lui a semblé qu'elle devait tenter elle aussi d'apporter sa pierre à l'édifice commun.
Aussi et après que son Congrès fédéral ait étudié avec grand soin le projet de règlement intérieur qui lui était soumis, elle a voté à l'unanimité la courte motion dont je vais vous donner lecture.

Collection Jean Jaurès

"La fédération des Landes du Parti Socialiste, réunie en Congrès le 6 Juillet 1969 à Mont-de-Marsan, après avoir étudié le projet de règlement intérieur qui lui a été soumis par les instances nationales provisoires, propose les rectifications ci-dessous :

1°- au chapitre 1

- que la règle d'ancienneté de 3 ans prévue à l'article 17 ne soit applicable qu'à partir du 1er juillet 1972…

(Applaudissements)

- que l'article 30, qui traite de l'attribution des mandats soit rédigé de telle sorte qu'il énonce une méthode d'attribution desdits mandats tenant compte à la fois du nombre d'adhérents et du rapport de celui-ci avec le nombre d'électeurs inscrits dans les fédérations.

(Applaudissements)

- que l'article 31 décide que lors des votes par mandats et pour que les votes soient acquis, il soit nécessaire d'obtenir non seulement la majorité des mandats, nais aussi celle des fédérations représentées au Congrès.

-que les articles 37 et 38 qui traitent de la composition du Comité directeur et des représentations en son sein tiennent compte des règles ci-dessous :

a) le Comité directeur sera composé pour une moitié de représentants des régions territoriales et pour l'autre moitié de représentants des tendances, à condition que le texte que celles-ci ont soutenu ait recueilli au moins 20% du total des mandats exprimés,

b) qu'au sein dudit Comité directeur, le nombre des parlementaires (députés et sénateurs) ne puisse excéder le tiers du nombre total des membres.

(Applaudissements)

c) que la liste des candidats au Comité exécutif national soit communiquée aux fédérations un mois au moins avant la date du Congrès national, pour permettre aux instances fédérales de se prononcer sur ces candidatures.

2°- au chapitre 7

- que l'article 3 énonce les dispositions suivantes :

Au niveau national, les responsables élus successivement à 3 mandats de 2 ans seront inéligibles la 4ème fois. Après une période d'inéligibilité égale à la durée d'un mandat, ils pourront être à nouveau candidats.

Dans le but d'éviter le risque d'un renouvellement total au terme de six années, cette règle d'inéligibilité pour un mandat s'appliquera après tirage au sort et des la fin du premier mandat pour 1/3 des membres du Comité exécutif élus lors du Congrès constitutif, et pour un second tiers désigné de la même façon et parmi les membres relevant de la même élection au terme du deuxième mandat de deux ans.

Par exception, le membre du Comité exécutif élu au Bureau collégial pourra être candidat aux élections du Comité exécutif pendant une période de 6 ans suivant la date de son élection au Bureau. Dans le cas de non-renouvellement de son mandat au Bureau, il retombera dans le régime normal de non-rééligibilité.

Deux idées maîtresses l'ont guidée, cette fédération, dans le choix de ses propositions :

Collection Léon Blum

1°- introduire dans le fonctionnement du Parti des méthodes démocratiques nouvelles susceptibles de pallier les inconvénients de celles précédemment pratiquées,
2°- faire en sorte que la voix des petites fédérations puisse non seulement être exprimée, mais aussi entendue.
Elle a, en tout premier lieu, souhaité que la régie d'ancienneté de 3 ans prévue à l'article 17 du chapitre 1 ne soit appliquée qu'à compter du 1er juillet 1972, c'est-à-dire dans 3 ans, ceci pour permettre aux nouveaux adhérents de participer dès maintenant à tous les échelons, à la vie du Parti, et aussi pour éviter des discussions dans la détermination de ladite ancienneté tant que le nouveau Parti n'aura pas lui-même trois ans d'existence, époque à partir de laquelle tout deviendra simple.
Elle a ensuite proposé que le nombre des mandats attribués aux fédérations ne soit pas simplement fonction du nombre d'adhérents.
Il est, en effet, bien évident qu'il est plus facile de faire par exemple 1 000 adhérents dans telle ou telle fédération comptant plusieurs millions d'habitants, que dans le département des Landes qui en compte 280 000 ou dans celui de la Lozère qui en additionne moins de 80 000.
L'application de ce système dans le passé a conduit la SFIO à être entièrement entre les mains de quelques fédérations dites "grandes", la multitude des petites n'étant appelée qu'à dire amen ou à se soumettre.
(Applaudissements)
Or, il est certain que l'impact d'une fédération dans la population n'est pas nécessairement fonction du nombre d'adhérents. Les exemples en sont nombreux si l'on collationne les résultats électoraux.
De plus, ne jamais entendre, écouter, admettre les avis des petites fédérations et des moyennes fédérations est mauvais. L'exemple des dernières présidentielles est là pour le démontrer. Si Defferre avait tenu compte du fait que s'il était finalement arrivé à obtenir la majorité, il avait tout de même contre lui la majorité des fédérations, il se serait évité, à lui, un échec particulièrement cuisant, ce qui, au fond, n'a guère d'importance, mais il aurait évité de mettre le Parti dans une situation pénible, ce qui est très grave.
(Applaudissements)
Car les fédérations, qu'elles soient grandes, moyennes ou petites, ont parmi leurs diverses attributions d'être à l'écoute de la masse, d'en dégager les volontés ou les aspirations. Dans le cas des dernières présidentielles, si la majorité des fédérations a voté contre la candidature Defferre, ce n'était pas parce qu'elles étaient contre Defferre lui-même, mais tout simplement parce qu'elles savaient que cette candidature n'aurait pas dans leur coin un écho favorable, qu'elle porterait au contraire préjudice au Parti.
C'est pour cela que la fédération des Landes vous demande d'introduire dans les statuts un correctif au nombre des mandats tenant compte du quotient adhérents/nombre d'électeurs inscrits dans la fédération.
C'est pour la même raison qu'elle vous demande de décider lors des votes par mandats, qu'une décision ne puisse être acquise que si elle a obtenu la majorité

du nombre des fédérations représentées.
C'est d'ailleurs pour que leur voix puisse être entendue de façon plus fréquente que nous vous proposons aussi que la moitié des sièges du Comité directeur soit réservée à une représentation régionale, l'autre moitié l'étant aux représentants des tendances. Ainsi, à chaque fois que ledit Comité aura une décision à prendre, à son élaboration auront participé non seulement les théoriciens de la politique, mais aussi les praticiens obscurs, ceux qui est en charge ensuite de la développer, de la faire comprendre, de lui donner dans la population l'impact indispensable sans lequel la plus belle des décisions n'est qu'un prêche dans le désert.
Et c'est pour réserver au maximum d'hommes nouveaux les places de responsables politiques que la fédération des Landes souhaite également que le nombre de parlementaires entrant dans le Comité exécutif ne puisse excéder les tiers des membres de celui-ci. D'autant que ledit Comité exécutif a en charge le contrôle de l'action des élus, ce qu'il ne saurait faire valablement si d'aventure ces derniers pouvaient détenir la majorité en son sein.
(Applaudissements)
Enfin, la fédération des Landes souhaite une limitation des mandats des responsables à l'échelon national en six années. Elle pense que six ans sont suffisants pour assurer la continuité nécessaire à l'action et insuffisants pour que s'installe dans le Parti une sclérose qui lui serait nuisible. Elle pense enfin que cette cadence de renouvellement permettra la promotion d'un plus grand nombre de cadres, ce qui est indispensable au bon fonctionnement et au rayonnement du nouveau Parti.
Les mesures que nous vous proposons, je l'ai dit tout à l'heure, n'ont pour but que d'améliorer le fonctionnement de cet outil qu'est le Parti. Que l'on ne me fasse surtout pas dire, comme le font certains, que les mesures utilisées jusqu'à l'heure au sein de la SFIO, étaient anti-démocratiques. Le vieux militant SFIO, depuis quelques décades, que je suis, ne le permettrait pas. Mais la démocratie peut revêtir des formes multiples, et il n'est pas déshonorant d'admettre que telle méthode employée durant des années, de longues années, n'a pas donné les résultats escomptés par ceux qui l'avaient mise en place...
(Applaudissements)
Alors, il faut tenter autre chose, et d'ailleurs il est bon qu'à parti nouveau correspondent méthodes et hommes nouveaux.
Cette notion de démocratie à laquelle la fédération des Landes est tellement attachée, il faudra la développer au maximum, et dans les statuts rappeler en particulier aux responsables du Parti que leur accession à des postes de direction ne les dispense nullement de se soumettre à la discipline décidée par tous, pour tous.
Il ne faudra plus que se reproduisent des incidents comme celui de la dernière assemblée d'information des délégués départementaux, où une décision prise à l'unanimité et interdisant tous contacts avec la presse fut transgressée, sans que l'assemblée en soit même informée, et d'une manière tellement maladroite et abrupte que l'interprétation faite par la presse de la note diffusée rendait ridicule

la position de soutien à Poher, qui avait été prise, et qu'elle a ainsi porté le plus grand tort au Parti à qui elle enlevait un peu plus de sa crédibilité.
Demain, le Congrès aura à déterminer les grandes options du Parti, et ce sera sans doute sa tâche essentielle. Mais il est certain que si l'outil d'application n'a pas été parfaitement étudié, si les hommes chargés de les promouvoir n'ont pas été judicieusement choisis, aussi valables que soient les options ou les décisions prises, elles ne demeureront que pieux bavardages ou divertissements d'intellectuels.
C'est en cela que le problème des structures revêt toute son importance, et c'est pour cela que la fédération des Landes lui a accordé de longues heures de discussions, persuadée qu'elle est que, si là aussi, l'effort de rénovation, de renouvellement nécessaire n'est pas fait, alors ce nouveau Parti, à qui, chez nous, tous unis, SFIO, UGCS et Conventionnels, nous sommes tellement attachés, risquerait de mourir avant même que de naître.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Claude Fuzier (Seine-St-Denis). Après lui, Souton (Allier).

Claude Fuzier

Mes camarades, l'orateur qui m'a précédé a, à juste titre, souligné que le débat sur les structures était de la plus grande importance.
En effet, un tel débat, parlons clair, a un contenu politique, et ce contenu politique, il y en a de nombreux exemples historiques. Je voudrais simplement rappeler qu'ait 1905, lors de la tentative d'unification qui a été faite à l'époque, il est incontestable que le débat sur les structures du nouveau parti a orienté toute l'organisation socialiste en France pendant des décennies sur des bases très différentes en fonction des choix qui ont été faits.
Je veux rappeler, par exemple, qu'en choisissant à l'époque de prévoir un numerus clausus pour les parlementaires, on a créé une situation privilégiée aux parlementaires dans ce Parti.
Mais, camarades, la mode, à l'heure actuelle, est à la rénovation et tout le monde en fait état. Pour le moment, la rénovation -je veux être très rapide et très bref, d'autres camarades interviendront- mais, pour le moment, la rénovation me paraît être limitée dans le mouvement Socialiste à la disparition de l'ancien Secrétaire général da la SFIO de cette tribune et à un certain nombre de déclarations d'intention, déclarations d'intention qui sont extrêmement pures et extrêmement sérieuses mais qui me paraissent sacrifier beaucoup à la mode.
Ces déclarations d'intention s'inscrivent, à mon avis, dans la manie actuelle qui fait que tout la monde aspire à la jouvence éternelle et ressemblent trop à ces textes publicitaires de la presse féminine selon lesquels telle eau de beauté ou telle crime apportera la jouvence éternelle à la date qui se regarde devant son miroir tous les matins.
Mais, comme le Parti Socialiste n'est pas une vieille coquette, même rénovés, le Parti Socialiste doit mettre un contenu extrêmement solide et extrêmement

valable sous ces affirmations, aussi pures, qui sont avancées depuis des mois à l'intérieur de notre organisation, ou sur les recommandations qui nous sont données de l'extérieur de notre organisation par les éternels donneurs de leçons, les éternels donneurs de conseils.
Alors, il faut franchir l'étape des déclarations d'intention et donner un contenu réel à sa volonté de rénovation et cela se fait par l'intermédiaire d'une modification de nos structures.
Débat capital, par conséquent, pour la rénovation du mouvement socialiste en France. Nous avons, dans ce domaine, dans le projet qui nous est présenté, quelques idées force, quelques idées essentielles qui, toutes, je le répète, ont un contenu politique.
Par exemple, nous créons des structures spécialisées. Eh bien, qu'est-ce que cela signifie, du point de vue politique ? Cela signifie que dorénavant, une organisation comme l'organisation socialiste ne pourra pas axer exclusivement toutes ses formes d'activité sur ce type d'activisme qui était propre aux sections locales et qui, notamment, portait pour l'essentiel sur les batailles électorales, conquêtes des municipalités ou conquêtes des fonctions de député ou de sénateur.
De même, nous avions adopté le principe de la création des sections d'entreprises.
Oh ! je sais que, dans ce domaine il n'y a pas eu encore dans le Parti un raz-de-marée en faveur de ces sections d'entreprise et que des sections industrielles de la plus grande importance continuent à avoir des organisations socialistes qui fonctionnent, pour l'essentiel, sur le plan local, mais fort peu par une activité au sein des entreprises. Je sais également que les quelques tentatives qui ont été faites actuellement ont porté beaucoup plus sur le secteur public ou semi-public que sur le secteur privé et que cela a été à l'image d'une répartition des forces militantes qui fait que s'il y a un secteur dans lequel nous avons des faiblesses incontestables, c'est bien dans le secteur de l'industrie privée.
Par conséquent, le choix que nous avons fait n'est pas seulement un coup de chapeau agréable, gentil, que nous avons apporté aux traditions ouvriéristes qui peuvent exister dans l'organisation socialiste, c'est un engagement que nous avons pris s'ajoutant à celui pris pour des structures spécialisées et qui tend à orienter l'activité du Parti, moins sur le caractère des batailles locales, avec leurs conséquences électorales, que sur une recherche d'un type de militant nouveau, à l'intérieur de notre organisation.
Mes camarades, nous allons donc être peut-être audacieux dans le domaine de la modification de nos structurés et par conséquent, de la rénovation de notre Parti.
En ce qui concerne la base, donc, camarades des Landes tu avais peut-être raison et, en tout cas, tu aurais raison si nous nous en tenions là, si ça n'était seulement qu'à la base qu'on demandait aux camarades du Parti de changer leurs habitudes, étant entendu que sur le plan du sommet, nous continuerions, dans la voie qui a été la nôtre au cours des dernières décennies.
C'est pourquoi le problème de la collégialité est un problème également, à mon sens, fondamental pour la rénovation du Parti.

Fondation Jean Jaurès

Pourquoi ? Il y a à cela des raisons de fond et des raisons de circonstances. Les raisons de fond, il y en a une essentielle, c'est qu'il me paraît, quant à moi, aberrant d'estimer qu'un homme seul, quels que soient ses talents, sa compétence, sa vitalité puisse, aujourd'hui, répondre à la complexité des problèmes politiques, la politique étant devenue une science qui nécessite, de la part de ceux qui la pratiquent, surtout au premier plan, des connaissances dans les domaines les plus divers et les plus multiples.

Camarades, un homme politique des temps modernes doit être un psychologue, comprenant à la fois des caractères individuels et des réactions collectives des masses, il doit être très souvent un économiste et, par conséquent, étant économiste, avoir des connaissances scientifiques non négligeables dans la mesure où l'économie fait appel à des connaissances de ce genre ; il doit être, dans le domaine de la politique internationale, non plus seulement le simple spécialiste des rapports des forces représentés par le nombre de militaires dont on dispose dans une armée, mais également le spécialiste qui a connaissance du rapport des forces réelles qui existent entre les nations.

Il doit réunir au fond en lui des capacités d'un Pic de la Mirandole, et réellement, alors que dans tous les domaines, ceux de l'industrie comme ceux de la science ; on voit disparaître le génie solitaire au profit du travail des équipes, au profit de la création par les équipes, et ce serait, dans le domaine politique, celui qui est décisif pour l'avenir des hommes et pour la vie de l'humanité, que nous maintiendrions des systèmes qui ressemblent fort étrangement à des systèmes de caractère réactionnaire parce que appartenant au passé ?

Camarades, la personnalisation du pouvoir n’a rien à voir avec la direction politique. La personnalisation du pouvoir, elle résulte de l'exercice de moyens d'information qui s'amplifient à outrance, quoique vous savez, il y avait la même personnalisation du pouvoir à l'époque de la monarchie... cela provenait de Dieu. Peut-être que le Dieu d'aujourd'hui est la télévision ou la presse -c'est mon métier, je ne m'en plains pas- mais en tout cas, cela ne signifie pas pour autant que nous devons sacrifier à cette personnalisation du pouvoir la décision de caractère politique dans toute sa complexité.

En fait, la concentration des pouvoirs qui sont accordés à un homme politique, dans les mains d'un seul homme, a un caractère qui devient rapidement inhumain.

Camarades, je crois que, dans ce domaine, nous pourrions faire appel à l'expérience de ceux qui ont connu une telle situation dans un passé récent, dans notre Parti et en dehors de notre Parti, pour qu'ils puissent nous montrer comment concentrer tant d'exigences dans les mains d'un seul homme est quelque chose qui finit, en réalité, par lui créer pour lui une vie inhumaine, ce qui n'est pas bon, ce qui n'est pas bon pour l'homme et ce qui n'est pas bon pour les hommes qui l'entourent.

Camarades, bien entendu, la décision politique est toujours collective, bien entendu la décision politique est toujours collégiale, mais la vie politique, qui demande des réactions quotidiennes, qui suit l'actualité, qui fait de l'application, a autant d'importance que la décision dans la vie quotidienne. Cette nécessité-là

est une nécessité qui exige qu'on renonce à ces formes de concentration.
Et puis, il y a des raisons de circonstances.
Dans ce domaine, camarades, je souhaite parler clair et avec beaucoup de modération dans le langage, mais je me demande si, au moment où nous tentons, où nous tentons en commun la création d'une nouvelle organisation, où nous voulons donner un élan nouveau au Socialisme en ce pays, je me demande si nous devons donner le sentiment à l'extérieur que nous avons manqué d'audace dans nos formes de direction et que nous n'avons abouti, en fait, qu'à réglée un problème de succession individuelle, par ce qui apparaîtrait, tôt ou tard, comme une sorts de révolution de palais, ou si, au contraire, nous devons, avec audace et avec netteté, marquer dans ce domaine aussi des changements réels.
Camarades, il ne s'agit pas, pour nous, de crier : le roi est mort, vive le roi, il s'agit de dire que le Socialisme a continué et qu'il a adapté ses formes nouvelles de direction à la réalité nouvelle qui l'entoure.
La pire erreur serait, pour nous, de confondre les problèmes de la direction du Parti avec des problèmes d'hommes ou avec des problèmes individuels. La pire erreur serait de confondre l'image politique que le Parti représente au travers de quelques-uns de ses hommes à l'extérieur avec les fonctions de gestion, de direction ou d'animation qui existent à l'intérieur de l'organisation.
Camarades, des circonstances historiques que les Socialistes, même ceux qui n'étaient pas à la SFIO, n'ont pas à renier, car ils se seraient inclinée devant elles s'ils avaient été, à l'époque, dans la situation où se sont trouvés nos prédécesseurs, les circonstances historiques ont fait qu'au lendemain de la guerre mondiale, à cause même de la défaillance du mouvement Socialiste en 1940, il a fallu aller vers une concentration des pouvoirs, il a fallu créer un Comité directeur et une pyramide hiérarchisée à l'intérieur de l'organisation. Cela a été créé par qui ? Par un homme qui n'est d'ailleurs même plus membre de notre organisation et qui fait partie des spectateurs les plus intransigeants, de temps en temps, notre camarade Daniel Mayer, mais à l'époque où cela a été créé, cela répondait à un besoin, seulement les temps ont changé, camarades, il s'est écoulé, depuis cette époque, des dizaines d'années, avec des événements politiques de la plus grande importance, dans ce pays même nous avons vu se succéder à la République "démocratique", pour reprendre des formules, une République de caractère autoritaire. Croyez-vous que les réponses structurelles que nous avons apportées à l'époque sont encore aujourd'hui des réponses valables ? Je ne le pense pas.
Et croyez-vous, pour ceux qui l'ont déjà dit parce qu'ils ont quelque réticence à l'égard de la collégialité, que la collégialité est un mythe et que se dégagera tôt ou tard un leader au nom du mouvement Socialiste ? Croyez-vous qu'il ne faut pas mieux que ce leader se dégage au sein du mouvement Socialiste parce qu'il sera compris par les masses, plutôt que par une décision d'un Congrès qui reste quand même une représentation minoritaire des masses socialistes ?
(Applaudissements)
Camarades, c'est pourquoi je suis, en ce qui me concerne, un défenseur très énergique et très constant -j'ai défendu de telles thèses déjà dans une petite

brochure que je m'étais permis de commettre, en 1962, ça n'est donc pas un événement nouveau en ce qui me concerne- un défenseur très constant et très conscient de la direction collégiale qui me paraît, pour des raisons de fond, et pour des raisons de circonstances, répondre très exactement aux besoins du moment.

Je me permets en terminant d'attirer l'attention du Congrès sur ce que pourrait être une formule qui me paraît quant à moi bien entendu susceptible d'améliorations, mais à peu près convenable compte tenu des tâches qui sont demandées à l'heure actuelle à l'intérieur du Parti.

Pour moi je pense qu'une direction collégiale émanant du Comité directeur devrait comprendre -on a choisi le chiffre de 21- un bureau de 21 membres et à l'intérieur de ce bureau, compte tenu notamment du fait que nous ne pouvons pas, dans une organisation comme la nôtre, aux moyens limités, accumuler un trop grand nombre de camarades dégagés de toute activité extérieure, devraient se trouver 9 candidats, 9 postes de responsabilité.

Et voici, énumérés par ordre alphabétique, car il n'y a pas parmi eux, camarades, de premier ou de dernier, c'est cela sur quoi il faut être bien clair, en ce qui me concerne il ne peut pas y avoir de premier ou de dernier et c'est déjà, par rapport à la notion de direction collégiale une transformation, c'est déjà, à l'intérieur de la direction collégiale faire réapparaître la direction d'un homme, ce que nous proposons.

Par ordre alphabétique donc, il devrait y avoir un responsable, à mon sens, à l'animation sociale, responsable à l'animation sociale qui aurait pour responsabilité le travail du Parti, aux entreprises des relations avec les organisations syndicales, la définition de la politique sociale du Parti, l'étude des réactions quotidiennes devant les grandes questions qui se posent et qui agitent le mouvement ouvrier, notamment les batailles dans les entreprises ou dans les administrations en face des mouvements de grève où hélas nous sommes si souvent absents, il faut bien le dire.

Ensuite un responsable à l'organisation générale qui aurait la charge des administrations du centre du Parti, qui serait chargé de la convocation du Comité directeur, du Bureau, de la bonne marche des travaux de ces deux organisations, qui coordonneraient administrativement le travail à la direction collégiale et qui assureraient les relations et le contrôle du groupe parlementaire et de la fédération nationale des élus.

Puis un responsable, troisième responsable, à la coordination du programme, responsable à la coordination du programme qui serait chargé de suivre une élaboration du programme du Parti pour toutes les élections, de élection municipale à l'élection présidentielle.

Un camarade qui serait chargé également de préparer l'élaboration du programme à moyen terme du Parti et qui par conséquent aurait un pouvoir d'intervention et de direction au sein de la Commission nationale d'études du Parti, des commissions de ce type que le parti serait appelé à créer.

Un quatrième responsable, responsable à la formation qui aurait à la fois des tâches de recherche et des tâches de gestion. Tâches de gestion en ce qui

concerne le contrôle et le bon fonctionnement des structures spécialisées que nous avons créées, et tâches de gestion en ce qui concerne les jeunes et les étudiants, qui sont la pépinière dans laquelle nous avons trouvé les futurs cadres de l'organisation. Tâches par conséquent, de formation des cadres, tâches également de recherche, notamment dans le domaine théorique ; étude des recherches théoriques et, par conséquent, là aussi, avec son prédécesseur, celui à la coordination du programme, une possibilité d'intervention et de travail en commun avec les Commissions nationales d'étude, telles qu'elles sont constituées.
Cinquième responsable à l'organisation. Celui-là, c'est le camarade qui est chargé d'entretenir ce courant constant de liaison avec les fédérations du Parti, qui, avec la Commission nationale des conflits, est chargé d'instruire des conflits, en fournissant des moyens d'information, pour que la Commission puisse se prononcer dans des conditions correctes. C'est celui qui a la gestion des biens et propriétés, qui peuvent dépendre du Parti, c'est-à-dire la gestion notamment d'organismes qui fonctionnent en dehors du Parti, mais qui sont dépendants au moins politiquement, de notre organisation.
Sixième responsable, celui à la politique intérieure. Il a pour tâche de suivre les grandes questions de politique intérieure. Il rapporte devant le Comité directeur et devant le Bureau, sur les grandes questions de politique intérieure. Il assure la liaison avec les autres organisations politiques dans le pays. C'est notamment lui qui est amené à conduire les délégations qui rencontrent, lorsque cela est nécessaire, les autres organisations politiques.
Puis le responsable à la politique internationale qui a exactement la mène tâche dans le domaine international : suivre les grandes questions de politique internationale, les rapporter devant le Comité directeur et devant le Bureau, assurer des liaisons internationales.
Huitième camarade : les relations extérieures. Cela signifie quoi ? L'organisation de la propagande, les relations avec la presse sous toutes ses formes, les études qui concernent l’information dans le pays, les problèmes d'édition, et les relations avec le secteur de la culture, un peu trop négligé à mon sens, dans le mouvement Socialiste.
Enfin, dernière responsabilité, celui qu'il ne faut jamais oublier car il détient le nerf de la guerre : le responsable à la trésorerie, c'est-à-dire le responsable de l'ensemble des finances du Parti.
Camarades, entre ces neuf, pas de privilège ; ces neuf que vous désignez sont les porte-parole du Parti, chacun dans le domaine qui est de sa compétence, dans les Congrès il n'y en a pas un qui parle au nom de tous, ou si besoin est, c'est tous qui désignent celui qui parlera en fonction de la circonstance. Le rapporteur sera choisi en fonction des sujets dominants.
Camarades, ce sont bien des changements à des habitudes acquises, je ne le conteste pas : je sais bien que nous avions acquis un certain nombre de rites, dans ce domaine, et que quelques-uns de ces rites étaient tellement réconfortants, dans la mesure où ils aboutissaient à confier la responsabilité de la responsabilité à un seul homme, et à oublier ce qui est la règle essentielle d’une

organisation politique, l'expression d'une solidarité constante entre ceux qui sont appelés à participer au pouvoir et aux responsabilités du pouvoir.
Camarades, la collégialité telle que je la conçois exige une rigoureuse égalité dans les décisions, une stricte répartition des tâches dans l'application de la décision prise, mais la responsabilité de tous devant le Parti mais la responsabilité de tous devant le Parti et la solidarité réelle devant le Parti et devant l'opinion. Il ne peut pas y avoir parmi nous d'hommes que l'on prétend être supérieurs parce qu'on les mets en situation supérieure, lorsqu'il s'agit de devenir les boucs émissaires des politiques que nous avons décidées en commun.
(Applaudissements)
Camarades, dans ce domaine, je vous invite-je me répète peut-être à changer pas mal de vos habitudes, mais j'attends à cette occasion que les rénovateurs, que tous ceux qui depuis des années, de l'extérieur de notre organisation et quelque fois de l'intérieur, nous expliquent qu'il faut du renouveau qu'il faut rajeunir, je les attends devant nos propositions qui sans aucun doute changeront beaucoup d'habitudes dans le mouvement socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Souton de l'Allier.

Souton (Allier)

Camarades, nous mettons tous beaucoup d'espoirs dans ce Congrès d'Issy-les-Moulineaux, surtout ceux qui participaient au Congrès d'Alfortville, que nous avions quitté avec un certain sentiment d'amertume.
Et cependant, camarades, malgré tous les espoirs qui sont les nôtres, nous devons bien constater que nombre de militants de nos anciennes formations nombre de sympathisants, nombre de jeunes surtout que nous aurions voulus avec nous, ne sont pas aujourd'hui présents ou représentés.
Pourquoi ne sont-ils pas là ?… Parce que nous n'avions pas encore de choix politiques suffisamment clairs ? Peut-être. Mais je pense surtout que s'ils ne sont pas là, c'est parce qu'ils conservent l'idée que dans notre organisation politique, ils ne pourraient pas être suffisamment entendus, ils ne pourraient pas suffisamment s'exprimer et ils risqueraient -c'est tout au moins leur opinion- de servir de masse de manœuvre à on ne sait quel appareil, on ne sait quel état-major. Et c'est pourquoi, camarades, les débats de ce jour ont une importance essentielle, car lorsqu'il faudra définir notre politique, je pense que nous le ferons en toute clarté, mais il faut avant -et c'est plus important à mon sens- définir ce sue sera notre Parti, définir les rapports qui existeront entre les sections, les fédérations et la direction du Parti.
Et, camarades, je voulais intervenir précisément sur le point sur lequel Fuzier il y a quelques instants est intervenu : celui de la direction du Parti.
Car deux conceptions sont possibles : on peut concevoir tout d'abord que le Parti serait dirigé par un Secrétaire général dont les responsabilités seraient à la fois administratives et politiques ; je pense, camarades, pour des raisons que Fuzier a

Fondation Jean Jaurès

exposées il y a un instant, que cette conception n'est plus valable à l'heure actuelle, car il n'est pas possible à un homme quelque éminent qu'il soit, de connaître tous les problèmes, que doit trancher quotidiennement la direction d'un parti politique tel que le nôtre.
Le secrétaire général, cela me semble être une notion dépassée, contraire en tout cas au souci d'efficacité qui doit être le nôtre et contraire également -et c'est plus grave encore,- à la démocratie interne du Parti.
Car, camarades, ce que nous pouvons regretter, ça n'est pas d'avoir on ne sait quel appareil, mais justement c'est de ne pas avoir un appareil suffisamment fort, organisé et puissant, et l'on parle quelquefois de nos voisins Communistes… et je crois que sur ce point, nous aurions peut-être quelque leçon à tirer, car c'est certainement dans l'efficacité d'un appareil politique que la cohésion nait, et que nait la discipline. Camarades, je voudrais que nous nous inspirions de cet exemple pour nous doter d'un appareil puissant, et je pense que c'est le souhait de tous ceux qui ont eu dans leur section, dans leur fédération, à se pencher sur les problèmes d'organisations.
Par conséquent, camarades, si nous nous dotons ainsi que nous le souhaitons, d'un appareil politique fort, combien serait-il dangereux de confier cet appareil politique puissant à un homme seul, car il aurait des adjoints, me dira-t-on, mais camarades, ne serait-il malgré tout pas seul lorsque certaines responsabilités seraient à prendre, ne serait-il pas seul pour servir -c'est vrai aussi- de bouc émissaire et les adjoints qu'il aurait n'auraient-ils pas tendance, dans les cas difficiles, a s'en remettre à son autorité ?
Voilà, camarades, les raisons essentielles qui me font dire sue l'institution du secrétaire général ne doit plus être celle que nous adoptons, surtout compte tenu de ce que nous bâtissons un parti pour l'avenir, qui devra fonctionner pendant des dizaines d'années je pense, sans modifications fondamentales de sa direction.
Alors, l'autre conception, c'est celle de la direction collégiale, et il y a quelques instants, Fuzier exprimait de façon excellente les nécessités de cette collégialité : spécialisation des tâches, chacun ayant un secteur déterminé mais les décisions étant malgré tout prises ensemble et de manière solidaire.
Seulement, camarades, et c'est là que je ne suis plus tout à fait d'accord avec Fuzier, je ne pense pas qu'il puisse y avoir une stricte équivalence entre les différents postes de secrétaires ; car camarades, on imagine aisément ce qui risquerait de se produire, quand plusieurs camarades, parlant au nom du Parti, au même titre, auraient peut-être pour s'exprimer, des nuances différentes.
Je parle simplement, pour l'instant, des nuances dans l'expression. Et que dire alors lorsque ces camarades ne pourraient éviter de faire transparaître, dans leurs propos, des nuances qui ne seraient pas simplement des nuances d'expression, mais aussi des nuances de fond ?
Et ne serait-il pas facile à nos adversaire de mettre en lumière les divergences entre les propos de tel et tel secrétaire ? Ne serait-il pas possible, à nos adversaires, de crier au manque d'unité de notre Parti et sur le plan interne ne verrions-nous pas alors des camarades se déterminer en fonction de ce qu'aurait dit tel ou tel secrétaire ?

Ne verrions-nous pas se créer des tendances non pas organisées, mais figées pour une période beaucoup plus longue, non pas sur des problèmes politiques, mais autour de tel ou tel homme ?
Et enfin, camarades, ne risquerions-nous pas de laisser se créer, à l'intérieur, dans l'esprit des militants, l'idée qu'il y aurait dans le Parti d'une part des militants qui auraient le droit de travailler et de se taire, ceux dé la base, et d'autre part des secrétaires dont chacun pourrait exprimer les nuances de son opinion politique ? Autrement dit, qu'il y aurait à côté d'une sorte d'élite politique, dans le parti, la piétaille bonne aux bas faiseurs, mais qui n'aurait pas vraiment voix au chapitre ?
Camarades, je pense que la querelle que nous avons connue, la révolte de la base qui s'est traduite quelquefois d'ailleurs avec excès, dans de nombreuses interventions d'Alfortville, cette querelle reprendrait beaucoup plus forte, avec l'instauration d'une direction collégiale qui aboutirait à une pluri-personnification du pouvoir ?
Je souhaite camarades, pour ma part, et ce sera ma conclusion, que la direction soit collégiale, bien sûr, mais qu'il y ait tout de même, au sein de cette direction, un camarade plus spécialement chargé de coordonner l'action de la direction,… (applaudissements)... qu'il y ait, dans cette direction, un camarade qui, lorsqu'il prendra la parole exprimera la voix du Parti ; dans les semaines que nous avons connues, en effet, beaucoup de militants et de sympathisants ont attendu vainement que le Parti leur parle, que le Parti dise quelque chose et nous sommes restés muets. Ce serait, camarades, la pire des choses si cette direction collégiale devait aboutir à la pluri-personnalisation et à un parti muet !
Voilà pourquoi je suis d'accord Fuzier, avec la direction collégiale, pour les raisons que tu indiquais, nais je pense tout de même, qu'une fois de plus la sagesse consiste dans la voie moyenne et qu'il faut tempérer la collégialité par un "primus inter pares" -c'est toi Guy Mollet qui avait employé jadis cette expression- Il faut qu'il y ait quelqu'un qui représente le Parti, qui soit son image, ce qui permettra de concilier l'efficacité et la démocratie dans le Parti.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Dubois, Yvelines.

Dubois (Yvelines)

Camarades, la fédération des Yvelines m'a demandé de présenter un certain nombre d'amendements au projet des statuts.
Il ne s'agit pas, dans notre esprit, de simples déclarations d'intentions, mis de choses précises.
Je pense que la plupart des points qui ont été amendés par la fédération peuvent être présentés à la Commission de rédaction, et je voudrais donc me limiter aux points essentiels.
Ces amendements essentiels procèdent de trois lignes de pensée : la première ligne, c'est le renouvellement des responsables, c'est l'article 3 du chapitre 8 ; il a déjà été traité par le délégué de la fédération des Landes, je n'y reviendrai pas.

Nous sommes d'accord avec sa proposition, de limiter à trois mandats la durée du travail des responsables, quitte après une période pendant laquelle ils ne seraient plus à une position de responsable, à demander de nouveau à y être.
La deuxième ligne de pensée, c'est la représentation des minorités ; nous pensons que sur le plan de cette représentation, il faut que les fédérations à faible effectif puissent intervenir dans les Congrès, et c'est pourquoi nous proposons qu'à l'article 12 on ramène de 100 à 125 membres l'effectif minimum pour être représenté dans les Congrès.
Nous demandons, dans le même esprit, que pour les minorités d'opinion, à l'article 16 on supprime la représentation limitée aux deux-tiers, mais que ce soit une représentation proportionnelle au plus fort reste.
Nous demandons, à l'article 48, que l'on ramène de 20% le pourcentage pour une minorité quant à la possibilité de se faire représenter au Comité directeur.
La troisième ligne de pensée, c'est un changement d'habitude, et nous proposons qu'il soit inscrit dans les statuts la création d'une direction des études socialistes, qui constituerait, à ce moment là, le chapitre 7. Les textes actuellement au chapitre 7 deviendraient le chapitre 8 en étant décalés. Ceci marquerait publiquement notre souci d'études et de modernisme.
Cette direction aurait un rôle non d'enseignement et de rencontre, que d'autres organismes dans le Parti ou à côté de lui peuvent avoir, mais un rôle de travail technique, sur des problèmes précis pouvant être par conséquent utilisés par le représentant ou par ceux qui demain seraient délégués au pouvoir.
Il s'agirait d'une organisation opérationnelle. Il faudrait, à notre avis, un collège responsable de cinq membres, un animateur national des études, des gestionnaires dans chaque domaine d'étude, des chargés d'études sur chaque problème, ceci dans un cadre de programme et de délais avec recensement préalable et des compétences -il y en a dans le Parti qui ne sont pas suffisamment utilisées et il faut des militants nouveaux et reprenant l'expression de Fuzier, voilà un domaine dans lequel on peut en trouver -et des hommes.
D'ailleurs, il faut aussi un dixième responsable sur le plan national, en plus des neuf qu'a cités Fuzier ; ce serait celui qui serait responsable des études socialistes.
A titre d'exemple, ces études socialistes interviendraient sur des thèmes qui nous paraissent essentiels : l'urbanisation, non seulement le logement, mais l'étude par exemple de solutions socialistes en matière de pollution des eaux et de pollution de l'air ; un deuxième thème : l'équipement énergétique ; troisième thème : une position socialiste vis-à-vis de l'informatique ; attention, camarades dans ce domaine de l'informatique, nous sommes devant un problème nouveau et je dirai dangereux sur le plan humain. Nous risquons, dans quelques années, de voir l'informatique traiter les hommes auxquels elle s'appliquera dans les entreprises, dans les administrations, comme des robots et il faudra peut-être arriver à trouver et à traduire dans la constitution de ce pays, une protection de l'homme contre les excès de l'informatique.
Et il y a un quatrième domaine, c'est le domaine des entreprises, le changement des structures que préconise le Parti en ce domaine. Que préconisons-nous, par

exemple, dans la manière de traiter les monopoles internationaux, dans le cadre de l'application de solutions socialistes en France ?
Il s'agit là, voyez-vous, de préparer des solutions techniques, d'esprit socialiste, et de les soumettre ensuite au Parti, aux instances du Parti.
Bref, il s'agit de mettre la technique au service du Socialisme, parce que nous risquons autrement, de voir le Parti appeler aux postes de responsabilités des technocrates trop influents.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Feidt de Meurthe-et-Moselle.

Feidt (Meurthe-et-Moselle)

Camarades, je crois que ce que nous venons d'entendre pose, dans le cadre de l'adoption des nouveaux statuts, deux catégories de problèmes.
J'ai écouté avec attention ce qu'a dit Fuzier et ce qu'ont dit les camarades qui ont tenté de proposer des modifications aux suggestions sur les propositions qu'avait faites Fuzier, quant à l'organisation du Bureau collégial.
Répartir les compétences entre les membres du Bureau collégial, qu'il compte 9, 10 ou 12 membres, est peut-être très bien, mais je ne crois pas que cela soit suffisant.
En effet, dans le monde où nous vivons, il semble que le Parti, s'il veut vivre, quelles que soient les responsables qui l'animent et leurs qualités, à l'exemple d'autres partis qui sont au bord de nos frontières, ne peut pas se passer d'organismes d'études et d'effectifs administratifs ou techniques qui lui permettent de mener à bien par ses ressources propres, de par sa volonté propre, des études nécessaires à une adaptation constante à l'action politique et aux nécessités du monde moderne.
Il s'agit donc, outre cette rénovation purement statutaire, de rénover également tout un arsenal administratif et technique, de mettre à la disposition des militants des moyens d'information, des moyens de réflexion, des moyens de propagande, qui nous permettent de sortir de certains chemins primaires, ou un peu trop conventionnels. Je crois qu'il y a là quelque chose d'absolument indispensable.
En ce qui concerne la réforme des statuts, mon propos se limitera à un seul point : tout à l'heure, le représentant de la fédération des Landes a évoqué entre autres les problèmes de la régionalisation. Je crois qu'il ne faudrait pas…
Je crois qu'il ne faudrait pas que nous oublions, nous, Socialistes, parce que nous avons contribué à gagner un référendum qui portait sur la régionalisation, que les problèmes de la régionalisation ne sont pas morts avec l'échec du référendum. Je crois que, dans les statuts, il serait indispensable de prévoir que les régions ont droit, auraient droit à une représentation dans les organismes centraux.
Cela me semble utile pour plusieurs raisons.
La première, c'est qu'il n'est pas bon, il n'est pas sain pour un Parti qu'il soit dominé par quelques fédérations qui, d'une façon plus ou moins occulte, s'arrangent entre elles pour se répartir les postes de responsabilité, quelles que

soient d'ailleurs les opinions défendues officiellement au sein des Congrès.
La seconde, c'est qu'il est indispensable que les petites fédérations soient représentées au niveau national. Il est indispensable qu'elles puissent faire entendre leur voix et qu'elles puissent parfois apporter, par leur modestie, certains correctifs aux élans de la puissance.
La troisième, c'est qu'en mettant en contact les représentants des petites fédérations et des représentants des grandes fédérations, et en faisant en sorte que les organismes centraux soient effectivement représentatifs, non seulement de toutes les tendances politiques, mais aussi, si je puis m'exprimer ainsi, de toutes les tendances géographiques, il s'institue un courant d'information qui aille de la base vers le sommet, et qui retourne du sommet vers la base de telle façon que ce courant allant dans les deux sens, soit permanent et qu'il soit tenu compte des préoccupations de certains militants, de certaines sections, de certaines fédérations, qui, pour des raisons parfois historiques, géographiques, économiques, politiques, virent dans des conditions difficiles, ont l'impression d'être isolés, ne reçoivent que de temps en temps la visite d'un missi dominici qui vient leur apporter une bonne parole qui n'est pas toujours d'actualité.
C'est pourquoi je crois qu'il est indispensable que l'article 37 ou l'article 38 des statuts, des projets de statuts soit modifié, de telle façon qu'au moins chaque région de programme ait un représentant au Comité directeur et que celui-ci soit ainsi plus représentatif.
J'ajouterai -c'est une considération qui, de mon point de vue, a son importance- j'ajouterai que le fait pour les petites fédérations, pour les régions de programme, d'avoir leurs représentants au Comité directeur, permettrait, en faisant circuler les idées, les modes d'action, d'empêcher que ne se créent aussi parfois dans certaines régions géographiques, certains petits empires locaux qui ne correspondent pas nécessairement à la vocation du Parti et qui, parfois, prennent quelque liberté avec la discipline et avec la ligne politique, au profit de considérations d'opportunité locale, ou parfois même nationale, lorsqu'un mandat national est en jeu.
Voilà, camarades, les préoccupations que la fédération de Meurthe-et-Moselle m'a chargé d'exprimer, et si vous le voulez bien, je déposerai entre les mains du Bureau un amendement qui a trait à la modification de l'article 37 des statuts. Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Arthur Notebart (Nord) ; après lui, Poteau (Basses-Pyrénées).

Arthur Notebart (Nord)

Mes chers camarades,
Il est évident, après les propos que nous venons d'entendre en préliminaire, que le fait d'annoncer que c'est au nom de la fédération du Nord, unanime que j'interviens, pourrait parfois déplaire à quelques congressistes. Je m'en excuse, mais jusqu'à maintenant, la fédération du Nord a toujours pensé qu'elle avait

essayé, par tous les moyens, de présenter aux congrès des positions tenant compte de l'intérêt bien compris du Parti dans la région.
Nous avons examiné le problème des statuts du Parti. Je n'entrerai pas dans un débat politique, comme quelques-uns ont voulu le faire tout à l'heure, en traitant à la fois d'Alfortville hier et du débat de demain.
Je ne suivrai pas ceux qui veulent faire un procès aujourd'hui retardataire à la direction personnelle du Parti d'hier. J'étais hier au Parti. Je reste solidaire des décisions du Parti qu'il a prises hier quant à son organisation.
Je trouve simplement un peu curieux que l'on vienne aujourd'hui accuser de je ne sais quels péchés, de je ne sais quels maux, ceux que, hier, d'aucuns étaient tellement partisans de soutenir et ont souvent été d'ailleurs les artisans de ce pouvoir personnel qu'ils dénoncent aujourd'hui.
Nous avons à discuter aujourd'hui des statuts. Les statuts du Parti, ce n'est pas un carcan obligatoire ; ce n'est pas un carcan définitif ; c'est simplement un règlement intérieur et je voudrais dire à ceux qui sont si chatouilleux quant à la rédaction de ces statuts, que, de 1905 à aujourd'hui, plusieurs dizaines de fois, les Assemblées nationales du Parti ont été obligées de les modifier, pour tenir compte de l'évolution des choses. Je ne doute pas que le règlement intérieur que nous votons aujourd'hui sera, comme tous les statuts, amené à être corrigé au fur et à mesure des temps, au fur et à mesure des nécessités, qu'ensemble, nous estimerons devoir y apporter.
Nous pensons, nous, à la fédération du Nord, que ce texte est bon dans l'ensemble, dans ses grandes lignes, mais qu'il a besoin de quelques précisions ; c'est ce que je m'en vais essayer, tout simplement et très rapidement, de communiquer au Congrès.
Première remarque de satisfaction : l'article 2. La fédération du Nord constate avec beaucoup de satisfaction d'ailleurs, que le Parti sera membre de l'International Socialiste, ce que nous avions demandé, dans les Congrès de la SFIO, dans les négociations...

Une voix dans la salle - Hou !

Arthur Notebart - Vous voyez ! L'état d'esprit d'unanimité commence à être joli ! Et comme confraternité, je remercie des cris "Hou" celui qui vient de les proférer, ce qui n'est pas très intelligent, croyez-moi !
(Applaudissements)
L'article 14, consiste à régler l'organisation de l'exécutif fédéral : moitié de membres élus par le Congrès et moitié de membres élus par les élus des régions.
La fédération du Nord demande de laisser cela à l'appréciation des fédérations elles-mêmes, conformément à ce qui est dit pour les sections, un peu plus loin.
L'article 25 a trait aux structures spécialisées de réflexion, d'étude et de recherche, devant être représentées à titre consultatif aux organismes nationaux. Nous demandons que ces organismes de réflexion soient décidés par le Parti et non par des tiers, quelle que soit leur qualité.
A l'article 30, qui a trait au calcul des mandats et des représentants aux congrès,

nous demandons d'ajouter une notion de choix, à la fin du paragraphe où il est dit : "… a droit à une voix par 25 adhérents régulièrement recensés dans son département" ; nous ajouterions la phrase suivante : "... soit appuyés de 12 timbres, soit appuyés au prorata de la moyenne nationale".
Nous n'allons pas nous battre soit sur les 12 timbres, soit sur un timbre ½.
Je voudrais signaler, en arrivant à cet article 30, que j'ai été étonné d'entendre dans ce Congrès un langage qui avait l'air de condamner le recrutement, alors qu'il fût un temps où nous étions heureux d'encourager le recrutement. On arrive aujourd'hui à pénaliser ceux qui sont gênants, parce que trop importants. Est-ce qu'on voudrait, dans ce Parti, instituer demain des votes par corps au lieu des votes par tête ? Si cela était dans l'esprit de quelques-uns, j'aurais seulement une réflexion à faire : 1789, où es-tu ? Et si c'est cela, la démocratie, alors, il y a quelque chose certainement qui ne tourne pas rond !
(Mouvements divers)
Ah ! Quand vous poussez ces cris, dites-vous bien que ceux qui les profèrent ont peut-être oublié qu'à un moment donné, nous avions, nous, des oppositions à faire contre d'aucuns qui préconisaient le pays réel contre le pays légal. Alors, essayez un peu de tenir le même langage à l'intérieur du Parti que celui qu'hier, vous teniez à l'égard de ceux qui ne défendaient pas la démocratie, car la démocratie, vous qui criez "Hou ! ", cela veut dire que ce sont des membres d'un même organe qui en acceptent les risques et les responsabilités, et qui acceptent la discipline. La démocratie, je me permets de le dire, n'a jamais été mesurée en fonction de l'intelligence de quelques-uns. Si vous en étiez là, alors, quelle curieuse leçon seriez-vous en train de donner à ceux qui se sont battus hier pour instaurer dans ce pays la démocratie entre les hommes, non pas en fonction de leur situation, non pas en fonction de leur intelligence. Vos cris "Hou !" démontrent que vous avez encore beaucoup de choses à apprendre pour être Socialistes, au sens complet du mot !
(Applaudissements)
Je voudrais continuer en faisant une remarque, concernant le Comité directeur. Le Comité directeur, à l'article 35, a pour mission …

Le président - Camarades, écoutons !

Arthur Notebart - ... Le Comité directeur a pour mission de contrôler les décisions du Congrès national, de gérer le Parti, d'assurer la propagande, et c'est le Congrès tout seul qui a pour mission de le régler et non pas le Comité directeur.
A l'article 37, la fédération du Nord pense que porter un Comité directeur à 61 membres, auxquels viendront s'adjoindre les représentants à titre consultatif des organismes prévus aux articles 22, 23, 24, 25 et 26, est certainement abusif, et qu'il y a lieu de réduire ce chiffre de 61 au chiffre que voudra bien fixer le Congrès. Peut-être pour donner satisfaction à ceux qui manifestaient tout à l'heure, la fédération du Nord pense aussi qu'il faut limiter au tiers les élus dans tous les organismes du Parti, qu'ils soient locaux, départementaux ou nationaux.

Fondation Jean Jaurès

J'en arrive à l'article 41, qui a trait à l'organisation visant la direction du Parti. L'article 41 nous dit : "Le Comité directeur élit en son sein un bureau exécutif collégial", et on a parlé de 21 membres.
La fédération du Nord pense tout simplement que le Comité directeur élit en son sein un bureau de 15 ou 17 membres comprenant un secrétariat collégial de 5 ou 7 membres, avec un secrétaire politique.
Oui. Avec un secrétaire politique, car il est indispensable qu'il y ait une organisation réelle dans le Parti et vous me permettrez dédire, même s'il fallait encore que je récolte quelques "hou !", ce qui serait une nouvelle méthode de démocratie instaurée dans le Parti, remplaçant les applaudissements et les votes par mandats peut-être, qu'après tout la direction d'un Parti, ce n'est pas un manège de chevaux de bois où chacun des participants du manège a pour mission d'attraper à un certain moment le ballon rouge de circonstance pour être gagnant au Bureau de ce Parti !
Nous pensons qu'un Parti, c'est quelque chose d'un peu plus sérieux, et c'est pourquoi nous voulons que la ventilation des responsabilités soit limitée à 5 ou 7, selon que vous déciderez 15 ou 17.
Je voudrais aussi indiquer une formule : nous sommes pour la représentation des tendances et des minorités à l'intérieur du Comité directeur. Nous ne comprendrions pas que l'on fasse la représentation des tendances au sein d'un secrétariat collectif, car la direction du Parti doit être la représentation de la majorité des Congrès et avoir à prendre seule la responsabilité de l'exécution, sous le contrôle de l'ensemble du Parti.
J'en arrive au chapitre 2 : groupe Socialiste au Parlement. Le groupe Socialiste au Parlement est composé de députés et de sénateurs, ce qui veut dire que tous les membres du Parti doivent composer entre eux le groupe parlementaire. Cela veut dire tout naturellement que le groupe de la fédération de la Gauche à l'Assemblée Nationale doit être considéré comme dissous, et que les membres du Parti formeront entre eux, à la rentrée parlementaire, le groupe qu'ils pourront, en application du règlement intérieur, avec des apparentés s'ils le désirent, sous réserve bien entendu que l'article 3 s'appliquera, que la discipline soit respectée, avec engagement d'unité de vote du groupe dans tous les cas.
J'en arrive au chapitre 4 concernant les groupes dans les Conseils municipaux et généraux. Nous demandons un additif précisant : toute assemblée ayant pour mission de prendre des responsabilités politiques... Cela concerne les communautés urbaines, et éventuellement, demain, les régions, si celles-ci venaient à être créées, comme l'indiquait un camarade il y a un instant.
Au chapitre 7, nous constatons -là c'est ce qu'on appelle un peu le manège de chevaux de bois, chacun son tour sur l'estrade, il paraît que cela fait bien sur les cartes de visite- que le Secrétaire fédéral ne peut pas être un parlementaire, qu'il doit y avoir une rotation, que dans les sections on ne peut pas avoir plus de 5 mandats. Permettez-moi de dire très simplement que si nous avions les moyens de faire cette politique, nous serions les premiers, nous, dans le Nord, à y applaudir, mais nous nous permettons de vous mettre en garde contre ces décisions qui me paraissent purement et simplement, je dirai, illusoires, car dans

la réalité vous vous apercevrez que ce n'est pas aussi simple. Bien entendu, si vous voulez vous limiter à ce que la fédération ait un nom, avec plus de monde, vous trouverez des quantités de généraux, mais je crois qu'il manquera de la troupe dans l'organisation des sections et des fédérations.
Un dernier mot pour terminer. On dit : "Si l'adhésion est acceptée, le temps passé soit au Parti Socialiste, soit au Parti Communiste, soit à la FGDS, soit à un parti ou à un groupement politique issu directement ou indirectement de l'un des deux partis précédents, sera compté intégralement." Je voudrais qu'on indique non pas les deux partis, mais les formations politiques ayant constitué le nouveau Parti.
En terminant, je souhaite que l'on perde moins de temps à discuter des textes inutiles, et que l'on passe à l'action, à l'organisation et au recrutement, qui reste encore le seul moyen de faire un véritable Parti et de trouver dans ce pays l'audience à laquelle le Parti Socialiste doit véritablement prétendre.

Le président - La parole est à Poteau, Basses-Pyrénées.

Poteau (Basses-Pyrénées)

Camarades, je voudrais vous présenter quelques amendements qui ont été décidés lors du Congrès départemental des Basses-Pyrénées, à Bayonne, le 29 juin. Les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune me permettront d'être extrêmement bref. En effet, dans les grandes lignes, notamment, nos amendements correspondent -et je ne sais pas s'il y a là une question de voisinage géographique- presque exactement avec les propositions du camarade Labarthe, des Landes. Je passerai donc très vite sur les articles qu'il a déjà explicités.
Tout d'abord, en ce qui concerne l'article 1 du projet de statuts, la fédération des Basses-Pyrénées pense que notre Parti nouveau doit être un parti de mouvement, non pas un parti figé, non pas une organisation définitive dans ses formes de travail. C'est pourquoi le titre du parti ne nous semble pas devoir être forcément "Parti Socialiste", mais bien plutôt, pour exprimer cette idée de mouvement possible et souhaitable dans l'avenir, "Mouvement Socialiste", tout simplement.
(Applaudissements)
Article 10 : cet article concerne l'appartenance syndicale des membres du Parti. Le Congrès est un peu sceptique en ce qui concerne cette obligation faite aux adhérents du nouveau Parti d'une appartenance syndicale. En effet, la diversité des organisations syndicales est telle que ce serait mettre sur le même plan les syndicats ouvriers que nous connaissons tous et des syndicats qui sont peut-être plus discutables dans une optique socialiste ; je pense par exemple, au syndicat des petites et moyennes entreprises.
Tenant compte de ces faits, la fédération des Basses- Pyrénées demande que l'appartenance syndicale ne soit pas une obligation ; elle souhaite simplement une appartenance en précisant peut-être qu'il s'agit des syndicats ouvriers.
Article 17 : cet article a été particulièrement explicité par le camarade Labarthe. Il s'agit des trois ans de présence consécutive au Parti, avant de pouvoir être

candidat à une instance, quelle qu'elle soit.
Eh bien, oui, nous sommes d'accord avec lui. Il faudrait pour pouvoir mettre en application cette clause arrivé en 1972, moyennant quoi nous serions tout à fait d'accord.
L'article 21 concerne le refus de toute tendance permanente à l'intérieur du Parti. Cet article 21 est, extrêmement bref, et nous nous demandons si un Parti qui se veut vivant, qui se veut en pleine évolution, peut et doit refuser une tendance permanente en son sein. Je dirai même mieux, je crois que ce Parti ne peut être réellement vivant que s'il y a non pas une tendance, mais le maximum de tendances possible capables de s'exprimer à tous les échelons du Parti.
Viennent ensuite les articles 22, 23, et 24, qui concernent, d'une part, les Jeunesses Socialistes, d'autre part, les Jeunesses Etudiantes, enfin les sections d'entreprises. La fédération des Basses-Pyrénées se demande si, en superposant aux structures conventionnelles du Parti, des structures annexes type Jeunesses Socialistes, Jeunesses Etudiantes, ou sections d'entreprises, on ne risque pas de courir un danger de corporatisme. Par contre, nous applaudissons de tout cœur à l'article 25, instituant des organismes de réflexion.
Nous demandons par contre la suppression des trois articles précédents, 22, 23 et 24.
Nous arrivons à l'article 37. Il s'agit du Comité directeur.
Eh bien, dans un souci de représentation géographique équitable, nous demandons au Comité directeur que l'on prenne autant de membres qu'il y a de fédérations. Cela fait beaucoup, c'est vrai, mais ainsi nous aurons une répartition géographique normale.
Il y a un risque évidemment, c'est qu'il y ait une sorte de superposition au Conseil national qui est prévu, il faudrait trouver une formule pour éviter de tels risques.
L'article 41 a été explicité déjà par le camarade de Meurthe-et-Moselle, il s'agit du Bureau exécutif. Nous pensons nous aussi que pour ce Bureau exécutif un nombre de 21 membres est souhaitable, ceci dans le souci, toujours présent, de représentation géographique des grandes régions.
Nous sommes d'accord avec le camarade de la Marne pour que les instances nationales ne comprennent plus d'un tiers de parlementaires, je n'y reviendrai pas. Nous sommes aussi d'accord en ce qui concerne la durée et le renouvellement des mandats, pour un maximum souhaitable de trois mandats de deux ans, ensuite une période de sommeil de deux ans, si on veut, et une possibilité de réélection.
En conclusion, je vous dirai que nous sommes persuadés que nous ne pouvons pas aboutir à un parti fort, à un parti capable de traiter d'égal à égal avec les autres formations de gauche, qu'en ayant beaucoup d'adhérents, c'est évident.
Mais les partis constitutifs de notre formation ne sont pas à mon avis l'essentiel. Car l'essentiel c'est le sang nouveau, ce sont les nouveaux adhérents.
Il faut bien sûr en corollaire des instances politiques nationales nouvelles seules capables de sensibiliser l'opinion sur les objectifs socialistes. C'est pourquoi j'adopte de tout cœur le slogan qui est déjà très répandu : à parti nouveau il faut

Fondation Jean Jaurès

des hommes nouveaux.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lindon des Hauts-de-Seine et ensuite Hintermann du Val d'Oise.

Lindon (Hauts-de-Seine)

Camarades, au cours de ce débat, on a surtout parlé jusqu'ici des moyens permettant d'établir dans le Parti une véritable démocratie interne, d'assurer le bon fonctionnement de ses organes directeurs et le renouvellement des équipes dirigeantes. Ces préoccupations, sans aucun doute, sont légitimes et même prioritaires, mais elles ne suffisent pas, car si notre Parti veut un jour accéder au pouvoir et réaliser ces projets, il doit être capable de recruter, de former et d'animer de nombreux militants, il doit être capable de préparer et de proposer au pays des projets et des programmes précis et attrayants, faisant ainsi la preuve de son aptitude à gouverner et il doit être capable enfin, le moment venu, de conquérir une fraction très large du corps électoral.

Il n'y parviendra, me semble-t-il, que s'il se dote dès sa création, d'un certain nombre d'organes d'étude et d'action spécialisés, d'un certain nombre d'instruments originaux, d'un certain nombre de méthodes de travail, à la fois modernes et efficaces, auxquels certains camarades ont déjà fait allusion ici.

Au cours de son dernier congrès, la fédération des Hauts-de-Seine a pris conscience unanimement de cette nécessité impérieuse et elle a décidé, pour ce qui la concerne, de se doter dès maintenant de tels organes et de telles méthodes. Mais elle a jugé utile également de proposer au Congrès national leur généralisation qui d'ailleurs n'est pas incompatible avec les projets de statuts qui nous sont présentés et qui, même, paraît explicitement prévue par les articles 22, 24 et 25.

Concrètement la fédération des Hauts-de-Seine préconise que soient créés et mis en place dès maintenant un certain nombre d'organes ayant conjointement pour objet de former des militants, de préparer nos programmes, de connaître l'opinion et d'agir sur elle.

Le premier de ces organes spécialisés pourrait être un centre permanent d'enquête par sondages, constitué par des militants de toutes les fédérations, spécialement formés à cette fin et ayant pour vocation d'analyser en permanence les opinions, et les aspirations du corps électoral, en vue d'appuyer sur des données concrètes nos programmes gouvernementaux, municipaux, d'une part, et d'autre part de préparer nos campagnes électorales.

Dès la rentrée, par exemple, il pourrait être utile de réaliser un sondage national pour connaître l'image que l'opinion publique se fait de notre nouveau parti et analyser ses points forts et ses points faibles.

De tels sondages, outre l'intérêt évident que présentent les informations qu'ils fournissent, sont également un puissant moyen de formation des militants, dans la mesure où il les amène à entrer en contact intime avec des couches très diverses des électeurs, et enfin de tels sondages sont aussi un moyen de

propagande très précieux, puisqu'ils démontrent au corps électoral l'intérêt concret qu'attache le Parti à savoir ce que pensent et ce que veulent les électeurs.
Le deuxième organe spécialisé que la fédération des Hauts-de-Seine considère souhaitable et urgent de créer, et celui-ci au niveau national, serait un centre d'études et de programmation gouvernemental.
Il ne s'agit pas tant ici de l'élaboration de la doctrine que de la mise au point permanente et précise de programmes de réforme et de programmes de gouvernement.
Nous sommes en effet à une époque où manifestement des réformes profondes et radicales s'imposent dans tous les domaines, mais en même temps la complexité de la société moderne et la délicatesse des mécanismes sociaux et économiques font que ces réformes doivent être préparées d'une manière approfondie.
En face des problèmes immenses de l'urbanisme et de l'éducation, du développement économique, nous devons avoir la même audace que la révolution française qui n'a pas hésité à une époque pourtant ancienne, à transformer, à créer le système métrique, à adopter un nouveau calendrier, à transformer les bases juridiques de la société, à mettre en place une nouvelle administration, mais en même temps nous ne pouvons le faire que grâce à des études beaucoup plus délicates et beaucoup plus approfondies qui nécessitent que l'on fasse usage largement de méthodes modernes et de méthodes scientifiques, de programmations et que l'on crée de nombreuses commissions d'études spécialisées sur les différents problèmes.
Le troisième organisme spécialisé qui nous paraît nécessaire aurait à peu près la même vocation, mais cette fois au niveau municipal.
Il nous semble en effet que la reconquête de l'électorat doit passer d'abord par ce niveau, d'une part, parce que dans le calendrier électoral actuel, la prochaine consultation électorale est celle de 1971, les élections municipales, et d'autre part parce que pour beaucoup d'électeurs les problèmes municipaux sont plus proches et plus compréhensibles que les problèmes nationaux.
C'est pourquoi il nous semble souhaitable dans toutes les communes de quelque importance qu'elles soient, que soit créé un centre d'études municipales qui aurait pour vocation de préparer et de présenter aux électeurs un plan d'action municipal, en s'appuyant d'une part sur les sondages d'opinions et d'autre part sur les techniques que fourniraient à chacun de ces centres des spécialistes des divers domaines, mis à leur disposition par les organes nationaux ou fédéraux, dans des domaines comme ceux de l'urbanisme, des finances locales ou de l'informatique.
En quatrième lieu, il nous semble souhaitable de créer -je serai beaucoup plus bref sur ce point qui est encore plus évident- de créer un centre permanent de formation et de perfectionnement des militants qui, par des séminaires et par des brochures, améliorerait en permanence le niveau de compétence des militants dans le domaine de l'économie, de la politique ou même de la gestion.
Ce qui permettrait notamment de préparer les nombreux cadres dont nous aurons, je l'espère, besoin, prochainement pour la gestion municipale ou pour la

Fondation Jean Jaurès

gestion nationale.
Enfin, le dernier organe qui nous paraît souhaitable est un centre d'études de sociologie électoral qui étudierait en permanence la structure et l'évolution sociologique ou politique de l'électorat, en vue de préparer les campagnes électorales du Parti.
Ces structures spécialisées ne sauraient évidemment remplacer les structures exécutives normales du Parti, mais bien au contraire devraient leur être subordonnées, devraient être placées à leur service, de la même manière que dans toutes les entreprises modernes les organes de commandement disposent de nombreux et puissants organes de préparation du travail.
En outre, des échelons de ces différents organes devraient être créés tant au niveau national qu'au niveau fédéral et devraient être reliés entre eux d'une manière étroite, pour que chacun de ces échelons puisse bénéficier des compétences de tous les autres.
Camarades, la création de ces organes spécialisés présenterait croyez-le bien, d'immenses avantages pour le Parti.
En premier lieu, elle permettrait de fournir à nos militants, anciens et nouveaux, en plus de leurs tâches traditionnelles et parfois ingrates, de nouvelles activités passionnantes et utiles.
En second lieu, elle contribuerait à créer pour notre Parti une image de sérieux, de dynamisme et d'efficacité, et surtout elle nous permettrait véritablement d'épouser notre époque. Car depuis quelques années et surtout depuis quelques mois, nous sommes témoins de quelques progrès très importants dans le domaine scientifique ou dans le domaine technique. Nous avons vu par exemple récemment apparaître dans de nombreux pays et même dans des pays sous-développés, de nouvelles méthodes de programmation politique faisant appel aux derniers progrès de la science économique, faisant appel parfois à l'informatique.
Par un hasard symbolique peut-être, nous sommes témoins en même temps que se tient notre Congrès, de la préparation par les Américains, du débarquement dans la lune.
Comment, dans ces conditions, un parti comme le nôtre, traditionnellement ouvert aux progrès et à la science et aux techniques, pourrait-il ignorer ces possibilités nouvelles, comment, en un mot, pourrait-il refuser de vivre avec son temps ?
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Inkermann, du Val d'Oise pour cinq minutes.

Inkermann (Val d'Oise)

Je voudrais dire un mot rapidement sur le nom que vous devez donner au nouveau Parti. Car ce nom n'est pas sans importance, il doit résumer, en un mot ou deux, toutes les espérances, l'idéal et le programme du Parti. Rien ne sera cité aussi souvent que le nom du Parti, dans les prises de position, les communiqués, les débats publics ou les conversations.

Fondation Jean-Jaurès

Il est donc nécessaire de le choisir après réflexion, avec discernement.
La fédération du Val d'Oise vous propose le nom de Parti ou Mouvement démocrate Socialiste.
Si nous proposons "Démocrate Socialiste", c'est pour trois séries de raisons, des raisons de démocratie, des raisons de nouveauté, des raisons d'ouverture.
Raisons de démocratie : le caractère démocratique de notre idéal socialiste doit être affirmé partout et à l'heure actuelle le seul mot "Socialiste" ne suffit malheureusement plus à indiquer notre vocation démocratique, car à l'époque actuelle les mots valent beaucoup moins par la définition que leur donne le dictionnaire que par le sens que leur donne tout un appareil de publicité privé, dans les pays capitalistes, public dans les états communistes.
Et c'est ainsi que l'expression "pays socialiste" est communément utilisée pour qualifier des régimes de nature totalitaire qui se situent à l'opposé de nos convictions démocratiques et qu'une confusion est entretenue de cette façon entre des régimes à base de parti unique. Et le Socialisme démocratique qui garantit l'existence de tous les partis, syndicats, associations et leurs possibilités de devenir participants au pouvoir par le libre choix des citoyens.
Il est donc nécessaire à notre avis de marquer notre originalité et d'affirmer dès notre titre, notre personnalité démocrate socialiste.
Raisons de nouveauté ensuite, car le Parti doit dans son titre comme dans son contenu, se montrer réellement nouveau. Il est donc souhaitable de lui donner un nom différent de celui de la principale formation qui a été à son origine et un nom qui soit en même temps le reflet exact de la doctrine qui, au travers des partis et des hommes et des temps, garde une valeur permanente. Et le terme "Démocrate Socialiste" permet de concilier la fidélité au Socialisme et la novation dans la formulation.
D'ailleurs, les fondateurs de la FGDS et du nouveau parti de la SFIO, des membres de la convention, des membres des clubs non rattachés à la convention, avaient accepté, pour ces mêmes motifs, de se regrouper dans une fédération intitulée "Démocrate socialiste", nous serions donc tous logiques avec nous-mêmes en gardent le même titre.
Raisons d'ouverture enfin, car le nouveau Parti doit apparaître ouvert à des adhésions nouvelles de la part d'hommes de progrès, sans quoi il n'aurait aucun espoir de devenir une solution de rechange au Gaullisme, à la Droite, et de devenir une force supérieure au Parti Communiste.
Le nom "Démocrate socialiste" qui a été celui de la FGDS continue à incarner dans l'opinion publique l'esprit de regroupement qui a été celui de la fédération.
Le nouveau Parti doit permettre, et pour nous tous, un renforcement des démocrates de gauche au lieu d'aboutir à une division supplémentaire qui ne pourrait qu'affaiblir nos chances de faire triompher dans notre pays les idées de démocratie, de justice sociale, de développement économique, d'unification européenne et pour tout dire, l'idéal socialiste.
En conclusion, c'est pour toutes ces raisons, raisons de démocratie, de nouveauté et d'ouverture, pour donner plus de sens au Socialisme, que la fédération du Val d'Oise vous demande d'adopter le nom de "Parti -ou Mouvement- Démocrate

Socialiste".
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à l'orateur suivant Troulez.
Camarades, il reste 20 orateurs inscrits pour une durée globale de 2 heures ½ environ.

Troulez

Camarades, j'interviens au nom de la fédération de l'Isère récemment constituée. Je dirai simplement, pour clarifier les choses, que ce congrès constitutif de la fédération de l'Isère s'est prononcé à la majorité pour la motion regroupée et rénovée.
D'autre part je voudrais également, non pas pour donner des références, mais pour situer les propos que je vais tenir, signaler que je suis un nouvel adhérent, depuis moins de trois mois au nouveau Parti. Ceci ne veut pas dire que je suis tout à fait nouveau dans l'action politique, je suis militant syndicaliste depuis 12 ans et je participe depuis 4 ans à la gestion municipale de la ville de Grenoble, en collaboration avec le PSU et les camarades de la SFIO.
Ce que je vais vous dire, je le dis en pensant non seulement -et c'est normal étant donné ma nature- aux gens qui sont actuellement regroupés dans ce nouveau parti, mais en pensant surtout aux très nombreux camarades militants Socialistes qui actuellement se trouvent à la porte de ce nouveau Parti et qui lui manquent cruellement pour qu'il constitue une force Socialiste réelle.
Je voudrais souligner trois points qui me paraissent capitaux dans les structures que nous devons adopter.
Premier point : il me parait impensable, en 1969, que le Parti, quel qu'il soit, ait l'exclusivité de l'action politique. C'est pourquoi j'attache une grande importance aux propositions qui ont été faites d'associer à l'action du Parti l'action d'un certain nombre de clubs, de groupements, d'organisations diversifiées, qui permettent de recouvrir la grande diversité qui existe dans les problèmes à la base.
Deuxième point : il me parait absolument capital que le caractère nouveau et ouvert, de ce nouveau Parti, soit affirmé. Je pense particulièrement à tous les gens qui attendent cette ouverture et cette nouveauté pour adhérer. Et ceci m'amène à soutenir les propositions suivantes qui ont été faites :
- Non cumul des mandats administratifs et politiques ;
- Ancienneté ne démarrant pas avec l'ancienneté des familles constituantes, mais démarrant vraiment avec notre Congrès constitutif d'aujourd'hui ;
- Limitation de la durée des mandats.
Mon troisième point concerne la direction de ce nouveau Parti, la direction qu'il doit se donner. Il me parait capital que quelles que soient les formes techniques de cette direction, il faut que sa forme de caractère soit affirmée. Vous me permettrez de dire que je n'ai été que médiocrement convaincu par les théories de la collégialité qui ont été faites jusqu'à présent, de même que j'ai été médiocrement convaincu par ce qui a été dit concernant la nécessaire

spécialisation psychologique, sociologique, des dirigeants politiques. Ce qui m'apparait par contre fondamental dans cette direction, c'est, primo, qu'elle n'ait pas l'air d'avoir été constituée comme un dosage de tendances paralysantes ;
C'est, secondo, que cette direction soit claire, ce qui impose en passant que le groupe parlementaire, quelle que soit son importance, soit subordonné à la direction du Parti ;
C'est, tertio, qu'elle puisse avoir les moyens de prononcer des choix clairs, dans un langage compréhensible.
Ceci m'apparait beaucoup plus important que toutes les théories, hâtivement faites, d'une collégialité, quelle qu'elle soit.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gourtevoy, de la Marne.

Gourtevoy (Marne)

Camarades, je serai assez bref.
Un certain nombre de camarades qui m'ont précédé ayant développé les arguments auxquels j'adhère pleinement, je ne m'étendrai pas.
Les statuts, c'est un peu comme des Constitutions. D'abord, c'est à l'usage que l'on peut dire s'ils sont bons ou non. Ensuite, l'essentiel réside dans ce que l'on en fait, par l'interprétation et dans l'action.
Aussi, lorsque l'on va rédiger les statuts et en discuter, ce qui importe, à mon sens, c'est l'intention des auteurs, leurs motivations profondes.
Pour nous, dans ma fédération, l'essentiel réside en deux points, deux points que Roger Souton (?), dont j'ai apprécié tout à l'heure l'intervention, tout particulièrement, a développés : la démocratie à l'intérieur, l'efficacité à l'extérieur.
Si vous le permettez, je souhaiterais procéder en deux temps, et vous développer les arguments que l'on nous jette à la figure, généralement, à l'extérieur du Parti, et dont souvent nous débattons entre nous, à l'intérieur.
Ce qui peut être néfaste pour cet objectif que nous poursuivons, démocratie interne, efficacité externe, c'est souvent qu'il n'y a plus de débat véritable dans de nombreuses sections. Les raisons sont multiples. Souvent c'est parce que les textes arrivent très tard, sont denses, nombreux, et que les camarades n'ont matériellement pas le temps de se réunir pour en discuter.
Aussi, apparaissent des décisions d'état-major qui sont soumises à la ratification des Congrès, plutôt qu'à un véritable débat dans le Parti. Car, ce qui est essentiel, pour obtenir cette démocratie interne, c'est qu'il y ait à tous les niveaux le dialogue entre les militants.
Ensuite, on reproche souvent qu'il y ait un monolithisme des grandes fédérations dans leurs votes au Congrès. Et cela, vous vous en rendez bien compte, est lié à ce que je viens de dire précédemment, c'est qu'il n'y a pas de véritable dialogue, de véritable discussion, qu'il y a une organisation, une préparation des Congrès qui est insuffisante quant aux débats politiques qui devraient s'instaurer à tous les niveaux dans le Parti, avant chaque Congrès.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
La faiblesse des petites fédérations, également, est souvent retenue, et l'on constate que ces petites fédérations n'arrivent pas à décoller, elles n'arrivent pas à sortir de leur marasme, et souvent, à côté d'une fédération puissante, nombreuse, active, se trouvent deux ou trois, voire quatre petites fédérations très faibles en militants, voire en élus.
Enfin, on déplore souvent qu'il y a dans le Parti un appareil pesant, sclérosant, et la constitution de notables du Parti chargés de fonctions et de trop nombreuses fonctions. Certains camarades sont à la fois maire, conseiller général, voire président de Conseil général, député ou sénateur, et en même temps, dans le Parti, secrétaire de section. Secrétaire fédéral, membre du Comité directeur ou du Bureau du Parti. Croyez-vous vraiment qu'un seul homme puisse s'occuper de toutes ces fonctions ?
(Applaudissements)
Aussi, je ne réclame pas formellement qu'il y ait interdiction de cumul entre telle et telle fonction, mais qu'il y ait dans les statuts des dispositions permettant d'éviter qu'à l'intérieur du Parti on cumule deux, voire trois fonctions, et en même temps, à l'extérieur du Parti, on cumule deux, voire trois fonctions.
Pour obtenir, dans ces statuts, que le dialogue permanent s'instaure, et qu'il y ait participation de tous à tous les niveaux, nous souhaitons que les textes politiques soient présentés avant le Congrès, à une conférence nationale d'étude, conférence nationale qui serait précédée d'une conférence régionale, et déjà c'est un premier pas vers la confrontation régionale que nous souhaitons. Cette conférence nationale d'étude discuterait de tous les textes présentés, et aurait pour mission de ne retenir pour le Congrès qu'un certain nombre de textes qui seraient présentés aux départements et au Congrès national, et discutés à ses instances.
Ainsi, nous n'aurions pas une préparation courte du Congrès sur le plan du débat politique. Nous aurions le temps, avant la conférence nationale, d'étudier les textes, et après la conférence nationale qui aurait limité le nombre de ceux-ci, dégageant les grandes options de chacun de ces textes, d'en discuter dans les sections, dans les départements et au Congrès national.
Ainsi, pourraient se dégager au Congrès des tendances politiques fondées exclusivement sur des options politiques, et à partir de cela, une disposition, qui est incluse dans les statuts, est prévue, qui est une représentation sur la base des textes politiques, au cas où un accord ne soit pas intervenu, qu'une des tendances politiques s'étant exprimée (je dis bien "tendance politique") à l'intérieur du Congrès et estimant qu'elle est lésée lors de l'élection des organismes centraux, il puisse y avoir une représentation, non pas des deux/tiers, comme cela est prévu, de la proportionnelle, mais de la proportionnelle intégrale, de ce que donnerait le vote des motions politiques.
Dans l'intervalle de la conférence nationale d'étude et du Congrès, les signataires défenseurs des textes présentés au Congrès national pourraient aller dans toutes les fédérations, devant les Congrès départementaux, défendre leurs textes, ce qui briserait l'argument du monolithisme des grandes fédérations.

Fondation Jean Jaurès

Enfin, en ce qui concerne la direction du Parti proprement dite, je souhaite que - si Roger Souton a bien tout à l'heure déterminé ce que devait être un appareil politique fort dans un parti, aujourd'hui- qu'il y ait distinction entre la direction administrative du Parti et le Secrétariat politique du Parti.
Le Secrétariat politique, c'est l'émanation du Comité directeur, d'instances politiques régulièrement élus, et qui peuvent l'être différemment à chaque Congrès, sur des motions, sur des textes, sur des orientations.
La direction administrative, c'est ce qui est permanent dans le Parti, qui ne doit pas être soumis à des fluctuations de tendances ou de prises de possession du Secrétariat politique par tel ou tel groupe.
Pour cela, il faut dégager ce que l'on peut appeler "l'appareil administratif" ou "la direction administratif", de l'appareil politique ou Secrétariat politique. Qu'il y ait, dans ce Parti, comme dans d'autres grands Partis Socialistes dans le monde, et en particulier au Mapaï, en Israël, un directeur administratif du Parti, qui ait un contrat avec le Parti, comme tous les employés du Parti, ayant droit à une sécurité de l'emploi, et n'étant lié à aucune fluctuation politique. Ainsi, il n'y aurait pas, en même temps qu'il y a prise de possession du Secrétariat politique par une équipe, prise de position de l'appareil administratif au service de cette équipe, mais l'appareil administratif serait au service de l'ensemble du Parti, de l'ensemble des tendances du Parti.
Quant à ce Secrétariat politique, dans notre esprit -et nous avons voté dans notre fédération une motion unanime dans ce sens- il s'agit d'une direction collégiale. Certes, une direction collégiale pourrait présenter des inconvénients, comme nombre de camarades l'ont fait remarquer, et notamment toi, Roger Souton, lorsque tu as dit : il faut qu'il y ait quand même un porte-parole. Il ne peut pas y avoir une direction collégiale avec égalité absolue. Déjà, camarades, si nous obtenions qu'il y ait représentation au Comité directeur sur des thèmes et des options politiques, ce Comité directeur dégagera une majorité politique, et la collégialité ou le Secrétariat du Parti sera homogène politiquement ; c'est déjà un premier point. Quant à la notion de porte-parole, il pourrait y être remédié de différentes façons, et je pense là à la notion de porte-parole du gouvernement, où ni le premier ministre, ni les ministres, ne donnent à l'extérieur les comptes-rendus des sessions, des positions, des décisions du Conseil des ministres. On pourrait très bien imaginer qu'un membre du Comité directeur, ou un membre de la collégialité -c'est à discuter- puisse être le porte-parole de la collégialité à l'extérieur. Ainsi, je crois, camarades, nous arriverions à animer dans notre Parti, tout d'abord des débats politiques, ensuite une participation plus grande, enfin des affrontements qui soient des affrontements sains, des affrontements sur des orientations sur des thèmes politiques, et plus jamais des querelles de personnes.
J'ajouterai enfin que nous avons à cœur la régionalisation, car nous considérons aujourd'hui que certaines fédérations sont trop mal loties ; comme je vous le disais au départ de mon exposé, dans certaines régions, deux, trois, quatre petites fédérations n'arrivent pas à décoller, et si elles étaient, groupées sur le plan de la propagande, de l'information, avec, par exemple, un représentant par région, au Comité directeur, élu par une conférence régionale, il y aurait là peut-être

possibilité pour elles de décoller, d'amplifier l'action du Parti. De toute façon cela ne pourrait être que bénéfique pour nous tous.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pezet, Bouches-du-Rhône.

Pezet (Bouches-du-Rhône)

Camarades, la fédération des Bouches-du-Rhône, en son Congrès fédéral du 6 juillet, après une très large discussion, s'est prononcé à la quasi unanimité sur, d'une part les statuts qui nous étaient proposés par le Comité exécutif de la période transitoire, avec toutefois une modification essentielle sur l'article 41. Bien sûr, d'autres modifications en ce qui concerne les problèmes tels que ceux de la régionalisation, tels que ceux de la durée des mandats, ont été avancées, mais sur ce point la fédération des Bouches-du-Rhône a pensé que la commission qui se réunira sur les statuts pourra, après une large discussion, élaborer un texte en commun. Donc, problème essentiel pour nous, problème de la collégialité. Il est curieux, et il est peut-être paradoxal, de voir aujourd'hui, à ce Congrès, que certaines fédérations qui, il y a quelques Congrès, s'étaient prononcées contre les thèmes de la collégialité, alors que nous fédération des Bouches-du-Rhône, nous nous battions pour ces thèmes de la collégialité, aujourd'hui pensent tout à fait l'inverse, à savoir que nous autres nous ne soutenons pas aujourd'hui le thème de la collégialité, et les autres le soutiennent. C'est cela le paradoxe. Lorsque la fédération des Bouches-du-Rhône soutenait la collégialité, camarades, rappelons-nous…

Un assistant - A la SFIO.

Pezet - C'est pour cela, camarades, j'y tiens.

Le président - Laissons parler l'orateur.

Pezet - Je t'en remercie.
Nous nous battions effectivement à l'intérieur de la SFIO. Nous soutenions à cette époque-là une position qui était de créer une fédération ou une confédération, et c'est au niveau de cette fédération ou de cette confédération qu'il apparaissait clairement pour nous qu'il fallait soutenir le problème de la collégialité. Il est certain que l'apparition d'un seul Secrétaire général aurait semblé à l'époque comme une prise de pouvoir, soit par telle ou telle famille, soit par tel ou tel courant d'option politique.
C'est pour cela qu'à l'époque nous nous battions pour la collégialité.
Aujourd'hui, nous sommes dans la 2ème session du nouveau Parti Socialiste. Les choses ont changé depuis quelques années. Nous connaissons parfaitement ceux qui sont avec nous, les nouveaux adhérents ; il y en a de nombreux ce matin à cette tribune. Il est certain que le problème doit être vidé de tout le contenu qu'on veut bien lui prêter à l'extérieur,

Fuzier a dit : attention, on nous regarde de l'extérieur, et nous manquerions d'audace si, dans nos formes de direction, nous ne faisions pas une modification profonde. On pourrait croire, a-t-il dit, si on changeait simplement le secrétaire général, à une révolution de palais.
Je crois aussi que l'extérieur peut parfaitement nous regarder, et envisager que si aujourd'hui nous mettons une direction collégiale, c'est parce que, peut-être, nous n'aurons pas la force, dimanche soir, d'avoir parmi nous un Secrétaire général, c'est parce que, peut-être, dimanche soir, nous aurons peut vis-à-vis de l'opinion publique, de dire : eh bien, c'est Untel le porte-parole du Parti.
Non, camarades. L'extérieur nous regarde, c'est vrai, mais simplement créer une commission de 8, 9, 10 ou 15 membres, peut importe, ce n'est pas cela qu'il faut ; ce qu'il faut, c'est que nous puissions avoir, au lendemain de ces débats, quelqu'un qui puisse parler au nom du Parti, quelqu'un qui représente le Parti partout, quelqu'un qui en assure la direction politique, qui en assure la direction au niveau du Comité directeur, qu'on baptisera peut-être d'une autre façon.
C'est vrai, camarades, on a l'air de dire aujourd'hui que les décisions au niveau du Comité directeur n'étaient pas des décisions collégiales. Je vous demande pardon, mais les membres du Comité directeur sont l'émanation du Congrès, et le Secrétaire général est l'émanation du Comité directeur. Il n'est pas élu directement par le Congrès, il est élu par les membres du Comité directeur. Lorsqu'au Comité directeur on se réunit, il y a un président de séance, qui n'est pas le Secrétaire général ; le Secrétaire général est comme les autres. Et puis, lorsque le Comité directeur a délibéré, qu'il a pris des positions, lorsque les Secrétaires généraux adjoints, dans telle ou telle spécialité -et je suis partisan de multiplier les responsabilités des Secrétaires généraux adjoints- se sont prononcés, eh bien il faut qu'il y en ait un qui affronte la presse, il faut qu'il y en ait un qui aille faire des meetings à travers la France pour défendre les couleurs du nouveau Parti, qu'on pourra appeler aussi d'un autre nom. Il y a quand même tous ces éléments pour un Secrétaire général.
C'est vrai, un Secrétaire général, c’est celui qui prend les coups ; il les rend, et il a raison.
On nous dit : attention, il aura son appareil qui lui appartiendra personnellement, qui sera à lui, et la sclérose viendra de ce niveau-là.
Mais, camarades, nous avons là aussi prévu dans les statuts de limiter la durée du mandat. Nous ne discuterons pas sur 4, 6 ou 10 ans, nous pensons que la commission pourra trancher définitivement sur ce problème, mais nous retenons le principe de la limitation de la durée du mandat. Et puis, camarades, un Secrétaire général qui pourra être élu pour 4, 6 ou 10 ans, sait pertinemment qu'il lui faudra prévoir- on en a parlé pendant des Congrès et des Congrès- la relève ; la relève sera administrative, elle sera obligatoire, donc aucun appareil ne pourra lui appartenir.
A l'heure actuelle, il ne s'agit pas du phénomène de la personnalisation du pouvoir, ce n'est pas de cela dont nous voulons parler, mais nous pensons qu'à l'heure actuelle un individu est un porte-parole. Gourtovoy disait : le gouvernement a bien un ministre qui vient le soir et qui raconte aux journalistes

ce qui se passe, mais cela, c'est comme si nous disions : il faut supprimer le premier ministre pour le remplacer uniquement par un porte-parole, cela ne signifie rien.
C’est vrai qu'il faut des décisions politiques. C’est vrai que lorsqu'au lendemain d'une conférence de presse, ou le soir même d'élections, qu’elles soient cantonales, municipales, législatives on autres, eh bien, les journalistes vont à la Cité et veulent avoir le Secrétaire général pour pouvoir lui poser des questions et lui demander son analyse, si ce camarade dit : "Attendez, il faut que je réunisse le Bureau, il faut qu'on se voie.,, etc.." dans quatre jours on vous donnera notre position.." eh bien nous serons ridicules ! Il faut voir la vérité en face. Et la réalité veut qu'à l’heure actuelle, les problèmes aient des responsables, et des responsables, comment en faire connaître l'opinion si ce n'est par le canal du Secrétaire général ? Le Secrétaire général est responsable devant les membres du Comité directeur ; il en est strictement l'émanation et le problème de la collégialité n’est pas au niveau de la représentation, n'est pas au niveau de la décision politique, il est justement au niveau de cette prise de position politique.
C’est là qu’il faut qu'il y ait l'effort de collégialité et qu’il faut, que véritablement le Comité directeur soit élu de façon démocratique.
Alors, il est certain qu’à cette tribune aujourd'hui, on pourra, donner des leçons de démocratie des grandes fédérations ; je fais partie d'une grande fédération, et c'est vrai, on dira : vous avez beaucoup de mandats et de militants.
Lorsque j'étais au niveau des Jeunesses Socialistes, camarades, plusieurs camarades du Bureau m'ont fait la joie et l'honneur de venir dans ma section. Ce n'était alors qu’une simple section, et cette simple section, qui représente un arrondissement de Marseille, comptait quand même, c’est vrai, 120 jeunesses socialistes, à un moment et les camarades des de petites fédérations sont vernis, et il faut reconnaître alors que c’est ça, les grandes fédérations, c'est un travail qui se fait en commun.
Il est possible qu'on soit avantagé dans les grandes villes, par le nombre ; mais, camarades, il ne s’agit pas de faire systématiquement un procès d’intention aux grandes fédérations. Ce que nous désirons, ce que nous voulons, c’est qu’il y ait de la démocratie à l'intérieur du Parti et non pas simplement au niveau de la base, c’est vrai. Il faut que la démocratie ait lieu au niveau du Comité directeur, au niveau de la prise de position adoptée par le Comité directeur.
C’est pourquoi il faut qu’il y ait le porte parole du Parti, il faut qu’il y ait un Secrétaire général. C’est pourquoi, camarades, à l'intérieur de la fédération, nous avons appuyé, à la quasi unanimité, les projets des statuts et nous avons repris dans la motion, qui d'ailleurs était défendue par Savary, les passades sur l’article 41, à savoir la création d'un poste de Secrétaire général du Parti.
Camarades, nous pensons que pour que notre organisation soit ouverte et véritablement démocratique, il faut qu’elle le soit au niveau de la base, et du Comité directeur et pour cela, il faut aussi qu’il y ait un porte parole. C’est pourquoi nous demandons, purement et simplement, la modification totale de l'article 41 des statuts.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous allons conclure nos travaux de la matinée. Il reste pour le débat de cet après-midi sur les structures 15 orateurs inscrits, représentant environ 2 heures 10 de discussion.
La séance de cet après midi sera présidée par Robert Verdier.
Elle reprendra à 15 heures précises.
La séance est levée.

PARTIS SOCIALISTE – SFIO
Congrès national constitutif des 11, 12 et 13 juillet 1969 (2ème session)
Issy-les-Moulineaux

Séance du vendredi 11 juillet 1969 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Robert Verdier.
Assesseurs : Faure (Nord), Michel Sainte-Marie (Gironde), Cécile Goldet (Paris), Carbuccia (Alpes-Maritimes), Gehan (Eure-et-Loir), Riedweg (Haut-Rhin).

Le président (Robert Verdier)
Le débat va reprendre. J'appelle à la tribune le premier orateur inscrit dans le débat sur les statuts, Vendôme 15 minutes.
Vendôme a la parole.

Vendôme
Camarades, au moment où nous faisons nos statuts je crois qu'il faut être conscient de l'originalité de notre démarche. En effet, nous cherchons à fonder un parti, c'est quelque chose d'assez grave en France, si l'on considère le panorama politique que nous avons sous les yeux ; nous voyons s'accroître la succession des collèges électoraux, appuyés de membres plus ou moins nombreux, plus ou moins studieux, que le désert repoussera bientôt.
A notre gauche, nous avons un ensemble très discipliné, semi-militaire, dont la base obéit rapidement, mais qui, au sommet, comme toutes les armées, peut connaître des révoltes de palais.
Pour nous, un parti n'est ni une armée, ni une machine électorale ; ce que nous voulons, c'est un organisme de décision, d'organisation politique, mais c'est aussi le moyen de diffuser nos idées, de former nos cadres.
C'est dire que la formation de ce parti est indissoluble du but même du Socialisme, modifier les structures et assurer le respect de cette démocratie à laquelle nous tenons.
C'est en tenant compte de ces objectifs qu'il faut aborder le problème des statuts, il faut l'aborder en tant que politique majeure, sur laquelle l'opinion nous jugera, sur laquelle les militants présents nous jugeront, considérant que c'est une étape

Fondation Jean-Jaurès

essentielle des décisions qui seront prises et les prémisses des décisions politiques des prochains jours.
En ce sens là je voudrais faire un certain nombre de propositions qui tendent à accroître la démocratie d'un tel parti et d'autre part à renforcer son dynamisme et ses méthodes d'action.
En ce qui concerne le développement de la démocratie, je crois qu'il passe par deux points essentiels, la représentation et la garantie des représentations des tendances, d'autre part la lutte contre la bureaucratie.
Représenter les tendances et les opinions du Parti cela suppose d'abord que la règle de la proportionnalité soit admise, c'est dans ce sens que toute la fédération de Paris à la majorité a simplement demandé la modification de l'article 16 rétablissant la proportionnalité intégrale dans la représentation aux organes dirigeants du Parti, c'est dans ce sens que je crois nécessaire de demander une certaine protection des petites et moyennes fédérations contre les grosses fédérations.
Je voudrais reprendre un débat ouvert ce matin, car on n'a pas donné les arguments essentiels ; si nous remettons en cause le pouvoir des grandes fédérations ce n'est pas parce que nous remettons en cause le pouvoir démocratique, mais c'est parce que nous pensons qu'une fédération n'est pas une équipe d'athlétisme.
Notre objectif n'est pas de rassembler le maximum de gens dans une salle ou avec une masse d'électeurs, mais bien davantage de déboucher à l'intérieur du pays, de diffuser notre opinion et de rester prêts à répondre à l'appel de la volonté des citoyens.
Il apparaît que les grosses fédérations n’obtiennent pas, de ce point de vue, des résultats meilleurs que les petites fédérations.
Alors, on en vient à se demander si, plutôt que d'avoir un parti nombreux et déséquilibré, il n'est pas préférable que le Parti reste à l'écoute de l'ensemble du territoire, notamment de l'ensemble des départements et que pour cela il assure une exacte représentation des collectivités, des fédérations, des sections, même peu nombreuses, qui sont censées représenter un nombre d'électeurs importants.
Cette condition peut intervenir par deux méthodes, modification de l'article 31, et d'abord, peut-être, comme on l'a proposé, pour les problèmes de grande importance, par un système de majorité, majorité départementale.
Cette réformation des tendances serait particulièrement bien venue lorsqu'il y a des décisions qui sont prises dans les congrès, à une majorité faible ; lorsque de telles décisions sont prises elles le sont sur des textes qui, fréquemment, n'ont pas été soumis dans leur forme définitive aux sections. Dans les questions importantes, les motions qui restent définitivement présentes, les deux ou trois textes qui restent en présence doivent être transmis aux sections qui se prononceront et le recoupement des décisions de chaque section sera la décision du Parti.
En ce qui concerne la garantie de la représentation dans les congrès, nous demandons que lors de la tenue des Congrès nationaux soit disponible pour la commission des mandats, le procès-verbal des votes intervenus dans les Congrès

fédéraux.
Nous demandons également que le procès-verbal des décisions et des votes aux Congrès nationaux soit publié et diffusé à l'ensemble des membres du Parti.
Voilà en ce qui concerne la représentation et l'opinion des tendances.
Mais je crois que cette représentation ne serait rien si elle n'était accompagnée d'une certaine lutte contre l'anti-démocratie.
Il y a un certain nombre de changements à faire intervenir dans ce domaine, en ce qui concerne les incompatibilités ; nous avons les articles 1 et 2 de l'article 7
Qui prévoient qu'un certain nombre de représentants, ne peuvent être, à moins d'ancienneté, dans les organes de décision ou au bureau confédéral. Cela devrait être étendu, il n'est pas possible qu'un même homme cumule des responsabilités au plan de la section ; il y a une nécessité de contre pouvoir que nous voulons tous.
La seconde forme de lutte contre la bureaucratie c'est la condition qui doit être imposée, c'est-à-dire la séparation définitive et totale de l'appareil administratif d'une part et de l'appareil politique d'autre part ; il faut introduire dans les statuts que sauf dérogation nominative autorisée par le congrès, aucun salarié du Parti et de ses organisations adjacentes ne pourra exercer de rôle politique.
Voilà sur l'aspect de la lutte pour la démocratie et le maintien des expressions de chacun.
Mais il est encore, à partir du Parti, une organisation dynamique, nous proposons un renouvellement des méthodes et des hommes.
Le renouvellement des hommes résultera des textes ou des articles des statuts qui prévoient la rotation des mandats et la limitation des mandats, en ce sens que l'article 3 du chapitre 7 qui prévoit la limitation à deux ans nous semble trop optimiste ; 10 ans c'est trop long. Je crois qu'il faut redescendre à des durées plus courtes. Nous avons proposé 4 ans, mais 6 ans semblent un maximum.
Il faut accompagner cette rotation des mandats, au départ du Parti, à sa création, c'est-à-dire aujourd'hui de dispositions transitoires supplémentaires qui consistent à demander que dans les organes dirigeants que nous élirons dans 48 heures, plus de la moitié des membres, de ces dirigeants soient des gens qui n'aient pas appartenu aux anciens organismes dirigeants des anciennes formations. Nous voulons assurer qu'au moins la moitié des membres dirigeants du nouveau parti soient des hommes neufs, qui ne seront pas nécessairement des hommes jeunes.
Cette disposition qui ne peut être introduite que dans les statuts nous semble essentielle pour donner à l'opinion publique comme aux militants eux-mêmes le sentiment d'un renouvellement que les textes politiques que nous aurons demain à examiner affirment tous, mais qui risque de rester une déclaration d'intention si nous ne les mettons pas au niveau de l'élection des hommes.
Dans le même état d'esprit, nous proposons pour faciliter l'accession aux nouveaux militants, la suspension des règles d'ancienneté, le report à 60 pour la règle d'ancienneté prévue dans les statuts ; d'autre part une modification de l'article 17 prévoyant que pour l'élection au Comité directeur, il suffira d'une année d'ancienneté et non de trois.

Avec ce renouvellement des hommes il faut un renouvellement des méthodes, en ce sens la liberté d'expression et de discussion me semble particulièrement favorable et dans ce sens-là nous avons demandé la modification de l'article 21 qui affirme : l'expression est assurée à tous, mais en revanche la suppression du dernier paragraphe de la dernière proposition de cet article qui limite la possibilité d'expression de tendances permanentes.
Si les tendances ont quelque chose de condamnable, on peut craindre, dans un article ainsi rédigé, une menace contre la liberté d'expression.
Nous demandons une modification de l'article 1 du chapitre 6, et nous demandons une rédaction suffisamment complète pour distinguer clairement la discipline des assises (?) publiques et la liberté de pensée et d'expression, d'autre part.
Au delà de cette discussion, nous nous réjouissons que les statuts prévoient la création de nouvelles formes d'action, notamment des sections d'entreprises, des sections universitaires, et d'une façon générale les structures de dialogue ; il suffit pour nous d'une réorientation du Parti vers des objectifs non électoraux.
Il semble aussi qu'il s'agisse d'une manifestation d'une volonté de contacts avec les organismes extérieurs, organismes syndicaux qui ne peuvent que renforcer le dynamisme et l'action nouvelle du Parti.
Il est un certain nombre d'articles qui paraissent menaçants, notamment 4, 14, 21, sur lesquels je passe, car un camarade fera une intervention à leur sujet.
Je voudrais conclure en reposant le problème des centres de recherches ; il est indispensable que les travaux de ces centres de recherches puissent être largement diffusés, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient imprimés et distribués, mais ce qui veut dire qu'ils doivent être discutés par les militants, transmis dans les fédérations et les sections, pour qu'elles aient à se prononcer dessus.
Je dois donner une impression personnelle que je retire du voyage professionnel que j'ai fait en Angleterre, où j'ai vu de nombreux membres des sections d'études du Parti Travailliste, ce qui est frappant c'est que ces gens qui sont des économistes, des spécialistes, travaillent à temps complet pour le Parti Travailliste ; les travaux, loin de constituer une section isolée dans le parti, sont immédiatement retransmis sur toutes les sections locales, discutés et transformés en textes politiques.
C'est cette liaison entre centres de recherches et vie politique immédiate qu'il faut assurer.
(Applaudissements)

Le président - Je passe la parole à Jeannette Brutelle.

Jeannette Brutelle

Camarades, je voudrais simplement, en quelques minutes, justifier une proposition qui est apparue nécessaire, à quelques-uns d'entre nous, à présenter à ce Congrès.
Certes, il a pu paraître indispensable de fixer, dès aujourd'hui, les orientations politiques, puisqu'une partie importante de nos débats y est consacrée. Il n'en

reste pas moins vrai, à nos yeux, qu'une certaine logique aurait voulu, puisque nous avons admis de constituer le Parti sur la base d'un accord préalable établi sur une ligne générale de principe doctrinaux que nous procédions par ordre.
D'abord déterminer avec précision nos concepts d'organisation, définir après un débat large et approfondi, nos méthodes d'information intérieure et de décision ainsi que nos structures d'action.
Ensuite seulement, notre constitution adoptée et s'imposant à tous, nous aurions pu prendre nos décisions sur l'orientation politique du mouvement, sur sa tactique, sur ses alliances, sans risquer de voir en France, par les uns ou par les autres, renier la validité de ces décisions.
Puisque nous avons accepté ce mandat et l'ordre du jour et que nous nous sommes manifestés sur des textes d'orientation politique, il n'est plus temps de revenir en arrière.
Tout de même, camarades, qu'il me soit permis de faire deux observations, la première est que depuis notre entrée dans la voie des regroupements ce qui nous a le plus longtemps et sans doute très gravement marqués, c'est de n'avoir pu parvenir à mettre au point, tout mode d'information, de délibération et de décision.
Peut-être, je ne m'avance ici qu'avec prudence, certain divorce aurait-il pu se produire à propos de l'orientation et surtout du choix des hommes au cours de ces derniers mois, si nous étions parvenus à mettre plus tôt au point les structures nécessaires.
Ma seconde constatation, camarades, sera que si les structures de l'organisation doivent être en temps utile adaptées à la nature et aux caractéristiques contemporaines du combat, elles ne peuvent faire trop facilement l'objet de remises en cause répétées.
Il me semble donc que nous aurions, aujourd'hui, le plus grand intérêt à consacrer tout le temps nécessaire à ce problème. Les décisions que nous allons prendre ne doivent pas tellement en définitive régler pour plusieurs années notre système de délibération et l'organisation de notre action ; cela paraît d'autant plus indispensable que nous nous trouvons tous ensemble réunis après avoir, pendant un temps, suivi des voies différentes.
Nous ne devons pas nous cacher la survivance de certaines inquiétudes et même certaines méfiances, que nous avons vues se manifester quelquefois au niveau de nos sections et de nos congrès départementaux.
Nous devons aussi admettre que le plus sûr moyen d'y porter remède est de considérer la chose en face, clairement, et sans inutiles ou hypocrites indignations.
Après nous être placés dans cet état d'esprit, en analysant, sans retour à des évocations historiques subjectives et par là même douteuses, de quoi est faite cette inquiétude ou cette méfiance, qui demeure, quelquefois, certains, au fond d'eux-mêmes, peuvent redouter devant la décision, de la voir peser de tout son poids presque organiquement, dans le nouveau Parti. Je pourrais m’étonner que des hommes s'étant momentanément écartés des organismes directeurs, que le Comité directeur étant remplacé, tel ou tel demeure.

Fondation Jean Jaurès

Mais à la vérité ma conviction est que les mêmes inquiétudes, les mêmes craintes risquent, demain, de réapparaître à l'égard d'équipes nouvelles jouant les rôles essentiels dans le Parti.
C'est donc dès maintenant, camarades, par les mesures que nous allons prendre qu'il faut tenter d'enlever à l'avance l'apparence même de justification à toutes les méfiances. Pour y parvenir, nous pouvons, sans doute, reprendre toutes les dispositions des statuts qui nous sont proposés, bien que les camarades en aient déjà parlé, nous avons entendu de nombreuses propositions, nous en entendrons encore au cours de cet après-midi. Il est nécessaire de les étudier, de les apprécier et de fixer notre choix.
C'est pourquoi il me semble que ce débat sur nos structures devrait être, à cette heure, l'un des plus importants.
Mais ce qui paraît essentiel, à certains d'entre nous, une fois les statuts adoptés, c'est la bonne organisation des méthodes d'information, des procédures de délibération, des régies de préparation et d'organisation des assises nationales.
Il ne faut pas qu'au lendemain d'un Congrès, après un choix difficile, la minorité ou les minorités puissent garder le sentiment de devoir leur défaite à l'insuffisance de leurs moyens d'information, à des délais trop courts pour la présentation de leur thèse ou à leur trop faible représentation dans les postes d'exécution au sein du Parti.
Rien n'est plus dangereux pour le moral des militants battus sur leur option à l'intérieur du Parti, que le sentiment de l’avoir été par tous les moyens, même légaux.
Or, le Parti constituant un seul bloc dans l'ensemble dans sa lutte, a besoin de minoritaires et de majoritaires qui gardent une confiance totale dans sa démocratie interne. Ainsi chaque camarade, chaque militant, sera à l'abri des amertumes et protégé des défaillances.
Certes, nous savons bien que tout ne peut pas être résolu dans ce domaine et que certains remèdes risquent d'être encore pires que le mal.
Instituer, au long de l'année, un débat permanent sur des décisions précédemment acquises risquerait d'être une méthode dangereuse et détournerait nos forces du combat extérieur.
Publier des centaines de pages, plusieurs dizaines de motions, serait créé l'impossibilité du choix à la base.
Faire du neuf, ce n'est pas rejeter le fruit d'une expérience acquise ni rééditer par ignorance ou par oubli des erreurs passées. Mais sans doute est-il nécessaire de prévoir et de fixer des délais utiles à nos confrontations, de même qu'au point de vue des méthodes, dans l'élaboration des textes de motions, d'organiser le contrôle et la diffusion des informations, et de favoriser toutes les controverses.
Sans doute serait-il bon, au préalable, de permettre la synthèse de textes émanant de sources diverses, proches les uns des autres, en isolant clairement les points de désaccord.
Peut-être n'est-il pas bon que l'organisation d'un congrès soit placée sous la seule responsabilité de l'exécutif en fonction ; ce n'est évidemment pas nos statuts qui peuvent régler une fois pour toutes et avec suffisamment de précision ce type de

question ; c'est pourquoi nous vous proposons que soit créée par le Congrès une commission d'une quinzaine de membres dont la moitié au moins n'appartiendrait pas à l'exécutif, qui élaborerait un texte régissant le mode de nos préparations, de nos assises nationales, de nos Conseils nationaux, de nos Congrès.
Nous demandons aussi que le Comité directeur adresse à toutes les sections, avant le 1er décembre de l'année en cours, les conclusions de cette Commission, points d'accord et de divergence précisés, que les sections, après libre discussion, et par l'intermédiaire des fédérations, fassent connaître leurs critiques et leurs suggestions.
Enfin, que dans un délai de trois mois, la Commission après étude des avis des fédérations élabore un choix des propositions diffusées par le Comité directeur, en vue de décisions par le Conseil national et destinées à la préparation des congrès ultérieurs et du premier Congrès ordinaire.
Au nom de plusieurs fédérations, je dépose dans ce sens un texte sur le bureau du Congrès, en souhaitant que ces propositions soient retenues ou prises en considération par la Commission des résolutions.
Dans le cas contraire, les délégations intéressées étudieront le moyen dans le cadre du règlement, de les reprendre en séance plénière.
Chers camarades, un passé récent nous a montré que ce problème est capital ; le Congrès, je l'espère, en sera conscient.
(Applaudissements)

Le président - Je passe la parole à Mingard, il n'est pas là.
Je passe la parole à Sarre.

George Sarre (Paris)

Mes chers camarades, je me contenterai d'intervenir, et cela rapidement, sur le problème des sections d'entreprises, des sections universitaires.
Il peut paraître paradoxal d'intervenir sur ce sujet, puisque, comme vous le savez, ces sections existent, et que certains délégués sont présents dans cette salle.
Toutefois, je voudrais insister sur ce point, je crois qu'il serait bon que le Parti et tous ses militants aient comme volonté la création et l'installation dans les meilleurs délais possibles, de sections d'entreprises et d'université, partout où c'est possible.
Pourquoi envisager ces créations de sections d'entreprises ?
Dans le monde où nous vivons, ces raisons sont d'abord d'ordre matériel ; en effet, nous constatons que les travailleurs sont mobilisés tant par le travail que par leur vie de famille, par les transports, à peu près 23 heures sur 24 ; il leur reste peu de temps pour se consacrer à des activités nobles.
Les rapports entre les hommes ont été bouleversés dans le même temps. Il y a quelque 30 ans et davantage, les relations s'établissaient au sein de la famille ou dans un cercle plus étroit ou plus large, avec les amis.
A l'heure actuelle, je suis de ceux qui croient que le travail est un lien, à partir

Fondation Jean Jaurès

duquel les relations s'établissent, que ce soient des relations et des activités culturelles, sportives ou autres. Il y en a même de raisons psychologiques.
En effet, il peut paraître surprenant que beaucoup de jeunes militants soient assez effrayés de devoir se trouver un soir à une réunion de section territoriale où ils ne connaissent personne. Je ne parle pas des difficultés qu'ils peuvent avoir à connaître le local, l'endroit où se trouve la section et où elle se réunit.
Dans le même temps, et cela rapidement, nous connaîtrons des luttes sociales qui seront sans doute très difficiles. Là encore, il faut que les Socialistes soient présents dans l'action, il faut que les Socialistes soient connus en tant que tels, dans leur entreprise, pour qu'on puisse venir les questionner, pour qu'ils soient maintenant un élément moteur.
Cela ne veut pas dire qu'il faudra que ces sections d'entreprise soient en fait des sections concurrentes aux organisations syndicales, mais bien entendu cela permettra une harmonie et ainsi le Parti ne connaîtra pas ce qu'il a pu ressentir en mai 1968, lorsqu'on se battait dans la rue, dans les entreprises, dans les universités.
C'est pourquoi dans l'article 4, par rapport à ce qu'il pouvait y avoir d'inscrit dans les statuts de la vieille SFIO, je crois qu'il est bon de faire sauter toutes les réserves qui y sont contenues, de même dans les articles 18, 20 et 21.
Si vous ne donnez pas la possibilité aux travailleurs de s'organiser spontanément à partir du moment où ils acceptent de payer leur cotisation, d'avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs, de respecter la discipline du Parti, je ne vois pas pourquoi ces derniers seraient dans l'obligation de demander l'autorisation à la fédération départementale, au Comité directeur, car en fait, cela ne les regarde pas directement, mais bien au contraire les gens qui veulent s'inscrire dans le parti compte tenu de notre cadre, de nos 88 000 adhérents, je ne crois pas qu'il soit possible ou souhaitable de fermer la porte à quelqu' un.
C'est pourquoi je déposerai cet amendement auprès du président de la fédération de Paris a voté à une énorme majorité, amendement de l'article 4 suivant :
Les organisations de base, conjointement avec les sections d'entreprises ou d'université, disposent du pouvoir de décision politique dans le cadre du territoire.
Les sections d'entreprises ou d'université de plein exercice peuvent être constituées à la demande des travailleurs Socialistes de l'entreprise ou de l'université et considérées comme définitivement constituées après notification à la fédération.
Beaucoup d'orateurs ont dit ce matin, et je le pense, que l'on jugera ce nouveau Parti à travers sa volonté de renouvellement.
Les travailleurs et tous ceux qui sont encore à l'extérieur de ce groupement, attendent et jugeront sur pièces; c'est pourquoi notre évolution commence par l'adoption de cet article 4.
(Applaudissements)

Le président - Est-ce que Mingard est arrivé ?
Non ; alors je passe la parole à Philippe Jean (Vaucluse).

Fondation Jean Jaurès

Philippe Jean (Vaucluse)

Chers camarades, ce matin nous avons souvent entendu parler des petites fédérations, des grandes fédérations ; les petites reprochaient justement aux grandes fédérations de monopoliser les débats au Congrès, et les grandes reprochaient aux petites peut-être une certaine incapacité pour arriver à avoir autant d'adhérents qu'elles. Je n'entrerai pas dans une polémique, décemment retenue, mais je ferai remarquer un certain nombre de points.

La fédération du Vaucluse s'élève contre le procédé de vote bloqué des mandats employé par les grandes fédérations.

Je m'explique : certaines fédérations considérant que la minorité doit se rallier à la majorité, bloquent leurs mandats sur la motion majoritaire.

C'est ainsi qu'à chaque Congrès du Parti Socialiste nous avons plusieurs fédérations qui bloquent la totalité de leurs mandats sur la motion qui a obtenu la majorité dans leur fédération.

Nous pensons qu'il est anormal qu'au sein du Parti les minorités ne puissent pas s'exprimer librement et ne soient pas représentées démocratiquement.

Le système de vote bloqué ne peut entraîner au Congrès national qu'une expression qui ne reflète pas la représentativité proportionnelle des résultats.

On a parlé de discipline, ce matin ; oui, il faut une discipline, mais il ne faut pas que cette discipline se fasse au détriment de la démocratie et que les minorités soient écrasées, excusez l'expression, par une majorité.

Nous pensons en conséquence, et la fédération du Vaucluse unanime demande que seul le vote proportionnel des mandats soit employé dans nos Congrès, et cela dans le seul but d'arriver à une plus grande démocratie, d'arriver à une nouveauté dans notre Parti, arriver à un plus grand effort de base.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Max Lejeune.

Max Lejeune

Je voudrais simplement, au nom de la fédération de la Somme, indiquer quelles ont été les positions prises par elle, en ce qui concerne les problèmes de statuts.

Mais je dois tout d'abord indiquer que par 87 mandats contre 46 elle a pensé et pense encore qu'il était préférable que ce Congrès fût d'abord un Congrès définissant la base doctrinale du Parti, définissant ensuite ses structures, désignant enfin son organisme directeur, et que, d'ici la fin de l'année, les sections et les fédérations soient invitées à discuter très sérieusement du programme qui doit être celui du Parti Socialiste nouveau.

En effet, nous considérons, dans notre majorité, que j'ai indiquée tout à l'heure, qu'avant de discuter avec d'autres organisations politiques, avant de fixer des orientations, que certains veulent privilégiées, nous pensons, dis-je, qu'il faut d'abord se mettre d'accord entre soi, entre nous, sur notre propre programme, avoir défini le but que nous voulons atteindre, dans notre action publique, sur le

Fondation Jean-Jaurès

plan local, sur le plan parlementaire, car beaucoup parlent du plan gouvernemental, mais cela au cours des dernières années s'était évanoui considérablement à l'horizon.
C'est pourquoi nous nous étions prononcés ainsi en majorité, pour que le Congrès d'aujourd'hui ne soit qu'un Congrès constitutif.
En ce qui concerne les structures, le titre du Parti, article 1er, dans sa majorité de 87 mandats contre 46, la fédération de la Somme s'est prononcée pour l'appellation du "Mouvement démocrate Socialiste".
Pourquoi "Mouvement démocrate Socialiste" ?
Parce que nous pensons qu'il est nécessaire de marquer dans son appel notre désir de novation que nous répétons sans cesse, parce qu'il est nécessaire, également, de souligner que le Socialisme est inséparable de la démocratie, qu'il n'y a pas de Socialisme sans démocratie.
Cela a déjà été dit ; il est certain que le vocable "Socialisme" couvre maintenant un contenu quel que peu frelaté, car si en 1920, 1921 les Socialistes sont restés Socialistes et se sont séparés des Communistes, c'est parce qu'ils voulaient le maintien de la démocratie à l'intérieur du Parti, et qu'ils voulaient la vraie règle de la démocratie dans la vie publique et même dans la conquête du pouvoir.
Eh bien, il est certain que depuis cette date le contenu des mots a changé ; nous pourrions même, pour certains d'entre nous, dire qu'il a été galvaudé, et qu'il est donc nécessaire de recourir à une appellation précise nous permettant de nous situer aussi bien sur le plan doctrinal que sur le plan politique.
Donc Mouvement de la démocratie Socialiste reste pour la majorité de notre fédération l'appellation que nous voudrions prendre demain d'autant que la fédération de la Gauche démocrate et socialiste a pendant près de trois ans, considérablement ralenti notre vie intérieure, car en fait, le Parti Socialiste SFIO depuis la formation de la FGDS n'avait plus de vie intérieure et attendait le résultat des arbitrages et des commissions de synthèse ; la formation qui avait pu être faite à l'échelon supérieur de la fédération, cette fédération de la Gauche démocrate et socialiste avait tout de même, à la base, été un immense espoir.
Cela avait permis à énormément de gens qui ne sont pas marxistes, mais qui sont Socialistes de cœur, de conviction et de tempérament, de venir avec nous, dans une formation politique nouvelle. Ils ont eu l'impression, d'ailleurs, à la mort de la FGDS qu'ils n'avaient plus place dans les organisations politiques qui en ont fait le relais.
Nous estimons que si nous voulons retrouver dans le pays un potentiel politique solide, il sera nécessaire d'abord de faire ce rassemblement de tous ceux qui se réclament peu ou prou de l'idée Socialiste.
A partir du moment où ce vocable Socialiste est nettement affirmé, c'est pour toutes ces raisons que nous avons défendu la nécessité de modifier l'appellation du Parti et de l'appeler "Mouvement démocrate et socialiste". Même dans notre minorité, il était admis que si l'on ne voulait pas modifier ainsi l'appellation on pourrait accepter le terme de Mouvement Socialiste, pour montrer qu'il n'y a chez nous aucune attitude statique, que, dans notre esprit l'analyse des faits doit être permanente, qu'à aucun moment il ne doit y avoir un clichage d'opinion.

Fondation Jean Jaurès

En fait, je n'ai pas la prétention d'être marxiste beaucoup l'ont, mais je crois qu'être marxiste c'est faire l'analyse scientifique, matérialiste des faits et d'en tirer les déductions valables et par conséquent changeantes sur le plan politique.
Donc, si l'on appelait le Parti Socialiste Mouvement, Mouvement Socialiste, ce ne serait pas contraire à la pensée des Socialistes qui se disent marxistes.
Je voudrais passer sur les autres points sur lesquels nous avons des observations à faire, sur le texte qui nous est soumis par le Comité exécutif.
Le Comité exécutif, dans l'article 12 propose qu'on ait le droit de représentation à l'intérieur de nos assises que les fédérations ayant au moins 100 adhérents. Nous avons trouvé cela absolument injuste. Les amis peuvent se trouver, en fonction des circonstances locales, dans des conditions de combat et donc de recrutement difficile, nous estimons donc qu'il est absolument nécessaire que toute fédération, même si elle n'a que 25 ou 30 membres adhérents puisse participer aux travaux du Congrès national.
Donc nous nous sommes prononcés à l'unanimité pour la suppression de l'article 12.
Au chapitre 7, à l'article 1er, existe une notion d'incompatibilité des fonctions de premier secrétaire de fédération avec le mandat parlementaire ; à la majorité de 82 mandats contre 58 nous nous sommes prononcés contre cette incompatibilité.
Pourquoi ? Parce que nous estimons qu'un parlementaire à l'échelon départemental a autant de qualités de militant qu'un autre militant et qu'il peut être, qu'il doit pouvoir être Secrétaire fédéral au même titre que n'importe quel militant.
Ce n'est pas ma faute si la sonorisation s'éloigne de moi !
Je répète que nous sommes à la majorité contre cette incompatibilité, d'autant que nous ne comprenons pas qu'à l'article suivant elle soit levée, en ce qui concerne le mandat de Secrétaire sur le plan national.
Un Secrétaire de Parti, à l'échelon national peut être parlementaire, un parlementaire ne peut pas être Secrétaire départemental, Secrétaire fédéral ; dans la majorité de notre fédération, nous trouvons cela parfaitement illogique. Nous trouvons que c'est une méfiance inadmissible à l'égard du parlementaire. Je sais qu'il n'y en a pas beaucoup dans nos congrès, mais pour ceux qui sont véritablement fidèles à nos congrès, ils n'entendent pas subir une discrimination qui les ravale à un rang second sur le plan du militantisme.
Enfin, je veux arriver à l'article 31 où la fédération de la Somme est unanime.
Nous demandons que pour la désignation du Comité directeur, cette désignation se fasse à la proportionnelle des tendances entre les motions qui se seront dégagées de la Commission des résolutions.
Il ne s'agit pas pour nous de créer des tendances clichées, ressuscitant dans la formation nouvelle ce que certains d'entre nous ont connu avant 1939 dans le parti ancien où il y avait bataille entre Socialistes, puis Socialistes contre révolutionnaires, qui étaient des partis dans le Parti, avec leurs statuts, avec leur trésorerie, avec je crois, ce cliché qui peut être éminemment dans nos Congrès et mettait en danger l'unité même du Parti et pouvait être générateur de scissions.
Mais aujourd'hui, au moment où des amis se rejoignent, qu'ils viennent soit de la

SFIO, soit des fédérations Socialistes, ou les nouveaux qui nous ont rejoints, nous pensons que la proportionnelle appliquée à la désignation du Comité directeur en fonction des tendances qui se seront dégagées à la Commission des résolutions, est la meilleure garantie de l'unité pour demain.
Une unité politique est fragile, surtout au départ, d'une organisation ; ce sont des courants divers qui se rencontrent aujourd'hui, qui convergent, si vous voulez, demain, qu'ils n'aient pas tendance à diverger, il faut que chacun de ces courants ait le sentiment d'avoir sa représentation équitable à l'intérieur du Comité directeur, qui va être désigné.
Or, si nous procédons comme il a été fait antérieurement à la SFIO, si l'on remet à chacun des délégués une liste où il faudra barrer des noms, quelquefois, les camarades pourront barrer des noms sans connaître d'ailleurs personnellement les candidats, en les connaissant, bien souvent, sous la caricature que l'on en a faite, en les connaissant, bien souvent, sur leurs qualités de parlementaires ou de non parlementaires, en les jugeant d'après leur âge et non pas en fonction de leur dynamisme, et alors, à partir de ce moment-là, il peut y avoir des coupes sombres qui ne décapiteront pas la formation nouvelle, puisque les jeunes seront certainement face à nous et aptes à remplacer les anciens, mais ils créeront un malaise dans l'organisation nouvelle.
Pour que leur organisation nouvelle ne connaisse pas ce malaise, alors que nous ne connaissons pas les forces respectives des courants en présence, et que d'ailleurs certaines motions dans certaines fédérations ont obtenu des voix, des mandats, de courants de pensée qui ne sont pas exactement les mêmes dans d'autres fédérations, sous la même appellation, il serait peut-être prudent de prendre la précaution de dire par avance que la désignation du Comité directeur se fera en fonction des importances réciproques des tendances, à l'issue de la Commission des résolutions.
Nous accepterions même qu'il y ait une limite fixée de façon qu'une tendance ne puisse accéder à la représentation à l'intérieur du Comité directeur que si elle a atteint un certain pourcentage de mandats, pour ne pas travailler, pour ne pas inciter à la prolifération des tendances, à la veille d'un Congrès ou à l'intérieur du Parti.
Nous avons connu certaines expériences dans le passé, et je crois que sur ce dernier point la nécessité de la proportionnalité des courants de pensée, à l'intérieur du Comité directeur, c'est de justice, c'est l'équité, et pour ce nouveau parti qui veut se créer au cours de ces 3 jours se serait peut-être la prudence.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Schmidt.

Schmidt

Mes chers camarades, je reviens sur l'article premier, au nom de la fédération du Territoire de Belfort et sur l'article 3 en mon nom personnel.
En ce qui concerne l'article premier, il est sans doute symptomatique que notre fédération, à l'unanimité, ait eu la même idée que la fédération de l'Oise,

symptomatique aussi que j'intervienne dans le même sens, c'est bien la première fois, depuis longtemps, que nous sommes d'accord ; cela tend à démontrer que nous n'avons, les uns et les autres, qu'un seul but, c'est de servir le nouveau Parti.
Il s'agit, vous l'avez compris, du nom. Le nom de Parti Socialiste ou de Nouveau Parti Socialiste n'a été choisi par personne, semble-t-il, on l'a dit ce matin, et c'est vrai.
Il y a intérêt primordial, lorsqu'on veut lancer un produit, en faisant de la publicité, de la propagande, à ce que le nom soit bien choisi.
Or, le nom de Parti Socialiste tout seul amène une double confusion, une confusion dans le temps dont Erik Inkermann (?) a parlé, puisqu'il y a des pays qui se disent Socialistes et qui ne l'entendent pas au sens où nous l'entendons ; c'est-à-dire que pour nous il n'y a pas d'égalité sans liberté, ni de liberté sans égalité ; si nous sommes pour l'appropriation collective des moyens de production, nous sommes aussi pour le maintien de la démocratie.
Et puis il y a une confusion dans l'espace, mais dans le temps. Beaucoup de camarades interviennent à cette tribune et lorsqu'on les entend, on se rend compte qu'ils se croient à un nouveau Congrès du Parti Socialiste-SFIO ; trop souvent, ils font référence au passé de leur parti, ils parlent des traditions du Parti, ils parlent des rites du Parti, alors que nous avons, les uns et les autres, n'est-il pas vrai, la prétention de créer un nouveau parti ?
Si nous voulons que le Parti soit nouveau, donnons-lui un nom nouveau, un nom qui, au surplus, aura l'avantage d'attirer les uns et les autres.
Il n'est pas dans notre idée d'arrière-pensée politique, nous ne voulons pas dire en demandant que le Parti s'appelle Parti ou Mouvement de la Démocratie Socialiste, que nous voulons qu'il y ait quelque opération centriste que nous condamnons et avons toujours condamnée. Il s'agit seulement d'ouvrir grandes les portes.
Je me permets de vous renvoyer à la motion publiée sous le nom de ces trois bulletins, n°195, motion qui a le mérite d'être extrêmement courte qui a été votée à l'unanimité par le Congrès fédéral de Belfort.
On a prétendu qu'additionner les deux mots de Socialiste et de Démocratie constituait une répétition et qu'un Socialiste était forcément démocrate.
Il est peut-être possible, par un habile langage d'établir une telle proposition. Il n'empêche qu'elle ne serait pas admise par le peuple qui avec son bon sens constate que la plupart des pays qui se targuent de faire le Socialisme ont supprimé la démocratie ou ne l'ont pas établie.
Il est sans nul doute que le mot de Socialisme soit utilisé abusivement par ces Etats qui le demeurent cependant; pour l'opinion moyenne dont nous devons nous faire entendre, il est utile d'affirmer avec force que nous voulons établir le Socialisme sans supprimer la liberté et que la démocratie demeure notre rêve.
C'est pourquoi nous proposons que le nouveau Parti Socialiste adopte en définitive le nom de Parti ou Mouvement de la démocratie Socialiste ; nous demandons un vote sur cette question du nom de l'article premier et sur cette motion.
En ce qui concerne l'article 3 nous allons, nous le pensons, nous attirer au moins

des désaccords ; l'article 3 dit qu'il ne doit pas y avoir de double appartenance.
La double appartenance est mal vue depuis l'histoire de la 4ème République et si elle permet d'en juger par l'actuel premier ministre, on peut se demander dans quel état. Mais le problème n'est pas là. Le problème est que nous sommes encore dans une période transitoire, le problème est que nous n'avons pas réuni ici tous ceux que nous voulions réunir.
Le problème c'est que lorsque certains de mes amis de la Convention des institutions républicaines déclaraient que ceux qui iraient à Issy-les-Moulineaux seraient exclus, nous protestons avec raison.
Or, dire que nous ne pouvons pas appartenir en même temps au nouveau Parti Socialiste et à la Convention, c'est faire la même chose ; c'est rompre les ponts.
Je voudrais m'expliquer. Je sais que cette expression de la double appartenance peut être choquante ; mais je vous demande de penser à ceux qui ne partagent pas l'optimiste du président de séance de ce matin. Notre camarade Pontillon nous expliquait que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes.
Nous avons droit à de l'autosatisfaction en disant qu'enfin l'unité était réalisée, mais ce n'est pas exact. Nous sommes un certain nombre à penser que tout n'a pas été fait dans ce sens.
Nous avions demandé que les comités exécutifs qui n'avaient pas été désignés régulièrement par Alfortville, remettent leur pouvoir au Comité politique national, cela n'a pas été fait.
Nous avions demandé que des contacts humains et personnels soient pris avec tel ou tel, pour dissiper les malentendus, cela n'a pas été fait, au contraire, il y a eu des attaques personnelles qui ne sont pas admissibles, car si l'on ne doit pas avoir d'ennemis à gauche, on doit encore moins en avoir parmi ceux qui étaient prêts hier à faire un même parti et qui devraient le faire demain.
Si vous disiez dans vos statuts que tant que ne seront pas intégrés au Parti la Convention des institutions républicaines et pourquoi pas les républicains radicaux et les radicaux socialistes, il y aura une possibilité provisoire de double appartenance, vous permettriez aux bonis de se maintenir.
Nous ne parlons pas dans notre intérêt personnel, il ne s'agit pas d'employer des moyens prudhommaux, nous ne sommes pas comme M. Duhamel, de ceux qui pensent que l'ouverture est faite parce que nous y sommes ; nous pensons à tous ceux qui, demain, ne pourront plus militer avec nous comme hier, parce qu'ils voudront rester fidèles à la Convention ou au Parti Radical.
Nous vous demandons de maintenir des ponts dans l'action au stade des fédérations et c'est pourquoi nous vous proposons de compléter l'article 3 par un amendement suivant : ils ne peuvent appartenir à aucun autre parti politique, si ce n'est tant qu'ils ne sont pas intégrés, au Parti, la Convention des institutions républicaines et le Parti Républicain Radical et Radical Socialiste ou à un groupement quel qu'il soit relevant directement ou indirectement d'un parti autre que le parti ou mouvement de la démocratie socialiste.
Nous le répétons, il s'agit de tous ceux qui ne sont pas là et nullement de ceux qui sont là, car en ce qui nous concerne et quelle que soit l'étiquette, nous maintiendrons nos efforts pour rechercher la véritable unité.

(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Georgette Bonnard, je vais donner la parole deux minutes à Ernest Lassette pour une mise au point.

Ernest Lassette -Je ne veux pas laisser passer ce que vient de dire notre ami en ce qui concerne les contacts. J'ai assisté à la réunion du Comité exécutif, je n'en étais pas membre, mais j'y ai assisté ; je dois dire que le Comité exécutif a donné mandat à l'organisation provisoire de prendre ces contacts avec toutes les familles, avec toutes les organisations composantes ; cela a été fait ; le Comité exécutif a donné acte à ceux qui étaient chargés de cela, de l'effort qui a été fait ; ce n'est la faute ni du Comité exécutif, ni de ceux qui ont pris contact si nous nous sommes trouvés devant des refus.
(Applaudissements)

Le président - La parole à Schmidt.

Schmidt - Je veux répliquer : notre ami nous dit qu'il n'est pas membre du Comité exécutif et qu'il y a assisté, c'est justement ce que nous dénonçons en premier point.
Deuxième point, je n'ai pas parlé de contacts avec les familles. Nous avons parlé de contacts personnels avec tel ou tel leader ; je ne veux pas de conversations personnelles, mais nous avons demandé ce qui était réalisable.
Il ne s'agit pas de (?). Il ne pouvait pas répondre sur ce point.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Georgette Bonnard.

Georgette Bonnard

Tout d'abord, en remarque préliminaire, je m'étonne que le nombre des délégués composant la Commission des structures soit limité à 15. Pour ma part, je ne sais si ce point a déjà été abordé ce matin, au début des travaux, vous voudrez bien m'en excuser, mais la rapidité avec laquelle nous avons été amenés à formuler des oppositions ne m'a pas permis de comprendre ce qui a été adopté au juste.
Je demande que l'on veuille bien nous préciser :
1°- en vertu de quoi le chiffre de 15 a été admis.
2°- comment et en vertu de quels critères seront nommés les délégués composant la Commission des structures ? Les délégués ont-ils pu demander à figurer dans cette Commission comme ce matin, des noms nous sont proposés, j'aimerais savoir comment ils ont été choisis.
Sur les structures en elles-mêmes, nous souhaitons tout d'abord que soient scindés en chapitres différents les articles concernant les structures de base, les structures départementales, éventuellement, les structures régionales et les structures nationales.
À cet égard, le Bas-Rhin adopte le style et la forme adoptés par la section de

Fondation Jean-Jaurès

Saint-Lô, dont la motion a été publiée dans le n°193 de la documentation socialiste.
Nous estimons, par ailleurs, que pour un parti qui se dit nouveau, il convient d'employer un vocabulaire nouveau ; ainsi, par exemple, nous souhaitons que l'on trouve un autre terme que le Comité directeur qui évoque trop un appareil ancien.
Dans son Conseil de 1969 la fédération du Bas-Rhin a pris les décisions suivantes :
1°) les sections doivent avoir la pleine responsabilité politique ; c'est la base qui a le pouvoir de contrôle et non l'organisme directeur qui contrôle la base.
Une Commission exécutive départementale où figureraient les membres élus et des membres désignés, ne nous paraît pas souhaitable.
Nous proposons une Commission administrative calquée en quelque sorte sur le Conseil National où siégeraient des délégués de chaque section.
Cette Commission administrative aurait pour rôle d'assurer les contacts entre la Commission exécutive et les sections et de contrôler l'application des décisions prises par le Congrès.
2°) en ce qui concerne les Congrès nationaux, nous souhaitons que chaque fédération puisse établir elle-même le mode de nomination de ses délégués.
Qu'un Congrès national puisse être convoqué à la demande des fédérations. Nous proposons qu'un Congrès soit convoqué à la demande de 5 fédérations au moins.
Nous demandons que l'élection des délégués assure la bonne représentation des minorités ; que les motions qui n'auraient pas recueilli une large majorité au Congrès soient soumises dans un deuxième temps au vote des sections.
En ce qui concerne l'organisme directeur, nous demandons que le nombre des membres composant cet organisme soit porté à 85.
Nous demandons qu'aucune fédération ne puisse être représentée par plus d'un cinquième des membres, les membres parlementaires ne pouvant pas dépasser le tiers.
Nous demandons la direction collégiale et nous admettons un coordinateur.
Nous demandons qu'un pouvoir de contrôle plus étendu soit attribué au Conseil National.
Nous demandons que les décisions importantes prises par l'organisme directeur, engageant la vie du Parti, soient soumises à l'approbation des sections.
Nous demandons enfin qu'en cas d'élection présidentielle, la base soit consultée véritablement selon une procédure de consultation directe.
(Applaudissements)
Nous pensons que ces quelques principes peuvent contribuer à créer un parti véritablement nouveau, véritablement démocratique.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mingard (Pas-de-Calais).

Mingard (Pas-de-Calais)

Mes chers camarades, on parle de ce Congrès comme d'un Congrès d'unité ; on affirme sa volonté de renouveau ; on demande à tous les courants de la Gauche Socialiste de s'unir auteur du nouveau Parti.

Dans le Pas-de-Calais la convention de construction républicaine a rejoint le nouveau parti, parce que cette fédération a eu une position unitaire lors du congrès d'Alfortville ; elle est restée elle-même.

Cela dit, lorsqu'on parle d'unité, il faudrait savoir ce que l'on veut entendre par là, si l'on veut parler de l'unité sous la forme d'un dialogue ; je ne suis pas, personnellement, contre ce procédé, contre cette méthode de travail, malheureusement on voit où cela mène aujourd'hui.

Dans ce Congrès, malheureusement, de nouveaux adhérents, de nombreux militants de l'UGDS et de la convention ne sont pas là. Cela est déplorable, et je souhaite qu'il n'en soit plus ainsi dans les mois qui viennent.

Mais pour que cela puisse aboutir, il importe de définir les moyens ; la motion que je présente, aujourd'hui, au nom de la fédération du Pas-de-Calais, qui porte sur la nécessité de rendre prioritaire la création de sections d'entreprises constitue un essai dans ce sens.

Le dialogue est une condition nécessaire pour que les forces anticapitalistes puissent se concerter ; mais nous considérons qu'elle n'est pas suffisante, car les propos les mieux intentionnés qui soient seront toujours futiles et entachés d'incrédibilité s'ils ne coïncident pas dans les faits.

Or, que sont les faits ?

C'est ce qui va nous attendre pendant deux ans, c'est-à-dire la bataille dans les entreprises sur le terrain de la lutte des classes ; c'est là que le courant de la Gauche Socialiste va nous attendre.

Camarades nos camarades du PSU nous attendent sur ce terrain ; c'est notre devoir de répondre.

Pourquoi la création de sections d'entreprises ?

A notre avis, il y a plusieurs raisons.

La première c'est parce que le nouveau Parti doit être un parti de masse et non pas un parti de cadres. Nous voudrions être un parti de cadres que nous ne pourrions pas le devenir, car il faut convenir que depuis 11 ans nous sommes privés du pouvoir, de ces leviers de commande, et seuls les partis petit-bourgeois et de la Droite conservatrice comme l'UDR peuvent se permettre de le faire,

La propagande et la diffusion de nos idées ne se pourront faire que par nos militants et là, je crois qu'il y a une vérité : plus les militants sont nombreux, plus les idées diffusées par le Parti auront de chances d'être accueillies.

La deuxième raison qui nous conduit à demander au Congrès de voter ce texte concerne surtout la nécessité, comme je le disais au début, de mon intervention, de porter la bataille sur le terrain social.

Dans deux ans auront lieu les élections municipales ; qu'allons-nous faire pendant deux ans ?

Nous allons faire de l'action municipale, de l'action au sein du Parlement, de l'action au sein du Parti. Certes, cela me paraît une action utile et féconde.

Mais si nous voulons être un Parti Socialiste c'est parmi les travailleurs et au sein des entreprises que nous pourrons mieux axer notre action.
Ceci m'amène à penser que la création de telles sections, non seulement nous permettra de donner des réponses grâce à nos militants de sections d'entreprises, aux problèmes économiques et sociaux qui vont se poser dès la rentrée, mais aussi la possibilité pour notre force, ainsi que pour celles qui sont soit d'origine syndicale, soit d'origine politique, et qui sont toutes axées sur la lutte contre le régime, cela leur permettra de se retrouver sous des objectifs communs, sur le terrain de la lutte des classes ; ceci me paraît fondamental.
Si nous continuons à discuter dans le cadre de sections géographiques selon la coutume de la vieille SFIO -et quand je dis "la vieille" ne croyez pas qu'il y ait un caractère péjoratif- ce parti a ses vices et ses vertus, et une formation dans le Pas-de-Calais illustre la vérité de ce que je viens d'énoncer, du moins si c'est une vérité. Mais ce n'est que dans les entreprises que nous pensons que nos camarades pourront prouver aux camarades PSU, aux camarades Communistes, aux camarades syndicalistes, et je pense à nos camarades de la CFDT, que nous sommes là et que nous proposons des choses qui coïncident avec nos actes.
Si nous persistons dans la voie des sections géographiques qui ont, je le concède, leur importance, je pense que toujours notre Parti sera malheureusement entaché d'incrédibilité.
Aussi je demanderai que l'article 24 de nos statuts puisse inspirer de la motion qu'a déposée la fédération du Pas-de-Calais et que je vous lis en terminant.
La nécessité de doter le Socialisme d'un parti puissant n'est pas à démontrer ; l'étude politique d'une telle organisation s'inscrit dans la perspective de la prise du pouvoir des forces anticapitalistes dans le pays, elle exige l'unité de tous les courants de la Gauche Socialiste, ce qui implique la recherche d'un débat avec toutes les organisations qui se réclament du Socialisme.
Cependant, il est permis de penser que la volonté est subordonnée à un certain nombre de conditions, la convergence des luttes, la poursuite d'objectifs communs que devront mener toutes les forces politiques et syndicales sur le terrain social.
Cette condition exige pour le Parti d'engager la bataille sur le lieu de travail des entreprises, des universités, des lycées.
Il est indispensable que cette forme de lutte nous amène à rendre prioritaire la section d'entreprise qui permettra d'affirmer non seulement la présence du Parti sur le lieu de travail, mais surtout sa volonté d'apporter à court et à moyen termes des réponses claires et précises aux problèmes économiques et sociaux qui se posent à notre société.
Une telle volonté, soutenue par l'action quotidienne des membres du parti sur le terrain de la lutte des classes sera susceptible de créer le climat d'unité entre toutes les forces anticapitalistes. Elle constitue une forme complémentaire de combat que mènera le Parti sur le terrain parlement, Conseil généraux, municipalités, etc.
Aussi, en terminant, qu'il me soit permis de vous dire que pour les militants du Pas-de-Calais cette motion a une très grande importance.

Collection Jean Poperen

Si nous voulons que dimanche soir un véritable Parti Socialiste et nouveau naisse encore faut-il avoir la volonté de le faire.
Certes, on pourra toujours clamer qu'on est pour le dialogue, mais l'opinion publique nous jugera par des actes. C'est ainsi que des hommes jugent d'autres hommes ; et au sein d'une société le comportement des hommes, le comportement collectif des hommes rejoint le comportement individuel des hommes dans ce sens.
Aussi, je souhaite que cette motion qui se veut complémentaire, ce texte qui se veut complémentaire des autres, soit adoptée à l'unanimité du Congrès.
Certes, je sais que peut-être des camarades seront contre, certains camarades syndicalistes considéreront peut-être qu'il peut y avoir une entrave et en quelque sorte un travail supplémentaire, quelquefois fastidieux, qui pourrait se créer au sein des sections d'entreprises et au sein des sections syndicales qui leur sont favorables. Je sais que des difficultés existent ; mais ne pas poser le problème, c'est, en fait, non seulement l'éviter, mais vouloir l'ignorer et faire en sorte que ce Congrès aboutisse à un ronron habituel, comme tous les Congrès de tous les partis traditionnels ; et je dis tous les partis, y compris le Parti Communiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Alain Savary, pour 15 minutes.

Alain Savary

Camarades, nous délibérons structures et statuts. Nous ne devons pas le faire en juristes ou en constitutionnalistes ; nous le faisons en politiques.
A cet égard, comme notre souhait, à tous, est de forger l'instrument le plus apte à nous servir dans le combat que nous voulons mener, je crois qu'il n'est pas inutile de faire deux ou trois remarques sur le contexte politique actuel.
Première remarque : nous sommes réunis au lendemain de la plus sévère défaite que le Mouvement Socialiste ait connue dans ce pays.
Deuxième remarque : il serait injuste de faire porter le poids de cette défaite à ceux qui l'ont mené, car à la vérité, elle se situe à des degrés peut-être différents dans un déclin que le Mouvement Socialiste a connu depuis la libération.
(Applaudissements)
Ce déclin avait amené le Mouvement Socialiste de 23% des suffrages exprimés en 1945 à 12,5% en novembre 1962 ; et si les élections de mars 1967 et de juin 1968 ont donné des résultats meilleurs c'est qu'à l'époque le Socialisme s'était allié aux Radicaux et qu'en fait cette alliance de la fédération a dissimulé sinon camouflé ce qui était une régression constante.
La troisième remarque sera que nous ne devons pas nous tromper sur la signification de l'élection de Monsieur Pompidou. Ce n'est pas, en effet, le triomphe du Gaullisme, à mes yeux; le succès de Pompidou n'est pas le triomphe du Gaullisme, puisque certains de ses artisans sont ceux qui ont combattu le Président sortant.
C'est l'acte de naissance du grand parti conservateur français qui, fort du ralliement déjà obtenu ou à venir des voix centristes, entend dominer la vie

politique française pour une longue période.
Les réflexes républicains qui ont prémuni, dans le passé, une partie de l'opinion contre la tentation de succomber au piège du Gaullisme, risquent de ne plus jouer, en face d'un pouvoir qui semble vouloir rompre avec les méthodes monarchiques de l'ancien Président de la République.
Si le Socialisme ne se donne pas un visage nouveau, s'il ne sait ne pas répondre aux aspirations nouvelles, par des espérances et par des analyses convaincantes, la société française deviendra comme d'autres une imitation médiocre de la société américaine, sous la direction exclusive des mandataires des milieux d'affaires.
Or, l'image du Socialisme français est profondément troublée. L'agitation de chaque secteur, le bourdonnement d'ambitions personnelles, et les erreurs d'orientation oblitèrent aux yeux du public et de l'opinion, la réalité de notre Parti.
Seul, un effort rigoureux, sans compromis, peut sauver les chances du Socialisme en France.
Si ce congrès devait clore ses travaux en adoptant des formules qui apparaîtraient comme le fruit d'arrangements sans principes ou de combinaisons personnelles, il aurait faille à sa tâche.
(Applaudissements)
Je n'en suis pas pour autant pessimiste, camarades, et je crois que notre Parti peut faire apparaître, au lendemain du Congrès, l'image d'un Socialisme retrouvé.
A cet égard, il faut que nous donnions l'image d'un Parti ouvert.
Il ne faut pas donner à tous ceux qui sont à nos portes le sentiment d'être en face d'une secte close, figée dans ses principes, et par conséquent incapable de la liberté d'esprit qui lui permettrait de s'assimiler les courants nouveaux et de comprendre les réalités nouvelles.
Certes, camarades, la liberté d'esprit ne se décrète pas ; mais on doit faciliter la coexistence autour du Parti d'éléments divers, ayant des préoccupations diverses, des actions diverses, en prévoyant la création de clubs, la liaison avec des forces actives, le Parti demeurant le centre des décisions politiques, le noyau dense et dur autour duquel s'établit cette osmose, ce dialogue, ce rapport avec l'opinion publique.
Il faut aussi que le Parti apparaisse comme pleinement démocratique et pour ce faire, il ne suffit pas de répudier le centralisme démocratique ou le culte de la personnalité qui n'existe pas que chez les staliniens ; il ne suffit pas de restaurer dans leur intégralité les principes traditionnels des organisations démocratiques, libres discussions dans les sections, de tenir régulièrement des congrès, il faut aller plus loin dans l'analyse des fondements de la démocratie interne à un Parti Socialiste.
Dans le passé, la bataille pour la démocratie, dans le Parti Socialiste, a pris trop souvent l'aspect d'une lutte entre les organes représentatifs du Parti et les groupes parlementaires ; nous ne pensons pas qu'à l'heure actuelle ce problème soit le plus grave.

Fondation Jean Jaurès

Par contre, l'instauration des pratiques démocratiques passe maintenant par un effort qui doit être permanent pour éviter que les instances exécutives du Parti, à tous les échelons, se substituent à leur mandat et que par la pression morale, la sous-information, et le recours à des méthodes administratives, elles empêchent la libre discussion à la base et vident les organes élus de leur compétence normale.

Il faut proclamer clairement qu'aucun responsable du Parti, à quelque échelon que ce soit, n'a le droit d'engager l'organisation sans un débat démocratique préalable.

Camarades, je placerai le problème de la discipline dans l'exercice de la démocratie, car la discipline dans une organisation telle que la nôtre, c'est le respect de la démocratie.

Certes, elle ne peut être exigée que si la démocratie est réelle et a pleinement joué ; mais par contre, elle doit être absolue lorsque la démocratie a joué.

Je voudrais maintenant aborder ce problème qui me paraît au cœur de nos débats, c'est celui de la direction du Parti, pour assurer la démocratie, pour faire œuvre-réformatrice ou de novation, on a préconisé l'instauration d'une direction collégiale qui se substituerait au Secrétariat général qu'ont connu certaines organisations qui président à la formation de notre Parti.

Cette formule me paraît ambiguë, car elle peut recourir aussi bien de médiocres compromis qu'une restauration réelle des pratiques démocratiques.

S'agit-il là d'une question de vocabulaire ?

S'il s'agit d'affirmer qu'il n'appartient pas au premier responsable du Parti de fixer seul son orientation et que cette tâche doit revenir au Comité exécutif lui-même par les motions adoptées par le Congrès national, cette formule collégiale est la nôtre.

Elle signifie alors simplement que nul ne peut prétendre monopoliser la direction du Parti qui doit être le fait de tous.

Est-ce, camarades, une proposition novatrice ? Permettez-moi un retour en arrière.

Je ne citerai pas ici le Sacré Collège qui a respecté l'infaillibilité pontificale ; je ne vous infligerai pas la lecture de Boissy-d'Anglas préparant le directoire, je veux simplement souligner que pour ce même directoire Boissy-d'Anglas avait prévu une direction mensuelle, pour chacun des cinq directeurs.

Le terme de direction collégiale n'est apparu, à vrai dire, que dans la terminologie soviétique. En fait, la direction collégiale est apparue en URSS même du temps de Staline ; elle a été voulue par lui, pour limiter le pouvoir de chacun de ses successeurs possibles.

Ensuite, le Parti Communiste de l'Union Soviétique ne s'est départi de ce système que dans la mesure où ayant éliminé Beria et les excès de la police secrète, il a pu revenir à une direction normale, sans craindre pour autant des exécutions rapides et sommaires.

Cette direction collégiale n'a jamais été présentée, en URSS comme particulièrement efficace ; elle a été abandonnée dès que les pratiques plus normales ont pu être instaurées.

Je ne crois pas, camarades, que quiconque puisse dire que les circonstances dans lesquelles nous vivons, à la naissance de notre Parti, soient, en rien, comparables à celles de l'URSS de 1953, 1935 ; elles ne justifient pas l'adoption d'une procédure présentant beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages.
La dernière fois que cette question a été évoquée c'est, je crois, il y a environ un an, lorsque nous préparions la mise en place, ce long travail, la mise en place du nouveau Parti. Mais très vite cette composition de direction collégiale a été corrigée dans la pratique par la mise en place d'un Premier Secrétaire qu'on a appelé primus interpares.
Alors, au point où nous nous trouvons, je crois que l'on peut penser qu'il est essentiel que le Parti affirme sa volonté, que la démocratie la plus absolue joue dans le Parti.
Je crains que l'invention du terme "collégialité" n'ait été une sorte de réflexe pour parer à des risques de démocratie abrutissante.
Mais, camarades, ce n'est pas par des termes et par le vocabulaire que nous résoudrons les problèmes de fond ; aujourd'hui, dans la situation où nous nous trouvons, il est important de mettre en place une structure qui soit à la fois démocratique et efficace.
Je crains que confier à un secrétariat où toutes les tendances seraient probablement représentées, le soin de diriger le Parti, en laissant à chacun de ses membres un secteur d'activité comme fief personnel, sous le contrôle d'un exécutif qui serait lui-même tiraillé par des tendances diverses, risque de perpétuer la confusion et d'altérer gravement, aux yeux de l'opinion, le visage du Parti.
Certes, il faut qu'au sein du prochain Comité exécutif toutes les tendances qui se seront dégagées du Congrès soient représentées ; mais il faut aussi que le secrétariat du Parti soit choisi en fonction de choix politiques clairs, par la majorité du Comité exécutif ou du Comité directeur, quel qu'en soit le nom, de façon à constituer une équipe solidaire.
Il faut qu'il y ait répartition des tâches au sein du secrétariat dans la clarté. Mais il faut que quelqu'un assume le respect de cette clarté ; en un mot, quel que soit son titre, ce Secrétaire général ou Premier Secrétaire, doit animer, coordonner, exprimer le point de vue du Parti sans lequel la démocratie la plus disciplinée serait impossible.
L'autre solution, et je ne mets pas en cause la sincérité de ceux qui l'ont proposée, risquerait d'être inefficace et conduirait à la dilution des responsabilités. Elle est, à mes yeux, également sans doute, une solution de commodité, de compromis, voire de méfiance ; elle n'est en tout cas, en aucune mesure, une solution courageuse.
Pour conclure, camarades, nous pensons que ce n'est pas en fonction d'hommes ou de tendances que l'on construit une structure d'organisation.
J'ai écouté Claude Fuzier, ce matin, il a suffisamment d'humeur pour ne pas m'en vouloir de lui dire que j'avais le sentiment qu'il montrait la carte du tendre, où sous chaque fonction se dessinait une personne, un camarade, un ami, une tendance.

Nous pensons, quant à nous, que c'est en fonction d'une structure que l'on choisit les hommes et ce qui a été concevable, il y a un an, était probablement utile à cette époque où nous constituions un parti en provenance d'organisations très différentes, qui aurait pu faciliter la construction de ce Parti, ne l'est plus ; nous pensons que cette solution est aujourd'hui dépassée.
D'une part, le Parti est constitué à la base depuis des mois, et d'autre part il y a eu les circonstances politiques que nous connaissons qui font qu'on ne se met pas en régime de croisière en pleine situation de crise.
Reconnaître cette nouvelle situation ne conduirait personne à se déjuger.
S'il devait s'agir d'une solution permanente, je crois vous avoir dit les graves vices de cette formule. S'il devait s'agir, comme on l'a évoqué ce matin, d'une formule temporaire, alors reconnaissons ensemble que ce n'est pas dans l'urgence et dans la crise qu'on se réfugie dans le temporaire.
Faisons l'économie des luttes de palais ou des luttes de sérail, luttes dont nous ne serions pas. Alors que les uns et les autres nous avons besoin de toutes nos forces, au lieu de nous épuiser dans cette phase temporaire ou transitoire, nous avons besoin d'unir toutes nos forces pour construire notre Parti, l'implanter et le développer dans tout le pays, et en faire l'instrument efficace et rénové du combat Socialiste.
(Vifs applaudissements)

Le président - Après Cormier, Mayenne, pour 5 minutes, Fajardy, pour 15 minutes.

Maurice Cormier (Mayenne)

Mes chers camarades, j'interviens non pas au nom de la fédération de la Mayenne mais au nom d'un certain nombre de petites fédérations, et simplement pour traiter de quelques problèmes qui, depuis ce matin, n'ont pas été évoqués, sur l'ordre du jour du Congrès concernant les statuts et règlements intérieurs du Parti.
En un premier temps, pas de problème en ce qui concerne la future organisation, direction collégiale ou non, avec un secrétaire, ou une fonction de Premier Secrétaire, car à mon avis -là c'est un avis personnel- je dois dire que l'essentiel, si nous nous décidions en faveur d'une direction collégiale, est que cela se transpose automatiquement dans le même sens à l'échelon des fédérations.
Qui dit direction collégiale à tous les échelons veut dite répartition des tâches, c'est un problème que nous ne devons pas sous-estimer mais qui dit répartition des tâches doit dire aussi que nous sommes capables, dans les départements, de trouver les adhérents, d'abord de qualité, puis, il faut le dire aussi, en quantité, qui accepteront de prendre des responsabilités.
C'est pourquoi, sans entrer plus dans le détail, j'estime que le gros travail du Parti de demain c'est d'œuvrer au maximum, non seulement pour avoir des adhérents, mais pour surtout les transformer en militants ; à charge pour ceux qui connaissent leur métier de militant Socialiste de pratiquer une politique d'éducation et d'information. C'est là, à mon avis, le point essentiel du travail

d'un Parti qui, demain, peut être fortement structuré, qui peut avoir de nouveaux adhérents, parce qu'il aura davantage de militants qu'il n'en avait hier.
Il faut bien reconnaître qu'il y a des précautions à prendre. Dans le passé, l'ancien Parti -formule utilisée ce matin à différentes reprises ici- a recueilli peut-être un peu trop facilement certaines gens, qui rentraient à la maison Socialiste aussi facilement qu'on rentre dans un libre-service ou un Uniprix ! Combien de gens sont venus chez nous sans avoir auparavant reçu une éducation Socialiste qui aurait pu leur permettre de comprendre qu'en entrant dans le Socialisme, on venait s'y battre pour l'intérêt général, contre les intérêts particuliers ! Nous avons vu de ces gens qui sont venus chez nous pour obtenir souvent des avantages de caractère personnel, et qui ont quitté la maison avec une rapidité déconcertante, suivant les événements ! …(applaudissements)… Il n'est pas besoin d'aller chercher loin en arrière, car il y a environ un mois et demi, à la suite du succès du non au référendum, je suis de ceux qui ont reçu des coups de téléphone de certaines gens, que nous n'avions pas vus depuis des mois, pour ne pas dire des années, me disant : cela va changer ! Vous ne nous avez pas vus depuis des années, mais nous sommes toujours de tout cœur avec vous ! Il va falloir que cela change ! Depuis que nous avons M. Pompidou, on n'entend plus parler de ces revenants des lendemains des 27 et 28 avril !
(Quelques applaudissements)
Alors, camarades, j'estime qu'il faut prendre des dispositions qui permettront dans l'avenir d'avoir des structures valables, et surtout de former des militants. Il conviendrait peut-être, pour une période assez éloignée, d'exiger que pour rentrer dans la famille Socialiste il faut avoir fait ses preuves, accepter le principe d'un parrainage, qui existe dans de nombreuses organisations démocratiques, faire l'éducation du nouvel adhérent, qu'il prouve qu'il est capable de devenir un militant Socialiste, et non pas un monsieur qui cherche un avantage, ne serait-ce qu'à travers un mandat.
C'est pourquoi je crois qu'à l'article 3 il faudra prendre des précautions, en mentionnant éventuellement, dans une période à définir, le problème du parrainage.
Il y a d'autres problèmes avec les petites et les grandes fédérations. Nous n'avons pas à sanctionner les fédérations qui ont la chance d'avoir de nombreux militants, nous ne devons pas les jalouser, nous devons simplement les envier, en regrettant dans certains cas que ces fédérations puissantes n'aient pas les moyens d'aider les fédérations voisines qui, du fait de situations très particulières, géographiques, économiques et politiques, se trouvent en difficulté.
C'est pourquoi, sans vouloir entrer dans le détail, je dis qu'à l'article 12 il faut aussi abandonner le principe de la délégation à partir de 50 membres cotisants et à jour de leurs cotisations, et le remplacer par au minimum 50 adhérents complets et ayant cotisé durant l'année précédente.
Pour appuyer ma thèse, voilà sur quoi je m'argumente : si à la date du 23 juin le Parti Socialiste, après l'examen des effectifs, avait été appelé à appliquer la décision que je vous propose de prendre à travers les nouveaux statuts, à savoir

un délégué pour 100 adhérents et 5 sections, vous auriez eu exactement 23 fédérations qui n'auraient pas été représentées à ce Congrès, car elles avaient moins de 100 adhérents, et sur la quantité il y en avait 8 qui en avaient moins de 50. Or, en abaissant ce chiffre à 50, on arrive à avoir un délégué pour la plupart des départements, je dirai même pour la totalité. Il faut donc supprimer cela, car nous risquons, excusez le terme trivial, d'avoir, pour respecter les statuts, la constitution de sections-bidons, et on ne peut pas dire qu'une section de 3 membres dans une localité est une section valable au point de vue travail effectif d'éducation, et par là même de propagande.

C'est pourquoi il faut totalement réformer cet article, et par conséquent, pour la représentation dans les Congrès, il faut dire que chaque fédération aura droit à un délégué de droit, qui aura le droit de parler, de s'exprimer, de voter, pour les fédérations ayant entre 50 et 100 adhérents, la représentation ne devenant normale, 2 délégués, que de 100 à 250 adhérents.

On a aussi beaucoup parlé durant la matinée d'information, d'éducation. J'estime aussi qu'il y a un effort à faire dans le cadre de la région, mais surtout, camarades, ne tombons pas dans le panneau de la région dite de caractère programmatique, car il y a des secteurs très particuliers où il ne faut pas que nous collions, pour l'organisation de notre Parti, aux structures régionales définies par les voies administratives.

Un exemple typique : le Val de Loire comprend la Sarthe, la Mayenne, le Maine et Loire, la Vendée, la Loire-Atlantique ; chef-lieu de région : Nantes. Eh bien, nos camarades de la Mayenne ont des difficultés énormes pour venir à Nantes, car il n'y a pas de moyens de transport, la localité pratique pour eux c'est Rennes, ou Le Mans. De son côté, la Sarthe ne vient pratiquement jamais à une réunion régionale à Nantes. Il faut donc repenser ces problèmes.

J'ajoute qu'il faut absolument que nous mettions dans les statuts l'obligation d'organiser des réunions de caractère d'information, de propagande régionale, auxquelles devront participer tous les membres du Comité directeur, mais également tous les parlementaires, car il serait ahurissant que le Parti ait à sa disposition des éléments qui ne coûteraient rien en ce qui concerne les frais de déplacement, et ne s'en serve pas.

On aimerait bien aussi que les fédérations riches en élus aident les fédérations voisines. Camarades, croyez-moi, nous jalousons aussi ceux qui, dans les fédérations, se battent parce qu'ils ont trop de candidats pour une élection, législative ou autre ; on aimerait bien que de temps en temps les petites fédérations comme le Cantal, la Lozère, la Moselle, la Meuse, la Haute-Marne, la Mayenne ou même le Maine-et-Loire, reçoivent des propositions de candidatures trop abondamment pourvues dans certains départements, car on trouve toujours les mêmes, dans les mêmes circonstances, pour faire les colleurs d'affiches, mais les camarades en ont assez de se battre pour rien et d'avoir l'impression d'être trop souvent laissés à l'abandon.

Enfin, camarades, pour conclure, nous estimons que sur le plan parlementaire il faut mettre dans les statuts du Parti un additif concernant certaines gens qui, élus députés ou sénateurs, sont contents de devenir des apparentés administratifs ;

cela leur apporte beaucoup d'avantages, mais ils ont très peu d'inconvénients à subir vis-à-vis des autres camarades membres de ce Parti...

Arthur Notebart - Très bien !

Cormier - C'est pourquoi nous demandons que les parlementaires non inscrits au Parti, et désirant s'apparenter, devront obtenir un avis favorable du groupe parlementaire concerné, la décision finale étant prise par le Comité directeur -comme cela ne figurait pas dans les anciens statuts, je pense qu'il faudrait le mettre cette fois-ci- à charge pour celui qui aura demandé son apparentement, dans un délai de deux ans, de donner son adhésion au Parti Socialiste en tant que tel, ou de ne plus avoir droit au bénéfice de l'apparentement. Il reste, bien entendu, que cet apparenté devra payer sa cotisation -cela figurant dans les statuts- au groupe parlementaire dont il dépend.
Voilà, camarades, ce que je voulais vous dire.
Ayons donc, je dirai, un peu d'optimisme dans ce Congrès ! J'ai l'impression très nette que nous sommes en train de sous-estimer notre propre valeur. Nous avons des camarades qui vont avoir la possibilité d'entrer maintenant dans le Parti, alors que cela leur était refusé dans le passé. Nous aurons des jeunes. Oui, nous faisons preuve de novation en disant qu'un jeune de 16 ans peut devenir un militant Socialiste. C'est à nous de faire de ces jeunes des hommes de demain, et croyez-moi, si au lieu de se battre -comme l'ont dit un certain nombre de camarades avant moi- sur des problèmes de personnes, on se bat tous ensemble pour le même idéal, alors le Socialisme aura peut-être connu une défaite, très relative, il y a quelque temps, mais il connaîtra sans doute des jours meilleurs puisqu'il verra réalisé l'idéal pour lequel nous nous sommes tous battus !
(Applaudissements)

Le président - Après Fajardy, Serra, du Tarn, pour 5 minutes.

Fajardy

Mes chers camarades, nous allons demain et après-demain fixer, en fonction de notre fidélité à l'idéologie Socialiste, les orientations politiques du nouveau Parti. C'est, bien sûr, au regard de tous les observateurs, sans doute aussi au regard de la plupart d'entre vous, l'essentiel des tâches de ce Congrès.
Eh bien, au risque de prolonger un débat inévitablement assez austère, je voudrais dire dès l'abord que n'est certainement pas moindre l'importance de la discussion d'aujourd'hui sur les structures, qui va demain déboucher sur l'adoption des statuts du nouveau Parti, car il est bien vrai, camarades, que la meilleure des lignes politiques ne rencontrerait finalement qu'un très faible écho si nous ne nous donnions pas les moyens d'établir le contact avec l'homme de notre temps, si nous ne nous donnions pas les moyens de gagner à l'action socialiste des hommes et des femmes qui se reconnaissent dans le Socialisme, certes, mais auxquels nous devons savoir proposer un cadre adapté aux méthodes actuelles de communication, adapté au rythme de la vie moderne,

Fondation Jean-Jaurès

adapté à l'indispensable développement des groupes d'études, de réflexion, et de recherche, adapté à la volonté d'être associé aux décisions qui se manifestent avec éclat -on l'a bien vu en mai 1968- parmi les nouvelles générations.
Il nous faut trouver un style, sans nul doute, et il nous faut élaborer des méthodes de travail telles que Léon Blum les avait, dès mai 1945, définies en des termes qui gardent aujourd'hui toute leur actualité :
"Nous aurons à rechercher, disait-il, pour le Parti Socialiste, un régime qui soit un régime de franche, pleine, pure démocratie, mais qui en même temps ménage à tous les égards des possibilités d'efficacité. Je ne veux pas employer le mot autorité, que je n'aime pas beaucoup, mais le Parti devra trouver des moyens d'efficacité directs, cohérents, logiques, donnant toute la force et toute la promptitude nécessaires à l'action."
Au moment de fixer les règles statutaires du nouveau Parti Socialiste, pour nous, aujourd'hui, il s'agit en somme de traduire notre volonté d'ouverture tout à la fois dans la démocratie et dans l'efficacité.
Je voudrais, après Roger Souton ce matin, rappeler comment ont envisagé ces problèmes les signataires de l'appel pour l'unité et le renouveau Socialistes.
Notre volonté d'ouverture, elle doit apparaître d'abord essentiellement au travers des structures spécialisées prévues dans l'article 25 du projet de statuts, adoptées comme base de travail par le Comité exécutif provisoire. Ces structures, elles doivent couvrir des domaines comme les études économiques, sociales et financières, comme l'aménagement du territoire, comme les problèmes universitaires et culturels, comme les questions juridiques et de défense des droits de l'homme, comme l'action sociale et familiale.
Les animateurs de ces structures devraient s'assurer aussi souvent que possible le concours de sympathisants, qui travailleraient avec les adhérents, en attendant pour beaucoup d'entre eux le moment d'adhérer eux-mêmes.
La liste de ces structures spécialisées ne serait point immuable, elle pourrait être modifiée compte tenu des besoins du Parti ou de l'évolution des problèmes, par le Congrès ou par le Conseil national.
Bien entendu, dans les fédérations, il faudrait que la plus grande souplesse préside à la mise en place de ces structures, l'accent étant mis ici ou là sur telle d'entre elles plutôt que sur telle autre. L'essentiel, en tout cas, ce serait que le cadre existe, que les idées circulent entre la base et le centre national, que ces idées soient largement diffusées, que le dialogue au niveau des études, des réflexions, de la recherche, s'établisse entre les militants et s'établisse vers l'extérieur du Parti.
J'ajouterai que dans le même esprit d'ouverture vers le monde extérieur, il est important que puissent être créées au plan local, telles qu'elles sont prévues à l'article 26 du projet, des structures ad hoc toutes les fois qu'une telle initiative peut renforcer la propagande du Parti et accroître son rayonnement.
Il est enfin, je crois, à retenir que des organismes puissent, à divers échelons, établir avec le Parti des contrats d'association, recevoir de lui des informations, lui fournir des travaux. C'est sans doute au travers d'une entreprise de cet ordre que pourraient s'établir dans l'étape présente, en attendant mieux, des contacts

utiles avec le syndicalisme libre et avec la coopération, débouchant sur des échanges, puis, dans une seconde étape, sur des éléments de concertation. En un mot, le Parti doit être présent partout où se situe la discussion dans le monde moderne.
Pour cela, les militants doivent savoir sortir de leur chapelle, ils doivent savoir se recycler -un mot que je n'aime pas- ils doivent offrir autour d'eux aux citoyens, et notamment aux plus jeunes, les structures où leur engagement sera le plus total, où leurs compétences seront le mieux utilisées, où en un mot ils pourront le mieux apporter leur concours à l'entreprise Socialiste. Les statuts que nous allons adopter demain, camarades, doivent leur en donner le droit et les moyens.
Notre volonté d'ouverture et notre souci de démocratie, tout à la fois, se traduisent naturellement par la liberté de l'appréciation doctrinale que chaque militant peut exprimer comme il lui convient, et si aucune tendance ne doit pouvoir se structurer de façon permanente dans le Parti, la liberté de discussion est entière et doit comporter d'abord, pour être vraiment effective, l'information des militants et la large confrontation des thèses en présence.
Notre souci de démocratie doit aussi se manifester par une participation du plus grand nombre possible de militants à la vie interne du Parti et à ses responsabilités à tous les échelons. Il faut que les responsabilités changent de mains à un rythme, certes, assez lent pour que l'instabilité ne devienne pas une règle, mais assez rapide cependant pour que de nombreux camarades puissent fournir leur témoignage et leur apport original au Parti.
Notre souci doit être aussi, à tous les échelons, de veiller à ne pas laisser s'établir la prééminence de l'élu sur le militant, et peut-être ne serait-il pas mauvais qu'une proportion d'élus à ne pas dépasser soit fixée pour les différents organismes du Parti.
Notre souci de démocratie doit enfin se traduire par le caractère collégial de la décision, et nous touchons là à un point essentiel, souvent évoqué depuis ce matin, puisqu'il est lié tout à la fois aux deux notions de démocratie et d'efficacité.
Il est indispensable, pour la démocratie d'abord, et aussi pour une juste répartition des tâches à assumer, comme des coups à recevoir, qu'au sein du bureau et du secrétariat du Parti la délibération politique, la décision touchant le fonctionnement général du Parti, aient un caractère collégial, et regardent ainsi la responsabilité de tous. Mais il est, je crois, également indispensable que, pour l'efficacité quotidienne, pour la rapidité de l'exécution des décisions et de leur répercussion dans le Parti et hors du Parti, un premier secrétaire soit chargé d'animer et de coordonner l'action de la collégialité du bureau et du secrétariat, et d'être, devant l'opinion, le porte-parole du Parti. Je ne sais pas s'il faut que cela soit précisé en détail dans les statuts, mais du moins faudra-t-il que le Comité directeur, ou le Comité exécutif -peu importe le nom retenu- ait la mission de dégager cette formule collégiale, et fixe la répartition des tâches des uns et des autres, notamment en ce qui concerne le Premier Secrétaire.
Notre efficacité devra encore se traduire par une ouverture à la notion de cadre

Fondation Jean Jaurès

régional, qui inéluctablement va faire du chemin, et dont les progrès ne doivent pas nous trouver démunis. Il serait utile à cet égard que nous inscrivions dans nos statuts la possibilité de Congrès régionaux (?) de l'organisation socialiste, qui seraient une première précaution, une structure de propagande, et une sorte de banc d'essai.
Enfin, notre efficacité devra se traduire par une information complète et rigoureuse des militants, par une discipline sans faille, par un effort d'information extérieure, traduisant des objectifs clairs que, demain, nous nous serons donnés.
Mais j'aborde là -car en fin de compte tout se tient- les problèmes de politique générale que nous aurons à traiter demain.
Il reste enfin une disposition que je veux au moins effleurer, et dont je désirerais, pour ma part, qu'elle figurât dans les statuts, c'est celle de la formation.
Je sais bien qu'il faut à cet égard agir progressivement et avec quelque prudence. Il serait pourtant, à mes yeux, souhaitable que nous disions dans notre loi commune que, pour l'avenir, l'exercice de responsabilités au nom du Parti exigera que ceux qui auront à les assumer aient suivi des stages ou participé d'une manière ou d'une autre à l'effort collectif de formation des militants.
Camarades, le renouveau Socialiste auquel nous sommes résolus à travailler ensemble aujourd'hui, avec les progrès de nos idées que nous en attendons, soyons bien persuadés-je le répète pour conclure- qu'il ne sera pas seulement la conséquence des orientations que nous définirons demain. Il dépendra du programme fondamental que nous saurons offrir à la perspective de l'an 2000, et ce programme il devra être étudié, élaboré à la base, dans les structures dont nous allons décider maintenant. Le renouveau Socialiste, il dépendra du style selon lequel se développera l'action, il dépendra des hommes qui lui donneront un visage, il dépendra finalement des statuts que nous allons nous donner, et qui, par des dispositions ouvertes sur la réalité moderne, des dispositions associant les citoyens à l'action Socialiste dans leur vie quotidienne, peuvent faire de notre maison Socialiste un pôle d'attraction.
C'est vers ce pôle, camarades, que se tournent des hommes qui n'ont pas désespéré de l'idéal Socialiste, qui le portent en eux, mais qui attendent de notre Congrès qu'il leur donne un outil nouveau et efficace, à la mesure de cette grande espérance.
(Applaudissements)

Le président - Serra, du Tarn, et après lui Vignot, de l'Hérault, pour 5 minutes.

Serra (Tarn)

Camarades, je voudrais quand même faire une remarque, et dire au Congrès la chose suivante : que l'on soit une personnalité du Parti ou un simple militant, que l'on soit un intellectuel ou un ouvrier, que l'on fasse un discours fleuri, ou que l'on s'exprime selon son cœur ou ses moyens, tout le monde écoute celui qui parle avec respect !
(Quelques applaudissements)

Le Congrès fédéral du Tarn a décidé d'apporter quelques modifications au projet de statuts. Il les a déposées à la présidence, en demandant que la Commission des résolutions qui sera désignée en tienne particulièrement compte.
D'abord, l'article 10. Vous savez qu'à la rentrée, en automne, le climat social risque de se dégrader, et que nous allons sûrement avoir des luttes ouvrières pénibles. Dans ce projet de statuts de l'article 10, il est dit que tout militant du Parti doit appartenir à une organisation syndicale de sa profession.
Il faudrait quand même que le Congrès délimite cette appartenance, et définisse à quelles organisations syndicales le militant du Parti doit appartenir. Si l'on peut appartenir à une grande organisation syndicale de son choix, je crois qu'il est indispensable de dire que le militant du Parti ne pourra pas appartenir, surtout dans le secteur privé, à un syndicat qu'autrefois nos vieux camarades appelaient un syndicat jaune, et que l'on appelle aujourd'hui un syndicat-maison.
Le Congrès doit donc bien délimiter à quelles organisations syndicales le militant du Parti doit appartenir.
Nous demandons aussi que l'article 12 soit supprimé, car nous disons qu'il est normal que toutes les fédérations, quel que soit le nombre d'affiliés qu'elles aient, ou de militants, soient représentées au Congrès.
Les Jeunesses Socialistes ont le droit de se structurer et d'élire leurs propres responsables. Nous demandons qu'elles aient, avec voix délibérative, accès à tous les organismes responsables du Parti.
Pour le Comité directeur, nous demandons que 50% de ses membres -que le chiffre de ces membres soit de 61 ou 65, 81 ou 85, comme on l'a entendu ce matin- soient des militants de moins de 40 ans… (quelques applaudissements)… et que les parlementaires ne puissent pas accéder au tiers du nombre des membres du Comité directeur.
D'autre part, le taux de la cotisation des parlementaires doit être fixé par le Congrès. Nous demandons que l'on revienne à l'ancienne formule, et que quelque soit le taux demandé, 30% au moins du montant de cette cotisation soit ristournée à la trésorerie fédérale.
Nous demandons aussi -nous sommes d'accord sur la collégialité du Comité directeur ou du bureau du Parti- qu'il y ait, qu'on l'appelle coordinateur ou secrétaire général, un militant du Parti qui soit le responsable devant le pays des options politiques du Parti. Mais nous demandons également que ce responsable national ne puisse avoir plus de trois mandats à l'intérieur du Parti, et qu'il soit renouvelable tous les trois ans.
Voilà les modifications que le Congrès du Tarn a décidées, et que nous demandons à la Commission des résolutions et au Congrès de prendre en considération.
(Applaudissements)

Le président - Vignot, de l'Hérault, a la parole. Ensuite, Vénat, Eure-et-Loir, pour 3 minutes.

Vignot (Hérault)

Camarades, la fédération de l'Hérault n'a chargé de vous présenter un certain nombre d'amendements que nous avons l'intention d'apporter au texte que nous a présenté le Comité exécutif.

D'abord, un amendement de pure forme. Nous aimerions, dans un souci de commodité, que les articles fussent numérotés de A à Z. Cela simplifierait grandement les choses lorsqu'on a à faire une référence.

Nous avons également un souci d'adaptation et d'honnêteté vis-à-vis des militants qui sont venus de l'extérieur, c'est-à-dire des quatre familles qui ont préparé la création du Parti Socialiste. Nous aimerions donc que figure à l'article 3, après la déclaration de principes, le manifeste du Parti Socialiste, puisque les militants extérieurs ont signé simultanément le manifeste et la déclaration de principes.

Ensuite, au plan de l'organisation, nous rejoignons divers orateurs pour demander qu'à l'échelon national la représentation des parlementaires soit réduite, et que les membres du Comité directeur soient élus, pour moitié par le Congrès, et pour moitié par des assises régionales. Je dois dire que la fédération de l'Hérault a eu quelques inquiétudes, disons, à voir que l'on pourrait adopter au niveau du Congrès une représentation suivant le cadre des régions de programme, et nous nous en sommes tenus à un terme assez vague d'aires géographiques.

Au plan départemental nous aimerions que les Commissions exécutives fédérales soient composées pour un tiers de parlementaires, pour un tiers de membres élus, par les Congrès, et pour un tiers de membres élus au sein de zones géographiques, définies elles-mêmes par les Congrès.

Enfin, nous rejoignons nos camarades sur la durée des mandats, pour demander que le texte qui fait état de 5 mandats de deux ans ramène cette durée à 3 mandats.

Pour le Secrétariat national, en nous fondant sur des considérations réalistes, pratiques, nous avons pensé qu'il fallait instaurer un Secrétariat général, et que le secrétaire verrait ses compétences définies par le Comité directeur ; il aurait finalement, dans la pratique, un rôle de coordinateur.

Enfin, nous avons eu deux soucis, l'un de précision et l'autre d'ouverture.

Souci de précision lorsque nous demandons, au chapitre 1, article 3, troisième alinéa, d'ajouter "politiques" à la simple mention de "groupements", car il est bien souvent difficile de faire la part des groupements qui sont et qui ne sont pas politiques, et il est peut-être bon qu'un certain nombre de camarades, même si des groupements sont affiliés à un autre parti que le nôtre, puissent voir un peu ce qui se passe chez les autres.

De même, à l'article 20, toujours au chapitre 1, nous pensons qu'il faut remplacer le terme "publiques" dans "manifestations publiques" par "manifestations politiques".

L'an dernier, au moment des événements de mai, un certain nombre d'étudiants, qui étaient pris par l'action, n'avaient strictement rien, aucune directive du Parti, et pourtant, étaient amenés à militer.

Enfin, à l'article 21, nous pensons qu'une certaine précision doit être apportée à la définition des "tendances permanentes". Nous pensons que les tendances permanentes sont très difficiles à définir. Les statuts ne précisent pas selon quels critères elles sont définies. Nous demandons au Congrès d'ajouter "tendances permanentes organisées et ayant au plan national une action fractionnaire".
Dans un souci d'ouverture, nous demandons au chapitre 6 de ne pas limiter la discussion au simple plan de la doctrine. Il est évident que lorsque les instances nationales auront défini la position du Parti, aucune discussion ne pourra s'engager, mais avant de définir la position, il ne s'agit pas de circonscrire la position à tels ou tels points.
Chapitre 7, article 4. Nous demandons que le Congrès accepte d'ajouter, à côté du Parti Communiste, à la fois le Parti Socialiste Unifié et la Ligue Communiste, car nous pensons, et ce sera ma conclusion, qu'un Socialisme qui se réellement rénové, réellement efficace, un Socialisme qui veut réellement conquérir le pouvoir, doit se faire autour de l'unité de la Gauche, de la Gauche seule.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Besnard, de l'Eure-et-Loir. Ensuite, à Vadré, du Rhône, pour 5 minutes, dernier orateur.

Besnard (Eure-et-Loir)

Camarades, je viens vous lire, au nom de la fédération d'Eure-et-Loir quelques propositions d'amendements au projet de statuts qui vous sont présentés.
En ce qui concerne l'article 4, la fédération d'Eure-et-Loir souhaite que les sections d'entreprises ne soient pas de plein exercice, ceci pour éviter une dispersion de l'action des militants.
En ce qui concerne l'élection du Comité directeur et de la Commission des conflits, l'Eure-et-Loir propose la motion suivante :
"Les candidatures sont enregistrées sur le plan national. Le vote intervient après la tenue du Congrès, de manière à connaître les différents courants de pensée. L'élection des membres du Comité directeur et de la Commission des conflits se fait par les commissions exécutives des fédérations départementales, dans la quinzaine qui suit le Congrès".
Proposition d'adjonction à l'article 18 :
"Aucun membre du Parti ne pourra rendre publique sa candidature avant sa désignation par les instances du Parti".
Nous pensons que cela a un caractère très important.
Par ailleurs, nous avons été inondés, pour ce Congrès, d'une quantité industrielle de motions, et je crois que beaucoup de militants n'ont pas pu les lire toutes. Il faudrait absolument arriver à simplifier, et à ce qu'il soit présenté aux militants des synthèses des motions.
Dans ce but, et cela a déjà été proposé ce matin, nous proposons la création d'une Commission nationale de synthèse des motions. Son rôle, à l'occasion des Congrès nationaux, serait de rendre les débats aussi clairs que possible, et cela, dès le niveau des sections. Après avoir étudié tous les textes présentés, cette

Commission se réunit 6 semaines avant le Congrès, avec un ou deux, au maximum, des signataires de chaque motion. Cette réunion a pour but :
1°- d'éliminer les textes faisant double emploi, par exemple, pour l'actuel Congrès, nous avons la motion A 9, la motion A 19, la motion A 27, qui disent exactement la même chose ; je crois qu'on n'a pas de temps à perdre à lire une, deux, trois motions, qui disent la même chose. Il serait nécessaire que les signataires de ces motions se regroupent. C'est un travail absolument inutile, et du temps de perdu.
2°- il serait souhaitable de réaliser la synthèse des textes de tendance identique.
On trouve, avec des signatures différentes, des textes qui disent à peu près la même chose. Il serait souhaitable qu'avant le Congrès, ces textes-là soient regroupés.
3°- il serait souhaitable de réaliser la synthèse des motions qui, bien que traitant de problèmes différents, ne sont pas incompatibles, et peuvent être regroupées. Par exemple, il n'y a pas besoin d'avoir une motion sur le titre du Parti, etc. Tout cela pourrait être regroupé.
La Commission établit, en accord avec les signataires présents des motions, la liste des motions qui restent soumises au Parti.
Ces projets d'amendements ont été déposés au Bureau du Congrès.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Vadré (?) (Rhône)

Vadré (Rhône)

Bien des points soulevés au Congrès départemental du Rhône ont été soulevés à cette tribune. Je juge donc inutile de revenir sur eux et je bornerai mon intervention aux seuls points qui, à ma connaissance, n'ont pas été encore évoqués ici.
Il s'agit du Chapitre 3 du projet de règlement intérieur, qui prévoit que le Comité directeur du Parti et le groupe parlementaire du Parti peuvent délibérer et voter en commun chaque fois que l'un ou l'autre de ces organismes en fait la demande.
L'article 2 de ce même Chapitre 3 prévoit que, dans le cas où une décision a été prise à 60 des votants, la décision est immédiatement applicable ; il prévoit enfin, dans les articles 3 et 4, une procédure assez lourde, dans le cas où la décision aurait été votée entre 50 et 60% des votants.
Il nous est apparu, pour notre part, que ce chapitre 3, dans sa rédaction actuelle, pouvait, dans certains cas, faire que des décisions auraient force exécutoire dans le Parti, alors même que la minorité du Comité directeur aurait voté pour cette décision et que la majorité se serait prononcée contre.
Il nous est apparu anormal qu'une décision concernant l'ensemble du Parti puisse être prise par d'autres organismes que les organismes régulièrement constitués et régulièrement nommés par le Parti lui-même, au cours de son Congrès national et, par conséquent, nous demandons que si le Comité directeur et le groupe parlementaire peuvent délibérer en commun, les votes soient comptabilisés

Contribution Jean Jaurès

séparément, et qu'une décision ne puisse, en aucun cas, être admise, si la majorité des membres du Comité directeur ne se sont pas prononcés en sa faveur.
On pourrait, en outre, admettre que si, dans un cas pareil, le groupe parlementaire faisait appel d'une décision ainsi votée par la majorité du Comité directeur, contre l'avis du groupe parlementaire, le Conseil National aurait compétence pour trancher le conflit.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, le débat sur les structures est clos.
Selon les dispositions de l'ordre du jour que vous avez approuvées ce matin, il va être procédé maintenant à la désignation d'une commission de 15 membres qui rapportera demain matin, sur les statuts.
Avant que ces propositions soient faites et pour préparer le débat qui suit, je voudrais indiquer qu'il va s'agir maintenant de la fixation des cotisations, et au terme de ce débat, de la nomination d'une commission de 11 membres.
Ce débat sera ouvert par un rapport de Victor Provo. Nous n'avons encore, sur cette question, aucun orateur inscrit. J'invite donc les camarades qui voudraient intervenir dans ce débat à porter leur nom immédiatement à la tribune, pendant que Cazelles vous fait des propositions, concernant la composition de la Commission sur les statuts. Cazelles a la parole.

Ernest Cazelles

Mes chers camarades, Comme l'a dit le président de séance, conformément au vote que vous avez émis ce matin, je vous propose la constitution de la Commission des statuts de la manière suivante :
- Noël Josephe (Pas-de-Calais)
- Cormier (Meurthe-et-Moselle)
- Fajardie (Cher)
- Notebart (Nord)
- Claude Fuzier (Seine-St-Denis)
- Gau (Val de Marne)
- Dormon (Paris)
- Gouze (Lot-et-Garonne)
- Garrel (Aisne)
- Southon (Allier)
- Dreyfus Schmitt (Territoire de Belfort)
- Gourtevoy (Marne)
- Michel Pezet (Bouches du Rhône)
- Dubois (Yvelines)
- Ayries (Haute-Garonne)

Je rappelle le programme que vous avez voté ce matin. La Commission doit se réunir dans une demi-heure pour être prête à rapporter demain matin, à l'ouverture de la séance, c'est-à-dire à 9h.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Je mets aux voix l'approbation des propositions qui viennent de vous être faites par Ernest Cazelles…

Dans la salle - Mais j'ai déposé une motion, au nom du Pas-de-Calais.

Le président - Sur quoi ? Sur la composition de la Commission ?

Dans la salle - Sur la création des sections d'entreprises.

Le président - C'est la Commission qui traitera ce problème. Tous les amendements que vous avez déposés sont renvoyés à la Commission qui va étudier l'ensemble des problèmes et rapporter demain, à l'ouverture de la séance du matin. Si nous voulons faire du travail sérieux, c'est comme cela qu'il faut travailler. Je précise bien qu'il ne s'agit, pour l'instant, de rien d'autre que de la composition de la Commission sur les statuts qui doit rapporter demain matin.
C'est sur ce point que tu veux intervenir ?
Je voudrais faire une recommandation au Congrès, avant que ce petit débat ne commence. Le règlement ne nous dit rien sur l'organisation d'un débat de ce genre, mais je crois que le Congrès souhaitera qu'il soit très court et que la Commission désignée puisse se mettre le plus rapidement possible au travail.
J'adresse donc un appel à ceux qui ont demandé la parole sur la composition de la Commission, pour qu'ils limitent le plus possible leurs interventions.
La parole est à Max Lejeune.

Max Lejeune

J'ai demandé la parole sur la composition de la Commission parce qu'il s'agit tout de même de savoir si la Commission a été composée non pas seulement en tenant compte des signataires des différentes motions qui ont été divulguées à travers le pays, mais en tenant compte des points essentiels qui sont apparus lors du débat qui vient de se terminer.
Nous estimons, dans la fédération de la Somme, qu'il est essentiel et capital que la Commission se prononce très nettement sur la désignation du Comité directeur en fonction de la proportionnelle des tendances sortant de la Commission des résolutions, C'est pour nous essentiel. Nous considérons que la vie du nouveau Parti, que le climat à l'intérieur du nouveau Parti va être conditionné par la représentation des différents courants de pensée qui se sont exprimés ici pendant trois jours, à l'intérieur de l'organisation nouvelle. Que ce soient tels ou tels amis qui y soient a peu d'importance. Ce qui a beaucoup d'importance, c'est que les différents courants de pensée soient représentés au Comité directeur. Par là même, il importe donc que le Congrès se prononce nettement sur l'application de la proportionnelle pour la désignation des membres du Comité directeur. Cela, c'est absolument net.
Pourquoi ai-je dit cela ? Parce que ce matin, notre ami Cazelles nous a donné un ordre du jour du Congrès comportant, par exemple, demain matin le dépôt de candidatures pour le Comité directeur, à 11h. Il s'agit de savoir si ce sera la

désignation des membres du Comité directeur au scrutin majoritaire, comme jusqu'ici dans la vieille SFIO, ou si ce sera la désignation de membres du Comité directeur, en fonction de la proportionnelle des tendances sortant de la Commission des résolutions. C'est très important.
Je passe sur les autres points qui ont été développés au cours de cet après-midi, et qui ont toute leur importance. Il faudrait être sûr qu'ils seront défendus à la Commission des résolutions. Pour ma part, je voudrais savoir s'il y a, dans la liste qui a été donnée, un camarade qui, à la Commission des résolutions, défendra la thèse de l'application de la proportionnelle à la désignation des membres du Comité directeur.

Le président - La parole est à Barbier, de l'Oise, sur la composition de la Commission ?

Barbier (Oise) - Je demande la parole simplement pour savoir comment ont été désignés les membres de la Commission. On propose ensuite un élargissement de la Commission.

Ernest Cazelles

Une rectification, puisque notre camarades Ayries me fait signe désespérément qu'il n'a pas le temps d'assister aux travaux de la Commission. La Haute-Garonne vous propose Peillet (?)? Le Secrétaire fédéral. Je vous demande de rectifier la composition de la Commission en conséquence.
Ceci étant, je vais répondre aux trois questions posées par Max Lejeune ; la question de notre Camarade Barbier rejoint le premier point de l'intervention de Max Lejeune.
Première question : comment a été composée la Commission ?
Elle a été composée par les représentants de la Commission d'organisation, qui s'est réunie il y a dix minutes et qui a tenu compte non seulement des intervenants, mais des textes et des motions qui ont été diffusés sur ce sujet dans les fédérations, et des auteurs de cette diffusion.
En ce qui concerne la question de la thèse, ou des thèses à soumettre et qui ont été soumises, je tranquillise Max Lejeune : toutes les thèses, tous les amendements, tous les textes qui ont été défendus et déposés sur le bureau du Congrès seront soumis à la Commission qui aura à travailler, comme je le disais tout à l'heure, une bonne partie de la nuit si elle veut arriver -et cela m'amène à répondre à la dernière question- si elle veut arriver à préparer le rapport définitif à soumettre au vote du Congrès demain matin, à 9 heures.
En ce qui concerne l'heure de dépôt des candidatures, eh bien ! Si la Commission d'organisation vous a proposé la date limite de dépôt des candidatures demain samedi à 11h, c'est justement parce que la Commission d'organisation s'est préoccupée du problème que pose Max Lejeune. Elle s'est préoccupée de savoir si telle ou telle thèse allait ressortir de la Commission des résolutions, et si telle ou telle thèse était votée par le Congrès, de façon à permettre aux candidats d'avoir le temps de se retourner pour déposer leur

Fondation Jean Jaurès

candidature selon que telle et telle thèses étaient admises par le Congrès.
C'est la raison pour laquelle nous avons reporté à 11h la date-limite du dépôt des candidatures.
Je pense que les explications qui sont données vont satisfaire et notre ami Max Lejeune et Vallier (?).
Je demande maintenant au président de mettre aux voix la composition de la Commission qui se réunira, comme je vous l'ai dit, à 18h, au rez-de-chaussée, ici même.

Max Lejeune - Il aurait été préférable de le dire tout à l'heure.

Le président - Après ces explications, je pense que je peux mettre aux voix la composition de la Commission des statuts, qui rapportera demain matin.
Que ceux qui approuvent la proposition qui a été faite par Cazelles veuillent bien le manifester en levant la main et les mandats rouges.
…
Contre ?
…
Abstentions ?
…
La proposition est adoptée. Le débat est clos.

Nous commençons maintenant le débat sur les cotisations et je donne immédiatement la parole à Victor Provo, qui vous présente le rapport préalable. Je rappelle que, jusqu'ici, je n'ai encore aucun orateur inscrit sur cette question.

Victor Provo

Mes chers camarades, j'essaierai d'être aussi bref après le rapport...

Le président - Ecoutez le rapport ! Sinon, il y aura ensuite des contestations et vous reprocherez à Provo de n'avoir pas été précis simplement parce que vous n'aurez pas entendu ce qu'il aura dit.

Victor Provo -... après le rapport qui vous a été adressé en temps voulu, pour examen des différentes propositions que le Comité exécutif provisoire m'a chargé de vous présenter, je voudrais ajouter quelques commentaires.
Tout d'abord, une réflexion que vous entendrez de la part du rapporteur de la Commission de contrôle des mandats : le Parti ne se porte pas mal, contrairement à ce qui se dit et ce qui se propage à l'extérieur. Je puis même dire que, sur le plan de l'organisation, il se porte bien, et quand un trésorier manifeste ainsi sa satisfaction, c'est qu'effectivement, la situation financière, le règlement des cotisations s'effectuent dans des conditions heureuses.
A la date du 30 juin, il y avait dans le Parti 74 000 adhérents, qui avaient payé 1 500 francs, c'est-à-dire qu'ils avaient versé, depuis le début de l'année, 110 millions à la trésorerie nationale. C'est un chiffre excellent, sur lequel je vous

Fondation Jean-Jaurès

prie de méditer, qui démontre à l'évidence que le recrutement s'effectue d'une façon correcte, et que nos fédérations effectuent un excellent travail. Je n'insiste pas, car je pense que vous avez compris ce que j'ai voulu dire.
Le Comité exécutif provisoire a tenu à rappeler dans quelles conditions nous avions proposé un certain nombre de solutions à propos des cotisations.
Tout d'abord, il estime -et ceci, pour répondre à quelques préoccupations- que l'on ne peut pas modifier la façon dont sont perçues les cotisations. Un certain nombre de camarades estiment qu'en effet, il serait bon, il serait sage, de s'en tenir à une carte annuelle, que l'on paiera en une ou deux fois. Nous pensons quant à nous, que la meilleure formule, c'est la cotisation mensuelle, que l'on perçoit à domicile, ou que l'on perçoit lors des réunions des sections.
Nous pensons que la cotisation, qui, sans être élevée, représente tout de même un effort financier, risquerait, si elle était perçue trop tardivement, de mettre l'adhérent, surtout l'adhérent ouvrier, l'adhérent plus pauvre de nos sections, dans l'impossibilité de faire face à une dépense différée et que, dans ces conditions, il vaut mieux maintenir le timbre mensuel qui était la règle jusqu'à présent. Je n'insiste pas sur ce point ; je pense vous avoir convaincus.
Nous pensons aussi qu'il faut maintenir la cotisation en faveur du journal.
Vous savez que, chaque fois qu'un adhérent prend sa carte, sa feuille de cotisation, il paie, à l'origine, 2 frs, aujourd'hui indexés, et je dirai sur quelle base tout à l'heure, pour le journal "Le Populaire". Cette participation de chacun de nos adhérents à la parution d'un journal qui n'est, hélas ! Plus quotidien, pour des raisons que vous connaissez, est indispensable, si nous voulons continuer à assurer la vie de ce modeste journal. Par ailleurs, cette participation permet au journal, au moins une fois de temps à autre, d'adresser à chacun de nos adhérents les décisions qui ont été prises par le Comité directeur ou par les assemblées élues du Parti, et de vous mettre ainsi au courant des activités essentielles du Parti auquel nous appartenons les uns et les autres.
Je crois que cette façon de procéder qui avait d'ailleurs été inaugurée bien avant la guerre, est excellente en soi, puisqu'elle rapproche l'adhérent de ce qu'un peu pompeusement, et quelquefois malicieusement, on appelle "l'appareil" mais permet de connaître ce que les hommes, qui ont été investis de votre confiance, font, s'ils exercent leur mandat dans le sens que vous avez voulu.
Je crois qu'il est bon, dans ces conditions, de maintenir cette cotisation.
Il en est de même pour la cotisation des parlementaires qui est, contrairement à ce qu'on pense, une cotisation très forte, puisqu'à l'heure actuelle, sur la base d'une cotisation de 10% sur ce qui est soumis à retenue, cela fait 420 frs, par mois, plus 30% de cette cotisation, soit 140 frs par mois pour "Le Populaire", c'est-à-dire 560 frs, par mois. Je ne compte pas ce que les parlementaires paient au groupe ; je ne compte pas ce que les parlementaires paient aussi dans leur fédération.
A cet égard, je dois ajouter que ce prélèvement, qui est très important, devrait-ce serait une bonne chose si nous pouvions le réaliser- être versé dans une caisse de propagande à l'usage de la propagande du Parti. Hélas ! Assez souvent, pour des raisons que vous comprendrez, le trésorier est obligé d'y puiser pour faire

face à ses échéances, et c'est bien dommage, car, effectivement, ces cotisations des élus devraient servir à l'usage exclusif de la propagande.
J'en viens maintenant à la cotisation.
Elle a subi au cours des années plusieurs modifications, jusqu'au moment où nous avons décidé, lors du Congrès de 1962, que le taux de cette cotisation serait fixé par indexation des taux des salaires horaires moyens toutes activités, France entière. Nous avons voulu qu'il en soit ainsi pour débarrasser nos Congrès chaque année des difficultés de discussion, de tractations de réunions de commission, etc. de manière aussi à ce que la trésorerie nationale puisse procéder aux impressions nécessaires en temps et en heure, de façon à ce que le matériel soit envoyé dans les fédérations dans des conditions qui permettent à celles-ci de travailler d'une façon correcte. Je pense que ce fût là une excellente chose.
Nous avons aussi, depuis un certain nombre d'années, vous le savez, un système de cotisations dont on a dit qu'elles étaient des cotisations basées sur la situation particulière de nos adhérents.
C'était une espèce de cotisation sociale. Nous avons voulu qu'il en soit ainsi. Nous avons toujours pensé que chacun devait servir le Parti suivant ses possibilités, et nous avons essayé d'établir un barème ; il vaut ce qu'il vaut, comme tous les barèmes ; mais un barème qui tienne compte des ressources des uns et des autres, pour tenter de donner des finances non seulement au Parti, mais aussi aux fédérations et aux sections, un barème qui permette de réclamer à ceux qui ont une situation honorable, convenable, une aide un peu plus importante que celle des ouvriers, pour l'action du Parti.
C'est ainsi que nous avons des timbres de différentes couleurs et de différents prix, qui sont appelés : timbres 1, 2, 3, 4, et qui sont appliqués de manière rigoureuse, suivant des pourcentages que le Congrès a fixés. Ces pourcentages tiennent compte de différents facteurs. C'est ainsi que le timbre n°4, celui dont je vous propose de fixer le prix pour 1970 à 0,60 frs, vendu aux fédérations, le timbre n°4 ne doit être délivré, dans notre esprit, qu'à ceux de nos adhérents qui ont des ressources inférieures au SMIG ; nous avons pensé que le pourcentage qui était autorisé, ne devrait pas dépasser 20%.
Le timbre n°1, qui sera vendu aux fédérations 1,25 frs, concerne ceux de nos adhérents qui ont un salaire mensuel compris entre le SMIG et 700 frs ; le pourcentage ne devrait pas dépasser au maximum 45%.
Le timbre n°2, qui est vendu aux fédérations 2,50 frs, s'adresse aux adhérents dont les ressources mensuelles se situent entre 700 frs et 1 000 frs, et nous avons pensé que le pourcentage devait être fixé à un minimum, cette fois, de 30%.
Le timbre n°3, s'adresse aux adhérents dont les ressources mensuelles sont supérieures à 1000 frs, et le pourcentage autorisé est au minimum de 5%.
Nous avons pensé que ces pourcentages devaient être reconduits et proposés à nouveau pour le Congrès de 1970.
Nous avons tenu compte, pour les propositions de 1970, d'un relèvement du prix du timbre de 5%. Nous ne connaissons pas, en effet, ce que sera la conjoncture au mois de novembre, au mois de décembre 1969, mais anticipant un peu sur

cette décision et pour ne pas revenir devant vous ou devant un Conseil National mandaté à cet effet, nous pensons qu'il est bon, puisque nous avons un Congrès qui fixe les règles statutaires, de demander à ce Congrès d'accepter ce relèvement de 5% du prix du timbre, ce qui ne sera pas très loin, je le pense, de la vérité.
Voilà, très rapidement schématisé, en style presque télégraphique, ce que nous avons demandé.
Pour ce Congrès, vous savez que nous avons dû agir d'une manière un peu différente. Nous avons été appelés, effectivement, à demander une participation de 1 500 frs par adhérent. C'est extraordinaire, c'est un événement qui ne se reproduira plus dans la vie du Parti, du moins je veux l'espérer. Nous avons été contraints de le faire, par référence à ce qui avait été convenu au début de cette année. Lorsque les contacts avaient été pris avec les différentes familles qui devaient composer le Parti Socialiste -je ne dis pas le nouveau Parti Socialiste, je dis le Parti Socialiste rénové, modifié, transformé dans ses structures et dans son orientation- lorsque les contacts avaient été pris, on avait pensé que la cotisation moyenne de chacun de nos adhérents pouvait se chiffre, à peu près, à 2 500 frs par an. Nous avions donc dit que, pour le Congrès d'Alfortville, le précédent Congrès, une participation de 1 000 frs serait nécessaire pour assurer la représentativité de chacune des fédérations.
Mais nous sommes maintenant au mois de juillet, et il est bien évident que nous avons dû majorer le chiffre de 1 000 francs, de même que si nous avions tenu le Congrès au mois de septembre, ce n'est plus 1 500 francs mais 2 000 francs qu'il nous aurait fallu demander à chacune des fédérations, comme gage de sa représentativité au cours du Congrès.
Voilà le problème tel qu'il est posé, voilà la raison pour laquelle, pour une fois, contrairement à nos habitudes, la référence qui est exigée n'est plus basée uniquement sur le prix du timbre, mais sur une somme forfaitaire, qui était obligatoire étant donné la provenance des différentes familles, l'impossibilité où souvent on était de savoir si le versement avait été effectué au siège social de ces familles et si on pouvait -il n'en était pas question- penser récupérer les sommes qui avaient été versées.
Voilà la situation telle qu'elle se présente et les raisons qui ont motivé la fixation à 1 500 francs. Je pense que c'est logique, normal, et c'est la proposition que je vous fais au terme de mon exposé.
(Applaudissements)

Le président - Je n'ai jusqu'ici qu'un seul camarade inscrit dans ce débat, c'est Labat, des Landes.
Je vais lui donner la parole, mais auparavant je voudrais vous rappeler que la liste des inscriptions pour le débat sur les orientations politiques, commençant demain matin, sera définitivement arrêtée à la fin de cette séance. Si donc certains camarades veulent encore se faire inscrire, ils doivent le faire sans perdre de temps.
Je voulais ensuite vous dire, et cela vous a déjà été annoncé ce matin, qu'il y

aura immédiatement après la fin de cette séance une réunion groupant tous ceux qui se sont fait inscrire pour le débat de politique générale de demain, et la Commission d'organisation du Congrès.
Je donne maintenant la parole à Labat.

Labat (Landes)

Mes chers camarades, comme toutes les fédérations, la fédération des Landes s'est trouvée placée, dans les derniers mois, en présence de trois textes :
- le premier parlant d'un accord tripartite ou quadripartite sur une cotisation unique de 25 frs.
- le second, émanant du comité national d'organisation du Congrès constitutif d'Alfortville, disposant que le contrôle des effectifs se ferait en tenant compte de la couverture de 10 frs par carte jaune.
J'avoue que dans la fédération des Landes cette note nous avait mis du baume au cœur, parce que nous nous voyions fort mal partis pour réclamer à nos militants une cotisation unitaire de 25 frs.
- le troisième texte émanait du Comité exécutif provisoire, lequel disposait que le contrôle des effectifs se ferait, pour l'actuel Congrès, en tenant compte de la couverture de 15 frs par carte jaune.
Or, la fédération des Landes, dès réception du second document, avait fixé le prix de la carte du Parti pour 1969 à 15 frs, soit 10 frs pour l'échelon national, ainsi qu'il était indiqué dans le document qui nous avait été adressé, et 5 frs pour la fédération.
Depuis la réception de ce troisième texte, tout est changé. La fédération des Landes proteste contre cette façon de procéder, et ceci pour plusieurs raisons.
Tout d'abord, elle pense que le Comité exécutif provisoire n'était pas qualifié pour prendre cette décision, et que même s'il l'était il aurait dû auparavant tâter le pouls des fédérations.
Ensuite, elle n'est pas d'accord sur le principe de la détermination d'un taux fixe de cotisation, souhaitant, comme autrefois, qu'il soit laissé une certaine latitude d'appréciation aux fédérations. Dans notre département, par exemple, il existe encore toute une masse de travailleurs forestiers et de gemmeurs, dont les salaires mensuels avoisinent souvent 400 frs, pour atteindre dans le meilleur des cas un maximum de 500 frs. Allons-nous, par des cotisations trop élevées, éloigner ces humbles de notre Parti ? Avouez avec moi que, pour un Parti qui se dit défenseur des classes défavorisées, ce serait amèrement comique ! Je ne peux pas croire que le Congrès suivra le Comité exécutif provisoire dans cette voie.
L'on nous demande aujourd'hui de fixer le taux de la cotisation 1969. Là non plus, la fédération des Landes ne comprend pas et n'est pas d'accord. En ce qui la concerne, il n'est pas, il ne peut pas être question d'aller réclamer une cotisation supplémentaire à ses adhérents ; elle ne l'a pas fait pour récupérer les 5 frs supplémentaires qu'il lui a fallu verser à la trésorerie nationale pour voir une partie de ses effectifs consacrée, elle ne le fera pas non plus si le Congrès décidait de fixer un chiffre trop élevé de cotisation.
D'ailleurs, nous nous étonnons de deux choses :

Confédération Jean Jaurès

La première, c'est que l'on ait substitué au contrôle des effectifs par feuillet le contrôle par versement de cotisation, ce qui peut permettre l'acquisition de mandats si l'on en a les moyens.
La seconde, c'est que l'on demande une majoration, une fixation à des taux plus élevés de la cotisation, sans que l'on nous donne en aucune manière les raisons de cette demande.
Nous sommes sans doute des simples dans les Landes, la légende le veut ainsi, mais nous aurions cru qu'aurait été diffusé, à l'appui de cette demande, et dans toutes les fédérations, un document de prévisions budgétaires, où nous aurions trouvé explicités, non seulement les postes de recettes, comme cela a été fait, mais aussi les postes de dépenses. Nous aurions aimé connaître comment se dépensait l'argent que nos trésoriers demandent à leurs camarades, et que ceux-ci ont souvent bien du mal à donner. Nous aurions aimé connaître dans le détail les chapitres de dépenses propagande, presse, frais généraux, ventilés, dépenses de personnel, etc. Nous aurions aimé connaître tout cela, non pas par curiosité malsaine, car nous sommes persuadés de la correction de nos camarades nationaux, mais parce que les dépenses sont souvent -ainsi que les options à prendre- fonction des besoins et des possibilités. Peut-être, les connaissant, aurions-nous pu faire des suggestions d'économies de déplacements, de dépenses, ou de nécessité d'un effort supplémentaire à la base.
Quoi qu'il en soit, et dès le 29 mai, la fédération des Landes avait adressé la motion que vous avez pu lire dans la documentation socialiste, n°197, motion votée à l'unanimité par son Comité exécutif. Cette motion peut apparaître un peu dépassée aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, il nous semble que le Congrès serait bien inspiré en refusant pour 1969 une nouvelle majoration. Ceci n'exclut pas une position différente pour 1970, à la condition, bien sûr, qu'avant la fin de ce débat soit soumis au Congrès un document budgétaire prévisionnel donnant d'une manière totalement explicite les renseignements budgétaires et de fonctionnement qui auraient dû être adressés aux fédérations avant même que ne s'ouvre ce Congrès.
On a, depuis ce matin, beaucoup parlé de démocratie. Ce que je vous demande, c'est aussi de la démocratie, car il faut introduire cette démocratie partout, même dans le domaine financier, et j'ajouterai même dans la façon de composer les listes présentées en vue de la formation des Commissions, listes qui devraient provenir d'appels de candidatures, et cesser d'être établies dans d'obscures tractations de couloirs.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Sarre, de Paris.

Sarre (Paris) - Je voudrais attirer l'attention du Congrès sur une particularité qui concerne les sections d'entreprises.
En effet, il ne s'agit pas, pour les camarades du Parti qui sont dans les sections d'entreprises, de refuser de payer une cotisation importante correspondant à leurs revenus, mais dans le cas précis où, dans une même section, il y a des

travailleurs qui ont tous le même salaire, à part quelques cadres, je ne vois pas comment nous pourrons répartir les timbres d'un coût différent ? A ce moment-là, la détermination des cotisations sera très difficile. J'insiste sur ce point particulier, car vraiment nous aurons des difficultés dans ce domaine.
Je le répète bien, il ne s'agit pas pour les travailleurs des sections d'entreprises de ne pas payer une cotisation importante, mais il faut être vigilants en ce qui concerne justement cette modalité d'application, car il y aura nécessairement des problèmes.

Le président - Personne ne demande plus à intervenir sur le débat des cotisations

Un délégué - J'ai écouté le rapport de Victor Provo et je suis étonné d'une seule chose : le barème progressif des cotisations part des salaires ou revenus inférieurs au SMIG et s'arrête aux salaires ou revenus égaux à 1 000 frs par mois.
Je pense qu'il y a dans le Parti Socialiste un certain nombre de gens -et je le dis nettement, c'est mon cas- qui gagnent beaucoup plus de 1 000 frs par mois. Je demande donc immédiatement la création d'un timbre, qui pourrait être le timbre n°5, pour les gens gagnant au moins 1 500 frs par mois, timbre qui pourrait être porté à 10frs, et je demanderai que la trésorerie du Parti puisse proposer pour le prochain Congrès national un système de cotisation qui soit rigoureusement proportionnel au revenu des membres du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Personne ne demande plus à intervenir ?

Dans la salle - Si !

Le président - Alors, faites-vous inscrire, c'est plus commode !

Antonin (Savoie)

Sur le problème de la cotisation annelle, la fédération de la Savoie demande la création de quatre niveaux de cotisation basés sur les revenus :
- SMIG et au-dessous, cela pourrait être -c'est une proposition- 15 frs par an, plus 4 frs de feuille de cotisation, ce qui ferait 19 frs.
- du SMIG à 800 frs mensuels, 24 frs, plus 5 frs de feuille de cotisation, cela ferait 29 frs par an.
- de 800 à 1 200 frs mensuels, 48 frs, plus 6 frs de feuille de cotisation par an, ce qui ferait un total de 54 frs.
- 1 200 frs et plus mensuels, 60 frs plus 10 frs de feuille de cotisation, ce qui ferait 70 frs par an.
Ensuite, nous demandons un montant de cotisation préférentiel pour les conjoints et les enfants d'adhérents, problème qu'il importe d'évoquer.
Puis nous demandons la suppression des timbres, qui procurent un lourd travail aux trésoriers, et la création de feuilles de cotisation de couleurs différentes

Fondation Jean-Jaurès

selon le tarif, sur lesquelles pourraient figurer 4 cases à cocher lors des encaissements, qui pourraient être trimestriels au lieu d'être mensuels, car je ne vois pas comment les trésoriers des fédérations, dans leur majorité, feraient pour procéder mensuellement aux encaissements.
D'autre part, la fédération de la Savoie demande également qu'un effort soit fait du côté des parlementaires. En effet, on nous dit dans le rapport qui nous est proposé qu'actuellement les parlementaires versent au Parti 10% de l'indemnité soumise à retenue, soit 420 frs par mois, et 32% de cette somme pour le Populaire, soit 134 frs par mois.
Il y a pour le moment un nombre pas très élevé de parlementaires au Parti Socialiste, mais nous pensons, et nous sommes là pour cela, que bientôt il y en aura beaucoup ! Si vraiment ce sont des parlementaires qui ont la volonté de travailler pour le Socialisme, ils auront également la volonté de verser davantage pour le "Populaire" et pour le Parti !… (applaudissements)… Par conséquent, un effort supplémentaire pourrait être fait de leur part.
Enfin, et c'est encore une proposition, nous considérons en Savoie, car nous sommes une petite fédération, que le Parti Socialiste est une entité nationale, et que les petites fédérations ont également des besoins. Dans ces conditions, on pourrait peut-être envisager un système, non pas absolu, mais relatif, de péréquation, entre les grandes et les petites fédérations, pour aider les petites fédérations à surmonter les difficultés auxquelles elles sont confrontées journellement dans leur action continue de militantisme.
Voilà ce que nous avons à dire.
(Applaudissements)

Le président - Je renouvelle mon appel. Plus de camarades qui désirent s'inscrire …

Pic (Val-de-Marne) - J'interviens pour dire qu'il est tout à fait normal d'envisager la question pour les enfants de bourgeois du Parti Socialiste, pour les jeunes travailleurs, et c'est très important, mais que j'ai été confronté à un problème, celui de l'adhésion d'étudiants.
En effet, il y a un problème de cotisation, et plus les prix sont attirants, plus un étudiant acceptera de prendre une carte. Un étudiant sympathisant, c'est une chose, mais on peut beaucoup moins exiger de travail de lui que s'il prend une carte.
Il faudrait donc clairement notifier dans quelle catégorie entrent les étudiants, jeunes lycées, et autres catégories.

Le président - Je donne la parole au rapporteur, Victor Provo, pour répondre aux interventions.

Victor Provo

Très rapidement, je voudrais dire à notre camarade des Landes que je pense qu'il n'a pas exagéré lorsqu'il a dit que dans les Landes les conditions de travail et

rémunérations étaient inférieures à tout ce qui se passait dans les autres départements, mais qu'il apparaît -quand nous avons établi notre liste tenant compte des pourcentages qui ont été retenus- que lorsqu'on fixe à 20% le nombre de nos adhérents qui n'atteignent pas le SMIG, c'est honnête, et qu'on peut y ranger, je le répète, tous ceux qui sont dans une situation comme celle qu'il signale.

Ceci répond par la même occasion à l'interrogation du dernier jeune camarade, on peut aussi y ranger, si l'on veut, les étudiants, encore que les groupements de jeunesse spécialisés soient là pour les accueillir.

Dire qu'il n'y a personne dans les Landes qui gagne plus de 70 000 francs par mois, ou plus de 100 000 frs par mois, et qui soit adhérent au Parti, ce serait peut-être aussi exagéré. Il est bien évident que dans la composition de la fédération des Landes -je ne la connais pas bien- il doit y avoir à peu près toutes les familles, en tout cas les différentes professions, et qu'on doit bien trouver là de quoi répondre aux préoccupations qui ont animé notre ami. Il m'étonnerait fort, en tout cas, qu'on n'y parvienne pas.

Nous avons fixé ces chiffres, non pas d'une manière arbitraire, mais d'après l'expérience. De plus, lorsque nous avons consulté les différentes familles qui agiraient composer le Parti Socialiste, il est apparu que la cotisation moyenne se situait autour de 2 500 francs ; c'est en tout cas le chiffre que j'ai retenu des conversations qui nous ont été rapportées. Si c'est vrai, il fallait que nous adaptions, il fallait que nous soyons au niveau, il fallait que nous prenions un certain nombre de mesures pour aller dans ce sens, et je crois que nous n'avons pas mal agi en établissant, comme je l'ai fait tout à l'heure, un certain nombre de catégories qui permettent aux uns et aux autres de s'y retrouver.

Quant à l'usage que l'on en fait, je pourrais répondre à notre camarade des Landes qu'il ne s'agit pas de faire ici le bilan de ce qu'on faisait à la SFIO puisqu'en fin de compte il s'agit aujourd'hui de fixer les cotisations pour le Parti Socialiste. Mais il a raison en ce sens que nous avons fixé les cotisations pour 1970.

Alors, il nous demande : qu'est-ce que vous allez en faire dans votre appareil ? En effet, le mot revient souvent, et on le dit dans un sens péjoratif, avec quelquefois des intentions assez malveillantes ; on a l'air de penser que les gens qui sont en haut, qui sont placés à la cité Malesherbes, ou en tout autre endroit, à la tête d'une organisation, sont, parce qu'ils sont à la tête de l'organisation, déjà à moitié traîtres !

Eh bien, nous pensons, quant à nous, qui vivons avec cet appareil, que les conditions sont extrêmement difficiles pour joindre les deux bouts, avec tout ce que vous lui demandez, avec les nombreuses lettres que vous écrivez, les nombreuses interventions que vous demandez assez fréquemment, avec la représentation qu'il doit assurer à l'extérieur -car demain j'imagine que le Parti Socialiste voudra être représenté, au moins, à l'Internationale- avec les réceptions qu'on est bien obligé d'organiser pour les délégués qui viennent d'autres partis frères, avec l'animation des commissions -vous voulez qu' il y en ait beaucoup, et vous avez raison- avec les convocation des Congrès, etc. Savez-

vous combien coûte un Congrès, malgré l'obligeance des mairies, et j'en profite pour remercier le maire de cette localité de mettre à notre disposition une salle comme celle-ci ? Un Congrès pareil coûte plusieurs millions ! De même, lorsque nous réunissions la Commission exécutive, et demain le Comité directeur -et vous demandez que ces réunions soient fréquentes- cela coûte pas mal d'argent, puisque vous tenez à ce que la représentation géographique soit assurée.

Pour ceux de la SFIO, et ils sont tout de même assez nombreux dans cette salle, ils savent que tous les ans il y avait un rapport, et un rapport détaillé jusque dans ses moindres aspects -qui n'était pas lu, bien souvent, parce que cela ne provoquait jamais la moindre discussion- donnant ligne par ligne toutes les dépenses effectuées, montrant l'effort considérable accompli par une poignée d'hommes. Toutes les publications que vous recevez, qui sont imprimées, dactylographiées, encartées, expédiées, se font cité Malesherbes, pour éviter les interventions extérieures ; tout cela est fait chez nous, vous pouvez vous en rendre compte lorsque vous y venez.

De cela, je le répète, tous les membres de la SFIO sont parfaitement au courant. Les autres, sans doute, peuvent ne pas le savoir, mais je puis leur dire à travers ma réponse aux Landes que la cité leur est largement ouverte, et que s'ils y viennent ils se rendront compte de cette ruche qui est au travail, et qui effectue du bon travail, je vous l'assure, quelquefois même au mépris de la santé.

Je voudrais également dire à nos camarades que les comités d'entreprises, évidemment, poseront des problèmes d'organisation à l'intérieur de l'usine ; ils en poseront non seulement par leur existence là, mais ils en poseront avec les organisations syndicales. Nous avons connu cela, parce que ce n'est pas nouveau, le comité d'entreprise. Il y a des camarades qui pensent que le comité d'entreprise est une institution nouvelle, que c'est une trouvaille du moment, mais il y a maintenant trente-cinq ans que nous avons fait des comités d'entreprises, et ils vivaient, il y avait des représentations nationales, on les réunissait, il y avait une équipe qui travaillait, il y avait des journaux qui travaillaient, des journaux qui étaient distribués sur le lieu de travail, dans l'entreprise, il y avait un effort considérable accompli sur ce plan.

Tout cela coûtera très cher, et nous mesurons l'effort qu'il faudra faire pour faire vivre ces comités d'entreprises, mais aussi pour qu'il n'y ait pas de heurts avec les organisations syndicales.

Un autre camarade a dit : il faudrait avoir un timbre n°5, et la fédération de la Savoie a surenchéri en disant : il y a des hommes et des femmes qui, dans le Parti, pourraient faire davantage.

Eh bien, tant mieux ! Ces propositions, nous les renvoyons à la Commission que je vais vous proposer tout à l'heure. Elles seront examinées, et nous verrons aussi quel est le pourcentage que nous pouvons imposer aux fédérations ; autrement, s'il n'y a pas de pourcentage, ces timbres ne seront jamais distribués. Alors, le pourcentage sera fixé, faible sans doute, mais il faudra le fixer, et ce sera le travail de la petite commission que vous désignerez tout à l'heure.

Quant aux parlementaires, on fait souvent appel à eux. Je ne suis pas parlementaire, je l'ai été, mais je puis vous dire que pour ceux des

parlementaires qui ne sont pas maires, qui ont à entretenir une correspondance importante, qui ont besoin du travail d'une ou d'un secrétaire, qui ont besoin, pour des recherches de documentation, d'être particulièrement aidés, cela coûte horriblement cher, et que pour le parlementaire de la province, qui a besoin de se loger à Paris en plus de son logement de province, cela coûte encore plus cher, même pour vivre seul... car il y a quelquefois des sourires ironiques lorsqu'on parle des parlementaires vivant à Paris !
Les parlementaires payent une cotisation très élevée, 600 frs , sans compter ce qu'ils versent à leur groupe, sans compter la cotisation pour leur retraite, sans compter ce qu'ils versent pour la fédération ; la dîme qu'on prélève sur eux est une dîme un peu trop facile à demander dans une assise comme celle-ci, et je le dis d'autant plus volontiers que je ne suis plus parlementaire, pour montrer que l'effort qu'on leur demande est un effort important. Je voulais tout de même le souligner, et dire le mérite de ces hommes qui nous apportent, je le répète, une partie importante de leur traitement.
Voilà, mes chers camarades, ce que je voulais dire en réponse à toutes les interventions.
Et maintenant, je vais vous proposer la petite commission de 11 membres qui a été annoncée, et qui est prévue par le règlement du Congrès, qui se réunira demain matin à 9 heures.
Votre serviteur, Bapoin, Le Ploch, Primot, de la Marne, Popiol, du Nord, Fatou, du Pas-de-Calais, Pellat, de la Seine-Saint-Denis, Gauthier, de Paris, Cazes, de la Commission de contrôle, Parot, de la Charente-Maritime, et Noiset, du Maine et Loire.

Le président - Je mets aux voix l'approbation de la Commission dont les membres viennent d'être énumérés par Victor Provo.
Que ceux qui approuvent cette composition le manifestent en levant la main.
…
Avis contraires ?
…
Abstentions ?
…
La composition de la Commission est ratifiée par le Congrès.
La Commission de Vérification des mandats a terminé ses travaux, elle va vous présenter immédiatement son rapport. C'est Loraire (?), de Paris, qui en est le rapporteur. Je lui donne la parole.

Loraire (Paris)

Mes chers camarades, la Commission de vérification des mandats du Congrès s'est réunie depuis ce matin 10 heures, et elle a travaillé d'arrache-pied.
Je dois vous indiquer tout d'abord que nous avons une certaine satisfaction, dans la mesure où il y a eu très peu de problèmes, et pour un tout petit nombre de fédérations seulement.
En tenant compte de la circulaire n°18 qui avait fixé les conditions de cotisation

Fondation Jean-Jaurès

pour la couverture financière, des chiffres qui avaient été envoyés dans les fédérations, et de la correspondance qui était entretenue avec le Comité exécutif national provisoire, nous arrivons aux résultats suivants :
Après un examen de la situation dans chacune des 95 fédérations, c'est-à-dire tous les départements métropolitains, sauf les Hautes-Alpes, et le département de la Réunion en plus -car il existe là-bas une fédération du Parti Socialiste, et je crois que cela représente un certain courage dans ce département… (Applaudissements)… la Commission a validé 3 078 mandats détenus par 864 délégués, représentant 74 240 membres du Parti en règle avec la trésorerie nationale. Un certain nombre de fédérations parfois faisaient état de chiffres supérieurs, mais pour lesquels la régularisation de trésorerie n'avait pas été faite, et par conséquent nous n'avons pas retenu ces mandats.
D'autre part, lors de ses travaux, la Commission de vérification des mandats a constaté que dans un petit nombre de fédérations des difficultés ont pu surgir à l'occasion de la tenue des Congrès fédéraux préparatoires au Congrès national, souvent à cause d'instructions qui n'étaient pas suffisamment précises, et de contre-sens plus ou moins graves qui avaient été faits. La Commission de vérification des mandats recommande donc particulièrement à la Commission des statuts, qui se réunira tout à l'heure, de porter toute son attention à la rédaction rigoureuse des articles concernant les mutations à l'intérieur d'une fédération et les mutations de fédération à fédération, la tenue régulière des Congrès fédéraux, et la représentativité des délégués aux Congrès fédéraux et nationaux.

Le président - Je mets aux voix l'approbation du rapport présenté au nom de la Commission de vérification des mandats.
Que ceux qui approuvent le rapport le manifestent en levant la main.

Doladille (?) - On peut ne pas être d'accord, tout de même !

Le président - Vous pouvez ne pas être d'accord, vous le manifestez : il s'agit de savoir comment vous le manifestez. Est-ce que vous réclamez un vote par mandats ? Aux termes du règlement du Congrès, c'est la seule question que je peux poser...

Doladille - Je demande une information : combien retient-on de mandats pour chacun des départements ?

Loraire - La règle, camarade, est la suivante : il y a un mandat par 25 membres à jour de cotisation, plus un mandat de droit par fédération, plus un mandat par fraction de 25 à partir de 15.

Le président - Est-ce que la réponse te satisfait ?

Doladille - Camarades, ce n'est pas le problème !

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le président - Attendez. Il serait peut-être préférable, pour qu'il n'y ait pas de malentendu, que le camarade vienne s'expliquer à la tribune...
Doladille a la parole.

Doladille - Camarades, je voudrais que vous sachiez qu'il n'y a aucune idée de défiance dans mon intervention, mais je voudrais simplement savoir -parce que dans le passé, et dans le passé le plus récent, notamment à Alfortville, il y a eu suffisamment de contestations après coup qui ont fait beaucoup de mal au Parti- de combien de mandats dispose chaque fédération, de façon à ce que, si une fédération n'est pas d'accord sur le décomptes qui est fait, elle puisse immédiatement intervenir. Il vaut beaucoup mieux que cela se passe ainsi !
(Applaudissements)

Loraire - Je voudrais dire à notre camarade que nous avions déjà fait, à la Commission de contrôle nationale qui avait été mise sur pied, un premier décompte des mandats auxquels avait droit chacune des fédérations.
Une lettre a été envoyée aux secrétaires fédéraux, et nous avons eu un certain nombre de réponses de camarades qui contestaient la représentativité de leur fédération. Nous avons reçu ces secrétaires ce matin, chacun a pu s'exprimer, et en outre cet après-midi, par un appel à la tribune, nous avons demandé aux camarades de 6 départements de bien vouloir venir nous voir, parce qu'il y avait encore problème pour leur fédération.
Je dois dire que, pour des raisons pratiques, nous avons pensé que nous donnerions tout à l'heure, à chacune des fédérations, un petit papier sur lequel seraient portés :
1°) le nombre de ses membres, à jour avec la trésorerie,
2°) le nombre de mandats auquel elle a droit.
Il est bien évident que la Commission de vérification des mandats se tiendra à la disposition de tous les camarades s'il surgissait encore une difficulté, mais je peux dire que depuis ce matin nous n'avons été saisis que de 11 cas seulement ; 2 ont fait des difficultés, mais pour le reste il n'y en a pas eue.
Je ne pense pas que le Congrès a besoin d'être entretenu plus particulièrement du détail minutieux de tous les débats de la Commission de vérification des mandats. Je dois dire que ce n'était pas très grave, et que quand tout à l'heure je demandais à la Commission des statuts de prévoir très rigoureusement le libellé concernant la tenue des Congrès fédéraux et nationaux et les problèmes de mutations, c'était parce que ce sont, en fait, les seuls problèmes qui se sont posés.

Le président - Est-ce qu'après les explications données par Loraire, Doladille maintient sa proposition ?

Dolalille - Je n'en ai jamais faite !

Le président - Ah si ! Il y avait tout de même tout à l'heure une proposition de lecture publique du nombre de mandats des fédérations.
Si cette proposition est retirée, le débat est clos, et je mets aux voix les conclusions de la Commission de vérification des mandats.
Que ceux qui approuvent ces conclusions le manifestent en levant la main.
…
Avis contraires ?
…
Abstentions ?
…
Les conclusions sont ratifiées par le Congrès.
Les deux débats étant terminés, nous allons lever la séance. Je rappelle ce que j'ai dit tout à l'heure, les camarades qui se sont fait inscrire pour le débat de politique générale de demain doivent se réunir immédiatement au pied de la tribune, avec la Commission d'organisation du Congrès.
La séance de demain commencera à 9 h précises.
La séance est levée.

PARTIS SOCIALISTE – SFIO
Congrès national constitutif des 11, 12 et 13 juillet 1969 (2ème session)
Issy-les-Moulineaux

Séance du samedi 12 juillet 1969 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Labarrère, assisté de : Chaminade (Haute-Vienne), Nevache (Isère), Ancian (Oise), Serra (Tarn), Studini (Rhône), Gau (Val-de-Marne).

Le président (Labarrère)
Mes chers camarades, nous allons ce matin, selon l'ordre du jour, entendre le rapport de la Commission des statuts, et passer au vote sur ce rapport. Ceci sera suivi du débat de politique générale. A ce sujet, je voudrais rappeler qu'il y a 98 orateurs inscrits, cumulés à 26 heures de débat. Nous avons donc été obligés de limiter le temps parole afin de ramener ce temps à 13 heures 30 de débats.
Je souligne que ce matin je serai extrêmement strict sur le temps de parole, et je couperai la parole aux camarades qui dépasseront leur temps.
Je rappelle également que les inscriptions pour l'élection de l'organisme central seront closes, dernier délai de rigueur, à 11h du matin, ce matin, c’est-à-dire dans 1 heure 25 minutes.
Je suis saisi d'un rappel au règlement par notre camarade Barbier, de l'Oise, à qui je demande de venir à la tribune et de parler encore plus rapidement, vu l'importance du débat de ce matin.
La parole est à Barbier.

Fondation Jean-Jaurès

Barbier (Oise) - On vient de nous dire que de nombreux orateurs avaient demandé la parole, qu'ils n'auront pas tous le temps de s'exprimer, et on vient de commencer la séance avec une demi-heure de retard. Je demande que le règlement sur les horaires soit strictement appliqué par le président.

Le président - Je remercie Barbier. Je suivrai son conseil.
Nous passons au rapport de là Commission des statuts, et je donne la parole à Joseph.

Joseph

Mes chers camarades, la Commission des statuts s'est réunie hier soir et a terminé ses travaux vers 1h30 ce matin. C'est vous dire que nous n'avons pas eu beaucoup de temps pour mettre au net les notes qui ont été prises pendant la séance. Je vous propose la méthode de travail suivante :
Nous allons examiner les statuts article par article. Quand il n'y aura pas de problème, je vous le dirai ; quand il y aura une modification proposée par la Commission des statuts, évidemment je vous le dirai. Je précise que tous les amendements déposés par les fédérations ont été minutieusement étudiés, un à un, et ont fait l'objet d'échanges de vues très longs entre les membres de la Commission.
Je commence tout de suite l'étude des statuts et vous donne les conclusions de la Commission des statuts.
Tout d'abord, la Commission propose que le titre ne soit pas "règlement intérieur", mais "statuts".
"Chapitre 1, organisation, sections, fédérations, organismes nationaux :
Article 1er - Le titre du Parti est "Parti Socialiste",
Ce texte a été maintenu, par 13 voix contre 2, deux camarades s'étant prononcés pour "Mouvement Socialiste" ou "Mouvement de démocratie socialiste".
Article 2 - Adhésion à l'Internationale Socialiste :
Adopté par 14 voix et 1 abstention.
Article 3 - Une modification à signaler :
Les membres du Parti acceptent la "déclaration de principes", et au lieu de "le règlement et la tactique du Parti", il faudra désormais lire : "les statuts et les décisions du Parti", "décisions" étant plus large que "tactique", et englobant "tactique".
"Ils ne peuvent appartenir à un autre parti politique ni à un groupement"... est-il indiqué dans le texte. La Commission vous propose d'ajouter : "expressément désigné, quel qu'il soit, relevant directement ou indirectement d'un Parti autre que le Parti Socialiste".
Article 4 - C'est la constitution des sections.
La Commission reprend le 1er paragraphe et vous propose la modification suivante au second :
"Des sections universitaires ou d'entreprises de plein exercice peuvent être constituées, par décision des fédérations concernées", et non pas "sur décision

Fondation Jean-Jaurès

du Comité directeur"… Donc : "par décision des fédérations concernées.
Comité. En cas de contestation, le Comité directeur décide."
Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 vous sont proposés par la Commission dans la forme qui vous est donné par le texte, que vous avez entre les mains.
Article 12 - Modification.
Je vous rappelle le texte :
"Une fédération ne peut être représentée dans les assises nationales du Parti si elle ne compte au moins cinq sections comprenant un minimum total de 100 membres à jour de leurs cotisations".
La Commission des statuts propose de substituer à une partie de ce texte la phrase suivante :
"Si elle ne compte au moins, et simplement, 50 membres à jour de leurs cotisations".
Donc, plus de référence au nombre des sections, et nombre de membres ramené de 100 à 50.
Article 13 - Il est adopté par la Commission tel que présenté.
Article 14 - "Dans l'intervalle des Congrès fédéraux, l'administration et la direction de chaque fédération sont confiées à une Commission exécutive départementale", est-il mis dans le texte. Et la Commission vous propose d'ajouter : "élue".
Le deuxième paragraphe, qui était rédigé ainsi :
"Cette Commission est composée pour moitié de membres élus par le Congrès départemental, pour moitié de membres élus directement dans le cadre de secteurs géographiques dont le nombre et la délimitation sont fixés par le Congrès".
La Commission vous propose d'abandonner ce paragraphe et de le régler par une circulaire du Comité directeur, en raison des diversités qui existent d'un département à l’autre.
Article 15 - La Commission ne propose pas de modification.
Article 16 - La Commission l'a adopté par 9 voix, et je vous signale que pour les articles 11, 15, 37 et 38, que nous verrons tout à l'heure, qui ont trait à la représentation des régions au sein du Parti et à l'élection des organismes centraux, la Commission propose dès à présent que les dispositions contenues dans ces articles, relatives à la représentation des régions et à l'élection des organismes centraux, fassent l'objet d'une nouvelle étude approfondie par l'ensemble des membres du Parti et soient mises en conséquence à l'étude pour le prochain Congrès ordinaire. Donc l'article 16 fait partie des articles qui feront l'objet d'une étude au niveau des sections et qui reviendront devant le Congrès ordinaire.
Article 17 - Pas d'observation.
Article 18 - Une modification est proposée.
Il est indiqué : "les candidats aux élections locales, départementales, régionales et nationales"... On vous propose de supprimer ces différents adjectifs et de les remplacer par un adjectif unique : "Les candidats aux élections politiques".
Et, en outre, un additif au dernier paragraphe de l'article 18, que je vous lis, et

relatif à l'élection présidentielle :
"Le candidat à la Présidence de la République est désigné par un Congrès national extraordinaire, après consultation des sections. Les candidatures éventuelles sont enregistrées par le Comité directeur".
Article 19 - Pas de modification.
"Article 20, qui a trait à la présence des membres du Parti dans une manifestation publique :
Il est indiqué : "Les membres du Parti ne peuvent prêter leur concours à une manifestation publique organisée en dehors du Parti"... etc.
La Commission vous propose : "une manifestation politique", au lieu de "publique".
Article 21 - Modification portant sur un mot :
"La liberté de discussion est entière au sein du Parti, mais nulle tendance "…
Il est indiqué dans le texte que vous avez sous les yeux : "permanente", et la Commission vous propose "nulle tendance organisée… ne saurait y être tolérée".
Articles 22 et 23 - Pas de modification.
Article 24 - Une adjonction à la deuxième ligne : "Les salariés membres du Parti et sympathisants se réunissent "…
Et il est indiqué : "par entreprise ou par branche"… La Commission vous propose d'ajouter : "se réunissent s'ils le désirent", puisqu'on ne peut pas les y forcer.
Article 25 - Il a fait l'objet d'un échange de vues prolongé. Il s'agit des structures spécialisées de réflexion. Il est légèrement modifié, et l'organisation est bousculée. Je vous lis ce que la Commission propose :
Au lieu de "structures", qui revient à plusieurs reprises, la Commission propose : "des organismes spécialisés de et réflexion"… etc. et jusqu'à "participent à la vie du Parti", pas de changement, mais "organismes" remplaçant "structures".
L'article 25 est bouleversé, nous avons pris la dernière phrase pour la mettre après la première. La dernière phrase est la suivante : "Les centres d'intérêt etc." et nous proposons qu'après : "... participent à la vie du Parti"
La rédaction soit la suivante :
"Les secteurs d'activité -et non pas "centres d'intérêt"- confiés à ces organismes, sont fixés par le congrès et peuvent être modifiés soit par lui, soit par le Conseil national "
Ce qui est dans le texte, et nous ajoutons, du moins nous vous proposons d'ajouter : ".. Soit par le Comité directeur".
Et, à la fin de cet article, nous plaçons la seconde phrase :
"A tous les échelons de la vie du Parti, les membres de ces organismes élisent leurs propres responsables. Ils sont représentés à titre consultatif -non pas à chacun des organismes, mais cette fois-ci- dans chacune des structures correspondante du Parti".
Je ne vous relis pas l'article, vous avez saisi.
Articles 26, 27, 28, 29, pas de modification proposée. Les amendements ont tous été repoussés.
Il y a simplement une erreur de frappe, tout à fait en bas de la page 10, vous

avez "... prévus aux articles 22, 23, 24, 25, 26."
Il faut supprimer 26, c'est la dactylo qui, emportée par son élan, a ajouté un nombre inutile.
Article 30 - C'est la représentation des fédérations.
La Commission vous propose d'ajouter, à la fin de cet article :
"... 25 adhérents régulièrement recensés dans son département s'étant acquittés de leur cotisation annuelle."
Article 31 - C'est l'élection des membres des organismes centraux. La modification suivante vous est proposée par la Commission :
Il est indiqué dans le texte :
"... 2 délégués pour un nombre de cotisants compris entre 100 et 250 adhérents, 1 délégué... etc."
La Commission propose ceci :
"… 1 délégué pour un nombre de cotisants compris entre 50 et 100 adhérents..." donc 1 entre 50 et 100 et 2 entre 100 et 250.
Je répète :
"Le nombre des délégués est établi de la manière suivante :
1 délégué pour un nombre de cotisants compris entre 50 et 100
2 délégués entre 100 et 250..."
Le reste de l'article sans changement.
Article 32 - Pas d'observation.
Article 33 - Il fait l'objet d'un additif qui vous est proposé par la Commission.
Je vous rappelle de quoi il s'agit.
"Le Congrès national doit être convoqué au moins trois mois à l'avance, sauf les cas d'extrême urgence" et c'est là que, suite à de nombreux amendements allant dans ce sens, il vous est proposé l'additif suivant :
"Le Congrès national ordinaire sera précédé, deux mois avant sa tenue, par une conférence nationale d'information au cours de laquelle seront présenté l'ensemble des textes élaborés par les sections, les fédérations ou des groupes de membres du Parti, en vue d'effectuer un premier travail de regroupement."
Je relis le texte :
"Le congrès national ordinaire sera précédé, deux mois avant... " -c'est très approximatif, on pourra le changer tout à l'heure- "... avant sa tenue par une conférence nationale d'information "...
L'idée, c'est qu'il y aura une conférence nationale d'information au cours de laquelle seront présentés l'ensemble des textes élaborés par les sections, les fédérations ou les groupes de membres du Parti en vue d'effectuer un premier travail de regroupement.
Voilà l'additif qui vous est proposé pour l'article 33.
Article 34 - Pas de modifications sauf pour les premiers mots : au lieu de mettre "Tous les deux ans le Congrès..." comme le Congrès ordinaire se tient tous les deux ans, la Commission vous propose de mettre : "Chaque Congrès ordinaire...»
Article 35 - La Commission n'a pas de modification à proposer.
Article 36 - Une adjonction. Après "Il prend toutes les mesures même

Contribution Jean-Jaurès

exceptionnelles que peuvent exiger les circonstances", suite à un amendement, il vous est proposé le texte suivant :
"Il nomme une direction des études socialistes responsable devant le Comité directeur du Parti, dont le règlement est annexé aux présents statuts".
C'est pour ne pas alourdir les statuts qu'il est prévu d'ajouter ce règlement que je vous lis :
Règlement - Article 1 - la Direction des études socialistes conçoit un plan annuel d'études poux les études d'application de la doctrine Socialiste, plan qu'elle soumet à l'approbation du Comité directeur ; en liaison avec le bureau politique du Parti, elle recense tous les membres du Parti qui, par leur formation, leurs fonctions ou leurs aspirations, peuvent être sollicités de travailler sur telle ou telle étude.
Article 2 - la DES lance des thèmes d'étude sur proposition d'un membre du Parti ou non ; elle désigne dans chaque domaine d'étude un gestionnaire qui, périodiquement, lui fait compte rendu de son activité. Le gestionnaire de chaque domaine d'étude a pour rôle de susciter des chercheurs capables de définir, de délimiter leurs thèmes d'études, de mettre au point les méthodes de travail de chaque camarade chargé d'étude et de lui fixer un délai de réalisation.
Article 3 - chaque chargé d'étude en prise sur un problème peut s'entourer de toutes les collaborations qui lui semblent utiles ; il recueille la documentation nécessaire et la portée des solutions en se référant à la conception générale du Socialisme, en motivant le déroulement de sa pensée et en explicitant ses propositions.
Toute étude faite sous les auspices de la DES après mise au point est soumise à une Commission du Comité directeur laquelle décide alors de son utilisation, entre autres de quelle manière elle peut être présentée à l'ensemble du Parti.
Il s'agit là d'un amendement qui a été proposé par un camarade membre de la Commission et qui voudrait que le Parti Socialiste puisse coller à la vie moderne et en particulier il nous disait qu'il pensait à l'exemple de l'informatique que nous devons absolument connaitre si nous ne voulons pas être dépassés par les événements.
En outre, toujours dans cet article 36, une adjonction encore, c'est un paragraphe qu'il faudra replacer quelque part dans l'article :
"Dans le cadre de la propagande, de l'information et de l'éducation socialiste, le Comité directeur organise des réunions de caractère régionale avec le concours des membres du Comité directeur et des parlementaires."
Article 37 - C'est la composition du Comité directeur. Voici la modification qui vous est proposée en ce qui concerne les représentants nationaux.
"Article 37 - Le Comité directeur est composé de 61 membres élus par les délégués des fédérations au Congrès national ordinaire et de 2 représentants nationaux avec voix consultative pour chacun des organismes prévus aux articles 22 à 25."
Autrement dit, au lieu de dire "et des représentants nationaux" sans préciser leur nombre, pour ne pas alourdir et pour que chaque organisme soit représenté, la Commission propose qu'il y ait 2 représentants nationaux pour chacun des

organismes prévus aux statuts.
J'ajoute que la Commission a été saisie d'amendements concernant le nombre des membres du Comité directeur, l'un de ceux-ci demande qu'il y ait 85 membres, la Commission, unanime, l'a repoussé ; un autre demande 45 membres, il a obtenu 5 voix et celui demandant 61 membres a obtenu 6 voix.
La Commission vous propose donc le maintien de 61 membres.
Article 38 - Pas de modification sauf qu'il doit y avoir une faute de frappe, il faut lire "La garantie de représentation au Comité directeur prévue à l'article 16 est accordée..." et non 17.
Article 39 - Pas de modifications proposées par la Commission.
Article 40 - Pas de modifications proposées par la Commission.
Et nous arrivons à l'article 41. Je vous rappelle le texte qui vous est proposé.
"Le Comité directeur élit en son sein un bureau exécutif collégial de... membres".
Vous vous doutez bien que cet article a fait l'objet d'un très long débat et que les thèses qui ont été exposées hier déjà devant le Congrès ont été tenues de nouveau défendues et explicités en commission.
En tant que rapporteur général de cette commission, je rapporte avec une totale objectivité, mais je dois vous préciser qu'à l'issue du débat, nous nous sommes trouvés en présence de deux thèses dont aucune ne voulait expressément d'un Secrétaire général.
La première thèse était celle de la collégialité intégrale qui a obtenu dans un vote indicatif à l'intérieur de la Commission 8 voix sur 15. Cette collégialité intégrale vous sera présentée par le camarade Fuzier.
La deuxième thèse était celle de la collégialité et le Camarade Gau a dit : je retiens le mot pour son aspect démocratique avec un Premier Secrétaire. Cette thèse a obtenu 7 voix sur 15. Elle vous sera exposée par le Camarade Gau, ou plutôt Souton, il y a eu un changement dans la nuit.
Ces deux thèses vous seront donc présentées dans quelques instants, et vous allez voir que la suite a été très rapide… Il est vrai qu'il était à ce moment là une heure du matin !
Les articles suivants que vous avez lus, car tout le monde ici a lu et médité ces statuts, et je suis persuadé que hier soir pendant que nous siégions à la Commission, vous étiez en train de les potasser pour suivre le rapport très bref et très allusif que je fais, 42, 43, 44, 45, 46, 47 ont été enlevés dans la foulée et la Commission n'a pas de modifications à y proposer.
Nous avions souffert sur l'article 41, il fallait bien se rattraper !
Chapitre 2 - Article 1er - Groupe socialiste au Parlement : la Commission ne vous propose pas de modification.
Articles 2, 3, 4, 5, pas de modifications.
Chapitre 3 - Réunion commune du Comité directeur et du groupe parlementaire.
Articles 1, 2, 3, 4, pas de modifications proposées par la Commission.
Chapitre 4 - Conseils municipaux - Conseils généraux.
La Commission propose une modification de l'article 1er pour tenir compte du fait qu'il n'y a pas que des Conseils municipaux et des Conseils généraux, il peut

y avoir des Conseils de districts, il y a des Conseils de communautés. Alors, le texte qui vous est proposé est à peu près le suivant :
"Les conseillers locaux et départementaux de toutes les collectivités locales et des établissements publics", de manière à cerner l'ensemble des élus.
Autrement dit, le texte de la Commission voudrait que l'ensemble des élus municipaux et départementaux, où qu'ils se trouvent, soient concernés dans la disposition de l'article 1er.
Article 2 - Pas de modifications.
Chapitre 5 - Les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, sont proposés par la Commission dans la rédaction actuelle.
Article 9 - Une petite modification qui vous prouve qu'on a lu dans le détail :
"Les décisions de la Commission Nationale sont définitives. Aucune sanction ne pourra être prise sans que les intéressés aient été entendus".... et non pas "s'ils le désirent"…
S'ils ne veulent pas venir, cela ne peut pas faire obstruction à la décision, on les convoque, ils viennent ou pas.
Le reste de ce chapitre, des articles 10 à 21, n'a pas de modifications proposées par la Commission.
Chapitre 6 - La presse.
Articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 : pas de modifications proposées aux textes qui vous sont présentés.
Chapitre 7 - Dispositions diverses (incompatibilités - inégibilité)
Je vous rappelle la teneur de l'article 1er :
"Partout où la fédération départementale n'en aura pas décidé autrement, pour une période limitée, les fonctions de premier secrétaire sont incompatibles avec un mandat parlementaire".
Votre Commission des statuts, par 13 voix contre 2, vous propose la suppression pure et simple de cet article. Elle vous propose la suppression pure et simple, la situation étant très diverse d'un département l'autre, et le parlementaire n'étant pas nécessairement quelqu'un sur qui on jette la suspicion.
Chapitre 8 - Révision des statuts.
Articles 1, 2, 3 : pas de modification.
Voilà, mes chers camarades, j'en ai terminé en ce qui concerne l'examen du travail fait par votre Commission.
Le débat pourra maintenant s'ouvrir, et je crois qu'il faudrait tout de suite que nous arrivions à l'étude plus approfondie de l'article 41.

Le président - Si tu veux, nous commencerons quand même, dans l'ordre, par les amendements présentés par Max Lejeune, sur les articles 1er, 15, 16, 58, avant de passer à l'article 41. La parole est à Max Lejeune pour les amendements présentés par la Somme.
Je rappelle que les inscriptions pour les candidatures sont définitivement closes à 11 heures.

Fondation Jean-Jaurès

Max Lejeune

Camarades, vous venez d'entendre le rapport de la Commission des résolutions, et à l'article 1er, je suis amené, au nom de la majorité de ma fédération, à défendre un amendement.
L'amendement est simple :
"Le titre du Parti est "Mouvement démocrate socialiste".
"Mouvement démocrate socialiste", pourquoi ? Parce que nous avons la volonté de créer un parti nouveau. Ce parti doit être nouveau dans ses méthodes, dans son action. Et nous ne voyons pas pourquoi ce parti ne serait pas nouveau dans son titre.
L'appellation "Mouvement" nous semble préférable à l'appellation "Parti", parce qu'elle implique une analyse constante et permanente des conditions politiques dans lesquelles notre formation doit agir, soit sur le plan politique, soit sur le plan parlementaire.
D'autre part, nous estimons que le mot "démocrate" doit être présent dans l'appellation de notre formation. Pourquoi ? Parce que, depuis trop d'années, le mot "Socialiste" a été utilisé dans des appellations de régimes d'action qui ne sont pas du tout Socialistes, parce que pour nous il n'y a pas de Socialisme sans démocratie. Nous considérons que les Républiques de l'Est ne sont pas des Républiques Socialistes, elles sont des Républiques Communistes ; nous devons éviter la confusion, estimons-nous, et il est nécessaire de rappeler qu'il n'y a pas de Socialisme sans démocratie, ce n'est pas un pléonasme, c'est simplement une accentuation.
Nous demandons donc que le mot "démocrate" et le mot "Socialiste" soit alliés dans le titre de notre formation politique.

Le président - Je demande aux camarades de se taire, même s'ils ne sont pas d'accord !

Max Lejeune - Nous aurions accepté de la même façon "Mouvement de la démocratie socialiste", mais puisque la Commission des résolutions en a délibéré, qu'une minorité infime s'est prononcée en faveur de l'appellation "Mouvement démocrate socialiste", persuadés que cette minorité à la Commission des résolutions est bien inférieure à la tendance qui existe dans le Congrès, nous demandons que le Congrès national se prononce clairement sur le "Mouvement démocrate socialiste" au lieu de "Parti Socialiste", et nous estimons que sur une question aussi essentielle, le vote par mandat devra être appliqué.
(Quelques applaudissements)

Joseph

Tout ce qu'a dit notre camarade Max Lejeune a été évoqué à la Commission, et nous avons examiné la possibilité d'appeler notre parti "Parti démocrate socialiste", "Mouvement de la démocratie socialiste". Il y a eu des discussions

Fondation Jean Jaurès

très vives entre les camarades.
En fin de compte, nous estimons que si le mot "Socialiste" est dans l'esprit de Max Lejeune quelque peu galvaudé, pour nous le mot "démocrate" peut l'être autant, et en particulier l'adjonction des deux mots "démocrate socialiste" rappelle trop, a dit un membre de la Commission, la "social démocratie".
(Applaudissements)
Nous avons préféré le mot "Socialiste", car chaque fois que quelqu'un s'empare de votre idée ou de votre vocabulaire, s'il fallait en chantier, eh bien nous ne ferions que nous déshabiller toute notre vie !
(Applaudissements)
Il faut savoir garder ses mots à soi.

Dans la salle - Mais il faut le dire !

Joseph - La Commission maintient le titre de Parti, qui dit bien ce qu'il veut dire. Le mouvement indique qu'on se meut. Je suis bien d'accord, nous avons connu un mouvement dont je ne rappelle pas le sigle, qui n'était pas tellement un mouvement dynamique ; c'était quelque chose de très statique.
Nous avons pensé que "Parti", avec tout ce que cela implique de force, de vigueur, d'organisation, n'exclut pas nécessairement le mouvement.
La Commission maintient par conséquent l'appellation de "Parti Socialiste" pour perpétuer aussi un passé politique dont nous n'avons pas à rougir.
(Applaudissements)

Le président

Nous allons mettre aux voix l'article 1er. Je le rappelle :
"Le titre du Parti est "Parti Socialiste".
Ceux qui sont partisans d'adopter cet article, donc de donner à notre parti le titre de "Parti Socialiste"…
L'auteur de l'amendement, Max Lejeune, demande le vote par mandat. Selon le règlement que nous avons adopté au début du Congrès, si un dixième des délégués demande le vote par mandat, il est de droit. Quels sont les délégués qui demandent le vote par mandat ?
S'ils ne le demandent pas, nous voterons avec les cartes rouges à main levée.
Les délégués qui demandent le vote par mandat sont priés de lever la main, avec évidemment la carte rouge.
Comme il faut un minimum de 80 délégués, et qu'il s'est levé 20 mains, le vote par mandat est repoussé, et nous passons au vote à main levée.
Ceux qui sont d'avis d'adopter l'article 1er, donnant à notre Parti le titre de "Parti Socialiste", sont priés de lever la main avec la carte rouge.
…
Avis contraires ?
…
Abstentions ?
…

Collection Jean Jaurès

L'article 1er est adopté. Notre Parti s'appelle "Parti Socialiste"
(Applaudissements)

Maintenant, la parole est à Max Lejeune pour des amendements proposés sur les articles 15 et 16.

Max Lejeune

Pour les articles 15, 16 et 38.
Il s'agit d'un autre problème, il s'agit de l'application de la représentation proportionnelle, pour la désignation des membres du Comité directeur.
L'article 15 indique-je lis, dans la proposition qui a été rapportée tout à l'heure : "Lors des votes politiques dans les sections et dans les Congrès fédéraux, chaque fois que l'entente n'aura pu se réaliser, la ou les minorités auront droit, pour la désignation des délégués des sections aux Congrès fédéraux et la désignation des délégués fédéraux au Congrès national, à une représentation proportionnelle".
Je ne vois pas pourquoi on ne mettrait pas : "à la représentation proportionnelle". Pourquoi "une" et non pas "la" ? "La", c'est très simple, c'est arithmétique ; "une", ça permet une certaine interprétation. Alors, je demande qu'à l'article 15, on remplace le mot "une" par le mot "la", de façon à ce qu'il n'y ait pas d'ambiguïté.

Pierre Giraud - Il faudrait préciser, pour compléter ce que dit Max Lejeune, si c'est la proportionnelle à la plus forte moyenne ou au plus fort reste, car sans cela il y a toujours des histoires dans les Congrès !

Le président - Nous sommes saisis d'un amendement, nous allons par conséquent voter sur cet amendement. Auparavant, je donne la parole au rapporteur.

Joseph - Je demande la parole, parce que je veux bien que Max Lejeune y voit une différence, mais il est dit ceci : "Lors des votes, les minorités auront droit, pour… etc.", et je supprime le mot "proportionnelle" si on disait : "les minorités auront droit à la représentation, ou à une représentation" ! Je pense que, grammaticalement, il s'agit d'une représentation indéterminée et c'est la raison pour laquelle on emploie un article indéfini. Il s'agit d'une représentation proportionnelle et, du moment qu'elle est proportionnelle, elle ne peut être que proportionnelle, il ne s'agit pas d'autre chose. Si vous mettez "la représentation proportionnelle"... je m'excuse, mais il y a là une faute de français !
(Applaudissements)

Le président

Après l'explication du rapporteur, je mets donc l'amendement présenté par Max Lejeune aux voix.

Fondation Jean Jaurès

Quels sont ceux qui sont pour adopter la rédaction de Max Lejeune, c'est-à-dire remplacer "une" par "la" représentation proportionnelle ? Voulez-vous lever la main ?
…
Approximativement : 80 à 85.
Avis contraires ?
95.
Abstentions ?
…
Il me semble entendre une demande dans le fond de la salle, mais je demande aux camarades de bien réfléchir : est-ce que quelqu'un exige le vote par mandats ?
Personne.
Bon, alors, l'amendement de Max Lejeune est repoussé par 85 "pour", 95 "contre" et 15 abstentions.
La parole est à Dreyfus-Schmidt sur l'article 3, pour présenter un amendement. Je pense que l'amendement sur l'article 1 devient sans objet, puisqu'il a déjà été repoussé.

Dreyfus-Schmidt - J'avais défendu hier, sur l'article 3, un amendement qui demandait qu'à titre transitoire et provisoire il puisse y avoir une double appartenance, encore que je n'aime pas l'expression, avec la Convention des institutions républicaines et peut-être le Parti Radical et Radical-socialiste. Il m'a été indiqué à la Commission des statuts qu'il ne paraissait pas possible formellement de mettre dans des statuts une disposition provisoire et que, par contre, cette idée pourrait être reprise par la Commission des résolutions.
C'est dans ces conditions et pour cette raison seulement que je retire, pour l'instant, cet amendement.

Le président - Nous te remercions.
La parole est, pour l'article 16, à Max Lejeune...

Max Lejeune - Non, non.

Le président - Max Lejeune abandonne son amendement pour l'article 16, mais la parole lui revient quand même pour l'article 38.

Max Lejeune

Oui, je n'ai pas voulu poursuivre ce combat inutile sur l'article 16, bien que je demande aux camarades de lire cet article 16 et, à sa lecture, ils verront que ce que j'avais demandé avait une importance. L'avenir, sans doute, me donnera raison, mais c'est une autre histoire.
Mais, nous en arrivons au point le plus important, à notre sens, à l'article 38 et, sur cet article 38, je dépose un amendement au nom de l'unanimité de ma fédération.

Fondation Jean-Jaurès

En effet, à cet article 38 est prévue la désignation des membres du Comité directeur et cette désignation des membres du Comité directeur prévoit qu'à sa demande une minorité peut avoir une garantie de représentation au Comité directeur.
Donc, une minorité peut avoir une garantie de représentation au Comité directeur, mais cette minorité elle sera désignée par l'ensemble du Congrès, en fait, et ainsi ce seront donc des camarades qui appartiennent à la majorité qui pourront purement et simplement par les barrages qu'ils feront à tel ou tel camarade, désigner purement et simplement les représentants de la minorité à l'intérieur du Comité directeur, car c'est cela, au fond, que nous avons connu dans le passé, ce qui a fait que beaucoup de camarades hésitaient à se présenter au Comité directeur puisqu'ils étaient soumis à cette loi du choix par la majorité de leur désignation en qualité de minoritaires.
C'est reconduit dans les nouveaux statuts. Eh bien, cela, nous sommes unanimes, dans notre fédération, à ne pas l'accepter et nous pensons qu'à l'article 38, il faudrait mettre une rédaction comme celle-ci :
"Les membres du Comité directeur sont désignés proportionnellement à l'importance des tendances qui se sont affirmées à la Commission des résolutions".
Je répète ce que j'ai dit hier ; hier, il y avait des camarades qui jouent un rôle important dans le Parti, qui n'étaient pas dans la salle au moment où j'ai parlé : je veux rappeler que nous avons connu, dans certaines organisations, des tendances cristallisées, qui s'appelaient : "Bataille" (?), "Gauche révolutionnaire", etc. Ces tendances étaient des partis dans le Parti, avec trésorerie, avec bureau, avec publications. Cela, nous n'en voulons pas. Nous sommes contre la création, à l'intérieur du Parti nouveau, de petites chapelles qui sont, en fait, des partis dans le Parti.
(Applaudissements)
Maintenant, ceci étant dit, nous n'acceptons pas que les représentants de la minorité, à l'intérieur du Comité directeur, soient choisis par les camarades de la majorité dans le Congrès, parce qu'il est trop facile, à une majorité, de décapiter une minorité pour faire en sorte que, pratiquement, si on affirme que la minorité est représentée à l'intérieur du Comité directeur, eh bien on a diminué sa puissance, on a diminué sa capacité d'action.
D'autre part, nous estimons qu'il est nécessaire que ce soit chaque année, sur la question la plus importante soumise au Congrès, que les motions, à la Commission des résolutions, ayant cristallisé les courants de pensée, après toutes les tentatives de regroupement souhaitables, qu'il soit possible, à chaque tendance, à chaque courant de pensée d'avoir, au Comité directeur -je ne parle pas du Bureau du Parti- au Comité directeur des représentants proportionnellement à son importance et alors, là-dessus, sur cette question qui est importante, je demanderai tout à l'heure un vote par mandat. Pourquoi ? Je répète ce que j'ai dit et je m'en excuse : nous sommes aujourd'hui dans ce Congrès, n'ayant pas encore procédé au vote pour la composition de la Commission des résolutions, nous sommes dans l'incertitude de la valeur

numérique des différents courants que l'on a déjà baptisés, suivant une vieille habitude, du nom de tel ou tel d'entre nous ; nous ne savons pas quelle est leur importance respective, mais ce que nous savons c'est qu'étant donné le caractère nouveau du Parti, qui n'est pas la reconduction pure et simple de la vieille SFIO, qui comporte des organismes politiques indépendants d'elle, qui comporte surtout beaucoup de représentants, de nouveaux adhérents qui viennent avec leur conception propre, il est nécessaire pour la solidité de ce parti, pour son unité, que nous voulons garantir, que tous les courants de pensée soient représentés au Comité directeur dès le départ.
Si vous ne le faites pas, ce sera une imprudence. Si vous ne le faites pas, vous vous exposez à des Congrès prochains qui seront excessivement difficiles. Peut-être que tel courant de pensée aura l'impression d'avoir été brimé, d'avoir été sous-estimé, de n'avoir pas pu obtenir sa juste représentation et je ne vois pas comment, à partir du moment où l'on envisage un Comité directeur de plus de 60 membres, il pourrait y avoir impossibilité de représenter proportionnellement tous les courants de pensée à l'intérieur de ce Comité. Si c'était un Comité restreint, si c'était le Bureau du Parti, je comprendrais l'objection, mais cette objection elle n'est pas, à mon sens, valable pour un Comité directeur qui comportera une soixantaine de membres.
Il faut que, dès le lancement du Parti, comme ensuite, dans sa vie ultérieure, tous les camarades qui entrent dans le Parti aient le sentiment que leur personnalité sera respectée, que leur tendance ne sera pas brimée et c'est pour cela que je demande avec insistance un vote par mandats, comme je l'ai dit hier, avec le sentiment que si le Congrès se prononçait dans ce sens, il émettrait un vote de sagesse, un vote de prudence pour justement son existence même.
(Applaudissements)

Le président - Avant que le Congrès nés se prononce pour le vote, la parole est à Joseph rapporteur général...

Guy Mollet - Je demande qu'on lise le texte de l'amendement de Max Lejeune ?

Le président - Je pense que Max Lejeune demande la suppression de tout l'article 38, c'est bien cela, et son remplacement par la phrase suivante : "Les membres du Comité directeur sont désignés proportionnellement à l'importance des tendances qui se sont affirmées à la Commission des résolutions".
C'est bien exact, Lejeune, tu remplaces tout l'article par cela ?

Max Lejeune - Oui, alors je réponds à Guy Mollet en lisant le texte de mon amendement : "Les membres du Comité directeur sont désignés proportionnellement à l'importance des tendances qui se sont affirmées à la Commission des résolutions", j'estime qu'à partir du moment où des tendances se seront exprimées à la Commission des résolutions -et cela s'est déjà fait dans les Organisations précédentes- eh bien ces tendances auront la possibilité de désigner les membres du Comité directeur. Une tendance aura, par exemple,

droit à 20 postes, une autre aura droite à 10 postes. Il sera très facile aux camarades faisant partie de la Commission des résolutions, au nom de ces tendances, de se réunir ensuite et de provoquer une désignation de ces camarades appartenant aux tendances, qui respecteront à la fois la tendance elle-même et la répartition géographique qui serait nécessaire pour cette représentation des tendances.
Et, maintenant, je suis très heureux d'avoir provoqué, dans ce Congrès, l'intervention de Guy Mollet !
(Applaudissements)

Le président - Je suis saisi d'un amendement présenté par Guy Mollet. La parole est donc à Guy Mollet.

Guy Mollet

Oui, la thèse que défend Max Lejeune est une thèse défendable et qui peut présenter des intérêts. Dans les lendemains de la libération l'équipe qui dirigeait alors le Parti, je n'en étais pas, s'est trouvée en face d'un problème très sérieux, celui de revenir sur les habitudes de l'avant-guerre ou de ne pas y revenir.
Avant-guerre, existaient effectivement, comme il vient d'être dit, des tendances organisées, j'ai appartenu comme beaucoup des anciens à l'une d'entre elles et ces tendances avaient effectivement un journal, une trésorerie et même, ce qui était plus grave, une discipline de tendance.
On était arrivé à ce que, à l'intérieur de chaque tendance, il y ait d'abord une rencontre et que si vous étiez minoritaires dans votre tendance, vous votiez comme votre tendance et la CAP, qui était le Comité directeur d'aujourd'hui, était élu à la proportionnelle, et si un camarade d'une tendance décédait ou démissionnait, il était remplacé automatiquement et immédiatement par le suivant de la tendance. Il y avait même lieu -pas toujours, mais pendant longtemps- à désignation de suppléants de tendance, c'est-à-dire que pour que la tendance soit au complet, si un camarade était absent, un suppléant siégeait.
Les camarades qui dirigeaient le Parti en 1945 ont estimé que c'était dangereux… C'est à la fois dangereux et bon, il faut bien peser le tout, c'est bon en ce sens que çà entretient une vie à l'intérieur du Parti, çà entretient une délibération constante dans les fédérations, les sections, si bien qu'on peut être pour, et je ne condamne pas ceux là. Mais cela a un très gros inconvénient, c'est qu'un parti, à ce moment-là, n'est plus facilement dirigeable, en ce sens qu'il faut sans cesse, à la CAP, au Comité directeur de demain, chercher des majorités de coalition entre des fractions de tendances, et c'est la raison pour laquelle, au lendemain de la libération, il a été décidé de renoncer à cela et chronologiquement -je m'excuse si je parle 7 minutes au lieu de 5...

Le président - C'est de 5 à 10'.

Guy Mollet - Merci. Chronologiquement, cela donne ceci : on supprime d'abord tout ce système là et on dit : il y aura une liste unique... Et puis, on s'est aperçu

Fondation Jean Jaurès

que c'était mauvais, parce qu'une majorité se dégageant souvent, dans les Congrès, tout était possible, même que cette majorité s'octroie tous les postes au Comité directeur ; quand on est majoritaire, tout est possible, y compris l'habileté, d'où la nécessité de corriger dans les dispositions jusqu'ici adoptées, que reprennent d'ailleurs les statuts qui vous sont présentés, à savoir une minorité qui aurait tout de même un certain nombre de voix, mais une minorité qui aura fait un certain pourcentage ; elle aura droit non pas à une proportionnelle, mais à ce à quoi les deux tiers de la proportionnelle lui auraient donné droit.

Alors je crois que le Congrès doit choisir, ou bien il est pour la proportionnelle et dans ce cas il faut qu'elle soit intégrale, et j'apporte un sous-amendement dans cette hypothèse -que je défends pas- à la proposition de Max Lejeune.

Il ne peut pas être décidé que l'on va désigner un membre du Comité directeur en fonction des courants de la Commission des résolutions.

Non, ce qu'il faut dire, il faut aller jusqu'au bout de son raisonnement, et c'est très logique, il faut dire que les candidats au Comité directeur ne se présentent plus sur une liste unique, ils se présentent -car cela présentait les inconvénients que disait Max Lejeune- sur des listes distinctes et on vote au scrutin, mais on vote, c'est le Congrès qui vote, il n'y a pas de désignation en fonction de ce qui s'est passé à la Commission des résolutions ; la Commission des résolutions ce n'est pas forcément représentatif du congrès car vous vous en rendrez compte tout à l'heure, il y a une majorité... (applaudissements)... et le Congrès ne peut voter contre, et les auteurs de l'amendement espèrent bien, y compris Max Lejeune, que le Congrès sera majoritaire contre une majorité de la Commission des résolutions, puisque c'est pour cela qu'il le propose. Et dans ce cas on présente non pas une liste, mais des listes.

Les auteurs de listes classent effectivement leurs camarades dans l'ordre où ils souhaitent les voir élus. Et puis il y aura autant d'élus qu'à la proportionnelle, il y aura une fois scrutin de liste, on ne raie pas, on ne permet pas aux auteurs de l'autre liste de décapiter une liste, on vote pour une liste entière et puis il y a autant de membres que...

Alors là se pose un petit problème, plus fort reste ou plus forte moyenne ?

On peut très bien, ce qui est plus correct, adopter la plus forte moyenne, ce n'est plus qu'un calcul, il suffit de se bien placer dans la liste sur laquelle on souhaite être élu. Il y aura d'ailleurs des permanents pour cela, qui seront toujours élus. Je suis contre, je le dis en clair, mais si Max Lejeune veut maintenir son amendement, il faut qu'il aille jusqu'au bout de son raisonnement : des listes, le Congrès vote.

Personnellement je suis hostile, parce que vous allez recommencer ce que justement, à juste titre, mes prédécesseurs à la direction avaient supprimé et vous allez rendre très difficile la gestion du Parti demain. Et je suis d'autant plus à mon aise que je n'y participerai pas, je suis donc très libre de donner un conseil à l'occasion.

A mon avis, ce qu'il faut maintenir, en l'améliorant si possible, c'est ce qui a été fait, quant à l'histoire de décapiter ou de ne pas décapiter, c'est une question de

correction de la part des militants du Parti et je voudrais bien que l'on me dise comment, dans l'ex-SFIO, dans quel cas on a trouvé des exemples, ou on a vu une majorité décapiter les minorités. A mon avis il n'y en a pas, si bien que personnellement je soutiens, après avoir déposé un amendement au texte de Max Lejeune en lui demandant de l'accepter pour son texte, le texte de la majorité de la Commission que je préfère.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Max Lejeune, très rapidement.

Max Lejeune

Je m'excuse, ce sera la dernière fois que le Congrès m'entendra, mais je crois que tout de même ce texte est très important.
Je suis très heureux d'avoir provoqué l'intervention de notre camarade Guy Mollet. Ce qu'il a dit n'a fait que confirmer en fait le rappel que j'avais fait au début de mon intervention sur la vie intérieure des organisations qui maintenant sont amenées à fusionner dans le Parti nouveau avec un apport considérable de nouveaux adhérents.
J'accepte le sous-amendement qu'il a apporté. Il m'apporte par là même une collaboration très bénéfique, il précise par là mène la portée de l'amendement que j'ai déposé.
Je pense en effet qu'il est absolument indispensable, et je le redis une dernière fois, que tous les courants de pensée soient librement représentés à la Commission des résolutions.
Et je demande là-dessus un vote par mandats parce que c'est quelque chose de véritablement important et ceux qui sont contre ont intérêt à demander le vote par mandats, comme ceux qui sont pour.
Et pour le reste, si le résultat était défavorable pour l'amendement que je propose, eh bien il y aurait peut-être lieu pour moi de faire, dans les Congrès ultérieurs, un rappel.

Le président - La parole est à Joseph, rapporteur général.

Joseph

Mes chers camarades, je serai très rapide, nous avions eu ce débat à la Commission des statuts hier soir et une minorité de camarades de la Commission souhaitait qu'il y eut une proportionnelle intégrale si possible.
Nous avons étudié longuement avec eux les inconvénients que vient de rappeler Guy Mollet et nous avions également souligné que nous étions saisis d'autres amendements demandant par exemple que le Comité directeur soit désigné partiellement par les régions.
Enfin il y a tout un bouillonnement concernant la désignation du Comité directeur pour l'avenir, qui a fait que les camarades se sont tous ralliés à la solution suivante le prochain Congrès ordinaire aura à connaître de l'élection des

Fondation Jean Jaurès

organismes centraux, plus exactement de leur mode d'élection et de la représentation des régions.
C'est la raison pour laquelle je vous avais dit au début qu'un certain nombre d'articles étaient proposés, mis à l'étude et que l'on y réfléchirait à fond, au lieu de provoquer un vote qui sera ce qu'il sera. Mais tout à l'heure, lorsque Max Le jeune est monté à la tribune pour dire qu'il retirait l'article 16 pour éviter un combat inutile et perdu d'avance, je pourrais simplement lui faire remarquer qu'il a déplacé le problème -car c'est exactement le même- de l'article 16 sur l'article 38.
Mais j'ajoute que nous avons été saisis d'un amendement, par exemple d'abaisser les 20% nécessaires pour qu'une minorité soit représentée à 10%. Nous l'avons repoussé aussi, et pourtant il y avait à la Commission des statuts ce qu'on appelle quelques représentants des grosses fédérations qui étaient assurés d'avoir, si on avait accepté l'amendement, une représentation tout le temps puisqu'ils font 10% des mandats.
Alors, la Commission vous demande de nous en tenir à ce qu'elle a proposé, c'est à dire, adopter l'article tel qu'il est présenté dans le document que vous avez sous les yeux, étant entendu que ce problème, ainsi que celui de la représentation des régions, sera étudié minutieusement par le Parti dans son ensemble, sans se référer au passé, sans se référer à quoi que ce soit, dans un nouvel examen.
Voilà, chers camarades, quelle est la position de la Commission et nous allons mettre, si vous le voulez, ce problème aux voix.

Le président - Alors, pour soumettre ce problème aux voix, je demanderai tout d'abord s'il y a des délégués qui désirent le vote par mandats et il faut pour cela un dixième des délégués.
Je demande par conséquent à ceux qui désirent le vote par mandats de lever la main, avec la carte rouge ?
…
Le vote par mandats est par conséquent acquis, il va se faire par appel des fédérations par Christian Cailleret.
Je rappelle le texte de l'amendement de Max Lejeune :
"Les membres du Comité directeur sont désignés proportionnellement à l'importance des tendances qui se sont affirmées à la Commission des résolutions".
A quoi l'on ajoute le texte de Guy Mollet sur la présentation des noms par listes.
Pour le vote, il s'agit, à l'appel public de chaque fédération, de déclarer le nombre de mandats de la façon suivante :
si vous êtes pour le texte de Max Lejeune, vous dites "Max Le jeune, tant de mandats",
si vous êtes pour le texte présenté par Joseph, vous dites simplement "Commission, tant de mandats".

Un délégué de l'Aisne - Je voudrais proposer un amendement, je demande que

l'on consulte le congrès sur le fait de savoir s'il est d'accord pour un renvoi à un prochain Congrès.

Le président - Non, non, on a voté et le scrutin est ouvert.
Christian Cailleret va procéder à l'appel.

(Il est procédé au vote par appel nominal des fédérations).

Le président - Camarades, voici le résultat du vote sur l'amendement de Max Lejeune.
Mandats : 3 074
L'amendement a recueilli : 1 127 mandats
Le texte de la Commission : 1 822 mandata
Abstentions : 90
Absents : 35
Par conséquent, l'amendement de Max Lejeune est rejeté.
(Quelques applaudissements)

Le président - Nous continuons la discussion des statuts par les amendements présentés sur l'article 41.
La parole sera d'abord à Souton, ensuite à Claude Fuzier.

Souton

Camarades, la Commission des résolutions n'a pu, bien entendu, arriver à une position unanime en ce qui concerne le problème de la direction du Parti.
Vous savez en effet que lors des débats d'hier, différentes conceptions ont vu le jour dans ce Congrès, et bien entendu les représentants à la Commission des résolutions de l'une et l'autre de ces tendances n'ont pas démordu de leur position, si bien que nous nous trouvons aujourd'hui en présence de deux propositions.
Celle que je rapporte porte sur la collégialité, mais je dirai la collégialité tempérée par la création d'un Premier Secrétaire.
Sans vouloir reprendre tout le débat d'hier, je rappelle que nous pensons que la collégialité est une nécessité, pour des raisons de démocratie et d'efficacité, mais que la collégialité poussée à son extrême limite d'une égalité absolue entre tous les secrétaires risque de présenter certains dangers.
Nous pensons notamment que la possibilité qui serait ainsi offerte aux différents camarades secrétaires, de porter extérieurement au Parti la parole du Parti, risquerait d'amener certaines interprétations divergentes, et parfois même contradictoires ; même si telle n'était pas l'idée des camarades eux-mêmes, on ne manquerait pas à l'extérieur de donner certaines interprétations différentes, et par conséquent nous risquerions de donner à l'extérieur du Parti l'image d'un manque d'unité.
C'est pourquoi nous pensons qu'il faut concilier la démocratie interne, c'est-à-dire la collégialité, avec l'efficacité extérieure, le dynamisme et l'unité, et que

Fondation Jean-Jaurès

cela ne peut être assuré que par la création, au sein de cette collégialité, d'un camarade ayant la responsabilité de coordonner l'action du Secrétariat collégial, d'animer ce secrétariat, et de porter à l'extérieur la parole du Parti.
Il sera bien entendu que lorsque le Parti s'exprimera à l'extérieur, ce sera par la voix de ce camarade.
Voici, camarades, le texte du projet que nous soumettons au Congrès :
"Article 41 : le Comité directeur élit en son sein un bureau de 17 membres, parmi lesquels le Premier Secrétaire, porte-parole du Parti, chargé de l'animation et de la coordination, et les responsables des divers secteurs d'activité qui constituent le Secrétariat collégial du Parti."
Voilà, camarades, la proposition que nous soumettons au Congrès.

Le président - Je remercie Souton. La parole est à Claude Fuzier.

Claude Fuzier

Camarades, je ne vais pas reprendre, bien entendu, les arguments en faveur de la thèse de la collégialité. A l'heure actuelle il semble que nous soyons tous pour la collégialité ; que le débat aurait lieu entre les partisans de la collégialité et ceux de la collégialité améliorée par la présence d'un Premier Secrétaire.
Camarades, je crois que dans un Congrès -nous avons quelques expériences passées dans ce domaine- il vaut mieux être clair. Il n'y a pas d'importance à être battu ou à être vainqueur dans ce genre de combat. Ce qu'il faut, c'est que tout le monde se prononce en toute clarté.
Il y a des camarades, dont je suis, qui défendent la collégialité intégrale, c'est-à-dire la collégialité tout court. Pourquoi vouloir, comme pour la démocratie ou le Socialisme, mettre des adjectifs ?
Cette collégialité consiste à mettre un certain nombre de camarades dans un Secrétariat collégial, avec des responsabilités strictement déterminées, et avec une égalité totale de droits à l'extérieur et à l'intérieur, étant entendu qu'il faut bien qu'il y en ait un qui convoque les autres pour les réunions dudit Secrétariat ; que celui-là a ce rôle particulier, mais un rôle qui ne se transpose pas en dehors du Secrétariat.
Ce qu'on nous présente, -et je ne veux pas être désobligeant à l'égard des camarades d'une autre tendance- c'est cet hommage que la vertu rend au vice, le vice étant la collégialité. L'hommage que la vertu rend au vice consiste à retenir le nom "collégialité", et puis à y ajouter quelque chose qui fait qu'on en revient très exactement à l'ancien système !
(Quelques applaudissements)
J'ai entendu cette nuit notre camarade Beau prononcer des formules, et tout à l'heure notre ami Souton les a reprises en les atténuant ; mais moi je suis contre les atténuations de ce genre de formules, car à force d'être tempéré, le Socialisme finit par ne plus avoir de caractère du tout. On nous a dit, donc, cette nuit : "le Premier Secrétaire, il anime, il coordonne, il représente, et bien entendu la décision politique sera collégiale".
Eh bien c'est très exactement ce qui se passait dans l'ancienne SFIO. Dans

l'ancienne SFIO, la décision politique a toujours été collégiale au sein du Bureau, au sein du Secrétariat, au sein du Comité directeur, et à partir de là un homme seul avait la responsabilité de l'application.
"Animation", camarades, j'ai regardé dans le dictionnaire, cela veut dire "donner vie". Et il y a, dans le Petit Larousse, un exemple extraordinaire qui est fourni, et qui est le suivant : "Prométhée anima une statue d'argile". Camarades, nous serions donc à la recherche de notre Prométhée qui animerait la statue d'argile du Socialisme. Je pense que ce n'est pas l'heure de poser le problème dans des termes de ce genre, et que le choix qui nous est proposé fi1 est le choix entre le maintien d'un système -qui historiquement, dans des circonstances précises, a donné de grandes satisfactions au mouvement Socialiste, mais qui dans la circonstance historique actuelle est dépassé par l'événement et mérite, pour des raisons de fond et pour des raisons de circonstances, qu'on apporte une autre réponse- et un autre système.
C'est pourquoi, camarades, je vous demande de ne pas voter collégialité ou collégialité améliorée, mais de penser qu'en réalité vous votez pour la collégialité, c'est-à-dire un nouveau système de direction au sein du Parti ou pour le maintien, avec un tout petit coup de peinture ou une autre étiquette, de l'ancien système, celui qui a présidé au fonctionnement du Socialisme pendant les 23 dernières années. Cela sera clair, ne trompera personne, et évitera les rectifications de vote.

Le président - Je demande à Fuzier de nous présenter le texte.

Claude Fuzier - C'est très simple. Vous avez dans les statuts un texte, article 41, qui était incomplet, puisqu'on mettait des petits points (...) :
"Le Comité directeur élit en son sein un Bureau exécutif collégial…
Alors, vous ajoutez simplement : "De 21 membres, dont
Chacun 9 secrétaires ayant chacun une responsabilité déterminée".

Le président - Je te remercie. La parole est à Joseph, rapporteur Général.

Joseph - Je veux bien que le président me donne la parole, mais je n'ai rien à ajouter, sinon que cela reflète le débat d'hier soir. Et je tiens simplement à préciser que la formule -car on s'est battu sur du vocabulaire hier soir- de Secrétariat général a été écartée, chacun des tenants du Secrétariat général se ralliant finalement à une collégialité avec Premier Secrétaire. Mais je me permets de dire, puisque je l'ai dit hier soir, que j'estimais que c'était là quelque chose qui ressemblait à une certaine forme de dissimulation de la marchandise. Cela m'est parfaitement égal, je tiens à le dire tout de suite, mais je tenais à dire ce que j'ai dit. Alors, je n'ai rien d'autre à ajouter.

Le président - Je te remercie. Nous sommes saisis de deux amendements pour l'article 41. Et voici les textes, auxquels je vous demande de bien prêter attention :

Le texte présenté par Souton pour l'article 41 est ainsi rédigé :
"Le Comité directeur élit en son sein un bureau de 17 membres, parmi lesquels le Premier Secrétaire, porte-parole du Parti, chargé de l'animation et de la coordination, et les responsables des divers secteurs d'activités, qui constituent le Secrétariat collégial du Parti."
Le texte proposé par Fuzier, maintenant, est rédigé de la façon suivante :
"Art. 41.- Le Comité directeur élit en son sein un bureau exécutif collégial de 21 membres"...

Dans l'assemblée - Dont 9 Secrétaires chargés chacun...

Le président - Il faudrait que Fuzier le dise, pour la clarté. Alors, je reprends le texte exact proposé par Fuzier :
"Le Comité directeur élit en son sein un Bureau exécutif collégial de 21 membres, dont 9 Secrétaires chargés chacun d'une responsabilité déterminée".
La parole est au camarade des Hauts-de-Seine.

Un camarade des Hauts-de-Seine - Nous demandons une suspension de séance de cinq minutes.

Le président - La suspension de séance étant de droit, nous l'accordons, mais cinq minutes maximum, montre en main...
(Protestations dans l'assemblée)
Je vais consulter l'assemblée sur cette demande de suspension de séance. Pendant ce temps-là nos camarades peuvent discuter, et les cinq minutes seront passées.
Quels sont ceux qui sont d'accord pour la suspension de séance demandée par la fédération des Hauts-de-Seine ?

Dans l'assemblée - C'est de droit.

Le président - Avis contraires ?
…
(La suspension de séance n'est pas adoptée)
Pendant ce temps nos camarades auront eu le temps de se consulter. Mais je rappelle que dans le règlement intérieur du Congrès, adopté hier, il n'est pas question que la suspension de séance soit de droit. Je n'ai plus qu'à appliquer le règlement du Congrès.
Nous passons maintenant au vote, alors, selon le règlement du Congrès.

Un délégué - J'aimerais savoir, dans le projet de Fuzier quel est celui des 9 secrétaires qui est chargé de la responsabilité de porte-parole du Parti.

Le président - Je pense que la discussion a été suffisamment claire.
Il faut qu'un dixième des délégués se prononcent afin qu'il y ait vote par

Fondation Jean-Jaurès

mandats, sinon on vote à mains levées. Je prie donc ceux qui sont pour le vote par mandats de le manifester en levant la main ?
…
Le vote par mandats est acquis. Par conséquent, Cailleret est appelé à la tribune pour faire l'appel des fédérations.
Nous procéderons de la façon suivante, comme pour tout à l'heure :
Souton : tant de mandats
Fuzier : tant de mandats.

Un délégué - Je propose, si ce n'est pas contraire au règlement intérieur, que l'appel des fédérations soit fait non pas par ordre alphabétique simplement, mais par ordre alphabétique après tirage au sort de la première lettre.
Ce n'est pas difficile de faire un tirage au sort et de commencer par le groupe du Nord.

Le président - A la demande du camarade de l'Aisne qui désire que l'on ne commence pas par l'Ain, en signe de sacrifice, nous commencerons par les Basses-Pyrénées, j'espère que mes camarades en seront d'accord.
Je rappelle le vote : Souton, tant de mandats ; Fuzier, tant de mandats ; abstentions, et absents.
(Il est procédé au vote par appel par mandats)
Voici les résultats du vote sur la rédaction de l'article 41 :
Mandats : 3 074
Article présenté par Puzier : 962
Article présenté par Souton : 2 017
Abstentions : 60
Absents : 35
Par conséquent l'article 41, dans la rédaction suivante est adopté :
"Le Comité directeur élit en son sein un Bureau de 17 membres, parmi lesquels le Premier Secrétaire, porte-parole du Parti, chargé de l'animation et de la coordination, et les responsables des divers secteurs d'activité qui constituent le Secrétariat collégial du Parti."

Le président - Nous continuons la suite des débats ; il nous reste encore deux amendements avant le vote sur les statuts.
Tout d'abord, l'amendement présenté par la fédération du Rhône ; la parole est à Etienne Matré (?) il s'agit d'un amendement pour les articles 1 et 2 du chapitre 3.

Matré - Il s'agit du chapitre 3 des statuts sur lequel j'étais intervenu hier.
Le chapitre 3 prévoit que le Comité directeur et groupe parlementaire délibèrent et votent en commun chaque fois que l'un ou l'autre de ces organismes l'a réclamé.
Nous contre-proposons un autre texte.
"Article 1er - Le Comité directeur et le groupe parlementaire délibèrent en commun chaque fois que l'un ou l'autre de ces organismes le demande, mais

Fondation Jean-Jaurès

votent séparément.
Article 2 - Au cas où le groupe parlementaire fait appel de la décision du Comité directeur, un Conseil national décide en dernier ressort."
Il s'agit de laisser la décision aux seules instances régulièrement élues par le Parti.

Le président - Je remercie le camarade Matré et je donne la parole à Joseph sur ce point.

Joseph - Mes chers camarades, je donne la réponse en tant que Premier Secrétaire de la collégialité que constituait hier soir la Commission des statuts.
Nous avons longuement pensé à cet article 1er et nous nous sommes finalement ralliés à la formulation qui était donnée dans le texte, parce que nous ne voulions pas faire un sort particulier aux parlementaires. Les parlementaires sont des camarades comme les autres qui sont chargés d'une mission particulière importante, mais il ne faut pas les traiter à l'extérieur du Parti.
C'est la raison pour laquelle, après une longue discussion, la Commission a maintenu cet article dans sa forme actuelle.
Il était question, d'autre part, dans l'article 3, de permettre au Comité directeur de faire appel éventuellement si la majorité de 60% n'était pas atteinte.
Je demande, au nom de la Commission, qu'on s'en tienne strictement à la formulation des articles qui vous sont proposés pour la santé du Parti.

Le président

Je vais donc mettre aux voix cet amendement.
Auparavant, je demande s'il n'y a pas des délégués qui désirent le vote par mandats ?
Il n'y en a pas ? Nous votons à main levée.
Que ceux qui sont pour le texte de l'amendement le manifestent en levant la main ; j'en rappelle le libellé :
"Le Comité directeur et le groupe parlementaire délibèrent en commun et votent séparément chaque fois que la demande en est formulée, soit par le Comité directeur, soit par le groupe parlementaire".
L'article 2 serait remplacé par le texte suivant :
"Au cas où le groupe parlementaire fait appel de la décision du Comité directeur, un Conseil national décide en dernier recours."
Nous sommes donc en présence de cet amendement et, évidemment, du texte de la Commission que vient d'expliquer le rapporteur.
Que ceux qui sont pour le manifestent en levant la main ?
…
Avis contraires ?
…
Abstentions ?
…
Je crois que c'est clair, l'amendement est repoussé.

Je suis enfin saisi d'un dernier amendement avant de passer au vote sur l'ensemble des statuts.
Pour cet amendement, Drouler (?) de l'Isère ne demande pas la parole, il s'agit du chapitre 7 et dans ce chapitre de l'article 3 où il est dit : "A tous les niveaux,
Au sein du Parti, les responsables élus successivement à cinq mandats de deux ans seront inéligibles la sixième fois". Le Camarade de l'Isère demande que l'on remplace "cinq" par "trois" et j'imagine que dans son esprit cela veut dire qu'ils sont inéligibles la quatrième fois.
Je reprends donc le texte de l'amendement :
"A tous les niveaux, au sein du Parti, les responsables élus successivement à trois mandats de deux ans sont inéligibles la quatrième fois".
Je donne la parole au rapporteur général, Joseph.

Joseph

Nous avons été saisis de toute une série d'amendements sur cet article dont les uns voulaient deux mandats de deux ans, trois mandats de deux ans, assortis d'ailleurs de dispositions faisant que plus jamais on ne puisse retrouver la même équipe qui se trouvait au départ. La Commission a repoussé tout cela, estimant que lorsqu'un militant à la tête d'une fédération, dans un mandat quelconque, fait la preuve de ses capacités, ce serait une suspicion exagérée, stupide que de lui dire : mon vieux, tu as été là pendant quatre ans, va t-en pendant deux ans planter tes choux et du reviendras.
(Murmures)
Je m'excuse, c'est la réponse que nous donnons, il n'est pas question de discuter le bienfondé de ce qui a été dit, c'est infiniment respectable mais nous avons émis l'opinion suivante que lorsqu'un militant pendant dix ans fait du bon travail, c'est déjà sévère de le mettre sur la touche pendant deux ans, mais que si on l'y met au bout de quatre ans, ceci assorti de toutes sortes de dispositions, je tiens à le préciser, ce n'est pas supportable.
La Commission repousse ces amendements, elle a confiance dans les militants et s'il y en a qui abusent de leur mandat, eh bien, c'est aux militants de base à faire régner la loi.
Voilà la raison pour laquelle je vous demande de repousser l'amendement.

Le président

Est-ce qu'il y a des délégués qui demandent le vote par mandats ?
Non ? Le vote par mandats est repoussé, nous passons donc au vote à main levée et je rappelle que l'amendement présenté par l'Isère demande que l'on mette 3 mandats de deux ans au lieu de 5 proposés.
Que ceux qui sont pour l'amendement le manifestent en levant la main ?
… (83)
Avis contraires ?
…
Abstentions ?

Fondation Jean Jaurès

Il y a une majorité très large au moins de 150 à 200 mandats. L'amendement de l'Isère est donc repoussé.
Je ne suis plus saisi d'aucun amendement, nous passons au vote sur l'ensemble des statuts ainsi amendés.
Est-ce que pour ce vote de l'ensemble des statuts, il y a des délégués qui demandent le vote par mandats ?
Non ? Par conséquent, le vote aura lieu à main levée.
Que ceux qui sont partisans de l'adoption des statuts le manifestent en levant la main ?
…
Avis contraires ?
… (13)
Abstentions ?
… (29)
Par conséquent, les statuts sont adoptés.
(Applaudissements)
Avant de passer immédiatement au début du débat de politique, je déclare les inscriptions closes pour la Commission nationale des conflits et pour la Commission nationale de contrôle, comme je déclare les inscriptions de candidatures pour l'élection au Comité directeur closes.
Par conséquent, plus aucune candidature n'est admise et nous pouvons commencer le débat de politique générale, avec un certain retard, qui, vous le pensez bien, autorisera le président de séance à être encore drastique, si j'ose dire.
Je rappellerai à chaque orateur le temps dont il dispose et je l'interromprai à la fin de ce temps.
Le premier orateur inscrit est Griset, des Yvelines pour 4 minutes.
Et ensuite, et je demande au Camarade de se préparer, ce sera Dourer (?) du Gard pour 4 minutes également.
Est-ce que le Camarade Griset est là ? Non ? Alors, la parole est au Camarade Dourer, du Gard pour 4 minutes, ensuite à Champeix de la Corrèze pour 4 minutes.

Dourer (Gard)

Mes chers camarades, je suis très heureux d'ouvrir le1 feu de ce grand débat politique; très rapidement, au lendemain de la défaite la plus grave que nous ayons jamais connue, subie, il convient de tirer les leçons, afin d'éviter les erreurs magistrales qui ont conduit notre Parti dans une situation extrêmement inquiétante.
Nos militants sont aujourd'hui dans le doute et le désarroi, car une presse qui ne nous aime pas, contribue à amplifier la portée de l'échec récent aux présidentielles.
Que faire ?
Comme l'a très bien dit notre camarade Labat, de la fédération des Landes, il faut introduire tout de suite dans le fonctionnement du Parti des méthodes

Fondation Jean-Jaurès

démocratiques vraiment nouvelles. La voix des petites fédérations doit pouvoir se faire entendre avec autant d'intérêt que celle des 3 grandes qui, depuis longtemps, ont dirigé en fait la pensée du Parti.
(Applaudissements)
Sans aucun doute, si la candidature de Gaston Defferre avait pu être étudiée par les sections de base, notre ami des Bouches-du-Rhône aurait été amené à constater qu'il n'était pas opportun de se présenter et aurait évité cet échec qu'il ne méritait certes pas et qui a semblé mettre le parti dans une situation difficile.
Il faut le dire une fois encore, la base n'est jamais assez consultée pour les décisions graves.
(Applaudissements)
Pourquoi, mes chers camarades, par exemple, ne pas dresser un catalogue des questions politiques ou statutaires majeures découlant de notre Congrès ici ? Ces questions seraient étudiées, discutées, votées par les sections, les décisions définitives étant alors prises à un autre Congrès qui se déroulerait en octobre. Nous aurions ainsi vraiment la photographie réelle de la pensée Socialiste en France et éviterions bien des errements.
Sur un autre sujet, si nous applaudissons à la création de l'Office universitaire de recherches socialistes, nous demandons au Congrès de ne pas perdre de vue le grave problème de la jeunesse.
Qui ici n'a pas constaté que la majorité de nos jeunes est plus sensible au réalisme des faits qu'à des idéologies ?
Au moment où se crée le nouveau Parti, il faut que tout soit conçu, réalisé avec le souci majeur d'aller au devant des aspirations de cette jeunesse justement inquiète de son avenir.
Le drame pour nous tous est que depuis onze ans le destin de ce pays échappe grandement à nous, Socialistes.
Notre rôle, certes, est d'être dans l'opposition au régime gaulliste, mais il faut que cette opposition soit parfaitement constructive, car en étant constamment contre, on risque peut-être parfois d'être à contre courant, et cela, les jeunes ne nous le pardonneraient pas.
Dernier point, camarades, au Congrès départemental du Gard, le nouveau Parti, une identité de vue parfaite s'est dégagée ; tout d'abord, celle d'aller vers un renouveau des méthodes et des hommes. Ensuite, la question a été posée de savoir s'il était opportun de dialoguer avec le Parti Communiste. La majorité des Gardois a dit : "non" et s'est prononcée pour la motion du Nord : fidélité et courage. Un de nos camarades a pensé, très sincèrement, que dans un avenir assez proche, le dialogue devait être engagé avec le PC. Je pense, aujourd'hui, qu'il faut d'abord unir très solidement les familles qui ont constitué définitivement notre Parti en évitant tout préalable, toute querelle de préséance et, ensuite, ouvrir très largement le dialogue avec toutes les forces Socialistes qui seront encore à la porte de notre Parti, ainsi qu'avec toutes les forces syndicalistes.
Enfin et surtout, je le répète, le dialogue doit être permanent avec les jeunes ouvriers et universitaires car ce sont eux qui doivent nous aider à conduire le

Fondation Jean Jaurès

parti vers un humanisme concret, efficace, pouvant seul amener dans ce pays la liberté et la justice sociale.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie le Camarade Tourère (?), du Gard. La parole est à Champeix, de la Corrèze. Est-ce que Grizet est là, dernier appel ?

Grizet - Oui.

Le président - Alors, ensuite à Grizet, des Yvelines. La parole est à Champeix pour 4 minutes.

Marcel Champeix (Corrèze)

Je n'ai d'autre but que de donner lecture de la motion qui a été votée par la fédération de la Corrèze. J'ai cru devoir le faire parce que cette motion a été votée à l'unanimité, d'une part, et j'ai cru devoir le faire, d'autre part, parce qu'elle peut apporter, il me semble, un élément de conciliation.
"Le Socialisme français traverse une crise grave à laquelle il est urgent d'apporter remède.
La confusion qui a régné au Congrès d'Alfortville n'a fait qu'alourdir le climat et les élections présidentielles n'ont fait que souligner l'éclatement.
Toutefois, il ne serait point admissible que soit remise en cause la naissance même du nouveau Parti.
Peut-être eût-il été souhaitable que le Congrès qui doit tendre à l'élargissement et à l'unité retrouvée du Parti Socialiste n'eut lieu qu'en octobre.
Mais, puisque la décision autre en a été régulièrement prise, il est indispensable que les familles et les délégués au Congrès des 11, 12 et 13 juillet fassent l'effort de synthèse et de conciliation nécessaire pour que les décisions d'Issy-les-Moulineaux effacent, autant que faire se peut, les erreurs d'Alfortville et que se constitue enfin le nouveau Parti dont la démocratie a besoin pour promouvoir le Socialisme en France.
Le nombre inhabituel des motions traduit le désarroi général ; il prouve le désir qu'ont de s'exprimer nouveaux et anciens ; il souligne la preuve qu'il y a des nuances sensibles dans la pensée Socialiste.
Il démontre, par cela même, la nécessité de faire une synthèse.
Mais, de toutes les motions ressort le désir commun d'avoir un parti moderne, adapté, mais authentiquement Socialiste comportant tout à la fois : la discipline et l'unité d'action. Cela doit supposer l'adhésion sans réserve à la charte, aux statuts et aux programmes élaborés par le Parti, l'adhésion aussi aux grandes options qui seront faites.
"Le renouvellement des équipes" doit signifier qu'il faut faire leur place à toutes les familles qui s'intègrent et en particulier aux jeunes. Sans toutefois que soit jetée l'exclusive contre les anciennes équipes dont on ne saurait contester l'attachement au Parti et l'action qu'elles n'ont cessé et continuent de mener utilement.

Fondation Jean-Jaurès

Il doit être clairement dit que le but du Socialisme a pour finalité le plein épanouissement de l'homme.
Il doit être réaffirmé que le Socialisme tend à supprimer le régime capitaliste mais que cette suppression est un moyen et non une fin en soi car cette seule suppression n'entraîne pas nécessairement la libération de l'homme.
Dès lors doit être clairement posé le problème des rapports du Parti Socialiste avec les autres partis ou groupements et, en particulier, le problème de l'unité de la Gauche.
Le problème ne saurait, en aucune manière, être ravalé à des préoccupations électorales mais, au contraire, il doit être élevé à la hauteur de la mission permanente du Socialisme.
Il en découle que si, pour la défense de la République ou pour promouvoir certains progrès, le Parti peut décider d'avoir des alliances circonstancielles avec d'autres, il n'est pas concevable qu'il ait, avec quelque formation que ce soit, des rapports organiques qui altéreraient son caractère authentiquement Socialiste et l'éloigneraient de sa mission.
Le Parti doit refaire sa propre unité et faire ce qu'il est convenu d'appeler "l'unité de la Gauche".
Or, "l'unité de gauche" pose en particulier le problème de nos rapports avec le Parti Communiste.
Ceux qui ont mesuré et mesurent encore les méfaits de la scission ouvrière savent que rien de grand ne sera possible tant que l'unité ne sera pas refaite. Mais l'unité ne peut pas se faire à n'importe quel prix.
Les circonstances actuelles rendent aux yeux de nos militants, tout rapprochement difficile sinon impossible dans l'immédiat. Et toute démarche inopportune ou mal interprétée éloignerait de nous et pour longtemps sans doute nombre de Socialistes sincères.
Par contre, on ne saurait accepter, comme définitifs, sans se condamner à la vanité de notre effort, les clivages actuels. C'est par nos affirmations et par nos questions clairement et publiquement exprimées que nous devons contraindre les autres à faire la preuve que des accords ou des rapprochements sont possibles eu qu'au contraire l'espoir de toute entente demeure encore une illusion.
Ce n'est que dans la loyauté absolue que peut se faire l'unité entre nous et qu'elle peut se concevoir avec d'autres.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie le camarade Champeix de s'être tenu dans le temps imparti. La parole est à Grizet, des Yvelines, ensuite à Parent -Essonne, pour dix minutes.
Je demande aux camarades de continuer à respecter leur temps.

Grizet (Yvelines)

Mes chers camarades, ce sera un appel au pas de charge, que ma déclaration, alors qu'elle veut être un appel au sentiment que vous devez avoir des exigences du combat pour le Socialisme dans la France de nos jours.

Fondation Jean Jaurès

J'ai suivi comme vous tous avec un intérêt passionné, et parfois avec consternation, les polémiques et les analyses fondées ou spécieuses, mettant en cause les hommes et les tactiques, jetant l'anathème sur des groupes ou des tendances, réputés responsables de notre insuccès aux élections présidentielles et de la balkanisation de la Gauche qui en est résulté.
J'ai la profonde conviction, avec un nombre considérable de militants et de sympathisants, que prolonger de tels affrontements c'est non seulement faire œuvre stérile, mais c'est, en accroissant encore le malaise dont nous souffrons, éloigner de nous probablement pour longtemps des millions de citoyens pour lesquels, cependant, les démarches Socialistes sont les seules en mesure d'établir la justice sociale, en sauvegardant les libertés essentielles.
Et ces citoyens sont légion ; je prétends qu'aussi bien parmi les électeurs Communistes qu'au centre gauche, et même chez les Gaullistes (où se trouvent bon nombre de gens animés par une volonté de profondes réformes), il avec les Socialistes de tradition une majorité capable de promouvoir un jour prochain, si nous le voulons bien, les institutions et les structures économiques et sociales d'une France rénovée, et déterminer, sans risques de chaos, des approches de plus en plus rapides de la société Socialiste de demain.
Je dis, si nous le voulons bien, en d'autres termes, si nous sommes capables, en faisant abstraction de toutes les querelles dépassées, des amertumes, des compétitions, des vanités personnelles, de faire l'effort de rassemblement, sans arrière-pensée, ni d'hégémonie de groupe, ni de famille, sans recherche de prépotence, de tous ceux, d'où qu'ils viennent, pour autant qu'ils appartiennent aux différentes couches salariales (cadres compris), à une agriculture en mal de douloureuse mutation, à l'artisanat en proie à la pression réductrice des monopolistes au pouvoir.
Fi donc de toute logomachie, de toute controverse doctrinale, qui fait perdre sa crédibilité, dans l'esprit de trop nombreux citoyens, à l'idéal Socialiste.
Que le grand parti unificateur que nous devons créer s'arme donc d'un programme, qui, après avoir posé en termes concrets l'objectif Socialiste final, définisse de façon claire et simple la première étape, les premiers progrès à réaliser. De façon claire et simple, je le répète, pour que, du manœuvre au cadre, des millions d'esprits en conçoivent immédiatement la possibilité de réalisation et la nécessité d'exécution susceptible d'entraîner l'action militante.
Et que les spéculateurs de Sirius, les abstracteurs de quintessence, et tous ceux qui, par l’abus des jeux dialectiques, perdent de vue les réalités sociologiques, se voilent la face !
Je leur recommanderai seulement de relire Karl Marx et de s'inspirer de son esprit de méthode ; ils verront que rien n'est moins dogmatique que le marxisme, et qu'il est allergique à toutes formules d'absolu. Et que, déjà, en son temps, Marx était si irrité contre ceux qui enfreignaient le caractère fondamental de son enseignement, qu'il écrivait à un de ses amis, Kugerlmamms : "Si cela continue, je vais devenir antimarxiste"…
Ainsi donc, collant de plus en plus aux réalités sociopolitiques, en définissant et en usant du langage qui peut être compris du plus grand nombre, en actualisant

les transformations à accomplir, en dénonçant avec le relief voulu les dangers funestes que la société française courait à refuser les changements proposés, en suscitant au plus haut point, sans cesse, l'intérêt et le désir d'actions de nos concitoyens, le grand parti dont nous devons, au cours de ces assises, définir l'architecture, doit devenir l'instrument ouvert à tous ceux qui veulent et à tous ceux, plus nombreux encore, qui, mieux informés, voudront prendre délibérément les voies qui mènent à une France plus juste, à une France Socialiste. C'est là, je crois, une tâche considérable qui se suffit à elle-même.
Ainsi, il me parait pour le moins prématuré, et dérivatif de notre effort principal, d'envisager dans l'immédiat la recherche d'une plate-forme d'association avec le PCF ou les centristes.
Je conclus en dix secondes. J'ai exposé l'essentiel de ce que, dans la conjoncture, je ressens en fervent Socialiste, conscient des exigences de notre temps. Ces réalités doivent seules compter pour nous. Je terminerai en souhaitant de toutes mes forces, ce qui est tout un programme, que naisse et que vive l'Union des Socialistes français.
(Applaudissements)

Le président - Je te remercie.
La parole est à Parent, qui a dix minutes.

Parent (Essonne)

Sans être d'un naturel optimiste ; je crois pouvoir dire qu'après la période très sombre que vient de traverser la Gauche, nous avons aujourd'hui quelques raisons d'espoir.
La très grande majorité en effet de ceux qui ont voulu le nouveau Parti Socialiste, aujourd'hui se retrouvent et si quelques-uns restent encore à l'écart, ce n'est, pour certains, qu'attente et, pour d'autres, inaptitude foncière à s'intégrer dans un parti politique,
Il ne faut pas attacher à l'attitude de François Mitterrand et à quelques-uns de ses amis plus d'intérêt qu'elle ne le mérite. François Mitterrand ne manque pas de courage, il ne manque pas de talent et il ne manque pas de brillantes qualités, mais il a le goût du combat solitaire. Or, il n'y a pas de place, à gauche, pour le combat solitaire.
(Applaudissements)
Sa tentative est donc d'avance vouée à l'échec et le plus grand service qu'il pourrait rendre à la Gauche tout entière et à lui-même ce serait de rentrer dans le rang, parmi ces militants à qui, en d'autres moments, il décernait des brevets d'héroïsme, dont ceux-ci n'avaient d'ailleurs que faire et dont je ne me puis m'empêcher de penser qu'ils cachaient une ironie profonde et sans doute quelque mépris.
Les rapports que nous avons eus avec François Mitterrand, au moment où il voulait nous imposer des candidats et des candidates dont nul n'avait jamais entendu parler et dont la base, dont il prétend se réclamer aujourd'hui, qu'il s'agisse des Socialistes, des conventionnels et des radicaux réunis, ne voulait

Fondation Jean Jaurès

absolument pas, ayant déjà elle-même choisi, fort démocratiquement, ses candidats, m'autoriseraient à lui dire des choses extrêmement désagréables, mais je ne le ferai pas. Je dirai seulement que s'il devait poursuivre sa tentative personnelle et solitaire, et continuer à attaquer le Parti Socialiste, nous devrions considérer cette tentative sans complexe et la traiter sans indulgence.
(Applaudissements)
L'optimisme relatif dont je faisais preuve tout à l'heure, ne doit cependant pas nous empêcher d'analyser les causes de notre récent échec et le désarroi dans lequel sont plongés encore bon nombre de militants.
Je n'en énumèrerai que quelques-unes.
L'échec que nous avons subi peut être considéré comme l'aboutissement du processus de décomposition de l'esprit de Parti dont était porteuse la FGDS : perte de l'habitude du combat démocratique, habitude des communiqués de presse et des déclarations irresponsables, condition de l'irresponsabilité qui s'est manifestée d'une façon si éclatante pendant la campagne présidentielle, certains élus appelant à voter, dès le 1er tour : Poher contre le candidat du Parti. Voilà ce qui a caractérisé pour une part la période qui va de 1965 à aujourd'hui.
Les remèdes à cette situation sont très simples : ils résident dans le respect de quelques vérités premières.
La première vérité, c'est qu'un parti politique n'est pas un champ clos, plus ou moins clos, où s'entredéchirent des clans dans des querelles byzantines donnant matière à contestation, remise en cause, accusation permanente ou simplement bavardages, mais un instrument au service d'une action politique qui vise à la conquête ou à l'exercice du pouvoir.
La seconde vérité, c'est qu'il y a un temps pour la réflexion, un temps pour le débat et un temps pour l'action.
Et il est néfaste de discuter alors qu'il faudrait agir, de même qu'il est néfaste d'agir sans avoir réfléchi.
Par conséquent, sortir des vains palabres, se donner à l'issue d'un débat approfondi une ligne politique claire, élire des responsables qui ne soient pas discutés avant même qu'ils aient pris leurs responsabilités, former des militants qui militent, c'est ce qu'il importe que fasse le Parti Socialiste s'il veut prendre le chemin du renouveau et de la reconquête.
Ces principes élémentaires étant précisés, en quels termes se pose le problème politique ?
Le fait nouveau, à partir de l'élection présidentielle, c'est que Pompidou a joué le rôle de fédérateur de la Droite et que la Droite française se trouve rassemblée en un puissant parti conservateur qui détient le pouvoir et le détiendra aussi longtemps que l'ensemble de l'opposition ne sera pas en mesure de coordonner ses efforts.
L'expérience prouve, par l'échec de François Mitterrand, en 1965, par l'échec de l'opposition aux élections législatives, en 1967, par l'échec d'Alain Poher, en 1969, l'expérience prouve que l'opposition de gauche, pour l'emporter, a besoin d'une partie au moins des électeurs du centre et que le centre, pour l'emporter… (protestations diverses)… a encore plus besoin des voix Communistes.

Fondation Jean Jaurès

Aussi longtemps que les électeurs centristes -et je dis bien, les électeurs, car il faut bien distinguer une large fraction de cet électorat centriste des élus centristes, car si les premiers s'affirment souvent comme des Républicains de progrès et se prononcent contre la Droite et contre le Gaullisme, les seconds, c'est évident, ont une fâcheuse tendance à la force d'attraction des portefeuilles ministériels et à n'être que des opposants d'opérette, comme ils viennent de le prouver en se déclarant associés à la nouvelle majorité.
(Applaudissements).
Mais, aussi longtemps donc que les électeurs centristes et les électeurs Communistes se jetteront des exclusives et auront des motifs de le faire, l'actuelle majorité restera au pouvoir et l'opposition sera réduite à l'impuissance.
Comme le faisait fort justement remarquer Christian Pineau dans un article du "Populaire", il n'était pas inutile de rappeler que le Front Populaire n'a été possible qu'avec l'appui de radicaux très modérés et de démocrates chrétiens, dont l'électorat correspond, en gros, à cet électorat centriste, à l'heure actuelle.
Les données électorales faisant preuve d'une grande constance, tout le problème est donc pour renverser la Droite au pouvoir de reconstituer une force de type Front Populaire, comme en 1936.
Il est évident que les conditions de réalisation d'une telle force n'existent pas encore, mais il faut travailler à les rendre possibles et il faut faire en sorte que le Parti Socialiste les rende possibles et ne s'enferme dans aucun ghetto.
Le Parti Socialiste doit donc avoir le souci d'être d'abord lui-même et de travailler à partir d'une orientation claire à rassembler, à cristalliser des électeurs d'opinions philosophiques diverses mais qui ont ceci de commun, c'est qu'avec beaucoup de constance ils ont refusé de voter gaulliste ou de voter à droite.
Le problème qui se pose c'est de savoir comment parvenir à cette cristallisation ? L'ambigüité et le compromis auraient le résultat inverse de celui qui est recherché.
C'est avec vigueur et clarté que le Parti doit définir des positions fermement Socialistes, les positions qui se trouvent précisément exprimées dans diverses motions et sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure et suivre une démarche qui doit être celle-ci :
1°) élaboration d'un programme fondamental, puis d'un programme d'action immédiate ;
2°) confrontation avec les organisations politiques et dialogue avec les organisations syndicales ;
3°) débat public avec le PC, et là aussi sans complexe, débat permettant de réaffirmer que l'union de la Gauche constitue l'axe normal de la stratégie des Socialistes, permettant aussi de réaffirmer que dans notre lutte contre le capitalisme, nous ne saurions admettre de remettre en cause la liberté des hommes et l'indépendance des peuples, comme le fait encore le PCF par son attitude dans l'affaire Tchécoslovaque.
Que cela déplaise ou non à tous les "Fajon" de la vieille équipe stalinienne, nous devons inlassablement demander au PC s'il entend mettre en accord ses affirmations de principe selon lesquelles chaque pays peut passer au Socialisme

par les voies qui lui sont propre et son attitude dans l'affaire tchécoslovaque.
(Applaudissements)
Car, accepter comme il le fait ce qu'il est convenu d'appeler la normalisation, avec tout ce qu'elle comporte de censure, de limogeages, de purges, d'étouffement de toutes les libertés, équivaut à se placer purement et simplement dans la ligne d'une URSS sur les chemins du retour au stalinisme.
(Applaudissements)
Je voudrais donc en conclusion, puisqu'il me faut abréger, dire que confrontations, dialogues, débats, devraient permettre de faire le bilan à la fin de l'année.
Et je conclus en disant deux mots sur les motions qui sont présentées.
Nous avons pu constater qu'il n'existe entre les textes El, E2, E3 et E5, et d'autres encore, sur le plan de l'orientation politique, aucune différence fondamentale, ces textes se complètent et leur synthèse s'impose. C'est la conclusion logique et saine à laquelle a abouti le Congrès fédéral de l'Essonne, qui a voté à l'unanimité un texte qui tient en trois lignes :
"La fédération de l'Essonne mandate ses délégués pour défendre, sur la base des principes exprimés dans l'appel E3, une motion de synthèse des idées contenues notamment dans les motions El et E2.
La fédération de l'Essonne appelle à l'unanimité le Congrès national à faire l'effort nécessaire pour cette indispensable synthèse qui sera la preuve de notre volonté de travail, la preuve de notre volonté de reconquête, pour redonner la place qui doit être la sienne au Socialisme en France."
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Parent.
Le camarade Leflote de la Gironde a l'heureuse idée de renoncer à son temps de parole et je l'en remercie.
(Applaudissements)
Par conséquent la parole est maintenant à André Cellar du Cher, pour dix minutes, ensuite à Cité pour dix minutes.
Je rappelle également que les camarades inscrits qui renoncent à leur temps de parole en faveur d'un autre orateur peuvent évidemment le faire, mais l'orateur n'est crédité que de la moitié de leur temps.
La parole est donc à Cellar du Cher.

André Cellard (Cher)

Camarades, le temps nous étant mesuré et désirant prendre une position, je voudrais, avant de la définir et pour aller plus vite au fond du débat, vous présenter deux observations préalables.
La première de ces observations correspond à un certain nombre de formules qui ont été utilisées ici et qui, je crois, l'ont été un peu trop passionnément, sur les réactions que provoquent les critiques que nous entendons prononcer à notre égard.
C'est vrai je crois, qu'il existe un trouble, que ce trouble concerne un certain

nombre de militants, un certain nombre d'entre nous et c'est vrai encore plus qu'il concerne des sympathisants.
C'est par conséquent en démocrate conscient d'une nécessité pour nous d'aller au fond des choses et de voir quelle est la véritable cause de ces troubles, que je vous parle.
Je ne crois pas cependant qu'il faille céder à la passion et qu'il faille céder à la même tentation de ceux qui nous critiquent, utiliser les termes que j'ai entendus tout à l'heure et que pour ma part je ne reprendrai pas.
Par conséquent, première observation, soyons maîtres de nous pour aller justement au fond de notre analyse.
Deuxième observation, et elle me paraît quant à moi régler le problème de l'orientation, c'est de voir l'éventail de ceux qui sont ici.
Je me suis trouvé, beaucoup d'entre vous le savent, dans une situation qui fait qu'évidemment je suis plus sensible sans doute que beaucoup d'entre vous, aux raisons qui ont fait que cet éventail est celui que nous connaissons.
Membre du Parti Radical Socialiste, j'ai dû à un certain moment, alors que j'avais signé la Charte de 1965, au nom de mon Parti qui m'avait plusieurs fois approuvé et qui m'a renouvelé son accord, au début de cette année, dès le 1er janvier, me résoudre à un choix individuel. Ce choix, je ne suis pas le seul à l'avoir fait. Il y a, vous les avez déjà vus ici, parmi les délégués, d'autres radicaux, il y a en dehors de cette salle d'autres militants radicaux, qui ont adhéré au nouveau Parti, il y a, vous le savez aussi, des militants de la Convention qui ont adhéré.
Si nous l'avons fait, je crois qu'il est bon que l'on dise -et c'est pourquoi je le fais ici- que c'est pour une raison politique. J'ai eu conscience personnellement de la novation que les événements de 1968 avaient apporté dans la vie politique française, j'ai eu conscience que l'idée de fusion entre les appareils anciens était dépassée, que les événements de mai posaient vraiment le problème de la société moderne. C'est maintenant qu'il faut choisir entre une société capitaliste améliorée par des méthodes modernes de gestion et une société socialiste.
(Applaudissements)
C'est pourquoi, camarades, après un débat intérieur dont vous pouvez penser qu'il n'a pas été toujours drôle -car abandonner de vieux compagnons de route, cela fait toujours mal- c'est pourquoi personnellement en tous cas, et je sais qu'autour de moi, bien que nous ne nous soyons pas coalisés, nombreux sont les militants radicaux et aussi je crois les militants conventionnels, qui se sont prononcés là-dessus. Nous sommes par conséquent bien venus à un Parti Socialiste.
Le débat n'est plus de savoir si c'est un parti démocrate socialiste, c'est un Parti Socialiste que nous voulons constituer, parce que nous sommes persuadés, parce que je suis pour ma part persuadé, que la solution Socialiste est la solution de demain pour la France et pour le monde.
(Applaudissements)
Mais alors, camarades, le débat d'orientation est réglé. Il est réglé sur le principe, il l'est, on le disait tout à l'heure, par le fait que les motions finalement

paraissent, je dis bien "paraissent" quant à moi, ne pas se contredire.
Le problème, à partir du moment où nous sommes Socialistes, il est tranché par un préalable, on ne peut pas être Socialiste sans être pour l'unité du monde du travail.
(Applaudissements)
Alors, si on est pour l'unité du monde du travail, il n'y a plus de problème.
Par contre, ce qui est très vrai, c'est que parce que nous sommes Socialistes et non pas membres d'autres partis, parce que nous croyons profondément à l'originalité de la société Socialiste et de la solution Socialiste, nous avons des conditions à poser, nous avons une méthode à préconiser.
Les conditions, mais je crois que tout le monde là aussi est d'accord, c'est d'exiger le respect des libertés, c'est d'exiger le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais qui là-dessus n'est pas d'accord ?
Là où nous ne sommes pas d'accord et c'est pourquoi je faisais la réserve de "paraissent" tout à l'heure, c'est qu'il faut aller avec la volonté qui résulte du principe Socialiste vers une lutte pour l'unité du monde du travail et que ceci exige un effort incessant, que ceci exige encore plus dans les temps modernes, dans le cadre du système politique dans lequel nous vivons.
Ceci exige en effet de la clarté, dont on nous parle dans chaque intervention.
Mais, qu'est-ce que la clarté, camarades ?
La clarté, c'est d'aborder les questions que le pays attend, c'est d'aborder les problèmes sur lesquels le pays nous attend.
Quelle est cette question ? Pourquoi nous dérober ?
Nous la connaissons la vraie question. La question de l'unité de la Gauche, c'est la question du programme et du gouvernement commun, c'est la question de l'exercice du pouvoir.
Ce problème, si nous pouvons l'aborder avec clarté, et c'est la méthode, je crois, la méthode moderne, qui est de dire pourquoi on prend ses responsabilités, si nous l'abordons avec clarté, elle est très simple, les conditions se remettent à leur place, le principe les gouverne, nous devons poursuivre les discussions, nous devons les poursuivre, n'oublions pas de le dire, parce que nous sommes pour l'unité du monde du travail avec une priorité que par ailleurs les électeurs qui ne sont pas plus centristes que républicains ou que de gauche, qui attendent d'avoir des solutions qui correspondent à leur désir, que certains électeurs actuellement votent pour les centristes et se prononcent ensuite pour une solution socialiste parce qu'elle répond à leurs aspirations, s'ils viennent ce n'est pas pour céder à une tentation centriste, c'est au contraire pour avoir obtenu le succès sur son propre combat socialiste.
Alors, il faut dire clairement les choses, c'est sur le problème du programme, c'est sur le problème du gouvernement commun que l'on peut aborder, et il faut le traiter sur la base des principes. Par conséquent il faut discuter de l'exercice du pouvoir et à ce moment-là nous pourrons nous présenter.
Le combat que nous présenterons sera clair et je suis persuadé que si nous savons être assez convaincants le pays doit nous suivre.
Alors, si nous revenons à notre Congrès d'aujourd'hui, je crois que nous

pourrons dire, parce que nous aurons pris une position qui est véritablement la position socialiste, que nous sommes le Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie le camarade Cellar.
La parole est maintenant à Cité, de Paris, pour 10 minutes, ensuite Chandernagor, Creuse.

Cité (Paris)

Camarades, je crois que beaucoup d'entre nous, depuis un an, citent les différentes crises successives du Socialisme, que ce soit au niveau de l'université, du gauchisme, des événements de juin, de Prague, de l'abstention de nos camarades Communistes, voire des réformes de structure acceptées ou non par les syndicats et parlent un peu plus difficilement de nos propres difficultés d'abord, avant mai 1968 et depuis.
Je crois qu'en fait cette crise générale du Socialisme non seulement en France mais dans bien d'autres régions du monde, n'est que le reflet circonstanciel d'une contradiction plus profonde qui est l'inadaptation du monde du travail à la situation réelle dans laquelle se trouvent, je pourrais dire non seulement l'occident, mais peut-être le monde entier.
Je crois bien sûr qu'à partir de là il faudrait, dans un premier temps, faire une analyse de cette situation et je crois que trois niveaux de recherche pourraient être possibles.
D'une part, en orientant les formes de cette société qui semble être pour le monde occidental la recherche systématique de la croissance au prix même de sa maladie, l'inflation.
Puis, au niveau peut-être des fonctions de cette dont on société considère qu'elle est de consommation, dont je voudrais plutôt que l'on dise qu'elle est soumise à un couple moyens -buts, celui-ci étant la consommation- profit.
Et puis bien sûr il y a le problème des structures dont tout le monde parle.
Eh bien, je crois qu'il faut reconnaître que nous connaissons aujourd'hui un capitalisme que j'appellerai d'organisation, qui n'est plus le capitalisme de crise analysé par nos ancêtres.
A partir du moment où on aurait fait les recherches à ces différents niveaux, on pourrait constater peut-être pourquoi nous sommes inadaptés au niveau du raisonnement que nous utilisons jusqu'alors et même de la pratique, non seulement d'ailleurs du Parti Socialiste mais de toutes les forces en France et dans le monde, car nous raisonnions sur une société capitaliste différente de ce qui est aujourd'hui.
Le résultat : eh bien nous connaissions l'électoralisme sommaire dont tout le Congrès d 'Alfortville a été peut-être le premier exemple, nous connaissions une volonté de transformation verbale de la société et puis enfin certains diront que la sclérose, l'appareil du Parti, etc. -ce dont je leur laisse le soin d'expliquer plus longuement ce qu'ils entendent par là- en découlent.
A partir de là, un deuxième temps de recherche serait nécessaire, il s'agirait de

Fondation Jean-Jaurès

définir les modes d'action, la stratégie d'une organisation Socialiste authentiquement Socialiste, en fonction de notre idéal et en fonction de la réalité socio-économique qu'il aurait été possible d'étudier précédemment.
Cependant, mes camarades, je voudrais bien que l'on abandonne les tabous, les vieilles habitudes.
S'il y a une leçon qu'il faut retenir de mai 1968, c'est qu'un certain nombre de choses sont actuellement dépassées et, puisque tout le monde est d'accord, comme le disait Cellar, sur la volonté d'union de toutes les forces de gauche, est-ce que vous croyez qu'il est nécessaire de naître dans un ghetto, et est-ce que vous croyez qu'il ne serait pas plutôt nécessaire de commencer par créer notre parti tout en cohabitant avec le reste de la Gauche ?
Alors certains nous diront certaines motions différentes de celle que je défends peut-être, nous diront mais il faut une idéologie, mais il faut une organisation, mais il faut avoir défini un programme commun ou une stratégie.
Je répondrai : l'idéologie, vous vous l'êtes donnée à Alfortville et cela a même dépassé les rencontres à 4, cela a même dépassé la structure actuelle de ce que nous sommes ici présents.
L'organisation, vous venez de vous la donner à l'instant, bien que je dois dire que, personnellement, j'aurais préféré qu'on aborde le problème de l'organisation après qu'on ait abordé les problèmes de programme ; peut être parce que je suis influencé par Rosa Luxembourg, je pense que le Parti n'est que l'expression des luttes de classes et des actions de classes et tant que l'on n'a pas défini les modes d'action que l'on envisage pour une société, je vois mal comment on peut définir les structures.
(Applaudissements)
Cependant, c'est fait et à partir de là, je vous dis : il vous reste seulement les stratégies à définir, les modes d'action à définir et vous refusez le dialogue, vous refusez de démontrer dès votre naissance que vous êtes pour l'unité de la Gauche, pour la participation au pouvoir avec toutes les forces de la Gauche et sur les bases d'un programme commun.
Alors, soyons clairs, alors soyons francs, dites clairement que vous n'en voulez pas ou que vous espérez cela quand le Parti Socialiste sera mort !
Non, mes camarades, il faut aller un peu plus loin dans l'oubli, un peu plus loin dans des méthodes plus actualisées.
Alors, nous demandons, tous comptes faits, dans la motion "fidélité aux principes et modernité dans l'action", qu'il y ait une réelle analyse de tous, pas seulement de nous, de cette société actuelle, des modes d'action possibles sur cette société, sur des bases très simples, très claires : l'union des forces anticapitalistes d'une part, le refus de sacrifier les libertés qui ont déjà été atteintes.
Et puis, à partir de là un objectif-but, si vous voulez, c'est la volonté de n'aller au pouvoir que si et seulement si nous avons, ou la Gauche aurait, la totalité du soutien des forces syndicales, politiques, culturelles représentatives de cette gauche, sur la base d'un programme commun.
Si le Parti voulait bien accepter cette démarche, eh bien, il y aurait trois

Fondation Jean Jaurès

solutions :
- ou bien nous découvrons qu'il n'y a rien de commun entre Communistes, Socialistes et autres forces de gauche, si ce n'est l'anticapitalisme, et je crois que certains d'entre nous seront très contents, que d'autres le regretteront,
- ou bien, position diamétralement opposée, constaterons nous que sur tous les points nous sommes d'accord, je crois que là c'est un idéal,
- mais entre les deux, et particulièrement les travaux de la FGDS l'avaient montré, il peut-être constaté qu'il y a certaines convergences et aussi un certain nombre de divergences. Supposons que ce soit encore le cas.
Eh bien, dans cette solution, il serait facile, pensons nous, de continuer à débattre en permanence sur des divergences en espérant que les hommes et les faits se modifient, évoluent et permettent ainsi de les réduire.
Et puis, dans le même temps, à partir de ce que nous savons être possibles en commun et impossible, nous pourrions définir notre propre stratégie, nos propres modes d'action en tant que Parti Socialiste.
Camarades, je voudrais vous inviter à nous suivre dans cette action, dans cette pratique qui pourrait aboutir à un Congrès au bout d'un certain temps, alors que dans les sections de base, informées par ce dialogue public, serait enfin défini le mode, le programme commun, le programme du Parti, les modes d'action envisagés, etc.
Je pense qu'en tout cas dans le texte que nous vous présentons, il y a un certain nombre de choses qu'il faut retenir, d'abord il y a des types d'action erronés en fonction d'une action qui n'est plus, ensuite, c'est le refus de l'intégration du suivisme ou du centrisme ; c'est enfin le refus des compromissions avec la Droite comme avec la Gauche et c'est la proposition d'un dialogue permanent sur l'unité à la participation au pouvoir des forces anticapitalistes.
C'est la proposition de rechercher les actions de la société d'aujourd'hui, dont la société d'aujourd'hui a besoin pour être transformée. C'est la proposition surtout de revenir à ce que doit être un Parti Socialiste réel, c'est-à-dire éducation de ses militants et des masses laborieuses, formation dans la clarté et la fermeté aux thèses Socialistes, afin de ne plus connaitre ce que nous avons connu peut-être à Alfortville.

Le président - Je remercie le camarade Cité qui n'a pas pris tout son temps de parole.
La parole est à Chandernagor, de la Creuse, pour vingt-deux minutes, et le dernier orateur de la matinée sera Rougeron, de l'Allier, pour 15 minutes.
Je donne la parole à Chandernagor.

André Chandernagor (Creuse)

Mes chers camarades, le camarade qui m'a précédé à cette tribune va me faciliter mon introduction.
Je suis de ceux qui redoutaient en effet, après les événements que nous avons vécus, un Congrès aussi rapide. Ma crainte était la suivante : je redoutais que si proche de l'événement, notre appréciation fasse plus de part à la passion qu'à la

raison. J'avais cru du reste relever dans beaucoup de motions comme une sorte d'entrainement pendulaire : après les décisions d'Alfortville, dans un certain sens, voilà qu'on risquait d'aller de l'autre côté sous la pression directe de l'événement.
Ce mouvement qui nous porterait vers une unité de la Gauche plus passionnelle que réfléchie, ce mouvement a des racines anciennes dans notre Parti. C'est, c'est vrai, une stratégie constante du Socialisme, et personne ne le nie, mais c'est plus qu'une stratégie constante ; il y a un courant permanent dans ce sens, et je crois que c'est à ce courant qu'il faut se référer si l'on veut en discuter valablement.
Claude Fuzier me pardonnera de le citer ; dans un récent article du "Populaire", il dit ceci :
"La preuve est faite qu'une candidature du type de celle de M. Poher n'est pas dans l'état actuel des choses la meilleure pour regrouper toutes les forces capables d'imposer un véritable changement de politique. L'opposition s'est éparpillée. Elle avait fait bloc en 1965, et ce résultat avait pu conduire à ceux de 1967. Etre battu dans de telles conditions n'avait rien de triste ou de déshonorant, car ce genre de défaite ouvrait des perspectives d'avenir."
Je crois que c'est, sous la plume de Claude Fuzier, la meilleure démonstration que l'on puisse faire de ce courant permanent et d'une analyse électorale qui est fondée sur ce courant.
Je voudrais seulement faire observer ceci. Oui, c'est vrai que 1965 avait conduit à 1967, 1967 où il nous avait manqué trois ou quatre sièges pour basculer la majorité au pouvoir. Mais je voudrais aussi rappeler que dans les accords qui avaient été passés à l'époque avec le Parti Communiste, il y avait la possibilité de désistements réciproques en faveur du candidat le mieux placé, et l'interprétation avait été ouverte ; que ces désistements aient eu lieu de la part du Parti Communiste sur un certain nombre de candidats. Pas suffisamment cependant pour que nous ayons la victoire. Il aurait suffi de quelques désistements de plus pour qu'à ce moment là le régime gaulliste, ou en tous cas la majorité, fût renversée.
1968 : 1968, je n'en ferai pas l'analyse, mais elle a été faite par d'autres que nous par beaucoup de ceux qu'on appelle les "gauchistes". A l'époque, la tactique du Parti Communiste fut très calme dans la rue, très "maintien des structures en place". Je passe...
1969 : au deuxième tour, il y a eu possibilité non pas d'avoir le changement que nous espérions, mais si la République a encore une chance, c'est-à-dire si la République, c'est vraiment le rétablissement de libertés auxquelles nous croyons, d'information, d'indépendance de la magistrature, bref de toutes les structures pour lesquelles depuis des siècles la Gauche entière de ce pays se bat parce qu'elle est républicaine, il y avait cette possibilité là au deuxième tour.
Et au deuxième tour, le Parti Communiste a choisi de s'abstenir.
Ainsi, deux fois, peut-être trois -je laisse en pointillé 1968- le Parti Communiste Français a choisi de maintenir le régime en place. Cela mérite à la fois réprobation et réflexion.
Je dis que cela mérite réprobation, et autrement que du bout des lèvres. Il ne

s'agit pas de tomber dans ce qu'on appelle un "anticommunisme viscéral", mais enfin, se privent-ils, eux, de nous attaquer ? Et tout le monde n'y trouve rien à redire ! Ils l'ont fait au référendum ; il y a eu, notamment dans ma circonscription, mais dans d'autres aussi, alors que nous nous battions au coude à coude, un certain nombre de propos curieux. On essayait de distinguer le "non" du Parti Communiste du "non" des autres forces de la Gauche.
Ils l'ont fait entre les deux tours des élections présidentielles. M. Duclos ne s'en est jamais privé. Il continue, de façon à déplacer les responsabilités concernant le succès de M. Pompidou.
Mais si nous voulons exister, je dis tout simplement "exister", il faudrait, camarades, commencer par nous faire respecter. Je crois que c'est important.
(Applaudissements)
Je crains qu'un zèle unitaire intempestif, oh ! Pas de la part de tous, mais de la part de certains, les empêche de penser que c'est, si nous devions dialoguer demain, un impératif fondamental.
D'abord, être respectés, sinon il n'y aura jamais de dialogue valable.
Je dis qu'ensuite, cela mérite réflexion. J'essaie de m'interroger sur les trois raisons de l'abstention du Parti Communiste au second tour des présidentielles.
Il y en a une qui a été abondamment citée, c'est la politique de l'Union Soviétique. C'est vrai qu'on a porté des toasts au succès de M. Pompidou à Moscou, mais je ne veux pas insister là dessus. Je voudrais évoquer autre chose.
D'abord, ne pas se faire tourner sur sa gauche. Ne pas encourir l'accusation des gauchistes d'avoir en quoi que ce soit pactisé avec l'adversaire de classe, même si cet adversaire devait être plus républicain qu'un autre. Je crois que c'est une des raisons. La tactique classe contre classe est certainement de la part du Parti Communiste une des raisons importantes.
Mais enfin il en est une troisième à laquelle nous devons être particulièrement attentifs. La troisième a été sans doute de nous démontrer, à nous, Socialistes, que nous ne pouvions rien sans eux.
Du même coup, le Parti Communiste Français essaie de nous enfermer dans sa stratégie. "Ou vous agirez en accord avec moi, ou je ferai échouer vos entreprises", et il a payé très cher cette démonstration, puisque le prix, cela a été en l'espèce la République, et que ce sera dur, il le sait, d'expliquer cela aux troupes.
C'est facile dans le moment, ce sera beaucoup plus difficile à partir du moment où les revendications sectorielles ou générales viendront, et où nous serons amenés à répondre "Pompidou, c'est vous", comme il avait été dit, je crois, dans le Nord.
J'observe que cette stratégie là, qui vise à nous enfermer avec le Parti Communiste dans une sorte de colloque singulier va tout à fait dans le sens de la prophétie de M. Malraux. M. Malraux disait :"Il n'y aura plus que les Communistes et nous".
La coupure de la vie politique française en deux blocs, on a tôt fait de la dire inéluctable, conduit aussi à cela, cette sorte de face à face, où le Parti Communiste assumerait seul l'opposition n'est de nature à déplaire ni au Parti

Communiste, ni au Gaullisme. Chacun y prend de son côté sa part par les moyens qui sont les siens, en une sorte de complicité tacite.
Vous faut-il des preuves ? J'ai indiqué 1967, 1968, 1969 ; les compliments adressés par la propagande officielle de temps en temps au Parti Communiste comme le parti le mieux organisé, le seul organisé de la Gauche, les faveurs, M. Andrieux seul représentant de la Gauche lorsqu'on invite des journalistes, et je passe sur les tête-à-tête que les députés connaissent bien, sur les banquettes du Palais Bourbon entre tel ou tel membre en vue du groupe Communiste et les ministres d'Etat du Gaullisme chargés des relations avec le gouvernement.
Alors voilà ma crainte. Je crains que, sauf menace directe du régime contre lui-même, le Parti Communiste ne consente à renverser l'équipe au pouvoir que s'il est sûr d'en assumer lui-même la succession. S'il a le sentiment que quelqu'un d'autre risque de le faire à sa place, comme le joueur de cartes, il "passe". Ainsi en 1967, où en cas de victoire la FGDS ayant plus de sièges que lui revendiquait la direction du gouvernement. Ainsi en 1969, où le succès de Poher risquait de l'en exclure.
Voilà, camarades, la situation dans laquelle nous nous trouvons. On a eu raison de le souligner, nous voici ramenés bien loin en arrière ; nous voici ramenés en grande partie à la conditionnant du Parti Communiste.
Le document final de la récente conférence du Parti Communiste n'évoque pas la Tchécoslovaquie. Certains partis pourtant de l'Internationale Communiste se sont courageusement battus sur ce problème. Il ne semble pas que ce soit le cas et nous avons tout lieu de le regretter, du Parti Communiste Français. Tout se passe comme si depuis août l'année dernière il soit rentré sans le rang.
D'autre part, nous voilà revenus à la tactique des débuts. Les élections de 28, de 32, classe contre classe, quand on faisait battre les nôtres au profit de candidats réactionnaires.
On a eu raison de le rappeler, il faut que les jeunes sachent que cela a existé, et que cela peut encore exister. Je ne crois pas si bien dire !
Que dit M. Brejnev dans son intervention à la récente réunion des Partis Communistes ? Il dit : quant aux socio-démocrates, eh bien nous choisirons entre eux ceux qui sont nos ennemis de classe, et ceux qui ne le sont pas.
Ils choisiront ! Camarades, la volaille à plumer, cela n'a jamais eu d'autre signification.
Oui, Piette, nos perspectives s'éloignent. Alors, sommes-nous si pressés de nous déterminer ?
Il y a eu deux motions, celle signée par Guy Mollet -il n'est pas le seul, mais pour simplifier je dis cela-, celle de Pierre Mauroy, celle de Savary également, qui nous propose la reprise du dialogue public avec le Parti Communiste. J'aimerais bien savoir ce qu'on en espère dans le moment actuel. La nouvelle constatation d'un désaccord fondamental ? Enfin, quand même ! Nous voulons garder nos conceptions en matière de démocratie, de politique étrangère, singulièrement européenne, et ces camarades partisans du dialogue affirment qu'ils seront intransigeants sur un certain nombre de points !
Je lis sur la motion 2 : "Nous n'admettrons jamais la vacance de la démocratie, et

nous ne renoncerons jamais à la possibilité d'être désavoués par le suffrage universel."
Alors, si nous reprenons le dialogue, et si nous butons encore sur ces points de désaccord, quel effet, voulez-vous me le dire, aura devant l'opinion dans deux mois, dans trois mois, la constatation d'un nouveau désaccord ?
(Applaudissements)
A quoi bon, à quoi bon annoncer à grand fracas les mérites de l'unité, si c'est pour constater une nouvelle fois qu'il n'y a pas entre nous de gouvernement commun possible ?
Nous nous serons fait encore une fois plus de mal que de bien !
Et puis, nous n'avons pas été seuls à réclamer l'unité. Le PSU, les conventionnels, qui ne sont pas venus chez nous, tous ceux là risquent de faire chorus, et voilà vis-à-vis du Parti Communiste une surenchère qui risque de nous mener loin. Je n'en augure personnellement rien de bon dans l'état actuel des choses.
Je pense que, loin de peser sur l'évolution nécessaire du Parti Communiste, nous allons apparaître aux yeux de l'opinion et des militants Communistes comme absolvant son attitude de cette dernière semaine.
Non, rien ne presse, camarades. C'était il y a deux ans, un an, six mois, qu'il fallait se presser, alors que les échéances étaient immédiatement devant nous. Désormais, nous avons le temps.
S'agissant des échéances électorales, aucun vote n'appelle des nécessaires alliances. Permettez-moi d'observer tout de même que les législatives sont en 1973 seulement, c'est-à-dire dans quatre ans, que dans un an il y aura les cantonales et dans deux ans les municipales ; peu de motions les évoquent, et cela vaut pourtant qu'on y réfléchisse.
J'ai lu certaines déclarations dans la presse ; je ne veux pas les prêter aux camarades auxquels on les prête ; on m'en a tellement prêté à moi aussi que maintenant, quand je lis un journal et qu'on me dit "untel a dit cela", a priori je pense qu'il a probablement dit le contraire ; cela nous arrive à tous. Enfin j'ai vu qu'on disait : la tactique unitaire doit faire en sorte que toutes les alliances aillent dans le même sens.
Je voudrais vous dire qu'en Creuse, cela ne me gène pas tellement. Nous avons une majorité de gauche au Conseil général, nous avons des alliances de gauche depuis 1964, depuis les cantonales, c'est-à-dire un peu avant beaucoup de gens. Mais je pense aux autres, je pense à l'ensemble de la France. Nous avons beaucoup de municipalités avec des alliances qui ne sont pas seulement des alliances avec le Parti Communiste.
Nous avons beaucoup de municipalités avec des alliances avec ceux que le Parti Communiste, lorsqu'il se sert de leurs voix, appelle les autres Républicains, mais que nous baptisons centristes entre nous pour les répudier. C'est assez curieux !
Allons-nous délibérément sacrifier nos municipalités ? A raisonner ainsi, me dira-t-on, on fait de l'électoralisme. Mais le Parti, camarades, n'est pas fait que de militants, il est fait d'élus, il est fait de bastions municipaux et départementaux. Là où cela n'existe plus, où en est le Parti ?

Fondation Jean-Jaurès

Un exemple, la région parisienne. Nous n'avons plus guère d'élus ; nous avons quelques municipalités, peu d'ailleurs, en accord généralement avec le Parti Communiste. Nous avons un siège de député quand le Parti Communiste le veut Bien, ainsi en 1967. Nous avons des militants valeureux, mais rares.
Est-ce cela que l'on veut réserver au Parti ? Est-ce que nous voulons nous retrouver partout dans la situation de la Région Parisienne ?
C'est à cela, camarades, que l'exclusive des alliances dans le moment présent nous conduit, et disant cela, croyez bien que nous ne surestimons pas la portée des accords politiques entre le Parti Socialiste et la Gauche libérale. Néanmoins nous pensons que de tels accords sont possibles et nécessaires, notamment quand il s'agit de lutter pour la démocratie politique, pour l'administration démocratique sur le plan local et départemental, ainsi que pour l'unification européenne.
Troisième force, direz-vous. Ah ! Voilà le mot lâché. Figurez-vous que sous la troisième force, je n'étais point député, encore moins ministre. J'aimerais bien que tous ceux dans l'ancien Parti, ou dans toutes les formations qui composent le nouveau Parti, qui ont eu à ce moment là des responsabilités aient toujours et tous le courage de leurs actes de ce moment là ! Car on en parle allègrement en se servant souvent de la propagande du Parti Communiste et du Parti Gaulliste pour dire : "cette troisième force abominable" ! Abominable entre eux, oui. L'un était à l'époque Stalinien, l'autre essayait de s'emparer du pouvoir, c'est-à-dire que tous les deux se faisaient en quelque sorte complice pour s'emparer de la République, et alors une fois là, ne rien faire et rester pur, et crever sur place !
Camarades, non ! Il faut avoir le courage de dire qu'à l'époque c'était la seule chose possible !
(Applaudissements)
Prenez garde, camarades, de vous trouver devant une espèce de collusion semblable entre le Gaullisme et le Parti Communiste, avec toutefois cette différence que l'un des deux occupe le pouvoir, et que l'autre ne consentira à l'en chasser que s'il est assuré d'en occuper lui-même la place. Drôle d'alternative démocratique !
De grâce, camarades, ne nous enfermons pas dans cette alternative-là. Restons nous-mêmes. Oui, et sachons, face à l'événement - oh ! Nous venons de vivre un évènement, les choses ne sont pas encore transformées, mais le temps va les transformer -, sachons, face à l'événement qui peut à tout moment modifier les données actuelles, garder cette liberté d'appréciation et d'action. C'est la plus sûre garantie que nous ayons d'exister en tant que mouvement autonome.
La fédération de la Creuse a voté à cet égard une motion Elle a été unanime pour la voter Elle dit ceci :
Notre premier devoir est d'affermir l'existence de notre organisation et l'autonomie de nos actes.
D'abord, l'existence de notre organisation : nous avons défini nos statuts, et nous procéderons à la désignation de nos organismes directeurs.
Camarades, ce ne sera pas trop d'un certain nombre de mois pour mettre un peu d'ordre dans la maison, depuis le sommet jusqu'à la base, et en tenant compte

bien entendu de celle-ci.
Voyons, nous avons encore des situations, dans certaines fédérations, qui ne sont pas réglées, nous avons encore des collectifs bâtis comme ci, bâtis comme là. Le Parti n'existera vraiment que lorsque tout cela marchera ensemble. Ce n'est pas si facile que cela. Et il va y avoir une rude tâche.
Sortons du provisoire, nous avons six mois pour cela et réserver ensuite l'autonomie de notre pensée, de nos actes. Oui, il faut s'attacher à définir le programme fondamental. Tu as raison, Mauroy, de dire : les voies et moyens du Socialisme. Si nous ne voulons pas perpétuellement osciller entre l'opportunisme auprès du Pouvoir ou la logomachie révolutionnaire, il faut enfin que nous soyons capable de dire ce que nous faisons dans cette étape que d'aucuns appellent "transition", qui n'est pas le Socialisme totalement réalisé, mais la mesure de ce que nous pouvons faire dans la société actuelle, sans diminution du niveau de vie et en transformant les structures.
Alors, il faut le dire clairement, et nous serons crus, et nous aurons notre droit à l'autonomie et à la vie,
En tant qu'organisation socialiste, si nous se réussissons cela, nous n'avons pas trop de six mois, et jusqu'au début de l'année prochaine. Notebart fait à cet égard des propositions qui paraissent intéressantes pour mettre cela sur pied.
Toute autre démarche visant dès à présent à arrêter nos options politiques intérieures et internationales, à préjuger nos alliances, ne serait ni logique ni politique.
Je dis qu'elle ne serait pas logique... Enfin, vous voulez rouvrir un dialogue, mais vous n'avez pas encore fixé votre programme fondamental ! Alors, le dialogue, vous allez l'ouvrir sur quoi ? Sur les positions des autres ?
Commençons donc par définir nos positions à nous. Ensuite, nous verrons ceux qui les acceptent, ceux avec qui il est possible de faire un bout de chemin, et ceux qui le refusent. Cela me parait la seule attitude logique.
Et je dois dire qu'elle ne serait pas politique non plus, cette attitude, si nous voulions aller maintenant trop vite et trop loin, car, avant de déterminer dans quelles conditions nous allons cohabiter et agir avec d'autres - et avec lesquels ? - attachons-nous d'abord à faire vivre ensemble les courants internes de notre Parti, et à rapprocher autant qu'il est possible les divers mouvements qui se réclament de la démocratie socialiste.
Voilà, camarades, ce que nous proposons. Nous craignons que les démarches préférentielles ou les anathèmes jetés contre tel ou tel réduisent dangereusement la marge nécessaire à une action politique véritablement autonome, nous faisant courir ainsi un risque considérable de satellisation.
De surcroît, il est à craindre qu'une prise de position prématurée, et d'ailleurs sans utilité immédiate sur ce genre de problème, n'accentue nos divergences internes. Notre cohésion dépend de l'effort de compréhension que nous saurons consentir les uns vis-à-vis des autres,, Si trop de précipitation devait la faire échouer entre nous, comment espérer réussir demain avec d'autres.
Voilà, camarades. Je ne fais pas mystère des tendances qu'on m'attribue. On m'en attribue beaucoup plus que je n'en aie, à la vérité. Mais nous nous sommes

efforcés, dans ma fédération, d'aboutir à une solution qui soit conciliatrice, qui permette au Parti d'aller de l'avant. C'est, camarades, ce que nous vous proposons.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie le camarade Chandernagor qui a parlé 2 minutes de moins que son temps.
La parole est au dernier orateur de la matinée, Rougeron (Allier), pour 15 minutes.

George Rougeron (Allier)

Camarades,
J'aborde d'autant plus à l'aise ce débat, que, n'ayant signé aucune motion, je ne suis ici avec personne, contre personne. Et je voudrais seulement apporter, à l'effort commun de réflexion du Parti, une analyse de pensée à haute voix que je me suis faite moi-même souvent. Je souhaite simplement, vous la livrant, faire que dans cette journée où nous nous retrouvons, anciens et nouveaux, au lendemain d'une défaite sans précédent historique dans les annales du mouvement socialiste, nous espérions, car nous avons les uns et les autres la. conviction que, malgré la défaîte, le Socialisme demeure une grande espérance, et le seul choix entre ce qu'Alain Savary situait hier comme la société américaine, avec tous ses défauts et ses malformations, adaptée chez nous, et une société à l' échelle humaine, la société socialiste.
Cela implique pour nous, tout naturellement, de vouloir le Socialisme, et pour le vouloir, y préparer les esprits, et en préparer les conditions.
D'où, Camarades, la nécessité d'une analyse objective de l'état de chose actuel dans notre pays. Au lendemain des élections présidentielles, Chandernagor y faisait allusion, avec la tendance à la polarisation sur le "bipartisme, nous nous trouvons en présence, effectivement, d'une polarisation, mais qui est celle, non pas du bipartisme simplement, mais de la différenciation des nuances entre l'ordre établi et l'ordre instauré. Et le groupement, par cela même, conduit les nuances à se rallier à celle qui apparaît la plus solide, la plus forte, la plus capable de garantir le maintien et d'assurer le développement de leur philosophie». C'est l'enseignement de l'élection présidentielle.
Le mouvement, par contre, conduit également au désir de regroupement, d'union, pour davantage d'efficacité, de ceux qui aspirent à changer l'ordre établi ; ou bien, ceux encore qui apparaissent incertains, ou insuffisants, ou susceptibles d'entraver le regroupement, se trouvent, par le fait même, dans une position d'isolement.

Le président - Je m'excuse, Rougeron, Je demanderai aux camarades qui estime ne pas devoir participer au débat de sortir et de ne pas gêner le déroulement du débat.
(Applaudissements)
C'est aussi, là, d'autres phénomènes de là récente élection présidentielle et de ses

Fondation Jean Jaurès

suites. Si, camarades, comme nous en sommes tous convaincus, la nécessité du Socialisme s'impose et demeure pour nous un article de foi, cela nous amène à nous poser le problème de savoir de quelle manière et avec qui. Nous ne pouvons toujours, encore maintenant, aller au Socialisme tous seuls. Nous sommes donc amenés à définir ceux avec qui nous le souhaitons ou nous le pouvons. Et ce sont tout naturellement, semble-t-il, ceux qui, comme nous, veulent aller au Socialisme, également ceux qui ne le redoutent pas, et qui n'ont aucune raison de le redouter. Les premiers ? Eh bien, ce sont ceux de là famille marxiste. Les autres, ce sont ceux qui, pour des raisons souvent élevées, d'ordre moral, sentent la nécessité du Socialisme, même confusément, et le veulent.
Cette analyse nous amène immédiatement à poser le problème - il a été fait par des camarades qui m'ont précédé des rapports avec les communistes.
Depuis bientôt 50 ans, eux et nous sommes des frères séparés. Il ne faut pas oublier que nous sommes issus de la même famille, que nous avons en commun le même héritage de pensées, et que dans cette période où la tendance se développe avec humanisme chez les uns, avec rencontre chez les autres, c'est à regrouper la famille séparée à quoi il faut penser, si l'on veut marcher au Socialisme.
Séparés, bien sûr, par des raisons profondes, impérieuses, qui ont été celles de la scission de Tours ; séparés aussi pour des polémiques trop souvent acerbes, injustes et douloureuses ; séparés également, et c'est plus sérieux, par des questions d'ordre fondamentales, et sur lesquelles le débat doit aller au fond.
Ce sont les problèmes de la démocratie dans l'organisation, dans les organisations du Socialisme. Ce sont les problèmes de la démocratie dans l'état socialiste. Ce sont les problèmes de l'indépendance dans l'internationalisme des organisations et des états socialistes.
Et c'est là où je pense qu'il faudra que nous fassions nous-mêmes l'effort de réflexion en ce qui concerne tout particulièrement celui de la démocratie.
Est-ce que, camarades, la démocratie du Socialisme doit être nécessairement identique à la notion impersonnelle de démocratie applicable à toutes les sociétés ? Est-ce que la démocratie socialiste n'inscrira pas au contraire des formes nouvelles de participation, de participation dans le loyalisme à l'égard de l'Etat et de là société socialiste, où tous, sans exclusive, pourront avoir leur place, seulement, pour les perfectionner, et non pas pour les détruire ?
J'imagine que le Parti, un jour, aura à cœur de se posera lui-même la conception de la démocratie, pas de n'importe quelle démocratie, de la démocratie dans la société, dans l'état socialiste- ce n'est pas la même chose que l'autre.
Et puis, il y a celui de l'indépendance dans l'internationalisme, et l'affaire de Tchécoslovaquie en a renouvelé l'actualité. Nous devons dire clairement que l'internationalisme ne peut se mesurer pour nous essentiellement à l'égard des rapports avec l'Union Soviétique, mais à l'égard de l'intérêt du groupement ouvrier et socialiste tout entier, et à l'égard du droit pour chaque parti ou chaque état socialiste de déterminer librement sa ligne politique dans ses propres affaires, ce qui, bien entendu, n' exclut point les concertations fraternelles entre ceux qui se situent sur les mêmes plateformes. Et c'est pourquoi le Parti à bien

fait de poser ces problèmes.
L'intérêt même de la marche au Socialisme appelle les clarifications nécessaires, mais pour que les clarifications puissent se faire, il faut nécessairement converser. Le débat public est une bonne chose, les rencontres privées ne sont pas une mauvaise chose. Il me souvient que voilà 4 ans, à Lyon, au cours de la semaine d'études marxistes, nous nous étions rencontrés à la même tribune, Bernardin, Georges Cogniot et moi-même, et nous n'avions pas eu l'impression que tellement de choses nous séparaient, J'ai eu hier l'heureuse surprise de serrer la main de Bernardin ; nous nous retrouvons aujourd'hui dans le même Parti. C'est cela l'utilité de la conversation et l'utilité des colloques, et rien n'est à négliger si on veut aller de l'avant dans la marche au Socialisme. Pour celle-ci, nous sommes bien amènes à une constatation : c'est que dans l'esprit de cette perspective, le Parti Communiste ne peut rien sans les socialistes, et il ne doit pas l'oublier ; le Parti Socialiste, lui, demeure impuissant sans les communistes. Et ce défaut du concours des masses ouvrières et paysannes qui les accompagnent depuis un demi-siècle et, malgré maintes épreuves, lui sont demeurées fidèles.
Alors, camarades, je n'insiste pas autrement, je ne veux pas abuser de mon temps, c'est de la réflexion collective que nous ferons dans ce domaine en particulier que sera fait l'avenir, non seulement du Parti, mais aussi du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je voudrais rappeler deux choses :
La première, c'est que si nous avons pris du retard ce matin, c'est en raison de l'importance des statuts. Et la seconde, c'est que le débat s'est effectué dans un esprit d'ouverture, de novation et de clarté dont je crois que nous devons nous féliciter.
La séance reprendra à 15 heures.
La séance est suspendue.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national constitutif des 11, 12 et 13 juillet 1969 (2ème session)
Issy-les-Moulineaux

Séance du vendredi 12 juillet 1969 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Bernardin, Rhône, assisté de :
Parent, Essonne, Lucie Feraudi, Hérault, Sarre, Paris, Chalet, Loiret et Chaminade, Haute-Vienne.

Le président (Bernardin)
Camarades, je vous invite à prendre place le plus rapidement possible, nous

Fondation Jean Jaurès

allons commencer par Deneker, de la Corrèze, 4 minutes.

Deneker

Mes chers camarades, j'ai écouté ce matin avec un très grand intérêt l'intervention de notre camarade Chandernagor, d'autant plus qu'elle était pleine d'habileté, d'adresse et d'intelligence. Mais je tiens à commencer mon propos en faisant ressortir combien la politique qui nous était ainsi proposée sous une façade ravalée, et sans doute modernisée, était dans une certaine mesure le retour à une politique qui a déjà été expérimentée depuis de nombreuses années dans le mouvement ouvrier français et qui a abouti aux tristes résultats que nous avons connus lors de l'élection présidentielle du 1er juin dernier.

(Applaudissements)

On nous propose de construire une maison nouvelle et de laisser de côté le problème des alliances. C'est vrai, camarades, que nous sommes réunis aujourd'hui pour faire ce Parti, mais il est vrai aussi que faire un Parti Socialiste suppose au départ un certain nombre d'exigences et que l'on ne pourrait pas construire une nouvelle force socialiste dans ce pays sans dire une fois pour toutes que cette force irait dans le sens du Socialisme et donc, ce qui est logique, la recherche de tout ce qui peut unir les courants encore divisés du Socialisme français.

Aussi, je crois que ce congrès d'Issy les Moulineaux n'est qu'une première étape, et c'est une étape pourtant essentielle dans le chemin du Socialisme.

Il s'agit, en effet, d'effacer ce qui s'est passé à Alfortville, mais non seulement cela, il s'agit surtout d'être un point de départ vers la reconstruction de la Gauche, vers ce nécessaire redressement que de très nombreux travailleurs et la jeunesse de notre pays attendent de nous et je crois qu'il faut éviter de trop se gargariser de mots qui pourraient apparaitre comme des remèdes miracles.

On parle beaucoup de l'unité, on parle beaucoup de renouveau, on parle beaucoup de la base ; je crois que notre devoir est d'essayer de donner un contenu réel au niveau de la pensée et de l'action à ces termes à la mode et que nous voudrions par ailleurs bien appliquer.

Ce redressement, nous le voulons, c'est un travail en profondeur et je voudrais essayer très rapidement de vous dire dans quel esprit je le conçois.

Il s'agit, certes, de nous préparer amener les luttes électorales de demain, ceci est fort important, mais il faut savoir aussi que construire un Parti Socialiste aujourd'hui, ce n'est pas uniquement se diriger vers une action essentiellement électorale, c'est aussi savoir que l'action politique de la Gauche aujourd'hui se déroule parallèlement sur un autre terrain qui est celui des luttes socio-économiques où, hélas, la Gauche non communiste, en France, a fait la triste démonstration en mai 1968 qu'elle n'avait plus toujours la possibilité d'être présente.

Il faut se battre sur le terrain où le capitalisme moderne en France essaie de marquer des points et essaie de transformer la société à son profit.

Il y a des domaines comme celui de l'urbanisme, dans l'extension des villes, le problème de la concentration industrielle, le problème du monopole culturel que

l'on tente d'exercer sur la jeunesse, dans lesquels il faudrait essayer d'affirmer une présence et mener une action.
Et puis, nous avons à définir ce projet de société socialiste...

Le président - Il faut conclure.

Deneker - … que nous devrons présenter demain à la jeunesse pour la convaincra de participer à notre combat.
Je voudrais dire un mot, je demande une minute de plus… sur le dialogue qui doit s'engager. Ce dialogue, je crois qu'il faut en admettre le principe, mais il faut aussi avoir la sagesse de le préparer. On ne va pas demain, mardi ou mercredi prochain ouvrir le dialogue avec le Parti Communiste ou PSU. Pourquoi faire ? Pour discuter de Prague, pour discuter de ce qui s'est passé au Congrès de Tours ? Non, ce ne serait pas sérieux. Nous avons besoin d'élaborer des propositions sur ce modèle de société socialiste moderne que nous voulons construire et pour ce faire je vous propose le processus suivant :
- Le Comité directeur pourrait envisager fin août début septembre, un séminaire de travail de 2 ou 3 jours au cours duquel serait élaborée une proposition ; cette proposition serait transmise à la base dans les fédérations et les sections, afin d'ouvrir un large débat qui aboutirait à la fin de l'année 1969 à un Congrès, et c'est ce Congrès qui définirait sur le plan du programme fondamental nos grandes options.
C'est à partir de ce Congrès que nous pourrions, sur quelque chose de sérieux, ouvrir le débat avec le PC...

Le président - Je te demande de terminer.

Deneker -... Je dirai que je verse aussi trois propositions à la Commission des résolutions. Je crois qu'il faudrait que ce Congrès, vis-à-vis de l'opinion, marque, et je propose trois appels en direction des masses.
Un premier appel affirmant notre volonté de ne pas revenir et définitivement aux alliances centristes de jadis. D'autre part, affirmer notre rénovation, dire dans quel sens nous voulons poursuivre le dialogue avec les forces de gauche et, enfin, un troisième appel sur les problèmes plus spécialement d'actualité, montrant le souci qu'aura le Parti Socialiste dès la rentrée d'affirmer sa participation aux luttes économiques et sociales qui vont probablement s'ouvrir, en même temps que sa volonté de tendre des liens de plus en plus étroits avec toutes les forces actives qui participeront à ce combat parce que, camarades, si nous voulons aller vers la société socialiste de demain, nous devons essayer d'unir dans l'action toutes les forces susceptibles de participer à ce combat.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je la donne à un représentant du Lot qui a demandé à présenter une motion d'ordre.
Je préviens les prochains orateurs que je vais devenir très rigoureux pour le

temps accordé et en contre partie je demande à la salle de se montrer attentive.

Un délégué du Lot - Mes chers camarades, les délégués de la fédération du Lot font la proposition suivante au Congrès pour la suite des débats : afin de réduire le nombre des orateurs, dont les exposés se recoupent souvent, ils proposent qu'ait lieu sans retard une concertation par tendances, afin qu'un seul orateur prenne la parole au nom de celles ci.
(Applaudissements)
Nous ne voulons pas encore cet après-midi ingurgiter sur la digestion des laïus, au demeurant fort bien bâtis, mais lassants. On n'a qu'à remarquer que le bar est très bien fourni en ce moment et que les discussions dans les travées portent sur toute autre chose que le Socialisme pour s'en convaincre !
Nous n'avons pas fait des centaines de kilomètres pour seulement écouter au théâtre, nous voudrions participer à la pièce activement, et, pour nous, la vraie reconstruction du Parti Socialiste sera faite quand nous aurons élu l'organisme de direction. Nous ne voulons pas restaurer un Socialisme de notables, nous sommes nombreux ici…
(Protestations).

Le président - Je demande à l'orateur d'abréger et de formuler sa proposition !

Le délégué du Lot - … nous sommes nombreux ici à attendre cet événement car nos camarades de la base, les jeunes, les nouveaux adhérents écœurés par les récents grenouillages politiques veulent du neuf.
(Quelques applaudissements et protestations).

Le président - Formule ta proposition d'une manière précise, c'est une motion d'ordre, ce n'est pas une intervention de débat général !

Le délégué du Lot - Nous voulons le faire à tête reposée et non pas dans la précipitation...

Un délégué - C'est une intervention regrettable !

Le délégué du Lot - Nous sommes là pour vous lancer un appel...

Un délégué - Mais pas d'injures !

Le délégué du Lot - Il n'y en a pas. Nous sommes là...

Le président - Je demande à la salle de ne pas polémiquer et à l'orateur de faire sa proposition de manière précise.

Le délégué du Lot - Nous sommes là pour lancer un appel à vous, le sommet des appareils, que vous soyez ici ou ailleurs, nous vous crions qu'il est grand temps,

Fondation Jean Jaurès

dans l'intérêt de l'idéal socialiste, de permettre le renouvellement total des équipes, nous ne comprenons pas nous les sans grade justement...

Le président - Je pense que tu as terminé ta proposition. Tu as abusé de notre confiance en présentant une motion d'ordre, avais tu dis, alors que cela n'en est pas une. Ce n'est pas sérieux de perturber les débats en venant bouleverser l'ordre des orateurs…

Le délégué du Lot - Nous demandons le vote sur la motion d'ordre !

Dans la Salle - Saboteur !
Provocateur et saboteur !

Le délégué du Lot - Nous demandons une concertation, c'est tout.

Ernest Cazelles - La fédération du Lot, mes chers camarades, a demandé à la commission d'organisation d'intervenir pour 2 minutes pour une motion d'ordre ; si j'ai bien compris, sa motion d'ordre, c'était uniquement pour demander à des courants de pensée de s'exprimer par une ou plusieurs personnes.
Alors, je m'excuse, mais hier soir, la Conférence des orateurs, avec la Commission responsable de l'organisation du Congrès, ont pris une décision : un ordre de parole a été établi et je demande donc que l'on repousse la motion d'ordre qui est présentée, car il suffirait que 30 fédérations sous couvert de motion d'ordre pour venir exposer les problèmes politiques à la tribune !
(Applaudissements)

Le président - Je mets aux voix la motion d'ordre proposée par le Lot : que ceux qui en sont partisans le manifestent en levant la main ? Epreuve contraire ?
Abstentions ?
La motion d'ordre est repoussée.
La parole est à Bernard, ensuite à Intherman du Val d'Oise.
Bernard n'est pas là ? La parole est à Intherman.

Intherman

Une finalité, une réalité, un tracé pour aller de la réalité politique de notre pays à la finalité socialiste qui est la raison d'être de notre parti, tels sont les trois points de notre propos.
Une finalité, c'est la déclaration de principes acceptée par tous les militants et qui définit notre but à long terme.
Notre congrès est réuni non pour donner le but sur lequel nous sommes tous d'accord, mais pour choisir le meilleur moyen d'aller vers ce but, de nous approcher de ce but. Nous devons établir une orientation politique à plus court terme, une orientation politique qui doit, à notre avis, remplir deux conditions :
Première condition : correspondre à l'idéal démocrate socialiste,
Deuxième condition : partir des réalités de notre pays.

Cercle Fondation Jean-Jaurès

Et c'est sur ces réalités, notre second point, que nous devons nous arrêter avant de proposer un tracé pour aller de la réalité à la finalité.
La réalité, c'est d'abord l'élection présidentielle; l'élection présidentielle constitue désormais l'acte par lequel passe, ou ne passe pas, la chance du Socialisme ou, pour être plus réaliste, les possibilités d'orienter notre pays dans la voie des réformes, de réformes allant dans le sens du Socialisme.
Dans cette élection, ne restent en présence que les deux candidats arrivés en tête ; il faut donc se préparer à présenter à l'électeur avec une vocation majoritaire, cohérente et positive.
C'est vrai aussi pour les élections législatives où le citoyen veut choisir entre des solutions de gouvernement. Or, notre pourcentage de voix socialistes se situe normalement depuis bientôt vingt ans, entre 12 et 15% des voix, c'est le chiffre des élections législatives où le poids personnel des candidats souvent implantés, appréciés localement joue en notre faveur et rehausse le nombre de nos voix.
Aux élections présidentielles dernières, nos électeurs ont estimé dans leur majorité qu'une candidature socialisée, même excellente, mais sans ouverture vers un côté ou un autre, n'était pas crédible.
Une première conclusion, une première réalité s'imposa donc : le Parti Socialiste ne peut plus se présenter seul, il doit donc s'ouvrir et élargir sa surface politique, voire susciter un regroupement.
Peut-être nous reprochera t'on d'accorder une trop grande importante aux résultats électoraux, mais à cette objection, nous ferons une double réponse :
1) Dans une démocratie, un parti politique a pour objectif de gagner des élections et pas de les perdre. D'ailleurs, la déclaration de principes précise, et je cite, que la construction d'une société de caractère socialiste passe par la voie démocratique. C'est donc bien qu'il faut gagner des élections et que nos propos sont en conformité idéologique avec notre doctrine.
2) Les réalités politiques reflètent les réalités sociologiques et si notre électorat est peu important, c'est que notre politique est déphasée par rapport aux réalités profondes du pays. Le Parti ne doit donc pas se replier sur lui même et s'enfermer dans le dogmatisme.
La deuxième réalité ne concerne non plus le parti tout seul, mais la Gauche prise dans son ensemble.
En effet, la Gauche, même unie, est très minoritaire dans le pays ; en 1965, en plein élan de la Gauche unie, François Mitterrand, alors moins décrié qu'aujourd'hui, a obtenu tout juste un tiers des voix après avoir axer toute sa campagne électorale sur le fait qu'il était le candidat unique de la Gauche.
Au second tour, il a été battu malgré l'appui de circonstance contre de Gaulle d'électeurs anti gaullistes qui, depuis, se sont replacés à droite.
Car les voix de l'extrême gauche ont une double caractéristique : elles sont importantes, ce qui compte pour le premier tour, elles ne sont pas extensibles, ce qui joue contre le second tour.
Si nous allions au bipartisme, à l'alternative gauche-droite, face à une zone où le Parti Communiste aurait une part déterminante, la Droite garderait pour elle seule l'exercice du pouvoir, sauf à prévoir l'élargissement de la majorité jusqu'à

Collection Jean Poperen

certains hommes de gauche, ce qui n'est pas prévisible pour le moment. La droite au pouvoir serait libre de faire une politique conservatrice, puisqu'elle n'aurait rien à craindre d'une gauche très minoritaire.
Si André Malraux et d'autres ont souhaité ne trouver que le Parti Communiste en face d'eux, c'est bien que la Droite y a avantage !
L'accepter, c'est donc faire l'affaire de la Droite. En fait, un Français sur 3 votes pour l'union de la Gauche, 2 Français sur 3 votent contre.
Troisième réalité, au sein de la Gauche, le rapport des forces est défavorable à la Gauche démocratique. Dans toutes les élections récentes, en 1968, la Gauche démocratique a fait, en ajoutant les voix radicales et P.S.U, moins de voix que le Parti Communiste, sauf en 1968 car, suite aux événements de Mai, le réflexe de peur a joué plus contre les communistes, jugé plus dangereux, que contre les socialistes. Mais, personne ne prétendra qu'on peut bâtir une analyse à partir des circonstances exceptionnelles de Mai 1968, puisque justement elles étaient exceptionnelles.
Dans toutes les autres élections, nous sommes arrivés derrière les communistes, même en 1967, au temps de la FGDS, où nous avions le concours des radicaux, ces centristes que certains oseraient rejeter aujourd'hui à droite ; la FGDS, a obtenu un peu plus de 19% des suffrages alors que le Parti Communiste en avait 22,5%, Nous n'avons donc jamais été réellement en mesure d'obliger le Parti Communiste à nous faire des concessions.
Aujourd'hui, après les élections présidentielles, nous sommes encore moins en mesure de contraindre le Parti Communiste à évoluer.
A cet égard, nous voudrions poser une autre question s notre orientation doit correspondre à des réalités mais aussi à notre idéal et est-ce que l'union de la Gauche avec le Parti Communiste est compatible avec notre idéal, en dehors de toute considération de réalisme politique.
Sur le plan d'abord de la démocratie et des libertés, chacun sait qu'un vaste désaccord profond et presque absolu nous sépare du Parti Communiste.
Sur le plan de l'indépendance, par rapport à l'étranger, il nous faut rappeler l'absence de toute réaction de la Direction du Parti Communiste contre les Groupements progressistes en Tchécoslovaquie par des hommes au service de l'URSS.
En ce qui concerne la politique étrangère, en général, la construction européenne nous apparaît, à nous socialistes, seule en mesure de soustraire notre continent à l'influence des 2 Grands. Là encore, l'attitude du Parti Communiste est à l'opposé de la nôtre.
Surtout, enfin, nous l'avons vu, sur le plan du rapport des forces, nous ne sommes pas en mesure, actuellement de contraindre le Parti Communiste à évoluer.
Pourquoi alors discuter avec les seuls communistes et pas avec les centristes dont nous avons soutenu le candidat à l'Elysée ?
(Protestations diverses).
On nous dit que les centristes sont nombreux à se rallier à Pompidou. Nous répondrons que les communistes l'ont fait élire !

(Applaudissements).
De plus, prendre prétexte que certains centristes se rallient à la majorité pour ne discuter qu'avec le Parti Communiste, n'est-ce pas agir de façon à pousser les autres centristes à se rallier, eux aussi, dans l'immédiat restés fidèles à notre idéal ?
Pour rester fidèle, il faut chercher une autre voie ! Pour quelques-uns, c'est instaurer une société socialiste ou du moins vouloir instaurer tout de suite. Mais le parti peut-il se présenter au pays sous l'aspect d'un Socialisme pur et dur ?
Le PSU a essayé, il n'a jamais dépassé 5% des voix.
Dans les autres pays industrialisés : Allemagne, Suède, Scandinavie en général, qui se situe à un niveau de développement comparable au nôtre, les partis socialistes sont puissants parce qu'ils se sont orientés dans une voie différente : celle des réformes progressives.
C'est pour cela qu'on voit mal que la France, pays industrialisé, resterait le seul où les socialistes se refuseraient à entrer dans la voie des réformes progressives, d'autant plus que notre pays, en raison de ses racines paysannes est encore parfois plus modéré que les pays voisins !
Il est impossible d'instaurer du jour au lendemain une société socialiste en France, et si le Parti s'engageait dans une voie aussi illusoire, le Socialisme n'aurait aucune chance car la Droite demeurerait au pouvoir. La France est modérée, on ne peut être, dans notre pays, réformateur que progressivement...
(Protestations diverses).

Le président - Je demande à la salle de laisser parler l'orateur. Il a droit à 15 minutes, il a le droit d'exprimer ce qu'il veut et, par conséquent, il bénéficie de son temps de parole intégralement.

Hintermann - Le Socialisme ne peut se construire que par étapes. Le mieux, est, dans le cas du Socialisme aussi l'ennemi du bien.
Une réalité, nous avons donc tenté de la cerner ; une finalité : le Socialisme.
Il nous reste à proposer en conclusion le tracé pour aller de la réalité de notre pays à la finalité socialiste;
Nous proposons la création d'un mouvement démocrate-socialiste, qui soit socialiste dans sa finalité, et réformateur dans sa politique.
Il n'est pas question pour nous de centrisme ; il ne s'agit pas non plus d'abandonner notre personnalité socialiste. A cet égard, il nous faut attirer la jeunesse. Or, les jeunes éprouvent un double besoin qui peut paraître contradictoire : d'une part, un besoin d'idéalisme, de pur et de dégagé de tout matérialisme, qui s'est manifesté au moment de Mai ; d'autre part, un besoin de résultats immédiats et concrets, qui trouve son origine dans notre civilisation technique où le progrès va si vite qu'un produit est parfois dépassé, le temps de le fabriquer en série.
Il nous appartient donc de concilier ce besoin d'idéal absolu et cet autre besoin de réalisation immédiate.
Nous pouvons le faire par un programme à moyen terme, accordant l'idéologie à

Fondation Jean Jaurès

long terme et la politique à court.
Notre projet est de compléter la déclaration de principe par un programme à caractère socialiste axé sur la démocratie, la justice sociale, le développement économique du pays et l'unification européenne.
Et c'est sur la base de ces options que le mouvement démocrate-socialiste doit s'ouvrir à un regroupement des hommes de progrès et cette force nouvelle serait la solution de rechange au pouvoir ; elle serait en mesure, mieux qu'un parti dogmatique pur et dur de peser sur les choix du pouvoir et sur ceux du Parti Communiste.
Cette force nouvelle ferait non seulement le plein des suffrages des formations réformatrices traditionnelles, ce qui la met déjà devant le PC, mais elle attirerait de nombreux électeurs de notre ère industrielle et technologique. Elle permettra, grâce à un rapport de force, face au Parti Communiste, d'ouvrir une nouvelle période de réformes comme en 1936 et en 1946 lorsque, souvenons-nous en, la puissance du Parti Communiste était équilibrée par la force supérieure des mouvements démocratiques, mouvements démocratiques qui comprenaient, en 1936, les radicaux, qui étaient bien les centristes d'alors.
Pour nous, le choix est clair ou nous faisons un petit Parti Socialiste, dogmatique, qui peut faire l'union de la Gauche avec le Parti Communiste, et la Droite reste au Pouvoir, où nous créons un mouvement démocrate-socialiste, ouvert à un regroupement des hommes de progrès, sur la base de grandes options, en attendant la naissance du Socialisme, et nous aurons des chances d'orienter notre pays demain dans la voie que nous souhaitons.
En conclusion, je dirais une phrase que nous avons choisi cette solution parce que nous croyons que le Socialisme se fonde non seulement dans l'abstrait mais surtout dans le concret, c'est-à-dire dans son obligation progressive, par une politique de réforme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à de la fédération de l'Aude, qui aura vingt minutes. Je demande ensuite à Noël du Bas-Rhin, de se préparer à intervenir.
(Applaudissements)

Georges Guille

Camarades, un vieux, un très vieux militant peut-il encore, dans le nouveau Parti, s'exprimer librement sans trop heurter le Congrès national ? Nous allons le savoir ! (Applaudissements),
Je ne ferai pas de grandes phrases - je n'en ai d'ailleurs pas le temps - et je n'épiloguerai pas ; ce serait peut-être désagréable et probablement inutile.
Mais, nous sommes devant une situation précise, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas très reluisante.
Comment en sortir ? C'est toute la question. Le Parti nouveau, comment, en quoi et dans quelle mesure le sera-t-il ? Nous le verrons à l'usage beaucoup plus qu'à travers les textes.

Fondation Jean Jaurès

Que sa nouveauté apparaisse à travers des hommes, c'est normal et sans doute nécessaire. Mais si cette nouveauté devait se limiter à cela, ce serait vraiment peu de choses et ne justifierait pas si grand bruit.
Toute nouveauté, d'ailleurs, appelle comparaison. Elle n'est pas nécessairement bénéfique en soi ; elle peut être, selon les cas, meilleure ou pire que son précédent. Il s'agit donc de faire qu'elle soit meilleure et, pour cela, peut-être sera-t-on conduit parfois à revenir à des règles antérieures, fâcheusement abandonnées dans un passé plus ou moins récent.
Je voudrais dire simplement comment nous voyons les choses.
Il s'agit de faire ou de refaire un Parti ; il faut le faire parce qu'il n'existe pas ou qu'il n'existe plus, et il n'existe pas, notamment, parce qu'il en existe trop !
Chacun, aujourd'hui, veut avoir son Parti Socialiste à lui, à son petit usage personnel, comme d'autres une écurie de courses !… (applaudissements)… et chacun, bien entendu, de revendiquer à qui mieux mieux le monopole exclusif du Socialisme authentique ! Et chacun de multiplier les scissions en prônant l'unité, bien entendu !
Nous allons donc faire un parti. Ce sera un Parti Socialiste. Le Socialisme en est défini dans la déclaration de principe : il entend libérer l'homme et il fait dépendre cette libération humaine de l'abolition du régime capitaliste. C'est là son caractère distinctif et c'est dans ce sens qu'il est révolutionnaire.
Voilà qui est clair.
Et ce parti sera démocratique. Il pourrait apparaître superflu de le dire car il ne saurait y avoir, pour nous, de Socialisme qui ne soit pas démocratique.
(Applaudissements)
Les décisions y seront donc prises dans les sections et les fédérations par des assemblées régulièrement consultées, délibérant et se prononçant souverainement.
Bien.
Dès lors, quiconque se sent vraiment socialiste, quiconque se sent vraiment d'accord, d'une part avec la finalité du Socialisme et, d'autre part, avec la démocratie interne de l'organisation, peut et doit adhérer au Parti.
On ne voit pas pourquoi il ne le ferait pas, sauf pour des raisons inavouables.
Par contre, quiconque ne souscrit pas pleinement, sans réserve, à l'une ou à l'autre de ces deux conditions, ou aux deux à la fois, celui-là mieux vaut qu'il être en dehors car les mobiles de sa présence pourraient alors y être suspectables.
(Applaudissements)
Parti ouvert, parti ouvert donc, largement, très largement entrouvert, mais ouvert aux socialistes.
Ce parti, donc, déjà doté d'une déclaration de principe, vient de se donner, ce matin, des statuts nécessaires. Après quoi, naturellement, il devra élaborer le plus tôt possible son programme fondamental et aussi son programme d'action plus immédiate, mais il est évident qu'il ne peut pas le faire sérieusement au cours de ce Congrès, dans une hâte, dans une sorte d'improvisation hâtive et dangereuse. Il le fera donc dans les jours qui viennent, par la procédure

Fondation Jean Jaurès

démocratique et les militants décideront à l'unanimité ou à la majorité, dans un autre Congrès national. Après quoi j'espère que cette décision prise s'imposera rigoureusement à tout le monde, sans exception, jusqu'à nouvelle délibération, ou alors mieux vaut le dire tout de suite ; ce n'est pas la peine de faire un parti : faisons un cercle, ou une amicale !

Il ne semble pas qu'il puisse y avoir de grandes divergences sur ce pointe Mais, il est vrai aussi que le Congrès, par contre, doit, dès aujourd'hui alors, marquer, préciser certaines options fondamentales si tant est, comme on le dit, comme je l'ai lu et comme j'ai cru le comprendre en écoutant l'orateur précédent, lorsque je suis rentré dans cette salle, si tant est qu'il puisse y avoir quelques équivoques à ce sujet ! En y associant une union de la Gauche il paraît que c'est ainsi que les choses se présenteraient ! On me permettra de demander pourquoi et de m'en étonner !

Comment des socialistes se fixant pour but l'abolition du régime capitaliste, qu'ils condamnent dans sa nature, dans son essence, dans ses moyens, pourraient-ils envisager de se lier durablement, a fortiori organiquement, pour appliquer une politique commune avec des gens et des formations dont l'objectif est tout autre que celui-là ?

(Applaudissements)

Certes, j'entends bien qu'en telle ou telle circonstance particulière ou exceptionnelle, pour faire face à un péril commun, nos efforts et notre action puissante même doivent coïncider.

J'estime par exemple qu'au cours de ces dernières élections présidentielles, il fallait voter Poher, moins pour Poher que contre Pompidou, et je ne voudrais pas être à la place des hommes de gauche qui, au second tour, ne l'ont pas fait, parce que leur responsabilité restera lourde.

(Applaudissements)

Mais ceci est une chose, et l'alliance, la coalition, voire la fusion pour une politique gouvernementale commune en est une autre.

Je n'évoquerai qu'en passant le tort qu'ont pu nous faire de trop nombreuses et trop longues participations gouvernementales sous la IVème République, quelque justification.

(Applaudissements)

Chandernagor, qu'en puisse, et c'est vrai, fournir la situation et le contexte politique du moment et l'action combinée du RPF d'alors et du Parti Communiste. Le tort, dis-je, que ces longues participations ont pu faire au parti, je n'en prendrai à témoin que ceux qui s'y opposèrent alors obstinément et pourraient en parler aujourd'hui avec plus d'autorité sans doute que certains professeurs de vertu récemment révélés, que l'on trouvait à cette époque dans les gouvernements les plus réactionnaires de la 4e. Passons !

(Applaudissements)

Passons ! Mais il me paraît évident que, si elle lui était proposée, le parti devrait répudier nettement toute option d'alliance centriste.

(Applaudissement)

La vocation du Parti Socialiste est à gauche, son choix ne peut être que la

Fondation Jean Jaurès

recherche de l'entente, de l'union, de l'unité de la Gauche.
(Applaudissements)
Oh ! Non point une recherche aveugle ou résignée, complexée et inconditionnelle ! Nous savons bien, avec Hinterman, toutes les raisons qui nous opposent au Parti Communiste "Nous le savons depuis plus longtemps qu'aujourd'hui". Est-ce une raison pour se résigner éternellement à la division de la classe ouvrière ?
(Applaudissements)
Non pas une recherche aveugle ou résignée, complexe et inconditionnelle, mais une recherche sincère lucide, prudente et obstinée autant qu'intransigeante sur les principes fondamentaux.
Que l'attitude, que le comportement des uns ou des autres, de divers autres d'ailleurs, que leur comportement empêche ou retarde cette entente, que l'attitude du Parti Communiste, par exemple, dans l'affaire de Prague ou dans les élections présidentielles, la compliquent et en compromettent le succès, cela ne doit pas modifier notre objectif, auquel nous devons nous attacher sans pour autant rien renier, ni rien sacrifier de ce qui fait notre raison d'être.
Voilà, me semble-t-il, quelle doit être l'option du Parti Socialiste.
Je ne sais pas si, en définitive, le congrès sera placé devant ce choix, j'en doutais encore ce matin, depuis quelques minutes je n'en doute plus beaucoup. Eh bien, s'il devait l'être, j'espère et je crois qu'une très large majorité se dégagera dans le sens souhaitable et je le crois d'autant plus qu'une synthèse claire et positive entre le texte regroupé et rénové d'une part, et le texte fidélité aux principes et modernité dans l'action d'autre part, nous parait aussi facile que nécessaire.
(Applaudissements)
Parce que nous pensons que le Parti doit prendre son départ aujourd'hui sur une base majoritaire aussi large que possible et non ambigüe pour autant sur l'essentiel. C'est à cette synthèse qu'en ce qui nous concerne nous nous emploierons dans le concret, à la commission des résolutions, par notre action et par nos votes.
Car il s'agit de construire et de faire du solide. Les circonstances devraient nous le permettre. La situation de la France, au lendemain des élections législatives de 1968 et de l'élection présidentielle récente, et l'utilisation que la Droite et le Pouvoir ne manqueront pas d'en faire, croyez-le, nous en laisseront le temps. Ce n'est pas, de toute évidence, pour demain, qu'aussi bien avec la Gauche unie qu'avec je ne sais quel compromis centriste, nous serons confrontés avec les responsabilités du pouvoir et cela devrait au moins délivrer tout le monde ici de certaines préoccupations... (applaudissements)... Ce ne serait pas négligeable, croyez-moi !
Dès lors, ce temps qui s'offre à nous, à quoi d'autre pourrions-nous le consacrer qu'à faire un Parti ? Car le Parti doit être en cette affaire notre unique souci.
La première des urgences, la priorité des priorités, comme on dit, et rien ne doit pour un bon bout de temps nous en distraire, ce Parti laborieusement reconstruit, nous voulons espérer qu'il se situera, se définira, se déterminera lui-même, pour lui-même, et devant l'opinion, et non pas en fonction des autres, à l'intention des

autres, avec le perpétuel souci des autres.
Je veux dire que le Parti étant ouvert, grand ouvert, à quiconque se sent Socialiste et peut y trouver sa place à égalité avec tout le monde, nous ne saurions envisager dans l'avenir qu'à tout instant on nous demande, on exige de nous de l'extérieur, que nous en remettions en cause et le sigle et les principes et les structures, et je ne sais quoi encore. Si des modifications, des adaptations, des améliorations doivent être décidées, elles le seront de l'intérieur et démocratiquement et si des fusions... (applaudissements)... peut-être souhaitables doivent se faire, il faut que ce soit globalement, entre organisations constituées et non plus entre certains, en faisant d'abord table rase de tout pour repartir à zéro par des adhésions individuelles, faute de quoi à toujours vouloir démanteler les murs, au moment de poser la toiture vous vous condamneriez à loger éternellement sous les ponts.
(Applaudissements)
Le Parti n'est pas une fin en soi, il n'est que le moyen et l'instrument, encore faut-il que l'instrument soit bon et solide, encore faut-il par conséquent l'entretenir en bonne forme, en bon état.
Du neuf, tant que vous voudrez, à condition que ce ne soit pas du déraisonnable.
Le congrès s'est montré sage ce matin dans ses votes sur les statuts, sage de prévoir un Secrétaire général, ou un premier Secrétaire - je ne tiens pas au vocabulaire mais il en faut - sage de ne pas retenir des mesures trop rigoureuses et de ne pas enserrer le Parti dans un corset trop étroit d'obligations et d'interdictions qui risqueraient de le paralyser ou de l'étouffer.
Il y a des idées excellentes. Eh bien, il faut les appliquer quand c'est possible, et puis il y a les réalités de la vie dont il faut savoir tenir compte.
Au moment où nous faisons ce parti, veillons bien, sous prétexte de lui donner des ailes, de ne pas l'entraver sans sa marche en lui rivant des boulets aux chevilles, mais ce n'est pas là l'essentiel.
L'essentiel c'est qu'ensemble nous fassions ce Parti, et pas n'importe lequel. Un Parti Socialiste sans lequel il n'y aurait pas dans ce pays de démocratie politique, économique et sociale. Un parti fort, nombreux, structuré et discipliné, solidaire, uni, apte au combat, un Parti qui ne s'épuisera pas, j'espère, en querelles intérieures de personnes, en rivalités de clans ou de chapelles, un Parti capable d'imposer à tous une discipline stricte qui conditionne son efficacité et où chacun ne pourra pas cultiver à son gré sa publicité personnelle par d'incessantes... (applaudissements)… et fracassantes déclarations, sans se soucier de savoir si elles sont ou non conformes aux décisions prises en commun. Un Parti dont les sections vivantes se donneront pour tâche de recruter, d'éduquer, d'informer, d'organiser et de livrer le combat au lieu de discutailler sur le sexe des anges, un Parti dont les militants seront conscients qu'il est plus difficile mais plus méritoire, oh combien, de manifester le dynamisme dans l'action que de l'inscrire dans une motion, un Parti fier de lui-même et fier de sa mission, ayant tout autre chose à faire dans ses congrès qu'à étaler ses complexes en jérémiades déprimantes. Un Parti capable non seulement d'analyses et d’études savantes pour élites intellectuelles, mais aussi d'aller au

Fondation Jean Jaurès

peuple... (applaudissements)… avec un langage simple et net pour le convaincre pour l'émouvoir, pour l'entraîner, parce que vous ne ferez pas un Parti Socialiste sans base populaire, sans travailleurs.
(Vifs applaudissements)
Un Parti ayant retrouvé son âme et son rayonnement, ramenant par son idéal exaltant un peu de lumière, un peu de chaleur humaine dans la grisaille d'un temps de désenchantement et de résignation.
Un parti qui ne sépare jamais dans sa propagande et dans son action la nécessaire transformation du système économique et social des grands idéaux de justice et de liberté pour lesquels, même de nos jours - voyez Prague et voyez Moscou - les hommes meurent encore plus volontiers que pour leur condition de vie matérielle.
(Applaudissements)
Un Parti qui refera du Socialisme cette grande espérance dont tant d'hommes et de femmes, dont toute une jeunesse ont besoin et que seul en définitive il peut leur apporter. Si cela paraît à d'aucuns dérisoire, je le regrette, mais si c'est ce Parti-là que nous sommes en train d'enfanter, tous ensemble, aujourd'hui, alors nous vivons peut-être un grand jour et nous sommes en train de faire une œuvre importante, sinon, si nous devons en rester ou en revenir à de vaines et interminables palabres, à de vaines exégèses, à un byzantisme stérile, à de médiocres querelles et à de méprisables ambitions personnelles, si nous ne sommes pas capables de doter le Socialisme de l'arme et de l'outil dont il a besoin, alors, alors tous, vieux ou jeunes d'aujourd'hui, sans distinction aucune, confondus dans une même responsabilité, nous serons jugés et condamnés impitoyablement par les jeunes de demain et ce ne sera pas sans raison.
(Applaudissements)
Voilà, camarades, bien des choses dépendent de l'issue de ce congrès, de son climat et par conséquent de chacun d'entre nous.
Je souhaite qu'à aucun moment et jusqu'à la dernière minute, je souhaite, je le répète, qu'à aucun moment nous n'ayons la faiblesse de l'oublier.
Alors, mais alors seulement, la confiance et l'espoir reviendront, aussi vite qu'étaient venus le trouble et l'inquiétude et alors le Socialisme, non pas le Socialisme de Monsieur Untel ou de Monsieur Tel autre, le Socialisme tout court, aura gagné.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Noël de la fédération du Bas-Rhin, pour 8 minutes. Ensuite Notebart pour 15 minutes.

Noël (Bas-Rhin)

Chers camarades, je serai bref et je n'épuiserai certainement pas les 8 minutes, je ne m'appelle ni Guille ni Chandernagor et je limiterai mon intervention aux problèmes de politique intérieure et plus précisément à ceux concernant l'orientation politique du Parti devant la situation actuelle créée par les dernières élections présidentielles.

Fondation Jean Jaurès

L'analyse objective et réaliste des résultats démontre que nous sommes en face d'une situation comportant, selon nous, deux éléments.
Le premier élément, c'est l'écrasement du Socialisme non communiste sur le plan électoral, écrasement qui comporte le risque, en créant un vide et un déséquilibre dans la vie politique française, d'un renforcement de la bipolarisation chère à Malraux, entre d'une part le Parti gaulliste, ou plus précisément, comme le disait hier Alain Savary, un grand parti conservateur, pour ne pas dire un parti réactionnaire, et d'un autre côté le Parti Communiste.
Ceci ne peut pas être et il est absolument nécessaire, pour le maintien et le développement de la démocratie dans ce pays, que le mouvement socialiste dans son ensemble puisse faire entendre sa voix et se développer.
Le courant socialiste non communiste ne doit pas être mis au frigidaire et ceci à notre avis ne peut être atteint que par la recherche et l'établissement dès que possible de l'unité de tous les Socialistes, j'entends par là les camarades de la CIR et du PSU.
Le second élément de cette situation, c'est la confirmation éclatante qu'il ne peut y avoir en France de majorité de gauche capable de gouverner sans le Parti Communiste.
Ceci nous pose la question des rapports de notre Parti avec le Parti Communiste.
En ce qui concerne le premier élément, la recherche et l'établissement de l'unité de tous les Socialistes non Communistes, dans un premier temps nous estimons et nous rejoignons là notre camarade Dreyfus-Schmidt de Belfort, qu'il ne faut pas couper tous les ponts avec les autres Socialistes, notamment ceux de la GIR.
A l'échelon local et à l'échelon départemental, l'unité d'action devrait pouvoir être réalisée, notamment sur le plan de l'action concrète. Ce qui m'a frappé jusqu'à présent dans ces débats, c'est que nous avons eu de belles déclarations de principe mais personne n'a proposé de solution concrète pour l'unité du courant socialiste.
Par exemple, l'action concrète, il faudrait arriver à une contestation permanente des élus locaux et départementaux qui sont nos adversaires. Il faut que le Parti Socialiste apporte un appui ferme aux mouvements revendicatifs des travailleurs.
Ceci, c'est le premier temps de recherche de l'unité d'action sur le plan concret.
Dans un second temps, et je pense là qu'il faudrait laisser aux fédérations départementales une très large latitude, la situation bien sûr nous l'avons vu étant très variable d'un département à l'autre, une forme fédérale de regroupement sur le plan structurel pourrait être envisagée. C’est ainsi et par approches successives qu'un regroupement national pourrait intervenir par la suite.
Conjointement à cette unité dans l'action et à ce regroupement structurel, des discussions doctrinales devraient être engagées et là aussi à tous les niveaux pour déboucher sur la définition et l'élaboration d'un modèle français du Socialisme ainsi que d'une stratégie comportant un programme en vue de la conquête du pouvoir par les travailleurs.
Ceci m'amène à ma seconde question, les rapports de notre Parti Socialiste avec le Parti Communiste.

Fondation Jean-Jaurès

Je pense pour ma part que notre Parti doit se débarrasser définitivement du complexe de la volaille bonne à être plumée, qui pesait trop dans ce domaine sur les réactions de l'ancienne SFIO et qui a été si brillamment exposée ce matin par Chandernagor.
Notre Parti lui-même et l'affirmant, ayant élaboré de façon claire sa stratégie et son programme, rejetant toute compromission avec le centre au plan local comme au plan national, devra engager peut-être pas immédiatement bien sûr, mais dès que possible, un dialogue avec le Parti Communiste, une phase de ce dialogue pourra être également publique, ceci serait à déterminer par les organismes directeurs.
Ce dialogue pourrait porter sur les problèmes généraux de doctrine aussi bien que sur les conditions d'une possibilité de pouvoir socialiste et sur l'exercice de ce pouvoir socialiste.
Ce dialogue devrait déboucher sur un contrat précis de gouvernement à court et à long terme.
Nous avons le temps, disait Chandernagor ce matin, mais voici un an que l'ancien SFIO dit cela, nous avons le temps ! Qui se doutait fin avril 1968, que nous aurions un mois de mai 1968 ?
Camarades, il faut être prêt à toute éventualité. Nous aurons peut-être nous aussi un long désert à traverser, mais ces deux orientations adoptées par notre congrès nous semblent être autant de garanties qui devraient nous permettre d'établir en France le régime socialiste que nous souhaitons tous ardemment.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Notebart je voudrais indiquer que Elledian (?) délégué du Vaucluse s'est désisté de son temps de parole, il se dit d'accord avec l'intervention de notre camarade Guille, il renonce donc à son temps de parole.
(Applaudissements)
C'est un exemple que je livre à certains orateurs !
Après Notebart nous entendrons Montanié, de la fédération de l'Hérault et Biette du Pas-de-Calais.
Notebart, tu as la parole pour 15 minutes.

Arthur Notebart

Chers camarades, il est difficile en 15 minutes de tout traiter, mais j'essaierai, en style télégraphique, en allant aussi rapidement que possible, d'expliquer les raisons pour lesquelles, avec un certain nombre de camarades, nous avons présenté notre texte à ce Congrès.
Nous avons pensé que le Congrès ayant à l'ordre du jour l'orientation et à la fois les problèmes politiques, il fallait qu'il se prononce sur son organisation et c'est la raison du début de mon texte visant la préparation du congrès national extraordinaire en vue d'un programme d'action du Parti.
Dans le domaine de ce que j'appellerai alors l'organisation tout court, je voudrais vous renvoyer simplement à mon texte et j'en arrive aux problèmes de

Fondation Jean-Jaurès

l'orientation, qui prennent aujourd'hui le pas sur l'ensemble des autres problèmes, en tous cas pour nous camarades du Nord, qui avons réussi sur les points que je viens d'indiquer "organisation et programme" à faire une unité, au comité de la fédération, estimant que le problème du programme, nous pourrions là nous borner à reprendre le programme de la fédération de la Gauche démocratique et socialiste, qui est une base indispensable et minimum pour donner à nos élus une orientation politique dans les discussions de demain.
Maintenant, l'orientation comporte à mes yeux trois points :
D'une part, bien entendu, l'union de la Gauche socialiste qu'il faut rechercher inlassablement et sans jamais nous décourager. Cela suppose l'organisation de la Gauche, dans la mesure où les partenaires acceptent un programme minimum et les conditions indispensables. Cela suppose aussi, comme le disait le texte sur lequel nous sommes unanimes, que les Républicains décidés à nous aider ne peuvent pas être rejetés.
Mais cela suppose, et j'en arrive alors au problème principal, qu'a l'égard du Parti Communiste le Parti soit clair, net et sans bavures
"Net, clair et sans bavure" cela veut dire au départ que le Parti ne pratiquera pas à l'égard du Parti Communiste, et comme lui-même, la politique du pire à l'occasion d'élections générales, comme celle qui a permis l'élection de Monsieur Pompidou, grâce à Monsieur Jacques Duclos, qui voulait entre le premier et le deuxième tour, expliquer pourquoi, à la télévision, il entendait faire appel à l'abstention en signe de reconnaissance, de remerciement, sans aucun doute à l'organisme dirigeant de l'UDR.
Je pourrais rappeler aux membres du Parti Communiste qui pourraient parfois dire que cela est logique, selon la tradition de ce Parti, qu'il n'y a pas si longtemps, à l'occasion d'annulation d'élections dans un département qui s'appelle l'Orne, le Parti Communiste et nous-mêmes avions estimé qu'il valait mieux ne pas mettre de candidat, et que là M. Jacques Duclos lui-même n'avait pas considéré le problème "blanc bonnet et bonnet- blanc"; il avait simplement permis de jouer la politique du raisonnable.
Donc les choses sont claires, non équivoques, et je pose la question au Congrès, car nous sommes tous, ou à peu près, d'anciens militants de la fédération de la Gauche démocrate et socialiste; nous avons établi ensemble, à un moment donné, à l'occasion de déclarations communes avec le Parti Communiste et la FGDS, les points de divergence et de convergence. Est-ce que cela a aidé ? Est-ce que cela a favorisé tant soit peu l'union de la Gauche ? Je suis de ceux qui pensent que non.
Il en est résulté une incompréhension pour le grand public et pour la classe ouvrière, qui ne comprend pas, qui ne comprendra jamais que l'on puisse discuter inlassablement avec les Communistes et faire croire, par ces discussions et ces communiqués prudents, à pas feutrés, qu'on est quand même d'accord sur un morceau, pour ensuite déclarer qu'on ne l'est plus.
Il faut donc que les choses soient nettes.
Je sais bien que dans le Parti il y a toujours des camarades qui ont le souci de ne pas être coupables, le souci d'éviter la culpabilité même du doute. J'ai connu cela

hier, à la SFIO, je le retrouve aujourd'hui, à peu près avec les mêmes, à l'égard du Parti Communiste.
Eh bien je dis, moi, avec mes camarades du Nord, et avec de nombreux camarades de France, qu'il faut d'abord nous définir nous-mêmes, en tant que Parti Socialiste, et déclarer d'une façon très simple et très nette que nous n'acceptons pas Prague, quelles que soient les réflexions du Parti Communiste !
Alors, vous voulez discuter ? Vous espérez peut-être que dans ces discussions le Parti Communiste à un moment donné condamnera Prague ? Et cependant, s'il fallait reprendre, pour ceux qui ne le savent pas, l'histoire du mouvement Socialiste Français depuis 1920, les raisons de la scission ouvrière, les conditions imposées par Moscou allant du télégramme de Clarangé (?) en passant par autre chose... (applaudissements)… nous pourrions longuement examiner ce problème, et constater que le Parti Communiste en fait n'a fait que chercher à rappeler une mission pour laquelle il avait été créé, et non pas par souci de défendre l'intérêt de la classe ouvrière.
Le Parti Communiste est revenu aujourd'hui à cette thèse de 1928, classe contre classe, la politique du pire.
Et vous voulez quand même encore discuter ?
Eh bien si vous voulez bien, si vous ne le savez pas, et même si vous le savez, ne serait-ce que pour vous le rappeler, je voudrais vous renvoyer aux réponses du Parti Communiste à des étapes différentes, l'une remontant au mois de décembre l'année dernière, et la dernière remontant à cette semaine, mercredi, sous la plume de M, Fajon.
Problème tchécoslovaque, problème de Prague. Sans rire, le Parti Communiste a écrit :
"Les Communistes partent du point de vue que chaque pays doit décider de lui-même, sans ingérence extérieure, des problèmes relatifs à son organisation sociale et politique comme son orientation économique."
Vous me permettrez de sourire, au lendemain de l'invasion des troupes russes à la fois à Prague et dans d'autres pays.
Vous pensez que les Communistes condamneront Prague ? Ce M. Fageon écrit mercredi : "quant à l'intervention en Tchécoslovaquie, nul n'ignore que le Parti Communiste Français l'a désapprouvée en termes parfaitement clairs."- On se contente de peu sans glisser toutefois si peu que ce soit vers un antisoviétisme qui s'est soldé pour la France et pour la classe ouvrière au cours du demi-siècle écoulé par les malheurs que l'on sait."
Oui, ce que nous savons, c'est que la classe ouvrière, de par la division bolchevique de 1920, a payé cher cette division, et que l'antisoviétisme est un problème absolument différent.
Mais pour Prague, c'est M. Marchais qui vous répond, mes camarades, dans une conférence de presse qui date du 11 juin, où il déclare :
"... lors de la dernière réunion de la Commission préparatoire de Moscou, la délégation tchécoslovaque a exprimé le désir que ce problème ne soit pas, discuté à la Conférence Internationale. Elle a donné à cela deux raisons : la première,

Contribution Jean-Jaurès

C’est que nos camarades tchécoslovaques ne tiennent pas à ce que le Parti Communiste Tchécoslovaque devienne un sujet pour la conférence elle-même. En second lieu, ils ont déclaré qu'ils considéraient pour leur part que les conditions n'existaient pas pour aborder cette question, puisque le Parti Communiste Tchécoslovaque lui-même n'a pas encore analysé les événements."
Je ne sais pas si on peut mieux se moquer du monde, et si quelqu'un peut affirmer qu'à un moment donné, dans la liberté, dans la démocratie, le Parti Communiste Tchécoslovaque pourra discuter et délibérer librement quant à l'appréciation qu'il donne à l'occupation de son pays par l'armée russe !
Je crois qu'en vérité le Parti Communiste comme toujours essaie de se trouver des excuses, et les excuses, vous les trouverez dans le contenu même de la Conférence des Partis Communistes à Moscou, où sous la logomachie de ce qu'on appelle l'Internationale prolétarienne, le Parti Communiste Français nous dit : "avec les autres - les partis communistes et les sections - on ne doit pas rompre le front uni des états socialistes contre l'impérialisme".
" Les Communistes ont conscience des difficultés que connait le développement du système socialiste mondial.
"Cependant, le système socialiste a pour base une communauté de régime économique et social, la coïncidence des intérêts et des objectifs fondamentaux des pays qui la composent..."
Fermez le ban, pour ceux qui ont compris ! Pour ceux qui n'ont pas compris, je les renvoie au texte pour qu'ils essaient d'y voir clair !
La victoire de M. Pompidou aux élections présidentielles est due à l'attitude du Parti Communiste, et tout simplement à la stratégie internationale de Moscou.
Alors, vous pensez aussi les faire changer ? Je vous renvoie à la lecture d'un rapport excellent paru dans l'organe du Centre National du Commerce Extérieur, où vous lirez ceci :
"Pour les machines et les équipements, si l'on excepte la Finlande, la France est devenue le premier fournisseur occidental de l'Union Soviétique", et le directeur de cette revue déclare : "à l'origine de la coopération franco-soviétique - écrit le directeur du Centre National - l'impulsion gouvernementale a eu un rôle décisif„ Il est vrai en effet que ce n'est pas pour leur supériorité technique que les produits français sont préférés dans une certaine mesure aux autres, en Union Soviétique."
Mais enfin, des camarades pensent qu'il faut encore essayer de discuter ! Comment croire que le Parti Communiste puisse changer ? Voulez-vous à nouveau donner à l'opinion publique l'illusion qu'on peut encore entamer une discussion ?
Je crois qu'il faut, avant toute discussion, exiger la condamnation de cette méthode, la condamnation de cette politique, et alors, si vous le voulez, dans le passage où j'avais conclu en disant : "c'est pourquoi le Parti se refuse à engager des discussions qui ne pourraient que jeter le trouble dans les esprits", on peut dire : "c'est pourquoi le Parti constate que dans l'immédiat des discussions ne feraient que jeter le trouble dans les esprits". Si cela peut calmer quelques consciences, je n'y vois pas d'inconvénient.

Fondation Jean-Jaurès

Mais pour l'histoire, je voudrais aussi dire après cela que nous sommes toujours pour l'unité ouvrière, et s'il fallait une démonstration, dans les Statuts, tout à l'heure, nous avons parlé de la façon de maintenir l'ancienneté des militants venant de partis ouvriers.
Mais l'unité, cela veut dire être d'accord sur des bases; être d'accord sur la démocratie ; être d'accord sur les principes de la véritable indépendance. Qu'on le veuille ou non, l'éloquence manifestée à cette tribune par n'importe
Lequel de nos camarades ne réglera pas la question !
La question, elle est claire : estimez-vous que de nouvelles discussions avec le Parti Communiste avanceront le problème ? Si oui, alors expliquez-nous comment vous escomptez ce résultat. Si non, constatez simplement que tant que le Parti Communiste n'aura pas pris des dispositions, eh bien on ne peut pas l'utiliser dans le domaine de la politique nationale en vue d'une politique d'union de la Gauche.
Si nous constatons évidemment que le Parti Communiste n'est pas à même de répondre à ces questions, cela exclut-il des actions de défense ? Cela exclut-il qu'à certain moment, et sur tel point précis, il y ait une action parallèle contre l'ennemi commun qui est à la fois le Fascisme avec le pouvoir personnel, et la réaction ? Je ne le crois pas, et s'il fallait donner des exemples, je n'aurais qu'à me tourner vers le passé. Je pourrais simplement me reporter à la tactique de toujours du Parti Socialiste d'hier, et j'ajouterai des républicains tout court, en remontant même à Jaurès, à l'occasion de certaines élections présidentielles, pour indiquer que jamais nous n'avons joué la politique du pire. Nous ne l'acceptons pas.
Nous sommes prêts encore demain à pratiquer la politique de la raison, la politique purement et simplement de nos moyens. Conclusion : faut-il discuter pour le plaisir de l'exégèse ? Conclusion, faut-il discuter pour le plaisir d'être demain reproduit dans telle intervention de la presse ?
Un débat public ? Comment voulez-vous l'organiser ? On a connu à la SFIO, à un moment donné, un débat public, un papier de Quillot dans le Populaire, un papier de l'homme de service dans l'Humanité; édition, 15 000 au Populaire, 2 000 à l'Humanité, On a connu la Revue Socialiste, avec un papier de Quillot également, et la diffusion par centaines d'exemplaires de la Revue Communiste.
Un débat public ? Oui, un face à face, par exemple, à la radio, un face à face à Europe 1, ou à Luxembourg ! Et si je demandais à Guy Mollet de nous rappeler certains souvenirs de certain face à face qu'il a eu voici. Quelques années avec les responsables du Parti Communiste, après lequel les responsables communistes ont déformé, tronqué la bande d'enregistrement pour présenter le débat sous une autre forme ? Vous auriez alors l'image de la duplicité, de la malhonnêteté de ceux qui au fond trouveront toujours, par le langage révolutionnaire qu'ils prétendent inventer, le moyen de répondre à tous les problèmes.
Discuter ? En vérité, ce n'est pas une discussion. C'est une motion préalable que le Congrès devrait poser. Ce n'est que dans la mesure où le Parti Communiste condamnera l'ingérence de l'armée soviétique dans les pays qu'il occupe à

l'heure actuelle ou qu1il contrôle; ce n'est que dans la mesure où il permettra qu'existe la véritable démocratie dans les pays qu'il est aujourd'hui en train de contrôler, qu'on pourra commencer à discuter. Mais avant, mes camarades, à quoi serviraient ces discussions ? Sinon à jeter encore un peu plus de trouble dans les esprits ? Un peu plus de doute, un peu plus de machiavélisme pour faire croire que la Gauche pourrait s'entendre ?

Allons, voyons ! Réfléchissons tous ensemble. Un programme minimum commun d'action gouvernementale, cela suppose une action gouvernementale complète, y compris les problèmes de politique internationale, à moins que vous ne vouliez payer un gouvernement d'union des gauches au prix d'un certain neutralisme dans le domaine international, qui a déjà coûté si cher à des quantités de peuples libres ?

Cela veut dire qu'au moment où, après une victoire électorale, nous irions ensemble dans un gouvernement commun, à la première discussion internationale ce gouvernement éclaterait, et une fois encore la classe ouvrière déçue et meurtrie retournerait chez elle en disant : eh bien cette fois encore, nos illusions sont perdues !

Alors, à quoi bon tricher ? A quoi bon vouloir engager des dialogues qui ne servent à rien ?

Expliquons nous-mêmes la différence entre le bolchevisme et le Mouvement socialiste. Expliquons la différence entre un démocrate socialiste et un militant communiste de service. Expliquons cela, expliquons ce que nous voulons, et reprenons ce qu'a dit excellemment tout à l'heure Georges Guille, un parti, c'est d'abord un mouvement majeur; c'est un parti qui a le courage et la volonté de se définir lui-même, et non pas en fonction des réponses qu'il obtiendra chez les voisins, quelle que soit leur couleur, quelle que soit leur situation géographique. Un parti, c'est un rassemblement d'hommes qui sont réunis sur une doctrine, réunis sur des bases politiques qui sont nos déclarations de doctrine.

Un parti ce sont des hommes décidés à se battre dans la discipline.

Un parti qui va quémander son brevet de bonne conduite chez les voisins, un parti qui n'agit que dans la mesure où le Parti Communiste estime que les hommes sont valables, ce n'est pas un parti, mais un satellite, ce que certains de nos camarades ont connu, dans les pays de démocratie populaire d'aujourd'hui.

Un parti est un parti qui n'accepte pas que l'on discute de l'extérieur la qualité de son secrétaire général. Un parti digne de ce nom, c'est un parti qui n'accepte pas que ses candidats soient Pierre ou Paul dans la mesure où le Parti Communiste accepte que ce soit Pierre ou Paul !

Un parti, c'est un acte de maturité, un acte de courage.

C'est pourquoi j'ai mis dans ce texte : vérité et courage.

Vérité, sur ce qui nous sépare du capitalisme; vérité sur ce qui nous sépare du centrisme, des bourgeois de toute nature, mais en essayant très simplement, et je le dis avec courage, de les utiliser chaque fois que l'on peut faire un pas en avant...

(Applaudissements et protestations)

Oh ! Vous savez, je vous donne rendez-vous en 1971, après les élections

municipales, pour examiner votre pureté dans le domaine du respect des principes...
(Applaudissements)
Il est dommage qu'on ne puisse pas cataloguer ceux qui ont pour habitude de manifester leur volonté d'action socialiste, estimant aussi que c'est peut-être révolutionnaire. Vous me permettrez de ne pas porter d'appréciation sur le sens de cette manifestation de gymnastique à caractère vocabulaire !
(Protestations)

Le président - Je demande à la salle de laisser parler l'orateur !

Arthur Notebart - Cela ne me gêne pas, je sais que cela ne représente pas grand chose !

Dans la salle - Bravo !

Arthur Notebart - Ce que nous voulons, c'est un parti organisé, un parti structuré, un véritable Parti Socialiste, et faisons confiance aux Socialistes pour être courageux, pour organiser dans nos section les travailleurs, pour les former, pour les éduquer,
Un parti, c'est dans la fraternité qu'on le trouve et ce n'est certainement pas dans le texte qu'on vient de vous distribuer, où il est dit : "cela implique d'abord que la majorité du Comité directeur au moins soit composée d'hommes nouveaux n'ayant pas appartenu aux directions des organisations constitutives, et qu'en second lieu ces hommes puissent apparaitre à l'extérieur comme des hommes sans ambigüité, comme sans doute prétendent l'être les signataires de cette motion ! (Applaudissements)

Le président - La parole est à Montagnet, fédération de l'Hérault; ensuite Piette et Jacquet.

Dans la salle - Ton discours, fais-en une brochure, on aura besoin de la lire !

Montagnet

Camarades, la tâche actuelle de notre Parti est de donner la priorité des priorités à la confiance, confiance à l'égard de ceux un instant désorientés, confiance à l'égard de l'opinion publique tout entière.
Pour cela, nous devons nous fixer deux objectifs : définir des options politiques claires, ensuite nous rénover.
Pour des Socialistes, avoir des options politiques claires, cela veut dire avoir des options de gauche. Ces options devront rapidement se traduire dans un programme fondamental d'abord, hors duquel toute politique risque de tomber dans l'opportunisme; mais ensuite il nous faudra établir un programme à court terme qui doit être proposé aux Français de 1969 et de 1970 le plus rapidement possible, et un programme qui rendra crédible le projet socialiste qui est le nôtre.

Fondation Jean-Jaurès

Il donnera dans les domaines politiques, économiques et sociaux un contenu concret à la Démocratie.
Si nous savons faire cela, peut-être arriverons-nous à débarrasser enfin certains de nos camarades socialistes du regrettable complexe de mauvaise conscience qu'ils ont à l'égard du Parti Communiste. Pour cela, nous devons être dynamiques face à un parti qui, au cours des années, n'a pas cessé d'approuver la politique de Moscou, qui a approuvé Staline et Budapest, et qui reste sur le plan intérieur un parti sans vie démocratique.
Alors, m'objectera-t-on, c'est la division de la Gauche ! Non, camarades. L'unité de la Gauche est notre objectif, et pour reprendre une citation de Cenat (?) ce matin, parce que Socialistes, nous sommes pour l'unité du monde du Travail.
Mais si nous souhaitons le combat au coude à coude avec les camarades Communistes comme en 1965, il faut bien dire que ce n'est pas nous qui nous sommes séparés d'eux; ce sont eux qui se sont séparés de nous par leur attitude à l'égard des événements de Tchécoslovaquie, et en faisant élire Pompidou président de la République Française, montrant une fois encore que les intérêts de Moscou passent chez eux avant ceux de la liberté et de la démocratie.
(Applaudissements)
Sur tous ces points, nous devons avoir des éclaircissements, nous devons avoir des explications.
En attendant la réponse, notre devoir est simple : il nous faut reconstituer un parti, et je suis d'accord en cela avec Jacques Piette ce matin; un parti qui fasse des efforts constants de pensée, et qui étende son influence, qui augmente ses effectifs, qui réussisse - et ce sera mon dernier point - la rénovation de ses organismes.
En effet, camarades, les deux points sont inséparables. L'opinion publique qui nous regarde et la presse qui la traduit nous attendent sur nos orientations politiques, c'est certain, mais aussi sur les possibilités que nous aurons à nous rajeunir.
Voyez-vous, camarades, ma conviction profonde est qu'actuellement, gagner la bataille de la rénovation dans le Parti, c'est gagner demain la bataille du Socialisme dans ce pays. Et cette bataille peut être gagnée, non pas par une majorité ambiguë, mais au contraire par une unanimité qui témoignera notre véritable volonté de combat et d'impact dans l'opinion.
Voilà, camarades, ce que nous devons réussir au cours de ce Congrès, et je crois raisonnablement que nous le pouvons et que nous le pouvons tous ensemble.
Je demande au Congrès de bien réfléchir au danger qu'il y aurait dans ce domaine à faire les choses à moitié.
Et je voudrais, en conclusion, revenir évoquer à mon tour ce qui a été évoqué ce matin, c'est-à-dire les événements de mai 1968. En 1968, Socialisme et jeunesse ont été intimement unis dans ce pays. Si nous savons les unir aussi dans notre parti, alors, nous serons en mesure d'assumer ces événements, car réussir une révolution ce n'est pas continuer ses excès, mais c'est bien au contraire la réaliser dans ses revendications les plus simples, les plus humaines, et réussir une

Fondation Jean Jaurès

révolution c'est avant tout réaliser les réformes. Et, pour ce faire, le Parti Socialiste n'a besoin que de lui-même, il a besoin de ses militants, mais il a besoin de tous ses militants. Il lui faudra un sursaut de tous, puis un élan, une Volonté, une rigueur et une discipline à la hauteur de notre ambition, et, dans ce domaine, je crois que notre ambition est grande, puisqu'il s'agit de la justice politique, économique et sociale de ce pays, (Applaudissements)

Le président -Je donne maintenant la parole à Piette (Pas-de-Calais) pour 10 minutes, et ensuite à Jacquet.

Jacques Piette (Pas-de-Calais)

Camarades,
Devant l'Himalaya des orateurs inscrits dans ce débat, j'ai quelques scrupules à vous prendre quelques minutes à peine. J'avais pris la précaution - elle n'est pas entièrement inutile - de verser, par une contribution personnelle dans le cadre des motions et résolutions qui vous ont été adressées, quelques réflexions et observations sur la période la plus récente que vient de franchir le Parti, qui n'est pas forcément la plus glorieuse, et de faire quelques propositions concrètes.
Je ne reviendrai pas sur le passé, encore que ces quelques miettes de l'histoire ne seraient peut-être pas sans intérêt, mais je crois que pour être fidèles à l'Internationale, "du passé faisons table rase", et essayons davantage d'examiner le présent et le futur immédiat qui nous attend.
J'observe tout de même avec quelque surprise que parmi les nombreux orateurs qui se sont succédé à cette tribune, les conditions et les résultats de notre campagne présidentielle, n'ont fait l'objet d'aucune observation... complicités, connivences, ondes, presse, nous n'avons pas parlé de la candidature Defferre. Et je ne souhaite pas que nous en parlions maintenant... (mouvements divers)...
Mais, puisque le problème qui nous est posé est celui de savoir ce que ce nouveau Parti, après sa première tranche malheureuse d'Alfortville, où j'ai refusé d'être délégué, poursuit aujourd'hui dans une deuxième tranche constitutive. Puis-je dire que j'ai eu le sentiment que ce Congrès était terminé ce matin, après le vote sur l'article 41 des statuts ? Il m'a semblé que dans le théâtre des ombres que nous manions trop souvent, toutes les décisions étaient incluses dans le vote qui est intervenu sur l'article 41, et le déroulement de ce débat de politique générale n'a peut-être pas l'importance que certains lui attribuent ou n'a plus l'importance que certains voudraient lui attribuer.
Nous avons voulu échapper - ceux d'entre nous qui étaient attachés à la collégialité - à la résurrection des problèmes de personnes, pour laisser le Parti se déterminer en fonction d'une ligne politique majoritairement adoptée. Et il sera difficile à expliquer demain soir à ceux qui nous observent, à ceux qui nous critiquent, et à ceux qui attendent de nous une parole d'espoir, que les démagogies ont cessé dans le Parti, que les choix sur les personnes n'ont pas emporté sur le choix des politiques. Et, parce que j'ai ce sentiment profond, c'est en quelques minutes seulement que je voudrais justifier ma préoccupation.
Tout d'abord, au risque d'être mal entendu, j'avais proposé, je propose encore,

que mandat soit donné à nos institutions nationales de demain, d'une mission d'unification de toutes les forces socialistes. Nous ne sommes ni assez nombreux en hommes, ni assez nombreux en militant pour nous priver du concours de celui-ci ou de celui-là, parce que nous aurions l'épidémie sensible.
(Applaudissements)
En juillet dernier, j'ai été de ceux qui souhaitaient vigoureusement que François Mitterrand renonçât à être, pour un temps - que je souhaitais long pour ma part - l'interprète et le chantre de la. Gauche socialiste non communiste. Il s'est trouvé que le hasard, mais plus encore les circonstances, ont fait aujourd'hui il y a, entre bon nombre de Conventionnels et les anciens SFIO, un divorce. Puis-je parler ici simplement de l'expérience que je connais, de deux fédérations, une très petite et une très importante, pour dire qu'il me paraîtrait dramatique, devant notre faiblesse organique dans ce pays, et pour une raison supplémentaire que j'exposerai tout à l'heure, que nous nous privions du concours de tous ceux qui, même s'ils n'épousent pas l'enseignement de Jaurès, de Léon Blum ou même si le Petit Livre de Guy Mollet, didactique et nécessaire, leur parait irritant, n'ont pas du Socialisme la même interprétation que nous ? Nous ne sommes pas assez forts pour refuser leur concours.
(Applaudissements)
Et puis, parmi ceux qui sont venus parmi nous aujourd'hui, reconnaissons, aussi bien dans cette petite Fédération que dans la grande, où je suis présentement, que les alluvions du courant conventionnel n'ont pas été aussi négligeables, aussi perverses que certains pouvaient le craindre. Je ne le dis pas pour flatter nos nouveaux venus, mais parce que nous l'avons vérifié dans l'expérimentation, parce que nous savons bien que si nos militants ont apporté au Parti leur foi, leurs convictions, leur désintéressement, pourquoi, au nom de quoi, nous les refuserions à ceux qui sont encore sur l'autre côté de la rive.
Camarades, nous ne serons jamais assez nombreux, nous ne ferons jamais assez de propagande en direction d'un prosélytisme nécessaire, si nous continuons à suspecter celui-ci ou celui-là qui ont sûrement de bonnes raisons, eux aussi, de nous suspecter.
(Applaudissements)
Tout n'a pas été, camarades, toujours très pur dans nos intentions et dans nos actions. Nous avions le sentiment d'appartenir à une grande histoire. Ceux-là avaient le sentiment au 'ils apportaient une pierre de plus à la construction nouvelle socialiste. Pourquoi, aujourd'hui, ne pas chercher une voie, même si pour certains d'entre eux, je le répète, c'est comme une espèce d'acide picrique placé sur notre peau, ou parce qu'ils ont du Socialisme une vue romantique ou simplement personnelle ? Est-ce qu'il serait logique, camarades, que nous réclamions le débat idéologique avec les communistes, et de le refuser aux hommes du PSU et aux hommes de la Convention ? Au nom de quoi ceux-ci seraient-ils considérés comme des purs et les autres comme des impurs ?
C'est pourquoi je crois que le mandat qui devrait être donné à nos instances nationales demain soir, ce serait de reprendre la mission que le 54ème Congrès de la défunte SFIO avait confiée à ses responsables : de reprendre la houlette du

pèlerin, d'avaler des couleuvres, bien sûr, de surmonter des difficultés, donc, mais de faire que le Socialisme intègre tous les courants; fussent-ils jauréssiens, fussent-ils nominalisés, fussent-ils marxistes, tous appartiennent à la famille socialiste. Ne les récusons pas au nom de je ne sais qu'elle irritation d'épiderme.
La deuxième observation que je voudrais faire, camarades, se situe à un niveau tout à fait différent. Je suis très frappé, depuis que le débat de politique générale est ouvert, de ce que les problèmes qui sont agités concernent essentiellement nos rapports avec le Parti Communiste. On sait assez le petit rôle que j'ai joué dans ce domaine, et je voudrais tout de suite éclairer d'un mot ma position, qui est celle, j'en suis sûr, de beaucoup de camarades.
Il y a une espèce d'escroquerie intellectuelle à faire passer certains d'entre nous pour des unitaires à tout prix, des unitaires à tout crin, alors que nous avons toujours soigneusement distingué le programme commun et les négociations idéologiques, et les conversations idéologiques.
Aucun d'entre nous aujourd'hui ne partage un optimisme délirant quant à la structure du programme commun avec le Parti Communiste. Mais chacun sent bien qu'au niveau idéologique, au niveau de la réflexion, confronté qu'il est avec ses propres problèmes, le communisme international, et même le communisme français, tout vassalisé qu'il soit, ont aussi leurs propres problèmes. Est-ce que cela ne vous a pas frappé de constater qu'au cours de la campagne de Jacques Duclos s'était seulement la, vieille garde qui l'entourait, qu'on n'a pas vu apparaître ni Laurent (?), ni Juquin (?), ni tous les jeunes du Parti Communiste, qui ont les mêmes goûts que nous en ce qui concerne le passage au Socialisme pour une société industrialisée comme est la France moderne ?
Je crois que sans aller dans les travers du programme commun, il nous faut distinguer deux choses :
La première, un débat idéologique que nous devons non seulement réclamer, mais, dans l'esprit même de ceux d'entre nous qui sont les plus anti-communistes, le réclamer comme un procureur réclame la peine capitale, c'est-à-dire de le tenir au nom de ce que nous représentons, au nom de la société socialiste que nous voulons, et poser préalablement au niveau idéologique les principes qui sont les nôtres.
Puis, il y a une deuxième négociation que vous n'éviterez pas, même si vous voulez être purs et durs. C'est vrai que dans 18 mois nous aurons des élections municipales. C'est vrai que dans 18 mois vous serez bien obligés de compter avec les voix communistes ou avec les voix des centristes. Et pour ne pas être dépassés par l'événement, je crois qu'il est important, Camarades, que ce problème-là aussi, nous le prenions à bras le corps, puisque nous sommes en voie, sinon de rénovation, du moins de restauration.
Et je voudrais aborder le dernier point de cette intervention.
Je suis également frappé du fait que si les rapports avec les communistes ont beaucoup préoccupés nos camarades, à juste raison, je n'ai pas entendu beaucoup d'appréciation sur le comportement dans l’après-gaullisme. Or, jusqu'à preuve du contraire, l'ennemi de classe, l'adversaire, ce n'est pas le Parti Communiste, ni François Mitterrand, c'est le Gaullisme.

(Applaudissements)
Pendant dix ans d'attente, nous n'avons pas cessé de pronostiquer ce que serait l'après-gaullisme, ce que serait la France gaulliste après le départ du Général. Pour les uns c'était le chaos, dont naturellement nous sortirions victorieux, comme je ne sais quelle sirène sortant toute aimée de la cuisse de Jupiter. C'était, pour d'autres, la certitude que le gaullisme, après de Gaulle, serait tellement divisé par ses propres contradictions qu'alors il n'y aurait plus la place que pour l'alternative de gauche que nous représentions. Et il se trouve que malheureusement, dix ans de pronostics, en quelques heures, en quelques jours, ont été dénoncés et dénoués par un événement qui a été très exactement à l'antipode ce que nous pronostiquions.
Aujourd'hui, il n'y a peut-être plus d'après-gaullisme au sens où nous l'entendions naguère, mais il y a un problème nouveau, et je sais que sur ce point beaucoup de mes amis ne partagent pas la même opinion dans l'analyse.
Si je le fais, ce n'est pas par désir de me singulariser, c'est parce qu'à cette tribune je crois que chacun d'entre nous doit à ses camarades socialistes l'essentiel de sa pensée...

Le président - Tu as dépassé ton temps ce parole.

Jacques Piette- Dans ce cas, j'aborderai ce problème une autre fois. Je vous laisse le soin d'imaginer, chacun de vous, ce que sera l'après-gaullisme, puisque, me paraissait-il, c'était le problème essentiel pour la force d'opposition que nous représentons. Et puisque les délais font que nous ne pouvons pas parler de cette question, espérons qu'un prochain Congrès nous permettra d'en délibérer autrement qu'après que le corset gaulliste nous aura été passé un peu vite et purement.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jacquet.

Gérard Jacquet

Camarades, il est inutile d'insister, je le crois, sur l'importance et la signification de ce Congrès. Il est clair qu'il doit marquer pour le Socialisme français, après une période de tâtonnements et de difficultés, le début d'un renouveau. Et pourtant, constatation apparemment paradoxale, ce nouveau départ se situe au lendemain même d'une défaite électorale parmi les plus douloureuses que nous ayons connues.
Il est évidemment nécessaire ; d'en rechercher d'abord les causes. Je souhaite que cette recherche soit entreprise avec toute la sérénité possible, et avec le souci essentiel, non pas de lancer des excommunications pour le passé, mais de dégager des leçons pour l'avenir.
Notre échec peut s'expliquer avant tout, je crois, par la constatation que notre comportement, au cours de la campagne électorale, n'a pas été compris par nos électeurs et par l'opinion de gauche.

Fondation Jean Jaurès

Au cours de ces dernières années, une mystique d'union de la Gauche s'est créée progressivement dans notre pays. Sa naissance date des élections présidentielles de 1965, et à cette époque, et depuis cette époque, le mouvement socialiste a pris une large part dans son développement.

Au Congrès d'Alfortville, nous avons donné, tout au contraire, l'image d'un parti qui, dès sa première manifestation, songeait plus à se compter qu'à maintenir, pour l'ensemble des forces de gauche, un climat d'union. Notre corps électoral a été désorienté, il ne nous a pas compris, et, dans la mesure où il ne nous a pas compris, il ne nous a pas suivis, Beaucoup de nos électeurs se sont abstenus, ou ont accordé leurs suffrages à Duclos ou à Rocard, alors que d'autres, obéissant à ce qui leur semblait être un souci d'efficacité, votaient dès le premier tour pour Alain Potier. La défaite c'est ainsi brutalement abattue sur nous, mais elle a failli s'abattre également sur le candidat communiste. Si le scrutin s'était déroulé à l'ouverture de la campagne, il est vraisemblable que Jacques Duclos n'aurait obtenu, comme les sondages l'indiquaient, qu'un pourcentage à peine supérieur au nôtre. Et pourtant, progressivement, le Parti Communiste a remonté le courant. Il faut reconnaître qu'il y a "mis le paquet", il y a mis "tous les paquets" à la fois, et il n'a pas hésité, avec une belle désinvolture, à faire les promesses les plus contradictoires aux catégories sociales les plus variées. Il a voulu également apparaître comme le Parti de l'union de la Gauche, alors qu'on nous traitait de misérables diviseurs.

Mais, thème essentiel de la campagne de Jacques Duclos, celui qui a certainement été pour lui le plus rentable, c'est l'identification d'Alain Poher à Georges Pompidou - blanc bonnet, bonnet blanc. Et de nombreux électeurs communistes qui, comme certains des nôtres, étaient tentés de voter Poher, par souci d'efficacité, sont revenus au candidat de leur Parti. L'opération a été magistralement conduite. Elle a évite à Jacques Duelos une défaite cuisante, mais elle a conduit le Parti Communiste à prendre une position difficilement admissible pour le second tour de scrutin.

Il est de fait que lorsqu'on a pendant plusieurs semaines exposé les mérites comparés du choléra et de la peste, il devient difficile d'affirmer, au moment décisif, que l'un est plus supportable que l'autre. C'est donc par toute l'orientation de sa campagne du premier tout que le Parti Communiste s'est condamné à choisir l'abstention pour le scrutin de ballottage. Il est évident que cette décision nous a choqués, comme elle a choqué la majorité des hommes de gauche, et même une fraction relativement importante du corps électoral communiste. Mais elle était devenue inévitable, et elle a bien évidemment favorisé l'élection de Georges Pompidou.

La gauche dans son ensemble s'est elle mieux comportée ? Non, certes, et elle ne le pouvait pas. Elle a recueilli, si on additionne les voix obtenues par tous les candidats qui se réclamaient d'elle 31% des suffrages autant que François Mitterrand, candidat unique de la Gauche, au premier tour de scrutin en 1965, mais nous avions tous, à cette époque, considéré que c'était là un chiffre médiocre et seule la mise en ballottage du Général de Gaulle avait camouflé notre insuccès.

Collection Jean Jaurès

Il est vrai que les élections législatives qui ont suivi ont été plus réconfortantes, puisque la Gauche a obtenu 45% des suffrages. Mais ce fut là notre plus important succès, notre plus important pourcentage sous la Vème République.
Or, jusqu'au 13 mai 1956, les voix obtenues par les partis de gauche ont, à l'occasion de chaque consultation électorale, dépassé la majorité des suffrages. C'est après cette date que la Gauche, dans son ensemble, est devenue minoritaire ; cela signifie que des électeurs en nombre important qui, traditionnellement, votaient pour des formations de gauche, ont cessé de le faire dès l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, et cela signifie également que beaucoup d'entre eux, aujourd'hui encore, après onze ans de Vème République, continuent à accorder leurs suffrages aux candidats gaullistes.
Pourquoi ? Pourquoi ces hommes qui faisaient confiance à la Gauche nous ont ils quittés ? Comment peut-on les ramener à nous ?
Ce sont, évidemment, là des questions essentielles qui doivent dominer tout débat consacré à l'orientation du mouvement socialiste.
Depuis longtemps, les Français sont mécontents ; les ouvriers, les paysans, les commerçants, les artisans, dans leur majorité, critiquent la politique actuelle et pourtant parmi eux nombreux sont ceux qui, à chaque consultation électorale, votent pour des hommes qui ont essentiellement pour ambition de poursuivre la même politique.
Il existe en effet dans le pays une crainte trop généralement répandue et qui est souvent plus forte encore que le mécontentement, c'est la crainte du lendemain.
Dans la perspective d'une victoire de l'opposition, on a peur d'un retour à l'instabilité que nous avons connue sous la IVème République, on est sceptique sur la volonté d'entente des forces de gauche et sur leur possibilité de gouverner ensemble avec efficacité,
Il est clair que tant que nous n'aurons pas réussi à vaincre ces appréhensions et à dissiper ces craintes, nous n'aurons pas de chances sérieuses de l'emporter, et le Gaullisme plus ou moins amendé, plus ou moins aggravé selon les circonstances, poursuivra sa route. Ce n'est certainement pas ce Congrès qui pourra apporter toutes les réponses aux questions que nous nous posons et aux questions qu'on nous pose, d'ailleurs ces questions sont bien loin de dépendre toutes de nous seuls, mais nous pouvons faire un pas dans cette voie en précisant nos positions, en dissipant les équivoques.
Ce congrès doit être celui de la clarté, de la franchise. Il doit repousser toutes les velléités d'ambigüité et c'est avec la volonté qu'il en soit bien ainsi que nous devons aborder les différents problèmes.
Une des conditions essentielles du redressement socialiste, c'est, évidemment, d'abord, la constitution d'un Parti puissant, moderne, efficace, au sein duquel auront à cœur de se retrouver tous les socialistes et ceux qui viennent des formations anciennes, ceux qui viennent des formations plus récentes et ceux - et ils sont les plus nombreux - qui jusqu'à présent ont refusé de s'engager.
Si nous voulons cela et nous le voulons bien tous, cela veut dire que nous ferons tout pour qu'il en soit ainsi,
Je regrette profondément la décision du Comité permanent de la Convention,

Fondation Jean-Jaurès

mais je me refuse à polémiquer. Il faut seulement qu'on sache que nos portes seront largement ouvertes pour tous ceux qui voudront nous rejoindre.
Un Parti puissant, efficace, cela vaut dire, bien entendu, un parti résolument socialiste. Il ne peut, évidemment, pas être question dans l'espoir de rassembler davantage, d'affaiblir ou d'affadir le Socialisme ; cet espoir serait d'ailleurs vain, car l'opinion se détournerait très vite d'un Socialisme de restriction et de pacotille.
De nombreux français, j'en suis persuadé, sont prêts à accepter toutes les finalités du Socialisme ; ils ne seront nullement effrayés par notre audace, bien au contraire, à condition que cette audace ne s'éloigne à aucun moment des réalités, à condition que nous sachions montrer, d'une manière simple, positive et concrète, comment nous concevons la marche vers le Socialisme et quelles étapes nous comptons franchir pour l'atteindre.
Les commissions d'été vont être constituées, elles devront commencer rapidement leurs travaux si nous voulons être en état pour un prochain Congrès d'apporter une première réponse précise aux questions qui nous sont posées ; mais nous pouvons déjà définir l'orientation générale du Parti Socialiste et nous situer avec clarté sur l'échiquier politique.
Les centristes, sont aujourd'hui tout en émoi, ils ne savent plus s'ils doivent se tourner du côté du pouvoir ou du côté de l'opposition. Alors, pour être bien sûrs de ne pas se tromper, ils ont tendance à se tourner dans toutes les directions en même temps.
Il est évident que nous ne pouvons pas être dupes, car toute entente avec le centre signifierait l'abandon des solutions de caractère socialistes
Il est vrai que sous la IVème République, les accords de troisième force ont été conclus ; je ne renie rien, mon cher Chandernagor, des actions passées, car à l'époque de la guerre froide provoquée par la politique stalinienne d'alors, et qui coïncidait avec la montée du RPF. La nécessité de défendre les libertés ne nous laissait guère le choix de notre orientation, mais reconnaissons que cette politique n'a pas été favorable au développement du Socialisme ! L'opinion n'a pas compris que la présence des socialistes dans un gouvernement ne se traduise pas par l'application des réformes sociales et économiques que nous avions réclamées lorsque nous étions dans l'opposition.
Cette constatation pourrait d'ailleurs s'étendre à d'autres pays où les socialistes ont accepté de gouverner avec des partis modérés.
Dans tous les pays, le Socialisme piétine. Si le Socialisme européen est sur la défensive, c'est dans une large mesure parce qu'il est apparu à une opinion publique, naturellement exigeante, comme le trop pâle reflet de ce qu'elle attendait de lui.
A l'heure où nous constituons un Parti nouveau, ces leçons ne doivent pas nous laisser indifférents. Nous ne devons donc plus nous ouvrir sur notre droite et nous aligner sur le programme des autres ; si les républicains de progrès veulent nous rejoindre, nous ne les refuserons certainement pas, mais c'est sur la base de nos conceptions et de notre programme qu'ils doivent ainsi nous retrouver.
Quelle doit être alors notre perspective ?

Fondation Jean Jaurès

Construire le Parti, lui donner une structure solide, une direction efficace, définir une pensée cohérents et rassembler autour de lui tous ceux qui se sentent d'accord avec ses objectifs fondamentaux, ses options fondamentales, c'est évidemment là une tâche prioritaire. Mais si nous voulons être compris, nous devons aller plus loin.

A une heure où le souci de l'efficacité est dominant, où l'opinion n'accepte de s'engager que vis à vis des forces susceptibles de constituer des majorités cohérentes, nous ne pouvons pas nous contenter de dire avec qui nous n'irons pas, nous devons dire aussi avec qui nous espérons, dans un avenir plus ou moins proche, nous regrouper.

Sur ce point également, la réponse me parait évidente.

Un gouvernement qui voudra appliquer un programme résolument socialiste devra, bien évidemment, avoir le soutien de toutes les forces de gauche. Notre perspective est donc l'union de la Gauche, mais celle ci suppose un accord avec le Parti Communiste et croyez bien que je ne me dissimule nullement les difficultés qui devront être vaincues pour que nous puissions atteindre un tel objectif.

Il est évident que les divergences entre les communistes et nous restent profondes. On a pu le constater à propos de l'affaire de Prague ; il y a eu condamnation par le Parti Communiste, il faut le rappeler et nous aurions tort de l'oublier, car c'est la première fois que les communistes français condamnaient un geste politique décidé par Moscou, mais très vite le silence a succédé à la condamnation, comme si le Parti Communiste se trouvait tout décontenancé d'avoir osé se laisser entrainer aussi loin sur la voie de la contestation, et, aujourd'hui, la Tchécoslovaquie retombe sous le joug et le silence persiste !

Nous avons également été choqués par le comportement communiste à l'occasion de l'élection présidentielle et notamment à l'occasion du second tour de scrutin.

Enfin, la résolution du dernier Comité central ne nous a pas apaisés, et loin de là. La perspective d'un front unique à la base nous a rappelé des souvenirs anciens et combien fâcheux !

Et cependant, malgré tout cela, malgré les obstacles nombreux qui se dressent sur notre route, malgré les difficultés que nous devons analyser lucidement, je me refuse à admettre que nous devons plonger le Parti Communiste dans le ghetto où il s'était enfermé pendant toute la période de guerre froide.

Cela ne veut pas dire qu'il faut brûler les étapes, et négocier à la hâte un programme commun imprécis, ambigu ; l'union de la Gauche est une trop sérieuse chose pour qu'elle soit faite n'importe comment et dans l'équivoque. Avant de conclure un accord, il importe de poser nettement les problèmes et de prendre la mesure exacte des points d'accord et des points de désaccord.

C'est pourquoi un débat s'impose entre les communistes et nous, un débat sans complaisance et sans faux fuyant, un débat qui devra, cette fois, aller au fond des choses, et qui devra être conduit avec le souci d'être compris, aussi bien par les militants communistes à la base que par les responsables des organismes de direction.

Fondation Jean Jaurès

C'est, je le crois profondément, par une telle attitude que nous faciliterons l'évolution des communistes français. Le monde communiste bouge. Pour la première fois dans son histoire, au cours de la récente conférence communiste internationale, l'unité ne s'est pas faite et des partis communistes ont refusé de s'associer à la résolution finale, ce fut le cas du Parti Communiste italien, pourquoi le français ne pourrait-il pas évoluer de la même façon ?
Cela dépend de ses leaders, bien entendu, mais aussi de notre comportement et des perspectives que nous offrirons à l'ensemble de la Gauche française.
(Applaudissements)
Telles sont les réflexions que je tenais à vous présenter : la Gauche vient de travers de dures épreuves, mais le redressement peut être rapide ; il dépend de nous, il dépend de notre courage, de notre persévérance, il dépend de l'intensité de nos convictions socialistes, nous n'avons plus le choix, nous sommes condamnés à réussir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Lemoret (?) Seine Maritime, pour 4 minutes.
Je voudrais auparavant présenter aux orateurs deux demandes : la première, c'est d'assurer la bonne tenue de ce débat en évitant les conversations particulières,
La seconde, c'est d'éviter les allées et venues pendant que les orateurs parlent, et si certains éprouvent le besoin de sortir, qu'ils saisissent l'occasion entre deux orateurs pour effectuer leur sortie.

Lemoret (Seine Maritime)

Je dois tout de suite dire qu'on m'a enlevé la moitié de mon temps, j'avais demandé 8 minutes…

Le président - Comme à tout le monde !

Lemoret - ... Ensuite, je voudrais dire que je m'étonne, l'installation étant faite, qu'on ne fasse pas tourner les ventilateurs !
Ceci dit, je passe à mon exposé ; je viens ici refléter un peu ce que pensent les gars de la base, les travailleurs non communistes, et, mes chers amis, comme en décembre 1968 à Puteaux, je viens prendre la parole pour faire entendre la voix des travailleurs déçus. Beaucoup de ceux-ci avaient pensé qu'à la suite des événements de mai et juin, les élections législatives allaient leur être favorable, quelle ne fut pas leur déception sans nom quand ils virent la Droite les enlever par une victoire écrasante. Nos adversaires eux mêmes n'escomptaient pas un tel résultat ; une nouvelle fois ils bénéficiaient de la division des forces de gauche.
Or, au Congrès de Puteaux, si ma mémoire ne me fait défaut, j'ai dit que je me demandais si en prenant la parole à la tribune je ne venais pas assister à l'enterrement de première classe du Parti. Eh bien, disons que je me suis trompé, qu'il était seulement dans le coma et il faut tout faire pour qu'il reprenne vie. Il faut en finir avec ses luttes de personnes, ces coups de passe-passe pour ne citer

Fondation Jean-Jaurès

qu'Alfortville et Saint-Gratien, et je suis à l'aise pour en faire état à cette tribune, car, et mes camarades de la Seine Maritime présents ne le contesteront pas, j'étais le plus hostile à cette fusion, elle n'était pas indispensable à la SFIO et, bien entendu, si nous étions restés nous-mêmes, ce que nous n'aurions jamais dû cesser d'être, avec notre ligne de conduite claire et précise, qui était celle de Jaurès, de Léon Blum et je ne veux pas oublier de notre Camarade Guy Mollet qui avait la tâche ingrate de conserver le flambeau du Socialisme, nous n'en serions peut-être pas là.

Le Socialisme a certainement eu affaire à toutes sortes de difficultés, d'intrigues à l'intérieur du Parti comme à l'extérieur, sans compter les luttes de personnes, les ambitions personnelles, mais il faut en finir avec ce passé, sachons que nous sommes venus ici pour construire une bonne fois pour toute le nouveau Parti Socialiste.

Sachons que la majorité du peuple de France, des travailleurs en particulier, ont les yeux tournés cers ce Congrès d'où sortira le nouveau Parti Socialiste, la continuité de la défense de ce vieux Parti qui a été celui de la liberté, le

Parti qui a subi les coups, tant sur sa droite que sur sa gauche; ce Parti nouveau devra tenir compte de l'évolution des peuples et des aspirations de la jeunesse.

Et je vous pose la question : que serait-il advenu de nous si nos camarades Guy Mollet et son équipe n'avaient pas été vigilants ? Nous aurions certainement été réduits au silence. Cependant, il faut aussi penser à la relève, et en prononçant ces paroles, je pense à nos camarades Pierre Mauroy et Alain Savary pour ne citer que ceux-là, il faut une transfusion à notre Parti, elle est peut-être préférable à la fusion intégrale, car nous, les travailleurs du privé, nous savons ce que nous ont apporté les fusions, rien qui vaille.

Il faut que le monde du travail sache que nous lui apportons l'espoir et que si nous arrivons un jour au pouvoir, nous passerons aux actes ; nous ne voulons plus que l'argent soit roi, nous voulons que les travailleurs aient eux aussi le droit de bénéficier du progrès, du fruit de leur travail, bien entendu au prorata du service rendu à la collectivité.

Nous ne voulons pas, étape par étape, être rendus à l'état du peuple de Colombie où l'on voit encore des esclaves, et de plus marqués au fer rouge comme du bétail pour les retrouver plus facilement au cas où ils fausseraient compagnie aux négriers !

Les travailleurs sont-ils juste bons à se faire casser la figure, pour ne pas dire autre chose, comme ce fut le cas de notre jeunesse en 1914 en 1940 et en Algérie ?

Non, cela doit être terminé ; les travailleurs évoluent, ils s'instruisent, ils méditent, ils veulent que cela change. Il ne faut pas que se renouvelle le résultat de juin 1968. Nous avons été accusés de tous côtés d'être responsables de cet échec de la Gauche à ces élections législatives, à tort, sans aucun doute, mais il n'empêche que les gaullistes ont augmenté le nombre de leurs sièges de 50%, qu'une forte partie de nos électeurs aux élections présidentielles nous ont fait faux bond, et que nous nous sommes retrouvés en culottes courtes... et ce à cause de l'union dans le parti regroupé qui n'était qu'une illusion...

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements).
Je m'excuse d'aller vite, on m'a dit que j'avais 4 minutes au lieu de 8... moi, je ne suis pas un leader... je dirai que je ne peux qu'être d'accord pour souhaiter le regroupement de la Gauche sans exclusive, mais je précise pas à n'importe quel prix, et je précise encore que quand je dis gauche, je ne dis pas extrême gauche, et ceci concerne le Parti Communiste, mais ce n'est pas pour autant que j'exclus toute conversation avec lui, mais avant de s'engager à fond encore faudra t-il que nous soyons écoutés, encore faudra t-il que l'on soit assuré de sa stricte neutralité sur le plan de la politique intérieure française vis a vis de l'URSS, c'est-à-dire qu'il se dégage de cette tutelle.
Je vous citerai l'exemple de Prague où dernièrement on vient de supprimer le droit syndical et je suis syndicaliste, mes camarades. C'est sous ces seules conditions que nous pourrions envisager un jour un seul et unique Parti Socialiste, car il ne s'agit pas, pour certaines formations, de se servir du titre de démocratie socialiste ou de toute autre sigle. Pour nous, il n'y a qu'un seul Parti Socialiste, le nôtre.
C'est pour cette raison majeure que nous devons ouvrir nos portes toute grandes à tous les socialistes qui désirent être des nôtres et sans distinction, mais non à ceux qui voudraient se servir de notre parti avec comme d'une dernière étape.
Vive le nouveau Parti Socialiste qui doit être celui de l'appellation contrôlée et contrôlable, j'insiste sur cette dernière phrase.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Denis, pour dix minutes et, ensuite, à Boullogh

Guy Denis

Camarades, beaucoup d'orateurs, depuis ce matin, ont, souvent brièvement d'ailleurs, analysé les causes de l'échec récent du courant socialiste dans le pays.
Je voudrais parler simplement des conditions de ses succès futurs.
Le Parti, le Parti nouveau, que nous venons, ce matin, de constituer définitivement, ce n'est pas la chapelle close que certains ont voulu dépeindre, pas plus que nos Congrès ne sont, comme nos adversaires l'imaginent - et on l'a bien vu aujourd'hui - des conciles houleux ou s'affrontent les patriarches.
Le Parti, notre Parti a gardé l'héritage d'un siècle de combats pour la démocratie et le Socialisme, en France et en Europe, et ce drapeau, passé de main en main, porté par des millions d'hommes, c'est aujourd'hui, ici, nous qui le recevons en dépôt.
On parle souvent de nos défaites. Elles ont presque toujours été le sacrifice volontaire à un idéal.
On nous reproche de n'avoir jamais établi le Socialisme. C'est vrai, mais nous avons apporté la liberté à quelques peuples, et le bien être à beaucoup.
Aujourd'hui, l'espérance socialiste est intacte. L'immense crise qui ébranle toutes les structures, toutes les valeurs de l'Europe capitaliste lui a rendu toute son actualité. Souvenez-vous, camarades, comme disait l'autre en mai-juin 1968, ce

n'est pas loin !
Devant nous, autour de nous, un monde se disloque et des forces depuis longtemps figées s'ébraient de nouveau. Les intellectuels, les techniciens, les cadres rejoignent, dans la lutte, une classe ouvrière qui, en France et en Italie n'a jamais été intégrée au système.
Au défi américain, les masses américaines répondent par le désordre et la violence ; la torche des révolutions souffle autour du tiers monde et à l'est le bloc, jadis monolithique, des nations communistes, se disloque et le même espoir de liberté, après Budapest, après Prague, s'exprime toujours et partout.
C'est à ce moment privilégié, au début de cet espoir nouveau que se constitue notre Parti et c'est dans ce cadre-là qu'il fallait le resituer.
Et ce parti, il est le seul à pouvoir, parce qu'il est aujourd'hui libre d'analyser la situation, de définir son orientation, d'envisager avec courage et avec foi son programme ; il est le seul à pouvoir offrir une perspective sérieuse au pays, cette perspective que ne lui offrira ni le bloc des puissances d'argent réunies derrière le néo-gaullisme, ni un Parti Communiste voué, qu'il le veuille ou non, à rester, sinon éternellement, du moins très longuement, majoritaire.
Notre Parti est le seul à pouvoir sérieusement offrir à la France, dès maintenant, dans l'immédiat, une perspective sérieuse de marche au Socialisme. Encore faut-il, bien entendu, qu'une hypothèque soit levée et il appartient de la lever définitivement aujourd'hui, c'est celle qui consistait, depuis des années, à dire que des millions d'électeurs viendraient se jeter dans nos bras avec enthousiasme si nous présentions un candidat susceptible de défendre un programme commun, ce qui ne veut pas dire grand-chose, et moderne.
L'expérience a été traitée à Alfortville ; elle a été jugée par le Parti, d'abord, par le pays ensuite. N'en parlons plus.
Oui, le développement du Parti, sa reconstruction, le large recrutement possible, souhaitable, nous ne le ferons que si nous savons parler aux masses, aux paysans, aux ouvriers, aux cadres le langage qu'ils attendent, en ne faisant pas une amélioration temporaire et prudente du régime actuel, du système actuel, mais en réalisant une transformation radicale de la société, celle que prévoit précisément notre déclaration de principe.
Il faut que nous fassions non pas ce Socialisme quotidien, comme disait Jaquet tout à l'heure, mais des propositions précises, montrant bien quelles profondes réformes de structure nous pensons pouvoir effectuer dans une période de transition qui sera aussi une période de large lutte de masse, parce qu'il n'y a que cette lutte qui puisse faire reculer les classes dominantes, l'expérience l'a démontré, et cela - je n'y insiste pas, d'autres l'ont dit avant d'autres le diront après moi — cela suppose un effort constant, résolu, sans défaillance, mais aussi sans manœuvres dilatoires.
Pour l'unité de la Gauche, pour l'unité ouvrière, qu'il faudra bien réaliser un jour, quelque effort qu'elle coûte, mais pour que cela soit sérieux camarades, pour que cela soit pris au sérieux, il faut que le Parti apparaisse comme vraiment nouveau.
Cela, camarades, c'est votre affaire.
Nous avons fait notre possible, quelques-uns, à Bagneux, et ailleurs, pour que ce

parti soit celui de tous ceux qui s'étaient engagés à le créer, et nous sommes nombreux, je crois, à avoir conscience que ce Parti est le Parti le plus complet possible.
L'unité, suivant le mot de Jean Longuet, nous l'avons voulu avec passion, avec rage, eh bien, maintenant, camarades, c'est dans la suite des débats, c'est aussi bien dans le vote des motions que dans les élections qui auront lieu, que dans tout le style que nous saurons donner au Parti, c'est à vous, camarades, de montrer que cette unité durera très longtemps et que ce parti restera le grand parti de la justice et de la liberté, de la démocratie et du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Boulloche je voudrais signaler que 2 camarades, Bernard des Vosges et Thibault, du Loiret, ont renoncé à prendre la parole.
(Applaudissements)

André Boulloche

Des Camarades nous ont conviés à l'optimisme. Nous voulons bien être optimistes. Mais dans la fédération du Doubs, où nous avons depuis longtemps réalisé à la base l'unité que nous recherchons dans ce Congrès, nous estimons la situation sur le plan national suffisamment grave pour que l'avenir à court et moyen terme de ce que nous représentons dépende largement de l'issue du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, dont la tenue présente d'ailleurs un sérieux dont nous nous félicitons, mais dont le risque demeure certain.
Si nous nous séparions sans avoir fixé des options sans équivoque, sans avoir renouvelé profondément, et pas seulement en paroles, nos structures, nos méthodes, nos équipes dirigeantes et notre langage, nous ne pourrions plus arrêter le phénomène d'atomisation du Socialisme démocratique qui est en train de s'accélérer sous nos yeux et qu'il s'agit aujourd'hui de stopper et de renverser.
Et nous risquerions alors de voir le gaullisme se diversifier et prétendre, devant l'opinion, conformément à la déclaration d'André Malraux, représenter l'ensemble de l'arc en ciel politique, sauf le Parti Communiste.
Nous ne nous en tirerons pas par des formules creuses. Il faut que les problèmes soient clairement abordés et tranchés, que nous sachions être conscients de nos contradictions, s'il y en a, de façon à renforcer le capital de crédibilité qui nous reste encore chez les travailleurs, au lieu de risquer de le perdre.
Que doit-il sortir de ce Congrès ?
D'abord une formation doit pouvoir s'établir de la base au sommet, une démocratie vraie et non pas purement formelle.
Notre engagement démocratique profond doit revêtir cette première forme sous peine de ne pas être pris au sérieux lorsque nous déclarons que nous voulons l'appliquer à l'ensemble de la société.
Ensuite, la volonté de consacrer nos efforts à une transformation irréversible de cette société vers le Socialisme et de refuser de nous associer à toute formule qui n'aurait pas ce but.

Fondation Jean-Jaurès

Par voie de conséquence, nous devons nous attacher à sortir du vague dans lequel nous nous trouvons touchant la définition du Socialisme dans une société industrielle évoluée du troisième tiers du vingtième siècle.
Ne nous faisons pas d'illusion, nous ne parviendrons pas à bâtir un modèle théorique parfait, mais nous ne pouvons nous contenter d'analyses ou la partie critique est très bien étudiée et la partie constructive très insuffisante.
J'approuve donc les camarades qui ont souligné la nécessité de promouvoir les études et recherches,
Il reste que notre première tâche est de nous définir par nous-mêmes, de préciser nos buts et de travailler démocratiquement, c'est-à-dire en y associant tous nos militants, à l'élaboration de notre programme aux différents niveaux, programme fondamental, programme de gouvernements.
La fédération du Doubs a fait, dans sa motion, des propositions précises à ce sujet.
Nous définir par nous-mêmes et arriver ainsi à présenter aux Français une solution de rechange au gaullisme de M. Pompidou, cela représente pour nous une impérieuse nécessité qui prime toutes les autres.
Cela ne veut pas dire que nous devons ignorer les autres problèmes.
Je terminerai donc mon intervention en disant un mot de problème des alliances, qui a été et sera beaucoup agité et qui fait ressortir une contradiction dont nous devons avoir conscience.
Tout le monde reconnaît, je pense, la nécessité de nous définir intrinsèquement et non pas par rapport aux organisations qui seraient à nos limites.
Il est donc difficile, tant que notre programme n'aura pas été fixé par nos instances, d'engager avec quelque autre formation politique que ce soit, des contacts fructueux.
Cependant, une telle attitude pourrait laisser planer sur nos objectifs une ambigüité qui n'est pas admissible.
Nous devons dire clairement que nous nous plaçons dans la perspective de l'union de toute la Gauche et que nous n'en envisageons pas d'autre. C'est pour établir les éléments du regroupement correspondant que nous devons maintenant nous mettre au travail.
Sur notre droite, c'est uniquement en ce sens que nous accueillerons la collaboration d'hommes de progrès qui ne se déclarent pas adversaires de la transformation socialiste.
Avec les autres formations de la Gauche, et en particulier le Parti Communiste, nous nous trouvons devant la situation suivante et nous estimons que notre action passe par l'ouverture d'un ou de plusieurs dialogues, et nous constatons que nous ne sommes pas prêts pour l’engager.
Par prêts parce que nous sommes dans un état de faiblesse apparent indéniable.
Pas prêts aussi parce que nous n'avons pas la possibilité de donner à ceux d'entre nous qui seraient chargés de contacts et de négociations, en particulier sur des propositions globales de gouvernement réclamant l'accord de toute la Gauche, de fixer les bases de négociation qui permettraient à nos mandataires de connaître l'étendue et les limites du mandat qui leur serait fixé.

Fondation Jean Jaurès

Une telle situation paraît insoluble.
Mais, camarades, souvenons nous que, sur le plan de la politique économique, nous nous trouvons aussi en présence d'une situation où tout ne peut être réglé que progressivement. Nous avons proposé, nos candidats à l'élection présidentielle ont proposé un programme échelonné dans le temps, comportant des échéances fixées à l'avance, permettant un contrôle par le corps électoral.
Devant le problème qui nous est posé, sur le plan politique, cette fois, c'est dans l'élaboration d'un échéancier qui constitue engagement entre la base du Parti et ses instances dirigeantes que nous devons rechercher une solution réaliste au problème insoluble dans l'immédiat qui nous est posée.
Il nous faut nous donner l'échelonnement dans le temps qui est indispensable. Mais, il faut aussi prendre les engagements précis sur un calendrier qui éliminent toute espèce de doute sur notre volonté profonde.
Il appartiendra aux instances que nous allons élire de mettre en œuvre l'élaboration démocratique des différentes étapes d'un programme socialiste à visage humain, et en même temps de faire en sorte que notre volonté de rechercher l'Union de l'ensemble de la Gauche considérée par nous comme indispensable à la marche vers le Socialisme apparaisse clairement.
Cela suppose l'annonce d'un dialogue avec les autres formations de Gauche et, en particulier, avec le Parti Communiste, à condition bien entendu que nous trouvions en face de nous un désir de dialogue sincère égal au nôtre.
Les étapes prévues seront, en ce qui nous concerne échelonnées dans le temps et fixées à l'avance de manière précise.
Telles sont les conditions qui nous paraissent devoir accompagner la naissance d'un nouveau Parti qui, malgré toutes les difficultés de son enfantement, porte les espoirs d'un monde Français et, parmi eux, de millions de travailleurs.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Garrel, de l'Aisne.

Garrel

Camarades, les délégués à un congrès sont les interprètes des militants qui leur ont fait confiance et il est normal qu'ils posent publiquement à la tribune de ce congrès les questions qui préoccupent ces militants, et il est normal qu'ils réfléchissent avec les autres délégués aux réponses à apporter à ces questions.
Or, camarades, il est vrai que beaucoup des militants anciens et nouveaux qui se trouvent à l'heure actuelle à l'intérieur du Parti Socialiste en voie de formation se posent des questions et sont inquiets.
Ils se posent des questions parce qu'ils se demandent ce que signifie ce mouvement pendulaire qu'évoquait ce matin Chandernagor et ils ont effectivement l'inquiétude que ce Parti Socialiste n'apparaisse que comme l'expression d'une volonté politique équivoque.
Il appartient au congrès de faire cesser sur ce point cette équivoque et de répondre positivement aux questions que nos militants se posent. Si nous acceptons de nous enfermer dans une analyse bien connue, qui veut qu'un Parti

Socialiste démocratique ne soit que l'expression d'une petite bourgeoisie hésitante, qui selon les périodes de crise, se rallie au centre ou se rallie au Parti Communiste, je dis que nous sommes condamnés, car ce n'est pas cela que nos militants attendent de nous.
(Applaudissements.)
Ce Parti Socialiste ne doit pas aujourd'hui se prononcer comme d'autres partis socialistes qui, à travers l'Europe, traversent aussi leur crise de maturité et de croissance. Il importe que nous prenions conscience que nous ne sommes pas dans une situation économique et sociale stable, mais qu'a travers l'Occident, dans les pays d'économie de marché nous abordons la première phase d'une grande crise qui a commencé en 1968 et qui, à l'heure actuelle, se continue.
Cette crise, elle est la crise même du capitalisme qui, à l'heure actuelle, est menacé, est menacé de par sa structure même, et cette crise économique donne naissance à des mouvements revendicatifs d'une ampleur sans cesse croissante, qui ont commencé en 1968 mais dont il serait illusoire de croire qu'ils se sont terminés en mai 1968.
(Applaudissements)
De notre point de vue, camarades, plutôt qu'éternellement nous interroger sur ce que nous ferons dans des élections municipales, cantonales ou autres, il serait peut-être utile de nous interroger sur ce que nous aurons à faire en face d'une position qui ne sera marquée par aucune élection, mais qui sera probablement marquée par des conflits sociaux.
(Applaudissements),
Voilà pourquoi la Section de Laon et la fédération de l'Aisne, qui s'est ralliée à ces projets de texte, a préféré soumettre au Congrès national, non pas une motion, car elle n'en avait pas les moyens, mais des projets de textes qui figurent sous la rubrique A 11 de Documentation socialiste, et voilà pourquoi elle vous demande qu'une partie de ces analyses soit prise en considération et qu'une partie de cet esprit passe dans la motion finale qui sera retenue.
Voilà pourquoi elle vous demande de vous prononcer sur la nature de classe du Parti Socialiste et voilà pourquoi elle vous demande de prendre des décisions politiques claires à partir desquelles il vous sera possible de poser le problème des alliances, à partir desquelles il nous sera possible de poser le problème de la stratégie.
Voilà pourquoi nous pensons qu'il serait regrettable d'inverser les termes du problème, c'est-à-dire de ne parler que des alliances éventuelles avec tel ou tel partenaire, avant même de s'être demandé sur quelles positions nous irions les trouver et comment nous les défendrions.
Ceci étant il nous apparaît que ces décisions ne peuvent être que des décisions socialistes claires et que par conséquent c’est sur la totalité d'un programme socialiste qui sera le nôtre et sur la totalité de ses options, que nous proposerons à notre partenaire, que devra s'engager le débat et, ce débat, il est pour nous bien évident qu'il ne peut s'engager avec un centre qui n'est jamais qu'une droite camouflée, expression de la volonté politique de la bourgeoisie réactionnaire.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - La parole est maintenant à Leplée, de la fédération du Finistère et ensuite à Bas, du Var. Leplée, pour 4 minutes.

Leplée (Finistère)

Mes chers camarades, dans une intervention que je voudrais essentiellement pragmatique, je voudrais, au nom de la Fédération du Finistère, exprimer un certain nombre de satisfactions quant à la tenue et à l'organisation même de ce congrès.

Au cours de la Conférence Socialiste qui s'était tenue à Suresnes, le 8 juin, j'avais était l'un des orateurs qui avaient réclamé que des contacts soient repris avec les organisations qui n'étaient pas présentes à Alfortville. Depuis lors les conversations m'ont donné partiellement satisfaction puisque le congrès d'aujourd'hui a réussi à se tenir et a comporté certains éléments d'élargissement.

Cependant, nous devons constater que ce congrès ne peut être considéré que comme une étape.

En effet, d'autres Socialiste d'autres forces socialistes organisées, sont encore absentes de ce Parti, et il est du devoir d'un congrès socialiste constitutif de rechercher à parfaire et élargir cette unité.

A la base nous avons les uns et les autres, sans les sections et dans les fédérations, à l'occasion de la préparation de ce congrès, rencontré un certain nombre de difficultés pour des problèmes bien connus et notamment le problème de savoir si nous avions tous cette volonté de rechercher l'unité que nous voulons.

Le problème est également de savoir si nous avons des chances de réussir cette unité.

A l'allure où les choses se présentent au cours de ce congrès il est bien à craindre qu'à cause du nombre important de motions sur lesquels il est vraisemblable que les délégués auront à se prononcer, nous donnions une impression de mosaïque, et que nous nous dispersions sur différente textes, alors que la première urgence serait de présenter une importante majorité à l'intérieur de ce congrès sur un texte unique.

Je pense qu'il nous faut en effet prendre une initiative pour notre congrès puisse offrir à tous ceux qui nous observent, à tous ceux à qui nous allons nous adresser, les adhérents, les militants, les dirigeants de la Convention des Institutions Républicaines, les adhérents, les militants, les dirigeants du PSU, mais aussi les inorganisés, ceux qui sont en dehors de toute organisation et qui attendent qu'une grande organisation s'offre à eux pour justement les organiser, à tous ceux qui se posent la question de l'unité socialiste, à tous ceux qui aspirent à la constitution d'un grand Parti Socialiste, il faut que nous soyons en mesure de présenter une force, une cohésion, une dynamique, une puissance et en ce sens, au nom de la fédération du Finistère, j'insiste pour que, à travers toutes les motions qui nous sont présentées, plusieurs des auteurs de ces motions se rejoignent pour rechercher une position de synthèse.

Il ne suffit pas en effet de dire, chacun de son bord "unité, unité, unité" il ne

suffit pas de dire ensemble, chacun de son bord "recrutons, recrutez" il faut que ce soit ensemble que nous recherchions les conditions de cette unité.
Il faut bien sûr chercher les conditions de cette unité, il faut rechercher les conditions du développement, de l'élargissement, il faut rechercher les conditions du combat, des services à donner en commun, il faut rechercher ensemble les conditions du dialogue public à mener ensuite avec le Parti Communiste. Mais pour cela, il est indispensable que ce congrès s'achève par une impression de puissance et de dynamique et sur une motion de synthèse qui, je le pense, est capable de donner cette impression.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Abase, du Var et ensuite Perrot du Lot-et-Garonne.

Abase (Var)

Ce matin, à la faveur des votes qui ont été exprimés à propos des structures, il est apparu au congrès que la fédération du Var, pour sa majorité, s'abstenait. J'interviens ici dans une première partie de mon propos au nom de cette fraction, encore que, je le précise, je n'en fasse pas partie, mais parce que mes camarades qui désiraient intervenir à ce sujet se sont présentés trop tard pour se faire inscrire.
Je voudrais donc très rapidement expliquer la position de la majorité de la fédération du Var qui s'abstient dans tous les votes qui interviennent.
La fédération du Var a choisi dans sa majorité l'abstention. Il ne s'agit pas d'une position d'hostilité, le souci des abstentionnistes varois est d'éviter un éclatement du Parti Socialiste qui peut-être, au travers des motions d'orientation, qui mettent l'accent sur les tendances, sur des alliances politiques, pourrait être fortement controversées. Unité et regroupement sont les préoccupations majeures des abstentionnistes varois. Lorsque le tumulte des idées sera quelque peu dissipé et après une nécessaire médiation il sera alors plus aisé de faire des choix et d'engager un Parti mieux soudé. Il ne faut pas compromettre aujourd'hui par des engagements trop prématurés l'avenir même du Parti Socialiste.
C'était, je le rappelle, la position de la majorité de la fédération du Var, qui s'abstient à l'occasion des votes de ce Congrès.
Je veux maintenant apporter ma contribution aux travaux de ce congrès et constater tout d'abord avec vous que la richesse des débats sur l'orientation témoigne de l'intérêt que, de mon point de vue, les militants du Parti attachent à la définition d'une orientation qui soit tout d'abord l'affirmation du nouveau Parti auprès de l'opinion publique.
En effet, après les événements que nous venons de vivre, les critiques dont nous avons été l'objet venant de l'extrême droite à l'extrême gauche, il nous paraît de première importance de dire clairement qui nous sommes et ce que nous voulons.
Le souci qui doit nous habiter à l'occasion de ce congrès constitutif doit donc être de définir une orientation claire, rigoureuse, qui exprime notre volonté

Fondation Jean-Jaurès

d'unir les forces anticapitalistes au nom du Socialisme.
Pour autant il importe que nous disions tout aussi clairement que nous ne sommes disposés à aucun prix à mener ce combat en concédant quoi que ce soit aux principes de liberté, de démocratie qui sont inséparables du Socialisme.
Concernant les structures, nous avons senti hier et ce matin à quel point la rénovation des structures était inséparable de l'affirmation du nouveau Parti.
Un des points les plus importants, les plus controversés et les plus discutés a été celui de la collégialité.
Je pense que son principe est bon. En effet la collégialité multiplie véritablement le potentiel de travail, d'imagination, de responsabilité et les Américains même les Japonais, à la pointe du management, l'ont bien compris qui l'instituent de plus en plus fréquemment.
Mais encore faut-il s'entendre. La collégialité du bureau du Parti, si elle doit multiplier son potentiel de réalisations, d'initiatives, ne doit pas tenir lieu en tant que telle et il est bien évident que le Parti doit avoir un premier Secrétaire, celui qui est véritablement le porte-parole au sommet, qui le représente au niveau le plus élevé, tout en réalisant un véritable travail d'équipe avec ses camarades du Bureau.
Ce sont à mon avis les principes qui devraient être retenus à l'occasion de la définition de l'affirmation et de l'orientation du Parti.
Un programme d'action précis reste à élaborer, qui nécessitera la contribution de tous les militants du Parti. Ces principes on les retrouve à peu de chose près dans un certain nombre de motions, qu'elles s'intitulent "regrouper et rénover, fidélité aux principes et modernité dans l'action" pour ne citer que les plus importantes et les plus souvent évoquées.
En ce qui concerne je souhaite, et je suis sûr d'exprimer à la faveur de ce souhait l'opinion de la plus grande partie du Congrès, qu'une synthèse réelle s'opère. C'est en tous cas le vœu des militants de base, je n'en veux pour preuve que l'attitude de ma section à Toulon. Après que les camarades se fussent prononcés pour une motion ou pour une autre, et à l'unanimité, ils ont apporté leur soutien au texte "Appel pour le renouveau et l'unité socialiste" estimant qu'un tel appel, apportant d'ailleurs des éléments supplémentaires, insistant notamment sur la nécessité de novation de l'entreprise que nous menons, mais appelant à la recherche de la synthèse - devait être entendu.
Il ne faudrait en effet à aucun moment que, dans ce congrès, on oublie qu'il est constitutif, c'est à dire qu'il "réunit" et non pas qu'il "divise".
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Perrot Lot-et-Garonne, ensuite Faivre, de la fédération du Nord.

Perrot (Lot-et-Garonne)

Camarades, je voudrais brièvement vous livrer quelques réflexions sur les jeunes et la politique et je voudrais surtout que l'on prenne conscience que l'avenir du nouveau Parti Socialiste est lié à l'accueil que vont lui réserver les jeunes

générations, dont le poids va être tel que, d'ici cinq ans, la majorité du corps électoral descendra en-dessous de quarante ans.
Actuellement, en France, seulement 3% des jeunes sont engagés politiquement dans un parti et lors des grands moments de la vie politique française, il a été prouvé scientifiquement par des statistiques, des sondages, des expériences, que les jeunes participaient massivement, s'intéressaient aux problèmes et votaient même massivement.
Cela peut sembler anormal, voire paradoxal. Pourtant, cela s'explique. En effet, la jeunesse est un court passage avant l'âge adulte, mais c'est l'état surtout pendant lequel l'adolescent se forme, recherche la vérité, et c'est dans l'impétueux tourbillon des idées et des sentiments qui nous entourent, de dégager quelques lignes essentielles, quelques principes essentiels qui l'orienteront plus tard.
Et ce besoin d'information et d'éducation, en partie satisfait lors de ces grands moments politiques, dans les confrontations télévisées, par les débats publics qui enfièvrent la France, cela explique le paradoxe souligné plus haut.
Quelles conclusions devons-nous en tirer ? La première conclusion est que, dorénavant, nous devrons être présents sur le marché national et mondial des idées. Nous devrons à chaque instant pouvoir faire rayonner la pensée socialiste. Et ce rayonnement du nouveau Parti Socialiste dépendra autant de ces structures d'accueil souples, de ces antichambres du parti que nous allons heureusement mettre en place à la suite du vote des statuts, que des orientations politiques que nous allons définir, et aussi, il faut le dire, des représentants de ces organismes centraux que nous allons élire.
Comme les événements de mai et juin ont montré que la jeunesse n'était pas particulièrement portée ni vers les solutions staliniennes, ni vers les solutions centristes de chèvre-chou, sans odeur, sans couleur, sans saveur, le problème qui se pose pour elle et pour nous est de savoir si, en face d'un parti conservateur et d'argent, qui a en mains les principaux leviers de commande qui conditionnent l'information et les esprits et qui reprend à son compte la formule : "Enrichissez-vous !" de Guizot, qui a conduit d'ailleurs à la révolution de 1848, le problème, dis-je, est de savoir si la Gauche est capable d'offrir à cette jeunesse une alternative claire et précise, cet idéal socialiste qui traduit un nouveau type de civilisation, de nouveaux rapports entre les hommes, un nouveau système économique et un nouveau régime politique.
Ces grandes espérances, ces changements profonds, seule la Gauche entière, y compris le Parti Communiste, est capable de les satisfaire. Seule cette union de la Gauche est capable d'engendrer une dynamique à la mesure du potentiel offensif et généreux de la jeunesse et d'abattre ce capitalisme assez difficile à saisir, mais qui nous gouverne tous et dont nous subissons toujours les méfaits„
Le nouveau Parti Socialiste devra évidemment, dans un premier stade, déterminer son visage, son propre visage, mais, dans un délai assez court, il devra engager des pourparlers avec les formations de gauche. Un contrat, cela veut dire évidemment des concessions de part et d'autre, mais cela ne veut pas traduire obligatoirement la défiguration. Un mariage d'ailleurs souventes fois

enrichit les personnalités des deux composants. Des dossiers existent ; un minimum a été accompli par la FGDS ; les points où il y a désaccord, et surtout au niveau européen, devront être approfondis, et cela publiquement, de façon à montrer clairement aux jeunes travailleurs manuels et intellectuels sur quels principes nous pouvons être d'accord et sur quels principes nous pourrons transiger. La tentative d'union vaut la peine d'être tentée.
Pour conclure, je me rattacherai à une des motions précédentes ; je rallierai la motion Savary, tant par le contenu et l'esprit que par les hommes qui l'ont signée.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fièvre.

Fever (Nord)

Camarades, en affirmant que les idéaux historiques du Socialisme sont les nôtres, la déclaration de principe à laquelle nous avons tous souscrit dit que nous sommes des socialistes. La question maintenant est de passer des principes à la réalité pratique.
C'est pour delà que, en abandonnant tous quelque chose de notre individualité, nous créons un parti que nous voulons moderne et efficace.
Etre moderne, c'est reconnaître la réalité du monde sur lequel nous voulons agir.
Etre efficace, c'est y discerner les leviers sur lesquels nous agirons pour atteindre nos objectifs.
Or ce qui frappe aujourd'hui, c'est que, pas plus qu'il n'y aura de grand soir où tout serait changé définitivement d'un seul coup, il ne peut y avoir non plus de politique au coup par coup, au jour le jour, menée avec l'espoir que les choses s'ajustent d'elles-mêmes et que se présente l'opportunité d'opérer les changements décisifs.
Nous savons que, pour un terme de quinze ou vingt ans, il n'y a pas de déterminisme économique et social, il n'est écrit nulle part que notre société va inéluctablement au Socialisme, pas plus qu'il n'est écrit qu'elle restera capitaliste.
Cette constatation doit nous renforcer dans notre volonté de changer le cours des choses, car elle veut précisément dire que nous avons des chances d'y parvenir.
Mais il faut en même temps reconnaître que nous sommes à l'heure des décisions enchaînées les unes aux autres et qui peuvent déraper précisément parce qu'il est très difficile de persuader les responsables politiques, tout autant que l'opinion publique, qu'une modification de quelques dixièmes de pour cent dans un taux de variation est parfois susceptible dans la mesure du possible, d'enclencher un processus cumulatif qui mène à des résultats opposés à ceux recherchés.
La délicatesse, la complexité des mécanismes économiques et sociaux exigent une nouvelle manière de gouverner, qui commence par la définition complète d'un projet politique.
Quelle politique d'ensemble poursuivrons-nous ?
Comment ferons-nous pour la mettre en pratique et la mener à bien ? Comment

Fondation Jean Jaurès

pourrons-nous être à ce moment là le pôle du refus de la politique du grand capital, pour devenir rapidement l'axe d'une majorité stable, nous assurant le délai nécessaire pour marquer l'histoire de ce pays d'une empreinte décisive ?
Bien entendu, c'est le contenu de notre projet politique qui nous tira quelle action quotidienne nous devons mener, puisque nous venons de voir comment cette action pourrait presqu'à notre insu nous faire manquer notre objectif. Si nos objectifs ne sont pas convenablement cernées, si les voies d'accès ne sont pas à la fois tracées et balisées, le risque d'échec nous menace.
Quels sont nos objectifs ? Comment y parvenir ? Quelles seront nos marges de manœuvre ? Voilà ce que devra dire le programme fondamental qu'il faut mettre en chantier, à la fois secteur par secteur pour examiner ce qui est possible et ce qui est souhaitable dans chacun d'eux, et à la fois programme d'ensemble, de manière à ce que le Parti prenne l'habitude des arbitrages auxquels nous serons contraints si notre ambition de gouverner ce pays est menée à son terme.
Alors deux problèmes vont se poser : l'un qui demande une solution pratique, l'autre qui touche à l'orientation du Parti.
Premier problème : que faire dans l'immédiat et dans le court terme ? Il nous faut un programme qui serait le nôtre si le Parti était au pouvoir, et qui dans l'immédiat apportera aux citoyens des solutions socialistes face à la politique de l'actuel gouvernement, et permettra notre action de propagande et de recrutement.
Ces programmes seront donc immédiatement mis en chantier et soumis dans les meilleurs délais aux instances régulières, nécessaires, commissions, conférences d'étude, pyramide des décisions, qui vont des assemblées générales de sections au congrès national.
Ainsi le Parti pourra fixer ses positions politiques, sans céder aux facilités démagogiques.
Mais tout de suite, en vue notamment de fixer l'attitude des élus du Parti, le Congrès devrait donner mandat au Comité directeur d'élaborer à titre provisoire des éléments de programme reprenant les points sur lesquels un accord était intervenu au sein de la FGDS, points qui figurent soit pour certains dans le programme du 14 juillet 1967, soit pour d'autres dans la déclaration commune avec le Parti Communiste du 24 février 1968.
Voilà en la matière, et pour l'immédiat, ce que la fédération du Nord à l'unanimité propose.
Le second problème n'appelle pas de décision pratique immédiate. Il s'agit de savoir dans quel esprit, et avec quelle hypothèse de travail, on va mettre en chantier le programme fondamental et le programme de législature.
J'ai conscience, pour l'avoir entendu exprimer, pour l'avoir lu, que pour certains d'entre nous le Parti doit, pour un temps qui peut être long, s'interdire toute ambition gouvernementale. C'est ainsi que dans la logique de cette attitude, et tout naturellement, on s'accordera tous les délais nécessaires, et même ceux qui ne le seraient pas, pour polir et repolir des programmes, sans se préoccuper d'avoir à les mettre en œuvre.
Camarades, j'ai le sentiment que l'évolution aussi bien dans le domaine

Fondation Jean Jaurès

économique que social, que pour ce qui est des structures et des comportements politiques de ce pays, fera qu'à chaque échéance politique, échéance de droit lorsqu'il s'agira d'élections générales, ou échéance de fait, crise politique pouvant découler d'une crise sociale par exemple, eh bien la famille démocrate socialiste que le Parti s'efforce de rassembler en une seule organisation, cette famille, ce courant politique deviendra en fait la clé du changement de politique dans ce pays.
Ce pays ne sera peut-être pas organiquement un pays à deux grands partis; mais à partir du moment où il y a un grand parti conservateur unifié, il y a de fait dans le pays un parti de l'opposition. Que ce parti dispose de structures de décision et d'action unifiée n'est certainement pas indifférent pour l'issue de l'échéance.
Arthur Notebart a dit ce que pensait une partie de la fédération du Nord du problème ; on vous dira par ailleurs ce que pense la majorité de nos fédérations.
Ce que je voudrais retenir ici, ce sur quoi j'insisterai, c'est qu'en définitive ce parti de l'opposition doit offrir aux hommes et aux femmes de ce pays le programme de changement politique qui est attendu, et en travaillant à ce programme, nous contribuerons aussi positivement à l'unification de la Gauche.
Mais alors, camarades, attention ! Attention de ne pas établir des programmes qui répondent aux problèmes d'hier. Attention également de ne pas établir des programmes pour un terme indéfini. Il faut apporter des solutions aux problèmes du jour, qui portent en elles des perspectives de changement de société.
Le concours de l'ensemble des travailleurs, pour avancer dans la voie du Socialisme, est indispensable, et l'union de la Gauche doit être recherchée pour conquérir le pouvoir.
C'est pour cela qu'il faut faire du Parti, d'abord dans son programme, une force d'attraction capable d'entrainer la jeunesse, de mobiliser les masses au service du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mante, fédération de l'Isère, ensuite à Chevènement, Paris.
Mante, tu disposes de quatre minutes.

Mante

La naissance et l'existence d'un grand mouvement qui rassemblera toutes les forces socialistes du pays dépend de l'orientation politique qui sera aujourd'hui tracé. Rien de définitif, encore moins d'exclusif, ne peut aujourd'hui être construit.
Mais cette première étape conditionne les autres; elle est essentielle ; elle doit être précise.
Ce Congrès doit effacer les dissensions d'Alfortville, dissiper les doutes et le vide que le creux des vacances ne peut qu'amplifier. Il sera le vrai départ, s'il laisse la porte grande ouverte à tous ceux qui, reprenant confiance après la défaite, nous apporteront leurs idées, leur courage et leur expérience.
La Gauche s'effrite quand elle s'allie avec le Centre. Ses militants se dispersent

aux quatre vents ; les cercles fermés et les sectes sont la négation même de l'esprit socialiste.
La seule convergence socialiste, c'est maintenant une vérité historique, tourne le dos aux expériences centristes.
Nous devons aujourd'hui décider d'une stratégie d'unité pour toute la Gauche. Nous devons affirmer que l'unité politique entre Socialistes et Communistes n'est pas un problème tactique, mais une donnée fondamentale dans notre lutte générale pour la démocratie socialiste qu'exige le monde moderne.
Certes, les conditions d'un contrat de gouvernement entre Socialistes et Communistes ne sont pas actuellement réalisées, et la chose a été dite et développée. Mais la Gauche Socialiste ne peut attendre passivement que ces conditions existent. Il lui appartient au contraire de contribuer à les créer, en renonçant à une attitude défensive; en provoquant à tous les niveaux le débat public avec les masses qui sont influencées par le Parti Communiste Français, avec les militants communistes, avec ce Parti lui-même, et en informant sur le contenu d'un tel contrat.
C'est ainsi seulement, par ce travail actif et concret, mené à l'entreprise, dans les localités, les quartiers, les groupes d'immeubles, que s'imposera le modèle français pour la démocratie socialiste de notre temps.
Le nouveau Parti Socialiste ne peut prétendre être le seul à définir ce modèle. Ce doit être l'affaire de tous les Socialistes, mais aussi des militants d'organisations syndicales, de mouvements de jeunesse.
En conséquence, le Congrès doit proposer aux autres groupements de la Gauche Socialiste, en particulier à la Convention des Institutions Républicaines et au P.S.U., organisation en commun de ce travail de réflexion et d'élaboration collective, au cours d'une campagne d'assises socialistes pour des carrefours de la Gauche Socialiste, campagne qui se déroulerait dès l'automne.
(Applaudissements)
A l'issue de ce travail de clarification, et de définition, accompli en commun, la Gauche Socialiste aura la force indispensable pour aborder, au plus tard au début de 1970, et de façon dynamique l'offensive, le nécessaire dialogue avec le groupement communiste et ses organisations.
Chacun de nous doit partir demain chargé d'espérance, et muni pour l'action. Ce Congrès serait un échec s'il débouchait sur l'indifférence et la passivité.
(Applaudissements)

Le président - Je vais maintenant donner la parole à Chevènement, de Paris, et après lui à Weygand, Bouches-du-Rhône. Mais avant, je voudrais annoncer au Congrès que Blancat, Val-de-Marne, renonce à la parole, ainsi que Porte-voix (?) et un camarade des Alpes-Maritimes.
La parole est à Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Camarades, les militants réunis à Bagneux le 22 juin me chargent de déposer devant vous une motion préalable. Je voudrais que vous preniez cette motion au

sérieux.
Cette procédure un peu extraordinaire, camarades, s'explique par le malaise profond dont vous ne devez pas vous cacher qu'il existe à la base, et notamment parmi les nouveaux adhérents, mais j'insiste, pas seulement parmi ceux-ci puisque je suis moi-même depuis plus de cinq ans à la SFIO.
Je voudrais vous rendre sensibles, camarades, si minime que puisse être ma force de persuasion, au fait que ce Congrès ne peut en aucune manière être un congrès comme les autres; d'abord parce que je voudrais vous rappeler qu'il est un congrès constitutif; qu'il intervient ensuite au lendemain de la plus écrasante défaite que le Socialiste ait connue dans notre pays; enfin qu'il fait suite à la réunion d'Alfortville qui a marqué une rupture profonde dans la stratégie suivie depuis 4 ans par le Mouvement Socialiste.
Vous savez, camarades, que cette orientation vraiment très nouvelle a surpris, et je dirai même traumatisé la base ; qu'elle a largement déconsidéré le Parti dans l'opinion, comme l'ont montré les résultats de l'élection présidentielle, et je crois que nous devons réfléchir à cela ici, en nous souvenant de Jaurès : le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire !
Donc je voudrais, et je vous le demande au nom de mes camarades de Bagneux, que nous tirions tous ensemble la leçon de ce qui s'est passé. C'est la raison de cette motion préalable qui vous est distribuée, et dont nous espérons qu'elle pourra servir à une synthèse possible ; je dis bien possible.
Qu'on me laisse m'attarder un moment sur la signification de ces événements.
Il est clair qu'ils marquent la plus grande victoire de la grande bourgeoisie depuis 1958 ; que celle-ci, à la faveur du "non" au référendum, s'est débarrassée de de Gaulle, qui commençait à gêner, que les événements marquent la naissance du grand parti conservateur, et que l'ouverture, si tant est qu'il y ait ouverture, s'est faite uniquement vers la Droite,
Ce qui est grave, camarades, c'est que cette victoire de la grande bourgeoisie, cette défaite du Socialisme, est intervenue dans des conditions humiliantes, humiliantes parce qu'il n'est pas vrai que nous nous soyons battus sous notre drapeau. Vous savez que notre camarade Defferre bénéficiait d'un faible soutien, et qu'une grande partie de notre mouvement a souhaité dès le début - et certains, non des moindres, l'ont dit publiquement - le succès de Potier.
Ainsi, on préfère toujours, semble-t-il, jouer un autre cheval que le nôtre, comme on a joué de Gaulle en 1958 contre les Colonels, on a joué Poher en 1969 contre Pompidou.
(Applaudissements)
Et dans les deux cas, on a eu la même chose, c'est-à-dire le Gaullisme !
Camarades, je voudrais que nous apprenions à nous battre sous notre drapeau, et c'est pourquoi notre motion définit des éléments qui nous paraissent absolument fondamentaux de stratégie, et aussi des mesures pratiques.
Deux choses d'abord ; l'unité de la Gauche est un parti fort, c'est-à-dire renouvelé. L'unité de la Gauche n'est pas un choix tactique, mais une option stratégique. Ceci suppose qu'on s'y tienne, qu'on ne fasse pas comme les girouettes, et que lorsque l'occasion se présente, on ne change pas d'orientation.

Mais cela suppose qu'on ait une attitude tout : fait différente à l'égard du Parti Communiste, qu'on ne demande pas que les Communistes deviennent des Socialistes, surveillant leurs progrès ou leurs reculs, constatant qu'ils se libéralisent ou qu'ils se durcissent.
Cela suppose que nous affirmions clairement notre Socialisme, que nous fassions confiance à nous-mêmes, au Socialisme, au peuple, à ses traditions démocratiques, et que nous n'avions pas de complexe d'infériorité vis à vis du Parti Communiste.
Si vraiment nous considérons que l'alliance avec le Parti Communiste est fondamental pour faire progresser notre société sur la voie du Socialisme, cela suppose que nous ayons un Parti Socialiste puissant, et qu'aujourd'hui nous créons les conditions de cette résurrection.
Ces conditions sont au nombre de deux : d'abord, que nous définissions clairement la ligne dont j'ai parlé, et que nous ne fermions pas la porte aux Socialistes nombreux qui se trouvent en dehors du Parti que nous créons, et notre motion préconise la tenue dès l'automne d'assises auxquelles nous inviterons le PSU et la Convention des Institutions Républicaines, pour bien marquer notre volonté d'ouverture et non pas de fermeture.
Mais la deuxième condition, tout aussi fondamentale, c'est le renouvellement profond des hommes. Je voudrais simplement vous rappeler un souvenir personnel : j'ai adhéré à la SFIO en revenant d'Algérie où j'ai passé deux années, dans les conditions que vous pouvez imaginer. Vous pensez que cela supposait une certaine confiance. Je ne sais pas si beaucoup de gens de mon âge l'avaient à cette époque, et je doute fort qu'aujourd'hui on en retrouve encore beaucoup.
C'est pourquoi, camarades, quelle que soit la puissance, remarquable d'ailleurs, de conviction de certains, à l'intérieur de la vieille maison, je voudrais qu'ils n'oublient pas qu'elle est devenue nulle au dehors.
(Applaudissements)
L'expérience nous a appris malheureusement, camarades, et je n'hésite pas à le répéter, que Péguy avait raison quand il disait que tout est une question de personne.
C'est pourquoi notre motion dit : "Dans la grave crise de confiance que traverse le Socialisme Français, il est clair qu'une juste orientation politique, pour indispensable qu'elle soit, ne suffit pas.
L'expérience nous a appris que l'application d'une telle ligne politique ne vaut que par les hommes qui en ont là charge. Un renouvellement profond des équipes dirigeantes doit apparaitre à l'issue de ce Congrès pour redonner confiance non seulement aux militants, mais aussi aux bases socialistes.
Cela implique d'abord que la majorité du Comité directeur au moins soit composée d'hommes nouveaux, n'ayant pas appartenu aux directions des organisations constitutives, et qu'en second lieu ces hommes puissent apparaitre à l'extérieur comme des hommes sans ambigüité.
A ces conditions, camarades, mais à ces conditions seulement, une ligne ferme, un renouvellement profond, le Parti Socialiste nouveau pourra exister demain. A ces conditions seulement, il recrutera, vous le savez bien, et deviendra

Fondation Jean Jaurès

l'instrument solide et fort dont le Socialisme Français a besoin.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Weygand, Bouches-du-Rhône.

Lucien Weygand

Camarades, la majorité, l'immense majorité de la fédération des Bouches-du-Rhône n'a pas voulu se prononcer sur une des 50 ou 60 motions qui ont été envoyées aux différentes fédérations.
Ce n'est pas que la plupart de nos camarades ne trouvaient pas dans ces motions certains points qui leur paraissaient intéressants et qu'ils auraient volontiers votés, mais ils ont désiré marquer leur volonté de sortir d'une procédure qui a été petit à petit, au fil des années, détournée de son véritable but.
En effet, ils estiment que le Parti ne doit plus être un champ clos pour certains camarades au travers de ces motions, quelquefois d'ailleurs, et même la plupart du temps, contre l'avis et la volonté des principaux intéressés.
Ils ont la volonté que nos Congrès redeviennent ce qu'ils étaient, ce qu'ils doivent être, c'est-à-dire le lieu de rencontre des idées, le lieu de confrontation des idées entre camarades, dans un souci de clarté.
Les camarades des Bouches-du-Rhône ont d'autre part la conviction qu'avant d'engager le dialogue avec d'autres il est nécessaire que, si l'on désire que ce dialogue se déroule en pleine clarté, soit défini entre les camarades du Parti un programme, une tactique et une stratégie, et que ce n'est qu'à partir de cette définition que nous pourrons envisager le regroupement de l'ensemble des forces de gauche.
La charte et la déclaration de principes ont défini la finalité de notre Parti, et nul ne songe, je pense, dans cette salle, à les remettre en cause. Il nous faut maintenant meubler la période que certains ont appelé "la période transitoire". Nous devons définir pour notre Parti des options à court et à moyen terme. Le Parti ne doit plus prôner à nos yeux, même à moyen terme, un vague paternalisme, mais il doit offrir à l'ensemble des citoyens une option complètement différente de la société, la clarté de ce choix ne peut être démontrée que par l'affirmation et la mise en pratique d'une tactique où doivent prévaloir les solutions socialistes. Nous devons avoir comme tâche prioritaire d'élaborer un programme qui définisse les voies et les moyens du combat socialiste d'aujourd'hui.
Ce programme devra rappeler d'une manière solennelle que pour nous autres socialistes il n'existe pas de Socialisme s'il est le fruit de la contrainte ou s'il se maintient par elle. Démocratie économique et démocratie politique, pour nous, doivent être insolublement liées ; l'une sans l'autre n'est qu'un leurre.
Pour faire appliquer cette ligne de conduite, pour populariser auprès de tous les citoyens ces options, nous pensons qu'à tous les échelons du Parti doivent être mises en place des équipes de camarades qui associent ceux qui ont une longue pratique de la lutte politique et ceux qui sont venus rejoindre ce combat.
Il faut évidemment qu'à tous les échelons des hommes nouveaux soient chargés

de responsabilités. Encore faudrait-il s'entendre sur ce que l'on entend par "hommes nouveaux". Il ne suffit pas de dire : "Je suis un homme nouveau" pour être un homme nouveau. Pour nous, cela représente une autre conception. Disons qu'il existe dans le Parti, deux, sinon catégories de camarades, du moins sortes de camarades : les uns ayant mené de longues luttes depuis quelquefois bien avant la deuxième guerre mondiale, qui ont assumé des responsabilités pendant la guerre, pendant la libération, et puis, un certain nombre qui se sont éveillés au combat politique après cette Libération.
Eh bien, nous avons la conviction que c'est entre eux, que c'est dans l'équilibre de ces deux formations de ces deux générations que se trouve le lieu de passage, le moyen de réellement rénover le Parti et la foi socialiste en France.
Leur unité réalisée sur des bases concrètes, leurs options à court et moyen termes nettement définies, leurs responsables investis de la confiance des militants et parlant en leur nom, alors, nul plus que nous socialistes sommes partisans de l'unité de la Gauche. Ce n'est pas nous qui l'avons rompue en 1921, ce n'est pas nous qui l'avons rendue impossible en 1947. Mais nous n'admettrons jamais que l'unité de la Gauche soit payée par les socialistes du prix de la liberté. Pour nous, l'unité n'est pas un but, mais un moyen, un moyen pour délivrer la classe ouvrière de toutes les aliénations qui la contraignent depuis 150 ans et plus, et si la classe ouvrière doit se délivrer du joug capitaliste, ce ne peut pas être pour être contrainte par celui des capitalismes d'Etat ou par un parti unique.
C'est la principale raison qui nous fait désirer que s'ouvre avec le Parti Communiste, préalablement à toute discussion sur des problèmes qui peuvent nous paraître secondaires, un débat portant sur sa conception de la liberté, du fonctionnement de l'Etat dans le cadre de la société capitalise et socialiste, et de sa position vis-à-vis du pouvoir actuel. Tout le reste peut être sujet à dialogue, à concessions, mais pas cela.
Ainsi, nous le pensons, tous les camarades, à l'issue de ce débat, pourront juger quels sont les vrais partisans de l'unité, et quels sont les vrais démocrates. Toutefois, un dialogue ouvert avec le Parti Communiste ne peut s'ouvrir que tout autant que nous ayons la certitude qu'un accord a été conçu sur ces bases, et un accord éventuel entre le parti communiste et le Parti Socialiste ne peut suffire à créer un courant assez puissant pour gagner les élections, mais pour constituer une force d'opposition suffisante au régime.
Il faut donc également engager des pourparlers avec les partis, les organisations et les hommes qui sont d'accord avec notre définition de la démocratie économique et de la démocratie politique.

Le président - Camarade-, je vais te prier de conclure.

Weygand - A l'issue de la mise en place de ce programme fondamental, et pour juger des résultats des dialogues ainsi engagés, nous souhaitons qu'un congrès soit réuni avant la fin de l'année. Ce Congrès aurait pour but de se prononcer sur le programme du Parti et de faire le point de ces dialogues, (Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Le président - La parole est à Delmas, du Tarn-et-Garonne, et ensuite à Debesson, de la fédération du Nord. Je veux vous annoncer que pour alléger le débat, Roger Quillot, du Puy-de-Dôme, renonce à son temps de parole... (applaudissements)... Il en est de même de Jaubert, de la fédération de l'Isère… (Applaudissements).
Delmas, tu as la parole pour 8 minutes.

Delmas (Tarn-et-Garonne)

Camarades, Je n'ai pas déposé de motion, je ne suis signataire d'aucune autre.
Je représente ici une fédération qui n'a pas la prétention d'influer fortement sur les décisions finales du Congrès. Mais ce n'est pas là ce qui compte essentiellement. Il ne s'agit pas essentiellement de savoir si s'est la motion Y non plus ou la motion Z qui l'emportera demain, mais de savoir, ce qui intéresse plus particulièrement le grande presse française, si c'est Guy Mollet ou Defferre qui triompheront l'un de l'autre ou si encore, Mauroy l'emportera sur Savary ce qui est essentiel, c'est que demain nous ayons comblé le trou que nous avons laissé, se creuser entre le Parti Communiste, d'une part, et la réaction sous toutes ses formes d'autre part.
(Applaudissements)
Ce qui importe, c'est que nous ayons mis sur pied ce Parti Socialiste que quelques millions de Français et de Françaises attendent. Faute de quoi nous ne laisserions à ces millions de citoyens et de citoyennes que le choix entre gaullisme réactionnaire et Communisme, c'est-à-dire que nous ne leur laisserions aucun choix, nous ne leur laisserions que le désespoir.
Mais, il semble bien que ce soit chose faite, le Parti est aujourd'hui constitué, et il faut le considérer comme bien constitué, et il faut le considérer comme définitivement constitué.
Que la porte soit ouverte, grande ouverte, à tous ceux qui sont en retard. Ils n'ont pas encore voulu donner leur adhésion, bien sûr. D'accord ! Notez d'ailleurs que la porte restera toujours ouverte, la porte du Parti est toujours ouverte à tous ceux qui veulent un jour y adhérer.
Mais, le Parti étant constitué, il s'agissait donc aujourd'hui, en second lieu, de discuter des orientations, de ses orientations. Par "orientations", il semblerait bien qu'on a surtout voulu dire "les alliances", car c'est surtout de cela qu'on discute aujourd'hui.
Alors, si l'on comprend "orientations" dans ce sens, je ne vois guère que trois orientations possibles, bien sûr : à droite, à gauche, ou au milieu.
A droite, nous sommes, semble-t-il, bien d'accord tous les orateurs qui se sont succédé à cette tribune ont, je crois, à peu près exclu toute possibilité d'alliance (j'emploie le terme à dessein) avec le centre. Parce qu'effectivement le centre étant par définition un rassemblement de gens qui ne savent pas très exactement ce qu'ils veulent, et qui sont destinés à louvoyer éternellement entre leur gauche et leur droite, nous ne saurions être de cette nature, puisque nous avons, quant à nous, un but nettement défini.
A gauche, à notre gauche, il est convenu de dire que c'est à notre gauche que se

situe le Parti Communiste. Eh bien, je ne saurais être taxé, en ce qui me concerne, de pratiquer un anti-communiste systématique, puisque j'ai passé la totalité de ma vie active de militant syndicaliste et de militant politique à travailler avec les communistes, et qu'actuellement encore je les ai dans mon conseil municipal.
Mais je ne voudrais pas tout de même que dans ce Congrès ne soit pas donné l'avertissement nécessaire à ceux qui auraient l'air d'en avoir besoin. Déjà, jusqu'ici, sans attendre un nouveau Parti, dans le lieu, on a beaucoup économisé les communistes, par souci de ne pas rendre plus difficiles sans doute les rapports que l'on cherchait à établir avec eux.
Et il semble bien, je crains tout au moins, que dans le nouveau Parti que nous sommes en train de constituer une bonne fraction, songeant avec frénésie à se souder presque aux communistes, cherchant une alliance à tout prix, risquant peut-être d'être gentils avec eux et de ne jamais dénoncer leur vote, par exemple, par souci de rendre plus faciles les négociations. Mais songez que les communistes, eux, ne s'en privent pas, et ne s'en priveront pas, et que par tous les moyens les plus astucieux et les plus hypocrites parfois, ils chercheront - et aussi par les moyens les plus brutaux aussi - et ne referont pas faute, eux, de faire leur propagande contre vous.
Alors, c'est seulement un avertissement que je donne, étant bien entendu que je crois, moi aussi, à la nécessité de rechercher l'unité ouvrière. Je crois fermement à cette nécessité, mais je crois fermement aussi que cette unité ouvrière ne pourra être réalisée que lorsqu'il y aura entre les communistes et nous des ententes possibles sur des idées identiques. J'entends par là que le Parti Socialiste, parti de classe, devant être constitué pour lutter pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, ne saurait admettre des actions d'un parti allié lorsqu'il ne défend pas les intérêts de la classe ouvrière.
Et je ne pense pas que c'eut été une façon de défendre la classe ouvrière, en 1969, par exemple, que d'approuver le pacte russo-allemand, qui permit le déclanchement de la guerre. De même que je ne pense pas que ce soit une action en faveur de la classe ouvrière que d'avoir maintenu le gaullisme au pouvoir en faisant élire M. Pompidou.
(Applaudissements)

Le président - Camarade, tu disposes de 30 secondes pour conclure.

Delmas - En 30 secondes, donc, je termine, en regrettant bien sûr de n'avoir pas trente minutes. Et je termine en vous disant que si le Parti Socialiste doit avant tout être lui-même, comme on l'a déjà dit, je suis à peu près parfaitement d'accord avec les idées qu'a exprimées tout à l'heure Georges Quille, je dis donc que si le Parti Socialiste doit être avant tout lui-même, avant de rechercher des alliances à tout prix, sur sa gauche ou sur sa droite, il faut tout de mène qu'il ait de façon constante le souci de rechercher toujours l'union de la Gauche, et en particulier de la rechercher et de la faire prévaloir chaque fois que la démocratie est en péril.

(Applaudissements)

Le président - la parole est maintenant à Debesson, de la fédération du Nord, Ensuite, Barbier de l'Oise, et Antonin, de la fédération de Savoie.
Debesson, tu disposes de 15 minutes.

Debesson

J'aurai fini avant.
Mes chers camarades,
La fédération du Nord a accordé ses mandats à deux textes différents. C'est au nom de la majorité de cette fédération que j'interviens. D'ailleurs, l'unanimité, à qui nous tenons parce que très souvent elle est un élément d'équilibre et de force pour le Parti, a été réalisée sur des problèmes tels que celui de la construction d'un Parti qui soit lui-même, sur ses statuts, sur la nécessité de travailler rapidement à dresser son programme, comme vous le disait tout à l'heure notre camarade Faivre.
Pour le reste, quelques nuances sont apparues, qui nous ont amenés à nous prononcer sur deux textes. Je n'étonnerai personne en disant que nous sommes d'accord avec des analyses excellentes, comme celles que l'on trouve dans les motions 1 et 2, sur les méthodes d'actions qu'elles nous préconisent. C'est pourquoi mon intervention sera très brève et limitée à un cas particulier.
Si nous avons fait un texte, c'est pour nous donner l'occasion d'insister sur un point que nous considérons cornue très important et qui doit retenir l'attention du Congrès ; c'est bien sur ce qu'on appelle "nos rapports avec le Parti Communiste français". Voici notre position :
Nous sommes absolument d'accord pour dire que le Parti doit agir pour recréer un climat d'union de la Gauche, et pour préparer dans ce pays une alternative socialiste. Mais nous disons que sur cette alternative socialiste pèse une hypothèque : c'est celle du communisme, ou, précisément, l'attitude du Parti Communiste français.
Pour lever cette hypothèque, certains proposent d'engager un dialogue au cours duquel on posera des questions au PCF. Voilà où se trouve notre désaccord. Vous allez poser des questions dont vous connaissez les réponses.
Par exemple, la Tchécoslovaquie, le PC approuvé l'invasion, et non pas condamné, comme l'ont dit certains camarades, mais il a considéré comme positif le diktat de Moscou, dont vous savez qu'il a abouti à la destruction du "printemps de Prague" et à la satellisation de la Tchécoslovaquie.
Sans qu'il soit besoin d'avoir recours au dialogue, nous considérons que le Congrès peut dès aujourd'hui dire au Parti Communiste : "Continuez-vous d'approuver les mesures de force qui ont été appliquées et qui sont la négation de toute les valeurs sur lesquelles le peuple tchécoslovaque voulait fonder un Socialisme à visage humain ?". Autrement dit : si vous ramenez les événements de Tchécoslovaquie au niveau d'une péripétie de la politique internationale, si vous ne considérez pas ces événements comme un test d'une importance capitale, si vous tournez purement et simplement la page, outre que vous

abandonnez le peuple tchèque à son immense désespoir, vous renoncez à faire évoluer le Parti Communiste vers la construction d'un Socialisme vrai.
Camarades, nous pensons que si les communistes veulent sincèrement l'union de la Gauche, c'est maintenant à eux de parler.
(Applaudissements)

Le président - Barbier de l'Oise renonce à son temps de parole.
(Applaudissements)
Antonin de la fédération de la Savoie a la parole.

Antonin (Savoie)

Camarades, après avoir examiné en Savoie et étudié les motions en présence soumises à ce Congrès et noté au passage que ces textes aussi élaborés qu'ils soient pour la plupart, passent sous silence deux points qui nous semblent fondamentaux pour les socialistes que nous sommes : le marxisme qui n'est pas une seule fois cité, seule une motion parle de la lutte des classes, et la laïcité sans laquelle la démocratie et le Socialisme ne peuvent se concevoir, notre fédération, à l'issue de son congrès départemental tenu le 20 juin, a pris la position suivante :
1) dès sa constitution, le Parti Socialiste doit s'engager sur les options authentiquement socialistes, avec une orientation très nette à gauche ; il doit définitivement rejeter toute tentative d'alliance et de constitution de troisième force avec les formations quelles qu'elles soient reconnaissant le capitalisme,
2) à toute élection, le Parti devra avoir de préférence ses propres candidats, mais sa stratégie devra être en priorité l'unité socialiste et l'union de la Gauche,
3) considérant que la prise du pouvoir serait un échec si les conditions favorables n'ont pas été préalablement créées près de l'opinion et que le succès du Socialisme dépend essentiellement des réformes des mentalités et de l'éducation permanente des citoyens, la fédération de la Savoie demandera au Parti d'envisager les moyens pour la plus large diffusion des idées socialistes.
4) le parti ne trouvera sa vocation, sa crédibilité et sa force que par un dialogue permanent avec l'ensemble des formations de gauche et des organisations syndicales.
Avec le Parti Communiste, le dialogue devra être ferme et sans complaisance, de manière à dégager honnêtement les points d'accord et de divergence. Ces dialogues devront toujours être le plus large possible et systématiquement portés à la connaissance de l'opinion,
5) enfin, le parti devra se doter de structures démocratiques permettant un renouvellement réel, assurant à la base le plein pouvoir des décisions politiques et lui permettant le contrôle permanent de l'application de ces décisions par les responsables et les élus.
Dans un souci d'unité, d'efficacité et pour éviter les conséquences graves qui pourraient résulter d'une dispersion des votés au congrès constitutif, la fédération de la Savoie demande aux responsables des motions ci-après qui sont celles répondant le mieux à ses positions : les textes issus de la rencontre du 22

juin, A5 et son complément E2 : fidélité aux principes et modernité dans l'action - A3 et E1 regrouper et rénover - E3 appel pour le renouveau et l'unité socialistes, de se concerter au plus tôt pour se mettre d'accord sur une motion de synthèse unique qui serait présentée au Congrès constitutif.
(Applaudissements)
La fédération de la Savoie est persuadée que ces responsables comprendront qu'en agissant ainsi, ils créeront les meilleures conditions de succès de notre nouveau Parti.
Enfin, sur le débat de politique générale, je voudrais dire à ceux qui depuis ce matin critiquent le Parti Communiste et font à son égard les plus expresses réserves, notamment aux parlementaires qui sont intervenues au cours de cette séance, en dénonçant le coup de Prague, que nous devons, bien sûr, le dénoncer ce coup de Prague, mais que nous devons dénoncer encore plus fortement, et il est regrettable que personne l'est encore fait, le coup d'Athènes, et la dictature des Colonels.
(Applaudissements)
Je conseille aux intervenants dont je viens de parler, notamment aux parlementaires d'aller voir jouer le film Z car à continuer dans le même esprit qui est le leur, il pourrait leur arriver un jour, par un néo-gaullisme que nous n'aurions pas su éliminer, la même chose qu'au héros du film ! Et où serions nous alors nous tous ? Il serait probablement trop tard, camarades, à moins qu'il faille cela pour nous décider à une véritable union de la Gauche !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Chanal de la fédération de la Drôme, 4 minutes.

Chanal

Camarades, je représente ici un département où la vague des adhésions nouvelles a été très importante, puisqu'elle représente la moitié du total de nos militants, et c'est au nom de ces nouveaux que j'interviens à cette tribune, mais aussi au nom de tous les militants et des jeunes en particulier.
A l'unanimité moins 5 abstentions, la Drome s'est ralliée à l'esprit de l'appel pour le renouveau et l'unité socialiste, mais il convient de préciser notre pensée dans deux domaines importants pour le Parti : le choix politique, la volonté de novation.
Le choix politique : il faut que le Parti s'impose une politique, cela va de soi, mais une politique claire qui devra appliquer à tous les niveaux d'élections : municipales, cantonales, législatives, présidentielles.
Ce choix est simple : d'un côté le centre, de l'autre le Parti Communiste.
Le centre, ce serait une alliance contre nature que d'envisager, camarades, une éventuelle action avec cette formation. Quelles sont les garanties que cette formation peut nous donner quand nous exprimons notre volonté de lutter contre le régime capitaliste ?
Quant au PC et dans la mesure où nous parviendrons à confronter nos points de vue pour aboutir à une société socialiste sans jamais remettre en cause la liberté

Fondation Jean-Jaurès

des hommes, l'indépendance des peuples, le contrôle démocratique des décisions, alors à ce moment-là nous pourrons avoir un dialogue public avec eux.
Mais un tel dialogue nécessite trois actions :
La première, avoir un parti fort et structuré afin de ne subir aucune stratégie.
La seconde avoir la volonté de ce dialogue, car la politique de la chaise vide est périmée de nos jours.
La troisième, présenter un programme précis dont les éléments énumérons ce dialogue.
Il conviendrait également d'associer à ce dialogue les syndicats et pour mener à bien un tel dialogue, il faut avoir la volonté de novation.
A Parti nouveau, hommes nouveaux, slogan simpliste, mais combien important aujourd'hui.
Après les épreuves que nous venons de subir, il s'avère indispensable que des hommes nouveaux assument la direction du Parti, mais encore faut-il s'entendre sur le terme d'hommes nouveaux. Va t-il s'agir simplement de têtes nouvelles plus ou moins téléguidées par ceux qui souhaiteraient maintenir l'esprit de l'ancienne SFIO ? Cela, nous n'en voulons plus. Ou va t'on nous proposer de nouvelles têtes résolument nouvelles, modernes dans leurs propositions, décidées dans l'action ? Voilà ce que nous voulons.
Ne croyez pas, mes camarades, que nous tenons de tels propos pour satisfaire à je ne sais quelle mode, mais bien pour coller à la réalité, à cette réalité irréversible que certains ne veulent pas ou ne peuvent pas admettre.
Nous sommes à l'heure du choix, à cette croisée des chemins où les militants de base attendent que nous leur apportions dans les faits vraiment un changement.
Oh ! Certes, j'entends déjà la voix du censeur socialiste s'écrier : ce ne sont que des mots ! Mais, à ce Camarade, je répliquerai : avais-tu envisagé la contestation, lès événements de mai et juin 1968, la nausée de toute une jeunesse ? Et même, si tu n'as pu prévoir un tel événement, dans le silence ou la moiteur de ton bureau, tu n'y as pas participé. En effet, tu étais déjà dépassé par cette révolte, cette révolte, étant la conséquence de ton obstination à ne pas vouloir écouter la vois des jeunes !
Voilà, camarades, pourquoi il faut des hommes nouveaux pour réaliser dans le même idéal que celui de notre censeur socialiste, mais avec des méthodes modernes, un travail efficace, concret, correspondant aux vœux des militants de la base.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gantillon, Seine-et-Marne, 4 minutes.

Gantillon (Seine-et-Marne)

Trois suffiront.
Camarades, à la suite de l'effondrement des partis de gauche consécutif au Waterloo électoral qu'ils viennent de subir, à la suite du 22 juin, date à laquelle la défunte SFIO a été conduite au cimetière de Bagneux, on peut tout de même

dire que le déchirement interne que nous connaissons, ne sont que des péripéties, que les principes fondamentaux du Socialisme demeurent et sont en train de transformer l'économie.
Dans la lutte efficace qu'ils mènent contre le capitalisme, les syndicats sont en train de prendre la relève des partis politiques défaillants ; c'est là, à mon sens, un événement capital, je serais même tenté de dire historique.
De cette situation, beaucoup de socialistes n'ont pas conscience; ils perdent un temps précieux à faire des manifestes et des déclarations qui ne débouchent sur rien, ils tergiversent sur le sens des termes et des mots, nous l'avons vu encore ce matin, et voici qu'aux questions de principes viennent s'ajouter des querelles de personnes. Paul ne veut pas de Jean, il ne veut pas de Pierre, il ne veut pas de Charles, il ne veut pas de Gaston, il ne veut pas de Guy, mais veut-on vraiment l'union des socialistes ? Certains ne sont pas à Alfortville, ils ont couru à St-Gratien, d'autres ont accepté de venir à Bagneux, mais pas ici... voilà où nous en sommes, camarades !
Or, pendant ce temps, le syndicalisme est en train de lutter sur les champs de bataille sans nous.
Alors, il faut aujourd'hui, placer devant ce dilemme, nous cessions nos vaines querelles pour reprendre ensemble le combat... ou bien regarderons nous impavides se construire la société socialiste par d'autres et sans nous ?
Camarades, nous avons huit heures pour répondre.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Poperen, Paris, pour 20 minutes.

Jean Poperen

Chers camarades, je voudrais ici développer quelques unes des raisons qui me font soutenir la motion préalable dont les idées directrices ont été exposées il y a quelque temps par le camarade Chevènement de Paris.
Le sens général de cette motion, c'est la volonté de répondre aux soucis, aux préoccupations de tant de militants pour qui ce Congrès est un acte exceptionnellement grave, parce que dans une entreprise comme celle là le départ, compte beaucoup et qu'il est indispensable de tout faire pour prendre un bon départ.
On a déjà évoqué maintes difficultés de cette tâche et notamment le Camarade Guille, par exemple, a évoqué le dégoût que peut inspirer le morcellement des divisions, les multiples chapelles dont la Gauche socialiste donne, il est vrai, le spectacle.
Mais peut-être faut-il réfléchir aux causes profondes de cette situation. Est-ce que le mouvement socialiste, ses organisations ne vivent pas, elles aussi, cette crise générale dont notre société a connu l'an dernier un épisode important ? Est-ce qu'elles aussi ne sont pas atteintes par cette vaste mutation qui atteint actuellement toutes les structures ?
Je crois que nous ne comprendrons rien à ce qui est arrivé depuis une dizaine d'années au mouvement socialiste, à tous les brassages, aux ruptures, aux

Fondation Jean-Jaurès

scissions, aux recollements et aux efforts qui ont d'ailleurs accompagné ces épisodes, si nous ne sentons pas qu'il s'agit en effet d'un grand moment d'adaptation de l'organisation socialiste à des réalités nouvelles.
Cela veut dire qu'il nous faut à tous une infinie patience, une immense volonté d'union, de rassembler tous les socialistes et, par conséquent, une volonté d'abord de se rencontrer, et c'est bien pourquoi, par exemple, en ce qui me concerne et un certain nombre de camarades, il est vrai que nous nous trouvions à Bagneux et non à Alfortville et que nous sommes aujourd'hui à ce Congrès.
(Applaudissements)
Je voudrais d'ailleurs, à ce propos, faire une brève mise au point, parce qu'on a dit que notre position était ambiguë du fait que nous indiquions qu'avant l'heure de la constitution du Parti, qui est maintenant l'heure que nous vivons, ce Congrès, nous n'avions pas encore pris notre décision. Je crois qu'il aurait été malhonnête de dire le contraire - mais qu'en même temps nous voulions venir ici discuter, dialoguer.
Il n'y avait là rien d'ambigu, ni de contradictoire, c'était l'affirmation de notre volonté de dialogue, mais en même temps de notre prudence qui, je le crois, peut-être sommes nous là immodestes, est une preuve de notre honnêteté,
Nous ne voulons pas nous avancer autrement qu'au rythme que permettent les événements eux-mêmes et nous préférons finalement, s'il le faut, retarder l'heure de vivre ensemble plutôt que de courir le risque d'une brutale rupture dans quelques mois. C'est une entreprise trop importante pour la Gauche socialiste pour agir autrement.
Ceci étant dit, j'ai le sentiment que dans le débat que nous abordons depuis ce matin, il a été dit beaucoup de choses, mais peut-être les préoccupations essentielles, comme il est normal dans un si grand débat, ne sont elles pas toujours apparues et je voudrais faire, s'il m'est possible, un effort pour en dégager trois essentielles.
C'est-à-dire d'abord, justement, cette volonté de créer une grande organisation de toute la Gauche socialiste et affirmer aussi ma conviction que cette œuvre ne peut être que progressive, ce qui signifie donc que ce Congrès ne doit rien fermer.
Nous n'avons pas le droit de faire en sorte que, par nos décisions, nous donnions l'impression que, déjà, nous voulons, à nous seuls, représenter tous les socialistes, puisque, aussi bien, nous le savons, à moins d’avoir finalement beaucoup d'orgueil, beaucoup de présomption, il y a, en dehors d'ici - Piette l'a dit d'ailleurs excellemment tout à l'heure - il y a, en dehors d'ici, des socialistes, et notre tâche, sur ce plan, ne sera donc pas achevée tant que les Socialistes, tous ensemble, ne seront pas dans la même organisation.
(Applaudissements)
Il est bien vrai que des exclusives ont été lancées, que des anathèmes ont été jetés, parfais en ressuscitant ce vocable fâcheux de la Gauche nouvelle, dressée contre la soi-disant Gauche ancienne mais, en réalité, souvent dressée contre la Gauche tout court !
J'adjure nos camarades de la Convention de ne pas reprendre, après d'autres, ce

chemin qui, décidément, tourne le dos à l'unité de tous les Socialistes !
(Applaudissements)
Mais, je demande que, de notre côté, nous ne fassions rien qui puisse compromettre le dialogue avec eux qui doit, je ne dirai pas reprendre, qui doit se poursuivre demain, dans des conditions nouvelles.
Je comprends que certains camarades - et certains s'en sont félicités - soient excédés et trouvent que cela traine, que cela dure depuis des mois. Eh bien, oui, camarades, refaire après tant d'épreuves la Gauche socialiste, ce sera encore long et encore difficile ! Il faut en être convaincu, sinon il est évident que nous échouerons.
Nous avons besoin, les uns vis-à-vis des autres, d'une grande tolérance. Nous avons besoin d'apprendre ou de réapprendre à vitre ensemble.
Nous avons besoin des gens qui ont vécu depuis des années dans un grand parti, qui a eu ses défauts, mais qui a eu aussi ses mérites, nous avons besoin des gens des Clubs et nous avons besoin de ceux qui n'étaient ni dans les grands partis ni dans les clubs, mais qui attendent justement l'unification socialiste pour nous rejoindre.
Disons donc, pour en terminer avec ce premier point, disons donc publiquement que ce Congrès n'est qu'un point de départ et proposons les moyens d'associer d'autres forces socialistes à l'étape suivante.
Et naturellement faisons-le - et c'est le deuxième aspect de mon propos - faisons-le en donnant une orientation parfaitement claire.
Je ne crois pas - et il me semble que personne ne le croit - qu'on puisse à ce Congrès discuter de tout, qu'on puisse par exemple discuter de cette chose capitale - et justement parce qu'elle est capitale elle demande davantage de temps - qu'est le programme du nouveau Parti ; qu'on puisse même dans tous ses détails discuter de son orientation et, par exemple, sur des questions aussi importantes que celle de la politique extérieure sur laquelle il faudra en effet et le plus tôt possible discuter ! Mous ne pouvons nous décider que sur ce qui est l'essentiel, c'est-à-dire, en effet, eh oui, camarades, le problème de nos alliances.
La preuve que c'est le plus important, c'est que nous sommes conduits par la force des choses à discuter ici surtout de cela, et ce n'est pas le fait du hasard. La preuve que c'est le plus important, c'est que, dans un pays qui ressemble par beaucoup de côtés au nôtre, dans un mouvement socialiste qui a beaucoup de traits communs avec le nôtre, ce problème vient encore de causer une crise grave : je pense au mouvement socialiste italien.
La preuve enfin que c'est le plus important, c'est qu'autour de lui tourne toute notre conception de l'action socialiste, car il n'est pas vrai que la question de l'unité ouvrière soit une question parmi d'autres, qu'on pourrait traiter au milieu des autres, elle est en effet la question fondamentale puisque nous savons que nous n'obtiendrons aucun de ces changements décisifs, que nous disons indispensables pour parvenir à la démocratie socialiste, nous savons que nous n'en obtiendrons aucun sans parvenir à cette unité.
(Applaudissements).
C'est dans ce sens que le texte, qui répète après, il est vrai, le texte qui avait été

Fondation Jean Jaurès

élaboré à Bagneux - et en ce sens la filiation est évidente et nous n'en avons pas honte, au contraire - que l'unité n'est pas un problème de tactique, elle est un problème stratégique, une donnée de principe fondamentale et, par conséquent, il peut, sur elle, s'expliquer, et des interventions qui ont été faites dans l'après-midi, je crois que nous avons la preuve qu'il est nécessaire de s'expliquer encore, car tout le monde, ou presque, me semble-t-il, si j'en juge par quelques interventions d'aujourd'hui, se prononce aujourd'hui pour l'union de la Gauche.

Je dis, sans esprit du tout de polémique, que je considère que c'est là un très grand progrès et qu'il faut le retenir comme tel. Mais s'il n'est pas bon d'être méfiant, il n'est pas bon non plus, en politique, d'être léger. Il ne suffit donc pas de se prononcer en général pour l'union de la Gauche, il faut dire de façon très précise ce que l'on veut faire dans l'étape qui vient.

A mon sens, au sens des camarades qui ont déposé cette motion, ce qu'il convient d'obtenir, c'est un accord politique avec les communistes qui permette de conduire ensemble ce pays à travers les diverses étapes de la conquête du pouvoir politique, puis de la marche au Socialisme.

Alors, je sais bien, ayant énoncé cela, qu'on me dira, et je me dis à moi-même, que nous ne sommes pas près du but ! C'est évident. Mais, aujourd'hui, nous avons è choisir là voie que nous voulons prendre, non pas à déclarer que nous atteindrons le but dans les prochaines semaines ou les prochains mois, et nous avons à nous poser surtout la question de savoir comment nous y parviendrons.

A cet égard, j'ai été frappé de toute une série d'interventions qui laisseraient à penser que ce problème ne dépend pas de nous. Je ne pense pas travestir la pensée d'un certain nombre de camarades. Et je pense au Camarade Chandernagor, qui s'est exprimé très clairement ce matin - en disant que, pour eux, dès lors qu'actuellement les conditions d'un tel accord, tel que je viens de l'évoquer, ne sont pas réunies, - et je lui accorde qu'actuellement elles ne sont pas, en effet, réunies- il n'y a rien à faire.

Mais, c'est tout le problème, camarades, c'est de savoir s'il dépend de nous que les conditions soient plus ou moins rapidement créées. Sinon en effet, nous n'avons qu'à nous replier sur nous-mêmes et attendre de je ne sais quel miracle que ces conditions arrivent.

Je crois que nous tenons là, à la fois la grande question pour la Gauche socialiste et, je le dis aussi, peut-être bien le désaccord réel., - je ne cherche pas les désaccords, mais je crois que s'ils existent, il faut les voir et ne pas les voiler - le désaccord réel entre toute une série de textes qui se prononcent, en général, pour l'union de la Gauche et la position très nette que nous voudrions voir prendre au Congrès : il s'agit de décider que le parti prendra des initiatives pour créer ces conditions, qu'il répondra à cette double question : que devons-nous, que pouvons-nous entreprendre ?

Tout le monde, en effet, ou presque, dit : le dialogue. Mais, j'ai bien peur que ce ne soit qu'un dialogue de sourds si on se contente d'échanger, comme les héros d'Homère, de loin en loin, un certain nombre d'accusations réciproques.

C'est à nous qu'il appartient de poser les problèmes de fond dont la solution permettra le déblocage de la Gauche française, car les camarades ont tort de

croire que la conception que nous développons dans ce texte de l'unité de la Gauche est une conception capitularde devant les communistes. Il ne s'agit pas du tout, lorsque nous disons l'unité de la Gauche, de leur donner raison en toutes circonstances, de nous transformer en je ne sais quel séide vis-à-vis du Parti Communiste. Il s'agit, au contraire, de poser des problèmes dont, en règle générale, ils ne veulent pas discuter au nom de la fameuse formule : écartons ce qui nous divise et ne retenons que ce qui nous unit.

Mais, camarades, à cela, vous n'avez qu'à leur répondre que l'unité, en certaines circonstances, pour l'unité électorale, par exemple, vous tenez le même langage qu'eux, c'est-à-dire que vous acceptez de vous entendre avec eux de façon circonstancielle, provisoire, épisodique, sur des problèmes tactiques, mais que vous n'abordez pas les problèmes de fond qui font qu'à l'heure actuelle un accord politique n'est pas possible !

(Applaudissements)

Ces problèmes, ce sont justement ceux de la démocratie socialiste et, naturellement, il faut les poser à la lumière de ce qui se passe ailleurs, et plutôt que de dire "qu'ils n'ont pas dit cela sur la Tchécoslovaquie", il "faut que ces questions soient posées ! Pour quelle raison, en effet, se sont-ils contentés, une fois, au mois d'Août, de cette condamnation à laquelle, maintenant, ils se réfèrent rituellement et après quoi ils estiment qu'ils n'ont plus à rendre de compte devant l'ensemble du mouvement ouvrier ?

Il faut aussi leur poser la question de leur appréciation sur le programme du Comité Central de Janvier, du Parti Communiste tchécoslovaque qui, justement, donnait les grandes lignes de ce que pouvait être - même si nous ne sommes pas d'accord avec tous les aspects de ce que cela représente une véritable démocratie socialiste. C'est de cela qu'il faut discuter.

Mais, il faut en discuter avec qui ? A tous les niveaux, c'est-à-dire, bien sûr, au sommet, mais pas seulement au sommet ! Il est vrai que le Camarade - je crois que c'est Guille, je n'en suis pas certain, ou peut-être Notebart - a évoqué le dialogue qui a pu se dérouler, il y a quelques années, entre le "Populaire" et "L'Humanité" et entre un certain nombre de brochures... je ne dirai pas qu'il était inutile, je ne dirai pas qu'il ait été mauvais, mais je dirai qu'il était notoirement insuffisant car, à ce dialogue de sommet, il faut ajouter le dialogue à tous les échelons et, notamment, avec les masses influencées par les communistes, avec les militants influencés par les communistes !

(Applaudissements)

Alors, cela signifie, vous le sentez bien - et comme il me reste peu de temps, je veux tout de suite en venir à ce troisième aspect de mon propos - cela signifie, vous le sentez bien, un arbitre apte à mener l'action, à la mener dans tous les secteurs de l'affrontement de masse, Nous disons stratégie de masse, stratégie globale, stratégie qui combine toutes les formes d'action et cela n'exclut pas l'action électorale, parlementaire pour laquelle nous n'avons pas un mépris primaire, je dirai, mais dont nous voudrions qu'il soit admis qu'elle n'est qu'une des formes de l'action nécessaire, et qu'à la lumière des grandes leçons de ce qui s'est passé l'an dernier, au mois de mai, et qui nous a montré les immenses

possibilités, mal exploitées par la Gauche, parce qu'elle était ce qu'elle était, les immenses possibilités d'une action de masse qui n'est pas la simple action parlementaire, ni non plus, il est vrai, la simple insurrection des minorités d'avant-garde dont nous ne croyons pas qu'elles puissent, à elles seules, entraîner le pays dans la voie vers le Socialisme.
Voilà où nous pouvons faire aussi la preuve de notre supériorité, c'est inviter tous les socialistes avec nous à la réflexion sur ce qu'a été cet événement considérable et dont personne ne peut sérieusement penser qu'il n'aura pas de suite, qu'il a été un accident sans lendemain alors qu'il a été révélateur d'une crise trop profonde pour qu'il n'ait pas des prolongements et peut-être plus tôt qu'on ne l'imagine car je m'étonne lorsque certains camarades nous disent qu'il n'y a pas d'élections générales avant tant d'années et que, par conséquent, nous avons tout notre temps. Mais, camarades, on disait cela aussi au début de 1968, à quelques semaines seulement des événements de Mai !
(Applaudissements)
Alors, cette ouverture aux autres, eh bien, c'est la proposition qui est faite, et peut-être la proposition la plus précise qui est faite dans cette motion préalable.
Nous voudrions en effet qu'au-delà de motions dont, vraiment, je vous assure, en ce qui nous concerne - et je ne crois pas que nous soyons les seuls - nous ne discernons pas toujours très clairement les éléments de différenciation, nous voudrions donc qu'au-delà de cette confusion - et je voudrais mettre dans ce mot le moins de nuance péjorative, mais tout de même de confusion... - de cette profusion de motions, nous voudrions qu'il y ait, de la part d'une large majorité de ce Congrès - et cela nous semble possible - qu'il y ait un engagement pour une initiative importante, et cette initiative elle répondrait à l'ensemble des préoccupations que nous évoquons dans cette motion que je viens d'essayer de résumer, c'est d'inviter l'ensemble de la Gauche socialiste à réfléchir sur ce que devrait être le contenu de ce contrat de gouvernement que nous devrions alors ensuite discuter avec les communistes, car il est vrai que, dans l'immédiat, dans les semaines qui viennent, nous ne sommes pas tout à fait armés, et qu'il faut donc que la Gauche socialiste arrive avec des propositions pour, encore une fois, qu'elle cesse d'être dans une attitude de défensive vis-à-vis de l'unité communiste et que ce soit elle qui ait l'offensive. Il faut donc que l'ensemble de la Gauche socialiste, dans une série de colloques, d'assises locales, départementales, régionales et enfin, en faisant une grande manifestation d'unité socialiste, réfléchisse sur ce que devra être le contrat de gouvernement, les garanties démocratiques que nous sommes en droit d'exiger et, peut-être, que les autres sont en droit d'exiger de nous. Cette phase de réflexion collective serait, pour le parti, une première expérience d'un travail, je le crois très sincèrement, un peu nouveau pour l'ensemble du mouvement socialiste et, mené par tout ce courant, ce serait le moyen d'entraîner, me semble-t-il, d'autres socialistes qui restent, pour le moment, à la porte du Parti.
Ce serait le moyen de faire une proposition concrète, aussi bien à nos camarades de la CIR, qu'aussi au PSU, car je crois qu'il est nécessaire d'aborder également ce problème, quelles que soient les difficultés et je sais qu'elles sont grandes.

C’est une fois que nous aurions, ensemble, réalisé ce premier temps de notre effort qu'il faudrait, mais alors n'élargissons pas les délais d'une façon considérable, d'une façon qui dénaturerait la proposition, qu'il faudrait, disons début de l'année prochaine, qu'il faudrait entreprendre cette campagne unitaire dont nous aurions cette fois et la responsabilité et l'initiative.
Je vous le dis, camarades, si nous nous contentons - et je voudrais terminer par cette simple observation, - d'un certain ronron et d'une certaine approximation par rapport aux questions graves qui nous sont posées, alors cela risquerait de signifier que nous renonçons à sortir du dilemme qu'on a évoqué à maintes reprises aujourd'hui, le fameux dilemme de Malraux : les gaullistes, les communistes.
Nous n'en sortirons pas simplement en le dénonçant, nous en sortirons en agissant, en prenant des initiatives, en faisant un parti de masse et d'action, qui affirme clairement sa conception d'abord de l'unité socialiste, ensuite de l'union de la Gauche, sur la base d'un contrat de gouvernement.
(Très vifs applaudissements).

Le président - La parole est maintenant à Leenhardt, des Bouches-du-Rhône et, ensuite, à Attale, du Val-d'Oise.

Françis Leenhardt (Bouches-du-Rhône)

Camarades, la fédération des Bouches-du-Rhône a voté une motion qui vous a été analysée cet après-midi par notre camarade Lucien Weygand et je n'y reviens donc pas, car je voudrais réserver les instants très raccourcis dont je dispose dans ce marathon à l'analyse de quelques-unes des nuances qui nous séparent dans ce débat de politique générale.
Il y a une chose curieuse : sur le plan des principes, il y a unanimité entre nous pour considérer qu'il n'y a pas de Socialisme possible sans l'appui des masses qui votent communiste dans ce pays, mais pour considérer aussi qu'il n'y a pas de Socialisme sans démocratie politique. Et, partant tous de ces deux principes, nous arrivons pourtant à des conclusions différentes sur les initiatives à prendre dans l'immédiat en ce qui concerne nos rapports avec le Parti Communiste.
Les uns considèrent qu'il faut dès à présent entamer un dialogue permanent avec le Parti Communiste ; les autres considèrent que le dialogue doit être écarté jusqu'à ce que le Parti Communiste se soit expliqué clairement sur sa position dans l'affaire tchécoslovaque et sur les responsabilités qu'il a prises dans la position d'abstention qui a permis le maintien du pouvoir gaulliste.
Les uns sont confiants dans une rapide évolution du Parti Communiste vers la libéralisation, et notamment les jeunes qui n'ont pas vécu les exemples historiques de la subordination du Parti Communiste à l'URSS et de son attachement au stalinisme et ne voient que la communauté des aspirations de la Gauche à une unité contre les aliénations et les oppressions du capitalisme ; certains, comme les signataires de la motion de notre camarade Labarrère, veulent engager dès à présent la discussion sur le contenu d'un contrat de gouvernement.

Fondation Jean-Jaurès

Les autres sont méfiants. Ils avaient surmonté en partie, au cours des dernières années, leurs appréhensions et accepté la recherche d'accords avec le Parti Communiste sur un programme commun, mais le drame de la Tchécoslovaquie les a profondément émus, leurs espoirs dans une libéralisation rapide des régimes de l'Est ont été déçus et ils ne veulent pas prendre les risques d'une démocratie populaire.
Certes, le Parti Communiste français a désapprouvé l'agression soviétique, mais il a acquiescé à la normalisation, et nous savons ce que représente cette normalisation ! Je suis allé à Prague récemment. J'ai observé que les réformes économiques qui s'imposaient en janvier 1968 n'ont pu être amorcées que grâce au desserrement de la censure et à la libération des moyens d'expression. A Prague, tout a commencé par la suppression de la censure, mais tout a fini aussi par le rétablissement de la censurée et nous pensons qu'à toutes les époques de l'histoire, les progrès sont venus de la diversité de la pensée, du fait que des hommes osaient penser différemment des autres et avaient la liberté de l'exprimer. Et nous attendons encore que le Parti Communiste français condamne la censure en Tchécoslovaquie comme il en condamne le principe en France.
Je voudrais ajouter sur ce sujet qu'au fond, nous avons très peu expliqué aux Français le drame tchécoslovaque. Pourquoi ? Parce que nous étions à ce moment-là, au sein de la FGDS et peut-être il n'y avait pas unanimité à
Définir la position sur ce point ; ou parce que nous étions absorbés dans les pourparlers d'état-major sur la fusion et ces conditions, pourparlers interminables qui ont lassé l'opinion et qui ne sont pas pour peu de chose dans les difficultés présentes que nous rencontrons.
Nous n'avions d'ailleurs guère été plus actifs précédemment à la SFIO pour exposer ce qui nous différencie des communistes, comme le congrès de 1963 nous en faisait le devoir. C'est plus que de la timidité, c'est comme une sorte d'inhibition et on peut douter que la discrétion soit le meilleur moyen de faire évoluer le Parti Communiste. Les communistes, tout en ayant le mot d'unité à la bouche, ne se privent pas de lancer sur nous des appréciations moins justifiées que ne le seraient les nôtres et je note en passant à ce sujet que la moindre manifestation de leur antiSocialisme est pieusement recueillie par l'ORTF gaulliste, qui ne se trompe pas de cible !
Le dialogue avec le Parti Communiste a maintes fois existé. Nous avons eu notamment, en 1944, les remarquables articles de Quilliot, auxquels Poperen faisait allusion tout à l'heure ; ce fut une très brillante clarification, qui gagne d'ailleurs à être relue. Le dialogue reprendra, bien évidemment, mais le moment est-il venu de le reprendre, alors qu'il y a objectivement un recul de la libéralisation et un regain du stalinisme, et à l'heure aussi où le Parti Communiste fait, à la suite des élections présidentielles, un complexe de supériorité, que bailleurs, j'espère, le lancement de notre nouveau parti ne tardera pas à atténuer ?
Il semble bien que, dans l'immédiat, nous devions donner la priorité à un renouvellement de notre programme et nous borner à nourrir le débat public, que

notre presse n'a d'ailleurs pas interrompu. Il est très réconfortant, en tout cas, de voir apparaître dans la plupart des motions le souci de consacrer, au cours des prochains mois, des études approfondies à notre programme fondamental et à la définition de nos objectifs immédiats. Nous avons tous soif de ce travail et nous sommes confiants dans notre aptitude à dégager des idées - force qui assureront une spectaculaire relance à la Gauche non communiste.
Je suis convaincu pour ma part que ces études en commun réduiront sensiblement les nuances existant actuellement entre nous, notamment en ce qui concerne l'appréciation des économies de l'Est, ou du système suédois, et nous permettront de dessiner une voie originale à une économie socialiste en régime démocratique.
Il existe bien aussi entre nous certaines nuances sur les mérites respectifs des réformes ou de la révolution. C'est un débat qui n'est pas nouveau. Il est très à la mode aujourd'hui de louer la violence, ou de vouloir faire une part à l'action directe, comme le proposent certaines motions. Mais tout cela ne saurait justifier que nous creusions entre nous des fossés. Nous devons prendre ensemble conscience que tout morcellement, tout séparatisme, toute scission sont des fautes contre le Socialisme et que notre devoir est de veiller avec un soin jaloux à la cœxistence pacifique des diverses tendances au sein du nouveau Parti Socialiste.
Nous devons aussi - et c'est sur ce point que je terminerai - nous garder de tomber dans le travers des gaullistes qui aiment à classer les hommes en bons et mauvais suivant qu'ils sont dans la majorité ou dans l'opposition. Nous devrions donc nous abstenir de considérer comme de mauvais socialistes les hommes qui ne pensent pas exactement comme nous, car nous sommes tous unis sur la finalité, sur les objectifs du Socialisme et nos divergences ne portent que sur des appréciations, sur l'appréciation des voies et des moyens d'atteindre ces objectifs.
En bref, et ce sera ma conclusion, il n'y a pas de démocratie sans respect mutuel. (Applaudissements.)

Le président - La parole appartient maintenant à Attale, du Val-d'Oise.

Attale (Val-d'Oise)

Camarades, partisans de l'unité de la Gauche dès 1965, lors des élections municipales à Sarcelles, artisans farouches d'une coalition socialo-communiste où nous avions accepté d'être minoritaires, confiants alors dans la loyauté et dans la sincérité de nos partenaires, nous avons été élus. Collaborant depuis quatre ans avec le Parti Communiste, nous en avons tiré un enseignement qui nous permet d'exprimer ces réflexions.
Le Socialisme, pour nous, c'est la lutte constante pour le progrès social, la libre confrontation des idées, le respect des libertés individuelles. C'est la recherche permanente et sans démagogie de solutions réalistes et humanistes aux problèmes qui se posent, et ce en vue de l'avènement d'une société meilleure.
L'on nous propose aujourd'hui une alliance privilégiée avec le Parti

Communiste. Or - et nous le déplorons, camarades ! — le Parti Communiste français, en évolution encore bien lente, ne manque pas de se caractériser par des méthodes sectaires et démagogiques, et nous le jugeons pratiquement tous les jours dans notre collaboration municipale avec eux, puisqu'il est souvent dit que la municipalité, c'est le creuset même de la démocratie, que c'est là où nous pouvons juger nos partenaires.
Or le Parti Communiste français - et nous le regrettons - s'aligne systématiquement sur l'URSS, avec son protectarisme, ses atteintes à la liberté des citoyens, et je citerai ces écrivains soviétiques : Siniavski, Iouri Daniel, Guinzbourg, déportés en Sibérie pour liberté de pensée et d'expression, camarades ! L'URSS avec son hégémonie sur les pays de l'Est, ses coups de Prague répétés ! Cela est pénible à constater et nous le regrettons.
En adhérant au Parti Socialiste, si nous nous opposons catégoriquement au conservatisme et au capitalisme exploiteur et rétrograde, c'est aussi une adhésion à des idéaux de justice sociale, de liberté et de démocratie. Comment peut-on demeurer démocrate, partisan du Socialisme et de la liberté en nous liant d'ores et déjà au Parti Communiste, avec lequel des divergences fondamentales existent jusqu'alors : Europe, Moyen-Orient, liberté individuelle, réforme économique ? Nous satellisant au Parti Communiste, ce parti fortement organisé et structuré - et nous le constatons, croyez-moi, camarades ! - risque de nous submerger et de nous absorber dès le départ. Aussi, camarades, afin de ne pas décevoir et décourager ceux qui nous attendent et veulent nous rejoindre, réservons dans l'immédiat cette alliance exclusive avec le Parti Communiste, souhaitons d'abord la libéralisation et l'authentique évolution de ce parti, restons nous-mêmes - comme l'ont dit Chandernagor et Notebart - démocrates et socialistes ! Définissons notre propre programme, autour duquel nous saurons alors susciter les plus larges adhésions, par une grande ouverture et la constitution du grand parti de la Gauche socialiste et moderne, en vue de l'avènement d'une société plus juste, plus heureuse et plus fraternelle.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Delmas, de la Dordogne, et ensuite à Christian Pineau, de la Sarthe.
Auparavant, je vous annonce que Lussault (Indre-et-Loire), approuvant les interventions de Gènevant et Poperen, renonce à la parole.
Peanud (Loire-Atlantique), approuvant l'intervention de Poperen, renonce à son temps de parole.
Quant à Fleury (Seine-Saint-Denis), il renonce également à son temps de parole.

Delmas (Dordogne)

Camarades, j'ai indiqué, le 8 juin, à Suresnes, les enseignements qu'à mon sens, nous devions tirer de nos difficultés actuelles et de notre échec du 1er juin. Parmi ceux-ci, il en existe quatre qui me paraissent essentiels.
La nécessité de rejeter une fois pour toutes l'idée d'une alliance avec le centre, car il nous a été donné de constater que l'élection présidentielle conduit à la

bipolarisation de l'électorat :
- L'exigence de définir un Socialisme original, s'appuyant sur une stratégie et sur une tactique claires et rigoureuses ;
- L'obligation absolue de travailler à l'unification de la Gauche non communiste, car c'est seulement par la démonstration de notre aptitude à régler nos propres problèmes que nous rendrons crédible notre capacité à gérer les affaires du pays ;
- Enfin, l'urgente nécessité d'un renouvellement profond de nos responsables, de nos méthodes et de notre langage, afin de faire la preuve éclatante de notre volonté de rompre avec le passé.

Les décisions que nous allons prendre doivent être marquées du sceau de la rigueur et de la sincérité. Les voies de l'action socialiste doivent donc être clairement tracées. Elles passent nécessairement par l'effort de novation suivant. L'organisation du nouveau parti doit être la preuve de notre volonté de renouveau, de rajeunissement et de dialogue. Les statuts qui ont été adoptés ce matin vont dans ce sens, les hommes que nous désignerons demain doivent le confirmer.

Il nous faut aussi définir une stratégie audacieuse, avec les initiatives tendant à l'unification des forces socialistes en France, par la mise en place à tous les niveaux, dans un premier temps, de structures permanentes de dialogue, regroupant les partis politiques de la Gauche non communiste et les organisations syndicales libres, pour définir des positions et des actions communes.

Ces structures seraient appelées à déboucher rapidement sur une fédération des forces socialistes et, à terme, sur le parti multiforme de l'unité socialiste. Dans l'immédiat, ces structures de dialogue sont une absolue nécessité, car toute lutte en ordre dispersé du mouvement socialiste entraîne un renforcement des positions de la Droite.

Aussi, toute prise de position qui provoquerait l'échec de cette tentative d'unité socialiste pourrait être considéré par les travailleurs comme une complicité, ou tout au moins comme une attitude de neutralité bienveillante vis-à-vis du capitalisme et du conservatisme social.

Les syndicats libres doivent donc admettre que leur propre intérêt et l'intérêt de la classe ouvrière exigent le regroupement rapide des forces socialistes, car les véritables conquêtes qui ont conduit à l'émancipation progressive des travailleurs ont surtout été réalisées sur le plan politique pour les syndicalistes libres, qui ont absolument besoin, face à la CGT et au Parti Communiste, d'une solide caution politique, comme pour les socialistes qui ont besoin d'une caution ouvrière, la stratégie doit maintenant primer la tactique. Il est grand temps que le mouvement socialiste français et, avec lui, le mouvement socialiste européen prouvent qu'ils sont prêts à préparer l'organisation de demain et qu'ils sont capables de construire l'avenir.

Cette action permanente en faveur de l'unité socialiste ne sera pas cependant suffisante pour réaliser la conquête du pouvoir, car le Parti Communiste et ses millions d'électeurs sont une réalité avec laquelle il faut compter. Seule la

Fondation Jean Jaurès

dynamique de l'union de la Gauche pourra nous permettre de gagner les prochaines élections législatives et de faire une véritable politique socialiste.
Nous pensons également qu'il est nécessaire que notre stratégie soit à la fois nationale et européenne, car si, au plan national, le Parti Communiste est une réalité, nous devons également tenir compte de la communauté européenne et du Marché commun, autres réalités qui conditionnent nos structures politiques, économiques et sociales.
En effet, on ne peut plus actuellement concevoir un programme de nationalisations et une planification efficace au seul plan national, car l'évolution rapide des techniques commande une approche et une solution des principaux problèmes au plan européen. La planification, la définition du modèle d'une économie nouvelle, une contribution active aux efforts de développement du Tiers Monde ne peuvent être en effet envisagée que dans le cadre européen.
Cela implique que les partis socialistes de l'Europe des Six et le parti travailliste mettent en place une organisation permanente dotée de structures d'étude, de recherche et de programmation, qui pourraient, grâce aux possibilités offertes par la cybernétique et par l'informatique, définir un Socialisme européen original et proposer des solutions socialistes audacieuses aux grands problèmes de l'heure. Cette initiative socialiste aurait un retentissement considérable en France et dans les autres pays européens et serait déterminante pour la construction de l'Europe fédérale socialiste.
Notre programme fondamental, établi sur ces bases, accorderait une place de choix à la promotion du syndicalisme, en rendant obligatoire l'affiliation syndicale. Chaque travailleur bénéficierait ainsi non seulement d'une large protection sociale, mais aussi d'une protection syndicale étendue, ce qui permettrait aux organisations ouvrières de devenir de puissants partenaires sociaux, dotés de solides moyens de formation et de recherche, parlant au nom de millions de travailleurs.
La résident seulement les possibilités de véritables dialogues et de cogestion des entreprises. Là se trouve la solution qui permettra la généralisation et l'amélioration des conventions collectives, le dynamisme du secteur public, une répartition équitable des fruits de la croissance ; en un mot, la solution qui nous conduira à une véritable démocratie économique, car il n'est pas possible de concevoir une démocratie économique et politique totale sans formation préalable des hommes, sans information objective et sans discipline collective librement consentie.
Ces propositions et celles prévoyant le développement de l'éducation permanente, la décentralisation accrue des unités d'enseignement, la création d'un grand service national de santé, l'adoption d'une fiscalité moderne équitable, une véritable décentralisation administrative, offriraient aux citoyens la possibilité de se prononcer pour l'organisation d'une société de justice.
Oui, camarades, l'esprit novateur qui aura présidé à l'organisation de nos structures, au rajeunissement de nos cadres, à la détermination de notre stratégie et de notre programme, touchera certainement beaucoup plus l'opinion que les escarmouches permanentes de certains de nos leaders, ou la croisade entreprise

par François Mitterrand.
Alors nous offrirons à la jeunesse en crise un idéal, une espérance, une morale à la hauteur de sa valeur et de ses ambitions.
Alors, et alors seulement, nous rejoindrons de très nombreux jeunes pour contribuer avec enthousiasme, avec ardeur, à l'avènement de la Démocratie Socialiste !
(Applaudissements)

Le président - J'indique que notre camarade de la fédération du Var renonce à son temps de parole.
La parole est à Christian Pineau pour vingt minutes.

Christian Pineau

Camarades, la caractéristique de ce Congrès, c'est qu'en réalité la discussion sur les structures du Parti aura posé plus de problèmes que la discussion sur les orientations politiques.
Cela veut dire sans doute que notre préoccupation principale est aujourd'hui de créer le Parti, de lui fournir les armes de ses succès futurs, plutôt que d'engager des combats avec des moyens dont nous ne disposons pas encore.
Quelles sont les questions posées par la présente discussion ? Nous avons un texte de base, adopté à Alfortville, la déclaration de principe. Nous savons qu'elle est un point de départ, et va exiger de nous des études sérieuses.
Nous sommes anticapitalistes; sur ce point il ne peut plus être question de transaction. Ce serait non seulement contraire à notre idéal, mais opposé aux intérêts du Parti. Cela aboutirait notamment à laisser au Parti Communiste le monopole de la critique d'un régime dont les failles et les malfaisances sont dénoncées par un nombre de plus en plus grand d'hommes de bonne foi.
Mais il faut voir en face le travail qui nous attend, et qui pourrait être réservé à ce congrès extraordinaire que la motion "Fidélité aux principes des modernités dans l'action" souhaite voir se réunir à la fin de l'année.
Un débat de cette nature et de cette ampleur nous permettrait d'effectuer une analyse plus moderne des structures du capitalisme, et de préciser dans tous les domaines nos solutions de remplacement.
Il permettrait aussi de faire auprès de nos jeunes militants un travail d'éducation socialiste, qui sera aussi utile pour eux qu'il l'a été pour nous, les plus anciens, au début de notre vie politique.
Il ne devrait pas y avoir entre nous de difficulté sur la nécessité de cette action, et la rigueur doctrinale avec laquelle elle doit être menée. Si des différends doivent avoir lieu à ce sujet, ce sera au cours d'un débat bien préparé, auquel le Parti tout entier aura pris part. Mais cette perspective ne doit pas nous empêcher de définir dès aujourd'hui des orientations politiques.
Si j'en crois les motions que j'ai lues, les discours que nous avons entendus, il y aurait aujourd'hui trois tendances, et je m'excuse de schématiser, c'est-à-dire de trahir : celle qui croit impossible tout accord sur notre Gauche, en particulier avec le Parti Communiste, et de ce fait a tendance à rechercher des alliances

Fondation Jean-Jaurès

centristes; celle qui estime que les contacts sont nécessaires, et que la réalisation de l'unité ouvrière est un objectif auquel nous n'avons pas le droit de renoncer, mais qui exige des précautions et des garanties; enfin celle qui considère que l'on doit beaucoup sacrifier, au besoin certaines de nos conceptions de la démocratie, à un accord avec le Parti Communiste, voire un accord de gouvernement...

Je voudrais au préalable débarrasser la discussion de certains de ses éléments électoraux. Beaucoup de camarades se bercent en effet d'illusions dans un sens ou dans un autre. L'électorat français a changé depuis 1936, époque du Front Populaire, du fait de la montée du Parti Communiste au lendemain de la Libération, et du fait aussi - je m'en excuse auprès d'elles - du vote des femmes.

Nous sommes bien obligés de prendre l'électorat tel qu'il est, et non tel que nous voudrions qu'il soit.

Or il apparait relativement stable, au moins dans ses grandes masses. La part réservée à la Gauche proprement dite ne dépasse guère le tiers des votants.

François Mitterrand a obtenu en 1965 32% des voix au premier tour de scrutin, avec l'appui des Radicaux. Aux dernières élections présidentielles, compte tenu du fait que certains Socialistes ont cru bon de voter Poher dès le premier tour, le résultat global pour la Gauche tout entière était supérieur à ce chiffre, ce qui peut paraître paradoxal, mais mathématiquement exact.

Le seul fait qu'il ait changé entre les deux scrutins, c'est la moindre crédibilité de la candidature socialiste.

Ceci dit, il est faux d'affirmer, corme l'ont fait les orateurs communistes, et en particulier Andrieu à l'ORTF qu'une candidature de la Gauche entraînerait aujourd'hui un tel mouvement d'opinion que la majorité électorale de ce pays pourrait être renversée. Mais il est tout aussi faux d'affirmer qu'il peut y avoir une majorité centriste.

Si nous ajoutons les diverses voie socialistes aux voix obtenues par Alain Poher au premier tour, nous constatons que le total ne représente pas plus d'un tiers des votants. Et pour obtenir une majorité, il faudrait aller si loin vers la Droite que cela deviendrait une véritable escroquerie électorale.

Vous me permettrez d'évoquer ici le souvenir d'une expérience de la IV ème République un peu oubliée aujourd'hui, celle d'André Marie qui avait tenté de réunir dans un même gouvernement Léon Blum et Paul Reynaud. Il faut avoir assisté à un conseil des ministres de cette époque pour comprendre l'impossibilité de marier ainsi l'eau et le feu.

Il n'y a donc pas, je m'en excuse auprès de Chandernagor, d'option centriste, et nous ne serions pas réalistes si nous nous accrochions à ce fantôme.

C'est donc, que nous le voulions ou non, et même si cela ne nous donne pas l'espoir d'une proche prise du pouvoir, Vers l'union de la Gauche que doivent s'orienter nos espoirs et tendre nos efforts.

Mais là non plus, nous ne devons pas nous faire d'illusions.

Ici je demanderai à beaucoup de nos jeunes camarades de comprendre les raisons qui font qu'après un demi-siècle, les conséquences du Congrès de Tours se font encore sentir dans la Gauche Française. Je me rappelle avoir, au cours

Fondation Jean Jaurès

d'une discussion fédérale, évoqué ce problème, et avoir été interrompu par un jeune camarade de la CIR qui m'a demandé ce qui s'était passé à Tours en 1920. Comme je m'étonnais de cette lacune dans sa formation politique, il m'a répondu, et l'argument m'a beaucoup touché : "après tout, je n'étais pas né !"
Camarades, je n'étais pas né non plus au temps de Karl Marx, et cela ne m'a pas empêché de le lire et d'être influencé par sa lecture !
Or il subsiste entre le Parti Communiste et nous des problèmes, de graves problèmes, et nous avons tout de même le droit de les rappeler, qui n'ont pas encore trouvé leur solution, notamment celui du centralisme démocratique, et celui de l'originalité des solutions socialistes selon les pays envisagés.
Je ne tomberai pas dans l'excès facile qui consiste à imputer au Parti Communiste Français la responsabilité de ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie. Les événements de l'année dernière n'en ont pas moins montré la volonté de l'Union Soviétique de couler dans un même moule, et c'est cela qui est grave, toutes les expériences socialistes, au besoin contre la volonté des populations intéressées.
Devant cette situation, nous retrouvons les trois attitudes que j'ai définies tout à l'heure : ou bien nous nous refusons à tout espoir de changement dans la situation internationale, dans la mentalité communiste, dans le succès des forces de libération qui agissent au sein même des régimes les plus stricts, et dans ce cas nous renonçons aussi à l'unité ouvrière et à toute perspective de libération des travailleurs de l'emprise capitaliste. Et là, après avoir écarté ce matin l'intervention de Chandernagor, parfaitement logique, parfaitement construite, j'ai trouvé une très grave faille, c'est ce que j'appellerai une faille psychologique.
Car nous pouvons renoncer, bien sûr, à l'union de la Gauche. Mais si nous le faisions, nous créerions un choc psychologique tel parmi les travailleurs que nous les découragerions définitivement d'aller vers le Socialisme, et que nous les orienterions peut-être définitivement vers la Droite.
(Applaudissements)
Ou bien nous passons sur tous les obstacles, nous négligeons toutes les difficultés, tout en les reconnaissant, et nous réussissons avec le Parti Communiste une unité qui, si nous parvenons dans un délai proche à un gouvernement commun, risque, je le dis comme je le pense, de faire de nous un Parti Socialiste comme ceux qui existent encore dans les démocraties populaires, et comme celui dont j'ai rencontré encore récemment les représentants à Prague.
Ou bien nous choisissons la solution médiane, celle que propose la motion que j'ai signée, et dont je relève une des phrases essentielles : "il nous revient de prendre l'initiative d'un débat avec les autres organisations qui entendent lutter contre le capitalisme; mais nous devons souligner que dans ce domaine, les affirmations d'intention ne suffisent pas, et que de même que nous ne serions pas crus dans notre affirmation socialiste si nous nous engagions dans la voie de compromis profitable pour le capitalisme, de même nous ne pourrions nous satisfaire de positions équivoques dans l'appréciation de faits significatifs, comme par exemple l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie."
La motion d'Alain Savary comporte la même réserve sous une autre forme,

lorsqu'elle envisage d'engager avec le Parti Communiste un dialogue sans complaisance.
Un dialogue, oui; sans complaisance, oui.
Il ne nous est pas possible aujourd'hui de prévoir quelle sera la durée de ce dialogue, et son aboutissement.
Pour ma part, je pense qu'il devra beaucoup plus porter sur les problèmes de fond dont parlait tout à l'heure Poperen que sur les problèmes de gouvernement, qui ne me semblent pas mûrs tant que nous n'avons pas nous-mêmes notre programme.
Bien sûr, cela dépendra pour une large part de notre volonté; mais il ne faudrait pas non plus éliminer les circonstances extérieures. Cela dépendra dans une très large mesure de l'évolution mondiale du Communisme, et aujourd'hui les événements internationaux peuvent hâter considérablement cette évolution.
Mais cela dépendra aussi de notre force, et c'est parce que nous en avons conscience que nous sommes si préoccupés plus que des questions tactiques de nos structures propres, et des moyens de réaliser d'abord l'unité de la Gauche non Communiste.
On a dit à ce sujet que le nouveau Parti devait rester ouvert. Bien sûr, ce n'est pas le moment de ressasser des griefs, et de lancer des exclusives. Mais si nous avons le devoir de nous donner des formes assez démocratiques pour permettre à toute la Gauche non Communiste de trouver sa place.
Parmi nous, nous avons aussi le droit de demander à ceux qui nous "boudent ou nous critiquent de faire taire les questions personnelles encore trop brûlantes, et de ne pas se croire les seuls tenants d'une vérité Socialiste dont nul ne saurait prétendre avoir le monopole.
Sans montrer d'orgueil de parti, mais précisément parce que nous croyons que l'unité de la Gauche Démocratique est l'une des conditions de la Gauche tout entière, nous entendons constituer demain un pôle d'attraction pour ceux qui font passer ce dernier objectif avant toute considération d'amour-propre ou de prestige.
Aujourd'hui notre devise doit être : le Parti Socialiste d'abord. Il est à créer, il est à faire vivre, c'est notre tâche immédiate.
(Applaudissements)

Le président - Je vous propose maintenant une suspension de séance d'une heure, de manière à reprendre notre travail à 21 heures précises.
Nous pourrons entendre 20 orateurs, dont le temps de parole est cependant suffisamment bref pour que nous puissions espérer terminer avant minuit.
Je vais vous donner, si vous le désirez, la liste des orateurs qui prendront la parole ce soir...
(Lecture de la liste des orateurs)
La séance est suspendue. Reprise à 21 heures très précises.
(La séance est suspendue à 20 heures)

(La séance est reprise à 21 heures 30)

Le président - Nous avons ce soir 19 orateurs, mais ils seront très brefs. Nous pouvons espérer que cette séance sera terminée dans deux heures, c'est-à-dire à une heure encore honnête.
Je donne maintenant la parole à Cépède, de la fédération des Yvelines. Il a 15 minutes pour temps de parole.

Cépède (Yvelines)

Mes quelques camarades,
Notre première tâche, me semble-t-il, devra être de réduire l'écart que nous ne paraissons pas toujours capables de combler, entre la doctrine et l'action.
On nous le dit souvent, et beaucoup finissent par le croire : faute de combler cet écart, la doctrine ne parait plus le fondement de nos actes, mais l'alibi de nos variations. Nous serions des gens qui, sûrs de notre credo, prendraient d'autant plus facilement de liberté avec notre morale.
Nous savons que ce justement est injuste, mais nous commencerons à le démentir en se montrant capables de tisser entre l'idéal et le réel le fil directeur de notre démarche socialiste.
Or, parfois, c'est sur des questions que nous suggérons nous-mêmes que les militants ne sont pas en mesure de répondre. Prenons un exemple, faisant un test, si vous le voulez. Nous disons tous qu'à nos yeux l'appropriation collective des moyens de production et d'échange ne peut être que progressive. Eh bien, qui n'avouera pas qu'il donne une réponse trop vague lorsqu'on l'interroge sur cette progressivité ? Et le vague de cette réponse nous vaut, selon les cas, deux procès d'intention :
Au mieux, nous ne serions pas "si progressifs" qu'on le dit, et se profile alors l'image du Socialisme briseur-de-système, incapable de faire mieux que ce qui est menaçant, même, ce qui est déjà acquis.
Au pire, on voit dans ce "progressif" une façon de confier qu'il ne faut pas s'inquiéter, parce que nous ne serions pas aussi socialistes que nous avons la fierté de le proclamer
Et ne nous y trompons pas, camarades, le monde et la vie sociale paraissent si complexes que l'à-peu-près dans les réponses suggère une incapacité qui encourage la méfiance, même de ceux qui seraient disposés à partager nos vues.
Nous perdons alors sur les deux tableaux :
-aux yeux de quelques-uns, nous paraissons incapables d'abattre les Bastilles ;
- aux yeux de la plupart, de construire la société juste.
La plupart, ais-je dis. Il n'est, pour s'en convaincre, que de se rappeler les conversations que nous pouvons avoir avec ces sympathisants dont nous voudrions provoquer l'adhésion.
Que nous disent-ils ? A quoi mesurent-ils notre sincérité ? Non pas à la vigueur de notre propos, mais à la précision que nous pouvons mettre dans la réponse que nous faisons lorsqu'ils nous interrogent, non pas sur le pourquoi de notre condamnation du système capitaliste, mais sur le comment de notre action, sur le cheminement possible vers une société socialiste en partant de la réalité que

nous trouverions en héritage.
Pour faire passer de la sympathie à l'engagement ceux qui ne demandent qu'à être convaincus, il va donc falloir apporter avec précision nos réponses au défi que nous lance un capitalisme puissant, et qui, lui, démontre une capacité incontestable.
Mais nos ambitions doivent aller plus loin que de convaincre les sympathisants. Il faut aller chercher aussi l'électorat ouvrier de Pompidou, plus nombreux que l'électorat ouvrier des candidats de gauche. Pour cela, il va falloir s'armer, armer les camarades d'une analyse concrète des frustrations actuelles. Pour cela, il ne faudra, pas raconter d'histoires, ne pas nier la croissance de l'économie et l'élévation du niveau de vie. Mais il faudra expliquer que la croissance économique ne s'accompagne pas d'un développement égal de l'homme, puisqu'elle passe par le conditionnement du consommateur - et il faudra dire exactement pourquoi -, puisqu'elle passe par la prolétarisation de l'esprit - et il faudra dire avec précision comment, parce qu'elle a besoin de faire de l'homme un moyen et non une fin - et il faudra concrètement montrer ce que cela signifie, parce qu'elle prépare l'assoupissement des hommes ou l'affrontement des classes et des peuples, et non pas la libération épanouissante de l'homme tout entier et de tous les hommes - et il faudra le démontrer -.
Mais ces analyses, ces explications, ces démonstrations, elles ne serviront à rien si elles me peuvent être exprimées par la plupart des militants du Parti, Pour cela, pour la même raison qui nous fait réserver dans nos programmes la priorité des priorités à l'Education Nationale, nous devons donner, dans ce parti, la priorité des priorités à la formation politique, sans laquelle le recrutement sera insuffisant et médiocre, sans laquelle l'adhérent ne sera pas même un militant, pas même un assidu, tout au plus un cotisant qui aura parfois cru prendre un gage sur un HLM ou sur un siège au conseil municipal en payant ses timbres.
Mais il y a plus. Il ne suffira pas de multiplier les propagandistes informés, il ne suffira pas même de multiplier les hommes sûrs de leur conviction socialiste, il va falloir faire des hommes capables, capables de mettre en œuvre les moyens d'action que consent déjà la démocratie politique, des hommes capables aussi de tenir les leviers de commande de la démocratie économique que nous voulons substituer au monde capitaliste.
Certes, les socialistes ont fait leur preuve de la gestion des municipalités, mais pour autant, quel est le maire qui n'avouerai pas combien il serait heureux s'il trouvait par le Parti les moyens de tenir tête, sur le plan technique aussi, à l'administration plus ou moins en cheville avec les intérêts privés, à qui le pouvoir actuel n'a rien à refuser puisqu'il ; leur doit tout.
Et qui serait assez naïf pour penser que cette démocratie économique que nous voulons sera facile à bâtir ? Ne nous y trompons pas, camarades, il est plus difficile de tracer sa route que de descendre le courant, de vouloir l'avenir que d'obéir au rapport des forces installées, bref de construire le Socialisme que de gérer le capitalisme. Et sur ce point, la doctrine ne nous est que d'un faible secours. Marx lui-même s'était refusé, comme il l'a écrit, à "formuler les recettes pour les gargottes de l'avenir". Or c'est bien pour ces gargottes que l'on nous

demande des recettes et des hommes capables de les exécuter.
Pour faire ces hommes capables, il faudra accomplir un effort de formation important. Et ces hommes capables conduiront les électeurs à nous faire confiance, à faire qu'un grand nombre d'entre eux cessent de voter pour les autres, les autres dont ils savent bien qu'ils trahissent leurs aspirations profondes, mais qui donnent une impression de savoir faire qui parait offrir, à défaut de l'espérance, la sécurité.
Mais cet effort n'a de sens que si nous voulons substituer une société nouvelle à une société capitaliste. S'il s'agissait seulement de rendre le système capitaliste plus efficace, cet effort serait inutile. Il serait plus expédient et moins coûteux de s'en remettre au système éducatif en place et de laisser se développer la subordination de l'Université à l'industrie. Nous pourrions nous passer de militants sûrs et capables, il suffirait de dévoyer de la haute administration quelques brillants sujets qui trouveraient dans les caisses patronales les moyens de se payer de belles affiches et de vilaines barbouzes, avec lesquelles ils s'approprieraient les apparences de la démocratie et la réalité du pouvoir.
C'est ce que fait si bien la Droite en place que nous n'aurions guère de chance de réussir même en l'imitant, à troquer l'honneur contre le succès.
Il serait donc contradictoire d'approuver des structures neuves et de vouloir faire à notre tour l'ouverture sur le centre, sous le seul prétexte qu'il nous parait, s'il en reste, un peu plus scrupuleux ou un peu moins adroit que l'expression politique qu'a su se donner le capitalisme français.
Récuser l'alliance à droite ne peut pas être une décision de circonstance, mais une attitude permanente, à moins, d'accepter qu'il soit possible d'annuler les efforts de formation et d'élaboration politique qu'il nous faut réaliser.
Bien plus, c'est le caractère permanent de ce refus qui nous vaudra, pour une part, les concours que nous espérons. On ne voit pas, en effet, comment nous pourrions mobiliser les hommes et les femmes de ce pays pour ce combat si nos alliances possibles laissent penser que nous pourrions nous-mêmes envisager de le déserter.
Préciser les réponses aux problèmes de notre époque tels que nous devons, en socialistes, les poser, faire de chaque militant un porte-parole de ces réponses, démontrer, par le refus des compromis avec la Droite, qu'il n'y aura pas d'armistice dans ce combat,
Sont des conditions nécessaires de notre réussite.
Mais, dans le rapport des forces politiques de ce pays, elles ne sont pas suffisantes pour notre victoire, nous le savons bien : notre victoire passe par l'union de toutes les forces anticapitalistes de ce pays.
En récusant l'alliance centriste, nous serons peut-être innocents de la division de ces forces, mais ce ne serait pas assez d'être innocents, il appartient au Parti Socialiste d'être l'artisan de l'union des forces anticapitalistes.
Pour être cet artisan, le Parti doit proposer aux organisations syndicales et aux forces qui se réclament de la. démocratie socialiste des modalités de confrontation sérieuses.
Par "confrontation", il faut entendre, non pas l'ajustement formel des

programmes, mais l'étude en commun des problèmes réels que pose l'évolution de notre société. A cette condition, il sera possible d'élaborer des solutions communes, étapes nécessaires vers un plan commun d'action qui en assure la cohérence et détermine ses moyens de réalisation. Nous y gagnerons d'élaborer ensemble notre réplique à la situation réelle, mais il faut faire vite pour ne pas être devancé par l'événement. Il faut que le Parti s'équipe tout de suite pour ces confrontations.

Avec le Parti Communiste, nous savons tous que le problème se situe sur un autre plan. Certains des points qui nous séparent sont fondamentaux, et tout programme de gouvernement sera inutile, puisqu'il ne saurait être question de gouverner ensemble, tant que les divergences subsisteront.

Bien plus, nous ne saurions nous satisfaire d'un accord sur des mots. S'il était acquis, cet accord, faudrait-il encore que le comportement du Parti Communiste et son appréciation des événements traduisent la sincérité d'une conversion indispensable. Qu'on ne compte pas sur nous pour considérer que la situation de la Tchécoslovaquie est normalisée, ni que l'agression soviétique n'a été "qu'un accident de parcours" ou une "opération de police"!

Encore faut-il engager avec le PC un débat qui doit commencer tout de suite et durer aussi longtemps que ces divergences n'auront pas été réellement surmontées.

Pourquoi un débat ? Pour éclairer les choses et aussi les esprits, pour créer l'occasion de démontrer que nous ne sommes pas moins que lui l'adversaire du capitalisme, mais que nous avons, en plus, un amour de la liberté qui nous interdit de la sacrifier, même à l'unité des forces anticapitalistes, condition de notre victoire.

Pourquoi un débat immédiat ? Non seulement parce que c'est quand une entreprise paraît longue qu'il faut la commencer tout de suite, mais aussi parce qu'il peut être bientôt engagé. Ce débat porte en effet sur des points essentiels sur lesquels notre position est unanime, puisqu'elle est exprimée par une déclaration de principe qui est le fondement de notre adhésion.

Pourquoi un débat permanent, enfin ?

Parce qu'il nous faut démontrer que nos efforts unitaires ne changent pas de direction en dépit des difficultés ;

Parce que c'est par ce débat que nous mettrons le Parti Communiste dans l'obligation de choisir entre les chances de l'unité dans ce pays et le risque de perdre la confiance de ceux qui le suivent.

Ceux qui le suivent n'acceptent souvent de sacrifier la démocratie seulement parce que le Parti Communiste pourrait leur apporter une garantie que nous devrions pourtant être à même de fournir mieux que lui, puisque c'est au fond celle de libérer l'homme d'un système social qui le vole et le traite comme un objet.

Camarades, tout au long de cette intervention, comme de beaucoup d'autres, apparait le sentiment qu'il est nécessaire de démontrer notre capacité à devenir ce que nous prétendons être. C'est peut-être une tâche difficile, mais vous conviendrez aussi que, c'est vrai, les travailleurs sont en droit de l'exiger de

Fondation Jean Jaurès

nous. C'est un effort auquel un socialiste ne peut se dérober.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Gazier, des Hauts-de-Seine, qui disposera de 15 minutes.

Gazier

Camarades,
Si les camarades de la région parisienne - Yvelines, Hauts-de-Seine, Paris - sont nombreuse à intervenir ce soir, on les excusera en constant qu'ils n'ont pas beaucoup insisté pour bénéficier des heures de la plus grande écoute.
Je voudrais faire quelques observations, notamment sur les élections présidentielles, et sur nos rapports avec le Parti Communiste.
Sur le premier point, il n'est pas question de sous-estimer un instant l'ampleur de la déception éprouvée au soir du 1er juin et dans les semaines qui ont suivi. Il est très grave que des électeurs aient, dès le premier; tour, voté pour le candidat du centre et non pas pour le candidat du Parti. Mais on n'a pas le droit de déduire des résultats que la démocratie socialiste représente aujourd'hui 5% seulement du corps électoral, les 5% qui se sont portés sur notre candidat, en dépit d'une campagne d'une très grande qualité, d'un très grand sérieux et d'un caractère socialiste incontestable.
(Applaudissements)
En 1965, le candidat unique de la Gauche a obtenu au 1er tour 32% des suffrages, et a bénéficié dès le premier tour de l'appui officiel du Parti radical.
En 1969, l'ensemble des candidats de la Gauche, Defferre Krivine, Rocard, Duclos, totalise 31% des suffrages, un point de moins, et le Parti radical ne les a pas officiellement soutenus.
Comme, dans l'intervalle, les influences du Parti Communiste et du PSU ont très peu variées, et comme les résultats sont à peu près les mêmes, il est vraisemblable que nous ne l'avions pas très bien vu alors, mais maintenant cela est évident, le nombre d'électeurs démocrates-socialistes qui, en 1965 se sont portés sur le candidat unique de la Gauche, n'est pas très supérieur à 5%, même si on tient compte des transferts qui ont pu avoir lieu dans tous les sens entre les deux tours de scrutin.
Il est donc certain que le corps électoral ne réagit pas du tout de la même manière dans les élections présidentielles et dans lès élections législatives, car si en 1965 le candidat unique avait 32% des voix,-le candidat unique de la Gauche -, cela n'a pas empêché qu'en 1967 la Gauche a totalisé 47,5% des voix, et la FGDS 19% ; et même, l'année suivante, alors que la conjoncture ne nous était nullement favorable, aux élections de 1968, la Gauche a totalité 42%, et la FGDS près de 17%.
C'est pourquoi, camarades, l'échec de juin, quelque pénible qu'il soit, ne doit pas nous plonger dans le découragement. Nous ne serions vraiment vaincus que si nous avions une mentalité de vaincus, ce qui serait à la fois dramatique et totalement injustifié.

Fondation Jean-Jaurès

J'en viens maintenant à quelques considérations sur le Parti Communiste.
Nous sommes depuis toujours, au fond depuis la scission de Tours, placés devant ce dilemme qu'il n'est pas possible de faire en France une politique socialiste sans l'appui des forces communistes, et que d'autre part il n'est pas possible à des démocrates socialistes de devenir les complices de l'implantation, de l'installation en France d'un régime de démocratie populaire.
Et comment est-il possible de sortir de ce cercle sans que vienne un débat large, profond et public avec le Parti Communiste, un débat sans complaisance, mais un débat constructif ?
Or, les désaccords portent, on l'a dit maintes fois au cours de ce débat et au cours de bien d'autres, sur les libertés publiques, sur la politique internationale. On n'a pas assez insisté sur le fait que le plus grave désaccord pourrait porter sur la politique économique, financière et sociale à mener pendant la période de transition, c'est-à-dire pendant la période où un gouvernement de gauche aurait à commencer la première transformation de la société capitaliste en société socialiste.
Il faut tout de même y réfléchir. Si un gouvernement de gauche était amené à pratiquer une politique plongeant le pays dans l'inflation, stoppant nos échanges internationaux, et, par conséquent, réduisant le niveau de vie de la population, les conséquences en seraient irréparables.
Cette situation n'aurait comme issue, ou bien que le maintien au pouvoir de la Gauche par la force, et dans ce cas nous ne serions certainement pas les mieux placés pour mener cette politique, ou bien le retour de la Droite au pouvoir et pour longtemps, ou bien les deux éventualités se succédant dans le temps.
Pour affronter le débat qui porter, avec le Parti Communiste, sur ces questions aussi essentielles que les autres, il faut que nous ayons d'abord arrêté notre position sur la politique économique, financière, sociale, dans une période de transition, c'est-à-dire d'élaborer notre programme fondamental et les différents programmes d'action immédiate qui en découleraient.
Il ne s'agit pas d'un ajournement lointain, nous devons, dans ce Congrès, poser le principe de l'ouverture d'une large discussion sans complaisance avec le Parti Communiste, mais nous devons en même temps occuper les quelques mois qui vont venir à préparer cette discussion, notamment en fixant nos options sur le programme et sur l'action. Si nous ne le faisions pas, un débat mal préparé avec le Parti Communiste aboutirait, soit au ralliement à ses thèses, ce qui est peu probable, soit à une polémique absolument vaine et ne menant absolument à aucun résultat.
Noua dirions "Prague", ils nous diraient "Mais votre position sur la guerre du Vietnam est insuffisamment claire", que sortirait-il d'un tel débat ?
Tandis que si nous nous présentons après avoir réfléchi à des solutions concrètes, alors, ce débat peut entrainer des résultats positifs.
Camarades, le passage au Socialisme d'une société industrielle assez développée qui est habituée aux libertés politiques, est une tâche exaltante, c'est notre tâche, elle est terriblement difficile, parce qu'il n'existe pas de précédent historique et qu'il n'a pas été conçu de modèle théorique de cette transformation.

Fondation Jean Jaurès

Le capitalisme a, certes, beaucoup évolué au cours des dernières décennies sans se rapprocher en aucune manière du Socialisme, mais si nous continuons à le critiquer sous ses formes anciennes, nous tirons sur une cible qui a bougé dans l'intervalle et que nous manquons.
Nous ne pouvons plus parler en termes généraux, même s'ils sont généreux, de la société socialiste comme l'a dit Montagnet cet après-midi, nous devons présenter des projets crédibles, c'est-à-dire marquant à la fois une étape importante et concrètement réalisable.
Cela suppose une information plus grande des militants et des citoyens, des études concrètes, détaillées, menant à des programmes qui marquent des étapes vers notre but.
Cela demande aussi une formation continue, permanente, de nos militants et de nos cadres, toute tâche qui pour les organisations qui composent notre nouveau parti ont été un peu négligées, parce que jusqu'à présent les urgences que l'on prenait souvent pour des priorités nous ont trop souvent pris à la gorge.
Ce sont les tâches que le nouveau Parti doit mener à bien et s'il y parvient, nous serons à la fois sérieux, enthousiastes et convaincants, (Applaudissements)

Le président - La parole est à Lesavouroux, fédération des Hauts-de-Seine, ensuite à Vigouroux des Bouches du Rhône.

Dans la Salle - Lesavouroux est absent.

Le président - Alors, la parole est à Vigouroux, pour 8 minutes.

Robert Vigouroux (Bouches-du-Rhône)

Camarades, je ne viens pas à cette tribune pour défendre une motion mais pour donner, non pas une opinion personnelle, mais celle de militants et sympathisants qui ont présenté cette tendance à Marseille, tendance qui n'a pas été retenue dans la motion présentée.
Je voudrais, dans un premier temps, analyser les données du problème avant de donner quelques opinions sur nos moyens d'action.
En ce qui concerne le premier point, données du problème, je voudrais tout d'abord dire un mot de notre actuelle réunion, puis examiner l'aspect du nouveau Parti.
Cette réunion, nous pensons qu'elle est prématurée, prématurée vis-à-vis de nous mêmes et vis à vis des autres.
Prématurée vis-à-vis de nous-mêmes, parce que nous venons de subir un certain nombre de chocs successifs, d'échecs, il faut bien le dire, et il nous aurait fallu, à notre avis, faire une pause, le temps de la réflexion, de la pensée était nécessaire. Notre précipitation ne signifie pas notre désir de demeurer, elle fait quelque peu partie d'une maladie que nous avons depuis quelque temps contractée.
Vis à vis des autres, notre hâte ne peut sembler que désuète, elle ne donne pas une notion de notre véritable valeur, elle confère à cette rencontre une signification péjorative, celle d'une lutte d'hommes et de tendances et il faut bien

Fondation Jean Jaurès

le dire des sympathisants hésitent, car ils estiment que les états majors discutent, que les tendances socialistes s'affrontent, mais que les troupes s'amenuisent et que les électeurs se lassent.
L'aspect actuel du nouveau Parti. Avez-vous essayé, camarades, d'interroger autour de vous pour savoir ce qu'on pense du nouveau Parti Socialiste, d'abord au sein des militants de la SFIO et puis à l'intérieur de la SFIO ?
Les militants nous posent des questions : qualitativement, quels changements comportera le nouveau Parti ? Sur la doctrine ? Non sûrement. Sur les hommes ? Auront-ils l'impression d'un réel changement quel que soit l'échelon ? Sur les moyens d'action ? Ce n'est actuellement qu'un espoir !
Quantitativement, qui viendra finalement grossir les rangs de la SFIO ?
A l'extérieur de nous mêmes qui a l'impression d'un apport nouveau ? Qui a l'impression d'une mutation ? Peu de personnes à notre avis.
A ces critiques, nous devons pouvoir répondre pour que notre Parti puisse se développer et ceci est l'objet de la deuxième partie de notre propos qui concerne les moyens d'action.
Il nous faut, en effet, assurer la permanence du Parti, tenir compte des faits actuels, puis savoir nous définir, savoir nous déterminer, savoir nous regrouper, nous, socialistes,, avant de nous entretenir avec les autres partis.
Il nous faut tout d'abord assurer la permanence du Parti Socialiste. Que le nouveau Parti Socialiste, certes, sache se détacher de certaines habitudes, coutumes, pourrait-on dire, n'être pas conservateur, mais savoir cependant conserver son caractère démocratique, même s'il doit parfois gêner dans l'action et dans la décision.
Il nous faut tenir compte des faits, connaître tout d'abord l'inquiétude de nos militants ; ils viennent de faire trois campagnes successives dans des conditions difficiles, ne serait-ce que financièrement, par les moyens donnés, alors que les conditions des autres partis, l'UNR ou le PC étaient meilleures, mais nous ne nous étendrons pas sur ce point.
Ils ont été soumis à des situations raisonnables, certes, mais qui ont pu sembler parfois subtiles et attaquables, et ils ont été attaqués.
Juin 1968, élections côte à côte avec le Parti Communiste et peut-on en vouloir à ceux qui ont fait des déclarations communes ?
Présidentielles, notre opposition avec le Parti Communiste était manifeste et nous avons eu une position considérée comme ambiguë au second tour... actuellement, de nouveaux accords sont en vue.
Peut-être, nous n'avons pas, nous, changé, mais les résultats n'ont pas été tellement encourageants pour les militants et nombreux sont ceux qui, comme nous, dans les sections, doivent assurer le moral des troupes.
Tirer la leçon des échecs : nous connaissons l'ampleur de notre déception politique aux présidentielles ; ce sont peut-être des mots à ne pas prononcer, certains diraient qu'ils touchent à l'attachèrent à notre parti, mais nous refusons une telle interprétation ne faut pas nous laisser bercer non plus par cette idée qu'en politique rien ne dure, cela voudrait dire qu'il faut attendre la défaite des autres pour reprendre notre place, ce qui est bien aléatoire dans le système

Collection Jean Baylas

gouvernemental actuel qui s'assure de plus en plus et n'est pas fait pour assurer l'opposition.
Et puis, nous finissons par lasser l'opinion en nous opposant toujours, car les Français n'ont en aucune façon la certitude que nous serions capables de faire tellement mieux, même s'ils sont mécontents, nous n'avons pas su la leur donner.
La propagande abusive ne suffit pas à expliquer notre manque d'impact ; peut-on faire tellement confiance à ceux qui se classent dans la même ligne politique, mais qui ne sont pas capables, aux yeux du public, de s'entendre ? Et, malheureusement, en cette matière, la confiance joue plus que la doctrine. Ce ne sont pas nos idées qui font peur, mais nous ne sommes pas jugés aptes à gouverner. Le vote récent a exprimé cette défiance, alors que l'opposition s'est axée sur les voix communistes, ainsi enflées, mais ce serait une erreur, bien sûr, de croire que tous ceux qui ont voté communiste veulent un état communiste,
Il faut bien admettre aussi cette confiance, certes, paradoxale, qui fut faite à ceux qui ont donné l'impression de sérieux et de continuité, alors qu'ils n'avaient pas abouti, en réalité, à autre chose qu'à aggraver progressivement la situation financière et sociale de notre pays.
Il nous faut étudier également les conséquences de l'évolution économique et sociale qui justement s'est faite, ce qui ne saurait nous orienter vers un simple parti de classe. Certes, le monde ouvrier constitue la majeure partie de nos militants, de notre électoral, mais on ne peut méconnaitre qu'à leur côté des employés, des commerçants, des cadres, des intellectuels, partagent nos options et il faut considérer l'ensemble de la population.
Compte tenu de ces faits, il faut travailler avec méthode et dans un ordre logique, c'est-à-dire savoir nous définir, savoir nous déterminer, nous regrouper et nous entretenir ensuite au besoin avec les autres Partis.
Savoir nous définir, et pour cela établir clairement notre programme actuel : un parti moderne devrait employer des méthodes de travail moderne.
Les morceaux de bravoure et d'éloquence sont périmés dans les Congrès ; prenons exemple sur les travaux des autres disciplines où les rencontres sont riches d'enseignement, car on ne cherche pas à prouver, mais seulement à publier le fruit de ses recherches et l'utilisation de ses connaissances.
Ne pensez-vous pas qu'il serait plus utile de voir se tenir un certain nombre de tables rondes portant sur les différents chapitres de notre programme économique et social plutôt qu'une succession de rappels à la tribune ? Et, pour ma part, je serais plus utile si je pouvais utiliser ces journées à travailler sur notre conception de la Santé publique !
Définissons nous nous mêmes au lieu de vouloir à toujours le faire en référence par rapport à d’autres. Là est notre seule chance de rester groupés entre nous et de travailler aussi à regrouper les socialistes.
Ainsi pourrons nous attirer vers nous, parce que d'autres pourront avoir confiance en nous, et nous connaîtrons réellement une part valable des citoyens et des citoyennes, en même temps que de la jeunesse, et cela sans vouloir élever des barrières ou réaliser, au contraire, des accords prématurés.
Ou alors, ne le faisons pas, admettons par là même que les séparations devront

Fondation Jean Jaurès

se faire, car certaines prises de position ne sauraient acceptées par tous.
Savoir ensuite nous déterminer, et nous ne pouvons qu'accepter le dilemme social actuel, celui d'une part, d'un système capitaliste que nous réprouvons, mais qui est solidement établis et admis par la majorité, celui d'un système collectiviste qui n'a pas su s'instaurer réellement et qui dans ces essais détruit malheureusement les libertés humaines.
En nous déterminant, il faut choisir entre trois solutions : chercher à participer à une gestion capitaliste comme nous l'avons fait déjà ou l'influencer par notre action en essayant de lui donner une orientation sociale favorable et susceptible d'ouvrir la voie au Socialisme, ou admettre que les socialistes doivent instaurer avant tout une mutation de la société en se refusant à toute gestion capitaliste, ou encore rechercher une autre solution, devenir un véritable centre de travail, car ce désir n'est actuellement que celui d'une minorité de la population.
C'est une œuvre de longue haleine, ce n'est plus exactement celle d'un parti politique, mais il faut la rendre compatible avec notre volonté de voir évoluer la situation sociale évoluer le plus rapidement possible en tenant compte de ceux qui en ont actuellement besoin.

Le président - Camarade, il est temps de conclure.

Robert Vigouroux - Et puis, savoir nous regrouper. Les forces socialistes sont divisées. Il faudrait qu'au delà de leurs querelles, de leurs ambitions personnelles, les responsables à chaque échelon comprennent qu'il s'agit d'une étape indispensable. Il faut qu'ils soient réalistes et admettent que notre existence même est en jeu, en ce sens que notre existence réelle ne durera que si nous arrivons à être ensemble, non pas pour être plus forts, certes, mais pour montrer à tous ceux qui nous entourent que nous en sommes capables, sachant qu'au fond notre tendance idéaliste n'empêche pas notre compréhension du positif.
Ce n'est qu'alors que nous pourrons entamer les conversations avec les autres partis ; ayant ainsi dans un premier temps défini son programme et sa tactique, et œuvré pour le regroupement des forces socialistes, le nouveau Parti Socialiste pourra engager des conversations avec les différentes formations politiques qui accepteront l'essentiel de son programme, et seront susceptibles de suivre sans réserve sa double conception d'une démocratie économique et d'une démocratie politique, afin de définir éventuellement une ligne de conduite concertée.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bérégovoy, des Hauts-de-Seine.
Le camarade Lesourd, renonce à son temps de parole et annonce qu'il se rallie à la position de Georges Mortret.

Pierre Bérégovoy

Comme l'a très justement fait remarquer Gazier, nous sommes nombreux, de la Région Parisienne, et même des Hauts-de-Seine, à intervenir ce soir.
J'interviens en double qualité : en qualité de signataire de la motion, et en tant

Fondation Jean Jaurès

que fédération des Hauts de Seine, où nous avons fait la synthèse entre différentes thèses.
Je n'ai pas l'intention de vous lire cette motion, ni de vous rappeler ce qui est dans la motion que nous avons déposée, car je crois qu'à l'heure où nous sommes il s'agit plutôt de répondre à un certain nombre d'arguments qui ont été avancés.
Il est vrai que ce Congrès est dominé par le problème des rapports avec les autres partenaires, et que nous nous trouvons confrontés avec ce que nous appelons le problème des alliances, et tous les camarades, ou presque, qu'ils soient pour ou contre d'ailleurs, raisonnent comme s'il s'agissait ici d'établir un contrat de gouvernement avec le Parti Communiste, ou d'établir de nouvelles formes de rapports avec les partisans de la Démocratie Socialiste.
La question n'est pas là, et je dois dire d'ailleurs que s'il s'agissait de cela, alors il serait indispensable, Comme cela a été dit par certains camarades, que nous ayons effectivement une discussion sur le programme, car nous ne concevons pas, ni les uns ni les autres, d'alliances qui ne soient pas conclues sur la base d'un contrat qui définisse les objectifs, les garanties, et fixe les orientations.
Le problème n'est donc pas là. Le problème est de savoir si, après les événements que nous avons connus, après les tentatives de regroupement centriste qui sont envisagées, et dont on parle et sur nos rangs et sur nos marges, nous nous fixons une orientation, et si nous traçons nos perspectives et nos conditions.
Pour notre part, nous proclamons qu'en fonction de la déclaration de principe qui a été adoptée, que nous avons tous signée en adhérant au nouveau Parti, notre ambition est de transformer la société française et de construire une société Socialiste.
Il est bien évident que ce postulat étant posé, nous devons nous donner les moyens d'y parvenir, et il est clair que nous ne parviendrons pas à cet objectif si nous ne réussissons pas à réaliser dans ce pays l'unité entre les forces socialistes et les forces influencées ou organisées par le Parti Communiste. C'est un objectif fondamental.
Il n'est pas dit pour autant que cet objectif soit immédiatement accessible. Mais sur ce point, il faut que le chemin soit clair. Nous ne pouvons pas adopter une déclaration de principe qui fixe une mission au Parti.
Nous ne pouvons pas adopter une déclaration de principe qui fixe une mission au Parti et, en même temps, considérer qu'au gré des circonstances nous pouvons conclure telle ou telle alliance, ou pratiquer un opportunisme qui, en définitive, ne s'est pas révélé payant dans le passe plus ou moins lointaine. Voilà, je crois, la question fondamentale : la répudiation de toute coalition qui ne nous permet pas d'atteindre les objectifs qui nous sont fixés.
Cela ne signifie pas, dans notre motion, que nous récusons tous ceux qui n'ont pas été socialistes à la même heure et au même jour. Nous savons bien qu'il y a des forces actuellement influencées par le gaullisme dans lesquelles se trouvent des hommes et des femmes appartenant autrefois aux forces de gauche ; nous savons bien que, ces gens-là, nous avons à les regagner, mais, pour autant, nous n'avons pas à conclure d'alliances qui défigurent le visage du Parti et qui ne nous

Fondation Jean Jaurès

permettent pas d'atteindre le but que nous nous sommes fixés.
Donc, pas d'alliance avec le centrisme.
Se trouve posé, par ailleurs, le problème de nos rapports avec le Parti Communiste et, sur ce plan, nous devons être, me semble-t-il, très clair car on nous opposé quatre séries d'arguments et ils sont, je crois, les uns et les autres sérieux.
Le premier : le Parti n'est pas construit et vous voulez déjà qu'il définisse ses alliances.
Deuxième argument : le Parti n'a pas encore défini son programme - je l'ai indiqué.
Le troisième : le Parti Communiste pas évolué.
Le quatrième argument, vous l'avez tous entendu, les camarades disent : si ces conditions étaient remplies, le rapport de force n'est pas satisfaisant.
Eh bien, je dois dire que le premier argument : le parti n'est pas construit, c'est un argument qui n'est pas fondé, me semble-t-il.
C'est vrai que nous n'avons pas, aujourd'hui, je l'ai dit tout à l'heure, à conclure de contrat, mais il est bien clair que le Parti se construira, d'une manière ou d'une autre, en fonction de l'orientation que nous aurons fixée et que, par conséquent, des hommes qui ne sont pas encore chez nous, qui n'ont pas encore choisi, au parti que nous construisons adhéreront en fonction de la clarté du choix que nous aurons fait sur ce plan.
Deuxièmement : le Parti n'a pas défini son programme, j'y reviendrai tout à l'heure.
Troisièmement : le Parti Communiste n'a pas évolué ;
Alors, je pose la question, camarades, pour savoir si le meilleur moyen de faire évoluer le Parti Communiste - car d'autres camarades nous le disent, c'est l'argument que j'ai entendu - n'est pas justement de le contacter ?
Nous espérons profiter de cette confrontation pour justement le faire évoluer sur les questions clés qui déterminent l'accord de programme entre toutes les forces de gauche ;
Quatrièmement : le rapport des forces n'est pas satisfaisant.
Cela est vrai, à l'heure actuelle, surtout après les événements que nous avons vécus, mais nous sommes bien obligés de considérer que lorsqu'une certaine forme d'unité de la Gauche, qui a des failles, avait été conclue, le rapport de forces était plus satisfaisant, pas encore suffisamment pour que nous gagnions la partie, mais tout de même il s'établissait sous une autre forme de rapport.
Par conséquent, sur ces trois points : le parti n'est pas construit, le Parti Communiste n'a pas évolué, le rapport des forces n'est pas satisfaisant, une seule réponse : ouvrir le débat, la confrontation publique à l'intérieur de la Gauche, avec l'ensemble des forces qui se réclament du Socialisme et de la construction d'une société socialiste, et voir sur quels points on peut être ou ne pas être d'accord.
Ainsi, le Parti Communiste nous démontrera sa capacité à évoluer, ainsi les hommes qui doutent de notre action socialiste viendront renforcer nos rangs et sur ces points, il est bien certain que le parti se construira et que le rapport de

Fondation Jean-Jaurès

forces évoluera.
Mais, il est bien évident que nous devons tout de même réfléchir et c'est là où nous en venons à l'aspect du problème qui est important, nous en venons à ce qui s'est passé en mai 1968 et 1969, car cet éclatement, la division plutôt que nous avons constaté, de la Gauche, en mai 1968 et cet éclatement de la Gauche, en mai 1969, ne sont pas simplement le résultat du hasard. Ce n'est pas simplement le fruit d'une intrigue personnelle des uns ou des autres, c'est parce qu'en réalité l'accord qui avait été réalisé entre le Parti Communiste et la fédération de la Gauche n'avait pas résisté à l'épreuve des faits, en mai 1968, à l'épreuve des événements. A cette époque, il n'y avait pas, sur la signification profonde de l'événement, sur les possibilités qui étaient offertes à la classe ouvrière et à la jeunesse, d'analyse identique entre le Parti Communiste et la fédération de la Gauche, il n'y avait pas de perspectives communes et de comportements communs, et par conséquent, il est bien évident que cela a commencé à briser l'unité des forces de gauche et au lieu, finalement, de confronter nos vues, de voir ce sur quoi il y avait accord ou non, de même ensuite sur l'affaire tchécoslovaque, on s'est, les uns et les autres, replié et, par conséquent, l'éclatement qui est intervenu en mai 1969 n'a été que la conséquence de ce qui s'était passé une année plus tôt.
Eh bien, par conséquent, il faut que nous ayons le courage de dire qu'une certaine conception de l'unité de la Gauche, basée sur des accords tactiques ou défensifs, ou électoraux, a vécu, car elle ne résiste pas à l'épreuve des événements lorsque nous y sommes confrontés et, par conséquent, si nous voulons aller plus loin, il ne s'agit pas de donner simplement un contenu sentimental ou émotionnel à l'unité des forces de gauche, il s'agit de la réaliser, de la construire sur la base d'un accord sur le fond des choses.
Sera-t'il possible demain ? Nous n'en savons rien. Nous devons engager le débat et voir sans complaisance et sans polémiques inutiles, s'il est possible d'avancer. Nous en tirerons ensemble la leçon, c'est ce que nous disions dans notre motion. Mais, il faut que l'intention soit clairement affirmée, sinon nous perdrons, nous l'avons démontré, sur tous les tableaux.
Dernier mot, enfin, en ce qui concerne les rapports avec les autres forces socialistes, car c'est lié également cela au rapport des forces.
Il est clair que le parti, tel qu'il est actuellement construit, ne rencontre pas tous ceux que nous aurions souhaités y avoir et nous devons, là encore, et sans polémiques, souhaiter que ceux qui ne nous ont pas encore rejoints viennent à nous ou acceptent avec nous, sous forme de dialogue, sous forme de confrontation, de discuter de ces problèmes et de ceux que nous aurons à discuter avec les autres partenaires, mais, là, il faut que nous soyons très clairs - j'ai dit : pas de polémiques et je le répète - nous ne devons pas répondre aux procès d'intention qui nous sont faits, mais nous devons, dans la clarté, rectifier les considérations injustes qui seront exprimées à notre égard.
Parce que je pense profondément, que le Congrès d'Alfortville a été jugé avec sévérité - et il a été jugé avec sévérité - non pas en fonction seulement de ses conclusions politiques, mais en fonction du climat, paraît-il, qui s'y était révélé,

eh bien je dis, pour ma part, que si tous ceux qui avaient accepté de construire le nouveau Parti, s'étaient engagés, dans ce Congrès, qui nous avait donné, dans les premières heures, de grandes espérances, et les conclusions politiques et les divisions que nous avons constatées après n'auraient pas été possibles.
Alors, sur Alfortville, on peut porter un jugement sur les conclusions politiques, mais il ne faut pas porter cela au seul débit des Socialistes qui s'étaient rassemblés, il ne faut pas porter à leur débit des difficultés qui sont le résultat de divisions qui intéressaient l'ensemble des familles,
Ensuite, je dois dire, parce que je pense qu'il en est ainsi, qu'il n'est pas possible non plus de laisser sans réponse l'affirmation selon laquelle M. Pompidou a été élu par suite du Congrès d'Alfortville - je crois que Jacques Duclos a employé l'expression, d'autres que lui aussi. On peut considérer qu'effectivement, les conclusions du Congrès d'Alfortville n'ont pas favorisé le regroupement de la Gauche, mais en ce qui concerne l'élection de Pompidou, c'est une hypothèse ; Par contre, une certitude, c'est que l'abstention communiste a incontestablement favorisé l'élection de Pompidou et nous ne devons pas avoir peur de le dire à ceux des partenaires avec lesquels nous devons discuter, mais nous devons interdire à ceux que nous voulons regrouper de porter jugement à ce sujet.
Voilà, camarades, ce que je voulais dire à ce point du débat et en m'apercevant que je n'ai qu'affirmé des intentions, mais je crois que c'est ce que nous pouvons faire le plus clairement aujourd'hui.
Il est bien évident que ce parti, maintenant, nous avons à le construire ensemble ; il doit être, sur le plan du programme fondamental que nous allons avoir à discuter, un Parti qui recherche, qui étudie, qui ne se contente pas d'affirmer des principes. Nous les avons affirmés tous ensemble, c'est bien. Maintenant, il s'agit de les adapter à la réalité du monde moderne, à la réalité du monde économique et social, à des difficultés que les premiers penseurs du Marxisme n'avaient pas prévues et devant lesquelles l'évolution du monde moderne nous place.
Deuxièmement, je crois qu'il nous faut aussi nous efforcer de traduire en termes politiques les aspirations profondes de la jeunesse et les aspirations nouvelles qui se font jour au sein de la classe ouvrière et à travers les milieux syndicaux. On a dit que nous ne devions pas être seulement un parti, et nous l'avons dit dans notre motion des Hauts-de-Seine, cela est vrai, mais nous ne devons pas non plus nous substituer aux organisations syndicales, aux organisations de jeunes. Nous avons le devoir de soutenir leur action et de traduire en termes politiques leurs aspirations car on a ces dernières années, inventé des termes de pouvoir ouvrier, de "pouvoir syndical", de "pouvoir étudiants" et je ne sais quels autres. Je crois qu'effectivement, dans la société de demain, si nous voulons que des hommes soient responsables à tous les échelons, il faudra donner, sur tous ces plans, des pouvoirs nouveaux, des responsabilités nouvelles.
Il est clair que les systèmes de représentation que nous avons connus dont dépassés, à la fois par cette réalité des nouvelles revendications et par la réalité de l'évolution pour des techniques, mais il est bien évident que les Socialistes que nous sommes, il y a une réponse globale à donner sur l'avenir et que si le

pouvoir est à établir sur de nouvelles formes dans l'Entreprise et dans l'Université, n'oublions pas que le pouvoir est à prendre sur le plan politique et que cela est la mission permanente des Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Bouget (?), Basses-Pyrénées et, ensuite, à Taddei (Somme). Deux de nos camarades viennent de renoncer à la parole : Pontillon, des Hauts-de-Seine, et Duval, également des Hauts-de-Seine.
La parole est à Bouget, Basses-Pyrénées, pour 4 minutes.

Bouget (Basses-Pyrénées)

Eh bien, mes camarades, après les interventions des ténors qui sont déjà passés à cette tribune, et en attendant ceux de demain, je voudrais apporter le témoignage d'un nouveau militant de base, d'un de ces militants obscures dont la multiplication à des milliers d'exemplaires constituera la force du Parti Socialiste rénové dont la classe ouvrière espère la naissance depuis longtemps sans jamais encore avoir pu faire véritablement conscience à aucune des formations que nous avons connues.
(Applaudissements)
Militant syndicaliste, familial, d'Associations de Parents d'élèves, j'ai assumé ou assume encore les plus hautes responsabilités au plan départemental.
J'ai toujours souffert de constater à quel point toute l'énergie dont la classe ouvrière est capable, soit pratiquement réduite à peu de chose, parce qu'il n'existe pas de véritable prolongement politique à l'action syndicale ouvrière.
(Applaudissements)
Cette situation intolérable pour un militant qui cherche à être efficace m'a personnellement posé de graves problèmes.
Il n'était pas sérieux, il y a peu de temps encore, de perdre son temps et son énergie dans une action politique considérée généralement à la base comme étant incapable de répondre aux aspirations des travailleurs.
J'ai cependant, avec quelques camarades, adhéré, mais ce n'est qu'après les événements de mai 1968 que j'ai personnellement pris la décision de militer, de travailler à la création de ce Parti de masse dont les aspirations socialistes soient à l'image des espérances déçues.
Dans ces conditions, je vous en conjure, cessons de nous reprocher mutuellement nos actions, nos positions, nos divergences passées. Cessons d'évoquer continuellement tout ce qui a pu séparer la SFIO, la convention, les clubs et, à travers leurs dirigeants, les leaders politiques de ces formations.
Nous avons tout à construire. Il me paraît en effet préférable de faire du neuf que de replâtrer les héritages que nous ont laissés les parents de ce nouveau parti Mais alors, ne nous faisons pas d'illusions, en trois jours nous n'allons qu'ébaucher l'édifice, nous n'allons que creuser et réaliser les fondations ; l'édifice qui abritera le nouveau Parti Socialiste de demain, c'est avec tous les militants, avec tous les adhérents qu'il faudra, ensuite, le faire.
La doctrine, la politique, la tactique ou la stratégie, c'est la base, et une base la

plus élargie possible, qui devra la définir avec une préparation plus rigoureuse que celle qui a précédé nos assises actuelles.
Sur quelles fondations cependant pouvons-nous construire notre édifice ? Quels sont les principes sur lesquels nous devons nous mettre d'accord aujourd'hui et qui sont essentiels pour la poursuite de notre progression ?
Le but, à terme, est bien sûr l'abolition du capitalisme et la prise du pouvoir par les travailleurs. Pour cela, il faut une force socialiste puissante, ce qui implique la volonté farouche de parvenir au regroupement de tous les courants qui se réclament du Socialisme démocratique, mais ce qui impliquera aussi que, puissent coexister au sein du Parti des courants de pensée, d'expression différents, même lorsqu'ils sont cousins germains.
Ceci implique aussi la volonté d'écarter systématiquement toute alliance, à quelque niveau que ce soit, avec les représentants du capitalisme ou de la bourgeoisie réactionnaire, en d'autres termes la volonté d'écarter toute alliance avec les Centristes, d'hypothétiques ou réels profits électoraux a court terme compromettant à coup sûr la réalisation des buts à long terme.
Ceci implique aussi la volonté de rechercher avec les organisations syndicales démocratiques les moyens de prolonger au plan politique l'action de ces centrales, tout en maintenant à chacun des partenaires une totale indépendance de décision et d'expression, les plans politique et syndical ne devant, en aucun cas, être confondus.
Cette volonté d'une force socialiste puissante implique enfin la volonté de s'allier avec le Parti Communiste et de pratiquer avec lui l'unité d'action, comme le font les centrales syndicales entre elles pour obtenir la satisfaction des revendications des travailleurs, sans oublier cette formule que j'ai apprise, jeune militant syndicaliste, le communisme, on ne le combat pas, on le dépasse.
Autrement dit, plus nous serons forts et dynamiques, plus nous serons aptes à répondre aux besoins profonds des travailleurs, moins il y aura de problèmes quant aux rapports avec le Parti Communiste.
Si nous avons cette volonté, si nous sommes capables d'un fonctionnement interne parfaitement démocratique, respectant les minorités, si à tout cela nous sommes capables d'ajouter les prochains mois, un effort de propagande et de recrutement pour avoir le nombre, un effort de formation pour avoir la qualité, je ne doute pas que le prochain Congrès, qui pourrait avoir lieu à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine, et qui approfondirait tout ce que nous aurons pu arrêter aujourd'hui, soit le point de départ d'une percée socialiste en profondeur.
C'est la chance qu'en tant que militants conscients de nos responsabilités, nous n'avons pas le droit de laisser échapper, sans quoi nous aurions, sans le vouloir peut-être, mais nous aurions tout de même trahi la classe ouvrière.
(Applaudissements).

Le président - Je vais maintenant donner la parole à Taddei (Somme).

Fondation Jean Jaurès

Taddei (Somme)

Camarades, je crois que, depuis 48 heures, notre congrès donne à l'extérieur une image de démocratie et de sérieux qui mérite d'être notée.

(Applaudissements)

Il ne manque peut-être à cette image de démocratie qu'un seul point, c'est qu'on entend trop d'interventions qui ne sont que des monologues et qui ne reprennent pas les idées des autres pour les approfondir ou les critiquer. C'est dans cet esprit que j'ai choisi, sans vaine polémique mais comme on doit le faire avec des conflits d'idées parfois fraternels, d'essayer de répondre à nos camarades Hinterman et Chandernagor, dont j'ai personnellement trouvé les interventions remarquables - je veux dire dignes d'être remarquées, mais je veux dire aussi parce qu'elles posent des problèmes de fond absolument essentiels et, en ce qui concerne notamment le camarade Chandernagor, absolument imperturbables dans la démonstration, c'est plutôt les hypothèses qui mériteraient cependant d'être revues dans l'analyse de nos camarades de la Creuse, et notamment de Chandernagor.

Au fond, leur hypothèse de départ, c'est la faiblesse de notre mouvement; faiblesse aujourd'hui, cela nous le savons tous ; mais faiblesse jusqu'à la fin des temps, si j'ai bien compris, puisque, selon Hinterman, par exemple, nous ne ferons jamais plus de 12% dans ce pays, notre influence ne sera jamais plus grande ; alors que, dans un congrès constitutif comme celui-ci, notre hypothèse de départ devrait être la force potentielle que nous représentons dans ce pays.

De quoi s'agit-il en effet, camarades ? Aujourd'hui, il ne s'agit pas de problèmes d'alliance, il ne s'agit pas de problèmes de doctrine, il s'agit de définir des principes stratégiques les plus clairs possible.

Il ne s'agit pas tout d'abord d'alliances "Soyons d'abord nous-mêmes", nous dit Chandernagor, et il a entièrement raison. J'espère simplement qu'être nous-mêmes, ce n'est pas être anti-communiste. Or je suis obligé de reconnaître que, dans son intervention, pendant plus de 50% du temps, il n'a été question que d'anti-communiste.

(Applaudissements)

Il n'est pas question non plus aujourd'hui particulièrement de doctrine. Il faudra reparler des problèmes de doctrine, mais après tout, nous avons tous adopté la déclaration de principe et je crois que, pour un départ, ce n'est déjà pas si mal, puisqu'aussi bien dans cette déclaration de principe on prévoit de tenter de libérer l'homme de l'exploitation par ses semblables et que, dans ce pays, il y a 90% de gens qui sont exploités par une minorité, comme dans les autres pays occidentaux, c'est-a-dire que nous avons potentiellement une clientèle, électorale ou non, de 90% de la population de ce pays.

Il s'agit fondamentalement, par conséquent, d'autre chose. Il s'agit fondamentalement de définir des principes stratégiques. Tout d'abord pour rassurer nos militants, mais aussi pour répondre à l'attente de tous les exploités. Et sur ce point, Chandernagor nous dit : "Pas d'opportunisme. Il a raison. Dans le passé nous avons souffert des coups de barre à droite, des coups de barre à gauche. Mais si je comprends bien ce qu'il voudrait, c'est que nous ayons une

fois pour toutes le cap fixé sur la droite !
Il nous dit qu'il faut d'abord que le parti sache se faire respecter. Combien il a raison ! Mais j'ai le regret de lui dire que les positions qu'il nous a fait prendre à Alfortville n'étaient pas respectables vis-à-vis de l'opinion publique !
(Vifs applaudissements)
Alors, quand on nous dit dans cet esprit que nous ne représentons que 12% de l'opinion publique et que c'est pour cela qu'il faut aller s'entendre avec le centre, je suis obligé de rappeler à Chandernagor et à Hinterman le vieil adage juridique : "Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude", et ce sont les turpitudes passées qui font qu'aujourd'hui nous ne représentons que 12% de l'électorat de ce pays.
(Applaudissements.)
Dans le fond, camarades, nous avons besoin de principes stratégiques clairs et je vous en proposerai ce soir deux, et deux seulement.
Tout d'abord, il ne faudrait pas dire que nous avons tout le temps et que, pour l'instant, il ne s'agit pas du tout da problème de savoir avec qui, plus tard, nous nous entendrons. Il ne faudrait surtout pas établir une fausse symétrie entre ceux qui sont les ennemis permanents des classes exploitées, les hommes de droite et du centre et, d'un autre côté, nos camarades provisoirement égarés, qui votent communiste ou pour d'autres organisations socialistes. Il n'y a pas de symétrie à établir entre les uns et les autres. Les uns sont nos ennemis de toujours ; les autres sont nos alliés de demain... Alors, pas de fausse symétrie !
Et, de ce point de vue, que l'on ne vienne pas nous dire sans cesse qu'il faut sauver la République ! Bien sûr, les socialistes doivent sauver la République quand elle est mise en danger. Mais la République n'est pas toujours en danger, du moins si j'en crois Chandernagor, puisqu'aussi bien un certain nombre de ceux avec qui il nous proposait de faire la grande fédération, le camarade Duhamel, le camarade Plevel, le camarade Fontanet sont maintenant entrés au gouvernement pour sauver la République !
(Vifs applaudissements)
Le second principe clair que je vous demanderai de retenir aujourd'hui, c'est de considérer que l'union de la Gauche est l'axe normal pour tous les socialistes, et là je répondrai simplement à ceux qui nous disent : "Ce n'est pas possible aujourd'hui». Bien sûr, bien sûr ! Ils ont raison, ils ne veulent plus écouter la suite de notre raisonnement sous ce prétexte, car, bien sûr, qui veut noyer son chien l'accuse de la rage, mon cher Hinterman !
Mais le problème n'est pas là. Le problème est que nous soyons constamment prêts à une négociation sans complaisance avec le Parti Communiste. C'est l'axe normal du développement de la force socialiste et il faut continuellement la mener. Et là, je regrette de voir que, comme le rythme des saisons, la vie de notre parti serait ponctuée par le rythme des cantonales, des municipales, des législatives : 1969, 1970, 1973. J'ai le regret de dire aux camarades de la Creuse qu'ils ont bien de la chance de savoir que les législatives auront lieu en 1973 ! En 1967, ils pensaient avoir bien du temps et ils ont été pris de court un an après. On a le droit, camarades, une fois de se tromper, comme nous nous

sommes lourdement trompés entre notre semi-succès de 1967 et les événements de mai 1968. Mais ce serait criminel, une seconde fois, d'être pris de court par l'évènement. Cela, nous n'en avons pas le droit !
(Applaudissements)
Dans la motion de Jacques Piette, il y avait d'excellentes raisons d'expliquer que la lutte des classes allait certainement se renforcer sur le plan intérieur. Rassurez-vous, camarades ! A cet instant de la soirée, je ne vous ferai sûrement pas un cours sur les problèmes financiers internationaux. Mais comment quelqu'un du talent et de la connaissance d'économiste de notre camarade Chandernagor ne nous dit-il pas à ce congrès que jamais les contradictions à l'échelle internationale du capitalisme n'ont été aussi développées qu'en ce moment ? Et pourquoi aussi ne dit-il pas que jamais les taux d'intérêt n'ont été aussi élevés dans le monde, même au moment de la crise de 1929, que jamais l'inflation dans tous les pays d'Europe occidentale n'a atteint un degré aussi dangereux et que le capitalisme international est sur le point de connaître une de ses crises les plus graves ?
Camarades, il ne s'agit sûrement pas ici de jouer les sorcières de Macbeth, mais il est quand même absolument indispensable pour nous d'être prêts pour des événements graves, qui arriveront dans les sociétés occidentales, ou en octobre ou en mai prochain, dans les deux ou trois ans à venir et, de ce point de vue, nous devons, en forgeant ce parti, être toujours prêts à la discussion avec les autres organisations représentatives du prolétariat, parce que notre parti, c'est une arme de classe, que nous devons toujours avoir bien en main.
(Très vifs applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Ladret, de la fédération du Rhône, et ensuite à Schreiber, du Val-d'Oise.

Ladret (Rhône)

Camarades, en abordant cette tribune chaque orateur a un double complexe : celui d'aborder les débats en présentant des arguments que vous avez entendus mieux présentés et celui de n'avoir pas renoncé à intervenir et de vous imposer une séance de nuit.
Les ayant surmontés, je m'efforcerai d'être bref. Je préciserai tout d'abord que je n'interviens pas au nom de la fédération du Rhône, mais à titre personnel, comme membre de la 3e section de Lyon.
On ne dira jamais assez que nous sommes réunis sous le double signe de l'amertume d'une sévère défaite et de l'espérance de notre renouveau. Chacun des problèmes posés doit être simplifié et je les ramènerai à quatre.
Le premier est un problème de doctrine. La doctrine socialiste est notre dogme. Elle tient en quelques mots : transformer la société capitaliste en société socialiste. Elle doit rencontrer l'accord de chacun, sinon il faut quitter le parti ou ne pas y entrer.
Le second problème est un problème d'options. Tous les postes de revendication ont été abondamment exposés et nous les connaissons bien - ce sont nos

commandements - sauf leur hiérarchie, leur urgence. Sur ce point non plus il ne peut y avoir de désaccord fondamental.
Le troisième problème est celui des moyens. Là commencent les difficultés et les discussions.
Il est bien évident que la prise du pouvoir exige d'abord l'unité de la Gauche, ensuite des alliances.
L'unité de la Gauche non communiste - il faut le dire et en prendre son parti - c'est la quadrature du cercle. Le nombre des groupuscules, des clubs, des mouvements, des minorités est infini. Il procède de la tendance individualiste de notre race et nous ne la réduirons jamais. Toute unité est relative et l'histoire nous enseigne qu'elle est limitée dans le temps.
Les socialistes de ma génération, qui ont vu quatre scissions, savent bien qu'elles sont cycliques et toujours le résultat de rivalités intérieures. Notre ancien parti est sorti affaibli de ces scissions et le fait que les transfuges aient signé leur acte de décès politique n'a pas suffi à décourager les nouvelles tentatives.
Aujourd'hui, le malaise créé par les déclarations liminaires des conventionnels a aggravé la désaffection du corps électoral et l'aggravera encore. Nous comprenons difficilement en province les raisons réelles de ces oppositions de personnes et le jugement que nous portons est sévère.
Nous prenons acte des déclarations de Cazelle au début de ce congrès et nous sommes persuadés que tout aurait pu rentrer dans l'ordre si les susceptibilités particulières n'avaient pris le pas sur l'intérêt collectif.
Aussi il faut le dire fermement et sans passion : l'unité de la Gauche ne peut être faite dans la confusion ou dans la dissidence.
Lorsque les nouveaux compagnons du tour de France auront dégusté les raisins de la colère, il leur faudra prendre le train en marche ou rester dehors, car nous espérons bien que ce congrès ne tombera pas dans le piège d'un nouveau congrès constitutif.
(Quelques applaudissements)
On ne peut que partager la pensée de Guille : le Parti Socialiste reste ouvert à tous, sans réserve ni exclusive. Nous attendons comme Poperen, avec espoir, les socialistes qui cherchent leur chemin. Certains, même s'ils ne se trouvent pas à l'aise parmi nous, peuvent rester provisoirement dans la formation marginale. Mais s'il apparaissait que des adhésions aient pour cause des considérations électorales, il appartiendrait aux militants qui sont ici d'apprécier si ces démarches intéressées sont admissibles et recevables.
Le quatrième problème est d'ordre intérieur. Il n'en reste pas moins que notre parti doit faire son autocritique. Les échecs ont toujours des causes et. Il faut les rechercher. Les questions de politique et d'administration doivent être sans cesse mises en question ; là aussi, il est nécessaire de prévoir des recyclages.
Mais lorsque ces autocritiques prennent un tour personnel et deviennent des règlements de compte, on doit demander à chacun de nous un peu d'introspection. Plusieurs motions demandent que, dans une nouvelle nuit de juillet, les anciens dirigeants renoncent et disparaissent et que le parti soit confié à d'autres mains. Vae victis ! Rappelez-vous, camarades, que les décisions que

vous contestez ont été prises par les organismes réguliers du parti et que nos différends, s'il y en a, doivent être réglés entre nous, sans passion et sans bûcher.
Nous sommes bien placés, dans le Rhône, pour discuter de ce problème. De scissions en exclusives, un parti qui avait cinq députés, trois sénateurs et une majorité de maires ne compte même plus quatre cents adhérents ! C'est la raison pour laquelle je vous mets en garde contre cette politique de pendue et contre une rigueur sinusoïdale et excessive.
Enfin vous savez bien, vous tous qui êtes ici, que nous ne pouvons, pour des raisons impérieuses, nous allier sans réserve avec nos voisins de droite et nos voisins de gauche. À droite, nous sommes séparés par les problèmes économiques et sociaux et par la laïcité, dont on a très peu parlé et qui est le souci de nombreuses sections.
(Quelques applaudissements)
A gauche, nous sommes séparés par notre conception de la liberté de l'homme et des Etats. Nous n'avons pas, hélas ! de dénominateur commun avec le Socialisme communiste et le capitalisme pseudo-libéral.
Cependant nous savons tous que le recrutement et l'audience du parti sont conditionnés par les postes électoraux : conseillers municipaux, maires, conseillers généraux, députés et sénateurs. Avant de jeter l'anathème sur des alliances qualifiées hors nature, nous aimerions que le secrétaire du parti nous dise combien d'entre nous ont été élus avec des voix du centre ou des voix communistes. Sur le sujet, il n'y a rien à ajouter aux courageuses analyses de Notebart et de Chandernagor.
Nous avons tous, depuis la scission de Tours, la nostalgie de l'unité et le besoin viscéral d'affirmer notre désir de l'union de la Gauche. Les militants de ma génération savent bien que les expériences d'alliance avec nos amis communistes ou radicaux sont décevantes et toujours dangereuses à terme pour l'audience de leur parti. Mais ce serait une faute politique irréparable que de porter la responsabilité unique d'une séparation définitive. Il doit en être de même avec tous nos interlocuteurs ; nos colloques et nos accords doivent être publics.
Camarades, reconnaissons notre faiblesse électorale, reconnaissons que nous sommes un parti charnière, reconnaissons que nous sommes une addition de tendances ! Tirons-en une conséquence de rigueur et de clarté – une doctrine intangible, des options fondamentales hiérarchisées, un combat quotidien axé sur des revendications immédiates sont les conditions de notre vie et de notre réussite politique.
Ce congrès est celui de la dernière chance. Les camarades qui feront partie des organismes directeurs auront une mission grave et difficile. Nous sommes, ils sont le dos au mur. Caveant consules !
(Quelques applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Schreiber, du Val-d'Oise.
Je vous indique que Vidal renonce à son tour de parole, en indiquant qu'il se rallie à la position prise par Poperen et Chennemont (?).

Collection Jean Jaurès

Il en est de même des camarades Nosmas et Duval, qui se rallient à la motion qui porte, entre autres, la signature d'Alain Savary.
Schreiber, tu as la parole pour six minutes.

Schreiber (Val d'Oise)

Le processus actuel de ce congrès me paraît peu satisfaisant. Nos débats s'enlisent dans des discussions sur des motions trop longues et trop nombreuses, et dont beaucoup sont d'une inspiration politique si voisine qu'il est difficile de ne pas voir en elles autre chose que le reflet de rivalités personnelles. La presse d'ailleurs ne s'y est pas trompée, qui nous a désigné avant même la tenue du congrès ceux qui seront nos futurs responsables. Nous verrons bien demain si elle avait raison.
A mon avis, la solution réside non pas dans les textes touffus et très élaborés, mais dans une motion de synthèse brève et concise, qui se borne à énumérer un certain nombre d'objectifs fondamentaux et à définir les moyens d'y atteindre. A cet égard, le texte déposé par les responsables du Congrès de Bagneux me paraît répondre parfaitement à cet objectif.
(Applaudissements.)
Trois thèmes principaux doivent être mis en relief.
D'abord, notre fidélité intransigeante à l'idéal socialiste, ce qui implique le rejet de toute tentative à caractère simplement réformiste. Cela signifie que nous devons catégoriquement récuser toute participation à des expériences dont l'objet serait d'assurer la gestion de la société capitaliste et non sa destruction.
Ensuite, notre volonté de voir s'élargir le regroupement amorcé aujourd'hui, afin de parvenir à une réunification de toute la famille socialiste. Cela implique que nous considérions ce congrès comme une étape et non comme un aboutissement. De nombreux socialistes ne sont pas avec nous. Or, contrairement au proverbe, les absents n'ont pas toujours tort ! Compte tenu du passé, nous ne pouvons pas ne pas reconnaître la légitimité de certaines méfiances et de certaines hésitations. Il nous appartient de les lever en entamant loyalement et immédiatement les conversations avec les autres formations Socialistes, et en particulier avec la Convention et le PSU.
Le jeu de nos alliances électorales doit être nettement déterminé. Il faut poser en principe que la seule voie que nous puissions accepter pour accéder au pouvoir, c'est celle qui passe par l'unité de la Gauche, et par conséquent évidemment par un accord avec le Parti Communiste.
A cet égard, je répondrai à deux objections. On nous dit que des événements ou des attitudes peuvent rendre provisoirement impossible une alliance avec les communistes. Je dirai que cela ne saurait être une raison pour nous précipiter forcément vers d'autres alliances ! La conquête du pouvoir n'est pas un objectif en soi pour des socialistes, et s'il en est - mais il n'y en a certainement aucun dans ce Congrès - que les portefeuilles ministériels de Jacques Duhamel ou de René Pleven empêchent de dormir, qu'ils aillent là bas, la porte leur est encore entrouverte !
Mais les Socialistes authentiques, ceux qu'anime une fidélité intransigeante à

leur idéal, ne doivent pas craindre une éventuelle et provisoire solitude. D'autres avant nous ont, comme ils le disent, "traversé le désert". Cela ne leur a pas si mal réussi !
Eh bien s'il le faut, nous, Socialistes, nous devons aussi être capables de traverser le désert.
On nous dit d'autre part qu'une coalition de type unité de la Gauche n'a actuellement aucune chance d'être majoritaire. C'est se placer dans une perspective uniquement électorale, c'est oublier les événements extérieurs à caractère révolutionnaire qui peuvent à tout instant et partout bouleverser la conjoncture.
Souvenons-nous de mai 1968 et du Printemps de Prague. Certes, mai 1968 s'est achevé sur la victoire de la Droite. Certes, le lourd silence de la dictature est retombé sur Prague. Mais il y aura des lendemains ! Le charme rompu en 1968 ne se reformera plus. Ni le soviétisme, ni le capitalisme occidental ne retrouveront la quiétude d'un règne sans partage. Il y aura d'autres mois de mai, et il y aura d'autres printemps de Prague, il y aura, je le sais, encore aussi d'autres chars soviétiques et d'autres CRS. Rien n'empêchera que finalement la pression des masses impose la solution vers laquelle nous aspirons tous, l'alliance du Socialisme et de la liberté.
Si nous voulons assumer pleinement notre rôle dans les combats décisifs qui peuvent survenir à tout instant, et peut-être plus vite que nous ne le pensons, nous devons nous présenter avec des options claires et des choix fondamentaux bien déterminés.
L'instant est venu pour nous de quitter les sentiers battus de la politique à la petite semaine pour nous élever enfin jusqu'au niveau de l'histoire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bonnal, du Lot, pour 4 minutes ; ensuite Sarre, Paris.

Bonnal

C'est dans une salle clairsemée que je prends la parole; cela ne me gêne pas, au contraire, parce que dans la base nous avons l'habitude des petites réunions où nous travaillons peut-être plus fructueusement que dans une grande assemblée.
Je remercierai tout d'abord nos camarades Beautré (?), Taddei et Le jeune, des Basses-Pyrénées, qui ont fait passer un souffle bienfaisant sur le Congrès.
Je prends la parole parce que je suis mandaté pour prendre la parole, mais comme disait le camarade Delmas, tout à l'heure, ce ne sont pas les 4 mandats de la fédération du Lot qui pèseront lourd dans la balance ! Mais enfin c'est la province qui s'exprime.
Depuis onze ans, la Gauche ne propose à ses électeurs que des données négatives, des votes négatifs, contre quelqu'un ou contre quelque chose. Rarement elle fait de l'opposition constructive. Elle ne se détermine qu'en fonction de ses adversaires, et non en fonction de ce qu'elle devrait représenter. Elle se fait battre inexorablement sur le terrain choisi par ses ennemis, et ne sait

Fondation Jean Jaurès

pas profiter des occasions.
Les divers partis qui la constituent sont devenus peu à peu des assemblées de notables en place, ou de notables en puissance. Ceux qui sont en place ne viennent devant les électeurs que pour mendier leurs voix quelques semaines avant les élections, et ceux qui aspirent à ces places se paient de mots creux dans les réunions de salon !
Nous constatons, nous déplorons, nous ne voulons plus que des sommets coupés de la base s'arrogent encore le droit de parler au nom de celle-ci !
J'ai relevé dans le n°2 de l'OURS, Office Universitaire de Recherche Socialiste, la citation suivante : "condamner sans avoir entendu, juger sans connaître, ou au contraire approuver à l'aveuglette, célébrer d'après des ouï-dire, aussi insuffisamment éclairés, c'est toujours courir le danger d'avoir, selon le vieux proverbe, achevé chat en broche".
Nous condamnons après avoir entendu des hommes ou des équipes qui, après avoir bien parlé, ont trahi leur parole par leurs actes ! Nous jugeons en connaissance de cause, car quelques uns parmi ceux qui se déclaraient du Socialisme, et se déclaraient issus du peuple, l'ont trahi, plus soucieux de préserver leur position personnelle ou électorale que de défendre leur idéal, celui-ci ne leur ayant servi que de marchepied !
(Applaudissements)
Nous n'approuvons pas non plus à l'aveuglette, quand nous avons vu récemment le résultat de tous les louvoiements de la politique à court terme pratiquée au jour le jour.
Nous célébrons après avoir été suffisamment éclairés, et ce n'est pas notre cas après lecture des trop nombreuses motions d'orientation.
C'est pourquoi la fédération du Lot ne votera que pour une motion d'orientation de synthèse vers la Gauche, précisant l'intention du Parti d'ouvrir le dialogue avec le Parti Communiste, le PSU, la Convention des Institutions Républicaines, et les organisations syndicales, avec qui nous avons d'excellents rapports à la base.
C'est pour cela que nos 300 camarades du Lot, qui pratiquent journellement le Socialisme dans leur comportement et non pas seulement en payant une carte, nous ont chargés de vous dire, à vous, le sommet, que vous soyez à Issy ou ailleurs, qu'il est temps de permettre un renouvellement profond et total des équipes dont les noms sont pour eux, à la base, synonymes d'ambigüité.
Ne vous lancez plus dans de savantes et obscures manœuvres contre eux et contre vous-mêmes. Nous, à la base, nous ne comprenons que la clarté dans l'action.
Quand à la fin de ce Congrès, nous rentrerons chez nous, il faut que nos adhérents et nos sympathisants aient enfin confiance dans le Parti Socialiste.
Unissons-nous sans arrière-pensée dans l'intérêt de notre idéal commun !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Sarre, Paris, pour 4 minutes; ensuite Verger, de la Loire-Atlantique.

Fondation Jean Jaurès

Sarre

Mes chers camarades, je vous dirai tout d'abord que ce qui m'a frappé dans ce Congrès, c'est au moins un point d'unanimité, et cela peut surprendre : c'est la nécessité pour tous de construire un grand Parti Socialiste.

Mais pour construire ce grand Parti Socialiste, il ne suffit pas de l'affirmer. Faudra-t-il encore qu'il y ait des conditions qui permettent l'arrivée massive de nouveaux adhérents, de Socialistes qui se trouvent encore à l'extérieur du Parti.

C'est en cela que ce Congrès ne doit pas être une fin, mais bien au contraire, comme l'ont indiqué excellemment d'autres camarades avant moi, il doit être avant tout un congrès d'ouverture.

Il va sans dire que dans cet objectif, nous entendons bien sûr l'union entre Socialistes, avec tous ceux qui n'ont pas cru devoir venir maintenant, avec tous ceux qui sont Socialistes, mais attendent de voir ce que nous allons faire pour se décider à venir rejoindre nos rangs.

En effet, et tout le monde le sait bien ici, ce sont les dernières manœuvres, et les précédentes, qui font qu'il faut rendre ce congrès et ce nouveau Parti crédibles.

Dans les masses populaires, et l'électorat l'a bien montré, un puissant courant pousse à l'union, et je crois que ce courant a fait que beaucoup de gens qui a priori ne seraient peut-être pas venus, se sont retrouvés aujourd'hui à ce Congrès, dans les sections, et dans les fédérations.

Mais pour que notre démarche soit logique, il importe d'œuvrer pour l'union de toutes les forces anticapitalistes. Je dois dire que nous devons avec clarté condamner le Centrisme, car toutes les fois - et cela a été vrai sous la 4e, et cela a été vrai dans les alliances toutes les fois que nous sommes avec la Droite camouflée, eh bien les Socialistes perdent leur figure et se dénaturent.

Je crois également qu'il faudra marcher résolument vers l'union de toutes les forces de Gauche, et je veux parler de l'union avec les Communistes. Je redirai, comme l'ont dit Chevènement et Poperen, que cela ne doit pas être un problème de tactique, mais que c'est une question de stratégie fondamentale, et que nous ne devons pas apparaître comme des gens qui hésitent à discuter, à travailler avec les Communistes, car au lieu de nous affermir, au lieu de nous grandir, eh bien au contraire ce sont ces gens là qui ressortent grandis, parce qu'ils peuvent prendre à leur compte, et seulement à leur compte, le slogan, qui pour eux n'est souvent qu'un slogan : le problème de l'unité de la Gauche.

(Applaudissements)

Je dirai en ce qui concerne le résultat de ce Congrès qu'à mon sens il repose sur deux problèmes fondamentaux : d'une part une large majorité du Parti doit se dégager sur un texte d'orientation précis, sur un texte d'union des Socialistes et de toute la Gauche, et dans le même temps vis à vis de l'extérieur, et comme les journalistes l'ont écrit, on verra si ce Parti démarre bien. Quant à la composition du nouveau Comité directeur, ou du Comité exécutif - je ne sais comment il s'appellera -, il est indispensable qu'il y ait parmi vous une secousse, ou un sursaut, pour que dans ce Comité directeur il y ait vraiment des vrais nouveaux.

Et je veux dire par là, et c'est ainsi que je terminerai, que ce n'est pas une

question de générations, mais que c'est surtout une question d'inspiration.
Et, comme je l'ai signé, bien entendu, j'approuve ce qu'ont défendu avant moi Chevènement et Poperen.
(Applaudissement)

Le président - La parole est à Verger, de la Loire Atlantique, pour 4 minutes.

Verger

Camarades, ce n'est pas sur une position majoritaire de ma fédération que j'interviendrai, mais qu'importe ! C'est un devoir pour les minorités de s'exprimer, surtout lorsqu'elles sont mues par une volonté unitaire.
Unité, oui, mais aussi de clarté ! Il ne s'agit pas de chercher à rénover l'appareil, hâter la seule orientation que peut prendre un Parti Socialiste.
Parti Socialiste! donc parti ouvrier, donc parti de classe. L'axe de la rotation politique du Parti ne peut donc être qu'une orientation de lutte de classes.
Le corollaire de ceci est donc une option claire, pour l'unité de tous ceux qui condamnent le capitalisme, de tous ceux qui combattent la bourgeoisie.
Le Parti socialiste doit donc tendre à être l'expression politique du prolétariat, et doit donc être un Parti irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise.
De la doctrine découle directement la tactique, c'est-à-dire la lutte des classes. Notre alliance naturelle est donc avec le Parti Communiste. Nous devons refuser tout compromis avec quelque force qui ne condamnerait pas le régime capitaliste, c'est-à-dire l'ensemble des conservateurs de la Droite ou du Centre.
Le mouvement recherche de l'unité de tous ceux qui se réclament du Socialisme existe dans ce Parti. A Alfortville, il s'est exprimé avec ceux qui se sont opposés à la candidature de Gaston Defferre. A ceux-ci, ainsi que pour la base, Alain Savary est apparu comme l'expression de ce courant unitaire.
Aujourd'hui, la motion regroupée, rénovée, dont elle est signataire, a recueilli dans les fédérations un certain nombre de mandats. Cependant, ce texte n'est pas sans quelque ambiguïté
D'autres, pour ce même courant, ont pu aussi trouver leur expression dans la motion "Bases d'accord pour tous les socialistes", parvenue, hélas, trop tard dans les fédérations pour y être débattue.
Pour la base, il s'agit d'une même option, et ces deux textes doivent donc faire l'objet d'une synthèse par la Commission des Résolutions, synthèse qui aurait le mérite de définir une option claire et lever toute ambigüité, en dehors de toutes querelles de personnes. Un tel texte peut donner, et peut seul donner le sentiment de s'y retrouver, pour tous ceux qui, comme moi, méprisent profondément l'ambiguïté.
L'orientation claire, ainsi définie, doit donner la possibilité d'une expression politique au mouvement de mai 1968, et ce n'est que par la pureté, non seulement doctrinale, mais de la pratique des combats politiques de chaque jour, de la révolte contre le capitalisme, contre la bourgeoisie et son état, que seront ouvertes les portes qui mèneront à l'adhésion de masse au Socialisme, à la démocratie réelle et au bonheur de tous.

Fondation Jean Jaurès

Pour aujourd'hui, regroupons déjà toutes nos forces, passons par dessus les querelles de personnes, et reprenons plus vite le dialogue avec les camarades de la SIR.
Mais l'unité de tous les Socialistes exige de trouver les points communs qui constitueront la plateforme commune de tous ceux qui se réclament du Socialisme.
Demain, camarades, sans pour autant remettre en cause notre propre doctrine, il nous faudra engager le dialogue avec le Parti Communiste pour arriver rapidement à un programme de gouvernement.
Camarades, nous sommes tous conscients que nous ne ferons pas le Socialisme seuls. Alors, seule l'union de toute la Gauche peut permettre à notre combat d'aboutir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Garnier-Thenon, pour huit minutes.

Garnier-Thenon

Camarades, je ne voudrais pas reprendre un certain nombre de déclarations qui ont été faites, car il y a beaucoup de vœux pieux qui ont été émis, sur lesquels nous sommes tous à pu près d'accord.
Ce qui me semble devoir être posé, et les minoritaires de la fédération de Paris, et d'autres camarades, les ont posées, ce sont les vraies questions de fond.
Dire qu'on est pour un Socialisme authentique, dire que l'on est contre le capitalisme, dire que l'on admet la lutte des classes, nous ne serions pas ici si nous n'en étions pas d'accord. Donc je ne lé répéterai pas.
Il me semble que trois grandes questions dominent ces débats. D'abord l'affirmation et le renforcement du Parti.
2°La mise au point d'un programme à moyen terme, correspondant aux données économiques, politiques, sociologiques de notre pays.
3° L'attitude à avoir envers le Parti Communiste et les questions à lui poser.
Je voudrais donc rapidement reprendre ces différentes questions.
1° Il apparait que si à l'heure actuelle, dans l'état de création, d'implantation où nous nous trouvons, nous entamions un dialogue soit avec le Parti Communiste, soit avec d'autres formations, nous ferions un peu dans la position légendaire et cornélienne des Horace et des Curiace : nous nous présentons en état encore de semi-division, de divergence, avec des formations Socialistes qui ne nous ont pas rejoint, qui font des campagnes personnelles, qui nous opposent, des conditions - je pense au PSU, à la Convention, à certains clubs encore ; nous serions les Curiace. Et l'Horace Communiste, ou l'Horace d'autres formations, nous cueillerait les uns après les autres dans un état de faiblesse et de non implantation.
C'est pourquoi je pense, comme beaucoup qui ont répandu d'ailleurs différentes motions, qu'il n'est pas possible de faire dépendre la structuration, l'implantation, l'affirmation de notre Parti d'un dialogue soit sur notre Droite, soit sur notre Gauche, et qu'avant tout nous devons nous affirmer, nous structurer, nous

Fondation Jean-Jaurès

implanter, affirmer profondément notre unité, renforcer notre implantation et nos adhésions.
Non pas peut-être nous retirer sur une sorte d'Aventin, mais apparaître comme nous serons probablement, et nous le souhaitons tous, dans quelques mois, comme un Parti Socialiste fort, rénové, structuré, affirmé et implanté.
Et ce n'est que dans cette position de force que nous pouvons dialoguer avec nos voisins et notamment avec le Parti Communiste.
(Applaudissements)
Deuxième considération : la définition d'un programme à moyen terme.
Dire que nous sommes pour la suppression de l'appropriation privée des moyens d'échange et de production, dire que nous sommes pour la lutte de classes, je ferai remarquer très simplement à nos camarades porteurs de messages et de leçons que, quand on fait du marxisme, il faut le faire à fond. On n'est pas pour la lutte de classes, on constate la lutte de classes. Je m'excuse, j'ai étudié Marx, moi aussi. Enfin, ces déclarations sont très générales. Mais il ne faut pas oublier une chose : c'est que le problème c'est de marcher au Socialisme dans un pays donné, la France, dans des conditions données, sociologiques, économiques et aussi traditionnelles.
Et il faudrait qu'après s'être affirmé, le Parti, dans des journées d'études, des assises, tout ce que vous voudrez- moi je ne prends pas le langage prétentieux de colloques, symposium, confrontations, disons simplement journées d'études ou assises - journées d'études auxquelles participeraient tous les éléments délégués du Parti, mette au point vraiment les conditions de marche à un Socialisme moderne et adapté.
Sans avoir mauvais esprit, et tout en constatant, "bien sûr, les défauts du capitalisme, que nous ne songeons pas à nier, sans avoir d'ailleurs l'esprit de prophétie d'un camarade qui m'a précédé, dont j'admirais les connaissances économiques - je ne suis pas prophète, bien qu'économiste aussi - je dirai simplement : nous n'avons pas le droit de nous enfermer dans des formules vagues, mais nous avons le droit de confronter entre nous, très rapidement les différentes expressions du Socialisme. Socialisme des pays de l'est, libéralisé ou non, comme en Yougoslavie, ou plus ou moins libéralisé, expériences marquées par la présence du Parti Socialiste d'Occident, comme en Autriche (?) ou en Suède, toutes ces expériences doivent être posées. Cela, ce serait extraordinaire Et je m'étonne que dans un parti qui se dit internationaliste, et à juste titre, jamais les moindres assises n'ont été consacrées à confronter les expériences faites par des partis socialistes dans les pays de l'Est et les expériences partielles faites par des participations socialistes dans des pays de l'Ouest. Ce sont des expériences quel nous avons le droit d'étudier.
Et même si on se divise entre admirateurs du Socialisme suédois, ou yougoslave, ou russe, on a le droit de savoir de qui il s'agit, de quoi il s'agit.
Car il y a un double point de vue dans ce qu'est, après tout, l'éthique profonde du Socialisme :
1°- la juste répartition de la production, et également la participation à la décision économique ;

Fondation Jean Jaurès

2°- la permanence et la pérennité des libertés démocratiques.
Ce n'est pas de ma faute, disait André Chandernagor, si on doit constater, et c'est un fait, que dans les pays de l'est, au nom du Socialisme on a bâti d'abord une tyrannie effroyable qui envoie les écrivains en prison ou en camps de concentration, comme les intellectuels, les ouvriers, les étudiants, quand ils pensent mal. Mais, sur le plan de la répartition, on est arrivé à diamètre matériel bien moindre que celui des pays capitalistes d'Occident.
Ces questions doivent être posées. Car si notre réalisation du Socialisme devait offrir aux gens de France à la fois la pénurie économique, la technocratie dominante et le bâillon que les communistes offrent dans les pays où ils font des expériences, nous serions balayés nous-mêmes, et les élus, et les communistes aussi.
Ce sont des questions! Que nous devons poser sans écarter aucun examen, aussi bien celui de l'expérience suédoise que celui de l'expérience yougoslave ou autre.
Troisième point : les dialogues
Les dialogues, je l'ai dit, sont conditionnés par plusieurs points :
1°- un Parti fort, structure, respectant la discipline.
2°- une définition précise d'un programme à court terme et à moyen terme, dont les données sont celles de la sociologie et de l'économie française ;
3°- les questions à poser aux communistes.
Car, j'ai entendu de très beaux discours, le discours de notre camarade Defresnesi (?) était très émouvant : l'action de masse, la compénétration avec les communistes, c'est très bien, mais ce qui serait mieux c'est de nous dire les questions à poser.
Alors, si vous permettez, pour terminer, deux remarques:
D'abord, cela fait cinq ans, quinze ans, vingt ans, que nous dialoguons avec les communistes. Les contacts ont été incessants, les confrontations incessantes, notamment à une certaine époque. Mais on dirait, d'après certains camarades, que cela va commencer.
Et, ensuite, il faut préciser les questions à poser.
Il ne suffit pas de dire : on est anticapitaliste ou on est communiste, on est pour l'action de classe - encore que lorsqu'on est marxiste peu ou prou on dit qu'on constate la lutte de classes, et non pas qu'on est pour la lutte déclasses (ceux qui ont étudié Marx me comprennent).
Il faut se rendre compte que le dialogue dont on parle, et que je n'écarte pas - mes camarades non plus - doit être précis, et poser les mêmes Questions. Je les pose comme si je leur causais, à ceux, et pas à vous, et les voici :
1°- Admettez-vous la démocratie politique ? Admettez-vous que si vous n'avez pas la majorité vous devez laisser la place, parce que vous admettez le dialogue démocratique ?
C'est la première question, elle est fondamentale.
2°- Admettez-vous les libertés politiques d'information, la confrontation de toutes les opinions ? Admettez-vous l'indépendance de la magistrature ? Admettez-vous l'Habeas Corpus, ces libertés pour lesquelles ; le peuple de

France, socialistes, démocrates, confondus, s'était battu dans la Résistance, et avant ? Nous ne pouvons pas les affirmer simplement par des mots et une terminologie vague.
3° - Que pensez-vous du cadre, qui nous semble nécessaire, de l'Europe unie, à la fois pour ne pas subir la tutelle américaine et pour éviter l'insurrection soviétique ?
4°- Admettez-vous que le Socialisme, en France, soit dans la dépendance nationale, et que ce pays, s'il choisit d'être socialiste, soit libre de se définir comme il l'entend, et que les doctrines que vous approuvez, de souveraineté limitée de Brejnev, ne soient pas appliquées par votre truchement à notre pays ?
5°- Etes-vous partisans d'une planification progressive répondant aux conditions de l'économie française et faisant progresser ce pays en posant les vrais problèmes : l'adaptation de l'économie, la modernisation de nos industries, de nos instruments, l'organisation d'une banque d'investissements, équiper, prévoir les réformes, l'intervention de la Communauté suivant un plan progressif, un plan qui ne soit ni copié sur certains capitalismes d'Occident, ni copié sur l'effroyable faillite du communisme de l'Est, sur le double plan de la liberté et de l'enrichissement individuel et collectif, au point de vue économique.
Telles sont les questions à poser.
Et nous serions ici pour la confrontation avec les communistes, ce sont ces questions-là qu'on doit poser. Car, enfin, camarades, si ces questions qui sont les vraies ne sont pas posées avec précision – et je ne répéterai pas ce qui a été dit, après la tactique des présidentielles, après le durcissement (et je prends Fageon répondant à Mauroy), nous sommes édifiés -, si les questions n'étaient pas posées, à quoi servirait le dialogue, sinon à une déception profonde pour la classe ouvrière, pour les salariés de ce pays, pour les travailleurs, et en même temps à creuser à fossé, au lieu de l'aplanir.
Et je terminerai en évoquant deux points.

Le président - Ton temps de parole est écoulé, camarade.

Garnier-Thénon - Je conclus :
Si jamais à ces questions posées il n'était pas répondu, et si nous allions au pouvoir avec les communistes, ce serait la faillite immédiatement, la démission du gouvernement sur des questions de politique extérieure, et même de politique intérieure, la privation des libertés.
Nous devons donc vraiment poser ces questions aux communistes et ne pas se contenter d'une terminologie.
(Applaudissements)

Le président - Nicaud (?), des Hauts-de-Seine, renonce à la parole. Le dernier orateur inscrit est Colette Audry, de Paris, pour six minutes.

Colette Audry

Camarades, j'ai six minutes pour intervenir sur la motion préalable qui vous a été

présentée par Chevènement.
Je pense, en effet, que préalablement à l'installation du Parti dans la vie politique et à sa mise en marche, il s'agit d'affirmer l'esprit qui l'animera, il s'agit de la figure qu'il aura demain devant l'opinion, et il s'agit des possibilités qui lui seront ainsi offertes. Il s'agit, en un mot, de savoir si ce Parti entend être le rassembleur de tous les socialistes et s'en donner les moyens.
Etre le rassembleur pour être capable de jouer son rôle dans l'alliance de la Gauche toute entière, dans la lutte pour le pouvoir et la transformation du régime. Parce que Bérégovoy, je crois, tout à l'heure, vous parlait de ce qu'on appelle "le pouvoir étudiant", "le pouvoir ouvrier", tous ces pouvoirs mis au pluriel, mais ces pouvoirs mis au pluriel, on ne les conserve durablement que si on applique: d'abord le pouvoir politique. Alors, comment se donner le moyen d'être le rassembleur ? Eh bien, il faut d'abord donner, connaître et comprendre certaines choses, en particulier ce qui s'est passé l'année dernière en mai 1968.
Nous avons appris à ce moment-là, et nous avions à apprendre qu'il pouvait se produire dans un pays comme le nôtre d'énormes mouvements de masse, se développant par leur propre dynamique. Nous avons appris que ces mouvements pouvaient être multiformes, y compris des démonstrations de rues qui en l'occurrence ont servi de détonateur. Et ces mouvements de masse, ces mouvements de rue joints, ont remis à leur place les problèmes de l'action électorale et parlementaire, place qui existe, qui n'est pas la seule.
C'est en fonction de cela que nous devons construire notre Parti. Ces événements nous ont montré aussi qu'il y avait une volonté d'intervention et de gestion à tous les niveaux, chez les étudiants, chez les travailleurs, jeunes et adultes.
Ces mouvements, enfin nous ont appris qu'ils n'aboutiraient jamais s'il n'y avait pas une direction politique. Comme je vous le disais, c'est en fonction de ces vérités que nous devons construire notre, parti, et un parti qui, ainsi que le disait Taddei tout à l'heure, doit être prêt, c'est-à-dire préparé.
Certes, des mouvements de ce genre, nous ne pouvons pas savoir quand ils se produiront, et nous aurons toujours un moment d'étonnement quand ils se produiront. Mais on peut être prêt ou ne pas l'être, et nous avons : à nous y préparer.
En 1905, il éclata en Russie trois vagues successives de grève, comme on n'en avait pas vu en Europe d'aussi amples, et grèves essentiellement politiques. Elles ne surprirent pas énormément les Français, parce que la vielle CGT anarcho-syndicaliste les avait habitués à l'idée de grève générale, mais pour la social-démocratie polonaise, pour la social-démocratie russe, ce fût là une très grande surprise, parce que, pour eux, la grave générale c'était un mot d'ordre utopique des anarchiques, c'était quelque chose qu'on déclencherait un beau jour, parce que lorsqu'on déclancherait la grève générale le peuple tombait dans ses bras et le pouvoir tombait à ses pieds. Et, ce que découvrir les socialistes, c'est que ces mouvements pouvaient sortir de la base et s'amplifier progressivement. Tout le monde fut surpris, et certainement un homme comme Lénine, lui-même, fut surpris, non seulement par ce mouvement, mais il commença par regarder d'un air suspicieux les Soviets qui en étaient sortis les Soviets de 1905. Seulement,

après cela, ils furent capables, en Russie, d'assimiler l'expérience, et de l'assimiler de telle sorte que quelques années plus tard ils purent la pousser à son terme.
Ce que nous avons à faire maintenant, c'est nous préparer à pousser à son terme la prochaine secousse qui se produira, qui inévitablement se produira, nous ne pouvons savoir quand. Et pour cela, il faut cette attitude active, prospective, offensive, qui est définie dans la motion en question. Il la faut d'abord en direction des autres courants socialistes ; je n'insisterai pas là-dessus. Il la faut - et cela a été très peu dit, en direction des masses. Il faut leur apprendre, aller au devant de leurs besoins de participation et d'intervention. Un Parti comme celui que nous allons construire doit accepter d'être mis en question. Quand nous parlons d'assises au début de novembre, il ne s'agit pas de colloque, de séminaire, il ne s'agit pas de journées d'études, il s'agit d'aller trouver les gens là où ils sont, et de les confronter avec ce Parti Socialiste que nous formons. Et il s'agit d'aller trouver également le Parti Communiste.
Car j'ai entendu beaucoup parler aujourd'hui de la scission de Tours, mais, je regrette, camarades pour beaucoup de gens qui sont parmi nous, la scission de Tours, d'abord, c'était avant leur naissance, ils la connaissent par l'histoire. Et puis, là encore, pour faire une scission, il faut être deux. Essayez de vous représenter un peu ce qu'a été la scission de Tours, deux ans après la prise du pouvoir en Russie, et un peu plus d'un an après que Rosa Luxembourg ait été assassinée par lès soldats, sous un gouvernement socialiste - Rosa Luxembourg, qui n'était pas une Bolchevique, qui avait adressé aux Bolcheviques, précisément, les critiques que vous leur adressez. Alors, ce problème, vous comprenez, de la scission de Tours, ce n'est tout de même pas quelque, chose qui peut être remis sur le tapis en comparaison des événements que nous avons à voir à l'heure actuelle.
C'est cela qui nous permettra véritablement de faire figurer notre Parti comme doit figurer un Parti Socialiste, et qui lui donnera toutes ses chance. Nous avons tous à faire un effort de renouvellement. Ce n'est pas facile. Certains de nous viennent d'une grande organisation, d'autres viennent d'organisations plus petites, nous avons nos habitudes, nos routines, nous avons nos évidences. Puis, nous avons aussi à mettre en question. Rien n'est plus difficile que de renouveler l'idée d'une organisation, et une organisation elle-même.
Je dirai qu'un seul Parti l'avait fait jusqu'à maintenant - si je considère les deux grandes Internationales -, c'était le Parti Communiste tchécoslovaque, et il n'a pas pu mener son opération à son terme parce qu'il en a été empêché par les forces venues de l'extérieur. Mais, nous autres, nous n'avons pas de forces qui puissent nous en empêcher, à l'heure actuelle. Nous avons à faire ce travail-là. Ce n'est pas commode ; c'est tout de même moins difficile matériellement que ce qu'avait à faire le Parti tchécoslovaque.
Ainsi, s'il sort de ce Congrès un texte annonçant clairement ces choses, et marquant ainsi la volonté de novation du Parti, la marquant également par un renouvellement profond des organisées dirigeants, alors, le nouveau Parti sera né et il grandira. Sinon, ce Congrès serait une action de retardement de plus,

Fondation Jean-Jaurès

opposée aux urgences de l'époque et aux aspirations des hommes.
Et à ce moment-là, la création du véritable Parti Socialiste serait une fois encore remise à plus tard. Mais, ce Parti, de toute façon, il se fera.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, la liste des orateurs de ce soir est épuisée. La séance de dimanche matin commencera à 9 heures,
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national constitutif des 11, 12 et 13 juillet 1969 (2ème session)
Issy-les-Moulineaux

Séance du dimanche 13 juillet 1969 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Jacquet, assisté de : Quénard, Sarthe, Gouze, Tarn et Garonne, Martin, Meuse, Taddei, Somme, Alliés, Hérault.

Le président (Gérard Jacquet)
La séance est ouverte.
Nous avons ce matin encore un assez grand nombre d'orateurs inscrits. J'espère que nous pourrons respecter les temps qui sont prévus.
Premier orateur inscrit, Tondeur, du Val d'Oise pour 8 minutes. Il n'est pas là ? Alors, Anciant de l'Oise, pour 8 minutes.

Anciant
Camarades, je m'adresse à vous au nom de la fédération de l'Oise et je m'efforcerai aussi brièvement que possible de traduire à cette tribune les préoccupations de la grande majorité des militants de cette fédération.
D'abord, une inquiétude très profonde devant la dispersion des forces de gauche non communistes, ensuite la volonté de voir ce Congrès marquer un nouveau départ, la volonté que de nouveaux efforts soient poursuivis pour regrouper tous ceux qui se réclament du Socialisme. Enfin, l'exigence qu'une véritable démocratie règne au sein du Parti.
Camarades, les dirigeants qui seront élus à la fin de ce Congrès devront tout mettre en œuvre pour que la base soit consultée dans des conditions acceptables. Cela signifie en clair, par exemple, que les décisions à prendre pour les élections à venir ne doivent pas l'être trois semaines avant la date du scrutin, mais plusieurs mois à l'avance, même si la date certaine des élections n'est pas encore connue.
Il faut perdre l'habitude d'être toujours en retard, et je trouve regrettable que les candidats du Parti soient désignés au dernier moment, notamment pour les législatives.

Fondation Jean-Jaurès

Les militants de l'Oise, dans leur grande majorité, rejettent toute solution centriste. J'entends par là la formation d'un Parti qui, quel que soit son nom de socialiste, comporterait des hommes du centre qui sont en réalité des conservateurs.
En écoutant la brillante intervention de Chandernagor j'ai constaté que sur beaucoup de points son analyse était pertinente, mais je ne pouvais m'empêcher de penser ceci : c'est vrai, une coalition électorale raisonnable peut amener
Une équipe au pouvoir, mais l'histoire nous montre aussi que ce sont les grands idéaux au delà de tout calcul rationnel qui font les résolutions et les civilisations.
Le problème clé de nos relations avec le Parti Communiste est donc posé. Tout a été dit à ce sujet, je voudrais tout de même vous faire part d'une constatation : les militants de la fédération de l'Oise, à la base, se sont divisés, l'attitude du Parti Communiste à l'égard du Parti Socialiste, en effet, s'est durcie, les relations entre Communistes et Socialistes à l'usine se sont détériorées. Ceci explique sans doute que de nombreux militants ouvriers en particulier se soient réservés sur la question des relations avec le PC au moment où nous en avons débattu.
Cette remarque m'amène à dire qu'il serait dommage que des militants qui sont tous d'accord sur la nécessité d'une novation profonde du Parti Socialiste se divisent, parce que le problème du dialogue avec le Parti Communiste serait posé en termes excessifs ou trop pressants.
Il n'en reste pas moins que nombreux sont les militants de l'Oise, et je suis de ceux là, qui affirment la nécessité d'entamer le dialogue avec le Parti Communiste.
Sur un sujet difficile, longuement analysé déjà, je voudrais dire ceci : il n'y a pas de majorité de gauche actuellement dans notre pays, c'est vrai, mais cela ne prouve rien quant à l'avenir.
D'autre part, il n'y a pas de majorité de gauche possible sans les communistes, mais en même temps il est tout aussi évident que si l'opinion publique a l'impression que le Parti Communiste est l'élément moteur et prépondérant de la Gauche unie, de nouveau il faut exclure l'hypothèse d'une majorité de gauche possible.
Une seule issue donc, l'union de la Gauche avec un Parti Socialiste imposant au Parti Communiste d'être minoritaire. Issue difficile, je le sais, mais pas impossible, qui suppose de nombreuses conditions et en particulier que les négociations et le dialogue avec le Parti Communiste soient menés avec beaucoup de vigueur.
Je voudrais encore ajouter ceci : au delà d'une orientation politique claire, le problème des hommes, qu'on le veuille ou non, est posé, car à quoi servent les beaux discours et les professions de foi éclatantes si les actes ne suivent pas ?
Ce qui est important, c'est donc que soit bien conçu le Comité directeur que nous allons élire à la fin de ce Congrès.
A ce sujet, je connais les rapports de force qui existent dans ce Congrès, les listes circulent sans aucun doute ; néanmoins, je dis que chacun devrait être convaincu que le nouveau Parti Socialiste implique un nouveau Comité directeur. Anciens militants et nouveaux militants sur ce sujet doivent faire

preuve de sagesse, mais quels que soient les résultats, il ne doit pas y avoir de défection dans nos rangs ; tout militant socialiste doit accepter de ne pas voir prévaloir immédiatement son point de vue, tout militant socialiste doit accepter de rentrer dans le rang, quelles qu'aient pu être ses fonctions.

Je vais conclure sur un point un peu particulier, une proposition en quelque sorte.

Beaucoup de camarades à cette tribune ont insisté sut les problèmes de formation des militants, d'éducation, de recrutement, de cercles d'études, de réflexions, etc. etc. Je suis d'accord avec beaucoup de ces propositions, il reste à passer à l'application et ce sera la tâche du nouveau Comité directeur.

Le courant démocrate socialiste de notre pays doit, en effet, faire la preuve qu'il est capable, au delà des brillants discours d'un Congrès, de mettre sur pied une organisation politique puissante.

A cette seule condition, nous pouvons espérer agir sur le cours de l'évolution des sociétés industrielles européennes, même si nous ne sommes pas au pouvoir.

Pourquoi le nouveau Comité directeur ne prendrait-il pas l'initiative de mettre en chantier un manifeste socialiste ? On peut le concevoir comme un ouvrage de réflexion très sérieux et substantiel qui définirait les objectifs du Socialisme et les objectifs à long terme.

En d'autres temps, les grandes perspectives étaient le fait d'hommes aux qualités exceptionnelles, je pense à Jaurès et à Blum ; à l'approche de l'an 2000, ceci ne peut être que le fruit d'un travail collectif.

Pourquoi le nouveau Comité directeur ne prendrait-il pas l'initiative, pour mener à bien cette tâche, de réunir, non seulement un certain nombre de militants du Parti, mais aussi des hommes de sciences proches de nous, par exemple ?

Ce document, qui ne doit pas être confondu avec le programme fondamental, qui ne peut être qu'une œuvre exclusive du Parti, pourrait être un instrument d'éducation et une occasion de rencontres.

Camarades, je conclus qu'après les discours les militants de la base attendent des actes.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jules Moch, pour 15 minutes.

Jules Moch

Je pense qu'il est nécessaire pour le rayonnement du nouveau parti que nous aboutissions à une motion d'unanimité si possible ou, à défaut, de large majorité.

Je dis que la synthèse est possible à faire ; elle a été réclamée par plusieurs orateurs entre autres par Guille, Chapeix, les délégués du Finistère, de la Savoie, d'autres encore, et je suis sûr que c'est certainement, dans ces circonstances, l'effort que Léon Blum aurait tenté s'il était parmi nous.

Il y a deux constatations évidentes :

D'abord que la victoire de Pompidou laisse, sauf crise sociale ou internationale grave, qu'il ne faut pas souhaiter, mais dont on ne peut éliminer la possibilité, le champ libre au néo-gaullisme jusqu'en 1973, et que ce néo-gaullisme est plus

Fondation Jean Jaurès

dangereux que l'ancien, que l'archéo- gaullisme, parce que plus moderne et plus efficace.
La deuxième constatation, c'est que malgré les espoirs engendrés par ce début de réunification socialiste, la situation du Socialisme en France reste inquiétante.
Il a réuni plus de 4 millions de voix en 1945 et au début de 1946, de 3 à 4 millions de la fin 1946 à 1958, de 2 à 3 millions de 1962 à 1968, et enfin 1 million 100 000 en 1969.
Son pourcentage de voix par rapport aux suffrages exprimés a baissé de 18% en 1946, à 14% en 1956, à 12% en 1967 et cette baisse inquiétante est non seulement continue, mais elle est générale.
Je me souviens que nous avons fêté ensemble, les anciens de cette salle, le l00 000ème abonné du Populaire qui tirait alors à 300 000. J'aime mieux ne pas faire de comparaison avec aujourd'hui !
Et l'on pourrait dans tous les domaines en faire d'analogues.
Il faut étudier les facteurs, les causes de ce recul.
Bien sûr, la disparition de Léon Blum a été un élément de perte de rayonnement pour le Parti, mais il y a d'autres causes aussi. Les excès de participation à des gouvernements qui étaient, pour paraphraser la phrase de Blum, des gouvernements comme les autres, qui ne faisaient pas mieux que les autres, ont découragé un certain nombre des nôtres.
Et puis, il faut étudier les applications de la doctrine à ce capitalisme moderne que nous n'étudions pas assez, alors que notre devoir est d'étudier l'adversaire, ce capitalisme moderne qui est caractérisé à la fois par une structuration, par des fusions, par des holdings, qui se rapprochent de la soviétique, mais pour des fins opposées bien entendu, qui est caractérisé par des progrès techniques, par l'ordinateur notamment, qui a permis d'éliminer progressivement les crises cycliques qui étaient une des bases de nos critiques, et, enfin, par un double phénomène influant sur le comportement de l'ouvrier qui est le relèvement du niveau de vie général, qui est indiscutable, et surtout, et c'est plus important, les mutations des catégories non spécialisées vers les catégories spécialisées et plus éduquées.
On prétend qu'il faudra, dans les travailleurs salariés, 80% de bacheliers et d'anciens élèves de l'enseignement supérieur en 1980, alors que la proportion était à peine de 2% au début du siècle.
Ce sont tous ces phénomènes qu'il faut que nous étudions.
Une motion de synthèse doit comporter, selon moi, les idées suivantes : d'abord, la volonté d'opposition au pouvoir, au bonapartisme plébiscitaire d'hier et peut-être de demain, au domaine réservé, à la primauté de la puissance militaire sur le développement économique et social, à l'aide incontrôlée à la grande industrie.
Où cela cette opposition ?
A mon avis, dans le pays beaucoup plus qu'au Parlement. Le travail au Parlement va être inutiles pendant quatre ans et il faut vous rappeler que sous Laval et Tardieu, tous les parlementaires ont repris le bâton de pèlerin et n’ont pas siégé, sauf dans les grands débats au Parlement pour multiplier la propagande dans le pays.

Fondation Jean-Jaurès

Il faudra ressusciter cette obligation aux élus de faire un minimum de réunions en dehors de leur département qui existait jadis. Quand j'ai débuté, il en fallait faire 12, mais l'émulation était telle que parmi les jeunes, il y en avait qui approchaient de la centaine de réunions en dehors de leur département, et cela, croyez moi, faisait un Parti fort !
Il faut, deuxième point, l'aide électorale aux adversaires du gaullisme, comme nous avons essayé d'aider Poher, mais, attention, l'aide en disant par avance, et non pas au moment de la campagne, que cela ne veut pas dire coalition électorale, coalition gouvernementale.
Pourquoi ? Toujours pour la même raison.
Il faut que nous en revenions à cette thèse développée par Léon Blum il y a quarante ans, oubliée dans l'après-guerre, cette thèse en vertu de laquelle le Parti n'est pas un Parti comme les autres et ne participe au pouvoir que dans deux cas strictement délimités, d'abord en cas de danger, de péril certain, immédiat et grave pour la République et pour la paix, et, d'autre part, si l'on a signé avant la campagne électorale un programme d'action qu'on s'est engagé à exécuter en Commun et qui soit un programme de transformation sociale approuvé par la majorité du corps électoral.
(Applaudissements)
En dehors de cela, il faut affirmer que nous ne sommes pas le Parti radical.
Troisième point : il faut vouloir l'unité de la Gauche, condition d'ailleurs non suffisante de la victoire, il faut la vouloir, la proposer à tous les partis de gauche, la négocier sans complaisance, dit une des principales motions en présence, sans reniement, dit l'autre, ce qui revient à peu près au même, prendre ici toutes les initiatives, toutes sans exception, mais voir aussi les difficultés.
L'unité de toutes les oppositions au gaullisme est évidemment impossible. Elle se heurterait au refus des deux ailes, chacune refusant de collaborer avec l'autre.
L'unité de toutes les forces anti-capitalistes est à rechercher, mais le Parti Communiste ayant la hantise permanente d'être tourné sur sa gauche - on l'a vu en mai 1968 -veut détruire et non consolider les groupuscules, voire même le PSU.
L'Unité avec le PSU doit être recherchée, elle aussi elle sera difficile, car il vient de faire une campagne de forme excellente, mais de fond contestable, et qui rappelle la position du Parti Socialiste, quand il était un petit élément de minorité, incapable d'envisager d'aller au gouvernement.
L'unité avec ce qui reste – je veux reprendre un mot d'Herriot - avec ce qui reste de petits grands hommes locaux, au sein de la Convention des Institutions Républicaines, ne me paraît pas souhaitable, au moins en première étape. Il n'y a pas déplace chez nous pour des ambitions personnelles je suis d'accord sur ce point avec Mauroy.
(Applaudissements)
L'unité d'action avec le Parti Communiste est souhaitable. C'est un point où je ne me sens pas à l'unisson de Chandernagor. Elle est souhaitable, et elle est une condition du succès électoral, mais deux dangers incitent à la prudence. L'un, c'est celui d'être absorbé par un Parti dont la puissance électorale,

malheureusement, est actuellement le quadruple de la nôtre, et l'autre, celui d'être entraînés à défendre des intérêts nationaux étrangers.
Je suis d'accord là-dessus avec l'analyse que faisait tout à l'heure Anciant. Il faut discuter avec le Parti Communiste. Il faut le pousser, le forcer à la discussion, mais en posant trois conditions.
La première : une franchise réciproque totale, sans recours à des moyens dégradants car, pour nous, jamais la fin ne justifie les moyens.
Ensuite, le respect de la démocratie, dans tous les partis, le pays et le monde, donc l'affirmation corrélative de la lutte pour la liberté individuelle de tous les hommes, et pour l'égalité de droit de tous les Etats, grands ou petits, communistes ou non communistes.
Et enfin, l'indépendance totale vis-à-vis de tout gouvernement ou parti étranger, ce qui est la condition de la liberté et de l'indépendance de la France.
Ces conditions, je ne les invente pas. Ce sont celles que nous avons votées en août 1945, par 9 921 mandats, contre 271 et 200 abstentions.
Elles sont, hélas, plus loin d'être remplies en 1969 qu'avant l'invasion de la Tchécoslovaquie en Août 1968, et qu'avant l'appui indirect à Pompidou en Juin 1969. Mais cela ne doit pas nous décourager. Le raidissement du PC aura une fin, comme en Italie. L'heure de la déstalinisation sonnera en France aussi? Nous devons y travailler, car cette déstalinisation permettra l'union, seule, et les espoirs qu'elle porte en elle.
(Applaudissements)
Enfin, quatrième point avant la conclusion : l'exposé permanent de notre doctrine qui doit être reprise toujours avec application aux problèmes du moment. Elle doit être reprise sur quatre plans ; je n'ai pas le temps de développer. D'abord, des réunions publiques, multipliées ; j'en parlais tout à l'heure ; avec tous ceux qui sont capables d'empoigner un grand auditoire. Ensuite, des réunions de sections et de sympathisants, pour grossir nos effectifs. Puis, des réunions par affinité professionnelle, pour créer et développer les sections d'entreprises et d'universités. Enfin, des formations régionales et nationales de militants.
Camarades, je voudrais conclure.
En tant que doctrine, le Socialisme apparaît aujourd'hui comme la synthèse de l'organisation collective de la société qui est partout amorcée par des procédés divers et contradictoires, dans le monde capitaliste comme dans le monde communiste, et aussi de la défense des droits de l'homme étendue à tout le domaine social.
Il faut faire comprendre que notre but est de rendre l'homme à la fois plus libre et plus utile aux autres, donc aussi meilleur et plus heureux, que nous offrons ainsi une doctrine universelle, qui transformera progressivement les méthodes de pensée, les genres de vie, les mœurs et les caractères. Les jeunes vont maintenant relever les anciens. Je parle, en tout cas, pour moi, qui étais à la CAP avant 1936, et qui dois être le doyen d'âge et, en tout cas, de fonction du Comité directeur. J'ai décidé de ne plus me représenter et avec, je l'avoue, un petit serrement de cœur, certes... (applaudissements)... mais il est temps décéder la

place à ces hommes nouveaux que tant d'entre vous souhaitent dégager et dont certaines motions réclament un pourcentage fixe, avec un certain manque de tact d'ailleurs, qui n'a pas empêché les développements d'être pleins de talent.
Mais avant de quitter cette tribune, je formule un vœu ardent : que ces jeunes soulignent inlassablement les nobles ambitions du Socialisme démocratique, les tares du Gaullisme, les erreurs du Communisme dictatorial et bureaucratique, et il n'est pas possible, tant les faits sont clairs, que les Français ne finissent pas par se détourner de l'un et de l'autre, pour se donner, comme nous l'avons fait dans notre jeunesse, au Socialisme démocratique.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Brisset, des Deux-Sèvres, pour 6 minutes. Ensuite Joseph du Pas-de-Calais.

Alain Brisset (Deux-Sèvres)

Camarades,
Après plusieurs dizaines d'orateurs, il est difficile de ne pas répéter. C'est pourquoi, et compte tenu de votre fatigue, je me contenterai d'évoquer brièvement deux points.
J'appartiens à une fédération, à une petite fédération où le Parti, je crois, s'est réellement constitué, où la fusion s'est faite non seulement d'une façon formelle, mais réellement, en ce sens qu'on y retrouve chez la plupart des camarades,- quelle que soit leur organisation d'origine, et bien entendu chez les nouveaux adhérents, - l'essentiel les mêmes préoccupations, partant de la constatation que la majorité de la Gauche, pour le moment, n'est pas dans le Parti. Elle comprend les membres des organisations qui attendent, qui hésitent, qui refusent même de nous rejoindre. Elle comprend surtout ceux, beaucoup plus nombreux, qui n'appartiennent à aucune de ces organisations et qui, pourtant, sont aussi des socialistes.
Pour que ce Parti puisse être celui de tous les socialistes, puisse permettre à tous ces camarades de nous rejoindre, que faut-il ? Essentiellement deux choses : un renouvellement profond, une ligne politique claire.
Premier point : un renouvellement profond.
Je n'insisterai pas, car il concerne essentiellement le problème des structures qui a été tranché hier matin. Je dirai seulement, pour ma part, que cette première étape du Congrès ne me semble pas une parfaite réussite. Franchement, camarades, dans les Statuts que nous avons votés hier matin, qu'est-ce qui les distingue fondamentalement de ceux de la SFIO ? Personnellement, je ne le vois pas. J'espère simplement que l'autre étape, concernant l'élection du Comité directeur, sera une meilleure réussite.
Quant aux méthodes de travail de ce Congrès, et particulièrement - d'autres l'ont dit avant moi, je le sais- la multiplicité des motions, dont on distingue souvent avec difficulté les différences, est-ce vraiment un moyen très efficace de faire fonctionner la démocratie dans le Parti ?
En ce sens, la motion préalable proposée hier, quel que soit le point de vue que

Fondation Jean-Jaurès

l'on peut avoir sur les orientations qu'elle propose, a au moins cet avantage qu'elle permet au Congrès de se prononcer clairement, sur les points essentiels.
Cette orientation, qu'elle est-elle ? C'est apparemment, camarades, - tout le monde, ou presque, dans ce Congrès le propose - l'unité ouvrière.
Mais ce qui m'a frappé, dans tout ce que j'ai entendu depuis deux jours, c'est que beaucoup de camarades se déclarent partisans de cette politique d'unité, mais en même temps trouvent de multiples raisons pour ne pas la mettre en pratique. Nous ne sommes pas pressés, nous dit le Camarade Chandernagor. Nous ne sommes pas prêts, disent d'autres camarades. Développons d'abord le Parti.
Eh bien ! camarades, pensez-vous vraiment que le Parti puisse se développer, s'il ne propose pas une ligne politique claire, s'il se contente d'un programme même excellent, s'il ne donne pas en même temps les moyens de le réaliser, s'il ne dit pas avec quelles forces on pourra l'organiser, et très précisément avec quels autres forces politiques. C'est là, camarades, que se situe le vrai débats - Ce ne sont pas là de vaines querelles byzantine. Le vrai débat entre ceux pour qui le Parti doit attendre l'évolution des autres, doit attendre les initiatives des autres, et ceux qui demandent au Parti de prendre dès maintenant ces initiatives. Je le sais, là, je répète en partie ce qui a été dit. Mais malheureusement, je suis forcé de constater que c'est parfois nécessaire,car j'ai eu plusieurs fois l'impression, dans le débat général, que des orateurs, sans doute pris par leurs multiples responsabilités, et c'est tout à leur honneur, n'avaient pas le temps de retoucher le texte qu'ils avaient écrit, qu'ils avaient préparé,et qu'ils lisaient à la tribune, n'avaient pas eu le temps, dis-je, de le retoucher, pour répondre à deux qui les avaient précédés à cette tribune. Peut-être même certains ne les avaient-ils pas entendus.
En particulier, quand j'ai entendu, hier, le Camarade Pineau schématiser les trois tendances qui, selon lui, se partagent ce Congrès, et bien entendu se réserver pour lui celle du juste milieu, c'est de bonne guerre, je me suis demandé vraiment qui pouvait appartenir, ici, à la troisième qu'il définissait. Qui, en effet, camarades, dans ce Congrès, est prêt à faire des concessions sur la démocratie au Parti Communiste ? Pour ma part, je n'en connais pas, et je m'en félicite.
J'ai été frappé aussi de la conception statique de certains camarades, qui ne voient la vie politique que sous une forme d'arithmétique électorale. C'est vraiment oublier que les choses peuvent évoluer, qu'elles évoluent parfois.
C'est vraiment oublier certains faits. C'est oublier, en particulier, le deuxième tour de 1967, où des électeurs centristes ont accepté de se reporter sur des candidats de Gauche, sans être pour cela effarouchés par leur alliance avec des Communistes, et même, dans certains cas, de se reporter sur des candidats communistes. Justement, l'exemple de 1967 montre que, chaque fois que le courant socialiste s'est présenté avec des positions sans ambigüité...

Le Président - Une minute pour conclure.

Brisset -… il s'est renforcé, plus apte par là même à dialoguer avec le Parti Communiste.

Ce dont les citoyens ne veulent plus, camarades, c'est d'un Parti, et ce sera ma conclusion, d'un Parti qui proclamant son attachement à l'unité, tourne autour de cette politique dès qu'il s'agit de l'appliquer.
Non, camarades. Personne ici ne propose de se soumettre au Parti Communiste. Ce que nous souhaitons tous, je crois, c'est son évolution, mais franchement, camarades, le meilleur moyen de provoquer cette évolution, est-il de le maintenir dans son ghetto ? Est-il de le laisser faire en ce moment ce qu'il fait, et reprendre ses méthodes les plus staliniennes, ses conceptions les plus staliniennes ?
Non, camarades. Le seul moyen, et ce sera difficile, je le sais, est d'engager dès maintenant le dialogue avec le Parti Communiste. Camarades, c'est cette orientation claire que beaucoup de militants attendent pour ce Parti, pour que ce Parti soit vraiment un Parti nouveau.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Joseph, du Pas-de-Calais, pour 15 minutes ; ensuite Maurice Deixonne.

Joseph (Pas-de-Calais)

Mes chers camarades,
Signataire de la motion E2, membre de la fédération du Pas-de-Calais, je n'ai pas besoin de vous dire quelle est mon orientation politique. Vous la connaissez. Elle est pour une action décisive, dans le sens du Socialisme, et dans le respect le plus profond des libertés qui sont les nôtres. Mais au moment où nous arrivons à un instant dramatique de la vie de notre Parti, je me permets, très simplement, de vous livrer quelques réflexions.
Moment dramatique, car il s'agit de la naissance d'un nouveau parti, du rassemblement de familles hier divisées, et vous savez combien l'opération est difficile, et combien il nous la faut réussir.
Moment difficile aussi, car nous relevons d'une erreur électorale, et sans rouvrir une plaie encore saignante, nous avons quand même le droit d'y faire allusion. Nous avons été battus, parce que nous avons fait une erreur d'analyse de la situation politique. Nous avons été battus, parce que nous n'avons pas voulu voir clair.
Eh bien ! Il faut qu'on le dise, et nous avons fait le jeu du PC, même si celui-ci a fait élire Pompidou. Les masses nous le reprochent, et nous devrons en avoir conscience.
En tout cas, je crois que nous n'avons plus le droit de manquer de lucidité. Nous devons sortir de ces illusions que nous cultivons trop souvent, et fixer, une fois pour toutes, le sens de notre action.
Hier, la finalité de notre action a été développée, avec le brio que vous connaissez, par notre camarade Guille, En gros, il s'agit de libérer l'homme des forces économiques qui l'oppriment, en lui conservant ses libertés fondamentales. Si donc telle est notre finalité, notre adversaire est connu ; il est visible, il est palpable, il est dans nos vies à nous, il est même dans nos esprits, il

est même dans cette salle, car le capitalisme, finalement, corrompt toutes choses, vous le savez bien, et alors qu'on parle beaucoup du Parti Communiste, il faudrait peut-être qu'une fois pour toutes, nous sachions que l'adversaire à abattre, c'est le système capitaliste.
(Applaudissements)
Nous voulons créer la société socialiste et nous connaissons les obstacles, les rapports économiques actuels qu'il faut absolument transformer, faire cesser le règne du profit et l'absurdité de l'économie libérale.
Pour cela, il faudrait pouvoir conquérir le pouvoir, vous le savez bien, mais alors, avec qui ? Avec la bourgeoisie qui vit ce système, qui tous les jours s'en nourrit ? Avec ce qu'on appelle la France modérée qui est majoritaire dans le pays, certes, mais qui n'est pas note finalité à nous ?
Cela ne peut être, en fin décompte, qu'avec le concours tout entier de la classe ouvrière aliénée, exploitée, et notre action doit nécessairement être une action de classe. Il s'agit de libérer les travailleurs, et il faut répéter plus que jamais que nous ne ferons pas cette libération sans eux.
Par suite, il s'agit déplacer ce combat au niveau des travailleurs, non pas d'une classe imaginaire ou imaginée, mais bien au niveau même de la vie de ces hommes et de ces femmes qui sont de chair et de sang, de ces millions de salariés, de ces "SMIGAR", de ces sous-consommateurs, de ces sous-équipés, des hommes et des femmes qui sont frustres et aliénés, et dont nous savons bien qu'ils constituent le gros de la classe ouvrière, celle pour laquelle nous combattons et au milieu de laquelle nous devrions être.
Agir autrement, même en faisant les analyses les plus fines, les déclarations les plus fracassantes, ce serait vain. Le PSU nous le montre suffisamment.
C'est alors que commencent les véritables difficultés car nous ne sommes pas seuls à vouloir agir sur ce terrain.
Le PC s'y est installé depuis longtemps, ce que nous ne regrettons pas ; il s'y est taillé un empire par les moyens les plus divers et il entend s'y maintenir car lui aussi estime avoir vocation à travailler pour la classe ouvrière. Cet empire, qui est organisé, qui est contrôlé, qui est flatté, existe et nous devons en tenir compte et, par suite, nécessairement, la rencontre avec le Parti Communiste doit avoir lieu.
Ou nous sommes fidèles à notre idéal de Parti et la rencontre ne peut être évitée, ou nous voulons à tout prix éviter cette rencontre et, à ce moment-là, il nous suffit tout simplement de renier notre vacation, et c'est le piège qui nous guette.
Nous connaissons le PC et nous sommes, dans le Pas-de-Calais, particulièrement bien placés et gâtés ; nous connaissons ses méthodes, nous les réprouvons ; nous connaissons son insolence et la campagne de Jacques Duclos nous l'a rappelée, s'il le fallait. Nous connaissons ses liens avec Moscou et Blum nous l'a suffisamment rappelé également. Mais, nous devons aussi savoir qu'il représente, que nous le voulions ou non, un quart à un cinquième de l'électorat français et ce quart ou ce cinquième des électeurs, s'il vote communiste, ce n'est pas par fantaisie, il faut le savoir, c'est parce que ces électeurs ont foi actuellement dans ce PC et dans son efficacité.

Cob Fondation Jean Jaurès

Le PC le sait et il tourne tout son appareil, ses organisations syndicales, sa presse, ses formations parallèles essentiellement vers le monde ouvrier. Tous les moyens lui sont bons, nous le savons bien, mais à ce niveau-là, il rend son action crédible, il rend son action crédible sur le plan social et alors, mes chers camarades, disons-le nettement, qu'importe à celui qui n'a rien ou qui n'a presque rien, la politique extérieure de la Russie, que lui importe Prague, que lui importe l'impérialisme russe ! Les récents sondages électoraux nous l'ont bien prouvé ! Il s'agit, dans l'esprit des travailleurs, d'une péripétie qui sera un jour dépassée et, de toute manière, il n'y a pas un électeur communiste qui pense que si le P.C. arrivait au pouvoir il lui confisquerait sa liberté.
Ça aussi, il faut en avoir conscience !
(Applaudissements)
En tout cas, par dessus le marché, comme le PC s'emploie à dénaturer l'évidence en ce domaine-là, les électeurs communistes sont plus facilement abusés.
Pourquoi ? Parce que le monde des travailleurs, si vous le connaissez réellement, il vit au niveau de ses difficultés, de ses angoisses, de ses frustrations, de son aliénation et il a besoin d'espoir.
Il faut que vous sachiez, mes chers camarades, que lors qu'on gagne 60 000 anciens francs par mois, lorsqu'on dispose de 15 000 F. par tête à nourrir dans la maison, eh bien, on n'est pas très tenté de suivre les analyses très fines, on est simplement tenté de dire qu'il faut que ça change et on se range du côté de celui qui promet et de celui qui montre par son action… (applaudissements)… qu'il veut faire quelque chose, même s'il ment !
Quiconque a des attaches avec le peuple, ou quiconque le connaît, sait qu'il y a là une honte et un scandale et qu'il nous faut absolument apparaître comme crédibles aux yeux de ce peuple.
En tout cas, il ne s'agit pas seulement, je le répète, de faire des analyses, il faut tout remettre en question, y compris les superstructures de notre société car, en fait, les lois et le droit sont faits par la bourgeoisie, pour la servir et il faut que nous soyons, dans ce domaine-là, de véritables révolutionnaires !
(Applaudissements)
Et alors, sur ce terrain, qui est celui de notre action de classe, la rencontre avec le PC est inévitable. Je vous l'ai dit, nous avons plusieurs attitudes possibles.
La guerre et la lutte à outrance avec le PC, Mais vous savez bien que ce serait une sottise ! Cette guerre systématique serait une erreur et l'échec serait assuré, et les travailleurs seraient dupés de nouveau par notre faute.
L'ignorance mutuelle ! Vous savez bien qu'elle est illusoire et qu'elle se retournerait aussi contre nous.
Alors, la rencontre débouche nécessairement, que nous le voulions ou non.
Le dialogue est inévitable et celui qui fausse ce dialogue - Blum le disait déjà - c'est quelqu'un qui a peur, c'est quelqu'un qui n'est pas sûr de lui, c’est quelqu'un qui a mauvaise conscience !
(Applaudissements)
C'est là qu'il faut se battre et dire la vérité, dénoncer les fautes du PC, dénoncer sa démagogie, sans vouloir s'instaurer pour autant en moralistes de la politique

Fondation Jean Jaurès

car nous aussi nous avons des leçons à donner peut-être, mais nous avons aussi un certain nombre de leçons à recevoir.
(Applaudissements)
L'obliger à répondre à des questions embarrassantes, ne pas hésiter à condamner ses silences et, surtout, mes chers camarades, prendre l'initiative des opérations, ne pas attendre toujours que le P.C. détermine son attitude pour arrêter la nôtre.
(Applaudissements)
Etre, aux yeux du peuple, des hommes d'action, et de combat. Etablir avec le PC un dialogue dur, mais j'ajoute fraternel, car nous sommes tournés dans la même direction.
Il ne faut pas avoir peur des mots. Ce n'est par parce que le communisme emploie le mot "fraternel", que nous devons le rejeter de notre vocabulaire. Aussi bien, en dépit de tout ce qui lui est arrivé, Léon Blum n'a jamais désespéré de l'unité de la classe ouvrière car, en fin de compte, ce qui nous intéresse, ce n'est pas tellement le résultat de notre combat entre deux partis, ce qui nous intéresse, c'est le sort de la classe ouvrière et c'est la transformation de la société.
(Applaudissements)
Et dans ce combat, nous sommes nécessairement, le PC et nous-mêmes, tournés dans la même direction.
Si c'est cela que Chandernagor appelle le zèle unitaire intempestif, alors je suis un zélé unitaire intempestif.
(Applaudissements).
J'accepte sa remarque en ajoutant que je pourrais fort bien la retourner contre lui car il a fait, lui aussi, preuve d'un certain zèle intempestif vers le Centrisme, celui-là !
(Applaudissements)
Sinon, mes chers camarades, croyez m'en - Rougeron le disait à Suresnes - le Parti roulera vers l'abîme.
D'ailleurs, avec ses chefs en tête !
Il nous faut choisir une fois pour toutes et concentrer toutes nos forces et toutes nos énergies pour que toutes les femmes et tous les hommes de notre Parti - je dis bien : toutes les femmes et tous les hommes, sans exclusive - soient organisés dans cette action.
Le PC, pour nous, est là, faisons, par notre action que sa présence ne soit plus, pour nous, la source permanente ou temporaire de l'impuissance. C'est avec le peuple et par le peuple que nous arriverons à libérer les travailleurs.
Et maintenant, mes chers camarades, l'heure des décisions graves approche. Vous le savez comme moi, et ce n'est pas une formule, le pays a les yeux fixés sur nous ; le PC nous regarde, lui aussi, et surtout les travailleurs... (protestations)... oui, mais enfin j'ai le droit de dire ce que j'ai à dire et vous direz tout à l'heure ce que vous en pensez, si vous le voulez... en tout cas, tout le monde a les yeux tournés sur nous et surtout les travailleurs, ceux qui espèrent, qui attendent et qui voudraient bien nous voir prendre un excellent départ, et déjà la Radio, et la presse dénaturent ce qui se passe ici. On retient de ce Congrès le fait, par exemple, que Gaston Defferre est à la barre de son bateau !

Fondation Jean Jaurès

C'est son droit le plus strict, il en a le droit et je ne le lui reproche pas, par dessus le marché, mais je dis simplement que la presse et la radio retireront de ce Congrès tout ce qui peut nous nuire, aussi bien à nous tous car nous sommes solidaires dans cette affaire.
En tout cas, mes chers camarades, tout à l'heure, il y aura l'affrontement des thèses. Je souhaite infiniment que ce soit bien l'affrontement des thèses et pas l'affrontement des hommes et si j'ai cité le cas de Gaston Defferre, ce n'est pas pour le critiquer, mais c'est pour lui dire que nous sommes solidaires de lui dans cette affaire et qu'on n'a pas le droit de toucher à nos hommes.
Je souhaite que ce ne soit pas l'affrontement des hommes. Il nous faut dépasser nos contradictions internes, il nous faut faire une place aux hommes capables, chez nous, dans les organismes, qui seront responsables. Il nous faut faire une place et Léon Blum le demandait aussi, aux générations nouvelles, aux générations fraiches, car au fond c'est eux qui doivent prendre leur destin en main.
En tout cas, je rappelle que la fédération du Pas-de-Calais a émis un vote unanime pour que puisse se dégager une motion de synthèse entre tous ceux qui se réclament d'une franche orientation à gauche.
Nous n'avons pas le droit de perdre notre chance, nous n'avons pas le droit de commettre une faute au départ. Tout serait compromis et notre responsabilité serait collective.
Héritiers de la longue bataille socialiste - et je ne citerai que quelques noms : Jaurès, Blum, et on me permettra d'ajouter, même si cela lui déplait, celui de Guy Mollet… (applaudissements)… non pas parce que je suis du Pas-de-Calais, puisque j'ai passé le meilleur de mon temps dans la fédération du Nord, mais parce que, qu'il le veuille ou non, Guy Mollet est associé à la vie du Socialisme dans ce pays depuis vingt ans, et il faut aussi qu'il le pense et qu'il sache que, dans ce pays, il y a une tradition socialiste et qu'on ne sépare pas les socialistes entre eux, - nous n'avons pas le droit, aujourd'hui, de nous diviser artificiellement, si nous sommes vraiment socialistes.
Jaurès nous le disait : au fond du capitalisme, il y a la négation de l'homme, au fond du Socialisme, faisons qu'il y ait la foi en l'homme.
Faites que les travailleurs aient assez de foi en nous pour nous croire et faisons en sorte, comme le demandait Léon Blum il y a plus de vingt ans, que le nouveau Parti Socialiste soit l'ami et non pas l'ennemi du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Maurice Deixonne, de l'Essonne, pour 15 minutes, ensuite Pierre Mauroy.

Maurice Deixonne

Camarades, parlant en mon nom personnel, je constate que, depuis des décades de Congrès socialistes, jamais le mot de "renouveau" n'est revenu aussi souvent au cours de ces assises.
Mais, si on me demandait, si on vous demandait ce soir en quoi consiste ce

renouveau, peut—être serais-je, seriez-vous embarrassés pour répondre à cette question.
En fait, de quoi ont traité la quasi-totalité des orateurs qui se sont succédé ?
De certaines formes de pressions politiques et, surtout, de pressions économiques. Des autres, à peine quelques allusions timides.
A quoi tient cette réserve ou cette timidité ? Au fait peut-être que nous sommes moins révolutionnaires que nous nous plaisons à l'imaginer.
J'en vois quelques indices, pour ma part, dans les exemples suivants :
- Il a été un temps où, non sans mal, j'avais, avec quelques Camarades, persuadé les organismes dirigeants du Parti que le problème de la régulation des naissances était vraiment mur et commençait à passionner l'opinion publique. Et il s'est trouvé un moment opportun où nous étions effectivement en flèche, alors que le Parti Communiste et la Droite cléricale se prononçaient contre le mouvement du Planning familial.
Est-ce que vous avez la sensation que nous avons utilisé comme il convenait cette opportunité ?
De même, il a fallu d'ailleurs que ce soit Mitterrand, disons-le, au cours de la campagne présidentielle, qui lance cette idée, pour qu'elle finisse par être reprise par ses concurrents de la Droite.
La loi Neuwirth étant votée, il y avait peut-être encore une initiative à prendre, c'était, par exemple, de lancer cette idée de l'éducation sexuelle pour les jeunes et, à cet égard, j'ai déposé un texte que j'ai envoyé à la FGDS d'alors. Je n'en ai jamais reçu de nouvelles.
Et puisque je parle d'éducation, je rappellerai que je n'ai jamais réussi à convaincre la Commission compétente, ni le Comité directeur qu'il fallait supprimer le latin au minimum au début de l'Enseignement du second degré.
C'est tout de même triste que ce soit un Edgar Faure qui réalise se tronc commun sans latin qui était une des pièces maitresses de la réforme Langevin. Ne poursuivons pas.
Je crois qu'en raison en plus de ces positions un peu conservatrices, il y a une circonstance occasionnelle qui ajoute à notre timidité, c'est le fait que nous sommes ici un Congrès d'union, même si l'union n'est pas si totale que nous la pourrions souhaiter, et nous avons peut-être eu peur que les nouveaux venus dans ce Parti Socialiste élargi, ou nouveau, ne soient pas aussi axés sur la transformation économique que nous l'étions nous-mêmes et, bien entendu, ils ont eu à cœur de nous prouver qu'ils étaient, sur ce point, autant, sinon plus socialistes que nous, si bien qu'il s'en ait suivi une certaine surenchère et que le problème rigoureusement économique s'est trouvé mis en cadette dans nos débats.
Or, je me permettrai de rappeler que, dans la démarche du Socialisme français, du Socialisme français dans son ensemble, cela a été le cas de Jaurès, par exemple : comment est-il venu au Socialisme ? Par la voie libérale. C'est l'expérience des oppositions économiques qu'il rencontrait sur la route de la liberté qui l'a amené à s'intéresser au marxisme et au Socialisme.
Je crois que nous sommes beaucoup dans ce cas, même ceux d'entre nous - et je

Fondation Jean Jaurès

me mettrai volontiers du nombre - qui ont eu une enfance pas toujours tellement souriante, a avoir suivi cette même démarche de pensée et il s'ensuit que la transformation économique n'est qu'un moyen, un moyen important, mais un moyen parmi d'autres, au service de la libération de l'épanouissement de la personnalité humaine.
Si on admet cela, il s'ensuit des conséquences qui sautent aux yeux.
D'abord, que le problème de la libération de l'homme ne se limite pas à la libération économique, que nous devons être présents partout où se posent des problèmes de libération et quand nous toucherons aux problèmes économiques, nous devrons être extrêmement vigilants pour que, dans notre façon de présenter les choses, nous n'ayons même pas l'apparence que cette transformation économique puisse se retourner contre ce but final essentiel, prioritaire qu'est la libération, et qui est en somme assez conforme à l'idéal de tous les Français.
Vous savez que c'est en s'inspirant de ces idées que Jaurès a pu conduire le Parti, l'engager tout entier dans l'Affaire Dreyfus, et quand nous faisons aujourd'hui de l'anti-racisme, comme j'espère que nous en faisons tous, eh bien, c'est encore en vertu de ce même principe.
Eh bien, cela, il ne faudrait pas l'oublier car, voyez-vous, il n'est pas du tout prouvé qu'aujourd'hui, et surtout dans un avenir proche, le problème de la possession des moyens de production et d'échange soit celui qui passionne les Français.
Il ne faut tout de mime pas oublier que le capitalisme - cela a été dit par plusieurs de nos camarades aujourd'hui a des formes plus subtiles, moins décelables, moins agressives que nous l'avons connu, par exemple, au début de ce siècle et, à plus forte raison, au siècle passé.
Par conséquent, nous devrions être tous attentifs à ce que les économistes modernes sont d'accord avec Marcuse pour reconnaître que la société industrielle est à la source d'une foule de pressions et que le capitalisme aussi bien que le communisme ne sont que des variétés de cette société industrielle, avec des conséquences qui sont rigoureusement comparables.
La société américaine, la société russe, sont des sociétés tristes. Ceux qui ont circulé dans ces pays ont pu l'observer aussi bien que moi-même ;
D'un coté, c'est l'oppression par des moyens publicitaires incroyables, de l'autre, c'est l'obsession de la propagande, mais les résultats est le même, il n'y a pas besoin d'attendre l'informatique qui risque d'avoir les conséquences ici dénoncés sur la manipulation possible de l'homme, pour s'apercevoir que, dès maintenant, nous sommes souvent les jouets de propagandes que nous ignorons. Je citerai cet exemple d'Aldous Huxley, bien connu savez-vous qu'actuellement, on peut faire passer dans une salle cinématographique, d'une façon trop brève pour que vos yeux puissent l'enregistrer, une réclame mais qui sera tout de même perçue par votre subconscient à tel chef que les achats, par exemple, de maïs grillé, puisque c'est une friandise commune aux Etats-Unis, augmentent quand on se permet de suggestionner ainsi votre subconscient à l'insu de votre conscience.
C'est tout de même un peu fort de café !
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

La société industrielle nous oppresse de toutes sortes de façons, par la division du travail excessive, qui se double souvent de mécanisation, et qui s'oppose à la volonté de synthèse qui est une des lois de l'esprit humain. Et surtout, il y a la disparition progressive, sur laquelle je voudrais m'étendre rapidement, du milieu biologique naturel dans lequel l'homme vit, dont il a besoin, et qui devrait être une des sources essentielles de nos préoccupations actuelles.
Le délégué des Yvelines a parlé de la pollution de l'eau, de l'air. C'est connu, je n'y reviens pas; et même de la terre : la terre dans nos forêts révèle des traces légères d'hydrocarbure, dont l'origine est probablement dans les combustions dont nous abusons.
Les ordures : savez-vous que nous en produisons tous actuellement un mètre cube par mois ? Mais c'est un problème gigantesque ! Notamment dans la Région Parisienne, nous avons été menacés...
Je regrette que cela ne suscite que des sourires !
(Applaudissements)
Si vous habitiez comme moi à 50 km de Paris, et que vous ayez vécu sous la menace d'un gigantesque tas d'immondices qu'on avait projeté, faute de pouvoir le mettre ailleurs, de mettre sur un plateau, non pas dans un marais comme on le fait souvent pour les dépotoirs, mais sur un plateau qui n'est autre qu'un des contreforts de la forêt de Fontainebleau, au milieu de sentiers de grandes randonnées, d'arbres de toute beauté, de rochers, eh bien j'ai pu observer à cette occasion, dans la lutte que nous avons entreprise, et menée, j'espère, à bonne fin contre ce projet insensé, le retentissement profond que cela pouvait avoir sur des populations, qu'il s'agisse de paysans, qu'il s'agisse de gens habitant dans le bourg, ou habitant dans des cités-dortoirs, car nous en sommes là à 50 km de Paris.
Par conséquent dites-vous bien que la pollution de la biosphère est un problème terriblement actuel, que vous n'avez pas le droit d'éluder sous peine de vous placer en dehors des préoccupations du temps présent.
Vous savez le scandale des remèdes comme la Thalidomide, quand Jean Rostand vous dit : nous sommes en train de gaspiller notre capital génétique, puisque les guerres, c'est la sélection à rebours, c'est la fleur de la jeunesse qui est détruite massivement, et la médecine s'acharne à donner les moyens de produire à ceux qui seraient peut-être les moins qualifiés à cet égard !
(Applaudissements)

Le président - Faites un peu de silence, je vous en prie.

Maurice Deixonne - Est-ce que vous vous rendez compte que si tous les enfants de Paris se réunissaient à la même heure dans les faibles espaces verts qui leur sont dévolus, il y en aurait 62 au mètre carré ? Voilà les problèmes qui nous prennent à la gorge, et c'est pourquoi les gens qui réfléchissent sur ces problèmes - et Dieu sait que la science démographique a fait des progrès - vous disent : si l'humanité continue à ce train - c'est Fourastier- nous serons d'ici peu 17 au décimètre carré !

Fondation Jean-Jaurès

Si vous n'êtes pas capables de réagir intelligemment à ces problèmes, en prenant des décisions drastiques, eh bien tôt ou tard vous verrez les hommes devenir agressifs les uns contre les autres, parce qu'ils seront entassés dans des espaces trop étroits, et ce sera une cause supplémentaire de guerre, comme si nous en avions vraiment besoin !
Par conséquent il faut s'organiser en fonction de ces réalités nouvelles.
On a tourné en dérision les étudiants dont je rappelle qu'à Antony la première revendication était de pouvoir pénétrer les garçons dans les chambres des filles et vice-versa.
Je voudrais vous livrer un fait : il y a un siècle, la puberté féminine se situait à 17 ans; elle est tombée aujourd'hui au dessous de 12 ans. Comment voulez-vous que les parents et que les éducateurs ne tiennent pas compte de ce fait capital ?
De même les problèmes du troisième âge : est-ce qu'on va également le passer éternellement sous silence ? J'ai eu l'occasion...
(Mouvements divers dans la Salle)

Le président - Ecoutez, faites silence ! C'est très désagréable de parler dans cette atmosphère !

Dans la salle - Cela ne les intéresse pas !

Le président - C'est pourtant intéressant.
(Applaudissements)

Maurice Deixonne - Il y a un problème que nous trouverons devant nous tôt ou tard, c'est celui de l'euthanasie. Actuellement la médecine s'arroge même le droit dans certaines circonstances favorables de vous mettre en coma artificiel; elle a le moyen de prolonger l'extérieur de la vie sans pourtant être capable de vous la rendre. Eh bien est-ce que vous êtes candidat pour une expérience de mort vivante dont vous ne vous apercevrez peut-être pas, mais qui ne sera sans doute pas très agréable pour votre entourage ?
Voilà des problèmes que nous devrions poser, que posent déjà des hommes comme Buron et bien d'autres.
Peut-être y aurait-il lieu d'avoir un carnet individuel sur lequel en temps utile, à froid, nous prendrions position sur des problèmes comme des greffes d'organes, soit que nous fassions don de nos organes, soit que nous estimions que le cas échéant nous pourrions en recevoir. Voilà des problèmes qui sont actuels et que vous ne pourrez pas non plus éluder.
Enfin écoutez, est-ce que vous avez remarqué que nos camarades étrangers font des incursions dans des problèmes qui jamais, à ma connaissance, n'ont été évoqués dans les congrès socialistes. J'en prendrai deux exemples :
Les Anglais viennent de prendre une loi qui permet l'homosexualité à condition qu'elle ne s'exerce pas, bien entendu, au détriment des jeunes. Je ne dis pas que la France soit apte à suivre cet exemple, vos réactions tendraient même à démontrer le contraire.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Quand les Suédois tolèrent dans certains cas les mariages entre frères et sœurs...

Le président - Encore deux minutes.

Maurice Deixonne - ... ils prennent également une initiative qui est peut-être propre à leur pays, mais je voudrais me servir de ces exemples simplement pour tirer cette conclusion que notre curiosité intellectuelle à nous, Socialistes français, a peut-être des limites un peu étroites.
(Applaudissements)
D'une façon générale, c'est tout le problème de l'émancipation de la femme, que je n'aurai pas le temps de traiter. Mais je vous rappelle qu'Engels disait déjà que la femme est prolétaire de l'homme, et je voudrais bien savoir si dans cette salle il n'y a pas beaucoup d'entre nous qui continuent à se comporter vis à vis de leur compagne un peu comme des tyrans en pantoufles… (applaudissements)… et qui hésitent par exemple à confier à leur femme le volant de leur voiture !
Eh bien ce qu'il faudrait savoir, c'est que la vie moyenne de la femme est passée depuis le début de ce siècle de 50 ans à 77 ans.

Le président - Je te demande de conclure.

Maurice Deixonne - Eh bien je conclus que vous devriez également considérer comme une des grandes tâches du Socialisme moderne l'intégration économique de la femme à la vie française. Il y a des pays comme la Pologne, les pays Scandinaves, où on trouve le moyen de terminer la journée de travail vers 14 heures ou 15 heures, et des pays comme les Etats-Unis où à 35 ans, la période de maternage terminée, on fait du recyclage en vue d'une entrée en force de la femme dans la vie économique du pays.
Je ne traiterai pas les précautions que nous aurions à prendre pour que nos objectifs économiques ne se retournent pas contre nous, mais rappelez-vous que la réputation de partageux ou la longue polémique de Compère-Morel pour dire que la terre paysanne n'était pas proprement un moyen de production, mais peut-être plus un instrument de production; rappelez-vous le mal que nous a fait la réputation de dirigistes au sens étroit.
Eh bien tout cela fait que nous devrions être extrêmement attentifs. Je n'ai pas le temps de suggérer des solutions. Ce sera pour le mois de décembre, le mois de décembre auquel nous renvoyons le printemps, bien que sous nos climats ce ne soit pas tellement favorable.
J'ai voulu simplement suggérer quelques idées à ceux qui auront la tâche redoutable de tenir la plume. Mais qu'ils se disent bien que s'ils tiennent compte de ces quelques suggestions, ainsi que de plusieurs autres, eh bien nous aurons simplement retrouvé notre ligne de conduite, à savoir que le Socialisme est pour la libération de tous les esclavages ancestraux, plus de ceux qu'y ajoute généreusement la société actuelle de consommation.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Je donne la parole à Pierre Mauroy pour 20 minutes.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, le Congrès d'Issy-les-Moulineaux est résolument tourné vers l'avenir, et notre ami Deixonne vient de le confirmer en nous entretenant de nos problèmes d'aujourd'hui, mais davantage encore de nos problèmes de demain.

En le préparant, nous avons écarté les querelles vaines et fausses sur un passé récent dont je voudrais tout de même vous dire quelques mots.

Pendant deux mois, il a fallu maintenir la continuité d'une vie nationale difficile ; ceux qui ont assumé ces responsabilités n'ont été ni les représentants d'une majorité, ni ceux d'une minorité.

Ils ont rempli leur charge avec la préoccupation d'aller le plus vite possible à un congrès qui réponde à l'attente de tous. Nous avons fait face au tumulte qui a suivi Alfortville ; appliqué les décisions du Comité exécutif, participé à la campagne présidentielle ; informé régulièrement les militants et les responsables, réuni les représentants des fédérations à Suresnes, renoué - et cela n'a pas été le plus facile - les fils rompus avec nos partenaires, ceux de l'UGCS et ceux de la Rencontre de Bagneux qui sont ici, et nous nous en félicitons tous ; préparé enfin ce Congrès avec la participation de toutes les fédérations, et affirmé, malgré le caractère insolite et précaire de notre mandat, la permanence du Parti en toutes circonstances.

(Applaudissements)

Ceux-là qui ont assumé ces charges du Parti durant ces deux derniers mois n'avaient pas spécialement semé le vent. Mais, camarades, je vous le dis, ils savent ce que c'est que la tempête sur un parti. Ils ont accompli ce mandat comme on accomplit un devoir, pas nécessairement comme un sacrifice, et en tous cas ils constatent avec joie la haute tenue de ces assises, qui marquât définitivement le lancement du nouveau Parti.

(Applaudissements)

De nombreux camarades ont parlé de renouveau. C'est une exigence, bien sûr, mais cette exigence là, demain, il ne suffira pas seulement d'en parler, il faudra la traduire dans les actes.

Beaucoup de camarades pensent que l'essentiel, ce sont les options politiques. Il devrait en être ainsi. Mais l'expérience prouve qu'il est plus facile de faire de la politique quelquefois que de bâtir un parti réellement nouveau. En dépit des apparences, il est moins compromettant et bien plus confortable d'agiter des petits drapeaux rouges au moment où il faut plutôt que d'assurer aux militants tous les moyens réels de délibérer, décider, désigner, renouveler les responsables, contrôler leur action et celle des élus, exiger la discipline la plus rigoureuse dans l'exécution des décisions.

C'est Rougeron qui nous disait à Suresnes : les partis sont comme de grands corps collectifs vivants : ils naissent, ils vieillissent, et peuvent mourir.

Refaire un corps vivant, l’animer par ses sections d'entreprises, ses sections

Fondation Jean Jaurès

universitaires, ses centres de recherche et d'éducation, à côté de sections et de fédérations pleines de vie, exige pour le moins des hommes qui croient au changement, qui ont voulu le changement, et non des camarades qui ont suivi le train-train depuis des années, serrant le frein dans toutes les initiatives, et jouant de la sonnette d'alarme devant la moindre tentative de renouvellement !
L'efficacité est indispensable à tous les niveaux. Mais elle n'est acceptable pour une communauté d'hommes libres que si le Parti dans son fonctionnement préfigure la Démocratie Socialiste qu'il entend promouvoir.
Les traditions démocratiques chez les Socialistes sont anciennes, et nous pourrions donner des leçons à beaucoup dans ce domaine. Il reste pourtant fort à faire. 68 motions, c'est beaucoup ont dit les délégués, ont dit les camarades, et nous devons revoir l'organisation de nos assises nationales.
Les débats préparatoires et contradictoires devront certainement introduire des rapports de synthèse sur lesquels les militants pourront se déterminer plus facilement.
La participation au niveau des sections et des congrès devra nécessiter un examen approfondi, et sans doute faudra-t-il toucher personnellement chaque militant pour mieux le motiver, pour mieux faciliter son engagement dans les grandes décisions à prendre par le Parti,
J'avais lancé l'idée de primaire auprès des adhérents pour l'élection du candidat à la présidence de la République. C'est peut-être difficile à réaliser, mais une expérience récente nous montre que ce n'est pas plus facile en congrès avec des méthodes plus traditionnelles.
Je ne veux pas insister davantage sur cette exigence du renouveau. Mais nous serons jugés à l'extérieur autant sur notre capacité à faire du neuf que sur notre aptitude à choisir des options politiques.
En ce qui concerne le regroupement et l'unité des Socialistes, le Congrès d'Issy-les-Moulineaux va marquer un tournant. Tout le monde reconnaît que nous avons consacré beaucoup de temps, beaucoup de nos efforts pour nous rassembler, et je le dis amicalement à Dreyfus-Schmidt que dans ce domaine nous sommes allées très loin.
Au lendemain d'Alfortville, et tout au long des deux derniers mois, nous avons rétabli, repris les liaisons, permis ainsi à l'UJCS et aux délégués de la Rencontre de Bagneux d'appeler leurs militants à se regrouper dans le nouveau Parti, et à préparer avec nous ce Congrès. De nombreux militants nouveaux, vous le savez, ou ayant appartenu à la Convention des Institutions Républicaines, ont compris que la Gauche Socialiste n'a d'avenir et d'efficacité que dans sa cohésion pour mener à bien une entreprise collective, et ils sont restés avec nous dans le Parti, et d'autres viendront.
D'autres ont tort de rester en marge, tant il est vrai que pour un homme de Gauche le Socialisme c'est d'abord accepter la communauté Socialiste, c'est-à-dire sa famille, même et surtout s'ils ont le souci d'y faire triompher leurs idées.
(Applaudissements)
Maintenant, et bien que l'unité des Socialistes soit l'un de nos soucis majeurs, la priorité des priorités c'est le parti, son existence, son rayonnement, et je dirai que

Fondation Jean-Jaurès

le regroupement des Socialistes est justement lié à plusieurs aspects de la vie intérieure de notre Parti.
Au fond, au travers des organisations fondatrices, la création du nouveau Parti présente deux caractéristiques en dehors des problèmes politiques : la première, c'est le phénomène club qui s'est développé à l'extérieur du Parti, mais qui sera réintégré à l'intérieur si nous savons animer avec souplesse et avec audace les statuts que vous avez acceptés hier.
Le deuxième caractère, c'est une greffe, bien sûr, difficile à opérer, représentant une couche sociale nouvelle, qui était dans les clubs, des hommes en général tertiaires, d'une tranche d'âge insuffisamment représentée jusqu'ici : des gens de 30 à 45 ans.
C'est cette greffe qui est faite sur un vieux parti ayant gardé une structure linéaire extrêmement simple! Eh bien je dis que l'unification se fera demain d'autant plus facilement que nous allons multiplier les structures d'accueil prévues d'ailleurs par nos statuts. C'est souligner aussi la mise en application rapide de nos statuts.
En marge des problèmes politiques, et vous le savez bien - et les camarades des sections et des fédérations nous l'ont dit les difficultés du nouveau Parti, un peu partout à travers la France, ont été trop souvent situées au niveau du comportement des groupes , qui ont réagi collectivement, chaque fois que des camarades arrivaient en corps constitué venant d'autres associations.
La tâche dans ce domaine reste difficile pour nos responsables locaux, pour nos responsables départementaux. Mais la direction du Parti devra les encourager, devra les aider à surmonter ces obstacles qui sont le lot de tous les groupes humains, avant que ne s'opère un véritable amalgame qui était déjà d'ailleurs en cours, et dans beaucoup de fédérations, réalisé.
Ainsi, le rassemblement et l'unité socialiste sont à la fois fonction du rapprochement, bien sur des positions politiques, mais aussi de la découverte de nouvelles formes du militantisme. Mais, bien sûr, l'essentiel aujourd'hui c'est d'affirmer notre orientation, et c'est surtout de sorte que cette orientation soit cohérente et soit claire.
Dans l'expérience de la FGDS, le regroupement de la gauche socialiste s'est traduit par une politique d'union de la Gauche qui a créé une incontestable dynamique à partir des élections présidentielles de décembre 1965. Après les revers électoraux de juin 1969, et aussi leur répercussion sur la création du nouveau Parti socialiste, beaucoup de camarades ont vivement insisté, sur la nécessité de confirmer une orientation à gauche qui se traduit dans de nombreuses motions. Ce terme même d'orientation à gauche mérite quelques explications, il est impropre en ce sens que le parti socialiste est à gauche pour l'ensemble des militants, y compris ceux qui se sont exprimés à cette tribune, et qui souhaite une orientation différente de celle que nous préconisons. La question n'est pas de créer autant de Parti Socialistes qu'il y a de courants de pensée, mais de développer à l'intérieur d'un Parti Socialiste nouveau et puissant la confrontation des idées à partir de notre doctrine commune.
(Applaudissement)

L'orientation à gauche, d'ailleurs, ne couvre pas, dans un premier temps et obligatoirement tout de suite, le problème de nos rapports avec le Parti Communiste. Elle est - Poperen l'a souligné, comme de nombreux orateurs.
Pour le long terme, l'adoption d'une stratégie socialiste qui s'imposent pour des raisons qui touchent à la doctrine, qui touchent à l'histoire du mouvement socialiste, et qui touchent aux données actuelles de là situation française.
L'exigence de notre doctrine, notre signe distinctif, c'est de vouloir remplacer la société capitaliste par une société socialiste.
Plusieurs organisations politiques ont, comme nous, pour raison d'être, la lutte contre le capitalisme. Les divisions sont préjudiciables à l'efficacité du combat pour instaurer notre société socialiste.
C'est donc une de nos tâches que d'essayer d'y mettre fin et d'avoir pour cap une politique d'union de la Gauche. Cette stratégie, d'ailleurs, elle est la seule qui soit adaptée aux données de la situation française actuelle.
Le refus, pour nous, d'être une force d'appoint des coalitions dominées par les puissances d'argent, recoupe, vous le savez bien la constatation qu'une solution de troisième voie, ou de recours au centre est absolument impraticables. La pensée des institutions de 1958, revues et corrigées en 1962 a entraînée une bipolarisation de la vie politique française et accrédité la notion de majorités de droite et de gauches dans les faits et dans les esprits.
Dans les faits, le centre s'est volatilisé, et cette tendance ira en s'accentuant, sauf à admettre, bien sûr, pour la Gauche le concours d'hommes acceptant son programme et ses perspectives, qui se séparent de la Droite conservatrice.
Dans les esprits, vous avez vu comment, dès le premier tour des élections présidentielles, beaucoup d'électeurs ont voté avec un réflexe d'efficacité, en songeant au ticket final du deuxième tour. Une telle orientation ne justifie l'exercice du pouvoir bien sur que dans des conditions très précises, Mais je vous dirais camarades, que ce n'est pas là une situation nouvelle. Le long passé de lutte des travailleurs dans l'opposition et les progrès réalisés, montrent que l'accession aux responsabilités gouvernementales n'est pas une condition indispensable à une progression vers nos objectifs.
(Applaudissements)
Voyez notre histoire socialiste. Après le Congrès de Tours, Léon Blum et les camarades de l'époque ont maintenu une SFIO qui n'a pas cessé de progresser dans l'opposition et pendant 16 ans de 1920 à 1936. Et puis est venu 1936, qui évoque des conquêtes, bien sûr, sociales, mais qui évoque aussi un parti qui était puissant.
Au contraire, la participation socialiste à des majorités de défense de la République ou de la démocratie, et c'était indispensable sans doute de le faire, n'a pas donné, vous le savez tous, les résultats escomptés. Nous y avons quelquefois sacrifié le meilleur de nous même, une partie de notre substance, et nous n'avons toujours pas sauvé la démocratie.
Enfin, et je le souligne, sur le plan de ce nouveau parti qui est en train de se crée, vous savez bien tous qu'une orientation vers le centre serait un facteur de durcissement interne du Parti Communiste et de son renforcement électoral. De

Fondation Jean Jaurès

telles alliances nécessairement dominées par des aspects électoraux, conduiraient inévitablement à la dégénérescence de l'organisation interne du Parti, et cela d'autant mieux que les résultats deviendraient de plus en plus mauvais, surtout dans le cadre d'un régime de caractère présidentiel.
Dans sa grande majorité, le Parti est certainement convaincu de la nécessité de cette orientation à gauche. Mais la clarté de notre choix ne sera pas démontrée par la seule déclaration solennelle que nous refusons tout accord qui ne permettrait pas de faire prévaloir des solutions socialistes. Elle doit apparaître dans nos propositions concernant le programme, dans l'ouverture permanente vers les organisations qui mènent avec nous le combat contre une société dominée par le capitalisme.
C'est pourquoi sur le plan du programme -, et très rapidement, le parti doit se donner pour tâche prioritaire l'élaboration d'un programme fondamental, actualisant la doctrine, et par lequel, seront définis les voies et moyens du combat des socialistes d'aujourd'hui.
Parallèlement, nous devons préparer un programme à plus court terme, en ajoutant qu'il est indispensable qu'à partir de ce programme on ait le souci de présenter des contre-propositions continuellement, d'une façon continue, en face des propositions gouvernementales.
Pour le calendrier, je crois qu'il sera facile de nous mettre d'accord. Les propositions qui sont faites, c'est de tenir un congrès à la fin de l'année. Certains camarades disent au début de l'année prochaine. Ce sera un des problèmes de la Commission des résolutions. Mais il ne suffira pas seulement de faire un programme, il faut ouvrir le jeu des confrontations nécessaires et permanentes.
Pendant cette période d'élaboration du programme, cela devra être l'occasion d'une confrontation précise avec les organisations politique, et d'un dialogue avec les organisations syndicales, pour préparer sans doute même, l'action commune de tous ceux qui partagent la volonté de lutter contre le régime capitaliste, sans admettre jamais de mettre en cause la liberté des hommes, l'indépendance des peuples, le contrôle démocratique des instances de décision.
Et je crois que, les contacts que nous pourrions établir avec les syndicats dans ce domaine, pour renforcer les liaisons pour établir une plus grande coordination, et demain sans doute pour peut-être aller à une politique concertée, sont nécessairement quelque chose qui répond à la demande de nombreux militants.
Et puis biens sûr, et c'est sur ce point, que je voudrais terminer, il y a maintenant les rapports avec le Parti Communiste.
Nous venons de parler du dialogue, de l'action concertée avec tous ceux qui partagent la volonté de lutter contre le régime capitaliste, sans admettre, et je l'ai souligne de mettre en cause la liberté des hommes, l'indépendance des peuples, le contrôle nécessaire des instances de décision. Eh bien, nous devons le constater, nous devons le dire, le Parti Communiste français ne fait pas siens tous ces principes sur lesquels nous ne saurions transiger.
Je souligne la volonté d'union, d'unité de la Gauche, nous l'avons au plus profond de nos esprits et de nos cœurs. Mieux, nous savons qu'un jour elle se fera, et définitivement. Nous ne saurions pas socialistes si nous ne voulions pas

Fondation Jean Jaurès

instaurer en France une démocratie socialiste avec l'ensemble des travailleurs.
L'union de la Gauche doit être recherchée pour préparer les prochaines échéances et conquérir le pouvoir. Mais nous somme forcés de constater que les espoirs mis dans une libéralisation des régimes de l'est sont actuellement illusoires. Le pouvoir, à Moscou, ne fait pas de concessions dans le domaine des libertés individuelles et collectives, et de l'indépendance des peuples.
En 1963, c'est Kroutchev, sa volonté de paix et d'ouverture, la détente, la coexistence pacifique, les conséquences du XXe Congrès, qui permettaient le dialogue. Aujourd'hui, nous ne sommes pas, bien sûr, en face de Staline, cela est oublié, mais qui assuré dans ce congrès que Brejnev et ses collègues ne sont pas en train de défaire ce qui avait été osé et entrepris dès 1963 ?
En France, les communistes, et en particulier Fajon, dans l'Humanité, s'étonne de notre manque d'enthousiasme. Il nous accuse même de mauvaise foi quand nous réclamons des garanties supplémentaires sur un problème aussi grave que la Tchécoslovaquie. Je crois qu'il est nécessaire de bien préciser tous les points qui interviennent dans une analyse de nos rapports avec le PCF. Le Parti communiste, depuis plusieurs semaines, se livre à une attaque en règle contre nous, contre les socialistes. Nous feignons d'ignorer la campagne pour l'unité à la base, que le Parti Communiste vient une fois de plus de lancer, et qui une fois de plus se traduit par des pressions à l'égard de nos militants socialistes.
Aujourd'hui encore, nous nous refusons à la polémique, nous nous conterons de poser des questions, et vous avez bien vu comment la réplique est rapide, dans L'Humanité, lorsque nous affirmons calmement nos positions. A vrai dire, depuis un an, il faut le souligner, autrement nous ne pourrions pas arriver à des propositions constructives, nous enregistrons une dégradation dans nos rapports.
La première cassure qui est intervenue entre les communistes et nous date de mai 1968. On oublie un peu ce fait déterminant. A l'époque, les dirigeants communistes et nous ne faisions pas exactement la même analyse de la situation. En mais et juin 1968, toute la Gauche se rassemblait dans une lutte exaltante contre le capitalisme et contre son expression politique en France, le gaullisme. Le parti communiste fut alors obnubilé par le phénomène gauchiste et n'accepta pas de comprendre que la révolte des étudiants était complémentaire de l'action des travailleurs en grève.
(Applaudissements)
La deuxième cassure concerne la Tchécoslovaquie, Nous persistons à croire que sur ce point l'attitude du Parti Communiste a été une attitude relativement positive, mais insuffisante. Positive dans la mesure où le Parti Communiste refusé dans un premier temps l'agression dont se rendirent coupables cinq des puissances du pacte de Varsovie. Insuffisante dans la mesure où l'on ne trouva là que le désir de ne pas heurter de front l'opinion de Gauche en France. Dans cette attitude, le Parti Communiste français n'a pas osé rejoindre le Parti Communiste italien, et moins encore, ce est significatif, le Parti communiste roumain ou la Ligue communiste yougoslave. Sur la Tchécoslovaquie, nous demandons au Parti communiste s'il estime que l'agression était condamnable en soi, ou s'il se borne à déclarer, comme il le fait, qu'elle constituait une erreur. Il ne s'agit pas

d'une subtilité de forme, car là se situe le débat, au fond : si l'URSS a jugé nécessaire d'intervenir militairement en Tchécoslovaquie, c'est au terme d'une analyse politique, c'est cette analyses que les communistes roumains, yougoslaves, italiens ont récusée.
Il ne s'agit pas de pratiquer ce que Fajon appelle,"l'antisoviétisme", il s'agit d'apprécier la politique d'un pays, il s'agit de savoir si, en l'occurrence, le pacte de Varsovie n'a pas couvert une entreprise impérialiste au profit d'une nation qui mènerait une politique de grande puissance.
Ces questions, plusieurs Partis Communistes se les sont posées. Ils en tirent des conclusions, et on a entendus l'écho de ces conclusions à la Conférence des Partis communistes de Moscou.
Ce que nous regrettons, c'est que le Parti communiste français n'ait pas contribué, lui, à approfondir et à éclairer ce débat et se soit borné à une condamnation sommaire.
Force nous est donc de reconnaître la profonde différence de comportement entre le Parti Communiste italien par exemple, et le Parti Communiste français. Longo, devant le Comité central du Parti Communiste italien a déclaré :
"La crise tchécoslovaque pose d'une manière urgente les problèmes d'une nouvelle orientation des rapports de la vie sociale et de la démocratie socialiste dans les pays socialistes".
Il est tout à fait, évident à nos yeux que la socialisation des moyens de production telle quelle a été réalisée jusqu'ici dans les pays socialistes est une condition nécessaire, mais non suffisante pour que le Socialisme concrétise toutes les possibilités de justice et liberté qui lui sont propres.
Pour cela, ajoute-t-il - une démocratisation profonde du pouvoir dans tous les secteurs de la société est nécessaire. Toutes les sociétés socialistes existantes se trouvent, selon nous, devant le problème, qu'on ne saurait éluder plus longtemps, de transformer en réalité concrète le potentiel démocratique du Socialisme".
Cette situation est peut-être un peu longue, mais elle me parait capitale. Si le Parti Communiste français cautionnait un tel texte, s'il acceptait de nous donner de telles garanties, s'il acceptait d'accentuer une évolution, comme celle qui est déjà beaucoup réalisée en Italie, tous nos espoirs seraient permis et l'avenir de la Gauche nous paraîtrait plus facile à réaliser.
Mais nous demeurons frappé du fossé qui existe entre la délégation communiste française à Moscou lors du sommet communiste de juin dernier, et celles de tous les autres Partis communistes, ou en tous d'un certain nombre : Italien, Canadien, Britannique, Suisse, Suédois – qui ont eu la fermeté de prononcer une analyse et des critiques se détachant de la position officielle de l'URSS.
Permettez-moi encore de relever...

Le président - Abrège !

Pierre Mauroy - Oui, je termine. Permettez-moi encore de relever que le Parti Communiste nous lance comme un défi la nécessité d'un programme commun, nous, avons le droit de rétorquer

Que loyalement nous avons déjà confronté nos points de vue, que nous avons constaté nos convergences, que nous avons constaté aussi les uns les autres nos divergences, mais que ces divergences sont autant celles du Pari Communiste que celles du Parti Socialiste, et que par conséquent elles ne peuvent pas être portées au passif des socialistes.
(Applaudissements)
En conclusion de cette rapide analyse, je suis tenté de rappeler ce que Léon Blum écrivant dans "Le Populaire", le 5 juillet 1945 :
"Je suis parfois convaincu que l'unité d'action entre nos deux partis doit préservée avec la plus grande vigilance. Ma franchise est celle d'un homme qui n'a jamais désespéré de l'unité qui parlait déjà de l'unité nécessaire le jour même de la scission, qui même aux plus mauvais jours s'est toujours abstenu de tout acte qui pût la compromettre et dont l'initiative et le concours n'ont jamais manqué dans le passé a l'appui de tous les rapprochements possibles, qui a mérité que l'on crût à sa sincérité, tant il advient qu'aujourd'hui encore elle reste son vœu et son espoir.
Mais je suis contraint d'ajouter qu'une réponse claire s'impose de la part du Parti Communiste français sur les leçons qu'il tire de l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie et sur l'attitude qu'il compte adopter en France à l'égard d'un pouvoir dont il a contribué à assurer la survie par son abstention lors de l'élection présidentielle.
Par conséquent, le principe du débat, le principe du dialogue, dès lors qu'on a une orientation à gauche, on ne peut pas être contre ce principe. Seulement, dans, ce débat, dans ce dialogue, cela dépend de nous. Poperen l'a souligné, mais cela dépend aussi des communistes, et si le Parti Communiste pour des raisons qui sont les siennes, maintient une position dure nous n'avons pas d'autres solutions que de n'engager le dialogue qu'à partir d'un rapport de force plus favorable, c'est-à-dire lors que ce nouveau parti sera lancé et lorsqu'il sera affermi, lorsque nous aurons arrêté nos propositions de programme.
Plus que jamais, camarades, nous avons besoin d'être nous-mêmes. Les élections sont passées, le combat reprend face à la politique gouvernementale ; cette bataille est pour préparer les échéances à venir. La gauche tout entière a besoin d'un Parti Socialiste puissant, faute de quoi elle serait paralysée.
La démocratie, en France, a besoin du rassemblement des socialistes, faute de quoi elle restera précaire et à la merci des pires dangers.
C'est justement pourquoi les socialistes rassemblés à Issy-les-Moulineaux ressentent l'urgence d'avoir un Parti définitivement constitué et que se montre en ces jours de congrès une manifestation, une telle manifestation d'unité socialiste mais demain c'est ensemble qu'il nous faudra tout mettre en œuvre pour que le Parti apparaisse comme une force d'attraction capable d'entrainer la jeunesse et de mobiliser les travailleurs au service du Socialisme.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Labarère (?) des Basses Pyrénées, pour 4 minutes, après lui Alain Savary.

Fondation Jean Jaurès

Labarère (Basses-Pyrénées)

Au delà de cette salle, il y a la foi, la sincérité et le courage des militants qu'ils soient déjà dans le Parti ou dans telle formation voisine ou encore à l'extérieur. Ce Congrès n'a de valeur et d'existence que par eux.

Oh ! Certes, il ne s'agit pas de s'exprimer au nom de la base, car personne n'a le droit de le faire. Il faut mettre fin à cette nouvelle attitude paternaliste. Comme autrefois les riches avaient leurs pauvres, il est de bon ton pour beaucoup aujourd'hui d'avoir leur base !

(Applaudissements)

Il n'y a pas une base théorique, mais des hommes et des femmes qui veulent participer à leur destin, des hommes et des femmes qui veulent se sentir concernés.

Pour que ce soir, les socialistes de notre pays se sentent concernés, le Parti Socialiste doit répondre à quatre conditions :

- Première condition : un Parti ouvert sur l'avenir. Il est temps de cesser de rappeler les erreurs du passé ; nous sommes un Parti nouveau, nous n'avons pas besoin d'hériter d'un contentieux, tourné vers l'avenir, afin de parvenir au regroupement de tous les socialistes, sans exclusive, mais avec une volonté réelle de compréhension et de travail en commun. Fi des anathèmes qui dégradent seulement ceux qui les lancent, il est des hommes sincères partout.

Ayons, au contraire, une attitude positive. Le Parti Socialiste doit prendre des initiatives concrètes pour que dès l'automne se retrouvent dans des carrefours, de réflexion et d'action, tous les socialistes, conventionnels, ainsi que le PSU et ceci à tous les niveaux.

C'est pour nous continuer l'esprit de la rencontre de Bagneux... (applaudissements)… parce que le destin des socialistes est de croitre, mais sans multiplier !

(Applaudissements)

- La deuxième condition : un Parti réaliste, donc un Parti aux options claires et il faut le dire nettement en dehors de toute considération d'idéal : quel profit aurions nous à aller vers le centre ? Connaissez vous plus inconsistant, plus infidèle, plus évanescent que les centristes ?

(Applaudissements)

Aller vers le centre, c'est s'allier au néant politique et à l'intrigue multiple.

Le réalisme veut que l'on prenne les problèmes à bras le corps là où ils se trouvent, c'est-à-dire à gauche, et l'essentiel, comme l'a tout à l'heure rappelé très justement Joseph, du Pas de Calais, c'est la lutte contre le capitalisme, cette perversion économique et humaine, l'essentiel, c'est la construction du Socialisme, d'où la nécessité de l'union de toute la Gauche, mais pas n'importe quand, pas n'importe comment, pas à n'importe quel prix, et cette union des travailleurs doit commencer à la base.

C'est là que doit se faire la rencontre dans les villages, dans les bureaux, dans les usines, entre les militants socialistes et communistes. Nous savons tous ici les difficultés de ce dialogue à la base, mais également les possibilités, et c'est la

Fondation Jean-Jaurès

base qui doit forcer le sommet, sans compromis et sans illusions romantiques.
Le dialogue avec le Parti Communiste ns doit en rien être considéré comme un dialogue d'enfant de chœur ; il doit être préparé à tous les niveaux dans la clarté et sans concessions. Ceci exige que nous ayons des positions nettes et l'on ne saurait aujourd'hui s'empêtrer dans le juridisme, quand nous parlons de préalable, cela ne veut pas dire autre chose que de permettre d'aboutir à la Commission des résolutions à une synthèse claire.
- La troisième condition : un Parti, expression de la volonté des militants, mais chaque militant, chacun de nous doit être un animateur politique dans son quartier, sur son lieu de travail. Il doit avoir le sens, la fierté du Parti et le respect de sa discipline. Le Parti ne doit en rien être paralysant, au contraire. L'impulsion doit venir d'en bas, et c'est une lourde responsabilité pour tous.
Je voudrais, mes chers camarades, m'adresser à chacun de vous : ne croyez vous pas que c'est une solution de facilité de passer son temps à dénoncer les responsabilités et les fautes des leaders sans regarder nos responsabilités personnelles ?
(Applaudissements)
Qui dans son quartier, qui dans sa ville, n'a pas un jour, par son attitude, nui à l'idéal socialiste ? Je vous le demande !
Un Parti, c'est tous, leaders et militants, et la participation, C'est aussi reconnaitre ses erreurs. Contester, c'est bien, mais contester, militer et assumer, çà c'est mieux.
Le Parti est nouveau. Il est presque inutile de rappeler que les hommes aussi doivent être neufs à tous les niveaux. Etre nouveau, c'est être exigent pour soi même, mais c'est surtout avoir des positions politiques sans ambigüité. Nous savons tous qu'il est des anciens qui sont des hommes neufs et des jeunes qui sont bien racornis !
C'est l'esprit de novation et l'écoute des autres qui sont importants.
- Enfin, quatrième et dernière condition, mes camarades, un Parti sans complexes. Pour certains, être socialiste semble être une tare, nous prenons trop souvent l'attitude de chiens battus. Oui, il y a des problèmes chez nous, mais vous ne croyez pas qu'il y en a à l'UDR, vous ne croyez pas qu'il y en a au centre, et vous ne croyez pas qu'il y en a au Parti Communiste ?
Aurions-nous le monopole de tous les défauts ? Serions-nous le bouc émissaire de la vie politique française ? Serions-nous morts avant que de naitre ?
Que non ! Nous affirmons hautement que le Parti Socialiste qui nait en ce moment doit être le pôle d'attraction de toute la Gauche, l'aiguillon de la vie politique française.
Nous devons être, et nous sommes, la vitalité, l'enthousiasme, la jeunesse ; mes camarades, c'est une conviction profonde, le renouveau passe, je le pense, par nous, mais ce n'est qu'une première étape, d'autres, beaucoup d'autres nous rejoindront, car nous prouverons par notre travail d'équipe et notre conviction que le Parti Socialiste est vraiment une force nouvelle vive et attaquante.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - La parole est à Alain Savary pour 24 minutes.

Alain Savary

Camarades, l'atmosphère qui règne dans ce Congrès, tout ce qui nous unit, tout ce qui unit malgré les divergences les socialistes que nous sommes, le mouvement que l'on sent, ne doivent pas nous faire oublier que le Socialisme français est en crise et qu'il n'est pas une exception dans le monde européen.

Il y a crise du Socialisme italien, il y a crise du Socialisme allemand, j'allais dire crise de Socialisme en Allemagne, et le Labour Party connait des difficultés de gestion qui sont évidentes pour tout le monde.

Certes, notre premier problème est de nous préoccuper de nos affaires, mais il ne faudrait pas perdre de vue que le problème du Socialisme dans le monde est confronté avec un monde en mutation.

Le monde communiste également connait des difficultés, non seulement dans les partis européens, et on le rappelait, mais également dans d'autres partis et en tout cas le monolithisme de Moscou est en train de s'atténuer, sinon de disparaitre.

Camarades, dans un Congrès comme le nôtre, il n'est pas possible, surtout à ce moment de la discussion, de tout traiter, et je pense que nous devrions nous garder de deux travers :

1) de raisonner comme si nous étions encore à Alfortville et que le seul problème qui se pose à nous soit celui de la définition des options du Parti pour une élection présidentielle.

2) d'éviter l'erreur de raisonner face au gouvernement actuel de la France comme s'il n'y avait pas eu un changement depuis que Pompidou a succédé à de Gaulle.

J'insiste sur ce point ; dans les interventions de ces deux journées, j'ai senti parfois que l'on voulait faire encore comme s'il y avait le même combat contre un régime monarchique ayant violenté la Constitution, désinvolte avec le Parlement, alors que dans le moment présent, c'est un gouvernement mandataire de la bourgeoisie et du capitalisme que nous avons devant nous et le combat s'est déplacé pour le moment du moins du terrain de la lutte pour la défense de la République sur le terrain de la lutte pour la défense du Socialisme et pour la défense des travailleurs.

(Applaudissements)

Cette remarque n'est pas sans importance, permettez moi de vous le dire, car il ne faudrait pas qu'à travers une confusion de cette double lutte, on tente de nous entraîner à nouveau vers une sorte, non pas d'union sacrée, mais de coalition défensive d'abord, puis active ensuite qui, finalement, nous rapprocherait d'un pouvoir qui est aux antipodes de ce que nous voulons en tant que Socialistes.

Camarades, je n'aborderai pas le problème de ce que le Parti devrait faire dans tous les domaines. Dans ses structures, on en a déjà parlé et nous souscrivons à beaucoup de ce qui a été dit, mais je voudrais tenter de définir les tâches immédiates par rapport au problème qui nous est posé.

Nous avons trois actions à entreprendre :

- Regrouper les socialistes,
- Rechercher l'union de la Gauche,

- Gagner au Socialisme les éléments qui lui permettront de devenir majoritaire.
Ces trois actions doivent être simultanées et complémentaires.
La première, je ne m'y attarderai pas. Nous savons, les uns et les autres, que ce Congrès marque un progrès dans le regroupement, mais qu'il n'est pas encore complet et que notre action devra continuer, non seulement par des démarches, il en faudra, mais surtout par l'exemplarité de notre conduite, l'authenticité de notre Socialisme qui mettront fin aux suspicions dans la mesure où elles avaient pu être jusqu'à présent légitimes.
En second lieu, rechercher l'union de la Gauche.
Alors, là, camarades, nous avons tous le sentiment qu'il se dégage dans ce Congrès une large majorité pour que ce soit notre objectif.
Cette majorité est-elle aussi large qu'on peut le penser ? Je ne cherche pas à la diminuer, mais je crois qu'il faudrait là aussi que soit claire la manière dont nous concevons la démarche et l'objectif.
Bien sûr, camarades, ce problème touche les rapports avec le Parti Communiste et à cet égard je pense qu'il serait malsain que les règlements au sein du Parti s'effectuent presque exclusivement en fonction de la recherche des relations à établir avec le Parti Communiste. On assisterait à une graduation ou à une dégradation relative au fond, à la forme et au calendrier de ces relations.
Pour le calendrier, il pourrait aller du mois de septembre aux calendes grecques.
Quant au fond et à la forme, ils iraient du refus du dialogue même habillé, au dialogue public sans complaisance, jusqu'à l'alliance qui ne serait même plus liée à certaines conditions, mais tenues pour certaines. Je résume, donc je caricature et je m'en excuse, mais dans le Parti, il y aurait ceux qui recevraient de l'extérieur, de la part des rédacteurs de l'Humanité ou des dirigeants du Parti Communiste, des blâmes ou des satisfecit. Rien ne serait plus dangereux pour le Parti et, finalement, pour l'union de la Gauche.
C'est à nous, c'est au Parti Socialiste, à déterminer une ligne politique conforme à l’intérêt de la démocratie, du Socialisme, sans arbitrage venant de l'extérieur.
(Applaudissements)
Dans ce domaine plus que dans aucun autre, notre unité et notre discipline sont indispensables à l'accomplissement du grand dessein qui est le nôtre.
Camarades, en ce qui concerne les conditions du dialogue avec le Parti Communiste, dans notre motion nous avons dit qu'il devait être permanent et nous avons ajouté qu'il devait être sans complaisance. Ce mot a été repris et je voudrais m'en expliquer.
Je n'aborderai pas dans ce débat le problème de nos rapports avec le Parti Communiste, mais ce que je crois, c'est que le Congrès doit décider le principe de l'ouverture du dialogue et je voudrais dire à Pierre Mauroy, en ayant écouté tout à l'heure, et en reconnaissant la difficulté dans laquelle nous nous trouvons tous après de multiples interventions, d'équilibrer dans une intervention le fond la forme, le calendrier, que j'ai eu le sentiment qu'il avait dans sa conclusion été très loin dans une analyse sans qu'il nous soit possible, sauf à faire rebondir le débat, de répondre de façon aussi complète qu'il le faudrait. C'est pourquoi je précise, quant à moi, ce que signifie "sans complaisance".

Cela signifie que le dialogue est franc et loyal et qu'il ne s'agit pas, dans un dialogue permanent, de recevoir des critiques et de n'en émettre aucune.
Il ne s'agit pas de passer sous silence tout ce qui nous divise. On a parlé de la Tchécoslovaquie, et je dois dire qu'à mes yeux, tout autant que les conditions de l'occupation des forces du Pacte de Varsovie, il y a le problème de fond qui m'importe, qui est celui de savoir si la réaction soviétique contre l'évolution du système de nos camarades tchèques est une réaction que nos camarades communistes français font leur ou, au contraire, condamnent… (applaudissements)… car c'est cela qui est important si nous voulons faire en sorte que tout ce que nous voulons gagner à la cause du Socialisme ne raisonnent pas suivant des modèles extérieurs et imposés, mais puissent penser que si un jour la Gauche prend le pouvoir en France, des espérances, non pas identiques à celles que le peuple tchécoslovaque avait nourries, mais des espérances de la même nature seront acceptées, soutenues et partagées par nos camarades communistes.
(Applaudissements)
Sur les conditions du dialogue, camarades, nous ne nous disputerons pas sur le calendrier, il faut que ce dialogue intervienne dans le calme, mais sans autre délai que celui que le sérieux d'une telle entreprise exige. Il serait facile de se livrer à des effusions factices et prématurées, de se payer de gestes, de mots. Ce serait grave pour nous-mêmes et ce serait une source de déception pour tous ceux qui espèrent, source de déception irréparable.
Nous ne pouvons donc pas parler avant d'être, mais encore faut-il que nous ne nous posions pas à nous-mêmes des conditions telles que nous ne puissions commencer à parler que lorsque tout sera prêt pour ce dialogue, et à mon sens, comme nous ne pouvons pas tout aborder dans cette discussion, il faut convenir que nous le ferons le plus tôt possible, dans les conditions que j'ai déterminées.
Dialogue public et permanent, car au-delà des appareils, nous devons, par nos propositions, claires, concrètes et adaptées au temps présent, toucher les militants et la masse des travailleurs.
Mais aussi, camarades, dialogue sur le fond, pas seulement sur la doctrine, c'est-à-dire sur les problèmes de la gestion, de l'économie, de l'évolution sociale, des libertés, de la vie internationale.
Des propositions à ce niveau sont seules susceptibles d'apporter les changements réels qui permettront peut-être un jour une véritable alliance, et de faire échapper les travailleurs communistes à leur enclavement idéologique.
Dialogue à issue conditionnelle, c'est-à-dire, camarades, que nous ne sommes pas des inconditionnels ; et je donne acte tout à l'heure au camarade qui disait qu'on avait voulu peut-être trancher dans ce Congrès entre ceux qui étaient contre tout dialogue, ceux qui étaient pour n'importe quel dialogue et ceux qui étaient les sages et les raisonnables de la Gauche Socialiste. Aucun des textes ne propose une discussion qui conduirait inconditionnellement à une alliance, mais nous devons, dans ce dialogue, ne pas, de notre part, accumuler les difficultés, suivre notre démarche propre, ne pas attendre à chaque question une réponse, et ceci dans un climat de clarté politique où les camarades communistes sauront

qu'en aucun cas, les socialistes ne gouverneront sans eux, et que nous savons, d'autre part, que la Gauche ne sera efficace que si cette entente est faite.
Ceci doit rester le préalable qui doit faciliter les discussions avec le Parti Communiste.
J'ai parlé, Camarades, du regroupement de tous les socialistes, de la recherche de l'alliance, mais ceci, camarades, n'est finalement qu'une action au sein de nous-mêmes. Même si nous parvenions dans de bonnes conditions à résoudre ces deux problèmes, la Gauche ne parviendrait jamais qu'à avoir regroupé quelque 33% des voix de l'électorat français.
Or, et c'est là, je crois, qu'il faut que nous fassions l'effort de sortir de l'euphorie d'être entre socialistes, pour considérer qu'à l'heure actuelle, des travailleurs, des salariés doutent encore du Socialisme, non pas seulement parce que nos structures sont insuffisantes, nos divisions trop fortes, mais parce qu'ils ne sont pas convaincus qu'il y aura amélioration de leur sort et que nous serons capables de gérer ce pays sans le conduire à la catastrophe.
Et c'est vers ce potentiel, vers ces millions de voix flottantes qui sont un des faits nouveaux de la vie politique française, que nous devons tourner nos efforts, non seulement en terme de recherche de voix pour des élections – ce serait un succès sans lendemain - mais en terme de conviction, pour attirer à nous, même si ce n'est pas directement au Parti, attirer à notre thèse, des travailleurs, des hommes, des femmes qui feront confiance au Socialisme pour la mutation de la société.
Camarades, les chiffres devraient nous conduire à un certain optimisme. En effet, la population active de notre pays comporte en 1968 plus de 75% de salariés, contre 70% en 1962, et 64% en 1964. Parmi eux, bien faible est le nombre de ceux qui ont intérêt au maintien de l'ordre social et pourtant, vous le savez comme moi, ces travailleurs ont voté pour de Gaulle et continuent de voter pour Pompidou. Et pourquoi ? Non seulement défaillance d'organisation, mais également défaillance de notre part par inadaptation trop fréquente de nos formules.
Notre système d'explication, notre plan, nos méthodes d'action ne sont pas suffisamment adaptées aux réalités d'une société en constante transformation.
Il faut rappeler également que le capitalisme après guerres et crises, et par l'action même des forces populaires qui ont combattu les plus douloureux de ses aspects, a atteint dans notre pays développé un haut degré d'efficacité et de complexité. Il présente – et Maurice Deixonne le rappelait de façon plaisante - le visage de la société de consommation, et l'on doit savoir que la prise de contrôle de ce régime est rendue plus difficile, car elle doit s'accomplir sans régression économique, tout en assurant les indispensables réformes de structures, et parce qu'elle implique la maîtrise de mécanismes extrêmement perfectionnés et sensibles, et il serait naïf, en particulier, camarades, d'ignorer les contraintes imposées par l'appartenance de notre pays à un système économique supranational et international, et l'impératif d'efficacité qui en découle.
Il serait également irréaliste de méconnaître la grande diversification des structures sociales des pays industriels développés, et ces importantes conséquences psychologiques et politiques.

Certes, camarades, beaucoup de travailleurs récusent la société américaine. Beaucoup d'entre eux combattent, comme nous, les excès de l'impérialisme américain, mais finalement, ils prennent en compte l'apparent succès technique et économique des Etats-Unis, sans compter le résultat que le capitalisme a remporté au Japon, et n'oublions jamais que nous sommes à une phase où il faut que ces camarades comprennent que ce que nous proposons, c'est une nouvelle société, mais pas une meilleure gestion du système capitaliste.
(Applaudissements)
et que, d'autre part, nous devons affirmer, certes sans démagogie, mais nous devons affirmer que les socialistes seront aussi capables de gérer, mais le feront de façon plus juste que le système actuel, en assurant la véritable indépendance de notre pays, telle que les internationalistes peuvent la concevoir.
Camarades, ceci, c'est le travail auquel nous devons nous préparer, dans le cadre du programme fondamental, programme à court terme, et définition de cette société, car les millions de Français et de Françaises qui sont disponibles pour nous écouter, nous jugeront sur pièces, et non pas seulement sur des questions de doctrine.
La doctrine, nous l'avons adoptée une fois pour toutes, mais ce n'est pas au nom de cette doctrine que nous galvaniserons les masses et que nous attirerons à nous tous deux qui peuvent nous permettre d’arriver au pouvoir et de le conserver avec la compréhension et avec le soutien des forces populaires.
Je n’irai pas plus loin dans ce que pourrait être ce programme, camarades, afin de ne pas lasser votre attention. Je crois simplement que nous devons dire, non seulement dire, mais que nos solutions soient suffisamment étudiées pour que les syndicalistes nous croient, les travailleurs nous croient, les cadres nous croient, que la transformation socialiste apportera un changement substantiel dans la condition concrète des hommes et des femmes de notre pays.
Nous devons dire que, dans le domaine de l'efficacité économique, que les capitalistes croient être leur terrain privilégié, il est aisé de montrer les carences et les blocages de leur gestion. Cela est particulièrement facile dans notre pays où une grande partie du patronat se caractérise par son appétit de consommation, par sa compétence réduite et son malthusianisme.
En regard, nous devons dire et démontrer qu'une solution socialiste apporterait une politique industrielle véritable, favorisant à grande échelle le lancement de biens nouveaux, opérant les reconversions nécessaires, permettant la promotion de la science, ainsi que les initiatives qui seraient prises au niveau européen et au niveau mondial,pour le développement des techniques fondamentales de l'avenir, dont le poids serait écrasant à l'échelle de notre pays.
Voilà, camarades, ce que nous devons dire et voilà, camarades, surtout, ce que nous devons proposer. Fidèles à l'héritage spirituel de tous ceux qui nous ont précédés dans la voie du Socialisme, ce n'est pas les trahir ; c'est, au contraire, être fidèle, je le crois, à leur esprit que de dire qu'un Socialisme moderne est celui qui s'adapte aux données de son temps.
Camarades, ceci, nous pouvons le faire ensemble, nous devons le faire ensemble, dans la clarté, sans qu'il puisse y avoir ambigüité et confusion, entre

ce que l'on a appelé des rivalités d'hommes, et des oppositions d'options politiques.
Pour tous ceux qui ont signé notre motion et participé à notre action, je dis et j'affirme qu'il n'y a chez aucun de nous une ambition, une volonté autre que celle de servir le Parti, mais qu'il y a aussi une volonté de ne le faire que sur des options qui seraient celles que je crois être la majorité du Parti, afin d'éviter pour l'avenir tout conflit de clans, toute rivalisé personnelle, et que le Parti, souverain juge, puisse savoir si le mandat qu'il aura confié à ceux qu'il désignera, aura été ou non fidèlement respecté.
(Applaudissements)
Camarades,
Dans notre proposition et dans nos propositions, nous n'avons aucune prétention au monopole des thèmes qui ont été développés, soit pour l'avenir immédiat, le regroupement, la rénovation des idées, le renouvellement des hommes, les options politiques, la définition du programme.
Nous avions écrit que nous serions prêts, au Congrès, à rechercher les synthèses qui se feraient sur des thèmes politiques et non pas sur des combinaisons d'hommes ou de clans. Cette disposition d'esprit, est-il besoin de le dire, demeure intégralement la nôtre. Nous sommes donc prêts dans l'intérêt de ce qui sortira des délibérations de ce Congrès, à rechercher avec ceux qui ont parfois émis des idées semblables aux nôtres, à recherche avec ceux qui veulent que ce Parti soit nouveau, moderne, fidèle, les synthèses qui s'imposent, à condition, je le répète, que ce soit dans la rigueur et dans la clarté.
(Vifs applaudissements)

Le Président - La parole est à Tondeur, du Val d'Oise, pour 8 minutes ; ensuite à Guy Mollet.

Tondeur (Val d'Oise)

Camarades,
Ma tâche ne va pas être facile, militant de base, délégué par la fédération du Val d'Oise, de passer derrière un camarade d’audience nationale.
Je voudrais quand même vous dire que, pour nous, ce 13 Juillet sera une date historique dans le Mouvement socialiste. Ce sera une étape importante pour l'unité de la Gauche, si j'en crois les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune et les différentes motions qui sont déposées, car je ne doute pas un instant que ce Congrès non seulement adoptera une motion dans ce sens, mais adoptera également la motion préalable qui a été déposée par nos camarades de Bagneux, ce qui donnera les moyens de réaliser cette unité de la Gauche, avec un programme et un calendrier précis.
L'opinion publique a les yeux fixés sur nous. Ce Congrès doit être le Congrès du grand départ vers le Socialisme. Finies les motions adoptées à la quasi-unanimité, oubliées le lendemain en centrant dans nos villes. Inutile de développer ce thème, camarades, vous avez très bien compris, en regardant les résultats électoraux des dernières années, que des motions et une politique

Fondation Jean-Jaurès

différente au jour le jour, ont amené le Mouvement socialiste au creux de la Vague. Je n'en veux pour preuve que les derniers chiffres des présidentielles. La masse des citoyens, des électeurs, s'écarte de cette image du Socialisme. Rougeron a dit- il est beaucoup cité - "Le Socialisme a subi une défaite". Non, Je ne le pense pas. Une certaine façon de présenter la tactique socialiste a subi une défaite…

Le président - Faites un peu de silence, Camarades. Ceux qui veulent partir sont priés de le faire dans le calme !

Tondeur - Je poserai simplement au Congrès une double question : à qui profite l'unité de la Gauche? A qui profite la division de la Gauche?
A qui profite l'unité de la Gauche? Pour y répondre, législatives 1967.
A qui profite la division de la Gauche ? Pour y répondre, législatives 1969.
Duclos a fait un score, pourquoi ? Il avait fait vibrer dans le cœur des électeurs de ce pays l'unité de la Gauche. En face de lui, de nombreux candidats de Gauche ont éparpillé les voix. Il n'y avait pas de programme commun c'est certain, mais réfléchissez à qui profite l'unité de la Gauche, à qui profite la division de la Gauche.
D'autres orateurs ont dit, avant moi : dans ce pays, il y a une masse énorme de travailleurs. Une majorité des électeurs appartient, en effet, à la classe ouvrière. Pourquoi n'ont-ils pas suivi le Socialisme jusqu'ici ? Pourquoi ont-ils écouté les sirènes du Gaullisme ? ou, aux présidentielles, suivi le sourire bonhomme de Duclos ? Simplement parce que le Socialisme présentait différents visages, que ce soit le Socialisme du nouveau Parti, que ce soit celui de Rocard - je parle des présidentielles - ce Socialisme n'est pas crédible. Les électeurs nous disent, à nous militants politiques, comme ils le disent dans les entreprises aux camarades délégués élus, la classe ouvrière ne pourra remporter des victoires que lorsqu'elle aura des objectifs, qu'elle aura déterminés auparavant, et non pas des alliances électorales à court terme, sans qu'il y ait auparavant un programme de défini. Vous reconnaissez là encore une des options de la motion de Bagneux.
Jean Poperen a bien mieux parlé que moi. Je rappelle que le calendrier est d'abord un regroupement de tous les socialistes pour définir les conditions de l'accord.
Nous ne pensons pas que, seuls, nous pouvons poser des conditions valables au Parti Communiste ; il joue sur la division. En deuxième point, une fois un programme déterminé avec l'ensemble de nos camarades socialistes, dialogue avec le Parti Communiste français. Mais, ne faites pas de procès d'intention à la motion de Bagneux, nous n'avons pas dis : discussions d'Etats-Majors, nous avons dit : discussions à tous les échelons, à tous les niveaux. Je reprends ici le discours de notre Camarade Savary : dans son analyse, il a omis simplement ce dialogue à tous les niveaux et je crois qu'il serait bon que ce soit précisé.
Ce ne sera pas facile, ces deux étapes. Nous en sommes particulièrement convaincus, car nous autres, socialistes, à quelque famille que nous appartenions, nous sommes certains de détenir la vérité et de la détenir seuls.

Je ne citerai que quelques cas : dans la Sarthe, dans les Côtes-du-Nord, nos camarades de l'UGCS n'ont pas pu participer aux Congrès fédéraux. Qui a tort, qui a raison ? Il me semble qu'un dialogue aurait été souhaitable.
Ce ne sera pas facile non plus dans d'autres départements. Dans les Haute-Garonne, les Ardennes, certains camarades socialistes également attendent de nous que nous prenions des dispositions pour que le nouveau Parti Socialiste soit ouvert sur des options politiques claires.
Ce ne sera pas facile non plus, pour le deuxième stade, avec le Parti Communiste. Il est certain qu'il y aura des difficultés.
Je préciserai quand même que nous sommes en France, que les positions des partis communistes praguois ou tchécoslovaque, ou italien ne doivent nous permettre que de constater, en ce qui concerne notamment le Parti Communiste italien, qu'il y a une évolution, mais notre tâche, ici, en France, c'est de faire évoluer le Parti Communiste.
De quelle façon ? Est-ce par des discussions d'État-major, par des réponses par la presse, ou est-ce que nous allons enfin faire confiance aux militants socialistes pour qu'ils mènent ces discussions à tous les niveaux ?
Je crois que nous devons considérer les militants socialistes comme majeurs et leur reconnaître la possibilité de mener, aux aussi, ce combat.
Je dirai à Pierre Mauroy que si le Parti Communiste se livre à des attaques contre nous, c'est que nous proposons une tactique qui le gêne énormément. Il préférerait bien sûr que nous continuions la politique de division de la Gauche car nous l'aidons en faisant d'ici ; nous irions vers la bipolarisation dont on a parlé, en effet. Nous ne sommes plus il y a un an, il y a maintenant, en France, un grand parti de conservateur. Ce que le Parti Communiste désire le plus, c'est qu'il n'y ait plus en France que 2 partis importants, les autres se faisant laminer.
Je ne pense pas que ce soit l'opinion de la majorité des travailleurs qui sont aussi conscients que nous des difficultés qu'il y a à faire admettre à l'intérieur du Parti Communiste une liberté et une démocratie.
Je ne voudrais pas demander, dans sa salle, s'il y a des camarades qui y sont passés, mais dans les conversations de couloirs, j'en ai entendu suffisamment dire : j'ai été au Parti Communiste, j'en suis sorti, et cette constatation devrait nous amener à examiner ce fait c'est que le Parti Communiste indique toujours avoir des adhérents nouveaux, mais si on cumule le nombre des adhérents nouveaux qu'il a eus depuis de nombreuses années, il devrait avoir des millions d'adhérents et comme il n'en a pas des millions, il faut bien penser qu'il déçoit les travailleurs et c'est à nous, en proposant une motion politique claire, des discussions avec le Parti Communiste, comme nous l'avons indiqué dans la motion de Bagneux, à promouvoir cette politique dynamique qui amènera dans notre parti de nombreux nouveaux adhérents.
Je terminerai en disant simplement que, dans notre motion, nous indiquions que nous proposions un calendrier.
Tout à l'heure, notre Camarade Savary a dit : sans autre délai que celui que le sérieux impose. Je pense que notre proposition étant sérieuse, il y a lieu de tenir compte de cette proposition et je dirai aussi un seul mot : ce Parti Socialiste,

avec des options claires, en respectant le programme d'action et le calendrier, nous ne fermons pas le parti, ou plutôt, parce que "ne fermons pas", c'est négatif, travaillons au regroupement de toutes les forces socialistes ; alors, nous verrons nous rejoindre les travailleurs qui attendent, qui espèrent. Que ce Congrès de Juillet ne les déçoivent pas une fois de plus !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet, pour 29 minutes.

Guy Mollet

Mes camarades, j'essaierai de me tenir dans le temps et je veillerai à ne pas parler plus longtemps, encore que j'avais beaucoup de choses à vous dire.
Un mot personnel, d'abord : j'éviterai la polémique et, malgré quelques pointes et même quelques provocations d'hier matin et malgré aussi l'invitation amicale d'un certain nombre de camarades, je ne vais pas parler du passé récent, c'est-à-dire des élections présidentielles. J'ai, sur ce sujet, donné mon opinion à la récente conférence d'information des Secrétaires fédéraux et, en ce qui me concerne, cela me suffit amplement ; j'aurais même pu me dispenser de toute allusion à cet événement.
Mais, je voudrais m'attaquer à un argument qui, depuis quelques années, a fait beaucoup de mal au Parti, parce qu'il a beaucoup séduit alors qu'il nous conduisait peu à peu à l'heure évidente, en fin de compte du fait. Cet argument - peu repris depuis quarante-huit heures... c'est extraordinaire la discrétion présente - c'était : il faut préparer une alternative au gaullisme. Je ne reprends pas à mon compte la faute de français, mais enfin il faut, nous disait-on, préparer une alternative au gaullisme, il faut être prêt à assurer la succession. Et des Camarades, dont d'ailleurs je ne suspecte pas la bonne foi, avec une rigoureuse logique, poussaient leur raisonnement jusqu'à son terme ; il faut, nous disaient-ils, faire l'union de tous ceux qui se battent contre le gaullisme... pour que notre chance de l'emporter soit crédible - c'est un mot à la mode - il faut que le pays sache que nous sommes prêts à le gouverner et il faut donc présenter des candidats, équipes et programme.
Or, c'était et cela reste une erreur.
Les raisons qui dressent un certain nombre d'hommes contre le gaullisme sont diverses et, parfois, opposées.
Mais, grâce à leur conjonction, il est possible de combattre les formes les plus dangereuses du gaullisme. Par exemple, le caractère monocratique ou monarchique, mais il est actuellement impossible de les réunir, ces mêmes forces d'opposition, pour former avec elles les éléments d'un Pouvoir, créer des bases d'un programme, ou en tout cas d'un Pouvoir ou d'un programme où les socialistes auraient leur place.
Certains de ces adversaires du gaullisme condamnent les méthodes, ce qui semble les rapprocher de nous, mais ils sont d'aussi bons défenseurs du capitalisme que M. de Gaulle lui-même et ils n'accepteront donc jamais un programme qui mette en cause le capitalisme.

Or, les Socialistes ne doivent pas seulement se placer dans l'alternative gaullisme - après gaullisme mais, dans le même temps, et je dirai presque surtout, dans l'alternative ! capitalisme-Socialisme, et c'est alors poser le problème en d'autres termes.
Là était l'erreur. Il était peut-être nécessaire que la démonstration de cette erreur fût faite, je crois que c'est fait.
Mais à travers cette idée en cheminait une autre : le courant ministérialiste s'amplifiait chez nous.
Que l'on m'entende bien. Je déteste personnaliser et lorsque je parle de ministérialisme, ce n'est pas pour porter un jugement sur tel ou tel homme, c'est seulement pour désavouer une erreur chez cet homme quand il s'agit d'un Socialiste.
Renaudel - je vais prendre un exemple pour les anciens - était ministérialiste et ceux qui l'ont connu l'ont aimé, l'ont respecté même quand il leur a fallu le combattre comme un dissident. Il ne s'agit pas de l'homme, il s'agit de l'unité, car c'est de la vie d'un Parti, et d'un Parti Socialiste qu'il s'agit, et le problème n'est pas de savoir si l'on estime l'homme, mais si la politique qu'il défend est ou non utile au Parti et à la cause socialiste.
J'entends parfois dénoncer tel ou tel homme politique du centre ou d'ailleurs, parce que, dit-on, après avoir été hier dans l'opposition, il se trahit subitement pour un portefeuille, et on entend même des camarades socialistes le condamner en disant "il trahit".
J'avoue mon étonnement. Dans ce cas-là, je me demande : "Que trahit-il ? Une cause ? Il n'en a pas. Un idéal ? Il ne s'en connaît pas. Un Parti ? Il n'en a que dans la mesure où il réussit à se créer un clan pour le soutenir, ce qui n'a plus rien à voir avec la notion de Parti.
Il n'a, en fait, pour lui, que sa conviction - et souvent sincère - qu'il est très capable, qu'il peut être utile et surtout, qu'il doit faire une carrière politique. Il agit en conséquence, c'est très compréhensible, je trouve cela normal, mais il en va tout autrement - et c'est là que j'aborde un des points essentiels de ce que j'ai à vous dire quand il s'agit d'un Socialiste.
Dans le Parti, on ne fait, ou en tout cas on ne devrait pas faire carrière politique. C'est une toute autre préoccupation qui devrait animer nos amis.
(Applaudissements)
Dans le Parti, on est à la disposition du Parti et simplement à sa disposition pour appliquer les décisions que celui-ci a prises. Un jour majoritaire, le lendemain minoritaire, un jour élu, un jour responsable, le lendemain renvoyé à la base, et cela peut se faire sans amertume et dans la sérénité. Ce doit être cela, un militant socialiste, ou alors, c'est qu'il s'est trompé déporte et qu'il a adhéré à un parti pour faire carrière politique.
(Applaudissements)
Mais je reviens à mon propos : le ministérialisme et la participation au pouvoir.
Je n'entends pas reprendre ici l'éternel débat théorique pour ou contre la participation. En fait, il est tranché depuis longtemps, sur ce plan théorique et je n'ai pas le temps de rappeler combien de Congrès internationaux, ni combien de

Collection Jean Jaurès

Congrès nationaux, ont eu à connaître du problème pour la première fois en France, avec Chapuis, mais je n'insiste pas.
En fait, il avait été tranché de la manière suivante : la participation ne se concevait qu'avec un caractère parfaitement exceptionnel. Le Socialiste ne devait pas participer, ne devait pas être homme de gouvernement, sauf dans des cas que chaque fois le Parti apprécierait, mais je dois dire seulement pour le Socialiste français, car l'Internationale d'Amsterdam avait été d'une remarquable intransigeance pour les autres partis que la France.
Exceptionnel... et la première fois où, en France, l'exception a été affirmée, c'est en 1916 lorsque le Congrès de Paris a autorisé, dans des termes très précis, la collaboration nécessitée par la Défense Nationale, mais à la condition qu'il n'y ait aucune confusion entre cela, et la participation avec un gouvernement bourgeois.
Ce caractère exceptionnel a été étendu à d'autres raisons, souvent valables - il ne s'agit pas de passer sa vie à faire de l'autocritique, à cette circonstance exceptionnelle - notamment, et pas seulement en France, celle de reconstruire un pays ravagé par la guerre. La première idée, c'était dans la guerre, la deuxième idée, c'était "rebâtir un pays ravagé par la guerre". On l'a vu dans plusieurs pays, on l'a encore vu chez nous au lendemain de la dernière guerre.
Puis, après 1947, en face de l'expansionnisme soviétique, sous la période stalinienne, la justification dite de caractère exceptionnel encore, cela a été la lutte contre une démocratie formelle, mais existant quand même, attaquée sur deux fronts.
Et puis, peu à peu, il faut bien le dire, et beaucoup de camarades en ont pris conscience, le caractère exceptionnel de la collaboration gouvernementale s'est estompé et il est de bons esprits, dans le Parti, qui parlent de la participation comme d'une chose normale, courante, et de la négociation avec les voisins comme de quelque chose qui entre dans la vie.
Et cela ne se fait pas qu'en France. Je n'ai pas le temps de reprendre des exemples étrangers, mais il me suffira de parler de l'Italie et de l'Allemagne pour qu'on se rende compte que le problème de la participation n'est pas d'un caractère exceptionnel, mais quelque chose de tout à fait régulier : les Socialistes participent pour gérer la société bourgeoise.
Est-ce que c'est payant, ou est-ce que cela ne l'est pas ? Voilà le problème. Et c'est peut-être là justement que ceux qui ont connu cette expérience peuvent, pour leurs successeurs, rendre le plus de services au Parti, car il y a à expliquer ce qu'on a pu faire.
Je reste convaincu personnellement que ce qu'on a appelé la troisième force était rendu nécessaire et, pourtant, la démonstration a été faite qu'elle était impossible.
Nous voulions défendre la République. Nous n'avons fait que retarder le danger, mais dans le compromis permanent dans lequel on s'est trouvé alors condamné, nous avons laissé se déformer l'image - cela se dit beaucoup maintenant - du Parti Socialiste.
Est-ce que nos successeurs vont savoir tirer les leçons de cette période ?

Fondation Jean Jaurès

Je le souhaite, pour moi c'est fait, et je souhaite que le Parti sache refuser d'être demain la caution de Gauche d'une coalition dominée ou influencée par des représentants du capitalisme.
Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est là la politique du pire. Les Socialistes ont toujours su choisir entre les dangers. Nous n'appliquons pas, nous, cette politique du blanc bonnet ou bonnet blanc, et je ne souhaite pas qu'on commence à le faire demain.
On a toujours su choisir les dangers, et surtout maintenant - enfin je ne vais pas vous faire un amphi là dessus - que les règles constitutionnelles nouvelles permettent un gouvernement faible s'il s'agit d'en éviter un qui soit plus mauvais. Ce que Blum faisait ou faisait faire à l'égard de Daladier ou à l'heure du Cartel des Gauches, il n'y a même plus besoin de le faire; les voix ne sont plus nécessaires, il suffit de ne pas les mettre dans l'opposition sur une motion de censure.
Qu'on ne vienne pas nous dire non plus qu'en agissant comme je suggère qu'on le je m'excuse, mais d'abord, fasse, nous renonçons au pouvoir. Où est-il, le pouvoir ? Il est là ? On se fait encore des illusions sur les lieux où se situe le pouvoir de décision en France, pour l'instant en tous cas.
Il nous faut rendre clair au contraire que noua sommes prêts à assumer toutes Pour cela, je souhaite, et les responsabilités du pouvoir, cela devrait être l'un des objectifs de notre travail de décembre, enfin de la fin de l'année si nous avons, comme le suggère la Motion E 2, un congrès à cet effet, que l'on établisse avant cela, pour que ce soit délibéré à ce moment là, et non pas pour décider ce pour là qu'on va créer une commission ou des commissions, un plan d'action socialiste.
Je préfère la formule "plan d'action Socialiste" à "programme fondamental". Un plan d'action Socialiste qui n'est pas le programme pour l'année prochaine ou dans deux ans, mais qui doit être le programme pour les dix ans qui viennent.
Je dis bien, un programme de transformation partielle des structures de notre société, sans plus, sans démagogie, limité dans des propositions de transformation réelle, et que le Parti fasse savoir que pour cela il est disponible, mais qu'il n'est disponible que pour cela seulement.
Je m'arrête un instant pour mettre un point d'ordre sur cette idée. Il ne faut pas aujourd'hui constater qu'il n'y a pas de participation possible. Cela ne m'intéresse pas. Aujourd'hui, ce que le Parti doit dire, c'est qu'il condamne l'idée de participation, sauf dans des cas où lui-même, le Parti, aura reconnu le caractère parfaitement exceptionnel de la conjoncture.
Mais je dois dire que nous allons être un certain nombre qui, tout en cherchant la synthèse, serons sur ce point très précis et très intransigeants. Et comme il est vraisemblable que nous allons être minoritaires, qu'il est possible en tous cas que nous soyons minoritaires sur une semblable préoccupation, c'est un cas où mes amis et moi demanderons- je ne sais pas comment cela se fait, je ne suis pas habitué à cela - que joue la garantie pour les minoritaires.
(Applaudissements)
C'est alors qu'intervient la deuxième question : mais avec qui cela est-il possible ?

Certains ont déjà répondu et ont dit : mais avec tous ceux qui l'accepteront. Bien sûr, et je suis aussi de ceux qui se gardent, et qui souhaitent que l'on se garde de jeter je ne sais quelle exclusive a priori. Qui sait ce que sera demain, et pourquoi couper n'ont pas encore compris, les chances à ceux qui aujourd'hui mais qui seront demain capables d'accepter ce qui alors sera proposé par notre Parti ?
C'est pourquoi je préfère poser la question autrement : non plus avec qui cela sera-t-il possible, mais "sans qui cela serait-il impossible" ?
Sans qui les Socialistes ne peuvent pas accepter l'idée du pouvoir, de la prise du pouvoir ?
Réponse claire : sans la masse des exploités ; sans la masse des victimes du capitalisme, et au premier chef donc les organisations qui se battent contre le capitalisme, même si ce n'est pas sur les mêmes bases que nous.
Il faut que ce soit clair. Aucun gouvernement ne fera franchir une étape si petite qu'elle soit vers une société Socialiste s'il n'a le soutien de l'immense majorité de la classe ouvrière pour l'appuyer, pour l'encourager dans ses audaces, mais aussi pour en accepter les limites nécessaires.
Si ce n'est pas cela, il ne faut pas qu'il y aille ! Mais où est-elle donc cette majorité de la classe ouvrière. Aussi paradoxale que puisse paraitre mon propos, encore que je l'ai entendu dire depuis deux jours, la majorité de la classe ouvrière est encore probablement à Droite, ou en tous cas elle vote à Droite, car l'un des plus grands succès du capitalisme en France à notre époque, et aussi hélas hors de France, ces capitalistes qui savent très bien qu'ils sont minoritaires, qui sont fort peu nombreux, l'un de leur plus grand succès c'est d'avoir réussi à se maintenir grâce aux voix de leurs victimes !
Les formes de pression se modernisent ; la mise en condition s'améliore, l'intoxication par les moyens audio-visuels se perfectionne tous les jours. La peur des lendemains – pensez non plus seulement à mai et juin 1968 - prend des aspects persuasifs, et pour des militants socialistes, avant de parler des rapports avec les autres, cela devrait être la première des tâches d'aller d'abord vers ceux là, d'aller vers ceux qui ne sont engagés nulle part, d'aller leur démontrer ce qu'est leur condition réelle, objectives comme disent nos voisins ; leur expliquer qu'à côté des frustrations qu'ils ressentent,, qu'ils ressentent moins d'ailleurs quand il s'agit des anciennes, qu'ils ressentent moins qu'hier, il en est d'autres beaucoup plus graves qui les oppressent tous les jours et qui les menacent, et au premiers rangs desquelles le fait que les travailleurs ont de plus en plus tendance à être considérés dans la société capitaliste comme des robots bien huilés, bien entretenus, mais à l'unique condition qu'ils n'aient aucune prise sur leur destin.
Mais il est difficile quelquefois même chez nous de réunir des militants socialistes aussi nombreux qu'à l'ordinaire dans des congrès parce qu'il y a les vacances, et le conditionnement se fait tout doucement, tranquillement. Alors il faut aller éveiller chez ces amis leur conscience de classe !
A côte de cette masse inorganisée, rarement engagée dans la vie politique, aussi peu souvent organisée dans la vie syndicale – qu'on prenne les pourcentages de syndiqués ; dans le privé en particulier, c'est dramatique ! - il en est une autre partie tout de même qui a rejoint les forces anticapitalistes, et l'objectif des

socialistes dans ce domaine encore doit être clair. Il faut travailler à l'union des forces anticapitalistes, syndicales, mutualistes, coopératives, politique, je dis bien toutes.
Or, parmi celles-ci, il y a les Communistes que cela plaise ou non ; et si on accepte l'idée avancée tout à l'heure qu'aucun gouvernement ne fera franchir le plus modeste bond vers la société socialiste s'il n'a pas le soutien de l'immense majorité de la classe ouvrière, alors il faut en accepter le corollaire. Le Parti Communiste ne représente pas, lui non plus quoi qu'il en prétende, la majorité des travailleurs de France, mais il en influence assez pour empêcher s'il le veut l'action d'un gouvernement Socialiste ou pour le déborder dans la surenchère.
Alors il faut que tous les travailleurs de ce pays sachent clairement ce que veulent-les. Socialistes, ce que veulent les Communistes. Et pour le permettre, eh bien il faut organiser, j'allais presque dire reprendre le dialogue ; mais je dirais lequel reprendre le dialogue immédiatement.
Bien sûr, immédiatement, ce n'est pas pendant le mois d'août, il n'y a plus personne. Et le maintenir de manière permanente.
Ce sera là je dois le dire, avec un dialogue de la base au sommet, ce sera là le deuxième critère sur lequel je demanderais à l'heure opportune la garantie nous concernant.
A ce pont du propos, il me faut répondre à des questions ou à des affirmations entendues.
Première affirmation : les Communistes ne changeront jamais. C'est la plus grave. Et c'est, je l'espère, celle que nous arriverons à déraciner dans l'esprit de nos camarades. Car à la base même de la philosophie socialiste, il y a la confiance dans l'homme en son devenir, en sa volonté constante chaque jour de s'améliorer. Cette confiance en l'homme, il faut le dire ! Mais c'est à la base.
Si vous croyez que les Communistes ne sont pas des hommes, il faut le dire ! Mais si vous êtes convaincus qu'ils sont des hommes pervertis, il faut admettre l'idée qu'ils peuvent changer. Ou alors vous vous faites, vous une mauvaise idée de notre conception socialiste. A mon avis, mais combien de fois ne me suis-je pas trompé !
Mais essayons d'aller plus loin. Pourquoi nier l'évidence ? Pourquoi ne pas reconnaître qu'il y a eu des changements ? Pourquoi nier qu'on peut être profondément communiste, et être titiste ? Ce n'est pas un changement cela, déjà ?
Si cela ne peut pas changer, pourquoi en Yougoslavie cela a-t'il changé. Pourquoi la Yougoslavie est-elle probablement le pays du monde communiste qui offre les moins mauvaises solutions dans ce monde communiste.
La Yougoslavie est au monde communiste ce que la Suède est au monde Socialiste. Tout le monde en parle et surtout ceux qui ne savent pas comment c'est fait.
(Applaudissements)
C'est ce qui autorise d'ailleurs Pompidou, Chaband-Delmas, Servan-Schreiber, Poher à s'en recommander désormais.
On va essayer de rendre les choses claires d'ici peu de temps.

Fondation Jean-Jaurès

Autre changement, cela ne devait pas bouger, mais est-ce qu'il n'y a pas eu un XXe congrès du PCUS ? Est-ce que cela ne traduit pas un changement, le fait que sous Khrouchtchev, avec Khrouchtchev on puisse dénoncée le Stalinisme et les crimes personnels de Staline et le culte de la personnalité ? Ce n'est pas un changement ?
Ceux-là ont déjà eu lieu ; pourquoi n'y en aurait-il pas d'autres plus important ?
Mes camarades, c'est pourquoi je suis de ceux qui attachent à Prague tellement d'importance.
Il faudrait me signaler quand il ne me restera que dix minutes, parce que si je commence sur le sujet… Mais j'y suis peut-être déjà !

Le président - Il te reste encore 8 minutes

Guy Mollet - Bon. Eh bien je ne vous explique pas ce que je pense de Prague. Je dis que les changements existent, je dis qu'il y en a même à la base. Des garçons sont nés, et des filles, depuis 1948, il y a des moins de 20 ans élevés dans le contexte communistes et qui tout en restant Communistes sur le plan économique c'est-à-dire collectivistes, veulent la liberté. Vous ne croyez pas que cela a changé ? Moi je dis que si !
(Applaudissements)
Un mot encore des Communistes Français. Moi aussi je souffre, autant que vous, quand je vois remonter à la surface les conservateurs : chez les conservateurs ; chez les Communistes.
(Applaudissements)
Mais quand on peut faire cette constatation là, et cela devrait vous remplir d'optimisme, cela prouve qu'il y en a d'autres qui eux ne le sont pas! Je ne vais pas mettre des noms, j'aurais peur de les compromettre, mais je suis sûr, pour les avoir rencontré qu'il est des hommes qui ont parfaitement pris conscience que leur combat est devenu inutile ; que le combat mené depuis cinquante ans n'a pas transformé la condition des travailleurs de France, même quand ils furent courageux, même quand ils furent héroïques chez eux aussi ; et que même s'ils nous grignotent encore, s'ils nous plument encore, chaque coup les amenuise.
Et même s'ils réussissent cela, au mieux ils seront 30% de la population et, sauf à avoir recours à un grand soir qu'eux-mêmes dénoncent, nous ne ferons pas le gouvernement sans eux, ils ne prendront pas le pouvoir sans nous.
(Applaudissements).
Alors, si vous admettez cela, si vous croyez cela, si vous croyez qu'il y a des jeunes, des intellectuels, des cadres chez eux qui, eux aussi rêvent de secouer leurs conservateurs respectifs ce n'est pas toujours une question d'âge - si vous croyez que chez ex cela existe, et bien il faut m'écouter et il faut me croire : ensemble, eux et nous, il nous faudra trouver la voie française du passage au Socialisme.
J'ai à peine le temps de parler de Prague mais, tout de même je veux avoir dit ceci : il y a des camarades qui n'ont rien compris à ce que j'ai dit, il y a des journalistes qui ont fait semblant de ne rien comprendre à ce que j'avais dit –

Fondation Jean Jaurès

pas tous, c’est comme partout, quoi... il y a le même pourcentage de bons et de mauvais que chez nous.
Pourquoi est ce que j’attache une importance à Prague ? Bien il y a d’abord un certain nombre de raisons profondes. Les camarades du Comité directeur de la SFIO de l'époque se souviennent que je leur ai dit, en Juillet dernier, au moment, où nous allions nous quitter, comme maintenant, que si le Congrès du Parti Communiste Tchèque pouvait avoir lieu en septembre dernier et ce que ce congrès donne les résultats que tout le monde en attendait, c’est l’évènement le plus important de la deuxième moitié du XXe siècle… (applaudissements)… parce que la preuve eut été faire que s’il y a eu volonté de socialisation dans les pays de démocratie volonté de démocratie politique, il allait naître une volonté de démocratie politique dans des pays collectivistes.
Hélas août est venu.
Et quand je dis que cela pose un problème dramatique à l’heure de notre dialogue, j'entends qu'un voisin du Parti me répond à la radio en disant : c'est un alibi, c'est une mauvaise raison. Et pour montrer que c'est un alibi, il analyse un de mes arguments il dit : "Guy Mollet, en utilisant cet argument, c'est qu'après Yalta, la France la France est dans la zone où les américains ne permettraient pas qu'il se passe qu'à Prague."
J’ai trouvé l’argument extraordinaire et extraordinairement faux, car si c’était vrai, ce raisonnement, à quoi perd-on son temps ici ? Est-ce que vous croyez que les Américains nous permettront de faire une société socialiste en France, si on leur demande la permission ?
(Applaudissements)
Et puis il y a une autre raison, c'est que c'est avec des communistes français qu'il faut qu'on détermine la voie française. Alors si ce qui se passe là-bas est grave pour eux, ce qu’en pensent les Communistes français est important pour nous.
Il est nécessaire que nous sachions où, vers quoi nous allons dans ce domaine.
De quoi discuter ? Un programme immédiat ? Non. Cela, c’est facile, un programme de gouvernement avec le Parti Communiste ! 6 personnes, 3 de chez eux, 3 de chez nous, autour d’une table, pendant quatre heures ! J'aime mieux vous dire que c’est terminé. Ce n'est pas de cela qu'il faut discuter. Il faut discuter de ce que l’on appelle chez eux la démocratie avancée. Il faut discuter de la façon dont, de la démocratie avancée, on passe au Socialisme dans le respect de la démocratie. Nous l’avons dit en termes clairs dans notre motion ?
Qu’on ne nous présente pas comme des cryptos et les autres comme des purs. Ce débat-là, je l’ai déjà eu avec des militants communistes, avec les responsables nationaux communistes à l’heure où vous m’en aviez donné le mandat. Ce débat-là, il n'y a que ceux qui ne savent pas au fond de leur cœur, ce qu'est la pensée socialiste, qui puisse le redouter. C'est un débat, au contraire dans lequel nous avons, sur le fond, toujours tellement raison qu’il faut non seulement ne pas le refuser, mais le rechercher inlassablement.
(Applaudissements)
Encore une question sur ce point : et si les communistes refusent ? Eh bien nous continuerons !

Collection Jean Daniel

Voyez-vous, le plus grave, c'est que chez les travailleurs ont ait pu croire récemment et on puisse croire que c'est nous qui brisions l'unité. Il faut que la démonstration soit faite de qui est tributaire et de qui ne l'est pas, il ne faut pas que nous disions, c'est clair : les socialistes n'essaieront pas de gérer la France dans le cadre du régime capitaliste. Ils sont prêt à aller par étapes, non pas par je ne sais quel bond révolutionnaire (au singulier), mais par une série de bonds (au pluriel) chacun étant une réforme et une transformation. Nous disons : nous sommes prêts à discuter des délais. Une condition une condition unique : dans la garantie démocratique. Nous ne le permettrons pas qu'elle soit touchée, parce que nous sommes dans un pays de tradition démocratique, et parce que c'est dans la tradition des socialistes français, y compris des socialistes français qui sont devenus communistes, c'est dans la tradition ouvrière française que la confusion constante entre la défense des libertés et la revendication sur le plan économique et social.
Alors, nous allons leur dire çà, et le dire en public, partout, et dire : "Nous sommes prêt à aller au gouvernement ensemble, sur ces bases-là".
Les communistes disent ce n'est pas possible ! Alors, nous aurons des gouvernements conservateurs, et il faudra que les travailleurs prennent conscience que la responsabilité, dans ce cas n'est pas la notre. Car il n'est pas vrai que la majorité des travailleurs de France soit prête à sacrifier ses 1ibertés sur le plan politique pour avoir des satisfactions sur le plan économique. Elle est en majorité d'accord avec nous pour les deux préoccupations économiques et politiques, sur le plan de la démocratie, aillent de paire. Nous n'avons rien à y voir.
Mais ce que je ne comprends pas, c'est que trop souvent ce sont des anciens du Parti qui sont le moins près de moi dans ce domaine.
Camarades, cela a déjà été dit hier, le Parti Socialiste est malade aujourd'hui est, c'est vrai, il était bien plus malade en 1920… Les copains qui sont sortis n'étaient pas moins de 30 000 (?) Oui, oui… Blum… et je n'ai pas toujours été d'accord il y a quelque vingt ans et je retrouve la même atmosphère, il y a des moments où la rénovation prend figure à mes yeux de restauration, mais c'est la méchanceté que je ne voudrais pas dire… (rires)… Blum, à cette époque – pas tout seul… c'était un parti dont le secrétaire était un homme à qui on a fait des reproches par la suite, Paul Faure, mais qui, dans cette période, a été solidaire de Léon Blum sur l'essentiel…oui, de 1920 à 1936, c'est long pour les ministérialistes… encore qu'on a tout de même 11 ans derrière nous, il faut prendre patience… pendant 11 ans il a tenu le Parti hors du pouvoir, au prix d'une crise folle en 1933, dans le déchirement sur le plan humain, dans le déchirement sur le plan du Groupe parlementaire, dans le déchirement sur le plan du Parti, mais en 1936, il a refait ils ont ensemble refait du Parti Socialiste de la SFIO de l'époque.

Le président – Abrège !

Guy Mollet – Bien je termine.

Il en avait refait la première formation politique de France. Alors le dernier point qu'il m'aurait fallu évoquer, je ne vais pas le faire, au risque d'étonner quelques-uns, c'est le point qu'a essayé d'évoquer devant nous notre ami Deixonne, du Planning, car parmi les formes d'aliénation qu'il va falloir que nous étudions, car parmi ces formes, qu'il faut étudier dans le prochain programme de Décembre, si l'on veut donner une réponse socialiste sérieuse aux problèmes de notre siècle, il faut que cela figure. Je m'étais promis de vous en parler, je n'ai pas le temps, tant pis pour moi.
Alors, je conclus : si le Parti acceptait, mes camarades, de s'attacher à cette tâche, de faire en son sein un peu d'éducation, de faire que ceux qui sont candidats au nom du Socialisme, ou qui parlent au nom du Socialisme, s'imposent d'abord l'effort nécessaire pour savoir ce que cela veut dire... (Applaudissements)... de faire aussi l'effort nécessaire pour savoir que l'on est en 1969, qu'il est apparu des formes nouvelles d'aliénation, qu'il est apparu dans le capitalisme des formes totalement nouvelles de mainmise sur le pouvoir de décision, qu'il faut donc fournir les réponses de notre temps, il y en a qui savent trop ce qu'ils savaient il y a quarante ans et qui n'ont pas essayé de voir les changements intervenus ailleurs, si le nouveau Parti pour être vraiment nouveau, plus que dans ses hommes, et dans son contenu, et dans sa substance, veut bien s'attacher à se battre sur ce plan-là, le faire comprendre autour de lui.
Alors, mes camarades, renaîtront les chances du Socialisme.
(Applaudissements très prolongés)

Le président - Claude Fuzier a la parole pour 20 minutes.
Ah ! tu renonces… ?
(Applaudissements)
Le débat général est terminé. Je donne la parole à Cazelles, pour une communication.

Ernest Cazelles

Mes chers camarades, conformément au programme des travaux, vous avez maintenant à procéder au vote indicatif, en vue de la formation de la Commission des résolutions, ensuite tout de suite après ce vote, à assurer le vote pour les organismes directeurs, qui comprennent : le Comité directeur, la Commission nationale des Conflits et la Commission nationale de Contrôle.
Sur le premier point, vote indicatif, je vous indique la méthode:
Chaque délégation de fédération enverra un camarade muni de son mandat auprès de Christian Cailleret, pour retirer le bulletin de vote de chaque camarade, pour le vote indicatif.
En ce qui concerne les bulletins de vote pour les organismes centraux du Parti - Comité directeur, Commission des conflits, Commission de contrôle - chaque fédération enverra un délégué, muni de sa carte de délégué, bien sûr, dans le hall d'entrée, afin de retirer l'enveloppe contenant l'ensemble des bulletins de vote pour ces organismes.
En ce qui concerne maintenant le vote indicatif, il est proposé d'abord de voter

Fondation Jean Jaurès

sur une motion qui a été déposée par notre Camarade Poperen, motion intitulée "motion préalable sur l'orientation indicative".
Ensuite, on pourrait voter - c'est une proposition qui vous est faite - pour la motion fidélité aux principes et modernité dans l'action, motion qui est intitulée E 2, dont un des signataires est Guy Mollet.
Puis, pour la motion regroupée et rénovée, qui est intitulée E1 et dont l'un des signataires est Alain Savary.
Pour la motion intitulée "fidélité et courage" dont l'intitulé est E7, et dont l'un des signataires est Arthur Notebart, et ensuite, certaines fédérations se sont prononcées pour la synthèse...

Arthur Notebart - Pas la mienne, c'est-à-dire que nous nous rallions à la motion majorité Nord.

Ernest Cazelles - Alors, c'est la motion E7 ?

Arthur Notebart - Non. Majorité Nord, et pas E7.

Ernest Cazelles - J'avais indiqué qu'il y avait la motion "fidélité et courage" (E 7), et je répète que ce que j'avais indiqué sous la rubrique E 7, "fidélité et courage" est signé Arthur Notebart. C'est une motion du Nord.

Arthur Notebart - Non. On la retire.

Ernest Cazelles. - Vous la retirez et vous faites voter pour la motion Nord. C'est clair.

Debesson - Ce n'est pas la même. Elle était déposée, oui.

Ernest Cazelles - Eh bien ! oui, c'est bien ce que je dis !
Ecoute, Debesson, je te demande de venir à la tribune pour expliquer le retrait de la motion E 7 et préciser alors que c'est la motion de la fédération du Nord dont il s'agit, si je ne suis pas assez clair.

Debesson - Tu ne l'es pas assez.
Camarades, il faut que les choses soient tout à fait claires. J'ai expliqué hier que la fédération du Nord s'était partagée sur une partie des motions qui étaient présentées. Il y a entre la motion de Notebart et celle qu'a adoptée la majorité de la fédération du Nord, je l'ai dit hier, des nuances. Ces nuances n'ont pas une importance telle qu'Arthur Notebart ait cru devoir maintenir sa motion, c'est-à-dire qu'il se rallie à la motion de la majorité du Nord. Je répète qu'il s'agit de deux motions qui étaient différentes, celle qui est maintenue est celle de la majorité de la fédération du Nord dont j'ai parlé hier.... (Brouhaha dans la salle)

Dans l'assemblée - Quel est le numéro ?

Fondation Jean-Jaurès

Ernest Cazelles - Il n'y a pas de numéro pour la motion du Nord, mais c'est la motion du Nord-qui a été déposée.

Debesson - Le Bureau n'a pas voulu qu'on la distribue.

Ernest Cazelles - Et enfin, comme je l'ai dit tout à l'heure, il y a la synthèse. Un certain nombre de camarades me font savoir qu'ils ont voté la motion ou l'appel qui a pour titre "Pour le renouveau et l'unité socialiste", qui vaut synthèse.
Voilà les explications que j'avais à fournir au nom du bureau du Congrès.

Le président - Poperen demande la parole sur ce problème.

Jean Poperen - Je crois qu'il faut que nous allions vite et que nous évitions un débat£ de procédure, mais je voudrais simplement demander à Cazelles ce qu'il a entendu dire exactement en disant "on votera d'abord" ; cela veut dire quoi ?
Il y a 5 motions et il y en a une qui est n° 1, l'autre n° 2, etc. Est-ce que cela veut dire qu'il y a d'abord un vote sur cette motion ?...

Le président - Non, non, elle est mise avec les autres.

Jean Poperen

Alors, si tu permets, je te demande deux minutes à ce propos. C'est, en effet, le fond du débat.
Je crois que nous nous sommes mal fait comprendre. Il s'agirait d'un texte qui n'a pas prétention à être un texte contradictoire, par rapport tout au moins à un certain nombre d'autres, mais bien d'un effort comme son titre l'indique, pour dégager, s'il est possible - mais tout indique d'après les débats que c'est possible - pour dégager d'entrée de jeu une large majorité sur une option claire. Sinon, nous allons nous trouver en Commission des résolutions, avec une série de motions qui auront recueilli un certain nombre de voix, de mandats, dans le vote indicatif, mais entre lesquelles, pour un certain nombre d'entre elles, nous a-t-on dit, les désaccords sont secondaires. S'il en est ainsi, cela veut dire que le choix se fera tout entier au sein de la Commission des résolutions.
Nous pensons qu'il est sain, pour le grand débat de ce Congrès, entre deux grandes options - Christian Pineau en avait vu trois, je lui dis amicalement qu'à mon avis, il n'y en a vraiment que deux, car comme on l'a fait remarquer, personne ici, à ma connaissance, n'a parlé d'un engagement inconditionnel avec les Communistes, il y a donc deux positions, mais il y en a incontestablement deux- nous pensons qu'il est sain pour les débats du Congrès qu'avant d'aller en Commission des résolutions, on sache quelle est la volonté de la majorité du Congrès, par rapport à ces deux options, et qu'à l'intérieur de ce premier choix qui sera fait, éventuellement, les regroupements puissent s'organiser en Commission.
Il n'est pas possible, à moins de vouloir retomber dans un certain nombre

Fondation Jean Jaurès

d’errements, que le Congrès ne dise pas, pour la clarté de son travail, avant la Commission des résolutions, quelle synthèse il souhaite.
Le texte que nous avons soumis ne traite pas de toutes les questions ; il traite essentiellement des questions qui ont été débattues ici et sur lesquelles le Parti doit trancher, au moment de sa naissance.
Il faut donc qu'avant même d'aller définir ce que sera la position finale du Congrès, c'est-à-dire de travailler à mettre au point un texte majoritaire, le Congrès indique lui-même à la Commission des résolutions quelle est la tendance dominante la tendance majoritaire.
Quant à la composition de la Commission des résolutions, puisqu'il est bien entendu que c'est finalement le Congrès qui décidera, sur rapport de la Commission des résolutions, j'avoue que je ne vois pas d'inconvénient à ce que cette Commission soit composée à l'amiable, car ce n'est pas la majorité de la Commission qui décide, c'est la majorité du Congrès. Par conséquent, la Commission rapportera, à l'issue de ses travaux, qu'elle a abouti à un, à deux ou trois textes, sans indiquer lequel a été majoritaire au sein de la Commission, cela ne nous regarde pas. Nous constaterons qu'elle a abouti à dégager une, ou deux, ou trois options, et c'est le Parti qui en décidera, le Congrès qui décidera, il est assez grand pour cela.
Je dis donc que ce n'est pas un obstacle sérieux. Et pour terminer, je voudrais indiquer que cette méthode, un peu nouvelle, que nous proposons, peut être déconcertante pour certains camarades, j'en conviens, mais cette méthode sera le premier signe d'une volonté de changement, le premier signe qu'on ne veut pas s'en remettre à un jeu qui, incontestablement, a été confus avant le Congrès, parce qu'il y avait trop de textes, et qui le demeure au moment où nous allons ouvrir le vote.
Nous demandons donc qu'il s'agisse là d'un vote indicatif, d'orientation générale, en vue d'une synthèse, - car le mot préalable a quelque chose peut-être de choquant - mais qui doit venir avant d'éventuelles prises de position sur les autres motions.
(Applaudissements)

Le président

Si je comprends bien la proposition de notre ami Poperen, il demande que son texte, le texte qui a été distribué, qui s'appelle "le texte Poperen" soit, en quelque sorte, une motion préalable que l'on vote pour ou contre d'abord sur cette motion préalable, avant de choisir entre les différentes motions qui ont été déposées.
Cette procédure me paraît impossible....
(Protestations).
Ecoutez ! De toute manière, vous allez trancher, c'est vous qui trancherez démocratiquement ; alors, écoutez-moi pendant quelques instants ; la majorité décidera.
Cette procédure, je le répète, me paraît très difficile à accepter, car à partir de ce moment-là, pourquoi est-ce qu'un camarade qui a déposé une autre motion - le texte qu'on appelle "Guy Mollet", ou le texte "Savary", ou "Mauroy" ou un autre

- pourquoi est-ce que ce camarade ne demanderait pas que son texte soit considéré comme motion préalable et qu'on se prononce pour ou contre avant de se prononcer en faveur des autres ?
Cette procédure me paraît tout à fait inhabituelle et impossible à accepter.
Maintenant, il y a deux propositions.
Il y a la proposition de Poperen, que vous avez entendue, c'est-à-dire que son texte soit considéré comme proposition, comme motion préalable, et qu'ensuite, on vote sur les autres.
Et puis, il y a la proposition d'Ernest Cazelles, qui demande que tous les textes soient mis les uns à côté des autres, que les fédérations choisissent, que la Commission des résolutions soit constituée en fonction de ces différents textes, et puis c'est à la Commission des résolutions de délibérer en fonction de cela.
Il y a donc ces deux thèses, et si vous voulez on va choisir.
Que ceux qui sont favorables à la thèse Poperen le manifestent en levant la main ?

Arthur Notebart - Un vote par mandats !
(Protestations)

Le président - Quels sont ceux qui sont favorables au vote par mandats là-dessus ?
Il faut, vous le saviez, le l/10ème des délégués.
Avis contraires ?
Il n'y a pas le l/10ème des délégués, donc pas de vote par mandats.
Vous allez donc voter à main levée pour Poperen ou pour Cazelles.
La proposition Poperen est une motion préalable avant le vote sur les autres. La proposition Cazelles est de voter sur toutes les motions, la motion Poperen comme les autres, et la Commission des résolutions est constituée en fonction de ces votes.
Que ceux qui sont pour la proposition Poperen le manifestent en levant la main ?
Pour la proposition Cazelles ?
La proposition Cazelles est donc adoptée à l'unanimité.
Donc, le vote indicatif aura lieu comme l'a indique Cazelles.
Vous êtes priés de venir chercher vos bulletins de vote auprès de Caillieret et de les remplir le plus rapidement possible, pendant ce temps-là, la séance est suspendue...

Ernest Cazelles - Plusieurs délégués m'ont fait savoir qu'à la suite de ces discussions, ils n'avaient pas entendu la première partie des indications que j'avais don nées. Si vous le voulez bien, je vais donc les répéter.
Il y a donc, d'une part le vote indication de la motion Poperen, sur la motion Savary sur la motion Guy Mollet, sur la motion du Nord. Et un certain nombre de fédérations qui s'étaient prononcé pour l'appel, on demande de voter l'une des motions qui a leur préférence et la synthèse ensuite, s'ils le désirent.
J'espère que c'est clair maintenant.

Fondation Jean-Jaurès

Le président – Ce n'est pas encore très clair. Je donne la parole à Pierre Mauroy pour apporter une clarification.

Pierre Mauroy - Camarades, je ne peux confirmer ce qu'a dit Cazelles : vous avez la motion Poperen, la motion regroupée et rénovée ; vous avez la motion "fidélité aux principes", "modernité dans l'action".
En ce qui concerne l'appel, qui commence par ces mots : "Cet appel n'est pas une motion…", ce qui a été dit dans l'appel, la nuance qui a été introduite dans l'appel en ce qui concerne, par exemple, le débat, le dialogue, a été exprimée par Debesson et moi-même à cette tribune. Par conséquent, les fédérations doivent choisir entre les différentes motions et ceux qui veulent ajouter une idée de synthèse, l'ajoutent, mais après avoir choisi entre ces motions.

Le président – C'est clair maintenant ?
La scéance est donc maintenant vraiment suspendue, vous pouvez voter.

(Il est procédé au vote puis au dépouillement de ce vote indicatif).

Le président – Je vous informe que pour l'élection du Comité directeur, Darmont est candidat sous le nom de Vendôme.

Ernest Cazelles – Je vous donne quelques indications pratiques :
- la première, c'est que le scrutin pour les organismes centraux sera clos à 14h30 ;
- La seconde, c'est que sur le bulletin de vote concernant la Commission des conflits, une erreur a été commise : Gilbert Bonnemaison de la Seine-Saint-Denis, porté candidat, ne l'est pas.

Le président – La parole est à Cazelles pour vous donner les résultats du vote indicatif.

Ernest Cazelles - Camarades, voici les résultats du vote indicatif !
- Sur les 3.074 mandats, ont obtenu :
Motion Savary : 436
Motion Guy Mollet : 1 013
Motion du Nord : 1 135
Motion Poperen : 293
Motion de synthèse : 101
puis 820 mandats se sont portés sur le désir de synthèse. Ces 820 mandats sont répartis sur différentes motions.
Il y a eu 60 absentions et 36 absents.
Ce qui donne la répartition suivante pour la Commission des résolutions,
composée de 45 Membres : Savary : 7 représentants, Guy Mollet : 15, pour la motion du Nord : 17, pour la motion Poperen : 4, pour les fédérations qui se sont

Collection Jean-Jaurès

prononcés pour la synthèse : 2 représentants.

Le président – Maintenant, je crois que la meilleure solution serait de demander aux représentants des différents courants de se réunir pour choisir leurs représentants à la Commission des résolutions.
La séance est donc suspendue à nouveau pour une demi-heure.
La séance est reprise.
Je prie Cazelles de vous donner la composition de la Commission des Résolutions.

Ernest Cazelles - Voici cette composition : Blanckaert - Caillieret – Chandernagor – Debesson – Fajardy - Gazier - Intherman – Jaquet – Laurent – Leenhardt – Loo - Mauroy - Notebart – Pontillon – Quilliot – Souton - Weygand - Bernardin – Bérégovoy – Enoch – Lespèce – Savary – Taddei - Verdier – Chevènement – Lavarède – Martinet - Poperen - Hénier - César – Cépède – Cheminade – Champaix - Descène - Fleury – Fuzier – Courtois – Joseph – Le Floch - Lesavour - Guy Mollet – Jacques Piette – Pineau – Georges - Guille et Jules Moch.

Le président -C'était la composition de la Commission des résolutions que j'invite à se réunir immédiatement.
La séance est levée et sera reprise à 19 heures.

(La séance est reprise à 20 h 45, sous la présidence de Kléber Lousteau.)

Le président (Kélber Lousteau)

Camarades, la séance est ouverte.
La parole est à Josephe, pour son rapport sur les Statuts.

Josephe

Je m'excuse, je ne vais pas reprendre le rapport sur les statuts, mais c'est pour une question de procédure.
La Commission des statuts avait proposé de renvoyer devant un Congrès national ordinaire un certain nombre d'articles, mais il fallait que ce soit d'abord approuvé par la Commission des résolutions. Elle a donc, cette Commission, approuvé le texte que je vais vous lire maintenant s
"La Commission propose que les dispositions contenues dans les articles 11, 37 et 38, qui sont relatifs à la représentation des régions dans le cadre d'une réorganisation, sur ce plan-là, de nos structures, et les dispositions contenues à l'article 16 - c'est la présentation et le mode d'élection aux organismes centraux, au scrutin majoritaire ou à la proportionnelle - que l'ensemble de ces dispositions fasse l'objet d'une nouvelle étude approfondie par l'ensemble des Membres du Parti et soit mis en conséquence à l'étude du prochain Congrès ordinaire"»
Voilà ce qui vous est soumis.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Alors, je mets aux voix le rapport de Josephe, Ceux qui sont partisans de l'adopter sont priés de le manifester en levant la main ?
Baissez les mains, je vous prie.
Avis contraires ?
Pas d'abstentions, bien sûr. Adopté à l'unanimité.
La parole est à Gauthier, pour le rapport sur les cotisations.

Gauthier

Camarades, la Commission des finances, désignée par le Congrès, et composée des camarades (lecture de la liste des Membres), s'est réunie en présence de Victor Provo et de Jacques Jamais (?}, Conseiller technique.
La Commission a commencé par examiner les prix proposés au Congrès pour les feuillets et pour les différentes catégories de timbres pour 1970.
La Commission a retenu les prix proposés, à savoir :
Feuillet cotisation : F. 4,10
Timbre n°1 : F. 1,25
Timbre n°2 : F. 2,50
Timbre n°3 : F. 5,-
Timbre n°4 : F. 0,40.
La Commission a ensuite examiné les propositions faites en ce qui concerne les différentes catégories de timbres et je vous rappelle que ces catégories sont faites par référence aux salaires. Pour gagner du temps, je ne vais pas vous les énumérer, mais le timbre n°4 correspond au pourcentage de 20%, le timbre n°1, à 45% minimum, le timbre n°2, à 30% minimum, le timbre n°3, au minimum de 5%.
Sur ce point particulier, la Commission a été saisie d'une modification par la fédération du Pas-de-Calais, sur les pourcentages que je viens de citer, qui a proposé :
-Timbre n°1 s 50% au lieu de 45, - Timbre n°2 s 15% au lieu de 30 et timbre n°3 à 10% au lieu de 5.
La Commission n'a pas retenu cette proposition et, en conséquence, propose au Congrès le pourcentage qui avait été indiqué dans le rapport que chaque Congressiste a sur sa table.
La Commission ensuite, toujours sur les pourcentages, s'est penchée sur la situation des Sections d'Entreprises et des Sections universitaires.
Elle propose au Congrès :
- en ce qui concerne les sections d'entreprises et Universitaires, il appartiendra à la fédération concernée de distribuer le matériel aux Sections d'Entreprises et les timbres correspondant aux catégories de salaires des Membres desdites Sections d'Entreprises, et il en sera de même pour les Sections universitaires, puisque, dans ces Sections, il y aura bien sûr des étudiants, mais il y aura également des Membres du Parti parmi le personnel administratif et professoral.
La Commission s'est également penchée sur la situation d'une fédération qui, en particulier, a indiqué qu'une partie très importante de ses adhérents avaient un

Fondation Jean-Jaurès

salaire inférieur au SMIG.
La Commission a estimé qu'il ne lui était pas possible de proposer au Congrès une dérogation quelconque et que c'est à l'intérieur de la fédération qu'un équilibre doit se faire avec des applications strictes de la cotisation sociale.
Enfin, la Commission s'est penchée également sur une proposition qui tendait à émettre un nouveau timbre n°5, pour les salaires dépassant les 1 000 F. mensuels et qui s'appliquent actuellement au timbre n°3.
La Commission n'a pas retenu cette proposition, étant donné que les fédérations peuvent fixer le prix de vente du timbre n°3 en fonction du salaire ou du traitement perçu par l'adhérent.
En conclusion, la Commission propose au Congrès d'accepter pour 1970,
feuillet : 4,10,
Timbre n°1 : 1,25, pourcentage autorisé, au maximum 45%,
Timbre n°2 : 2,50 - pourcentage autorisé, minimum 30%,
Timbre n°3 x 5 F., pourcentage autorisé, minimum 37%
-Enfin, timbre n°4 x 0,60 - pourcentage autorisé, au maximum : 20%;

Le président - Je mets aux voix le rapport présenté par Gauthier.
Ceux qui sont partisans de l'adopter sont priés de le manifester en levant la main ?
Baissez les mains, je vous prie.
Avis contraires : 3
Abstentions : 5
Le rapport est donc adopté à l'unanimité, moins 3 voix et 5 abstentions,.
Nous arrivons maintenant à l'orientation générale.
Nous sommes en présence de 2 textes, l'un présenté par Bernardin, au nom de la majorité de la Commission des résolutions et l'autre présenté par Notebart, au nom de la minorité de la Commission.
La parole est à Bernardin pour présenter son texte.

Bernardin

Je n'ai d'autre mérite à être à cette tribune que d'être un nouvel élément, dans le Parti Socialiste.
La Commission des résolutions, vous venez de l'entendre, s'est partagée entre 2 textes.
Le texte que je présente et qui a recueilli la majorité, a obtenu 36 voix en sa faveur, 3 contre, 1 abstention.
Ce texte est un document de travail assez long, car il s'est efforcé de confronter les motions en présence et d'obtenir à la fois la synthèse la plus complète possible, sans rien sacrifier à la clarté et à la rigueur. Vous en jugerez vous-mêmes par la lecture que je vais donc faire.
Ce texte comporte deux parties :
-la 1ère partie est consacrée aux orientations générales ou encore à la stratégie du Parti ; la seconde partie est consacrée au plan d'action socialiste et au programme;

Fondation Jean-Jaurès

- Première partie : orientation générale.- Voici le texte qui vous est soumis :
- Le parti ne considère pas que l'accession aux responsabilités gouvernementales soit le préalable absolu à la réalisation de ses objectifs. Il sait qu'un Parti Socialiste peut exercer une grande influence en restant dans l'opposition alors qu'une participation gouvernementale fondée sur des compromis sans principe n'engendre que l'échec, le découragement et la désillusion.
Il n'en demeure pas moins que dans la société actuelle, l'action gouvernementale, conjuguée avec celle des organisations des travailleurs et avec celle des responsables des collectivités locales est un levier essentiel de toute transformation socialiste.
Pour éviter les écueils de l'opportunisme, le Parti doit donc se doter d'une stratégie rigoureuse et y subordonner les décisions qu'il sera amené à prendre.
Le parti ne peut fonder sa stratégie uniquement sur le développement de ses propres forces dans l'espoir de conquérir à lui seul la majorité absolue du corps électoral. Il doit définir les alliances qui lui permettront de coopérer avec d'autres formations politiques en vue de franchir une étape de la construction socialiste et qui devront être expliquées avec clarté à l'opinion publique ; il ne peut donc motiver ses alliances par le seul thème de la défense de la République et de la démocratie.
En dehors des cas exceptionnels dans lesquels cette tactique se justifie, la participation du Parti Socialiste au pouvoir ne se conçoit que dans la mesure où elle permet de faire avancer le pays vers le Socialisme, ce qui interdit toute alliance avec les forces politiques représentatives du capitalisme, y compris par la recherche de combinaisons centristes.
(Applaudissements)
L'union de la Gauche constitue donc l'axe normal de la stratégie des socialistes. Le retentissement que cet objectif a actuellement dans tous les secteurs représentatifs de la Gauche rend une telle stratégie possible, mais elle n'aura d'efficacité sur l'opinion, et par conséquent de chances auprès du corps électoral, que si elle cesse d'être un thème sentimental et offre une perspective de remplacement de la coalition des gestionnaires conservateurs du Centre et de la Droite.
(Applaudissements)
L'union de la Gauche ne peut se faire que sur des principes et sur un programme inspirés par les idées maitresses du Socialisme et discutés avec toutes les forces qui s'y rattachent.
Le choix des partenaires doit cependant éviter toute exclusive qui, résulterait des divisions politiques anciennes ou d'étiquettes héritées du passé.
Le Parti n'aurait aucune raison de s'isoler des forces démocratiques qui, sans se reconnaître explicitement dans sa doctrine en viennent à dénoncer certains effets du régime capitaliste. Ces forces pourront être considérées comme des interlocuteurs normaux.
Le Parti Socialiste doit engager sans préalable et poursuivre un débat public avec le Parti Communiste portant sur les modalités du combat contre les forces capitalistes, sur les voies de passage au Socialisme, sur les fondements de la

société socialiste.
Mais, les socialistes ne peuvent se contenter de déclarations d'intention ou de positions équivoques sur des problèmes fondamentaux, tels que la liberté ou l'indépendance des peuples. Ce dialogue doit être sans complaisance.
Le Parti Socialiste doit notamment se refuser à souscrire, même implicitement, à des formules qui sont actuellement profondément mises en cause dans les pays de l'Est par les éléments rénovateurs, qu'il s'agisse des libertés publiques ou de l'organisation de l'Economie.
Ce dialogue est un élément de la plus grande importance pour aboutir à un accord politique, mais il ne pourra aboutir à cet accord que si des réponses satisfaisantes sont apportées aux questions fondamentales.
Le Parti doit adopter, à l'égard des milieux sensibles aux thèmes gauchistes, une attitude qui ne soit ni négative, ni paternaliste, ni complaisante.
Les socialistes prennent en considération les problèmes particuliers des jeunes et des intellectuels dans la société actuelle, qui expliquent leur vision particulière du Socialisme. Ils comprennent la signification de la révolte de Mai 1968 et étudient les perspectives qu'elle a ouverte, mais le Parti doit éviter de confondre ses aspirations profondes avec les traductions doctrinales qui en sont données et qui se rattachent au maoïsme ou à l'anarchie.
Le Parti rappelle la nécessité d'analyse sérieuse du monde actuel, l'opportunité d'étapes dans la construction du Socialisme et le danger de gestes provocateurs.
Enfin, sans mettre en cause l'indépendance des Syndicats à l'égard des formations politiques, le Parti doit les convaincre que leur action n'aboutira à ses fins ultimes que dans le cadre d'une transformation socialiste à laquelle ils ont le devoir de collaborer.
Le Congrès constitutif est une étape décisive dans l'édification d'un Socialisme moderne ; il n'est, malgré tout, que le commencement d'une entreprise qui exigera un effort collectif prolongé, car le regroupement des socialistes n'est pas encore achevé.
Le Parti entend associer à sa réflexion sur le modèle français de démocratie socialiste de notre temps, les militants d'organisations syndicales et de mouvements de jeunesse.
Il prendra à cette fin l'initiative de rencontres dent la campagne se déroulera dès l'automne.
Il propose dès maintenant aux autres formations de la Gauche socialiste, et notamment au PSU et à la Convention des Institutions républicaines, de concourir à ce vaste travail.
(Applaudissements).
Le Parti s'efforcera, dans son fonctionnement, de préfigurer la démocratie socialiste qu'il entend promouvoir. A cette fin, il assurera aux militants tous les moyens nécessaires pour élaborer, décider, désigner et renouveler les responsables, contrôler leurs actes et ceux des élus ; il exigera enfin de tous la discipline la plus stricte dans l'exécution des décisions.
(Applaudissements)
Voilà la première partie de ce texte consacré à la motion d'orientation générale.

Fondation Jean Jaurès

La seconde partie a trait au Programme.
S'agissant du programme, il était bien évident que la Commission des résolutions n'allait pas anticiper sur les travaux qui devront être conduits au cours des réunions de Sections et lors des prochains Congrès et il ne s'agit donc ici que de définir des principes et de promouvoir une méthode à cette fin.
La majorité de la Commission propose ceci :
- Un Congrès extraordinaire sera convoqué avant la fin de l'année 1969 pour donner au Parti un plan d'action socialiste, adapté aux besoins de notre temps.
En vue de ce Congrès, un large débat sera ouvert dans le Parti ; il sera précédé par une conférence nationale d'information.
Son élaboration, élaboration de ce plan d'action socialiste, s'inspirera des idées contenues dans certains développements de la motion parmi les signataires de laquelle on retrouve notamment Alain Savary.
Je vais lire très rapidement ces éléments qui définissent des principes dont devront s'inspirer les travaux d'élaboration du plan d'action socialiste :
1°- réduire au strict minimum compatible avec les exigences du rendement social toutes les inégalités du pouvoir de richesse et de dignité, et au premier chef les inégalités qui se transmettent par l'héritage.
2° donner un haut degré de priorité à la satisfaction des besoins sociaux collectifs actuellement gravement méconnus. Ces besoins concernent : la santé, du cadre de vie urbain ou rural, les rapports de l'homme avec la nature.
3° fonder la liberté de la personne, permettre la pleine réalisation de ses capacités et la promotion de rapports plus authentiques entre les hommes.
4° inscrire dans la réalité l'aspiration internationaliste du mouvement socialiste au service de la paix et de l'égalité entre les peuples.
L'analyse scientifique des caractéristiques suivantes du monde actuel s'impose avec force.
Le capitalisme, après guerres et crises, et par l'action même des forces populaires qui en ont combattu les douloureux aspects a atteint, dans notre pays développé un haut degré d'efficacité et de complexité. Il s'est intégré dans les structures d'Etat qui le modèlent et le là rendu moins intolérable. Il présente surtout le visage de la société de consommation qui offre au plus grand nombre des satisfactions certes souvent incomplète et illusoire, mais jugées par presque tous indispensable.
La prise de contrôle d'un tel régime en est rendue plus difficile parce qu'elle doit s'accomplir sans régression économique et parce qu'elle implique la maîtrise des mécanismes extrêmement perfectionnés et essentiels.
De même on ne peut pas ignorer les conséquences qui découlent de notre appartenance au Marché Commun et l'influence des relations économiques internationales sur notre développement.
Les formules de collectivisation appliquées sous l'influence soviétique doivent donner à réfléchir ; ni la planification autoritaire, ni le dirigisme bureaucratique ne répondent aux besoins de la France actuelle.
Le caractère hautement technique de nos modes de production tend à instaurer dans la société une nouvelle forme d'inégalité, fondé sur la possession du savoir

Fondation Jean Jaurès

maîtrise des méthodes d'organisation.
Que le patrimoine intellectuel des hommes soit devenu un facteur production essentiel, une source de pouvoirs et de revenus parmi les plus importants, explique l'apparition du combat autour du savoir mené par ceux qui refusent la monopolisation. Mais 1968 n'est à cet égard qu'un signe avant-coureur.
Les socialistes ont donc la responsabilité de proposer une véritable politique de mouvement définissant :
1°- les moyens de concilier la décentralisation nécessaire des décisions économiques avec les progrès indispensables de la propriété collective et l'orientation d'ensemble de l'économie.
2°- les moyens de satisfaire à un niveau suffisant les besoins collectifs fondamentaux qui découlent de la nature physique, mentale et sociale de l'homme, et des modalités dans lesquelles ces besoins doivent être satisfaits.
3°- les moyens assurant une réelle liberté de la personne et sa participation à la vie sociale, dans un complexe dominé par le développement d'un système bureaucratique hiérarchisé. Cela implique notamment la mise en place de structures démocratiques nouvelles, évitant la monopolisation des différents formes de pouvoirs par des groupes restreints.
4°- La stratégie du mouvement socialiste vis-à-vis des divisions et des inégalités dramatiques du monde actuel et de la construction de l'Europe.
Le Parti devra donc concevoir une politique étrangère active et impartiale, garantissant la paix par le désarmement, la sécurité collective et l'égalité entre les peuples. L'orientation de l'Europe en voie d'unification vers les solutions socialistes est un objectif fondamental.
Le Parti Socialiste affirmera que les pays industrialisés ont l'impérieux devoir de contribuer aux efforts de dévellopement du tiers monde. Cette contribution doit être libre de toute contrepartie d'influence politique, économique et culturelle. Elle doit être orientée vers l'avenir et non vers le maintien des systèmes d'échange actuels. Elle comportera donc notamment une aide au développement industriel et une ouverture des marchés européens à leurs produits.
Voici donc les principes qui devront inspirer les travaux préparatoires et l'élaboration de ce plan de l'action socialiste.
Mais dans l'immédiat, il importe de rappeler certains éléments qui doivent gouverner notre action.
C'est pourquoi, dans l'immédiat, et en vue notamment de fixer l'attitude des élus du Parti.
Le Congrès donne mandat au Comité directeur pour élaborer à titre provisoire des éléments de programme reprenant les points sur lesquels un accord était intervenu au sein de la FGDS, programme de juillet 1967, et position socialiste de la déclaration commune avec le Parti Communiste français du 24 février 1968.
Voici donc le texte de la motion qui vous est présentée par la majorité de la Commission des résolutions.
A ce texte, certains membres de la Commission ont souhaité apporter un

amendement sur un point très précis. Je dois indiquer au Congrès que cet amendement a été soutenu au sein de la Commission par 2 voix, et repoussé par l'ensemble de la Commission moins ces deux voix.
Je pense que la lecture que je viens de faire, et qui était assez longue, mais qu'il était important de faire, vous a montré que la Commission des résolutions a été dans son rôle en prenant un texte solide, sérieux, précis, complet, à un moment où l'on fonde ce Parti, et il était donc important de s'exprimer. C'est ce que la Commission dans sa majorité a voulu. Ces développements me dispensent pour ma part de commentaire plus long, et je pense que maintenant il faudrait peut-être connaître l'amendement de Chevènement... Non, pas encore. Voici donc le texte qui sera soumis tout à l'heure à votre vote.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Notebart.

Arthur Notebart - Mes chers camarades, c'est au nom de la minorité de la Commission des Résolutions que j'ai l'honneur de présenter un texte, ceci au nom de 300 mandats de la fédération du Nord, sur 424, et de la Fédération des Bouches-du-Rhône, et une foule d'amis, et en particuliers de nombreuses petites fédérations. A la Commission des Résolutions, il est souvent d'usage de parler de majorité et de minorité… 36 pour 3 contre… une abstention attentive ! En vérité, 45 et si l'on tient compte des représentants qui étaient alors à la Commission des résolutions sous l'étiquette de la motion d'orientation Nord, j'ai le droit de dire que la proportion des mandats serait d'ordre différent à l'intérieur de la Commission.
Nous avions, avant-hier apporté à ce Congrès les deux motions de la Fédérations du Nord avec des paquets suffisants pour alimenter l'ensemble des délégués. Ce n'est pas de la faute des délégués du Nord, si ce travail n'a pas été fait. Je le regrette et cela nous a valut, lors du vote sur l'orientation, quelques difficultés ra pelez-vous, les numéros. Nous avons, sur le plan du Nord fait un effort, et, avec nos amis établis un texte que j'ai l'honneur de vous lire, texte que je commenterai ensuite. Ce texte a un avantage c'est qu'il est court, et vous pourrez voir aussi qu'il est clair. Le voici : "Etre d'abord nous même, le parti doit d'abord se préoccuper de sa propre existence de son rayonnement extérieur, de la cohésion et de l'attachement au Parti de ses militant".
Construire un parti socialiste capable de réunir des travailleurs de plus en plus nombreux et de servir le Socialisme dans les meilleures conditions est la tâche prioritaire.
Programme : Notre doctrine été définie par la Déclaration de principe acceptée par tous les adhérents. Le Parti doit maintenant se donner un programme fondamental permettant d'adapter à la société contemporaine le combat socialiste contre le capitalisme, pour la libération de l'homme.
De plus le parti doit définir le programme qu'il appliquerait s'il était au Pouvoir et qui, dans l'immédiat, apportera aux citoyens les solutions socialistes face à la politique de l'actuel gouvernement dominé par les puissances d'argent

Fondation Jean-Jaurès

Ces programmes, dont l'élaboration sera immédiatement entreprise, seront soumis à l'appréciation d'un congrès convoqué dans les meilleurs dans les délais. Ainsi, le Parti pourra fixer ses politiques sans céder aux facilités opportunistes.
Dans l'immédiat…
Là ou nous avons prévu, plutôt que de reprendre un long texte, un simple paragraphe qui dit ceci
Dans l'immédiat en vue notamment de fixer l'attitude des élus du Parti, le Congrès donne mandat au Comité Directeur pour élaborer, à titre provisoire, des éléments de programme immédiats, reprenant les points sur lesquels un accord était intervenu au sein de la PGDS (programme du 14/7/1967) et position commune avec le PCP du 24/02/1968.
Une orientation politique claire :
Le long passé de lutte des travailleurs dans l'opposition, et les progrès alors réalisés, montrent que l'accession aux responsabilités gouvernementales n'est pas une condition indispensable à une progression vers nos objectifs.
C'est pourquoi l'exercice du Pouvoir ne peut être assuré par des socialistes qu'en fonction d'une orientation politique claire.
Le choix de cette orientation guidera le Parti dans son comportement à l'égard des autres formations. Le concours de l'ensemble des travailleurs pour avancer dans la voie du Socialisme est indispensable. L'union de la gauche socialiste d'abord est donc nécessaire pour conquérir le pouvoir de progrès.
Mais les forces de progrès ne sont pas limitées aux seuls socialistes et communistes, et le Parti ne peut refuser le concours de ceux qui en acceptant son programme se séparent de la droite conservatrice.
Rapports avec le PC : En ce qui concerne le communisme, la constatation doit être faite que les espoirs mis dans une libéralisation des régimes de l'Est sont actuellement illusoires. Le pouvoir à Moscou ne fait aucune concession dans le domaine des libertés individuelles ou collectives, ou de l'indépendance des peuples.
Une réponse claire s'impose de la part du Parti Communiste français, sur la leçon qu'il tire de l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie, sur le sens qu'il donne aux notions d'internationalisme prolétarien de rôle dirigeant des Partis Communistes, et sur l'attitude qu'il compte adopter en France à l'égard d'un pouvoir dont il a assuré la survie par son abstention lors de l'élection présidentielle.
"Tant que le Parti Communiste n'aura pas apporté dans le débat public actuellement ouvert sur ces questions des réponses satisfaisantes, les pourparlers en vue de l'Union de la Gauche, qui doivent faire d'efforts permanents, ne pourront aboutir à des accords sur la politique commune.
"Mais avant tous le Parti doit être lui-même et "apparaître comme une force d'attraction capable d'entraîner la jeunesse et de mobiliser les masses au service du Socialisme".
Et bien, entendu, suivant les exemples toujours intéressants, nous demanderons, sur ce texte, la garantie du Congrès quant à la composition du Comité directeur.
Ce que je veux indiquer comme commentaire sur ce texte, c'est que nous

Fondation Jean Jaurès

entendons d'abord rester nous-mêmes, et strictement nous-mêmes d'abord. C'est la raison du premier point.
Dans le domaine du programme, je doute fort que les délégués à ce Congrès aient pu retenir comme il convient le détail de la longue énumération à laquelle vous avez assisté. Nous avons pensé que compte tenu du petit délai entre aujourd'hui et le Congrès extraordinaire, il était plus sage et plus normal, et plus naturel, de nous limiter à un programme sur lequel, déjà, nous étions d'accord avec nos partenaires, et également au lendemain du constat avec le Parti Communiste, C'est pourquoi tout simplement nous avons repris ce paragraphe. Je m'étonne d'ailleurs qu'on l'ait repris dans l'autre motion, en ayant besoin d'y ajouter un long commentaire.
Dans le domaine de la participation, la chose est claire, elle est nette. La participation n'a jamais été pour nous une fin ni un moyen, mais un problème de ces circonstances exceptionnelles. Dans le domaine des forces de progrès, ce ne sont pas les signataires de la motion majoritaire, qui pratiquent l'utilisation continue des forces de progrès à l'intérieur d'établissement communaux ou départementaux, qui me démentiront, il y a là inutilité d'être avec eux dans un combat commun. Nous voulons des réponses claires à l'égard du Parti Communiste ; nous les voulons claires et nous disons d'une façon très nette :
Tant que le Parti Communiste n'aura pas apporté dans le débat public ouvert - ouvert et entretenu par M. Fajon, Marchais et compagnie, auquel il convient de répondre -, il n'y a pas lieu de faire croire aux travailleurs à l'illusion d'un programme commun et d'une entende.
On veut un Parti nouveau. Nous venons ensemble d'en décider et j'entends encore ceux qui, montant à cette tribune durant deux jours, nous disaient' : "Il faudra un texte clair, il ne faudra pas nous sortir un nègre 'blanc"… On aurait pu ajouter aussi : pas le mobilier d'une Auberge espagnole. Vous me permettrez de dire très gentiment et très amicalement que l'unanimité réalisée sur le texte de la majorité ne ressemble que très peu à un texte clair, si on tient compte de ce qu'il y avait dans les motions soumises au parti,… (protestations dans l'assemblée)... Avec votre permission, je continue donc...
Et j'indique qu'en plus, non seulement du texte qui peut permettre à chacun de trouver son hors-d'œuvre ou son plat de résistance, il est un fait politique qu'on peut éviter dans un Congrès : c'est l'intention politique qui s'abrite derrière les textes, et l'intention politique a été nettement exprimée et expliquée à ce Congrès par Guy Mollet, déclarant qu'en aucun cas, dans l'avenir, nous ne pourrions faire quoi que soit comme action gouvernementale sans le soutien ou la participation que nous avons enregistré, nous avons le souvenir du passé, de certains gouvernements socialistes et de l'intéressé lui-même, où nous... (applaudissements et protestations dans l'assemblée)… Vous savez bien que cela ne servira à rien et que cela ne va pas m'émotionner…
… Nous avons le souvenir de certains gouvernements socialistes qui, nous pensions encore jusqu'à tout à l'heure, avaient apporté quand même aux travailleurs des avantages substantiels.
Nous pensons aussi à Prague, nous pensons aux peuples qui souffrent sous la,

botte bolchevique. Nous pensons à la position communiste qui a permis Pompidou, aussi. C'est tout simplement avec calme et confiance que nous sommes convaincus que le Parti se définira dans les jours qui viennent en y voyant maintenant peut-être un.peu plus clair – même si ce n'est pas en tout cas suffisamment clair. Aller à l'idéal et comprendre le réel, disait Jaurès ; Le réel, c'est la situation politique du Parti Communiste dans le monde présent. Le réel, c'est Pompidou à la présidence de la République par la trahison communiste. Le réel c'est qu'il faut un parti majeur et libre...
Et c'est tout simplement avec confiance que nous déposons ce texte, en vous donnant, bien entendu rendez-vous au prochain Congrès national.
(Applaudissements)

Le président - Je suis saisi d'un amendement au texte de la majorité de la Commission des résolutions, cet amendement est présenté par Chevènement et par Poperen.
La parole est à Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Camarades, l'amendement que j'ai l'honneur de vous présenter vient en adjonction au texte de la majorité de la Commission présenté par Bernardin.
Cet amendement est le suivant, il porte sur un point que nous considérons comme fondamental : le dialogue avec le Parti Communiste.
Le texte majoritaire dit : "Ce dialogue est de la plus grande importance et doit permettre d'aboutir à un accord politique".
Jusque là nous, sommes entièrement d'accord.
Puis, la dernière phrase est la suivante : "Mais il ne pourra aboutir à cet accord que si des réponses satisfaisantes sont apportées aux questions fondamentales".
Eh bien, je peux dire que sur ce point je suis entièrement d'accord avec Notebart, je considère que ce n'est pas tout à fait clair et Poperen avec moi. C'est pourquoi nous vous proposons - et je voudrais vous expliquer pourquoi nous le faisons- le texte suivant que nous substituons à celui que je viens de vous lire. "La recherche d'un tel accord de gouvernement doit permettre de poser concrètement et avec rigueur les questions fondamentales de la démocratie socialiste et d'obtenir du Parti Communiste les garanties nécessaires tant en ce qui concerne la gestion de l'économie que les libertés publiques."
Camarades, je pense que vous voyez la différence entre les deux textes. (Dans un cas, la négociation sur un programmé politique ou plus exactement sur un accord politique est subordonnée à un accord fondamental sur des principes très généraux qui sont les principes de la démocratie socialistes et des voies de passage. C'est une conception qui nous parait défensive, elle nous parait introduire un débat qui risque d'être académique, un débat qui serait une espèce de long concile. Nous préférons y opposer une conception offensive et authentiquement socialiste.
Nous demandons que ce soit à l'occasion de la négociation sur un programme de gouvernement que soient posés les problèmes fondamentaux de la démocratie

Collection Jean-Jaurès

socialiste, que nous demandions au Parti Communiste concrètement sur le terrain ce qu'il veut nationaliser, comment il entend le faire, comment il entend mener la politique industrielle, quels secteurs planifier, quelle part de l'économie doit être laissée au marché. Nous voulons savoir quelle technique de gestion économique il entend employer avec nous. Nous voulons savoir le régime de la presse. Nous voulons aller dans les détails. Nous voulons savoir ce qu'il en sera de la démocratie dans les entreprises et nous croyons que c'est par cette démarche intellectuelle que nous pourrons dessiner précisément un programme sur lequel nous pourrons nous entendre et qui donnera toutes les garanties que nous souhaitons.
Nous pensons que la démarche opposée, celle qui consiste à parler un peu en l'air de la transition vers le Socialisme, que cette conception risque d'éterniser le dialogue.
Nous proposons donc, camarades, qu'au dialogue avec le Parti Communiste, il y ait une sanction, la sanction du réel, et qu'on n'attende pas que les Communistes deviennent socialistes !
(Applaudissements)

Le président - Je ne suis saisi d'aucun autre amendement ; par conséquent, je donne la parole au rapporteur pour répondre.

Bernardin

L'amendement qui vient de nous être soumis par rapport au texte que je vous ai présenté semble porter pour l'essentiel sur un mot. Il s'agit pour les auteurs de l'amendement de préciser que le dialogue entrepris, engagé, poursuivi avec le Parti Communiste, doit aboutir à un accord de gouvernement, à un programme de gouvernement.
La nuance risque de paraitre mince à la plupart des délégués.
Pourquoi la Commission des résolutions, dans sa majorité, a t-elle refusé un tel amendement ?
C'est parce qu'il risque d'introduire une équivoque dans la démarche à poursuivre, une ambigüité dans les finalités de cette démarche.
En effet, le dialogue que nous voulons tend bien à un accord politique, à un accord politique en vue d'édifier une société socialiste. Or, donner pour objectif à ce dialogue un accord de gouvernement, un programme de gouvernement, c'est, dès le départ, en limiter la perspective en réduire la portée.
(Applaudissements)
Dans l'état actuel, c'est, en définitive, se condamner à ne chercher qu'un accord circonstanciel et se dispenser par là même d'une recherche plus large et plus sérieuse.
Or, nous sommes sans illusions, nous savons bien que la revendication que formule constamment le Parti Communiste /français, en vue d'un programme de gouvernement, se trouverait immédiatement satisfaite si nous disions sans plus attendre que nous sommes prêts à l'élaborer et ce serait probablement chose rapide et facile. Mais qu'en resterait-il ? Qu'en traduirait-il, sinon un

Fondation Jean Jaurès

rapprochement qui risquerait d'être éphémère et qui n'aurait pas par surcroit la crédibilité, puisque le mot est à la mode, nécessaire pour attirer à nous la majorité des citoyens de ce pays.
Qu'en resterait-il si n'étaient pas posés les problèmes de fond ? Si ces problèmes n'étaient pas discutés, confrontés, surmontés ?
Qui parle d'accord, qui parle d'alliance, implique nécessairement le respect de l'autre et la prise en considération, et c'est pourquoi il est important, pour ce qui nous concerne, que nous soyons nous mêmes dans ce dialogue, et que nous nous conduisions sans complaisance.
Cela implique aussi qu'aucune difficulté n'étant écartée, la volonté d'aboutir soit sérieuse, soit constante.
Pour ce qui nous concerne, c'est ce que veut exprimer la motion et c'est parce que, au delà d'un rapprochement qui ne peut qu'être sans lendemain, nous voulons mieux et plus, l'édification d'une véritable société socialiste, et que nous savons qu'il nous faut la vouloir et l'accomplir en commun, c'est pour cette raison que nous avons estimé inutile, inopportun, voire dangereux, l'amendement qui nous était proposé que la Commission, dans sa majorité, l'a rejeté.
(Applaudissements)

Le président - Je vais mettre aux voix l'amendement présenté par Chevènement. Le vote par mandats n'est pas demandé...

Françis Leenhardt - Est-ce que vous prévoyez un vote par division sur le texte de la majorité : un vote sur l'orientation générale et un vote sur le programme ? Cela nous parait souhaitable.

Le président - Pour l'instant, nous en sommes à l'amendement présenté par Chevènement. Je le mets aux voix. Que ceux qui en sont partisans le manifestent en levant la main ? 30.
Contre ? …
Abstentions ? (15)
L'amendement est repoussé.
La parole est à Bernardin pour répondre à la question posée par Leenhardt.

Bernardin - Je ne pense pas, en répondant, trahir le vœu de la majorité de la commission : j'estime pour ma part qu'il n'y a pas d'inconvénient à dissocier le vote sur ce texte en deux votes distincts, le premier portant sur l'orientation générale et la stratégie, le second, portant sur la partie du texte ayant trait au programme et au plan d'action socialiste.

Dans la salle - Un seul vote !

Guy Mollet - Camarades, j'ai l'impression qu'il n'y a aucun inconvénient à accepter le vote par division. Le votre par mandat ne devrait pas être nécessaire

Coll. Fondation Jean Jaurès

sur la partie programme, car je crois qu'à l'unanimité absolue on pourrait l'adopter et conserver le vote par mandats pour l'orientation.

Le président - Nous allons d'abord voter sur le programme et je propose que nous le fassions à main levée.
Que ceux qui sont partisans d'adopter le programme le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ? Abstentions ?
Adopté à l'unanimité ;
(vifs applaudissements)
Nous allons maintenant voter par mandat sur le texte concernant l'orientation générale.

Un Délégué - On ne peut pas avoir cinq minutes de suspension pour se concerter ?

Le président - La parole est à Caillieret pour procéder à l'appel des fédérations.
Le vote se déroulera de la manière suivante : ou pour le texte Bernardin ou pour le texte Notebart.
Nous sommes bien d'accord ?

Un délégué - On pourrait voter à main levée.

Le président - Je pense étant donné l'importance du vote qu'il doit avoir lieu par mandats.
(Il est procédé à l'appel des fédérations, puis au dépouillement du vote)
Le président - Voici les résultats du vote :
nombre de mandats : 3 074.
Bernardin – 2 025
(Applaudissements)
Notebart - 948
N'a pas pris par au vote : 1
Abstentions : 50
Absents : 50.
La parole est à Cazelles.

Ernest Cazelles - Mes chers Amis, c'est pour vous annoncer une mauvaise nouvelle : le dépouillement n'est pas encore terminés Je viens de me rendre auprès du président du bureau de vote qui m'a indiqué qu'il en avait encore pour 45. En conséquence, je crois qu'il y a lieu de suspendre la séance jusque là.

Le président - La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 22 h. est reprise à 23 h 10)

Collection Jean-Jaurès

Le président - Camarades, la séance est reprise. Voici les résultats de l'élection des Organismes centraux :
- Commission des conflits
Inscrits : 866
Votants : 826
Nuls : 56
Exprimés : 770
Sont élus :
Mistral : 583
Marou : 572
Gauthier : 528
Collet : 496
Dautret : 435
Angot : 415
Bourgouin : 400
Coltis : 398
Mascqmer : 391
Viennent ensuite : André : 384, Grandin : 345, Sicart : 329, Eck : 313.
Commission de contrôle.- Sont élus
Frouvo : 645
Lahic : 635
Baboin : 619
Lecornet : 614
Vaur : 610
Pravent : 588
Richard : 558
Plat : 500
Viennent ensuite : Baudou : 495, Case : 394, Jurquet : 387.
Comité directeur
- Inscrits : 866,
- Votants : 825,
- Nuls : 25,
- Exprimés : 800,
Sont élus :
Guillle : 685
Savary : 659
Taddéi : 606
Mauroy : 601
Verdier : 578
Le Floch : 574
Sainte-Marie : 574
Aynie : 578
Labarrère : 565
Quilliot : 564
Pontillon : 554

Fondation Jean-Jaurès

Dreyfus-Schmidt : 540
Delmas, Louis : 529
Caillieret : 507
Gazier : 505
Suchet : 496
Southon : 489
Provo : 488
Béregovoy : 487
Boulloche : 483
Marty : 479
Loo : 475
Laurent : 463
Spenale : 462
Bernardin : 461
Blanca : 459
Loustau : 455
Cellard : 450
Cepede : 446
Cazelles : 445
Leenhardt : 443
Fuzier : 439
Champeix : 429
Fajardie : 428
Pot : 427
Barel : 427
Denecker : 424
Desvaluis : 423
Debesson : 422
Routier-Preuvost : 415
Weygand : 410
Piette : 408
Palmero : 407
Enock : 405
Faivre : 402
Fleury : 400
Notebart : 396
Pezet : 390
Thibault : 390
Josephe : 386
Jacquet : 380
Herbaut : 379
Faraud : 376
Nevache : 376
Pic : 369
Gau : 369

Fondation Jean-Jaurès

Hintermann : 365
Jobert : 363
Brutelle-Duba : 354
Cot : 351
Montanier : 348
Viennent ensuite :
Lagrange : 337
Chandernagor : 331
Goutrovoy : 329
Courtois : 321
Delmas Lucien : 319
La parole est à Notebart.

Arthur Notebart - En application des Statuts que vous avez votés, et conformément à ce que j'indiquais tout à l'heure, je demande l'application de la garantie, c'est-à-dire qu'il y ait 13 élus relevant de la motion que nous avons présentée en remplaçant les 2 derniers de la majorité par deux de la minorité. C'est l'application de la loi pour tout le monde, je vous demande donc de l'accepter normalement !

Ernest Cazelles - Mes chers camarades, en application des Statuts que vous avez votés hier matin, la minorité du Congrès a demandé l'application de la garantie. La garantie, c'est les 2/3 de ce que lui donnerait la proportionnelle sur l'ensemble des votes.
La minorité a demandé la garantie pour Provo, Loo, Laurent, Leenhardt, Debesson, Gautiern, Weygand, Notebart, Pezet, Thibault, Hintermann, Chandernagor, Courtois. Voilà.
Sur ces 13, il y en a 11 d'élus, c'est-à-dire les 11 premiers appelés tout à l'heure.
Ainsi donc, nos camarades Chandernagor et Courtois sont proclamés élus à la place de Jean-Pierre Cot et Montanier, les deux derniers élus sur la liste. (Protestations diverses).
C'est l'application des statuts, je n'y peux rien !

Le président - La parole est à Taddei.

Dominique Taddei

Camarades, à cette heure du Congrès, j'ai d'abord un premier souhait à formuler, c'est qu'il ne ressemble pas, à partir de maintenant, à ce que nous avons connu à Alfortville. (Applaudissements).
Ceci étant, je tiens à préciser qu'il me paraît parfaitement normal que la minorité demande cette garantie, mais je dis aussi que l'ensemble des Congressistes ont le droit de demander le détail des chiffres ! Est-ce que c'est 13, est-ce que c'est 12 ? Il peut y avoir des questions de décimales ! Est-ce que ça tombe juste ou pas juste ? Tu réclames pour 2 sièges, je suis prêt à te croire, Notebart, mais j'ai le droit aussi de demander les pourcentages détaillés, comme tout congressiste !

Coll. Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Ce ne sont pas simplement 5 ou 6 camarades qui ont le droit de connaître les détails, dans des affaires pareilles tout le monde a le droit de les connaître, surtout si l'on pense à la notoriété de ceux qui vont être écartés !
(Applaudissements)

Ernest Cazelles

Mes chers camarades, excusez-moi de vous avoir fait attendre quelques minutes supplémentaires, mais j'avais perdu le chiffre des résultats du scrutin de tout à l'heure sur lequel la garantie a été demandée.
Cette garantie a été demandée en vertu de l'Article 38 que vous avez voté hier matin et que je vais vous relire : Tous les candidats au Comité directeur figurent dans l'ordre alphabétique sur une liste unique imprimée par les soins du Secrétariat Général du Parti, pour être utilisée comme bulletin de vote.
La garantie de représentation au Comité directeur prévue à l'article 17 est accordée, à sa demande, à toute minorité qui s'est dégagée, soit sur l'orientation générale du Parti, soit sur un aspect de sa politique, à condition que le texte qu'elle a soutenu ait recueilli au moins 20% du total des mandats représentés. Cette garantie ne peut s'appliquer qu'à un seul sujet.
Les résultats du vote sur 3 074 mandats sont les suivants :
Bernardin a eu : 2 025 voix,
Notebart avait : 948 voix, c'est-à-dire plus de 20%.
Il y a eu 50 abstentions, 50 absents et 1 refus de vote.
Si vous faites la règle de 3, très simple, vous constatez que la garantie qui est demandée donne : 12,7, ce qui fait qu'évidemment la garantie qu'il faut donner est bien 13.
Donc, la minorité ayant 11 élus, il faut qu'il y en ait 2 qui soient garantie et la minorité, par l'intermédiaire de Notebart, m'a fait savoir que la garantie s'appliquait sur Chandernagor et Courtois, qui allaient remplacer nos camarades Cot et Montanier, qui étaient élus les derniers.
Voilà tous les renseignements que je pouvais vous donner.
L'ordre, après le dernier élu, c'est Lagrange, 337, mais la garantie ne joue pas sur Lagrange, c'est donc bien Chandernagor (331). Ensuite, nous avons Gourtovoy (329), mais la garantie ne joue pas sur Gourtovoy, et la garantie joue donc sur Courtois (321).
Voilà.

Le président - Alors, camarades, les membres du Comité directeur se réuniront immédiatement, après la séance, à la tribune.
Mes chers camarades, nous sommes arrivés au terme de nos travaux.
Notre nouveau Parti est maintenant constitué et va devoir engager son action d'éducation et de propagande dans le pays.
Je crois que nous devons nous féliciter de la tenue de ce Congrès qui fera date dans l'histoire du Socialisme.
Vive le Parti Socialiste !

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès